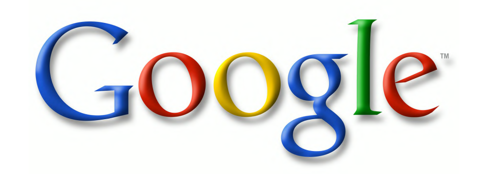
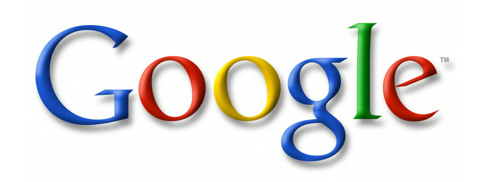
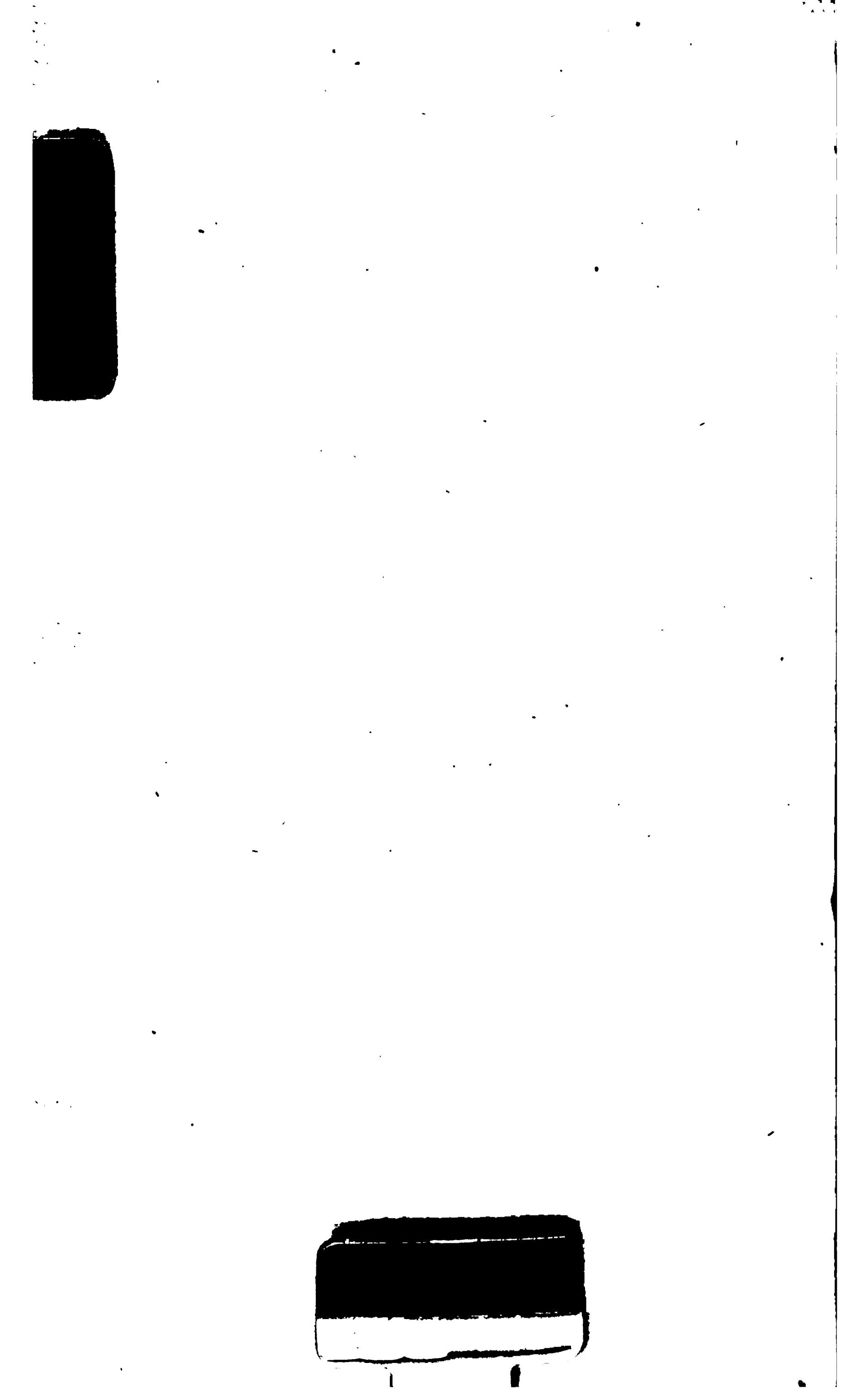








HISTOIRE
DES TROIS DÉMEMBREMENS
DE LA POLOGNE.

DE L'IMPRIMERIE DE LEBLANC.

HISTOIRE
DES TROIS DÉMEMBREMENS
DE LA POLOGNE,

POUR FAIRE SUITE A L'HISTOIRE DE L'ANARCHIE DE POLOGNE,
PAR RULHIÈRE.

PAR L'AUTEUR DE L'ESPRIT DE L'HISTOIRE
ET DE LA THÉORIE DES RÉVOLUTIONS.

TOME PREMIER.

A PARIS,
CHEZ DETERVILLE, LIBRAIRE,
RUE HAUTEFEUILLE, N.° 8.

1820.

AVERTISSEMENT.

Lorsque Rulhière entreprit d'écrire l'Histoire des malheurs de la Pologne, les réflexions auxquelles il se livra, et les connoissances qu'il chercha à acquérir, le convainquirent que ce grand événement tenoit à des causes éloignées, dont la principale étoit l'anarchie d'une république mal constituée. Il se décida donc à intituler son ouvrage : *Histoire de l'Anarchie de Pologne*; titre bien justifié par ce qu'on lit dans les premiers Livres. Ces Livres offrent réellement un tableau fidèle de l'anarchie de la Pologne. C'étoit dans les derniers que devoit se trouver l'Histoire du démembrement de 1773 ; et ce sont ceux qu'il n'a pas eu le temps d'achever. Les deux démembremens survenus depuis sa mort, forment, avec le premier, une Histoire complète de l'anéantissement de cette malheureuse nation.

C'est cette Histoire, qu'aujourd'hui nous présentons au public comme une suite de celle de Rulhière. Il est indispensable d'avoir lu la sienne, pour suivre surtout le commencement de notre récit, parce qu'il suppose

une connoissance antérieure de plusieurs faits ou personnages, sur lesquels nous n'avons pas cru devoir répéter ce que Rulhière avoit dit.

Le plan qu'il avoit formé est un des plus beaux qu'aucune Histoire puisse offrir. Dans toutes les parties de son ouvrage il suit constamment la loi qu'il s'étoit imposée, de remonter toujours aux causes les plus éloignées, de répandre dans son récit tout ce qui pouvoit, ou en augmenter l'intérêt, ou y jeter de nouvelles lumières; c'est ce qui lui donne souvent l'occasion de présenter des développemens qui, non-seulement, ne sont point hors de son sujet, mais qui même, par la manière heureuse dont ils sont amenés, par les grandes vues qu'ils renferment, semblent en être le complément. Le lecteur s'arrête avec autant de satisfaction que de fruit sur ces points saillans, d'où il peut découvrir, observer et juger tout ce qui se passe et se prépare à l'entour.

Les notions que Rulhière avoit recueillies dans différentes cours, dans le Dépôt des affaires étrangères, dans des voyages entrepris avec l'intention d'examiner, de comparer, d'approfondir tout ce qu'il apprendroit, ré-

pandent un puissant intérêt sur son Histoire, qui, souvent, est celle des principaux cabinets de l'Europe. C'est qu'en effet le sort de la Pologne intéressoit l'Europe entière; c'est que la ruine, ou même la décadence de cette république, ne pouvoit manquer d'amener de grands changemens dans toutes les relations politiques. Rulhière étoit avec raison vivement frappé de ces changemens; et cependant il ne pouvoit alors avoir prévu le bouleversement entier de l'ancienne politique. Lorsque ce bouleversement commença dans la guerre de 1792; lorsque, par les suites de cette guerre, toutes les bases antiques furent déplacées ou détruites; lorsque le Tamerlan de nos jours s'élançoit de Madrid à Moscou, et vouloit imposer des lois sur les côtes de la Baltique, après en avoir donné sur celles de la Méditerranée, personne ne pouvoit dire sur quelles bases nouvelles reposeroit un jour la tranquillité de l'Europe. Dans ce tableau, la Pologne ne pouvoit plus paroître que comme un *point*; cinquante ans auparavant elle étoit *masse*, et sembloit avoir été disposée par la nature pour être le boulevard de cette même Europe contre les habitans du Nord. Cette différence en met nécessairement une dans la manière

dont on auroit alors envisagé les désastres de la Pologne, et celle dont il faut les juger aujourd'hui.

Voilà un des désagrémens d'écrire l'Histoire, même d'un autre peuple, lorsqu'on est à peine remis des secousses d'une grande révolution. On fait de vains efforts pour placer et retenir le lecteur à l'époque dont on lui parle : ses souvenirs, ses craintes, ses espérances le ramènent toujours au temps où il est ou à celui qui a précédé ; et cela tient à une vérité qu'il est impossible de ne pas admettre, quand on a médité sur les révolutions en général : c'est qu'il n'en est point dans lesquelles on ne trouve des rapports, des rapprochemens qu'on ne cherchoit même pas ; à plus forte raison, doit-on les trouver fréquemment, lorsqu'ayant été soi-même dans des circonstances semblables, on est naturellement porté à revoir partout ce dont on a été fortement affecté.

Rulhière n'a point éprouvé cet inconvénient, et il a pu se livrer à toutes les digressions dont il a cru nécessaire, utile ou agréable d'orner le sujet qu'il traitoit, sans craindre qu'on lui supposât d'autres intentions que de placer sous le jour le plus avan-

tageux ce qu'il devoit présenter à ses lecteurs. Aussi voit-on, dans son ouvrage, des événemens très-éloignés, soit pour les temps, soit pour les lieux, venir se rattacher à l'événement principal, comme moyens, suites, causes, occasions ou prétextes. Le même fil qui a conduit les lecteurs en Tartarie, en Crimée, en Géorgie, dans l'Archipel, et même en Égypte, les ramène sans les égarer, pour voir les mêmes questions s'agiter, sous d'autres formes, sur le Danube, la Sprée, la Vistule et la Néva.

C'étoit surtout pour cette seconde partie de son ouvrage, dans laquelle commencent et se suivent les négociations, que Rulhière avoit préparé une grande quantité de notes, fruit de ses recherches ou de ses réflexions. C'est dans ces notes, que nous avons trouvé ses entretiens avec le prince Henri de Prusse, le comte de Kniphausen et quelques autres personnages, ainsi que les confidences qui furent faites pendant les conférences de Teschen; époque à laquelle le comte Panin, ayant déjà fait signer aux Turcs une paix désastreuse, faisoit admettre la Russie dans la garantie du traité de Westphalie, et accomplissoit ainsi le grand projet de Pierre I.er,

de faire reconnoître la Russie puissance Européenne.

Le long travail que nous avons fait sur cette multitude de notes (qui attestent une recherche attentive et perpétuelle des plus petits détails), nous a convaincus que Rulhière avoit autant d'amour que de respect pour la vérité. On le voit souvent revenir sur une date, sur un fait, sur l'induction qu'il en avoit tirée, pour confirmer, expliquer, changer ce qu'il avoit dit dans une note précédente. Il avoit, pour cette même partie qui lui restoit à faire, recueilli beaucoup de pièces intéressantes, depuis 1770 jusqu'en 1775. Ces pièces, tant qu'elles sont restées entre nos mains, nous ont été d'un grand secours pour démêler et suivre le fil des négociations entre les trois puissances, pendant près de deux ans. On reconnoît dans ce recueil le travail de l'observateur profond, infatigable, qui ne néglige aucune particularité, dès qu'elle lui paroît pouvoir donner quelques éclaircissemens, ou fournir quelques indices. La fréquente comparaison que nous avons été dans le cas de faire entre ces pièces et les notes de Rulhière, nous a de plus en plus démontré la parfaite exactitude de celles-ci; c'est avec

autant de confiance que de satisfaction, que nous garantissons au public la conformité de notre récit avec ces pièces et les notes. Quoique nous n'ayons pu les joindre aux pièces justificatives, c'est toujours à Rulhière que nous devons reporter l'hommage des connoissances qu'elles nous ont procurées; c'est dans son travail préparatoire, que nous avons trouvé la réunion de tout ce qui pouvoit constater l'authenticité de l'Histoire du premier démembrement.

En lui rendant cette justice, nous ne nous dissimulons pas l'objection qui lui a été faite, et qui, au premier aspect, pourroit élever quelques doutes contre la foi que nous paroît mériter son récit. Dans son manuscrit, que nous avions eu entre les mains pendant dix-huit mois, il n'y a aucune note indicative des pièces sur lesquelles il est cependant constant qu'il a toujours travaillé; et, dans les cartons contenant toutes celles dont nous avons fait usage, il ne s'en trouvoit aucune antérieure au mois d'août 1769, époque où finissoit son travail. Sans doute, il auroit été à désirer qu'écrivant une Histoire sur laquelle il ne pouvoit encore citer aucun auteur connu ou accrédité, il eût placé quelques-

unes des pièces principales, soit à la fin de chaque Livre, comme pièces justificatives, soit comme notes, dans le cours de l'ouvrage. C'est, j'en conviens, une sorte de satisfaction due aux lecteurs, qui ont droit d'exiger d'un historien quelques preuves à l'appui de son récit; mais l'exactitude que nous venons de remarquer, et que Rulhière portoit dans le rassemblement des notes et pièces qui devoient servir à la seconde partie de son ouvrage, garantit suffisamment que, pour la première, c'est-à-dire, pour les premiers Livres, il avoit aussi sous les yeux toutes les preuves de ce qu'il écrivoit. Cela résulte même évidemment de plusieurs passages dans lesquels on voit qu'il copioit, ou analysoit une pièce originale.

Une autre objection s'est élevée contre lui. Elle porte sur l'animosité dont on le supposoit prévenu contre la Russie, et qui, dit-on, est facile à reconnoître dans son Histoire. Cette animosité, ajoute-t-on, a dû le rendre partial; et tout historien partial est justement suspect. Je ne rapporte ici cette objection, que parce qu'elle semble résulter d'une lettre écrite à Rulhière par un ancien académicien, et qu'elle lui a été faite dans des sociétés où

il lisoit différens morceaux de son manuscrit. Cette animosité avoit été, dès-lors, remarquée par quelques auditeurs qui en ont parlé depuis; car, les fautes d'un auteur sont ce qu'on saisit le plus, et ce qu'on oublie le moins. Il est certain qu'en écrivant ses *Anecdotes sur la révolution de Russie, de 1762*, Rulhière avoit involontairement cédé au sentiment défavorable que cette révolution doit inspirer à toute ame honnête. Il n'est pas moins certain que ce sentiment se manifeste fréquemment dans son Histoire, surtout dans l'affectation avec laquelle, en parlant de Catherine, il la nomme toujours *la czarine;* quoique cette dénomination ne fût plus reçue dans les cours, depuis qu'Élizabeth y avoit fait reconnoître, pour les souverains de la Russie, les titres d'empereur et d'impératrice. Enfin, il est également vrai, qu'en racontant les longues et déplorables calamités des Polonois, Rulhière s'étoit, pour ainsi dire, identifié avec eux, et partageoit les sentimens que les opprimés vouoient aux oppresseurs. Il a pu, nous dirons plus, il a même dû, en se pénétrant de son sujet, recevoir et garder cette impression, qui fait honneur à son ame; mais nous ne croyons pas

que l'on puisse en tirer aucune conclusion contre la sincérité de son récit, lorsque cette sincérité est d'ailleurs établie, ainsi que nous venons de le dire. Ces sentimens ont pu quelquefois lui inspirer des réflexions plus ou moins sévères sur tels ou tels faits; mais ces faits sont toujours rapportés avec impartialité, et les lecteurs, avertis eux-mêmes par l'opinion qu'ils pourroient présupposer chez Rulhière, peuvent aisément se tenir en garde contre l'amertume de quelques réflexions, contre quelques traits, peut-être un peu forcés, et ramener les unes et les autres à leur exacte et juste valeur.

La lettre dont nous venons de parler est de Chabanon. Nous ne pouvons en assigner la date positive; mais elle doit être, au plus tard, de la fin de 1788, ou des premiers mois de 1789, d'après une note de la main de Rulhière, écrite dans un temps où se préparoit, en Pologne, la révolution de 1791. Dans les dispositions que toute la Pologne sembloit annoncer alors, Rulhière crut avoir trouvé la réponse à l'objection que Chabanon lui avoit faite : nous pensons que le public ne regrettera pas de retrouver ici ces deux pièces.

Extrait de la lettre de Chabanon.

« L'intérêt se soutient jusqu'à la fin, et, » dans les derniers Livres, le style me paroît » tel, à peu de chose près, qu'il doit être.

» J'ai donné quelques coups de crayon, » que vous comprendrez aisément; j'ai écrit » sur les feuilles ci-jointes ce que le crayon » n'eût pas assez indiqué.

» Permettez-moi une observation générale. » Vous peignez les Russes comme une nation » lâche et méprisable; vous montrez chez les » Polonois plus de noblesse, de grandeur, et » d'activité; vous leur prêtez des sentimens » patriotiques, et un grand amour de la li- » berté. Vous produisez parmi eux de grands » caractères, égaux en vérité à ceux des ré- » publiques anciennes. Cependant, dans tout » le cours de votre Histoire, ces Polonois fiers » et actifs sont toujours sous le joug. Ils dé- » pendent toujours de ces lâches tyrans à » qui vous les asservissez. Il n'y a pas une » époque où la fierté Polonoise étonne et » menace la féroce pusillanimité des Russes. » La dernière époque de votre Histoire mettra » le comble à l'avilissement des Polonois.

» Ne craignez-vous pas qu'on ne vous re-

» proche d'avoir annoncé de grands hommes, » qui ne font jamais rien, n'ayant à combattre » et à repousser que des lâches? Méditez cette » objection; et, si vous trouvez une solution » claire, ne négligez pas de la donner au » lecteur.

» Voilà tout ce que m'inspirent mon » amitié, et mon zèle pour votre gloire ».

Note de Rulhière.

« L'objection que m'a faite M. de Chaba- » non, étoit très-spécieuse, et ne laissoit pas » de m'embarrasser. J'étois sûr, cependant, » d'avoir peint, avec la plus entière fidélité, » sans amour et sans haine, *quorum causas* » *procul habeo*. Mais en finissant mon ou- » vrage, ce problême est résolu, et j'ai aujour- » d'hui (1789) la satisfaction de reconnoître » qu'on doit me savoir gré d'avoir représenté » avec de telles couleurs, et sans prévoir les » événemens qui ont suivi, un peuple pres- » que toujours vaincu pendant le cours des » faits que je raconte, mais qui avoit toujours » en lui-même les ressources qui devoient, en » peu d'années, et à la première occasion » que la fortune lui offriroit, amener sa déli- » vrance ».

Si Rulhière eût vécu deux ans de plus, il auroit vu, sans doute, que cette délivrance, dont la fortune offroit l'espoir à la Pologne, fut au contraire l'origine de sa destruction; mais la réponse pourroit toujours être justifiée par la conduite de la diète et des diétines, depuis 1788 jusques en 1792. Quand nous serons arrivés à cette époque, nous aurons souvent occasion de remarquer qu'à partir de 1788, la nation a constamment eu le désir, et cherché les moyens de sortir de cet état d'avilissement et de servitude que Chabanon lui reproche avec raison.

On voit, par la note de Rulhière, qu'il comptoit terminer son ouvrage en 1789; mais d'autres intérêts ne tardèrent pas à le distraire de ce travail. Dès les premières séances des États-généraux, la révolution s'annonçoit avec violence, et Rulhière interrompit toute autre occupation pour consacrer uniquement son temps à recueillir des renseignemens précieux sur les événemens et les personnages les plus remarquables. Ce recueil, qu'il a continué jusqu'à sa mort, seroit un trésor inappréciable pour l'Histoire; mais il est à craindre qu'il ne soit entièrement perdu. Il ne paroît pas, jusqu'à présent, qu'on ait retrouvé ces notes que

tant d'hommes puissans avoient alors et peut-être ont encore tant d'intérêt à supprimer.

On ne doit pas moins lui savoir gré d'avoir tout quitté pour se livrer exclusivement à un travail qu'il crut devoir à sa patrie. Il eut le courage de lui sacrifier la juste satisfaction d'en achever un commencé depuis plusieurs années, pour lequel il avoit préparé d'immenses matériaux, et qui devoit lui assurer un rang distingué parmi les premiers historiens; car nous regardons son ouvrage comme un des plus beaux morceaux d'histoire. Cet ouvrage n'ayant pas été fini, la critique ne peut s'appesantir sur quelques négligences, qu'il eut été si facile de faire disparoître, et que lui-même n'auroit pas manqué de corriger à l'impression. On voit qu'il en avoit été averti par Chabanon; et certainement il eut fait usage des remarques que celui-ci lui avoit envoyées.

Il a laissé à son continuateur une tâche d'autant plus difficile, que la dernière partie de l'Histoire du démembrement de 1773 étoit nécessairement moins brillante que la première partie. L'auteur trouvoit fréquemment l'occasion de présenter une masse de faits, d'offrir de grands résultats, de réunir souvent différentes causes éloignées, pour montrer

comment elles ont, soit ensemble, soit successivement, influé sur tels ou tels effets. Cette belle conception ouvroit devant lui un vaste champ, qu'il pouvoit parcourir à volonté, et dans lequel tous les points de vue se reportoient toujours sur l'objet principal; aussi n'a-t-il perdu aucun des avantages qu'un pareil plan devoit lui fournir. Il en a profité pour disséminer dans quatre volumes une foule de discussions, de développemens et de portraits qui, par leur vif intérêt, coupent la narration, et cependant ne la ralentissent pas; moyen heureux de reposer l'attention du lecteur, sans la laisser se refroidir. Cette source de grandes beautés, si abondante dans la première partie, étoit presque tarie pour la seconde; elle l'étoit surtout pour le récit des longues et honteuses négociations qui, depuis 1771, occupèrent les trois cours copartageantes. Il falloit, par-dessus tout, s'astreindre à mettre, dans ce récit, exactitude et clarté: il falloit suivre scrupuleusement, et montrer au grand jour cette marche toujours mystérieuse, souvent contradictoire, de trois souverains qui ont fini par faire ce que d'abord aucun d'eux ne vouloit faire; il falloit dérouler sous les yeux du lecteur le fil de ces négo-

ciations que les ministres mêmes des trois cours ne connurent point ou connurent mal, jusqu'à ce que la trame en fût entièrement ourdie, et que ces cours leur cachoient avec soin, comme si elles eussent rougi d'avouer, même à leurs propres agens, des desseins que ceux-ci eurent peine à comprendre, et que plusieurs d'entre eux n'approuvèrent jamais.

Il en étoit de même pour les secondes tentatives faites par Catherine contre l'Archipel. Les premières avoient donné à Rulhière l'occasion d'employer une partie du cinquième Livre à nous offrir des notions intéressantes sur la servitude où se trouvoient réduits des pays jadis si fiers de leur liberté, et si renommés dans l'Histoire sous le nom de Lacédémone ou du Péloponèse. Dans les premières tentatives que fait Catherine pour armer la crédulité de ces peuples contre leurs conquérans, on ne trouve, de leurs parts, aucun effort proportionné à ce qu'on attendoit d'eux. Quelques trahisons mal conçues et mal exécutées, quelques insurrections, dans lesquelles on cherche vainement des chefs capables et un esprit national; point d'ordre, nulle discipline; une grande cupidité; du pillage et des crimes : c'est avec cela que ce

misérable peuple veut faire croire qu'il va briser ses fers ; et il faut convenir que le chef de l'entreprise n'étoit nullement propre à lui donner d'autres idées. Précédé ou suivi partout de la haine et du mépris, Alexis Orlof devoit, dans toutes ses opérations, rencontrer une opinion justement prononcée contre lui. Malgré cela, sa première campagne dans l'Archipel avoit, outre l'intérêt de la nouveauté, celui de pouvoir amener une grande révolution politique. Ce double intérêt ne se retrouve point dans une seconde campagne, qui n'inspire plus ni le même étonnement, ni les mêmes craintes. L'issue en est jugée d'avance : on n'attend plus rien d'un peuple qui n'a rien fait de ce qu'on attendoit de lui ; on n'attend plus rien d'un chef qui n'a pas su profiter d'une victoire remportée sous son nom, et qui, après l'incendie de Tchesmé, n'a su qu'insulter quelques îles sans les prendre, et n'a pas même cherché à profiter de la terreur qui lui ouvroit les Dardanelles.

Enfin, lorsque tous les points principaux sont convenus pour le démembrement de la Pologne, lorsqu'il n'y a plus qu'à le faire sanctionner dans une diète convoquée à cet

effet, non-seulement l'historien ne peut plus présenter à ses lecteurs l'espoir de voir la Pologne échapper à son sort; mais il faut qu'il le fatigue encore du détail des méfiances, des jalousies, des mécontentemens qu'excite entre les copartageans une iniquité qu'ils se reprochent réciproquement. Cependant, je n'ai pas cru que cette considération dût m'empêcher de suivre la marche que Rulhière avoit prise. J'ai donc présenté successivement les faits qui, soit dans l'intérieur de la Russie, soit dans les contrées où elle portoit ses armes, pouvoient retarder ou avancer ce qui, pendant ce temps, se tramoit entre les trois cours. On peut, d'après toutes ces réflexions, juger des difficultés que je rencontrois à chaque pas dans la partie du travail qui en eût été la dernière de l'ouvrage de Rulhière, et qui fait la première du mien. Je cherchois partout le moyen de me soutenir à la hauteur de mon modèle, lorsque le sujet ne se soutenoit plus avec le même intérêt; c'est ce qui me donne peut-être quelque droit de réclamer l'indulgence des lecteurs, au-moins pour l'Histoire du premier démembrement: je la réclame surtout auprès de ceux qui auroient voulu

ne trouver aucune différence entre le style de cet ouvrage et celui de l'*Esprit de l'Histoire*. Je les prie d'observer que le premier mérite, ou la première loi d'un écrivain, est d'adapter son style au sujet qu'il traite, et de ne jamais sacrifier l'ordre, la clarté, l'exactitude des faits, à la tentation de répandre, dans son travail, ces beautés déplacées qu'Horace appelle, avec tant de raison, *ambitiosa ornamenta*, et qu'il proscrit avec une juste sévérité. Dans l'*Esprit de l'Histoire*, presque tous les faits dont je parlois étoient connus et avoués; ici, il m'a fallu les faire connoître tous, et souvent en donner la preuve. Dans mon premier ouvrage, les rapprochemens, les réflexions, les parallèles, les contrastes, les grands développemens se présentoient fréquemment; je n'avois qu'à me défendre contre les occasions de les prodiguer : dans celui-ci, il falloit instruire le lecteur de faits partiels, absolument nouveaux pour lui; il falloit diriger, ou du-moins provoquer ses réflexions. Ces faits, ceux surtout qui tiennent aux intrigues et aux négociations politiques, pouvoient quelquefois paroître minutieux dans leurs détails. La tâche de l'historien est alors de faire en sorte que ces

faits et ces détails mêmes ne soient jamais détachés de la narration générale, qu'ils en soient toujours une partie évidemment nécessaire; ce qui ne l'empêche pas, lorsque, soit dans les détails, soit dans l'ensemble, il trouve l'occasion de frapper fortement, de le faire par quelques-unes de ces réflexions, de ces digressions dont je viens de parler, de les saisir avec réserve, de les encadrer avec art, et surtout de les présenter avec justesse et précision.

Enfin, je crois devoir protester contre l'intention de ceux qui voudroient, dans cet ouvrage, en trouver une que je n'ai jamais eue, que j'aurois repoussée avant 1814, et qu'à plus forte raison je dois repousser aujourd'hui. Il n'a jamais été ni dans mon caractère, ni dans mes principes, de consulter les circonstances du moment, pour juger les hommes et les faits qui les ont précédées. J'ai parlé des uns et des autres, comme je les avois jugés il y a vingt ans; j'ai écrit pour être lu dans deux siècles avec le même intérêt qu'aujourd'hui, mais, de plus, avec une indépendance d'esprit difficile à obtenir, lorsque tous les esprits sont (même involontairement) vivement agités, ou du-moins habituellement

préoccupés : je le devois d'autant plus, que les trois époques dont j'ai tracé l'Histoire, se reportent à une politique qui n'existe plus, je pourrois même dire qui n'existera plus. Elle est aujourd'hui reculée pour nous de plusieurs siècles ; elle a été remplacée par une politique fondée sur des bases plus solides, sur des principes plus certains, sur des intérêts mieux entendus et des avantages plus réels. J'ai peut-être plus qu'un autre le droit de me complaire dans cette politique, parce que je l'ai, pendant toute la révolution Françoise, constamment appelée, soit par mes correspondances privées, soit par mes écrits publics. Une confiance intime, dont je ne cherchois pas à me défendre, sembloit me dire qu'un jour ces grandes vérités seroient manifestées avec éclat, et deviendroient le manuel des cabinets, au grand étonnement des ministres qui, pendant vingt ans, les avoient rejetées avec dédain, quelquefois même avec ironie. Les événemens de 1814, 1815 et 1818, ont amené les traités du 30 mai, du 26 septembre, et le congrès d'Aix-la-Chapelle : trois monumens immortels de l'heureux changement qui s'est fait dans la politique Européenne. Ce n'étoit pas là celui

que demandoient les révolutionnaires, et pour lequel ils ont fait répandre tant de sang; mais l'autre avoit été décrété par cette sagesse éternelle, qui leur disoit autrefois : *consilia inite, sed irrita erunt*. Leurs clubs, destinés à propager les poisons de la démagogie, ont fini par éclairer tous les souverains, et par les réunir entre eux, comme eux-mêmes se réunissoient à leurs peuples. Que tous ces hommes qui exhalent encore leur venin dans des journaux ou dans d'autres ouvrages périodiques, ne croyent donc pas qu'ils pourront tirer avantage de la véracité avec laquelle je parlerai des cabinets qui ont contribué au démembrement de la Pologne. Plus j'aurai mis en évidence la fausse politique qui régnoit alors, plus on doit, par une conséquence nécessaire, s'attacher à celle qui règne aujourd'hui. En voulant atténuer ou couvrir les fautes de la première, on affoibliroit l'éclat et le mérite de la seconde. Celle-là a fini avec une ère qui est pour nous comme seroit celle des douzième et treizième siècles; celle-ci a commencé avec une ère qui est sans exemple dans les siècles passés : elle a commencé avec la restauration du trône des Bourbons, qui peut-être ne se seroit pas rétabli sans elle, mais sans lequel on ne l'auroit

jamais vue, peut-être même on ne l'auroit jamais imaginée. Quand l'abbé de Saint-Pierre écrivoit son ouvrage inspiré par une belle ame et dicté par un esprit avide du bien, il n'avoit sûrement pas prévu que le bouleversement de l'Europe entière conduiroit à quelques-uns des résultats qu'il désiroit si ardemment. C'est donc, lorsque nous jouissons de ces résultats, lorsqu'il ne tient qu'à nous d'en jouir longtemps, lorsque, si nous avions le malheur de les perdre, nous ne les perdrions jamais que par notre faute; c'est alors, dis-je, qu'il faut juger tout ce qui les a précédés, comme la postérité les jugera, oubliant qu'on a été contemporain de ce qu'on a vu, et l'écrivant comme on pourroit l'écrire dans cent ans. Ainsi, je ne dois pas craindre que des hommes sages veuillent tirer de fausses et de fâcheuses inductions du récit des faits qui vont passer sous leurs yeux, et qui, souvent condamnés par une saine politique, le sont presque toujours par cette morale publique, que tous les souverains devroient prendre pour leur éternel et invariable guide. Quant aux misérables écrivains qui ne cherchent dans l'Histoire que les faits dont ils croient pouvoir abuser pour étayer leurs doctrines révolutionnaires, je leur laisse ce

honteux et funeste avantage, et ne leur envie point la cruelle jouissance de trouver, dans des faits qu'improuvent toutes les ames honnêtes, l'espoir de ramener l'application de ce qu'ils appellent leurs principes libéraux, bien plus dangereux que les faits isolés.

Mon ouvrage avoit été fait il y a plus de douze ans ; j'avois pensé alors à le faire imprimer : je rencontrai d'abord quelques obstacles, et je ne tardai pas à m'apercevoir que ces obstacles se leveroient aisément, si je voulois, dans mon récit, appuyer davantage sur l'injuste politique qui avoit dévasté, démembré et supprimé la Pologne. Sans ajouter aux réflexions qui naissoient du simple récit des faits, ils en présentoient d'assez fortes pour que je ne cherchasse point à les aggraver; mais même, dans leur simple vérité, elles suffisoient pour jeter une grande défaveur sur les puissances à qui ces faits étoient imputés par la justice de l'Histoire, et, dans la confusion où étoit alors l'Europe, je ne voulois point remuer d'anciens élémens de haine et de dissension, dont la malveillance n'auroit pas manqué de s'emparer. J'ai donc dû attendre, d'après les principes que j'ai toujours suivis dans tous mes travaux politiques;

et mon ouvrage seroit resté dans le porte-feuille, si les traités de 1814 et de 1815, si le congrès de Vienne et d'Aix-la-Chapelle, si tout ce qui se fait et se prépare aujourd'hui dans l'Europe éclairée, ne démontroient qu'après vingt-cinq ans de calamités et d'erreurs, les puissances ont adopté une grande, une juste, une sage politique. Elle est heureusement l'inverse de celle qui avoit été suivie antérieurement, et, par cela même, elle appelle l'historien véridique à signaler ces années désastreuses comme autant de grandes leçons que le malheur donne à l'humanité. L'esprit révolutionnaire, qui rugit tous les jours contre les heureux résultats de cette nouvelle politique, ne manquera pas de chercher dans mon récit des traits qu'il croira pouvoir diriger contre elle; mais on pourra dire de chacun de ses traits : *telum imbelle sine ictu*. Ils porteront sur le vide, c'est-à-dire, sur ce qui n'existe plus.

J'ose espérer que les lecteurs attentifs, et surtout que les hommes d'État reconnoîtront dans cet ouvrage l'esprit qui a toujours conduit ma plume. Lorsque j'ai publié la première édition de l'*Esprit de l'Histoire*, je voulois ap-

peler l'attention des souverains et des peuples sur tout ce qu'ils venoient de voir, et sur ce qu'ils me sembloient trop résignés à voir encore. Lorsque les deux restaurations de la France ont rendu la paix à l'Europe, je crus que c'étoit le moment de mettre au jour un ouvrage dont le but étoit d'apprendre à scruter les révolutions, à bien développer leur origine, leur cause, leurs effets, et principalement à en bien prévoir et bien diriger les suites. Je fis paroître la *Théorie des révolutions*, que j'avois méditée, pendant dix ans, dans le calme de la retraite. Aujourd'hui qu'une politique régénérée fait universellement admirer ses maximes, ses vues, ses résultats, je crois lui donner encore un nouvel éclat, en montrant celle qu'elle a eu la sagesse de détrôner pour le bonheur du monde civilisé. Puisse-t-elle s'établir à jamais sur ces bases, les seules qui soient immuables, et puisse le dix-neuvième siècle offrir à la postérité une série de bienfaits politiques, dont l'Histoire n'avoit point encore donné d'exemple !

Je dois, avant de terminer cet Avertissement, attirer l'attention du lecteur sur une réflexion justifiée par des faits aujourd'hui bien connus.

Les justes reproches auxquels j'ai dit que ne pouvoient se soustraire les auteurs des trois démembremens, tombent sur la politique ancienne, qui a préparé, conduit, et consommé cette œuvre d'iniquité. Les justes hommages que l'on doit rendre à l'état présent de tout ce qui composoit l'ancienne Pologne, portent sur la politique actuelle; et il n'est personne qui ne convienne que cette politique a tourné à l'avantage des divers habitans des provinces démembrées. Quand on veut se rappeler les calamités de tout genre, qui, dans le siècle dernier, ont accablé les Polonois, surtout depuis 1733, on doit reconnoître qu'ils n'ont perdu que leur ancienne existence politique, qui n'étoit pour eux qu'une source de discorde et de malheurs, et qui peut-être n'auroit jamais pu s'améliorer au milieu des obstacles qu'elle rencontroit dans leurs préjugés, leurs habitudes, et leurs vicieuses constitutions : ils en ont acquis une qui se trouve en harmonie avec les États dont ils font partie aujourd'hui; et si cette nouvelle existence se consolide, comme tout doit le faire présumer, le Polonois, plus véritablement libre qu'il ne l'étoit lorsqu'il parloit sans cesse de sa liberté, peut, en jouissant des avantages

que la nature lui offre, vivifier son agriculture toujours négligée, et affranchir enfin son commerce du ruineux monopole auquel les juifs l'avoient soumis.

NOTA. Dans le cours de cet ouvrage, on trouvera quelques expressions peu usitées, ou tout-à-fait étrangères à notre langue, que j'ai empruntées des notes qui passoient sous mes yeux. J'ai cru devoir les conserver, dans l'impossibilité de les remplacer par d'autres qui rendissent la même idée ; mais je les ai fait mettre en *lettres italiques :* tel est, entre autres, le mot *reconfédération*, employé pour désigner une confédération *qui devoit en annuler une antérieure*, etc., etc.

TABLE DES MATIÈRES.

PREMIER VOLUME.

INTRODUCTION.

LIVRE Ier.

LIVRE II.

LIVRE III.

LIVRE IV.

SECOND VOLUME.

LIVRE V.

LIVRE VI.

LIVRE VII.

LIVRE VIII.

TROISIÈME VOLUME.

LIVRE IX.

LIVRE X.

LIVRE XI.

LIVRE XII.

LIVRE XIII.

LIVRE XIV.

RÉCAPITULATION.

Fin de la Table des matières.

HISTOIRE
DES TROIS DÉMEMBREMENS
DE LA POLOGNE.

INTRODUCTION.

QUAND on réfléchit sur les événemens les plus remarquables des trente dernières années du dix-huitième siècle, on ne peut se refuser à reconnoître que cette époque devoit être celle d'un grand changement dans les États politiques de l'Europe ; et il est difficile de ne pas voir le commencement de cette décomposition dans le premier démembrement de la Pologne. Depuis que les différens peuples qui composent aujourd'hui la société européenne avoient fixé leurs établissemens, on n'avoit plus vu d'États envahis. Des guerres plus ou moins longues, plus ou moins sanglantes avoient agrandi ou diminué quelques États. Commencées sous les prétextes ou les raisons ordinaires, terminées par des traités dans lesquels on avoit fini par reconnoître et suivre des principes de droit public, elles avoient successivement amené en Europe des convenances, et des conventions politiques, telles que le plus petit État situé auprès ou

même au milieu d'un plus grand, maintenoit paisiblement son existence, et qu'il s'étoit formé une balance où les changemens ne pouvoient plus être des révolutions. La disparition de la Pologne en a été une, non-seulement pour elle, mais pour l'Europe; et l'état convulsif dans lequel l'Europe s'est trouvée pendant plus de vingt-cinq ans, rend encore cette révolution plus intéressante à connoître.

Pour en bien saisir l'origine, et en suivre les progrès, il faut avoir des idées nettes et fixes sur les différens âges d'une nation entraînée, par une longue suite de fautes et d'erreurs, dans un abîme de calamités, où ses débris peuvent encore donner de grandes leçons. C'est ce qui nous a déterminé à placer, avant notre récit, un tableau rapide des principales époques de l'histoire de la Pologne. Nous avons sur-tout pris pour guide le chevalier de Solignac, dont l'ouvrage, rempli des réflexions les plus judicieuses, ne va malheureusement que jusqu'à la retraite de Henri de Valois; mais à compter de ce moment, les troubles presque continuels de la république tenant souvent à ceux des autres États européens, ont été beaucoup plus connus, et peuvent être jugés plus aisément.

Établis pendant long-temps en Pologne sous le nom de Sarmates, les Polonois, ainsi que presque tous les peuples qui ont successivement formé des États en Europe, venoient de ces vastes contrées du nord-est où l'humanité a trouvé pendant tant de siècles une reproduction incalculable. Tous ces peuples, originairement nomades, étoient devenus guerriers par

la nécessité même de se transporter dans un autre pays et de s'y créer un établissement, que leur trop grande population les obligeoit à chercher hors de chez eux. Ces premières modifications de leur existence sociale ont influé sur toutes celles que la succession des temps leur a données par-tout où ils se sont fixés. Aussi ai-je observé, dans l'*Esprit de l'Histoire*, que leurs premiers gouvernemens ont tous eu un caractère originel de ressemblance, qui, ensuite, s'est plus ou moins affoibli, ou même perdu, suivant la différence des localités ou des circonstances dans lesquelles ils se sont trouvés.

A peine établis dans la partie de l'Europe où ils s'étoient arrêtés, les Sarmates se virent exposés à avoir fréquemment pour ennemis ceux même des contrées qu'ils venoient de quitter. Les incursions des Tartares les obligèrent de se tenir habituellement dans une attitude guerrière, propre à repousser le genre d'attaque dont ils étoient perpétuellement menacés. Ils se trouvèrent donc, par cette habitude, naturellement partagés en deux classes; la nation guerrière, et le peuple agricole ou pasteur. La nation prit sur le peuple un ascendant proportionné à la protection dont elle le couvroit. Par le fait il devint son client; et, d'après les usages qui alors dominoient généralement, la clientelle devint servitude. Bientôt le besoin d'être conduit dans les opérations militaires, et l'obligation de reconnoître pour chef celui à qui la direction en étoit confiée, amenèrent une monarchie, qui, sous quelque nom que le chef fût désigné, étoit au fait le

premier gouvernement sous lequel l'émigration et l'établissement avoient eu lieu. Cette monarchie, dont la guerre étoit l'origine, devoit être ou devenir purement militaire. Mais l'état primitif d'égalité dans lequel les émigrans avoient vécu avant de quitter leur terre natale, en avoit laissé, dans les idées de leurs descendans, des germes peu compatibles avec une monarchie absolue. Le gouvernement devoit donc toujours tendre à être mixte; et cette tendance devoit avoir plus ou moins d'effet, proportionnellement aux progrès plus ou moins lents de la civilisation. C'est ce qu'on a remarqué dans le gouvernement des peuples du nord de l'Europe. Ceux qui habitoient plus près de la mer Germanique, ou de la mer Baltique, ont eu plutôt des monarchies mixtes, qui même dégénéroient en fortes aristocraties, parce que le voisinage de l'Océan excite les idées d'indépendance dans les hommes qui se sentent l'audace de le braver; et que d'ailleurs la civilisation doit toujours s'accroître en raison de l'accroissement du commerce. Tels ont été le Danemarck et la Suède. La Moscovie, qui pendant tant de siècles n'a eu aucune relation importante avec la Baltique, à qui les Tartares coupoient toute communication avec la mer Noire et la mer Caspienne, que l'Europe civilisée regardoit encore comme barbare il y a cent cinquante ans, avoit les formes grossières d'une monarchie plutôt sauvage qu'absolue, et le despotisme y étoit alors barbare comme les mœurs. La Pologne, par le territoire qu'elle occupoit sur le continent européen, se trouvoit donc entre les fron-

tières de la barbarie et celles de la civilisation, et cette position explique une grande partie des variations de son gouvernement.

A travers l'obscurité des premiers temps de l'histoire de Pologne, deux points sont essentiels à saisir : une tendance à un gouvernement oligarchique, près de laquelle se trouvent toujours des dispositions générales pour l'hérédité du pouvoir gouvernant.

Dans les trois premiers siècles [1], c'est-à-dire, avant l'élection du premier Piaste, le gouvernement, d'abord entre les mains d'un duc, passa trois fois entre celles de douze palatins. Chaque fois la nation, fatiguée des troubles de l'anarchie et des guerres civiles dont elle étoit alors la proie, reconnut la nécessité de recourir à un pouvoir unique. Ses relations au-dehors étant peu importantes à cette époque, le choix du duc n'était point influencé par des intrigues étrangères. Cracus fut nommé sans avoir pour lui d'autres titres que ses vertus et ses grandes qualités [2]. Premislas ne dut son élection qu'à ses succès contre les attaques répétées des Hongrois. Cracus eut son fils pour successeur ; et celui-ci, chassé pour un fratricide, fut remplacé par sa sœur Venda [3], en qui s'éteignit la race de Cracus. L'opinion prédominante étoit donc dès-lors de conserver la même famille. Premislas, ou Lesko premier, ne laissa point d'enfans ; l'oligarchie renouvela ses efforts pour s'attribuer l'au-

[1] De 550 à 841.
[2] An 700.
[3] An 750.

torité en empêchant la nomination d'un nouveau duc ; mais divisée entre elle, elle ne put que différer l'élection de Lesko II[1], que ses grandes qualités rendoient digne du rang suprême. La nation, en plaçant sur le trône une famille nouvelle, fut fidèle à cette succession tant qu'elle subsista. La race de Lesko II finit dans ses arrière-petits-enfans qui périrent par une série de crimes.

L'interrègne fut encore un temps de calamités ; les palatins revinrent à leur projet de se rendre maîtres du gouvernement : la nation revint au sien, en appelant une autre famille à qui elle remit encore la couronne ducale. Les palatins[2], par leurs intrigues ou leurs violences, étoient parvenus à faire rompre deux assemblées, sans que rien eût pu y être décidé ; ils échouèrent dans la troisième ; et un simple habitant de Kruswick, qui n'avoit pour lui que des vertus paisibles et un sens droit, fonda la dynastie des Piastes. Sa sagesse profita d'un règne long et heureux pour appaiser tous les troubles. L'oligarchie n'eut point d'objections à faire contre son fils qu'il désigna lui-même pour son successeur. Ce jeune prince affermit encore l'hérédité par un règne glorieux, par l'établissement d'une discipline militaire jusqu'alors inconnue, en reprenant sur les Hongrois, les Moraves et les Prussiens, les provinces qu'ils avaient envahies, mais surtout en se renfermant dans les anciennes limites de la Pologne, et se refusant avec autant de

[1] An 804.
[2] An 844.

prudence que de politique à la tentation des conquêtes.

La couronne passa sans aucun trouble à sa postérité ; Miécislaw, son quatrième descendant et successeur, s'étoit fait chrétien, et avoit été imité par une grande partie de sa nation. Alors commencèrent les rapports de la Pologne avec l'Allemagne [1]. Les empereurs, conformément aux idées qui régnoient alors, la regardèrent comme une dépendance de l'empire. Othon III, qui avoit reçu l'hommage de Miécislaw, donna à son fils le titre de roi.

Mais ses nouveaux rapports avec l'Empire engagèrent Boleslas dans des guerres longues et sanglantes contre la Bohême, la Prusse, la Silésie, pendant que la Moscovie menaçoit toujours ses frontières. *La Pologne épuisée pleuroit ses triomphes* [2]. Il fut assez grand pour renoncer à la gloire des armes, pour en chercher une plus utile et plus réelle dans la sage administration de ses États : *il connut le vrai plaisir de l'autorité, celui de faire des heureux ; il devint l'homme de ses peuples ; il ne s'étudia qu'à mériter leur confiance et leur amour* [3], et mourut pleuré de toute la Pologne [4].

Miécislaw II, son fils, peu digne de le remplacer, n'éprouva cependant aucune difficulté pour lui succéder ; et à sa mort, l'hérédité acquit encore une nouvelle force. Il ne laissoit qu'un fils en très-bas âge,

[1] An 986.

[2] *Voyez* l'Histoire générale de la Pologne, par le chevalier de Solignac, t. I, pag. 137.

[3] *Ibidem.*

[4] An 1025.

à qui la couronne fut conservée. Richsa, sa mère, fut déclarée tutrice et régente, comme elle l'auroit été dans la monarchie héréditaire la mieux constituée; mais sa mauvaise administration réveilla les factions toujours prêtes à se montrer dans un temps de minorité. Unies momentanément contre Richsa, elles l'obligèrent de fuir avec son fils, et bientôt se divisèrent les unes contre les autres. L'État déchiré par elles, vit s'élever plusieurs prétendans, tous disposés à le sacrifier à leur ambition. Les Bohémiens et les Moscovites avoient profité de ces désordres pour renouveler leurs invasions, lorsqu'un vertueux citoyen entreprit de sauver la patrie, en lui rendant son roi légitime.

S'il y avoit un moment où l'on pût attaquer l'hérédité avec avantage, c'étoit assurément contre un roi mineur, chassé de ses États, et dont on ignoroit même la retraite. Mais le courageux archevêque de Gnesne (Étienne Poboz), ne suppose même pas qu'il y ait une loi, une coutume à lui opposer; ce sont elles qu'il invoque : *les lois et la coutume réclament le jeune Casimir..... le trône est à lui : on ne peut le lui refuser sans injustice..... la nation est sa première tutrice et sa mère* *. Les factions réduites au silence ne peuvent plus alléguer que l'absence de Casimir et la difficulté de connoître l'asile où il s'est retiré; rien n'arrête l'infatigable prélat : des recherches sont faites par ses ordres; elles

* Solignac, t. I, pag. 173.

réussissent ; Casimir est découvert en France dans une abbaye de Cluny ; on le ramène à Varsovie, où il est couronné, où la sagesse de son gouvernement lui mérite le nom de restaurateur du royaume. *Il ne chercha point à en étendre les limites ; il n'eut d'autre ambition que d'en réparer les malheurs ; à sa mort, il ne restoit plus dans ses États aucune trace des calamités qu'ils avoient essuyées* [1].

Il n'avoit pas craint de nommer lui-même pour son successeur son fils aîné Boleslas II [2], qui n'avoit que seize ans. Ce fut sous le règne de ce prince, que commencèrent les fortes atteintes portées au pouvoir de la couronne : les Polonois en virent bientôt les tristes fruits ; *leur bonheur disparut avec la suprême autorité de leur monarque* [3].

Boleslas ne sembloit pas fait pour être la cause ou le prétexte d'une telle révolution. Il n'étoit pas sans qualités : il avoit soutenu des guerres heureuses contre la Bohème et la Moscovie ; mais la publicité de ses débauches le mit aux prises avec ce fougueux Grégoire VII, devant qui toute tête couronnée devoit s'humilier [4]. L'irascible pontife l'excommunia, le déposa, annulla le titre de roi concédé par les empereurs : fier d'avoir contraint Boleslas de quitter ses États, il les abandonna à tous les troubles qui devoient suivre une telle catastrophe, et laissa le monarque fugitif errer en

[1] Solignac, t. I, pag. 212.
[2] An 1058.
[3] Solignac, t. I, pag. 290.
[4] An 1080.

Hongrie, sans daigner cette fois le rechercher dans ses derniers asiles.

De tels événemens ne favorisoient que trop les anciennes dispositions oligarchiques. Elles reparurent avec leurs funestes suites. Des principautés, des souverainetés partielles s'élevèrent aux dépens de la force et de l'unité nationales. On n'osa plus reprendre le titre de roi, dans la crainte d'irriter la cour de Rome; on revint à celui de duc. On le donna à Uladislas I, frère de Boleslas. Celui-ci avoit cependant un fils, mais il l'avoit emmené avec lui : ce motif parut suffisant pour l'écarter; mais on n'en allégua point pour changer la famille régnante, quoiqu'on fût dans une révolution, c'est-à-dire, dans un temps où la seule loi qu'on allégue, est de ne suivre ni lois ni usages. Il est vraisemblable que cette nomination avoit été concertée entre les papes et les magnats polonois. Les uns et les autres comptoient sur la foiblesse d'Uladislas, qui en effet ne refusa aucune des conditions qu'ils voulurent lui imposer. C'étoit le prix qu'on avoit mis à son élévation. Il porta sans gloire une couronne qu'il avoit acquise sans droit.

Depuis ce temps, la Pologne se trouva habituellement exposée à un double danger. D'après l'empire que les papes avoient pris sur elle, ils l'entraînèrent souvent dans leurs sanglans démêlés avec les empereurs, et ils ne manquèrent jamais de prétexte pour régler ou plutôt pour troubler l'ordre de succession au trône. D'un autre côté, les magnats, que ces troubles rendoient de plus en plus indépendans, *s'accoutu-*

mèrent à regarder comme un avantage de leur indépendance de faire des lois pour ne pas les suivre, et de se donner des maîtres pour ne leur pas obéir[1]. Alors ces rois, qui, soit comme héréditaires, soit comme électifs, avoient toujours eu un grand pouvoir, éprouvèrent quelquefois le sort auquel ce pouvoir devoit être encore plus exposé de la part d'une nation fière, indépendante, qui craignoit de le voir se constituer despotiquement comme en Moscovie; qui auroit voulu le restreindre ou l'affoiblir, comme en Suède ou en Danemarck; chez qui la tradition perpétuoit quelques traits de liberté nomade, et qui, dans ce mélange informe d'anciens souvenirs et d'exemples récens, présentoit à des factieux entreprenans toujours l'espoir, et quelquefois les moyens de satisfaire leur vengeance ou leur ambition. Sur les vingt-trois souverains que les Piastes donnèrent à la Pologne, pendant plus de cinq cents ans, plusieurs furent déposés ou bannis. Mais ces révolutions n'étoient que personnelles : elles attaquoient le monarque; et néanmoins la monarchie héréditaire conservoit ou reprenoit sa force. Ceux qui sentoient l'avantage de la maintenir, réclamoient toujours le principe dont ils soutenoient qu'on ne pouvoit pas s'écarter. Casimir II laisse deux fils[2], qu'une faction veut exclure pour couronner son neveu. L'évêque de Cracovie s'y oppose : il proteste hautement *qu'on n'a pas le droit*

---

[1] Solignac, t. II, page 152.
[2] An 1194.

de changer l'hérédité établie ; que dans un cas de succession, c'est un devoir et une nécessité de prendre celui que la naissance désigne[1]. Il fait couronner l'aîné des deux frères, encore mineur, et donner la régence à la mère.

Ce prince, sous le nom de Lesko-le-Blanc, vit au milieu des révolutions, et finit par en être victime. Chassé de ses États, il voit son successeur descendre à son tour d'un trône usurpé; il y remonte lui-même ; il y périt par la main d'un forcené; et son fils, âgé seulement de sept ans, lui succéde sans obstacles. Celui-ci, Boleslas-le-Chaste, triomphe d'une faction qui veut le déposer, et, n'ayant point d'enfans, *nomme* pour lui succéder son plus proche parent, Lesko-le-Noir.

Cette nomination excite les plus grands troubles. Chacun des parens de Boleslas veut faire valoir ses prétentions. Des nominations sont faites, attaquées, détruites ; des guerres sanglantes désolent la Pologne. Les ennemis du dehors tirent un grand parti de la fièvre révolutionnaire qui la tourmente, surtout l'ordre teutonique, l'éternel et perfide ennemi de tout ce qui est à sa convenance. Uladislas Loketeck est nommé, déposé, rétabli ; et après un règne glorieux, surtout depuis sa réintégration, il laisse la couronne à son fils Casimir[2].

C'étoit sous Casimir surnommé le Grand, que

---

[1] Solignac, t. II, pag. 188.

[2] An 1333.

devoient être reprises les atteintes déjà portées à l'autorité royale sous Boleslas II, et qu'elles devoient la réduire à un état de foiblesse dont elle ne se releva jamais. Ce prince, célèbre par son amour pour ses peuples, voulut répandre sur eux des bienfaits dont les grands ne tardèrent pas à abuser. Frappé du sort qu'avoient éprouvé quelques-uns de ses prédécesseurs, et notamment son père, il projeta dans le gouvernement des changemens qu'il croyoit devoir le consolider, et contribuer tous au bien public. C'étoit vers le commencement du quatorzième siècle, époque où les idées politiques se répandoient en Europe avec une progression très-sensible; où les affranchissemens avoient déjà été très-usités; où l'on travailloit dans plusieurs États à la rédaction des coutumes; où les hommes, nouvellement affranchis, prenoient séance dans les Communes d'Angleterre, et dans les États-Généraux de France. Casimir ne calcula pas assez quelle pouvoit être, en ce moment, la fermentation d'une noblesse altière, et l'abus qu'elle pouvoit faire de la moindre concession à laquelle elle auroit su l'amener. L'avantage incontestable de rédiger un corps de lois, le détermina à convoquer une assemblée à qui ce travail seroit déféré; et le sénat, applaudissant à une intention si louable, chercha à en profiter pour s'attribuer une autorité qu'il ambitionnoit depuis long-temps.

Jusque-là, le sénat n'avoit été qu'un simple Conseil dont les membres, amovibles à la volonté du souverain, n'avoient qu'une voix consultative, et ne

prenoient même pas le titre de sénateurs. Casimir voulut déterminer le pouvoir qui leur seroit confié. Les nouvelles lois ne pouvoient être faites, les anciennes ne pouvoient être changées ou modifiées sans le consentement du sénat. Ce corps eut, comme toutes les corporations auxquelles l'on a concédé quelque autorité, la tentation de s'en arroger une plus grande. Il prétendit et parvint au droit d'annuler ou d'approuver les traités de paix. Ce premier pas lui ayant réussi, ce fut un motif pour en faire d'autres. Afin d'engager la noblesse Polonoise à soutenir ce pouvoir qu'il s'arrogeoit, il la soutint lui-même dans ses luttes contre l'autorité royale. Casimir fit plusieurs tentatives pour ôter aux seigneurs le droit de vie et de mort sur leurs paysans. Il ne put y parvenir, trouva dans le sénat une opposition constante, et finit par être obligé de reconnoître, en 1366, le droit abusif et dangereux dont il avoit si long-temps et si justement demandé la proscription.

D'après la marche que prenoit le gouvernement, le roi avoit de plus en plus besoin du sénat; et le sénat ne manquoit pas de s'en prévaloir. Toujours dans la même intention, il obtint pour la noblesse l'exemption de plusieurs redevances. Il lui fit accorder des privilèges de justice, qui déplacèrent une partie de l'ordre judiciaire. Par-là, la noblesse devenoit plus indépendante, tandis que le Sénat devenoit plus puissant; ce qui ne pouvoit se faire qu'aux dépens de l'autorité royale. Alors les troubles auxquels un grand État est toujours exposé, prirent un caractère

différent de celui qu'ils avoient eu jusqu'à ce moment. Au-lieu de ne compromettre que l'individu qui gouvernoit, ils compromirent le gouvernement lui-même, qui ne sortoit presque jamais de ces crises sans perdre quelque chose. On en vit une preuve sous le règne même de Casimir. Voulant assurer la couronne à son neveu, Louis de Hongrie, il fut obligé, d'après les lois qu'il avoit faites ou reconnues, de demander le consentement du sénat; et le sénat ne le donna qu'en y attachant quatre conditions qui faisoient dans l'État une véritable révolution.

Ces conditions portoient:

1.° Que la couronne ne seroit plus héréditaire, mais élective, et que ce seroit le sénat seul qui feroit l'élection;

2.° Que tous les impôts seroient abolis, et qu'en remplacement il seroit payé par tous les propriétaires une redevance proportionnelle;

3.° Que toute dignité donnée à un propriétaire noble lui seroit déférée pour la vie. Cinq ou six cents ans auparavant, Charles-le-Chauve avoit fait en France la même concession, et ce fut ce qui ruina l'autorité royale;

4.° Enfin, que le roi ne pourroit retenir pour lui les starosties et autres domaines royaux, mais seroit toujours obligé de les donner, et de les donner à vie; c'est-à-dire, qu'à chaque mutation il avoit à-peu-près la certitude de faire beaucoup de mécontens, et un ingrat.

De plus, le sénat exigea, quelque temps après,

que le roi renonçât à être, dans ses voyages, servi, logé, nourri et accompagné par la noblesse du pays. Ainsi, le pouvoir législatif se trouva hors de la main du roi, qui en même-temps n'eut plus aucun revenu personnel, et ne conserva plus aucun domaine ni aucune propriété.

Tant de concessions ne tranquillisèrent point encore le sénat. Louis, devenant roi de Pologne par la mort de son oncle, pouvoit ne pas se croire lié par des concessions arrachées à Casimir. On voulut qu'elles fussent reconnues par lui-même. L'acte approbatif de tant d'usurpations lui fut présenté à Bude, rejeté d'abord par lui, et enfin adopté, tant en son nom qu'au nom de ses successeurs, et mis au nombre des lois de l'État. Mais Louis, parvenu aux deux trônes de Hongrie et de Pologne, par la mort de son père et de Casimir, veut revenir contre un acte qui le met dans la dépendance de tous les grands. Ses tentatives n'aboutissent qu'à le confirmer encore, parce que les grands lui font sentir qu'il a encore besoin d'eux pour assurer la couronne à sa fille[1]; et le résultat de tous ces actes, dans lesquels chaque parti cherche mutuellement à se tromper, est d'*avilir la couronne pour la conserver, de la payer pour la perpétuer dans une famille, et d'accoutumer les magnats de Pologne à la donner en souverains, ou à la vendre en mercenaires*[2].

---

[1] An 1381.
[2] Solignac, t. III, pag. 211.

Malgré toutes les concessions faites par Louis pour assurer la couronne à Sigismond, mari de sa fille aînée, elle passe, en 1386, par le mariage d'Hedwige, sa seconde fille, sur la tête d'Uladislas, le premier des Jagellons, qui lui-même, pour l'assurer à son fils, est obligé de confirmer encore les priviléges accordés par son père et d'en accorder de nouveaux. C'est au nombre de ceux-ci que se trouve le statut *neminem captivabimus*...., statut en vertu duquel tout noble Polonois ne devant point être arrêté avant d'être convaincu, pouvoit non-seulement échapper à la justice, mais se mettre en état de lui résister.

Les Jagellons, souvent attaqués ou menacés au-dehors par de puissans ennemis, sentirent la nécessité d'avoir toujours une armée et un trésor disponibles. L'ordre équestre saisit cette occasion pour reprendre sur le sénat une partie du pouvoir que le sénat avoit pris sur le roi. On vit paroître les diétines, qui envoyèrent des nonces aux diètes. Ces nonces, nommés par chaque palatinat, arrivoient avec des instructions et des pouvoirs. Cette nouveauté, qui ne parut avoir aucun inconvénient à la première diète, fit pressentir aux nonces l'accroissement qu'ils pouvoient donner à leur autorité. Ils en vinrent au point de ne plus en *reconnoître d'autre que la leur, et d'anéantir la puissance du roi au-lieu de la partager*[1]. Avant la fin du même siècle[2], qui avoit vu

[1] Solignac, t. V, pag. 193.
[2] Le quinzième.

pour la première fois les deux députés de chaque palatinat, les diètes se trouvèrent investies du droit de législation pour les impôts, pour la monnoie, l'administration intérieure, la guerre et la paix.

C'étoit le prix que la noblesse avoit mis à sa cotisation contre les chevaliers teutoniques de la Prusse : et pour assurer aux diètes l'usage de ce droit, elle fit décréter, sous le règne de Jean Albert, que la personne et la liberté de chaque nonce seroient inviolables, et prononcer peine de mort contre quiconque attenteroit à l'une ou à l'autre. Alors les propositions, les intrigues les plus dangereuses purent être faites impunément dans les diètes, qui réunirent toute la plénitude de la souveraineté.

Depuis la mort de Casimir-le-Grand, les Moscovites, devenus plus redoutables, avoient fréquemment attaqué la Pologne. Elle eut des guerres sanglantes à soutenir contre eux sous le règne de leurs czars Jean III, Basile V, Jean IV, tous de la dynastie des Ruriks. La nécessité de se mettre en devoir de leur résister obligeoit souvent de recourir aux diètes. Comme elles voyoient le besoin qu'on avoit d'elles, elles en abusoient ; la progression des concessions qu'elles obtinrent fut prodigieuse : on les vit statuer successivement sous Casimir IV, qu'aucune loi ne seroit faite sans le consentement des États ; sous Jean Albert, qu'aucun bourgeois ou paysan ne pourroit posséder de biens territoriaux ; sous Alexandre, frère et successeur de Jean Albert, que dans les affaires majeures de l'État le roi ne pourroit rien

décider sans le consentement unanime du sénat et de l'ordre équestre ; et cependant, dans cet intervalle, leur tenue fut en général assez tranquille. Elles maintenoient dans toutes les parties de la législation et de l'administration les droits qu'elles s'étoient donnés à elles-mêmes ; mais au moins elles les maintenoient avec la dignité qui convient à une assemblée législative. Ce ne fut que vers le milieu du seizième siècle, sous le règne de Sigismond I.er, qu'on vit, pour la première fois, une diète, après quelques séances d'une violence extrême, se séparer sans qu'il y eût rien de statué sur l'objet de sa convocation. Mais alors de nouveaux germes de troubles vinrent se mêler à ceux qui déjà n'avoient que trop pris racine en Pologne ; et les troubles de religion, qui devoient avoir partout une si grande influence politique, en eurent une très-sensible dans les diètes Polonoises.

Considérée sous les rapports de l'ordre spirituel, l'unité de religion est la conséquence nécessaire d'une religion vraie. Considérée sous les rapports de l'ordre social, cette unité est de plus un bienfait politique : elle diminue le foyer des troubles intérieurs ; elle ôte un brandon de la main des incendiaires. Les dissensions religieuses entraînent toujours avec elles de grands dangers, même quand elles pénètrent dans un État qui a peu d'occasions de troubles : mais dans un État où ils sont devenus une habitude, où ils ont pour ainsi dire une occasion périodique dans l'élection des rois, les dissensions religieuses ne peuvent manquer d'avoir les suites les plus funestes ; elles s'em-

parent de l'esprit de parti, déjà si dangereux par lui-même, pour l'adjoindre soit au fanatisme religieux qui aveugle ceux qu'il prétend éclairer, soit à l'imposture religieuse qui ne conduit que pour égarer : c'est ce qui arriva en Pologne. Des intérêts nouveaux vinrent s'y croiser avec des maximes, des habitudes, une croyance anciennes. Cette rencontre y produisit souvent une fermentation qui, au milieu de tant de têtes ardentes, devoit souvent finir par des violences. On obligea Sigismond à poursuivre les dissidens par la force; ils se défendirent de même. Alors on vit la minorité protester contre les décisions du plus grand nombre, des diètes rompues par l'opposition d'un parti; et enfin s'éleva la prétention qu'aucun décret ne pourroit être rendu qu'à l'unanimité. Sept diètes furent ainsi rompues sous les deux Sigismond, depuis 1536 jusqu'en 1572; dans le parti même le plus opposé aux prétentions et aux dogmes des protestans, l'esprit de corps et un sentiment d'orgueil portoient à croire qu'un nonce s'entouroit d'une sorte de grandeur en rompant une diète, et que cette grandeur rejailliroit sur l'ordre entier. Tel qui avoit vu son ouvrage détruit par une rupture de ce genre, après le premier moment d'indignation, se promettoit secrètement d'employer le même moyen à la première occasion; et dès-lors, la convocation d'une diète, devenue le point de mire de tous les factieux, fut toujours un moment de crise pour l'État.

Le même siècle qui avoit produit une nouveauté si

dangereuse, fit encore deux autres changemens dont le danger n'étoit pas moins grand, et qui tous deux, survenus à l'extinction de la race des Jagellons (en 1572), firent de cette époque une nouvelle ère pour la Pologne, mais une ère de calamités.

L'autorité royale, toujours attaquée depuis cent ans, affoiblie et presque détruite, fut envisagée comme une ennemie, contre laquelle on ne pouvoit trop se tenir en garde. Avant de nommer Henri de Valois, on imagina les *pacta conventa*, que chaque roi seroit obligé de souscrire lors de son élection. A chaque vacance on prit l'habitude d'y ajouter quelque nouvel article; et ils entravèrent tellement le pouvoir royal, que les magnats Polonois trouvèrent plus d'avantage dans les promesses qu'on leur faisoit pour obtenir cette couronne précaire, que dans les brigues qu'il auroit fallu former pour se la faire donner à eux-mêmes.

En 1572, on agita la question de savoir si l'élection du roi devoit se faire par des députés de chaque palatinat, ou si tout gentilhomme Polonois devoit y concourir personnellement. Ce dernier parti prévalut; c'est-à-dire, qu'aux premiers inconvéniens de l'élection se joignirent ceux d'une élection *populaire*, où la plupart des votes étoient le résultat de la violence ou de la corruption.

Je dis une élection *populaire*; car déjà s'étoit établie, par laps de temps, une énorme différence entre la noblesse opulente et la noblesse indigente, différence dont il est bon de connoître l'origine et les progrès.

L'antique nation Sarmate prétendoit n'être uniquement composée que de noblesse, parce qu'elle ne reconnoissoit pour citoyens que ceux à qui pouvoit s'appliquer le nom de *miles*. Sans doute entre tous ces guerriers il y avoit dès-lors des distinctions marquées; mais ces distinctions tenoient bien plus au rang que chacun occupoit dans l'armée, qu'à la différence des fortunes. A mesure que les relations extérieures de la Pologne s'étendirent, cette différence dans les fortunes prévalut sur la distinction des rangs militaires. La constitution de l'armée (et cette armée étoit en-même-temps nation) reçut donc une forte altération dans son principe; deux noblesses s'établirent : l'une eut exclusivement la richesse et le pouvoir, et ne laissoit à l'autre que l'honneur, ou plutôt la honte d'être à son service. Cette seconde noblesse, dont l'existence tout entière dépendit alors de celle à qui elle se louoit, tomba bientôt dans une servitude politique et domestique : politique, parce que dans les assemblées, où elle réclamoit toujours le droit de voter*, elle votoit toujours d'après l'ordre, ou au-moins d'après la suggestion du citoyen riche ou puissant à qui elle appartenoit; domestique, parce qu'elle remplissoit chez lui plusieurs fonctions de la domesticité. Ainsi, en conservant les mêmes noms, la constitution, qui

* Ce droit s'étoit peu-à-peu perdu pour ceux qui n'avoient pas de propriété. A la mort d'Auguste III, Catherine le leur fit rendre, parce qu'elle sentit que ce droit n'étoit réellement qu'un moyen désorganisateur.

dans la théorie restoit la même, se trouva changée par le fait. Toute cette portion de noblesse que sa pauvreté réduisoit à servir, devint vis-à-vis de l'autre ce qu'étoit le peuple Romain (*plebs Romana*) vis-à-vis des factieux et des tribuns : or, il n'y a pas de position plus funeste pour un grand État que lorsque les mêmes noms et les mêmes lois s'appliquent encore, ou aux choses qui n'ont plus le même sens, ou aux personnes qui n'ont plus le même pouvoir. Dans sa constitution, la Pologne n'avoit eu qu'une noblesse; dans ses usages, elle en eut deux. Cette seconde noblesse, devenue peuple, avoit pris toute l'influence et tous les vices politiques qui appartiennent nécessairement au peuple, dès que des gens puissans en font l'instrument de leurs passions. La constitution n'offroit aucun remède contre un mal dont elle n'avoit jamais eu l'idée, puisque, du moment que ce mal existoit, la constitution n'existoit plus. Il en résulta qu'elle voulut toujours agir d'après des lois dont l'application étoit démontrée impossible par les mœurs; symptôme trop certain de la chute d'un État, parce que, dans cette lutte trop inégale des lois anciennes contre des mœurs nouvelles, celles-ci doivent toujours l'emporter. On tombe alors dans un des plus grands dangers auxquels un gouvernement puisse se trouver abandonné ; on est conduit, c'est-à-dire, égaré par des abstractions ; la législation raisonne d'après les principes; l'administration, ou plutôt l'anarchie qui la remplace, donne ses ordres d'après les faits ; et cette position violente

entre deux pouvoirs qui doivent se combattre du moment qu'ils ne peuvent plus s'aider mutuellement, ne peut manquer d'amener des déchiremens, parce que c'est en effet un état de révolution. Ce fut celui de la Pologne, où une démocratie de noblesse fit dégénérer la monarchie en aristocratie, et l'aristocratie en oligarchie. Il y eut alors un bouleversement total des principes sociaux et politiques : or, un État où une pareille position est regardée comme constitutionnelle, a une constitution révolutionnaire. C'est pour lui la boîte de Pandore; elle renferme tous les maux: l'espérance peut se trouver au fond; mais si elle se réalise quelquefois, ce ne sera jamais qu'accidentellement; et le bien passager qu'un roi pourra faire, ou par sa seule impulsion, ou à la faveur de quelques circonstances, ne durera qu'autant que son règne.

La Pologne en donna deux exemples bien frappans, depuis l'évasion de Henri de Valois, jusqu'à l'élection d'Auguste II.

Étienne Battori, successeur de Henri, fit, pendant un règne glorieux, admirer son génie, son courage et sa modération. Toutes les factions se turent devant lui. Quelque chose qu'il voulût faire pour le bonheur d'une nation si divisée, il n'y trouvoit point d'obstacles; et l'on vit pendant quelque temps le spectacle trop rare d'hommes fiers, libres et indépendans, se soumettant sans opposition au bien-être qu'on vouloit leur procurer. Mais son successeur, Sigismond III, roi de Suède, et descendant des Jagellons par sa mère, éprouva toute la réaction d'une force qui ne

pouvoit rester long-temps dans l'inertie. Une insurrection se forma contre lui; une diétine osa déclarer le trône vacant. De part et d'autre on eut recours aux armes : elles furent favorables à Sigismond; mais ses triomphes, en paroissant appaiser les troubles, ne les éteignirent pas, et le chagrin qu'il en conçut avança ses jours.

Cinquante ans après*, le héros de la chrétienté, le grand Sobieski, vainqueur des Cosaques, des Tartares et des Turcs, veut faire passer à son fils une couronne dont il a relevé l'éclat : la plus forte opposition se prononce contre lui; il échoue. Il convoque des diètes; elles sont rompues par un esprit de discorde et d'orgueil qu'il cherche en vain à dissiper ou à confondre. L'habile et infatigable souverain, qui toujours avoit fait trembler les ennemis de l'État, laisse, en mourant, cet État attaqué par des ennemis bien plus dangereux : il expire en gémissant sur le sort dont sa patrie est menacée. Les révolutions qui devoient anéantir la monarchie, en avoient successivement attaqué toutes les parties. L'usage des troupes réglées s'étant introduit dans tous les États de l'Europe, Battori reconnut que cette institution seroit d'une grande utilité à la Pologne, toujours exposée à être dévastée par quelques invasions sur sa frontière du nord-est. Mais il ne put parvenir à la faire adopter qu'en mettant cette milice régulière sous le commandement d'un général que la diète

* An 1680.

nommoit, et dont la charge étoit inamovible*. La jalousie républicaine ou plutôt oligarchique ajouta à cette condition, que la milice ne seroit payée que sur les biens royaux. Par là, le roi fut obligé de payer sur ses revenus une force armée qu'il ne commandoit pas, et dont le chef étoit indépendant de lui.

L'ordre judiciaire ne fut pas moins interverti. Les appels, qui d'abord s'étoient portés devant le roi, depuis les usurpations des diètes, se portoient devant elles. Battori, pour arrêter ce désordre, avoit établi deux grands tribunaux d'appel, l'un en Pologne, l'autre en Lithuanie. Cet établissement ne put lui survivre, et les diètes étant exposées à de fréquentes ruptures, par le fait il n'y avoit plus d'appel, et l'ordre judiciaire étoit interrompu : en outre, les diètes exigèrent que la nomination des juges fût faite par les diétines, et qu'ils ne fussent nommés que pour un temps. L'autorité judiciaire fut ainsi enlevée au roi et au sénat, et le choix des juges devint dans les diétines une source d'intrigues et d'abus.

Ainsi séparée de l'ordre militaire et de l'ordre judiciaire, l'autorité royale le fut encore de l'ordre administratif. Plusieurs sénateurs furent attachés au conseil comme assesseurs ou surveillans du roi; il ne pouvoit rien ordonner, même de provisoire, sans leur aveu, et la plus urgente nécessité n'eut pas justifié sa contravention à ce réglement.

* Le premier fut Jean Zamoiski, en 1581.

Tant d'atteintes successives énervèrent l'autorité, qui, pour suppléer à ce qu'elles lui ôtoient, chercha dans l'intrigue et la corruption une force factice, plus dangereuse que celle que lui auroit donnée une loi sage. Mais cette force, qui partoit d'un principe vicieux, étant par cela même plus exposée à des reproches graves et fondés, la crainte de lui laisser prendre trop d'extension, cherchoit tous les moyens, ou s'autorisoit de tous les prétextes, pour lui résister. Toutes les parties du gouvernement étoient donc en guerre l'une contre l'autre, et l'anarchie tendoit à devenir son état habituel. Si elle étoit momentanément suspendue par la nécessité de se réunir pour repousser les ennemis du dehors, dès que le danger étoit éloigné, ceux du dedans reprenoient bientôt leur marche accoutumée : en vain rapprochoit-on les diètes, pour remédier à tant de désordres ; les diètes n'étoient souvent qu'un désordre de plus, ou le complément de tous les autres. Depuis Henri de Valois, jusqu'en 1652, dix-sept diètes furent rompues par cette prétendue nécessité d'unanimité, qui armoit le premier factieux du droit de les suspendre ou de les annuler. Car tels furent les funestes progrès de cet usage, dès qu'on l'eut laissé établir ; et l'aveugle prévention des Polonois pour ce qu'ils appeloient *unicum et specialissimum jus cardinale*, fut portée au point qu'en 1652 un nonce de Lithuanie, Siczinski, demanda et obtint qu'on en fît une loi expresse, sous le nom de *liberum veto*.

Il est très-remarquable que trois ans après, les dangers du *liberum veto* firent naître les confédérations. On constituoit la guerre civile, pour détruire l'anarchie : c'étoit enfermer l'État dans un cercle de malheurs; et le choix qu'il faisoit des uns ne le mettoit pas à l'abri des autres. La première confédération eut lieu en 1655, sous Jean Casimir; elle réussit, parce qu'elle étoit formée pour se mettre en état de résister aux ennemis du dehors, les Moscovites, les Suédois, auxquels se joignoit encore l'électeur de Brandebourg : mais l'esprit de faction se prévalut de ce premier succès, pour faire usage d'une institution qui lui présentoit des ressources légales. Cet esprit abuse de tout; comment n'auroit-il pas abusé d'une institution vicieuse en elle-même, sur-tout lorsque la circonstance lui en fournissoit l'occasion?

Cette occasion se trouvoit :

1.° Dans les prétentions des dissidens : pour obtenir en Pologne ce que la religion réformée avoit obtenu en Allemagne, par la paix de Passaw et la confession d'Augsbourg, ils perpétuoient les troubles, malgré leur petit nombre, parce que d'autres factions devenoient momentanément leurs auxiliaires. La malheureuse bulle *in cœnâ Domini* (qui devoit un jour être plus nuisible à la puissance même dont elle émanoit, qu'elle ne l'avoit été à celle contre laquelle elle étoit dirigée), armoit en Lithuanie le clergé contre le peuple : une guerre civile s'étoit allumée; elle ensanglanta jusqu'à la chambre des nonces, et le palais du roi.

2°. Dans l'usage trop souvent adopté, depuis un siècle et demi, de déférer la couronne à des princes étrangers. De ce moment il dut s'établir entre eux et les mécontens des relations, dont les uns et les autres espéroient pouvoir un jour tirer parti. Ces relations produisirent encore un autre effet aussi dangereux, en achevant d'établir en Pologne la corruption dont Sobieski gémissoit sur son lit de mort. *Tous les cœurs*, disoit-il, *sont corrompus par l'avarice ; tous les esprits sont saisis par l'esprit de vertige.* On pouvoit dès ce moment regarder la république comme finie, et on lui fit même alors une épitaphe qui en est l'histoire aussi vraie qu'abrégée :

Née de la trop grande indulgence des rois;
Nourrie par l'arrogance des sénateurs;
Vexée par la licence de l'ordre équestre;
Prostituée par l'avarice de tous les ordres;
Devenue tributaire des infidèles * :
Elle est ensevelie sous ses propres ruines.

La Pologne alloit donc commencer le dix-huitième siècle avec plusieurs causes de révolutions; causes déjà trop actives par elles-mêmes, et qui devoient le devenir bien davantage par deux des plus grandes fautes dans lesquelles un grand État puisse tomber : la première, de n'avoir jamais connu l'influence lente, mais infaillible, du temps sur les lois;

* Par le traité de Rondchotz, sous Michel Koributh, Kaminieck avoit été cédée aux Turcs, et la Pologne devoit leur payer un tribut annuel.

la seconde, de n'avoir jamais observé l'influence de ses relations politiques sur sa constitution, ou sur les changemens graduels que la nature même des choses opéroit dans cette constitution. En effet, pendant qu'un gouvernement énervé livroit la Pologne aux attaques, et ce qui étoit pire encore, aux intrigues étrangères, elle paroissoit insensible aux grands changemens qui se faisoient autour d'elle.

Deux puissances s'élevèrent tout-à-coup, et laissèrent entrevoir des prétentions qui devoient inquiéter la république : l'une (la Russie) passoit sous la domination d'un génie créateur, qui devoit fixer dans le nord un poids jusqu'alors inconnu dans les oscillations de la politique européenne ; ce génie rencontra dans l'Alexandre de la Suède un rival ardent, impétueux ; et la Pologne fut malheureusement la carrière dans laquelle ces deux champions se défièrent et se combattirent à outrance. L'autre (la Prusse) sortoit pour ainsi dire de la Pologne même, dont elle avoit toujours été ou vassale ou tributaire ; mais son grand-électeur lui préparoit de plus hautes destinées : il aspiroit au titre de roi ; il le demandoit à l'Autriche, qui lui objectoit le peu d'étendue des États Prussiens. Il répondoit : *qu'elle me donne le titre, le royaume je m'en charge.* Ce qu'il n'avoit pas obtenu, son fils l'obtint dans la guerre de la succession ; et ce fut une des plus fausses spéculations que l'Autriche put faire : elle en fit une du même genre, en travaillant la première à rendre la puissance Moscovite puissance Européenne, comme pour hâter

l'exécution du projet de Pierre I.er, projet pour lequel lui-même avoit voulu hâter la civilisation d'un peuple encore éloigné des connoissances de l'Europe, et faire, à force de pouvoir et de contrainte, ce qui ne se fait bien qu'avec le temps et une liberté industrieuse.

En jetant les yeux autour d'elle, la Pologne devoit donc juger la position difficile dans laquelle elle se trouvoit. Frontière de deux royaumes nouveaux (car en politique, la Russie ne date que du règne de Pierre), et de deux royaumes gouvernés par une autorité absolue, même arbitraire, elle faisoit, par ses dimensions topographiques, obstacle pour tous les deux. La Prusse ne pouvoit pas long-temps rester dans ses limites, qui n'avoient ni ensemble, ni défense. Un seul coup-d'œil jeté sur la carte découvroit l'incohérence des différentes parties qui composent cet État; de ce même coup-d'œil, on voyoit que c'étoit principalement la Pologne qui pouvoit lui fournir des proportions plus régulières; elle ne pouvoit songer à les prendre ailleurs, à moins d'attaquer le corps germanique, dont au contraire elle vouloit être le défenseur contre l'Autriche; et Rhulière a bien fait voir que si elle commença son agrandissement par la Silésie, c'est que la mort de Charles VI offroit une occasion que le père du grand Frédéric avoit prévue, pour laquelle il avoit tout préparé, et qui pouvoit ne se représenter jamais. Déjà étoit commencée chez les Moscovites la dynastie qui devoit les tirer de la barbarie : la race des Ruriks, après avoir occupé

le trône des czars pendant près de neuf siècles, étoit remplacée par les Romanow, dont le premier fut Michel Fœdérowitz, en 1645. Ceux-ci, élevés pour le malheur de la Turquie, de la Suède et de la Pologne, ne virent jamais dans ces trois puissances que trois ennemies, qu'il falloit toujours attaquer par la force ou par la ruse : ils employèrent continuellement la force contre les deux premières, et firent sur elles des conquêtes de la plus grande importance. Après l'avoir aussi employée contre la Pologne, ils sentirent qu'ils asserviroient bien mieux cette république en s'alliant avec elle. C'est en effet à l'alliance de Pierre I.er avec la maison de Saxe, qu'on peut fixer l'asservissement de la nation. En 1701, il traita à Berzen avec Auguste II, qui eut l'imprudence de réclamer son secours pour enlever la Livonie à la Suède : on prit des engagemens réciproques, mais dans lesquels tout l'avantage étoit pour la Russie. Elle envoyoit trente mille hommes pour y être formés à la discipline militaire, et Auguste donnoit à Pierre trente mille Saxons pour attaquer la Suède.

Au-dedans, la position de la république n'étoit pas moins inquiétante. Cette république, État ancien et mal constitué, parlant sans cesse de sa liberté au milieu de la licence et de l'anarchie, et plus jalouse d'en conserver les abus que d'en régler l'usage ; chez qui tout citoyen, turbulent ou factieux, pouvoit, en paroissant suivre ses lois et ses coutumes, ne suivre d'autre guide qu'une indocilité tumultueuse ; assemblage étonnant des choses les plus incohérentes, de

servitude et de grandeur, de richesse et de pauvreté, d'un trône fastueux et d'un roi sans pouvoir, de lois sans force et d'armée sans discipline; qui, fatiguée quelquefois de ses longues dissensions, sembloit vouloir ramener la concorde au milieu d'elle, et cependant se divisoit encore par les moyens mêmes qu'elle prenoit pour se réunir; ennemie d'une royauté à laquelle chacun vouloit toujours se réserver le droit de parvenir, ou qu'il sembloit ne vendre à un ambitieux qu'à condition de n'imputer qu'au roi seul tous les maux publics, en lui ôtant le droit et le pouvoir d'y remédier : cette république, à qui, suivant la judicieuse réflexion d'un auteur moderne, il auroit fallu un chef qui, en affectant de respecter l'indépendance des citoyens, eût cependant l'adresse de les en dégoûter; et qui, ne pouvant leur faire pratiquer l'amour de l'ordre comme un devoir, trouvât le secret de le leur inspirer par une suite de cet esprit de faction qui pour eux étoit une habitude, ou même une nécessité : cette république, dis-je, ira prendre ses rois dans une maison étrangère, qui est elle-même soumise à l'Autriche, et par l'Autriche à la Russie. Ces rois la gouverneront pendant plus de soixante ans. Ainsi pressée entre de redoutables voisins, elle sera entièrement dans la dépendance des plus puissans. L'Autriche, pour capter la bienveillance de la Russie, lui laissera exercer au milieu de la Pologne une domination aussi absolue que dans ses provinces mêmes; et les rois Saxons favoriseront cette domination, parce qu'ils la regarderont comme le

moyen le plus sûr d'établir et de consolider la leur.

Il n'y eut pas dans tout le cours du dernier siècle une seule année où les troupes Russes ne séjournassent sur le territoire Polonois; elles y étoient le plus souvent comme dans un pays conquis.

Catherine I.re maintint un usage que la politique de Pierre avoit introduit; la guerre de 1733 lui servit de prétexte. Anne, Élisabeth et Catherine II.e trouvèrent le même prétexte dans la guerre de 1741, et dans celle de sept ans. Pendant celle-ci, la Pologne fut encore plus asservie, parce que l'alliance de la France et de l'Autriche empêcha la cour de Versailles de s'opposer aux intentions de la cour de Vienne, qui alors avoit des intérêts communs avec celle de Pétersbourg. Durant ces deux guerres, deux confédérations voulurent se former contre ce séjour des troupes Russes. Élisabeth et Catherine s'empressèrent de les dissoudre à main armée, toujours comme auxiliaires de la république et garantes de sa liberté.

Dans une de ces occasions, en 1745, Élisabeth fit faire à Varsovie une déclaration qui démontre évidemment le plan arrêté depuis long-temps à Pétersbourg, de s'immiscer dans toutes les affaires intérieures de la Pologne. Parlant toujours de *l'intérêt qu'elle prend à la sûreté du roi, comme au repos, au bien, à la liberté de la république, elle ne peut regarder avec indifférence qu'il y soit porté quelque altération ou quelque atteinte.* La voilà donc juge de ces altérations ou de ces atteintes, et du mo-

ment où elle voudra s'y opposer : en conséquence, elle fait officiellement déclarer par ses ministres qu'*elle ne souffrira jamais la moindre confédération, trouble ou innovation contre le roi ou contre la république, de même que contre sa liberté et ses droits ; de qui et par qui, et sous quelque prétexte qu'ils pussent être suscités ; et, pour y obvier de toutes ses forces, elle ne manquera pas de prendre des mesures convenables*. La latitude de ces expressions embrassant tout ce qui peut, dans un État, être un prétexte ou une occasion de troubles, il est clair qu'Élisabeth pouvoit toujours se dire engagée à défendre ou les droits du trône ou ceux de la liberté.

Ainsi les confédérations, ce moyen terrible inventé par l'abus de la liberté, et trop sujet à n'être qu'un abus de l'anarchie, étoient par le fait entre les mains d'une puissance ennemie qui pouvoit à son gré les former ou les dissoudre. Elle fit de ce pouvoir un fatal usage pendant le règne des deux rois Saxons, et surtout à la mort du dernier. La politique de Pétersbourg tenoit depuis soixante ans des troupes en Pologne, pour soutenir, disoit-elle, *la maison de Saxe :* elle changea de système ; et ce changement ne porta point sur le séjour des troupes ; elles restèrent comme auparavant, mais ce fut pour exclure cette même maison. Il étoit donc bien démontré par le fait que la Pologne ne pouvoit plus choisir un roi, qu'avec la permission de la Russie. Il étoit, par les traités, établi en point de droit qu'elle ne pouvoit rien changer à sa constitution, sans la permission de

la Russie; c'étoit donc réellement la Russie qui avoit l'exercice de la souveraineté. La Pologne n'ayoit qu'une chose dont la Russie lui laissât la jouissance; c'étoit l'anarchie : elle la lui laissoit comme moyen de domination pour elle-même, et garant de servitude pour la Pologne.

Alors les places et les starosties, dont les rois sont seuls dispensateurs, mais sous le bon plaisir de la Russie, deviennent l'objet de toutes les spéculations de l'ambition et de la cupidité. Des intrigues de tout genre s'établissent, surtout à la cour d'Auguste III; un ministère vicieux corrompt le gouvernement : on ne voit plus que des tribunaux sans justice, des conseils sans union, un trésor sans argent; au milieu des dissensions et des désordres, tout périt, tout se détache, tout se dissout; la république s'affaisse sous son propre poids, et il devient évident que cet édifice ne peut plus durer long-temps, si l'on ne s'empresse d'y faire de fortes réparations. Mais le Polonois ne peut à cet égard soutenir l'idée de la moindre tentative : il lui falloit encore plus de vingt ans de malheur pour lui faire sentir la nécessité d'une réforme. Jusque-là il ne voudra jamais convenir que l'excès de la liberté est plus difficile à modérer que l'excès de la puissance; il voudra toujours craindre tout de la part de ses rois, et ne verra pas ce qu'il a à craindre de lui-même. Détaché chaque jour de sa constitution par les changemens politiques, il croit s'y rattacher par ses préjugés ou ses habitudes; il voit et veut changer quelques effets sinistres, mais il ne remonte

pas jusqu'aux causes; il cherche dans des diètes fréquentes quelques palliatifs à des maux que ces diètes mêmes perpétuent ; et leur tumultueuse rupture, aussi périodique que leur insignifiante tenue, insulte à l'impuissance des lois jusque dans le sanctuaire des lois mêmes.

Tel étoit l'état intérieur de la Pologne, lors de la fin de la guerre de sept ans. Cette époque, qui sembloit lui promettre quelques momens de relâche, acheva de river ses fers par l'union de la Prusse et de la Russie. Frédéric, étonné lui-même de la résistance miraculeuse que, pendant sept campagnes, il avoit opposée aux efforts d'une ligue formidable, fut à la paix accablé de l'idée de se trouver sans alliés; et, malgré ses principes d'économie, il crut bien placer son argent en achetant l'alliance de la Russie dans le traité de 1764. La Pologne, toujours insouciante, ne parut pas faire grande attention à un traité qui, cependant, régloit d'avance la future élection de ses rois : peut-être même vit-elle avec plaisir l'engagement pris par les deux puissances de ne laisser élire qu'un Piaste; engagement qu'on pouvoit lui présenter comme destiné à rassurer sa liberté contre l'élection d'un troisième roi de la maison de Saxe. C'étoit toujours une atteinte portée à cette liberté même; car alors il falloit que la Pologne, ou soutînt une guerre inégale, ou se déterminât à prendre un roi parmi les plus grandes familles Polonoises ennemies ou au moins rivales les unes des autres. Un Piaste bien choisi, tel qu'eût été le général Branicki, auroit pu

sans doute, en inspirant une confiance générale, tirer l'État de la crise où il étoit; mais pouvoit-on se flatter d'être maître de choisir? Lorsque Catherine prenoit cet engagement, n'avoit-elle pas déjà ses vues arrêtées? et si, au moment de l'élection, elle parut ne pas tenir à ces vues avec la même roideur, n'est-ce pas parce que les dissensions de la Pologne étoient alors à un tel point, que, quelque roi qui fût élu, le royaume étoit toujours dans la dépendance de la Russie? En effet, à la mort d'Auguste III, la diète d'élection se tint au milieu des troupes Russes: l'acharnement des partis opposés étoit tel, que Stanislas-Auguste, à peine élu, demanda à Catherine de ne pas les retirer: elles avoient été pour lui un moyen d'élection, il en fit un moyen de gouvernement; elles devinrent et devoient devenir l'instrument de sa perte. La conséquence étoit affreuse; mais elle dérivoit nécessairement des deux premières propositions établies par lui-même.

Catherine avoit pu, par orgueil bien plus que par amour, sourire à l'espoir de couronner son ancien amant; mais, suivant l'occasion, elle auroit pu aussi sans effort, peut-être même avec une secrète satisfaction, sacrifier cet amant dédaigné aux avantages politiques qu'elle eût pu trouver dans un autre choix. Son système favori, celui dans lequel tout ce qui n'étoit que personnel n'entroit que comme accessoire, étoit d'abord de mettre un roi foible à la tête d'un État foible, afin de n'être pas gênée par la Pologne dans les projets ultérieurs dont elle voudroit tenter l'exé-

cution. Ce système fut réellement ce qui la décida à porter sur le trône un homme en qui elle avoit reconnu une foiblesse politique, dont elle devoit tirer avantage. Il est vrai qu'à l'époque où elle travailloit vivement à l'élévation de Poniatowski, elle n'avoit encore que des idées vagues d'agrandissement : mais il lui suffisoit d'avoir reconnu combien le règne d'Auguste III avoit énervé la Pologne; combien il l'avoit façonnée à la domination Russe, pour ne jamais laisser perdre à la Russie l'ascendant que tant de circonstances avoient pu d'abord lui donner, et qu'elle eût cru impolitique de ne pas lui conserver.

En effet, Catherine n'ayant encore à cette époque aucune idée de démembrement, n'avoit que trois partis à prendre sur les affaires de la Pologne : ou, sans y exercer aucune influence, d'abandonner la république à ses anciens désordres, qui devoient nécessairement augmenter; ou d'y établir une forte monarchie; ou d'y maintenir une république orageuse, en mêlant à sa constitution déjà vicieuse, de nouveaux germes de troubles, qu'on pourroit développer à volonté. De ces trois partis, le premier obligeoit la Russie à tenir toujours une armée sur toute sa frontière occidentale; et d'ailleurs pour se promettre à elle-même de ne prendre aucune part aux désordres des Polonois, il lui auroit fallu la certitude que les puissances voisines observeroient rigoureusement la même impartialité. Le second parti donnoit à la Pologne une grande force, sous un gouvernement qui l'eût fait jouir de tous les avantages qu'elle tient de la nature, et dont une

alliance solide avec la Suède et la Turquie pouvoit lui garantir la durée. Le troisième, en tenant toujours la république dans un état de dissensions, la rendoit pour la Russie une barrière purement défensive contre la Prusse et l'Autriche, qui ne pouvoient pas se réunir pour l'attaquer; et en prenant ce dernier parti, la Russie n'avoit réellement plus à observer que sa frontière du nord contre la Suède, et celle de la mer Noire contre la Turquie.

Les intérêts de son empire attachoient donc évidemment Catherine à ce troisième parti; et on doit croire qu'elle n'avoit pas d'autres intentions, quand elle destina la couronne à Poniatowski. Au reste, quelque fût celui qui devoit porter cette couronne, elle devoit être pour lui un terrible fardeau, dans l'état de dissolution où se trouvoit la république. Cet état est parfaitement représenté dans l'Histoire de Rulhière; et si l'on vouloit le soupçonner d'avoir trop chargé le tableau, on en reconnoîtroit l'exacte vérité, en le comparant à celui que le Primat traçoit lui-même dans son discours, à l'ouverture de la diète de convocation. Nous le donnons en grande partie à la suite de cette Introduction, comme un monument historique précieux à conserver.

En prédisant aux Polonois les tristes résultats de leur désunion, le prélat avoit d'autant plus de raison, que la rivalité de deux grandes maisons partageoit alors la république.

D'un côté, les Radzivill, auxquels se réunissoient quelques Potocki, ne vouloient admettre aucun chan-

gement dans l'État; mais ils vouloient exclure toute influence étrangère. Dans ce double plan, la première partie étoit essentiellement mauvaise; la seconde étoit à-peu-près impossible : mauvaise, parce que le temps avoit amené des changemens trop réels; impossible, parce que les puissances étrangères, et surtout la Russie, avoient pris trop anciennement l'habitude d'inspecter, si même elles ne dirigeoient pas, tout ce qui se faisoit en Pologne. Et ce n'étoit pas après trente ans de soumission servile à la Russie, qu'on pouvoit se flatter de voir dans un interrègne cette puissance rester absolument neutre.

D'un autre côté, les Czartoryski vouloient, sans paroître faire des innovations, constituer une monarchie qui pût ensuite devenir héréditaire; et loin d'exclure toute influence étrangère, ils réclamoient celle de la Russie, dans l'espérance de la faire servir à leurs projets, sans cependant les laisser entrevoir. Calcul faux et chimérique, qui, pour éloigner un jour les Russes, commençoit par augmenter leur pouvoir en Pologne, et finit par attirer sur l'État les plus grands malheurs. Catherine ne vit pas d'abord, ou feignit plutôt de ne pas voir les intentions des Czartoryski. Elle les laissa aller, tant qu'elle eut besoin d'eux pour faire nommer un roi : elle eut même l'adresse de leur faire croire que ce seroit l'un d'eux; mais, dès qu'ils voulurent faire un pas plus décisif, elle les arrêta, détruisit leur ouvrage, leur opposa ce même Radzivill, contre lequel elle avoit sévi avec la dernière rigueur, et enfin forma cette confédération de

Radom, qui, cédant à la force autant qu'à la séduction, donna ou plutôt reçut les lois contre lesquelles s'éleva la confédération de Barr.

Parmi ces lois étoient celles qui renouvelloient le *liberum veto*, déjà condamné par l'opinion publique, et celles rendues en faveur des dissidens, qui ne songeoient point à les demander; qui étonnés eux-mêmes de leur petit nombre, et des réclamations qu'on leur faisoit faire, se contentèrent de les signer, et ne les suivirent pas; et qu'enfin la Russie abandonna, quand elle n'eut plus besoin de prétextes. Les confédérés de Radom ne purent jamais se laver de la honte de s'être formés sous la protection des armées Russes appelées par eux, et de la honte d'avoir ensuite été trompés par la puissance qui en fit les instrumens de son ambition.

Un juste sentiment d'indignation contre eux réunit les confédérés de Barr. Ceux-ci avoient de quoi sauver la Pologne. Par ce qu'ils firent on doit juger de ce qu'ils auroient pu faire, si le roi se fût joint à eux. Frédéric et Marie-Thérèse toléroient avec peine l'empire que Catherine exerçoit en Pologne. Ils eussent secondé les efforts qu'on auroit faits pour le détruire. Nous verrons que tous deux étoient alors bien loin de songer au partage; mais Stanislas-Auguste étoit lui-même loin de se réunir à cette confédération. Il ne paroît même pas qu'il en ait jamais eu la pensée. Il étoit trop exclusivement livré à Catherine. La confédération eut la maladresse de resserrer ces funestes liens, en déclarant le trône vacant. C'étoit sous tous les

rapports une des plus grandes fautes qu'elle pût faire. Mais du reste elle eut toujours sur celle de Radom l'avantage d'une formation légale, de ne s'être armée, de ne combattre que contre les Russes, et de ne se prêter jamais à aucune des vues de la puissance qu'elle regardoit comme l'ennemi commun.

Celle de Radom vit les funestes suites de son aveuglement dans la diète à laquelle on la força de coopérer. L'enlèvement des nonces, exécuté par les Russes au nom d'un ministre Russe, leur transport et leur séjour en Sibérie, furent des événemens inouis dans les fastes des nations civilisées. L'Europe politique aura toujours à se reprocher de n'avoir pas été assez scandalisée d'une pareille violation du droit des gens. Il est des principes d'une raison universelle, d'un intérêt général, dont l'infraction, surtout quand elle est hautement avouée ou soutenue, ébranle les fondemens de l'ordre social : il repose sur eux ; mais il est chargé de les maintenir. La garde de ces bases sacrées appartient à la société tout entière ; et quand elle approuve, ou même quand elle tolère qu'on les attaque, elle manque au premier de ses devoirs : elle agit contre le plus grand de ses intérêts. Repnin avoua sans détour sa monstrueuse iniquité, et mit en avant qu'il en avoit le droit, puisqu'il en avoit le pouvoir. Si tous les cabinets eussent sur-le-champ témoigné leur juste indignation ; s'ils eussent, au nom de la société outragée, demandé la retraite des troupes Russes, et la liberté des nonces arrêtés, ils auroient pu l'obtenir. Mais la lassitude, l'épuisement où les

avoit laissés la guerre de sept ans, les éloignoient de tout ce qui pouvoit avoir l'air d'une mesure hostile. L'Autriche, jalouse de voir Frédéric allié de la Russie, craignoit, en mécontentant celle-ci, de resserrer des nœuds qu'elle regardoit comme formés à son détriment. La France, liée par le malheureux traité de 1756, ne pouvoit agir ostensiblement, que d'accord avec l'Autriche; ce qu'elle n'obtint pas, parce qu'elle ne le demanda jamais que foiblement, et parce que d'Aiguillon crut faire un grand coup de politique en paroissant chercher à se rapprocher de la Prusse; ce que la cour de Vienne ne lui pardonna pas, et ce dont elle tira un grand avantage contre lui. La France se trouva donc réduite à continuer de soutenir secrètement les confédérés.

Elle les avoit déjà secourus assez efficacement, en opérant en leur faveur une puissante diversion. Choiseul, avant de quitter le ministère, avoit réussi auprès du divan, et trouvé dans Mustapha un prince disposé à relever l'honneur des armes Ottomanes. La guerre, fortement allumée dans l'Orient, pouvoit encore changer le sort de la Pologne. Mais dès-lors la Russie, assurée de l'inaction de Frédéric, qui ne vouloit pas perdre son alliance, de celle de la Suède et du Danemarck, dont elle dirigeoit les cabinets, avoit calculé avec raison que l'Autriche hésiteroit long-temps avant de se déterminer à rompre avec elle. D'après cela elle réunit tous ses efforts contre les confédérés et contre les Turcs. Les premiers sont presque

par-tout écrasés, dispersés, réduits à se cacher dans des retraites inaccessibles. Les Turcs débutent par des triomphes qu'ils ne savent ni suivre ni soutenir. Une nouvelle campagne répare les pertes de la Russie, et commence celle des Ottomans. Des préparatifs immenses menacent l'Archipel Grec; la Morée est envahie, la flotte Turque est anéantie, les Dardanelles sans défense laissent Constantinople exposée aux insultes du vainqueur. Alors la guerre des confédérés, premier objet des armemens de la Russie, n'est plus pour elle qu'un accessoire; le sort de la Pologne n'est plus que secondaire. La première idée, l'idée dominante à Pétersbourg, est la destruction de l'empire du Croissant. Attaqué en Asie, en Égypte, dans l'Archipel, cet immense et débile empire se soutient par les fautes de ses ennemis, bien plus qu'il ne se soutient par lui-même.

Cependant, l'idée seule de sa destruction présente à l'Europe des suites incalculables. La révolution dont cet empire est menacé, peut en faire une dans trois parties du monde. La Russie semble déjà jouir du fruit de ses conquêtes. Dans ses relations diplomatiques, elle prend un ton absolu; dans ses dispositions militaires, elle prend une attitude menaçante; et voyant que personne ne se prépare à lui résister, elle est au moment de se persuader que personne n'en a le pouvoir, ni même la pensée. Frédéric est enfin effrayé de cet accroissement de puissance, qui semble ne reconnoître d'autres bornes que celles de

l'imagination d'une souveraine enivrée de triomphes, d'orgueil et d'ambition : il voudroit l'arrêter, mais cependant sans se brouiller avec elle; il voudroit se servir de l'Autriche, pour faire accepter aux deux États belligérans une médiation armée. C'est ici que commence notre récit, dans lequel nous n'avons dû omettre aucun des intérêts qui, dans ce moment, venoient tous aboutir à la Pologne.

Cette obligation nous a imposé celle de faire marcher toujours parallèlement, et les faits militaires et les négociations sur lesquelles ils avoient une grande influence. Ces négociations ne ressemblant à aucune de celles que l'on peut trouver dans l'histoire de la diplomatie, nous avons cru devoir entrer à ce sujet dans des détails qui pourront quelquefois paroître minutieux; mais ils sont nécessaires pour montrer dans toute sa turpitude cette première spoliation dont chacune des trois puissances parut d'abord éloignée.

C'est à quoi nous avons consacré les six premiers livres. Le septième contient un abrégé de ce qui se passoit en Turquie depuis la paix de Kainaragig (1774), et en Pologne, depuis le premier démembrement jusqu'en 1788. Ce court intervalle d'un calme apparent, conduit jusqu'aux événemens qui amenèrent le second et le troisième démembremens. Ceux-ci se font beaucoup plus promptement que le premier, et se négocient bien différemment. Le principe de la convenance étoit établi comme un droit reconnu : on le suit sans rougir; et les puissances assez fortes

pour être injustes ouvertement, avancent comme un point incontestable qu'il leur suffit de s'être mutuellement communiqué leurs motifs respectifs. Notre récit aura donc alors plus de rapidité dans les sept derniers livres; et au-lieu de sinuosités diplomatiques, que jusque-là nous aurons été contraint de parcourir, nous pourrons arrêter souvent nos lecteurs sur la marche régulière que suivit constamment la courageuse et infortunée diète de 1788.

Je dis *courageuse et infortunée* diète, car il falloit un grand courage à la noblesse Polonoise, pour s'avouer à elle-même les vices de sa constitution, pour en entreprendre la réforme, en se prémunissant également contre l'enthousiasme des nouveautés et contre l'empire des vieux préjugés; pour commencer cette réforme par établir l'hérédité du trône, sans laquelle à-la-vérité aucune réforme ne pouvoit se soutenir. Ce courage devint funeste à la Pologne. En admirant ce courage, nous n'aurons que trop occasion de remarquer que, pendant que l'Assemblée constituante conduisoit la France à sa perte, en dissolvant la monarchie, la diète de 1788 conduisoit la Pologne à sa perte, en y constituant une sage et héréditaire monarchie. Terribles rapprochemens, où tout est à l'avantage de la diète Polonoise, mais qui donne un supplément effrayant aux preuves déjà consignées dans l'histoire sur le danger de toucher aux anciennes institutions et de vouloir les réformer, avant de s'être entouré, tant au-dehors qu'au-dedans, de tous

les moyens qui peuvent soutenir l'édifice pendant qu'on le répare !

C'est ce qui résultera évidemment de la dernière partie de cette histoire.

DISCOURS DU PRINCE PRIMAT,

PRONONCÉ A LA DIÈTE GÉNÉRALE DE CONVOCATION.

La sagesse éternelle s'est manifestée en tout temps d'une manière étonnante envers notre république, dans les circonstances qui ont rapport à son gouvernement. Ce royaume sans monarque, ce trône sans chef et sans régens, sont un effet de la volonté du Très-Haut. Nous voyons et ressentons combien la scission qui règne parmi nous, rend fâcheuse et critique la situation actuelle de notre patrie, et à quel point elle augmente la perte déplorable que nous avons faite en la personne de notre seigneur et maître, dont le décès afflige nos cœurs. Cependant, nous n'avons pas lieu de nous étonner que le présent interrègne soit accompagné d'un pareil désordre; mais nous devons, quand même nous nous croirions encore plus en sûreté, concilier nos sentimens et nos délibérations.

. . . .
. . . .

Vous voyez, Messieurs, vous reconnoissez vous-mêmes que la patrie, non-seulement est sur le bord du précipice, mais encore qu'elle est prête à périr avec tous ses droits, ses priviléges et prérogatives.

Considérons un moment les troubles domestiques qui déchirent le royaume : toutes nos délibérations ne tendent à aucune fin ; les diètes n'ont aucune issue ; en un mot, on peut dire qu'il se trouve parmi nous peu de gens qui puissent assurer avoir vu une diète générale à laquelle ait présidé la liberté des suffrages, à l'exception de l'assemblée tenue à Grodno, en 1726; encore les opinions d'une partie

des États y furent-elles renversées par la violence de l'autre. Nous nous estimons et prétendons être une nation libre et indépendante; cependant nous sommes sous le joug de l'esclavage et exposés à la fureur des armes. Nous éprouvons tous les malheurs de cette servitude, et néanmoins nous n'avons pas assez de force pour nous conseiller nous-mêmes, ni assez de courage pour remédier à notre sort, tandis qu'en aveugles nous agissons contre notre propre volonté et précipitons notre ruine. Redevables de nos maux à notre conduite, nous languissons sous le frein de la crainte; nous qui n'avons rien sur quoi nous puissions compter, ni conseil, ni augmentation de forces, ni forteresses, que d'entièrement négligées, ni garnisons, que de foibles et dépourvues de munitions de guerre, ni frontières à l'abri d'insulte, ni armée pour notre défense. Disons-le hardiment, ce royaume est semblable à une maison ouverte, à une habitation délabrée par les vents, à un édifice sans possesseur et prêt à s'écrouler sur ses fondemens ébranlés, si la Providence ne daignoit le soutenir. Encore un coup, examinons de plus près ces désordres, qui surpassent l'imagination.

Les lois dégénérées en inactivité, et la plupart avilies; les tribunaux contre les attentats, abolis; le parjure toléré, au risque de la perte des ames, et de la ruine de la patrie; la liberté opprimée par la force et par une volonté arbitraire; le trésor royal détérioré par l'introduction des monnoies étrangères de mauvais aloi; les villes des provinces, principaux ornemens du royaume, dépeuplées et frustrées des avantages du commerce, qui se fait par les Juifs; enfin, il faut que nous cherchions des villes dans les villes mêmes, dont tant de rues, tant de champs, tant de marchés publics sont dévastés et déserts. Ces étranges métamorphoses viennent de ce que, depuis un demi-siècle, il ne s'est tenu aucune assemblée ou diète, et pourquoi? Parce qu'ignorant le christianisme et les principes de l'amour fraternel, nous vivons sans union, sans confiance et sans droiture de cœur. De là

les querelles, les dissensions, les défiances, les surprises, les guerres et les hostilités inouies, que nourrissent dans les esprits les idées contraires dont ils sont prévenus. Tantôt amis, tantôt ennemis, le plus puissant entraîne la multitude ; et telle est la nature de notre liberté, qu'il en résulte une mésintelligence entre les particuliers et des familles entières : de sorte qu'il ne reste plus que l'ombre de la fraternité, qui nous met de niveau selon les rangs. Chacun veut commander, chacun aspire aux starosties, et à la jouissance des grâces assignées au mérite ; mais personne, ou du moins rarement un seul, ne s'empresse à s'en rendre digne. De là vient que nos assemblées générales sont rares et infructueuses, et que les diètes dégénèrent en embarras, en clameurs, et en suffrages indéterminés. Autrefois nos dignes ancêtres avoient pour maxime de choisir des églises pour les lieux de leurs délibérations, afin qu'animés d'un zèle religieux par la sainteté des temples consacrés à la Divinité, ils pussent parvenir plus sûrement à assurer leurs libertés, leurs lois, et leurs statuts. Maintenant, au contraire, la plupart des églises ne servent que de boucheries où l'on s'égorge impunément. Comment donc prétendre que Dieu, infiniment juste, répande sur nous ses bénédictions. Un aussi pernicieux exemple se pratique aujourd'hui dans les palatinats, sans en excepter la diète de convocation, qui, cependant, est par elle-même la seule et la plus générale des assemblées de la république, et qui depuis trente-huit ans s'est tenue en vain, sans autre fruit que d'avoir excité la risée des nations étrangères. Tout ce que la méchanceté est capable de suggérer fut mis en usage pour s'opposer aux délibérations, jusqu'à ce qu'enfin l'orgueil, l'envie et l'avarice rompissent les conférences.

Nous croyons, sans doute, troubler par-là la diète, faire résistance à son chef ou déconcerter les mesures des malintentionnés; mais en-même-temps nous nous déclarons ennemis de la patrie, et déchirons ses entrailles. Pendant que

d'un côté nous travaillons à détourner les résolutions de la diète générale, nous nous opposons, de l'autre, aux arrangemens des deux nations, nous empêchons l'accomplissement des lois, nous rendons incertaines la sûreté et la libre possession de nos biens, nous luttons, en un mot, contre la prospérité commune, et en général contre toutes les bonnes dispositions qui tendent à l'affermir. Concevons, par tous ces procédés, à quel point nous chargeons nos consciences, combien il est difficile de réparer ce que nous détruisons, et quel châtiment nous attirons sur nos têtes, de la part d'un Dieu vengeur; concevons, dis-je, le compte que nous aurons à lui rendre, en donnant lieu à nos provinces frontières de passer sous le joug [1].

Quelles idées ne doivent pas se former de nos désordres les États voisins? Les uns se réjouissent de la flatteuse espérance de susciter parmi nous *des divisions qui leur facilitent l'usurpation du royaume* [2]; d'autres, témoins de nos désordres, non contens de nous avoir déjà épuisés de substance, continuent de nous arracher des mains notre or et notre argent, comme si nous étions leurs vassaux et leurs tributaires; et, ce qui est encore plus étrange, les Juifs et d'infâmes usuriers doivent être les instrumens de ces extorsions; d'autres encore se prévalent de nos foiblesses, en nous enlevant des hommes, des chevaux, toutes sortes de provisions de guerre et de bouche, pour tel prix qu'ils jugent à-propos. Rappelons-nous le souvenir des traitemens qui nous ont appris à les connoître, lorsque, pendant six ans qu'ils furent en guerre, non-seulement ils emportèrent de nous et de nos pauvres habitans plusieurs millions, mais emmenèrent au-delà des confins du royaume beaucoup de sujets, qu'ils engagèrent à embrasser une religion contraire à leurs lumières. Toute l'Europe a compassion de notre sort, en ce que nous n'avons su prendre conseil que

---

[1] Mot prophétique.

[2] Il est évident qu'il désignoit la Russie.

de nous-mêmes. Le répéterai-je, Messieurs, notre république se trouve maintenant dans un état où elle ne fut jamais. Notre seule confiance est en Dieu ; il ne permettra pas que nous succombions aussi long-temps. Unanimes en avis, unis par la concorde et l'amour fraternel, nous suivrons l'esprit de droiture et de justice contre les efforts opposés. Car telles sont les paroles de l'esprit divin, que le bonheur est où règne le conseil, et que sans lui aucune nation ne peut subsister.

La présente diète est une assemblée dans laquelle on doit réformer les abus commis jusqu'ici envers les lois, remédier aux atteintes portées à la liberté publique, et corriger les excès qui se sont multipliés chez les États des deux nations. Le Tout-Puissant nous a fixé le temps présent, pour que nous rentrions en nous-mêmes, que nous consultions notre intérêt, que nous sortions de l'état d'assoupissement où nous sommes, que nous songions aux moyens justes et raisonnables de soulager la patrie, en mettant à couvert de tout danger notre pays et ses habitans, nos facultés et nos biens, nos familles et nos patrimoines.

Ayons soin d'assurer d'abord l'intérieur de la patrie. Cette sûreté exige une conformité d'esprits, une parfaite union et une confiance sans réserve ; elle est fondée sur le droit et la justice ; elle a pour base ces deux soutiens du gouvernement, et elle veut indispensablement des peines aussi sévères pour le crime, que de dignes récompenses pour la vertu : c'est ainsi qu'agissent les peuples les plus grossiers, qui n'ont que la nature pour instinct et pour règle de conduite. Avec combien plus de raison ne sommes-nous pas obligés, nous chrétiens, de régler nos démarches sur le sens du droit et de la justice, dont nous avons juré l'observation, comme principes de la sûreté intérieure d'un pays ? Cette sûreté a encore besoin d'être étayée de l'amitié et de l'alliance de nos plus proches voisins ; mais avant tout il lui faut des forces suffisantes qui lui appartiennent en propre, et dont le partage soit dans une exacte proportion. Aucune

de ces deux choses ne sauroit promettre de succès, à moins d'un établissement convenable de finances, de paiement régulier et de solde des troupes. Non, il n'est pas possible qu'il puisse y avoir de solde sans avances, des avances sans administration du trésor, de trésor sans argent, et des revenus. Les revenus mêmes ne serviront de rien, aussi longtemps que d'utiles arrangemens n'auront pas pourvu au commerce, aux douanes, à l'économie dans les villes comme dans le plat pays, et qu'une intendance bien entendue n'en prévienne les abus.

L'ancienne concorde Polonoise, l'amour qui doit régner entre les chrétiens, et la réunion des esprits, sont capables de suppléer à tout ce qui nous manque. Nous sommes tous également enfans de la patrie; nous appartenons tous à un corps d'État, qui est la république. Soyons donc d'un même sentiment; ne faisons qu'un cœur et qu'une ame, et contribuons chacun à relever les débris du naufrage de notre gouvernement. La maxime de Platon, que nos ancêtres ont toujours eu présente à la mémoire, ne nous est pas inconnue : « Les forteresses et les châteaux, disoit ce législateur, ne résistent pas si long-temps aux insultes du dehors, que les habitans unis de cœur pour la défense de leur pays ».

Une semblable union d'idées, de cœurs et de volontés, nous procurera la conservation de nos droits et de nos libertés; mais l'équité demande d'abord que l'on soit secondé par un puissant appui, qui fasse respecter les lois, établisse l'ordre et le concert parmi les tribunaux de justice, les mette à couvert de violence et de révolte; autrement, rien n'est plus certain que la main de Dieu s'appesantira sur nous.

Maintenant que notre liberté, dénuée de frein et de guide, erre à l'aventure entre les caprices et les désordres, il semble qu'elle auroit besoin d'entraves pour empêcher qu'elle ne retombe dans ses premiers écarts, ne coure à sa ruine et ne se précipite dans la servitude. Une liberté de cette

nature n'est véritablement que pure licence. D'ailleurs, comme elle affecte le plus sensiblement les assemblées et les délibérations publiques, il seroit aussi nécessaire qu'on la soumît à un réglement, qu'on la ramenât sous la discipline des lois, et que, pour leur sûreté, on la renfermât dans des bornes convenables. La diète générale est le lieu propre où doit être réprimée cette liberté effrénée et en fureur qui prépare notre perte, nous afflige, nous opprime, renverse nos statuts, blesse la justice et nuit à la sûreté publique.

Le temps présent est le plus favorable pour s'opposer à des entreprises, qui, bien loin d'être compatibles avec la liberté, ne sont que des effets du caprice; il faut, dis-je, profiter de ce temps, si l'on veut que les lois subsistent en entier et dans toute leur vigueur; si l'on désire que l'éminente dignité du royaume soit respectée, et que le bien général, ainsi que la prospérité de chacun de nous en particulier, subsistent à l'avenir. N'est-ce pas des résultats de la diète que dépendent l'exécution et la stabilité de ces sortes d'arrangemens, de même que les mesures capables de prévenir les troubles qui entraînent après eux les malheurs du pays et de ses habitans?

Nous comptons qu'en soixante-quatre ans il ne s'est tenu qu'une seule diète générale dans les formes et avec un succès convenable. La mauvaise issue des autres est attribuée aux événemens. Mais afin qu'au défaut de bon conseil nous évitions notre perte, songeons à un moyen de donner de la fermeté à nos délibérations. Nous ne manquons pas de bons et de salutaires projets; il n'est question que d'en prendre le goût. Créons du moins une *cour de justice permanente* *, dont les juges et les assesseurs, pris d'entre les membres des deux États de la république, soient autorisés à combattre et à punir les injustices. Je crois cependant qu'une commis-

* On voit que le Primat regardoit la mauvaise administration de la justice comme un des plus grands vices de l'État.

sion que l'on établiroit dans cette vue pourroit apprêter le projet relatif à la prochaine diète du couronnement. Les traités d'amitié avec les puissances voisines sont indispensablement nécessaires, afin que lorsqu'il naît des contestations au sujet des limites, ou lorsqu'il s'agit de prétentions à former, ces sortes d'affaires puissent être plus facilement terminées par les voies de la négociation.

. . . .

. . . .

(Ici le prince Primat donne à la diète quelques conseils sur différens points d'administration.)

Outre ces affaires, il s'en présente encore d'autres dont la connoissance et l'arrangement appartiennent à la diète; elles regardent les assemblées qui ont rapport au choix d'un roi que le ciel a résolu, dans ses décrets, de nous donner pour chef et maître; telles que les diètes de relation et celles d'élections, qui doivent suivre la diète générale actuelle; les unes, dont il faut fixer le terme; les autres, dont il est nécessaire de déterminer le temps et le lieu. Quant aux points de la capitulation royale, je pense qu'il seroit nécessaire que l'on choisît dans le sénat, et dans le corps de la noblesse, des personnes d'un mérite distingué qui en dressassent le projet, et le tinssent prêt pour la prochaine diète d'élection; mais avant qu'ils ne soient proposés, il y aura encore d'autres matières à finir.

Nous avons, Messieurs, bien des choses qui nous manquent et auxquelles nous devons suppléer; tous les changemens que la nécessité nous oblige de faire, et les défectuosités auxquelles le bien de l'État nous engage de remédier. Mais tout cela ne peut s'exécuter que dans les assemblées publiques des deux nations, en rétablissant les affaires sur un pied solide et en les portant à un degré de perfection qui serve d'exemple aux siècles à venir. Par ces moyens, et sous les auspices du Tout-Puissant, nous rendrons à la patrie

sa première splendeur; en-même-temps nous débrouillerons le chaos des affaires dont l'entassement nous pèse sur les bras. Appliquons-nous donc à agir, dans ces délibérations publiques, avec autant de jugement que de concorde, et pratiquons la leçon qu'un ambassadeur de Hongrie nous donna dans la réponse qu'il fit en certaine occasion : *un conseil léthargique, des vues particulières et les intrigues des ennemis cachés ont perdu la Hongrie; c'est à vous, Pologne voisine, à prendre garde qu'un pareil désastre ne vous arrive.* Délibérons avec attention, et non superficiellement; avec présence d'esprit, et non avec vivacité. Apprenons à connoître exactement et à propos notre situation, et fixons nos regards sur les circonstances, tant au-dedans qu'au-dehors du royaume. Réglons nos projets sur la condition, sur les droits et les besoins, sur la constitution naturelle, les mœurs et la capacité des habitans de la république. Que notre vue soit de maintenir en entier la religion, la pureté des consciences, l'honneur et la probité, afin que les droits divins, ceux de l'église, de la noblesse et de la patrie, au-lieu de porter scandale, soient constamment observés, et que, bien loin de donner occasion aux disputes et aux désordres, ils puissent être la base de la tranquillité et de la concorde. Sacrifions de bon gré le bien commun de la patrie à la nécessité, à l'exigence du temps et aux circonstances de nos projets. Faisons attention à la violence que souffrent les lois de la vérité, la croyance de Dieu, les sermens, l'attachement et l'amour pour la patrie. Étudions-nous à trouver un puissant moyen qui nous arrache aux désordres dans lesquels nous croupissons, comme ensevelis dans un profond sommeil. Comportons-nous de manière que les étrangers ne puissent pas dire que, dans nos diètes, nous ne nous proposons d'autre avantage que de nous rassembler, d'entrer en connoissance les uns avec les autres, de nous complimenter réciproquement, de nous promettre une satisfaction mutuelle, de nous désunir ensuite, de prendre congé de nos collègues, et de

nous séparer enfin sans avoir rien décidé ou conclu. Mais aujourd'hui, sur-tout, tâchons de nous lier dans une sympathie de sentimens, par les nœuds de cette ancienne union, de cette amitié et fidélité de nos pères. C'est le seul et le vrai moyen de nous concilier l'affection de toute la patrie.

Je l'ai déjà dit : le Tout-Puissant, ce scrutateur des replis les plus cachés de nos cœurs, est présent parmi nous ; il nous a doué chacun d'une ame, et nous a laissé le soin de travailler à notre salut. Nous avons juré à cet Être-Suprême et à la patrie la bonne foi dans nos délibérations, la fidélité dans l'accomplissement de nos devoirs, et nos efforts pour la conservation de nos droits. Empressons-nous donc à remplir les obligations que nous nous sommes imposées par serment, et renonçons à cette mésintelligence, à cette envie, à cette animosité, qui règnent dans nos assemblées. N'avons-nous pas entamé nos délibérations sous l'inspiration du Saint-Esprit, et ne pouvons-nous pas les finir par l'infusion de ses lumières, selon le conseil de la vérité et d'une unanimité de suffrages ? De grâce, dépouillons-nous de nos passions, et imitons, dans une union inaltérable, les cœurs des anciens Romains, qui, avant de se rassembler au sénat, avoient coutume de se rendre au temple et d'implorer l'assistance de leurs divinités dans leurs délibérations. Dieu soit loué ! nous sommes membres de la vraie Église. Puissent les deux principales classes de la république s'attacher aux principes qu'elle enseigne, et se joindre intimement par l'amour fraternel que la sagesse éternelle souhaite, prescrit et ordonne aux hommes, s'ils veulent qu'elle répande sur eux ses grâces et ses bénédictions !

HISTOIRE
DES TROIS DÉMEMBREMENS
DE LA POLOGNE.

LIVRE I.er

LE premier fil des négociations et des événemens que nous avons à décrire, part de la première entrevue de Frédéric et de Joseph. Mais pour reconnoître comment ce fil se rattache à ceux que nous serons obligés de suivre, il ne faut pas perdre de vue les portraits que Rulhière nous a tracés de Catherine, de Frédéric, de Marie-Thérèse, et surtout de son fils et de son ministre. Le caractère de ces deux derniers, Joseph et Kaunitz, et l'attitude forcée dans laquelle ils se tenoient vis-à-vis l'un de l'autre, eurent une grande influence sur les intérêts politiques qui se croisoient et s'agitoient alors; et cette influence fut bien sensible dans les deux entrevues de Neiss et de Neustadt.

Dans l'été de 1768, Joseph avoit voulu voir tous les champs de bataille de la dernière guerre. Il parcourut la Bohème et la Saxe, accompagné de ses plus célèbres généraux. Ceux-ci lui expliquoient, sur les lieux mêmes où s'étoient données les batailles, les causes des défaites et des victoires. Plus d'une fois,

pendant un cours si intéressant, il s'approcha des confins de la Silésie Prussienne et de ceux du Brandebourg. Frédéric, occupé alors de ses revues annuelles sur les mêmes frontières, l'envoya complimenter, et lui témoigna le désir le plus empressé de le connoître personnellement: Joseph ne présuma pas assez de son indépendance pour hasarder, sans une permission expresse de sa mère, de faire une visite à l'ancien ennemi de sa maison. Il y avoit dans la proposition de Frédéric une sorte de fierté qui piqua Kaunitz et Marie-Thérèse. Tous deux s'opposèrent à l'entrevue. Frédéric, sans se plaindre de cette opposition, mais connoissant le caractère de Joseph, prévit qu'il s'irriteroit par la résistance, et n'en seroit que plus disposé à faire une chose singulière, dont sa vanité se promettroit de grands avantages, et qui le mettroit dans le cas de traiter d'intérêts politiques loin de la surveillance de ses *pédagogues*. C'est, d'après les Mémoires du roi de Prusse, l'expression dont se servit Joseph, en parlant de l'autorité à laquelle il céda momentanément : il fit dire au roi qu'il trouveroit bien moyen de réparer *la grossièreté que ses pédagogues lui faisoient commettre*. Et en effet, le rendez-vous refusé en 1768, eut lieu à Neiss en 1769.

Toute l'Europe fut attentive à cette entrevue; et si, quelques années auparavant, l'alliance inattendue de la Prusse et de la Russie avoit fait craindre un concert entre elles pour démembrer la Pologne, une intelligence encore plus imprévue entre la Prusse

et l'Autriche sembloit devoir renouveler les mêmes craintes. Toutefois, les vertus de Marie-Thérèse étoient si respectées, on avoit une si haute opinion des lumières de son Conseil, l'intérêt de la monarchie Autrichienne étoit si évidemment opposé à l'accroissement des deux autres monarchies, que la simple raison se refusoit à croire à la possibilité d'un pareil accord. Mais c'étoit, il faut en convenir, un événement bien propre à éveiller tous les soupçons, à fixer l'attention générale, que cette entrevue d'un souverain qui, depuis trente ans, avoit fait craindre ou admirer ses talens politiques et militaires, avec un jeune prince, dont on ne connoissoit encore que le désir de faire parler de lui. Cette entrevue devoit avoir lieu dans une province enlevée à l'Autriche par Frédéric, dans cette même ville de Neiss, prise par lui en 1741, et que les Autrichiens avoient vainement tenté de reprendre en 1758 et 1762. Quels rapprochemens! quels souvenirs! quels regrets! Comment Marie-Thérèse, après avoir refusé son consentement, avoit-elle fini par le donner? Il falloit donc que de grands avantages la portassent à surmonter sa répugnance? Comment se déterminoit-elle à envoyer son fils, jeune encore, ardent, impatient de gloire et de nouveauté, devant un monarque familiarisé avec toutes les affaires de l'Europe, et qui disoit hautement n'avoir plus d'autre intention que de conserver l'ascendant qu'il s'étoit acquis par lui seul? Enfin, c'étoit quelques mois avant le mariage de l'archiduchesse Marie-Antoinette avec Louis XVI, alors

dauphin. Comment l'impératrice-reine, au moment de former de nouveaux liens avec la France, alloit-elle lui donner de nouvelles inquiétudes, en faisant une démarche de confiance auprès d'un prince dont la France avoit sujet d'être mécontente, et qui avoit aggravé ce mécontentement en s'alliant avec la Russie, dont alors les intentions hostiles contre la France étoient bien connues ?

Joseph, qui avoit une sorte d'aversion naturelle pour la représentation, sentit aisément que le cérémonial auquel, par goût, il cherchoit à se soustraire au milieu de ses États, seroit encore plus importun et même plus pénible pour lui, au milieu d'un camp Prussien et d'une riche province récemment distraite du patrimoine de ses ancêtres. Il parut devant Frédéric, sous le nom de comte de Falckenstein, nom que depuis il conserva dans ses voyages. Il avoit avec lui *Lascy*, que son extrême habileté pour le détail des armées rendoit aussi utile pendant la paix qu'il l'avoit été sur les champs de bataille ; et *Laudon*, de qui Frédéric disoit : *partout où j'ai regardé pendant la guerre, j'ai toujours trouvé Laudon au bout de ma lunette ;* et auquel il dit alors, en le faisant mettre à table à côté de lui : *j'aime mieux vous voir à côté de moi que vis-à-vis.*

Le spectacle des troupes Prussiennes, commandées par un roi tant de fois triomphant, et la rapidité de leurs évolutions, première cause de ses victoires, frappèrent vivement le jeune empereur, qui, par la suite, chercha à mettre la même rapidité dans les ma-

nœuvres de ses troupes. Il repartit le 28 août, après avoir eu avec le roi plusieurs entretiens publics, et deux conférences secrètes, dont la dernière se prolongea fort avant dans la nuit. Il faut se rappeler que dans ce même temps les événemens de la guerre devenoient très-favorables à l'armée Ottomane. Les Russes, contraints de lever le siège de Choczim, reculoient en Pologne ; et les Turcs, déterminés à les y poursuivre, pouvoient se promettre de grands succès.

Les entretiens publics donnèrent beaucoup à penser, moins encore peut-être par les matières qu'on traita, que par le ton que chaque souverain sembloit affecter de prendre : on parla surtout de la guerre de sept ans ; Frédéric dit et répéta qu'il n'avoit jamais eu de plans, ni de guerre, ni de politique : soit qu'il se flattât de persuader à l'empereur une chose si peu vraisemblable, soit qu'il voulût par là écarter tout ce qui auroit pu le conduire à des développemens, qu'il étoit soigneux d'éviter. L'empereur sembloit se composer pour écouter gravement les questions savantes et préparées que lui faisoit le roi, et pour n'avoir pas l'air de remarquer un ton amer, répandu souvent dans ses propos, ton que dans la suite Joseph appeloit un persifflage. Ce fut peut-être pour s'en venger, qu'il adressa au prince Henri, frère du roi, des mots très-flatteurs, dans lesquels on pouvoit trouver l'intention de nourrir le mécontentement de l'un, et de fomenter dans l'autre une jalousie peu digne d'un grand homme, mais qui étoit trop publiquement connue. Les observations qu'on fit à ce sujet

furent justifiées l'année suivante, lorsque Frédéric éloigna son frère de la conférence de Neustadt.

Cette affectation de l'empereur vis-à-vis du prince Henri n'échappa point au roi, qui y répondit sur le même ton à l'égard de Lascy et Laudon. Le premier jouissoit de toute la faveur de Joseph : Frédéric ne lui adressa que quelques mots insignifians, et, du reste, fut très-froid avec lui. Laudon, universellement regardé comme un des plus grands généraux, qui joignoit à de rares talens une probité sévère et une modestie vraie, que Lascy cherchoit toujours à écarter des commandemens et de la faveur, fut pendant deux jours l'objet des recherches et des attentions de Frédéric, qui ne manqua pas une occasion de lui dire des choses aimables, et de rappeler ses actions les plus brillantes.

Ces dispositions mutuelles de deux monarques devoient produire dans leurs conférences secrètes des détails fort curieux ; mais les détails de ce genre échappent presque toujours à l'histoire : elle ne peut guère connoître et donner que des résultats ; encore faut-il qu'ils soient recueillis avec choix et discernement. Voici ceux que le travail et le temps ont découverts sur ces deux entretiens secrets.

Frédéric et Joseph traitèrent de leurs intérêts respectifs, de ceux même qui, dix ans après, leur firent prendre les armes l'un contre l'autre*. L'empereur,

* La mort de l'électeur de Bavière, Maximilien : ce prince n'avoit point d'enfans, et l'électorat devoit passer à la branche palatine, dans la personne de Charles-Théodore.

malgré une certaine ostentation de simplicité, toujours plein de lui-même, toujours ivre de sa puissance, étoit loin de chercher à dissimuler ses ambitieux projets : le roi, attentif à lui inspirer une entière sécurité, ne montroit qu'aversion pour la guerre, déférence et respect pour le chef de l'empire, intention de se concilier sur tous les points. Ils reconnurent mutuellement que la durée de leur bonne intelligence banniroit de l'Allemagne toute influence étrangère ; ils se promirent de se communiquer, dès le premier moment, tout ce qui pourroit troubler cette harmonie : on a su avec certitude qu'ils convinrent entre eux que l'intérêt général de l'Allemagne demandoit le prompt rétablissement de la paix entre les deux empires, Russe et Ottoman, et, de plus, le maintien d'un exact équilibre entre ces deux puissances. L'état présent de la guerre, dont nous venons de remarquer que les Turcs avoient alors tout l'avantage, exigeoit que l'empereur, s'il consentoit à proposer sa médiation, ne la proposât que les armes à la main ; et Frédéric n'eut pas besoin d'employer toute son habileté pour faire sentir à l'ambitieux Joseph qu'un médiateur tel que lui ne pouvoit pas se présenter autrement. Ils convinrent que l'évacuation de la Pologne par les troupes Russes, dont l'invasion avoit été le seul sujet de la guerre, étoit aussi la seule proposition de paix qu'on pût imposer à la Russie * ; qu'il falloit maintenir Stanislas-Auguste sur le trône, afin de ne pas

* On verra, livre VI, que, dans le traité de Kainaragig, il n'en fut pas même question.

exiger de Catherine une condition trop humiliante; rétablir en Pologne l'ancienne liberté, ou plutôt l'ancienne anarchie, qui convenoit parfaitement aux trois puissances voisines; et enfin s'associer tous deux à la Russie, pour mettre sous une triple garantie le prétendu rétablissement des lois Polonoises *.

Le roi ne dissimula point combien il craignoit tout agrandissement de la Russie, combien son alliance lui pesoit; en avouant cependant que cette alliance étoit nécessaire à ses intérêts, il insista sur les égards auxquels sa position l'obligeoit envers le seul allié qui lui restât; il fit même entendre que, quelque éloigné qu'il fût de la guerre, quelque désir qu'il eût, en passant sa vieillesse en paix, de voir la Russie, sinon réduite, au moins contenue, rien ne pourroit le séparer d'elle; et, dans la suite, Joseph a souvent répété avec complaisance que Frédéric ne craignoit que deux choses au monde, la Russie et la guerre.

Enfin il fut convenu entre eux qu'ils maintiendroient en Allemagne une entière neutralité, si la guerre venoit à éclater entre la France et l'Angleterre, événement qui étoit inévitable et qui alors paroissoit très-prochain; que, pour ne pas s'exposer aux observations de leurs alliés mutuels (la France et la Russie), il n'y auroit pas d'autre négociation que cette même conférence, point d'autre traité que

* On verra, dans le livre VI, que ce dernier point n'eut pas lieu, et que les lois données à la Pologne en 1775 ne furent garanties que par la Russie.

l'engagement réciproque qu'ils prenoient : cet engagement fut au moins verbal, s'il ne fut pas écrit. Le mécontentement que Marie-Thérèse témoigna de cette première entrevue, les craintes qu'elle manifesta sur la seconde, le parti qu'elle prit d'envoyer Kaunitz à celle-ci, firent juger avec raison que Joseph avoit signé ou pris quelque engagement, non-seulement sans l'aveu de sa mère, mais encore sans consulter le ministre à qui elle donnoit toute sa confiance.

Les deux monarques se séparèrent, en apparence très-satisfaits l'un de l'autre, dans le fait très-satisfaits d'eux-mêmes. Chacun d'eux crut avoir, dans cette conférence, atteint le but qu'il s'étoit proposé : ils s'étoient promis d'établir entre eux une correspondance directe et très-suivie ; ils se tinrent parole : du reste, le roi se plaisoit à donner publiquement à l'empereur des éloges équivoques, que celui-ci devoit prendre dans un sens flatteur, et qui étoient répétés en Allemagne dans un sens moins favorable ; il aimoit à redire que ce jeune monarque surpasseroit Charles-Quint ; et on donnoit à ce mot une interprétation maligne, qui réveilloit dans quelques esprits le souvenir et la crainte de l'ambition Autrichienne. Joseph étoit trop présomptueux pour admirer sincèrement qui que ce fût ; et, dans la suite, il crut devoir se justifier de l'admiration que, d'après tous ces propos, on pouvoit lui supposer pour Frédéric ; mais, livré à des chagrins dans sa propre cour, ne cherchant qu'à mortifier les ministres de sa mère, et quelquefois sa mère elle-même, il affecta, lors de son retour

à Vienne, une admiration excessive pour tout ce qu'il venoit de voir et d'entendre.

Quel que fût le jugement de Kaunitz sur la convention de Neiss, sa profonde dissimulation cacha soigneusement à la France et la convention et ce qu'il en pensoit. Croyoit-il qu'il fût de son devoir de jeter un voile sur ce qu'il regardoit comme une faute de Joseph? Craignoit-il d'avouer avec une sorte de honte, que le jeune empereur lui avoit échappé? Toujours fidèle à son système d'ôter à la France toute influence, vouloit-il qu'elle ne fût pour rien dans la pacification du nord et de l'orient? D'après son caractère, on peut juger jusqu'à quel point chacun de ces motifs devoit agir sur lui; et, quoique Frédéric lui fît proposer sans délai, par son ministre, à Vienne, le plan de paix pour la Turquie (tel qu'il l'avoit développé à l'empereur, et que ce jeune prince avoit adopté), Kaunitz observa à l'égard de la France un silence dans lequel on pouvoit trouver perfidie et mépris. Mais des yeux attentifs à observer, remarquèrent qu'après avoir désapprouvé l'entrevue de Neiss, il vouloit au moins profiter de ce qui s'y étoit fait, pour établir un concert entre la Prusse et l'Autriche. La France lui en témoigna quelque inquiétude. Kaunitz, sans entrer dans aucun détail, répondit : « il n'est pas inutile que la Prusse et l'Autriche, » sans avoir ensemble aucune alliance, vivent dans » une sorte d'intelligence, qui éloignera toute idée » de se nuire mutuellement, et contribuera ainsi au » repos de l'Europe. Mais mon système, devenu

» celui de l'impératrice, est de ne jamais contracter
» avec un prince en qui je n'ai remarqué aucun
» principe sûr, qui ne vit que d'expédiens imaginés
» au jour la journée, et duquel il ne m'est jamais
» rien venu de lumineux ».

Dans cette réponse (qui contient ses propres paroles), il n'y avoit de vrai que son mépris pour Frédéric. Kaunitz se flattoit d'avoir sur lui une grande supériorité de génie. Il se livra au dangereux espoir de se rendre seul maître d'une négociation que Frédéric lui offrit de conduire ensemble. Sa grande adresse, celle dont il s'est vanté souvent *, étoit de faire concourir au succès de ses vues les puissances les plus opposées entre elles ; et il conçut le projet de faire du roi de Prusse un instrument de la politique Autrichienne, comme l'Autriche a toujours fait de tous ses alliés. Déjà il croyoit le voir rentrer dans la soumission où la cour impériale s'est toujours efforcée de tenir les électeurs ; il s'applaudissoit du ton de complaisance et d'éloge que ce prince *avoit enfin pris à son égard*, non qu'il voulût paroître sensible aux louanges d'un tel adversaire ; mais il l'étoit au plaisir de l'avoir réduit à plus de circonspection. « C'est une folie, disoit-il, de supposer que ces petites
» puissances soutiendront long-temps ce ton auda-
» cieux, et joueront constamment le grand rôle que
» des circonstances passagères peuvent quelquefois
» leur donner ». Le politique le plus habile peut et

* Notamment lors de l'élection de l'archiduc Maximilien à l'archevêché de Cologne.

doit s'égarer, quand son orgueil devient la règle de ses plans et de sa conduite.

Kaunitz sourioit à l'idée de se servir d'une convention faite sans lui et malgré lui, pour terminer la guerre des Turcs, pour humilier Catherine qui n'étoit pas aimée de l'impératrice-reine, pour lui enlever l'alliance de Frédéric, enfin pour laisser la Pologne s'affoiblir par ses dissensions intestines, qu'elle croiroit terminées quand elle ne verroit plus de troupes étrangères. Il se flattoit d'arriver à ce but, en prenant soin d'en écarter la France, et de ne lui confier aucune de ses démarches; car nous sommes bien convaincus, et si nous pouvons mettre cette vérité dans tout son jour, le lecteur sera convaincu comme nous, des véritables intentions de Kaunitz sur la Pologne. Il souffroit impatiemment que la Russie voulût, non-seulement s'immiseer, mais dominer tyranniquement dans la cour de Varsovie, dans le sénat, dans les diètes, dans toutes les parties du gouvernement. Mais il vouloit bien que les trois puissances limitrophes, en restant sur leurs frontières, observassent les troubles de la république, avec le ferme dessein de ne jamais lui permettre de faire dans ses constitutions des changemens qui auroient assuré sa force et son union. Dans le premier moment où Catherine peut se flatter que l'Autriche consentira au démembrement, nous la verrons, pénétrée de cette vérité, donner en conséquence des ordres formels à son ministre.

Pour arriver à son but, Kaunitz devoit paroître

suivre l'engagement de Neiss. J'ai dit qu'après l'entrevue, une correspondance secrète s'étoit établie entre les deux souverains : il s'en établit une aussi entre les deux cabinets. L'envoyé Prussien à Constantinople fut averti, à son grand étonnement, de ne plus traverser les démarches que le ministre d'Autriche alloit faire auprès des Turcs. Des ordres partirent de Vienne pour assembler sur les frontières de la Transilvanie une armée qui pût en imposer aux Ottomans. Toutes ces troupes, répandues dans la Transilvanie, y exécutoient journellement des manœuvres propres à être opposées avec avantage à la manière de combattre de la cavalerie Turque *. Ces dispositions étant de nature à forcer la Porte de faire la paix, s'accordoient très-bien avec le projet de terminer tous les troubles par une médiation armée ; projet plus grand et plus sage que celui de soumettre quelques provinces de plus à la domination Autrichienne, en laissant la Russie faire de son côté des acquisitions qui la rapprochoient encore des frontières de l'Autriche, et par conséquent diminuoient relativement les avantages que celle-ci comptoit retirer de l'accroissement de son territoire.

Ainsi, cette entrevue, qui avoit tant effrayé l'Europe, sembloit, examinée de plus près, ne point offrir de craintes bien fondées à une politique raison-

* Jusque-là l'Autriche n'avoit pris que des mesures de prudence contre des voisins en état de guerre. Le 4 avril 1769, son ministre déclaroit à Pétersbourg que l'impératrice-reine avoit fait dresser des poteaux à ses armes sur les frontières de ses États, et que tout parti qui les passeroit seroit arrêté et désarmé. Panin, quoique piqué de ce dernier mot, avoit cru, par ménagement, ne devoir pas le relever.

nable : l'admiration avec laquelle l'empereur parloit du roi de Prusse depuis leurs entretiens, étoit regardée plutôt comme une affectation combinée d'avance, que comme l'effusion d'un sentiment réel et profond. On croit même qu'ils pouvoient avoir été conduits à Neiss, moins par les affaires de Pologne que par le désir de se voir, de se juger, de s'étonner réciproquement ; et leurs caractères connus donnoient à cette opinion un grand degré de probabilité. Mais les premiers soupçons se renouvelèrent avec force, lorsque, l'année suivante, ces deux souverains se réunirent à Neustadt, et que Kaunitz assista à leur conférence, pendant que le prince Henri de Prusse recevoit à Pétersbourg l'accueil le plus brillant. Alors il fut difficile de se dissimuler qu'on méditoit de grands changemens : la malheureuse république de Pologne dut, plus que jamais, redouter le sort qu'on lui réservoit ; et ses alarmes paroissoient d'autant plus justes, qu'elles furent encore augmentées par la conduite de Joseph et de Catherine.

Depuis ses entretiens avec Frédéric, Joseph laissoit souvent échapper des indices de ses passions politiques. Tenir la balance entre la Prusse et la Russie, n'étoit plus un rôle digne de lui. Cette prérogative si honorable des grandes puissances, de pouvoir maintenir ou même commander la paix autour d'elles, par la force seule d'une attitude imposante, par le poids de leur sagesse, par la droiture connue de leurs intentions, n'étoit, aux yeux de Joseph, qu'un genre de gloire obscure et peu digne de lui. Il falloit d'autres alimens

à son active ambition : elle se montroit souvent à découvert ; on voyoit qu'elle étoit impatiente d'écarter toute contrainte. Joseph ne parloit qu'avec chagrin et mépris des alliances politiques contractées par sa mère. Ce n'étoit à ses yeux que de vieux engagemens, auxquels il ne se croyoit pas tenu, des entraves dont il devoit chercher à se délivrer, pour profiter de toutes les occasions que la fortune offriroit à son astucieuse politique ou à son ardeur guerrière. De toutes ces alliances, celle avec la France lui déplaisoit le plus ; il la regardoit comme une chaîne qui l'attachoit à une paix perpétuelle : or, la paix étoit un tourment pour lui ; envahissement et conquête étoient le résultat de toutes ses méditations. Ces deux mots avoient fait la célébrité de Frédéric, et c'étoit avec eux que Joseph vouloit atteindre ou même surpasser son rival ; car cet homme fier éprouvoit partout, et sur tout, le supplice d'une inquiétude envieuse et jalouse.

Par prudence, par intérêt, non moins que par orgueil, Catherine tenoit à ce que sur le continent Frédéric n'eût d'autre allié qu'elle ; elle n'apprit qu'avec peine l'entrevue de Neiss. Exigeante et jalouse en politique comme en amour, elle avoit regardé cette entrevue comme une infidélité ; celle de Neustadt n'eût pas manqué de l'exaspérer encore ; il falloit donc ménager sa foiblesse * et dissiper ses soupçons. Frédéric fit plus : il se fit auprès d'elle un mérite de ce

* La conduite de Frédéric à son égard, et les motifs qui avoient changé pour lui les premières dispositions de Catherine, sont énoncés dans une lettre de Sabatier ; N.° I.er des pièces justificatives.

qui auroit pu la mécontenter ; il ne se soucioit pas que le prince Henri vînt à Neustadt ; il lui suggéra l'idée d'aller à Pétersbourg. Soit par ses lettres, soit par ce qu'il chargea le prince de dire à Catherine, il trouva moyen de vanter les dispositions de l'empereur contre la Porte Ottomane ; il les représenta comme le fruit de ses insinuations, et comme pouvant être entretenues par ses soins : il laissa entrevoir le parti que la Russie pourroit en tirer. Catherine, séduite ou rassurée, revint à ses premiers sentimens pour Frédéric, parla de lui avec enthousiasme, de la Porte avec mépris, du jeune empereur avec espoir et intérêt.

Tout Polonois sage et bien intentionné put alors prévoir combien d'obstacles alloient s'élever contre les changemens qu'auroit exigés le vicieux gouvernement de la république, puisque ces changemens ne pouvoient s'effectuer qu'avec une entière liberté ; que des puissances voisines étoient prêtes à lui ôter, et dont les autres puissances paroissoient peu occupées de lui conserver ou de lui rendre l'usage.

Nous allons nous engager dans un labyrinthe d'intrigues où nous aurons de la peine à suivre des hommes attentifs à se dérober leur conduite réciproque, à se faire les confidences les plus trompeuses au moment même où ils semblent éviter avec le plus de soin de se rencontrer. Il nous faudra chercher, saisir, et ne pas perdre le fil qui peut seul nous conduire jusqu'au fond de ce dédale. Nous espérons que le nombre et la grandeur des intérêts et des personnages,

la variété des caractères, la célébrité des événemens, soutiendront l'attention du lecteur dans le détail de toutes les négociations que nous serons obligés de parcourir; et pour mieux traiter un sujet si compliqué, nous croyons devoir ici rappeler en peu de mots combien l'Autriche et la France suivirent une politique différente, sous les apparences d'un concert dont Kaunitz parloit toujours, précisément parce qu'il n'existoit pas.

Quoique l'impératrice de Russie fût parvenue, contre son attente même, à donner Stanislas-Auguste* (Poniatowski) pour roi aux Polonois, les cours qui s'y étoient le plus opposées avoient reconnu le nouveau roi, et n'avoient pas conservé long-temps le ressentiment de cette élection forcée. Mais Catherine ne s'en étoit pas tenue là : non moins vindicative qu'ambitieuse, elle avoit mis tout en œuvre pour former avec la Suède, le Danemarck et la Prusse, cette grande alliance, qui devoit être appelée la ligue du nord. Son but étoit de détruire par-tout l'influence de la France, et de s'ériger elle-même, comme chef de cette nouvelle ligue, en puissance dominatrice de l'Europe. Choiseul, qui gouvernoit alors la France, instruit à temps de cette tentative, l'avoit arrêtée en rompant toutes les mesures qui auroient pu en faciliter le succès; mais jamais il ne pardonna à Catherine d'avoir formé un projet qui entraînoit l'Europe

* Dans le cours de cet ouvrage, nous l'appelerons toujours de ces deux noms.

dans une guerre terrible, et changeoit brusquement toutes ses relations politiques. De ce moment, il ne négligea rien pour la mettre hors d'état de tenter une seconde fois ce qu'il avoit eu l'adresse et le bonheur de prévenir. Susciter des ennemis à la Russie, humilier sa superbe souveraine, soustraire la Pologne à son joug, rétablir la tranquillité dans cette république et lui rendre son ancienne force, en énervant l'empire Russe : telles furent constamment ses vues. Trompé dans ses espérances par les victoires inattendues que les Russes venoient de remporter, il se flattoit que leurs succès mêmes entraîneroient leur ruine ; il connoissoit l'épuisement de leurs finances et redoubloit d'activité pour encourager leurs adversaires, pour soutenir les Polonois, pour animer les Turcs, pour prolonger une guerre dont l'issue auroit diminué ou même détruit en Europe l'influence nouvelle d'une puissance déjà gigantesque.

Il entroit dans les plans de Choiseul de lier ses desseins contre la Russie à ceux de la guerre qu'il méditoit alors * contre les Anglois. Il se préparoit à venger la France des insultes qu'elle avoit reçues de

* Il paroît constant que lors des préliminaires de la paix de 1763, Choiseul avoit pris à Fontainebleau, avec l'ambassadeur d'Espagne, l'engagement de se tenir prêt à la guerre dans huit ans ; que le roi, instruit de ce dessein, l'avoit approuvé ; que, vers 1768, Choiseul fit aire un Mémoire sur le plan de cette guerre, sur les moyens d'attaquer les Anglois chez eux ; que le roi d'Espagne, conservant toujours le ressentiment de la prise de la Havanne, vouloit à toute force cette guerre : mais, en 1769, les ennemis de Choiseul entraînèrent Louis XV dans une résolution contraire ; on lui fit peur de la guerre : on travailla à perdre le ministre, et on y réussit.

l'Angleterre ; il vouloit engager la cour de Vienne à favoriser ses vues ; il avoit en effet des droits à sa reconnoissance, surtout depuis le mariage du dauphin. Kaunitz avoit toujours cherché à lui persuader que cette reconnoissance lui étoit acquise : Marie-Thérèse le traitoit avec une grande distinction ; mais de plus, l'Angleterre avoit eu long-temps sur l'Autriche une habitude de prépondérance qui choquoit la fierté de Kaunitz. Ce ministre n'avoit pas oublié que, dans la guerre de sept ans, le cabinet Britannique avoit pris le parti de la Prusse ; et Choiseul espéroit, en se servant de cette disposition, maintenir entre l'Angleterre et l'Autriche une méfiance qui lui suffiroit pour ne pas craindre leur réunion contre la France ; enfin, il voyoit l'Autriche évidemment intéressée à conserver l'indépendance de la Pologne, à contenir l'ambition de la Russie. Mais toutes ses combinaisons, aussi vraies que profondes, venoient toujours se heurter contre deux lignes entre lesquelles Kaunitz marchoit avec autant d'adresse que de constance : d'un côté, il vouloit abuser de l'alliance pour écarter la France de toutes les affaires ; de l'autre, il vouloit éviter tout ce qui pouvoit occasionner une rupture avec la Russie. Renfermé entre ces deux parallèles auxquelles il ramenoit tout, quelque détour qu'il fallût prendre, il espéroit rester en paix, laisser la Pologne dans une éternelle anarchie, et, sans trop laisser Catherine s'agrandir, lui conserver assez de puissance pour retrouver un jour en elle un allié utile : c'est ce qu'il fit.

Il est bien vrai qu'il y avoit alors un réfroidissement marqué entre Vienne et Pétersbourg : l'Autriche n'avoit point en Russie de ministre avoué ; mais Kaunitz avoit long-temps dominé dans cette cour, dont les intrigues politiques et galantes donnoient un libre accès à son insidieuse habileté ; il comptoit que la force des conjonctures y rétabliroit son premier ascendant. Dans son opposition même aux vues de Catherine, il avoit toujours eu pour elle les plus grands ménagemens ; il obtenoit de Marie-Thérèse de contenir les sentimens qu'elle avoit quelquefois manifestés contre cette souveraine, dont elle avoit peine à prononcer le nom de sang-froid. Il n'avoit cessé de témoigner des égards aux favoris, dont l'élévation subite ne tenoit qu'à des caprices de boudoir ; du reste, aucun ressentiment avoué, aucune résolution forte et prononcée qui pût élever un mur de séparation ou laisser dans l'ame irascible de Catherine un souvenir amer : c'est ainsi qu'il concouroit secrètement à ce qui pouvoit traverser les intentions de la Russie, mais sans que les instances réitérées du ministre François pussent l'amener à concerter avec lui un plan général pour diriger ou suivre les événemens. Tout ce que Choiseul avoit pu obtenir, c'étoit la neutralité entre Constantinople et Pétersbourg ; et Kaunitz ne vouloit que susciter à Catherine assez d'embarras pour lui redevenir nécessaire, et lui faire sentir qu'en comparaison de l'Autriche, la Prusse n'étoit pour elle qu'un allié dangereux ou inutile.

Quant aux confédérés de Barr, ils trouvoient un asile dans quelques provinces Autrichiennes; ils y tenoient même quelques assemblées; mais on évitoit toute explication avec eux. Joseph qui, à son retour de Hongrie, les avoit vus à Épéries, leur avoit fait un accueil favorable, les avoit admis à son audience, en avoit même reçu quelques-uns en particulier, leur avoit promis ses bons offices auprès de la Prusse et de la Russie, mais ne s'étoit rien permis qu'ils pussent interpréter trop favorablement; et, à la suite d'une conversation publique, avoit fini par leur dire : *voilà donc à quoi aboutissent les promesses et les insinuations de la France ; voilà le fruit de votre confiance en elle* *.

En vain Marie-Thérèse déploroit la ruine d'une république qui avoit sauvé l'Allemagne, à qui son aïeul avoit dû la conservation de sa capitale; en vain disoit-elle quelquefois, en s'abandonnant à sa sensibilité sur le sort des confédérés : *ils étoient les seuls en Pologne qui eussent des sentimens d'honneur et de probité ;* en vain des personnes en faveur cherchoient à leur donner des espérances, à leur persuader qu'on recevroit un ministre publiquement envoyé par eux, ce qui eût été les reconnoître formellement : Kaunitz rendoit toutes ces espérances illusoires; il toléroit la pitié de Marie-Thérèse, mais à

* Joseph, qui n'aimoit pas Kaunitz, suivit cependant son système sur la Pologne, parce que le sentiment qui lui dictoit ces mots étoit le même chez tous les deux, et qu'il étoit leur sentiment prédominant.

condition que cette pitié ne produiroit aucun effet; et dans la crainte que cette souveraine ne fût entraînée ou par son zèle pour la religion que défendoient les confédérés, ou par reconnoissance pour les services que la Pologne avoit rendus à ses ancêtres, il avoit commencé par exiger d'elle la promesse de la plus stricte neutralité dans les troubles de la république: mais cette promesse étoit secrète; et le secret devoit surtout être impénétrable pour la France. Dans tout ce qui avoit rapport aux affaires de Pologne, Kaunitz, ou ne disoit que des mots vagues, ou se renfermoit dans un silence absolu: on se demandoit si c'étoit irrésolution, foiblesse, ou si, au contraire, ce n'étoit pas l'indice d'un dessein médité avec prévoyance; et qui seroit suivi avec fermeté. La justice de l'histoire nous oblige de faire observer ici que quelques personnes, accoutumées à scruter toutes ses actions, ont cru qu'il étoit contre ses principes politiques de traiter avec des républicains; qu'il lui paroissoit d'un dangereux exemple de défendre et de consacrer leurs maximes; que, d'après cela, il s'étoit de plus en plus éloigné des confédérés, à mesure qu'ils avoient, dans leurs manifestes, attaqué l'autorité royale et la personne même du roi; ce qui avoit eu lieu surtout dans la déclaration de la vacance du trône. Si ces principes étoient alors ceux de Kaunitz, il est encore plus sûr qu'après sa mort ils ne furent plus ceux du cabinet de Vienne: on n'en a vu que trop de preuves dès les premières années de la république Françoise.

La conduite de Kaunitz étoit surtout inexplicable

pour la France, et cependant il vouloit, aux yeux de toute l'Europe, paroître agir dans un concert parfait avec cette cour : fier d'avoir établi la situation politique de l'Europe, attentif à ménager, comme il le disoit, *la considération de l'alliance*, il ne vouloit rien faire qui pût y porter une atteinte sensible. L'apparence d'une intimité parfaite entre les deux cours, étoit un des premiers ressorts de sa politique. La France, fidèle alliée, lui confioit tous ses desseins : réduite par cette alliance même à l'impossibilité de faire des diversions pour soutenir les Polonois, forcée de conduire toutes les affaires, et notamment celles de Pologne, de concert avec le cabinet de Vienne, elle attendoit impatiemment, et non sans inquiétude, que Kaunitz se déterminât enfin à s'unir réellement à elle pour défendre les Polonois ou les Turcs. Choiseul avoit vu, dans l'agrandissement de la Russie, la nécessité où l'on seroit enfin de s'y opposer; et, ne doutant pas que la cour de Vienne ne fût un jour forcée de prendre elle-même ce parti, il se flattoit qu'alors elle seconderoit de toute sa puissance les mesures qu'il auroit déjà prises. D'après cela, on peut juger avec quelle complaisance Kaunitz dut recevoir la secrète proposition du roi de Prusse, de procurer la paix aux Turcs, et combien elle étoit d'accord avec ses inclinations et sa politique.

Mais, pour assurer cette intelligence entre les deux cours de Vienne et de Berlin, pour la faire servir à rétablir la paix entre la Porte et la Russie, il auroit fallu que Catherine restât dans une position qui lui

fît désirer la fin de la guerre; il auroit fallu que les Turcs ne perdissent pas le fruit de leurs premiers succès : malheureusement pour la Porte, les affaires venoient de prendre tout-à-coup une nouvelle face. La dispersion totale des Turcs, l'abandon subit de Choczim, de la Moldavie, de la Valachie, l'état de dénuement dans lequel se trouvèrent les confédérés ; manquant d'asile et même de vivres dans leur propre pays, n'ayant plus pour eux que les ressources du désespoir, ressources que leur désunion diminuoit beaucoup; tel fut le changement qui s'opéra entre les deux conférences de Neiss et de Neustadt, et même très-peu de temps après la première. Lorsque Kaunitz fut, pour la première fois, invité à se charger de la médiation, il s'agissoit de tirer les Russes d'embarras, en leur procurant la paix; deux mois après, il falloit, en s'offrant pour médiateur, les arrêter dans leurs victoires.

Les Turcs vainqueurs auroient pu, sans beaucoup de difficultés, consentir à la paix, ou du moins à une longue trève; mais ce qui rendoit la paix difficile à conclure après des malheurs si désastreux et si imprévus, c'est que, dans cet empire, un traité humiliant et contraire à l'ancienne fierté Ottomane, a toujours coûté la vie au négociateur qui le signoit. Cette victime sait d'avance qu'elle sera dévouée à la colère du peuple; colère qui, quelquefois, ne s'appaise qu'en ensanglantant le trône Musulman. Kaunitz prévoyoit bien les obstacles que les nouvelles circonstances lui prépareroient dans le divan ; mais il prévoyoit

aussi qu'autant il auroit rendu service à la Russie, en lui procurant une paix avantageuse au milieu de ses revers, autant il contrarieroit ses vues, en lui parlant de paix au milieu de ses triomphes. On voit combien, dans ces deux époques, le même rôle étoit différent pour lui : dans la première, ce rôle étoit parfaitement conforme au plan de conduite que nous venons d'indiquer; dans la seconde, il le dérangeoit entièrement. Catherine fondoit alors les plus grandes espérances sur l'expédition de la Grèce et sur celle des Tartares; elle jouissoit de l'idée de s'établir dans l'Archipel et dans la Crimée, et n'eût cédé, qu'en frémissant, à la force supérieure qui lui auroit arraché ces deux conquêtes.

Kaunitz, pressé par le roi de Prusse, répondit donc que lorsque la cour impériale s'étoit chargée de déterminer les Turcs à la paix, ils avoient forcé les Russes de reculer, et que toutes les mesures militaires avoient été prises en conséquence; mais que les circonstances ayant changé, ne lui permettoient plus de suivre la même marche ; que l'Autriche n'avoit en ce moment aucune liaison avec la Russie, puisqu'elle n'avoit pas même de ministre à Pétersbourg, et qu'ainsi il n'y avoit que la Prusse qui pût déterminer son allié à la paix. Cette réponse établit entre Vienne et Berlin une négociation, dans laquelle Frédéric mit tant de franchise, que Kaunitz, étonné, prit cette franchise pour une finesse. Frédéric, fatigué quelquefois des hauteurs de Catherine, l'étoit à tout instant de son exigeante amitié. Il lui payoit annuellement un million

de roubles *; il parloit souvent avec humeur de cette somme, qu'il n'acquittoit jamais qu'avec regret; il étoit d'ailleurs sérieusement inquiet de l'accroissement de la Russie : il avoit été instruit des projets de Catherine sur les Tartares; il voyoit qu'en ajoutant à ses forces celles de ces peuples nombreux, elle seroit en état de faire trembler les puissances les plus formidables, parce que, disoit-il, une armée de troupes réglées, entourée de son artillerie, et répandant de tous côtés cette multitude de troupes légères habituées à tout ravager et difficiles à joindre, pouvoit envahir les pays les mieux défendus, sans même risquer une bataille. Il ne concevoit pas que les autres puissances vissent d'un œil tranquille approcher un danger qui, de jour en jour, devenoit plus imminent. En présentant ces observations, qui étoient sages, Frédéric avoua cependant que, pour lui, tout autre intérêt cédoit à celui de conserver l'alliance de la Russie; qu'il étoit arrêté, sur la médiation qu'on lui demandoit, par la crainte d'offenser Catherine, en prenant une mesure qui détruiroit toutes ses espérances. Il alla même jusqu'à dire que la cour de Vienne, après lui avoir fait faire cette démarche, pourroit en profiter pour s'allier avec les Russes, et lui enleveroit ainsi la seule alliance qu'il eût

* « C'est à un million de roubles que monte actuellement le subside que le roi de Prusse paie à la Russie, avec toute la répugnance et le dégoût possibles. Je sais de plusieurs personnes qui le voient assez familièrement, qu'il ne passe pas un jour sans parler avec humeur de ce malheureux million, qui lui tient terriblement au cœur ». (Lettre du résident de France à Berlin, 24 avril 1770.)

sur le continent. Kaunitz insistoit toujours; et, répondant sur ce dernier article, il fit assurer le roi que l'impératrice-reine, engagée dans un autre système d'alliance, dont elle était contente, ne lui envioit point celle de Pétersbourg; et que, si elle étoit recherchée par la Russie, il pouvoit être certain qu'elle en éluderoit les poursuites.

Mais Frédéric, inébranlable dans son système, qu'il regardoit comme un système de nécessité, opposa à Kaunitz les mêmes armes que Kaunitz employoit contre lui; et pendant que le ministre Autrichien osoit concevoir le projet d'amener la Russie, par le roi de Prusse, à laisser échapper sa proie, ce prince, de son côté, persuadoit aux Turcs de demander à la cour de Vienne sa médiation. Il nous dit, dans ses Mémoires, que la Porte commençoit à désirer la fin d'une guerre, dont les événemens ne répondoient plus à son attente : il avoit cherché à l'en détourner; et par-là, il se trouvoit avoir acquis sa confiance : il l'assuroit encore qu'elle ne devoit point songer à détrôner Stanislas-Auguste, ni à encourager les confédérés, si elle ne vouloit pas fermer l'accès à toute médiation. Les Turcs, très-disposés à accepter la sienne, avoient quelque répugnance pour celle de Vienne; et Frédéric auroit eu peine à la vaincre, malgré ses instances réitérées, toujours fondées sur l'avantage d'avoir pour médiateur une grande puissance, si, pendant ce temps, la France n'eût donné à cette puissance, auprès des Turcs, bien plus de crédit que Frédéric lui-même ne pouvoit le croire. Choiseul,

qui les avoit excités à la guerre, qui craignoit qu'ils ne fussent abattus par leurs revers, à qui Kaunitz cachoit toujours sa véritable marche, leur présentoit la maison d'Autriche comme un allié sur lequel ils pouvoient compter, et qui, tôt ou tard, viendroit certainement à leur secours. Frédéric, qui les engageoit à la paix, et qui, de plus, avoit intérêt à éviter de se trouver chargé de la médiation, leur présentoit cette même maison d'Autriche comme un médiateur impartial, à qui ils pouvoient donner toute confiance; et les Turcs, croyant voir un avis salutaire dans le double conseil qui leur venoit de Versailles et de Berlin, ne pouvoient manquer de regarder l'Autriche comme la puissance à laquelle ils devoient principalement s'adresser, soit pour la paix, soit pour la guerre.

Cette situation des affaires de l'Orient produisit bientôt à la cour de Vienne (agitée par la diversité des passions et des intérêts inévitables dans une cour où il y a deux souverains) un mouvement intérieur qui ne tarda pas à être sensible pour toute l'Europe, et qui, d'événement en événement, devoit enfin amener le démembrement de la Pologne.

Kaunitz, affranchi de toute crainte, certain que le roi de Prusse ne respiroit que la paix, voyant que la maison d'Autriche étoit sans ennemis dans l'Europe entière, qu'elle entretenoit cependant de nombreuses armées, et que les arrangemens économiques qui la mettoient en état de les entretenir, étoient heureusement terminés; Kaunitz, dis-je, commença à se détourner plus

ouvertement des maximes justes et modérées de Marie-Thérèse, et à conformer sa politique aux passions du jeune empereur. Dès qu'il eut fait les premiers pas sur cette ligne de déviation, la cour de Vienne présenta à l'observateur une situation très-remarquable par sa singularité. L'empereur croyoit voir approcher les occasions favorables que son ambition appeloit tous les jours: il dissimuloit moins la peine avec laquelle il se tenoit encore dans le *cercle étroit* de la sage politique de sa mère. Il ne pouvoit se flatter de parvenir à détruire, ni même à contre-balancer l'ascendant que Kaunitz avoit sur elle; il prit le parti de chercher à séduire ce vieux ministre, et de flatter son orgueil et son ambition. On vit alors autour du trône ce que l'on voit souvent dans l'intérieur d'une maison particulière : un fils de famille, retenu encore malgré lui sous la dépendance d'une mère éclairée et pénétrée de ses devoirs; celle-ci gouvernée par un homme d'affaires que l'habitude d'être utile a rendu exigeant et impérieux; enfin, cet homme voulant continuer, sous le fils, la gestion qu'il avoit sous la mère, n'abandonnant pas entièrement ses vieilles maximes, mais plus indulgent pour celles du fils, qui met toute son adresse, non à le déplacer, mais à le séduire. Entre deux souverains aussi opposés de caractère que l'étoient l'impératrice-reine et son fils, il sembloit impossible de se conserver la faveur de l'une, et de se concilier la faveur de l'autre; de ne pas sacrifier le crédit présent à des espérances, ou toutes les espérances à la durée de la faveur actuelle.

Déjà, le ministre qui avoit présidé à tous les arrangemens militaires, Lascy, après la confection de ce grand ouvrage, désespérant de pouvoir rester favori du fils et ministre de la mère, commençoit à prétexter des raisons de santé pour se retirer, et attendre la suprême faveur sous un autre règne. Kaunitz lui-même, quand il vit s'élever entre les deux souverains de fréquentes dissensions au sujet de l'administration intérieure, abandonna tous les soins de cette administration; et, toujours plus adroit à conduire sa fortune, qu'on ne l'auroit cru d'un esprit si superbe, il allégua l'importance de ses autres occupations, déclara qu'il s'abstenoit pour jamais de ce conseil établi par lui-même*, évitant ainsi de se compromettre dans ces dangereuses querelles, et se réduisant à tenir dans ses mains la paix et la guerre. Dans la position où étoit la monarchie Autrichienne, c'étoit toujours rester le maître de l'État; et il crut ainsi avoir trouvé le moyen de se maintenir entre les deux souverains: cependant, il affectoit encore de prendre souvent envers le jeune empereur la supériorité d'un homme qui se regardoit comme le génie tutélaire de sa monarchie. Mais Joseph rentroit en quelque sorte dans les affaires par sa correspondance avec le roi de Prusse; et, déterminé à jouer un

* « Le prince de Kaunitz a déclaré en dernier lieu à LL. MM. II. » que suffisamment occupé des affaires du dehors, il ne pouvoit » prendre part aux délibérations qui concernent celles de l'intérieur. » Depuis quelque temps il alloit rarement au Conseil-d'État; mais » il n'avoit pas annoncé jusqu'alors sa résolution de n'y plus assister. » (Lettre de Durand, Vienne, 25 décembre 1770.)

rôle, il se rapprocha de Kaunitz : il ne parut plus offensé de la hauteur et de la réserve qu'il en avoit si souvent éprouvées. Il reconnut bientôt que, par un air de déférence qui flatteroit son orgueil, et par une volonté ferme qui alarmeroit son ambition, il parviendroit à le dominer; et dans la suite on lui a souvent entendu dire : *dès que je l'eus flairé, je sentis que j'en serois le maître.*

En effet, Kaunitz ne put s'empêcher de se livrer aux avances de l'empereur : la situation où se trouvoit l'Europe, donna occasion au système nouveau que se fit ce ministre, pour seconder également l'active ambition qui tourmentoit l'empereur, et l'amour du repos auquel tenoit l'impératrice. Il prit donc un système d'envahissemens pacifiques, qui servoit également et les volontés de la mère et les inclinations du fils ; ministre ou plutôt courtisan d'autant plus habile dans cette politique, que Joseph aimoit peut-être plus à faire montre de ses forces qu'à en user, et que, sous une grande ostentation de l'amour de la guerre, il étoit au fond plus avide que belliqueux.

Ce système fut un plan général d'agrandissement et d'invasion sur toutes les frontières. On renouvela sur quelques fiefs de l'empire d'anciens droits de souveraineté de la couronne de Bohème ; et l'on ne chercha plus à dissimuler un projet de réunion qui devoit alarmer l'Allemagne. C'est ainsi qu'en 1770, furent réclamés des droits qu'on prétendit avoir été autrefois acquis ou possédés par Charles IV. Il y eut

d'autres entreprises sur la Valteline, sur le Rhin, sur les confins du Frioul et de l'Istrie, sur ceux de la Valachie, dont on envahit les territoires abandonnés par les Turcs, après leur défaite, et que les Russes n'avoient pas occupés. Le roi de Prusse, que nous avons vu, peu d'années après, former la ligue Germanique pour arrêter l'invasion de Joseph dans la Bavière, refuser toute proposition d'agrandissement, et honorer sa vieillesse en défendant les droits de ses co-États, vit, en 1770 et 1771, ces essais d'envahissement sans inquiétude, au moins apparente. La France fut étonnée d'abord, et conçut bientôt de justes alarmes. Elle ne voulut donner aucune approbation, même tacite, à des mesures qui jetoient l'effroi par-tout, notamment en Italie; elle annonça une forte opposition, dont elle eut soin de donner connoissance aux parties intéressées. Kaunitz tenoit à ce que l'on crût toutes ses démarches concertées avec la France : il ne voulut pas affoiblir une opinion qui lui étoit utile, ou même nécessaire pour ses autres desseins, et il suspendit l'exécution de son plan sur les plus foibles États de l'Italie.

Malheureusement, les limites de la Pologne, du côté de la Hongrie, se trouvèrent exposées à d'anciennes prétentions. Sur cette frontière, la cour de Vienne avoit marqué ses limites par des poteaux décorés d'aigles impériales; la starostie de Zips, et treize villes ou villages qui en faisoient partie, furent enclavés dans la démarcation. Un prétexte plausible pouvoit couvrir cette première démarche. Il y avoit

quelque justice à garantir ce pays des calamités de la guerre, puisque la Pologne n'en avoit que le simple usufruit, et que la souveraineté en avoit toujours été conservée à la couronne de Hongrie, par un droit de retrait. A-la-vérité, les conditions du retrait étoient si onéreuses, la somme à payer si considérable, qu'on pouvoit bien regarder la cession comme définitive; et depuis plus de deux siècles, la Pologne jouissoit paisiblement de ce domaine engagé. Mais Vienne étendit bientôt ses prétentions plus loin : elle enferma dans sa ligne de démarcation une petite province voisine, fort peuplée, contenant cinq villes et plus de soixante villages, qui, de temps immémorial, avoit appartenu à la république. Dans une frontière bordée de montagnes escarpées, couvertes de forêts, et dont les gorges sont impraticables, cette contrée renfermoit le seul défilé qui donnât une communication facile entre la Pologne et la Hongrie.

La cour de Vienne affecta de faire répandre que ses ingénieurs s'étant avancés dans les trois starosties qui composoient cette province, quelques prêtres du pays leur avoient dit qu'ils étoient originairement compatriotes; que ce territoire avoit autrefois appartenu à la Hongrie. Il se pouvoit aussi que ces ecclésiastiques, qui étoient catholiques Romains, voyant la domination de la Russie s'étendre de plus en plus en Pologne, et la protection qu'elle accordoit aux dissidens et aux Grecs, crussent trouver plus de sûreté pour l'exercice de leur culte sous l'empire d'une puissance catholique, comme eux : il étoit d'ailleurs

assez naturel que cette province, exposée à tous les troubles de la Pologne, préférât de jouir de la même tranquillité que le comté de Zips, sous la protection de l'Autriche. Quel que fût le motif de ces propos, qu'on affecta de répandre, on ajouta que ces ingénieurs en avoient conféré avec quelques personnes célèbres par leur érudition; qu'on alloit faire des recherches dans les archives; et qu'à tout événement on croyoit devoir préserver ce pays des horreurs de la guerre civile. Peu après, on prétendit que les archivistes avoient découvert un acte oublié depuis quatre cents ans, un diplome contenant donation faite par Boleslas-le-Chaste, roi de Pologne, à son épouse Cunégonde, fille de Béla, roi de Hongrie, pour la dédommager de l'emploi de sa dot, sacrifiée aux besoins de l'État après les ravages des Tartares. Cet acte ne parloit pas même d'une cession de souveraineté; et cependant, sous ce prétexte, les aigles Autrichiennes entourèrent cette province. Le commandant du cordon prit le titre de *commandant des provinces réincorporées;* un nouvel administrateur enjoignit à la noblesse de reconnoître l'impératrice-reine pour souveraine héréditaire, et de se défaire de la monnoie Polonoise, pour ne se servir désormais que de celle qui avoit cours dans les États Autrichiens.

Nous avons des pièces émanées de Vienne et de Varsovie, qui peuvent jeter quelque jour sur cette première occupation de territoire, faite avec l'intention manifeste de reprendre et de garder une ancienne souveraineté; faite dans un temps où les trois cours

n'avoient point encore parlé de partage; faite enfin par la puissance qui avoit le plus d'intérêt à ce qu'il n'y en eût pas. Le roi de Pologne fit écrire à ce sujet au prince de Kaunitz, dès le 28 juillet 1770, par son chancelier, qui représenta ces opérations comme *contraires au droit des gens, à la justice, à l'amitié subsistante entre les deux États*, et qui ne dissimula pas la vive inquiétude du roi relativement à cette frontière. Cette plainte étant restée sans réponse, le 20 octobre suivant, le roi écrivit lui-même à l'impératrice-reine. Dans une lettre noble et sensible, il demanda la justice qui lui étoit due. Marie-Thérèse répondit qu'elle avoit cru devoir mettre ses droits à couvert, et pourvoir à la sûreté de ses États; qu'au moment où la paix seroit rétablie entre la Russie et la Porte, et le royaume de Pologne solidement pacifié, elle se prêteroit volontiers à traiter d'un arrangement, et de la fixation des frontières respectives, *qui, comme il est notoire*, dit-elle, *ont toujours été jusqu'ici incertaines et contestées entre mon royaume de Hongrie et la Pologne.*

Kaunitz répondit enfin au chancelier, qu'on avoit commencé, dès l'année précédente, à faire marquer les frontières par des poteaux, pour les garantir de toute invasion, et prévenir la fâcheuse nécessité d'avoir à défendre ou à venger, par la force des armes, des violations de territoire, occasionnées par l'incertitude des limites véritables; que l'impératrice-reine avoit dû faire procéder à cette démarcation d'après ses droits réels, et non d'après un état de possession usurpée sur la Hongrie dans les temps passés; que par-là

elle avoit mis ses droits en sûreté, et qu'elle étoit résolue à les maintenir. Cette lettre finissoit par des assurances vagues d'accorder aux titres contraires, qui pourroient être produits, toute la valeur qu'ils pourroient avoir.

Par les démarches que le roi de Pologne fit à ce sujet, on voit combien il étoit effrayé de cet envahissement. Il n'est pas à présumer qu'il pût être rassuré par les réponses qu'on lui fit; celle même de l'impératrice contenoit quelques expressions alarmantes, notamment lorsqu'en parlant des troubles de la république, elle dit : *dans l'incertitude où l'on est sur la façon dont ils peuvent finir*. Il se peut qu'en écrivant ces mots, Marie-Thérèse n'eût pas fait attention à tout ce qu'ils pouvoient indiquer; mais Kaunitz, en les lui dictant, savoit certainement le véritable sens qu'il pourroit leur donner un jour.

Il fut, bientôt après, secondé dans ses projets d'invasion par les craintes qui se répandirent dans plusieurs provinces Polonoises. La peste y avoit pénétré, et il ne pouvoit y avoir un prétexte plus plausible pour se mettre en garde contre ce fléau. Trois mille Autrichiens s'avancèrent encore pour former un cordon qui, de ce côté, pût garantir l'Europe contre les progrès de la contagion. Le roi de Prusse s'empressa de suivre cet exemple. Les deux puissances affectèrent de publier à l'envi ce qu'elles appeloient des précautions nécessaires; elles paroissoient forcées par les circonstances de faire ostensiblement ce que, dans d'autres temps, elles se seroient caché l'une à l'autre, et

pouvoient dire hardiment qu'elles servoient l'humanité, en donnant les formes d'un bienfait à des mesures de guerre ou d'envahissement.

Ainsi se trouvèrent naturellement établis les préliminaires d'envahissement; mais avec cette différence, que, de la part de la Prusse, ce ne paroissoit être que des précautions usitées en pareilles circonstances, tandis que, de la part de l'Autriche, c'étoit une revendication formelle, exécutée avant même d'avoir été signifiée. Ce mot de *réincorporation,* renouvelé sans aucun préalable, au bout de plusieurs siècles, étoit fait pour inspirer les plus justes alarmes. Il est incontestable que ce mot a suffi pour donner la première idée des propositions que le prince Henri jeta au hasard dans une conversation familière, ainsi que nous le verrons; et ce n'est pas une des moindres singularités de ce démembrement aussi injuste qu'extraordinaire, que la puissance, qui fut admise la dernière dans ce projet, ait été la première à en donner l'exemple par une occupation faite à titre d'ancienne souveraineté.

Si, dans le récit que nous avons entrepris, on pouvoit s'astreindre toujours à suivre strictement l'ordre des faits, nous placerions ici tous les événemens de la guerre, soit en Pologne, soit en Turquie, depuis la fin de 1770; mais ces événemens demandent à être racontés avec quelque détail: ils se passent sur une immense étendue de terrain; il faudroit se transporter sur toutes les provinces de la république, sur le Danube ou le Niester, dans l'Archipel, sur la mer Noire,

en Géorgie, pour voir les succès ou les revers des confédérés, les espérances, puis les défaites des Turcs, les mouvemens, puis l'inertie crédule des Tartares, la conquête de la Crimée, enfin, les armées Russes au moment de faire de Tiflis leur place d'armes, pour aller attaquer les provinces Asiatiques de l'empire Ottoman. Une fois les yeux fixés sur ce vaste tableau, il est difficile de les détourner sur d'autres objets; et pendant qu'on s'efforceroit d'en connoître et d'en saisir l'ensemble, on perdroit le fil de toutes les intrigues politiques dont on a déjà aperçu les premières trames. Ces intrigues vont se croiser, se compliquer encore par l'entrevue de Neustadt, par les demandes que les Turcs y font parvenir, et par toutes les négociations auxquelles donnent lieu le projet de partage et celui de la paix. Nous serons obligés de traiter séparément ces deux objets, jusqu'au moment où ils viennent se réunir sur le même point. Lorsque nous aurons mis dans notre récit politique le plus d'ordre et de clarté qu'il nous sera possible, nous passerons au récit des opérations militaires. Quant à présent, il suffit de savoir qu'en 1771 Catherine reprenoit, dans l'Archipel, le plan dont l'exécution avoit manqué l'année d'auparavant; que la grande armée Russe, victorieuse sur les bords du Danube, menaçoit plusieurs provinces de la Turquie d'Europe, en-même-temps qu'elle s'approchoit des frontières Autrichiennes; qu'une autre armée, unie à quelques Géorgiens, avoit pénétré en Asie; qu'une seconde flotte, aux embouchures du Don, se préparoit à s'avancer sur Cons-

tantinople, et qu'enfin les projets de Catherine pour la conquête ou la destruction de l'empire Ottoman, s'annonçoient encore une fois par la grandeur et la multiplicité de ses entreprises.

Ce fut ce qui décida Mustapha à ordonner à ses ministres de proposer un traité d'alliance aux cours de Vienne et de Versailles, pour être assuré de leurs secours en cas de revers. Cette proposition, que la France avoit elle-même sollicitée, ne pouvoit manquer d'être bien accueillie par elle. Il étoit plus difficile de la faire accepter à l'Autriche, qui craignoit une rupture avec la Prusse, d'après l'alliance de Frédéric et de Catherine. La réponse de Kaunitz fut que Vienne ne pouvoit prendre part à la guerre, sans allumer dans toute l'Europe un feu qu'au contraire il cherchoit à éteindre ; que tout au plus il pouvoit travailler à la paix, à condition que les puissances belligérantes seroient remises dans l'état où elles étoient avant la guerre, et que les Russes évacueroient la Pologne. Dès-lors, Thugut, versé dans la langue Turque, qui connoissoit bien Constantinople, et que sa cour savoit être un homme adroit, établit auprès du divan, et mena de front, avec une grande habileté, une double négociation ; l'une pour joindre le roi de Prusse à la médiation, si elle avoit lieu ; l'autre, pour écarter la France de l'alliance, si l'Autriche en faisoit une avec les Turcs. D'un côté, il ne leur parloit des Russes qu'avec les expressions de la haine la plus animée ; il annonçoit que, si leurs progrès les conduisoient seulement jusque sur la rive gauche du Danube, l'impératrice-reine

prendroit part à la guerre, et formeroit avec les Turcs l'alliance qu'ils lui offroient. Mais en même-temps il s'attachoit encore plus à leur faire espérer une paix avantageuse par la médiation; et il cherchoit à leur persuader que les forces Autrichiennes ne suffisoient pas pour en imposer à la Russie, et qu'il falloit nécessairement que la Prusse et l'Autriche réunies se présentassent comme médiatrices.

Kaunitz à Vienne, l'ambassadeur Autrichien à Paris, Thugut à Constantinople, donnèrent donc en-même-temps tous leurs soins à traverser l'alliance que les Turcs avoient demandée, d'après les conseils de la France; tous trois également attentifs à dissimuler à tous les négociateurs François celle dont Vienne flattoit secrètement la Porte. Du reste, vis-à-vis du divan, ils témoignoient toujours autant de désir que d'espérance de la paix; ils paroissoient croire qu'aucun événement ne pouvoit la traverser; et de plus, instruits (par les confidences que la France leur faisoit, comme alliée fidèle) que Choiseul étoit déterminé à envoyer les secours d'armes, de munitions, dont on avoit, à Constantinople, le plus pressant besoin, ils employoient en secret tous les moyens pour éloigner, s'ils ne pouvoient l'arrêter entièrement, l'effet de cette résolution : on verra, par la suite, qu'ils parvinrent à l'empêcher.

Nous sentons déjà qu'il sera pénible de ramener perpétuellement nos lecteurs sur cette politique astucieuse; mais nous les prions d'observer qu'il n'en est pas des négociations modernes, comme de celles que nous trou-

vons dans l'histoire ancienne*, ou même dans l'histoire de l'Europe, pendant les quinze ou seize premiers siècles. Les négociations qui ont tant agité l'Europe pendant le règne de Louis XIV, ont même encore un caractère très-différent de celles qui s'introduisirent vers le milieu du siècle dernier. Kaunitz, dont la destinée étoit d'avoir une si grande influence sur les événemens de cette époque, a dû aussi en avoir une sur le changement qui se fit alors dans les usages et les formes de la diplomatie. A compter de ce moment, les négociations les plus curieuses et les plus importantes tiennent à des fils si légers, si imperceptibles, que le plus habile historien a peine à les distinguer et à en suivre la trame. Dans toutes les cours on trouvoit les différentes sociétés que forment entre eux les ministres, les ambassadeurs, les envoyés, les résidens, les chargés d'affaires, et tous ces agens que, depuis un siècle, les souverains ont pris l'usage d'entretenir à si grands frais les uns auprès des autres. Peu à peu le commerce, et même les plaisirs de ces sociétés, avoient mis dans la politique une activité mystérieuse, dont souvent les démarches étoient faciles à dérober à la vue la plus attentive. La liaison la plus simple, la plus fortuite, amenoit et favorisoit des entretiens dont on savoit toujours tirer parti. A des conversations familières, qui paroissoient même indifférentes, les ministres surent donner une tendance cachée vers l'affaire qui les occupoit. Là, sans aucun dessein ap-

* Par ces mots, nous n'entendons point parler de celles qui ont eu lieu depuis 1790.

parent, sans la gêne et les apprêts d'une discussion annoncée d'avance, se traitoient les plus grands intérêts. Comme on étoit supposé ne se rencontrer que par hasard, n'avoir point l'intention de les traiter expressément, on étoit ou l'on paroissoit être moins exact, moins rigide sur les mots, on joignoit aux paroles les plus positives quelque chose de vague et d'indécis qui servoit à l'un pour faire entendre ce qu'il n'osoit dire, à l'autre pour ne pas sembler remarquer ce qu'il ne vouloit pas entendre. Cet art, qui fut réellement alors celui du négociateur, demande beaucoup d'usage, une grande mesure, et l'adresse d'avoir toujours l'air de l'abandon, en restant toujours maître, non-seulement de ses moindres paroles, mais même de ses moindres inflexions. Par là, les insinuations, les propositions les plus délicates, se trouvent faites ou éludées d'avance; les affaires les plus épineuses se trouvent éclaircies ou préparées, ou au contraire prévenues, écartées, différées, avant même qu'on ait paru s'en occuper.

Ce fut ainsi que le roi de Prusse essaya de préparer la Russie à recevoir des propositions de paix; ce fut ainsi que Kaunitz fit entendre à la cour de France qu'il falloit renoncer à l'idée de renverser Stanislas-Auguste du trône, et de demander à la Russie *ce qu'elle ne pouvoit accorder*, disoit-on, *sans se manquer à elle-même;* ce fut ainsi qu'il fit entendre aux Russes que, s'ils franchissoient le Danube, l'Autriche ne les verroit pas avec tranquillité, et qu'ils pourroient occasionner un embrâsement général.

Catherine employa les mêmes moyens pour calmer les craintes que ses entreprises avoient inspirées, pour écarter les nouveaux obstacles qu'on lui présentoit, pour gagner le temps d'exécuter ses grands desseins. Toujours fière, parce qu'elle se voyoit toujours victorieuse, elle étoit déterminée à traiter plutôt directetement avec les Turcs, qu'à se soumettre à aucune médiation. Ses ministres eurent donc ordre de laisser entrevoir ses dispositions pacifiques. Ils assuroient que ses armées ne franchiroient pas le Danube; qu'elle ne garderoit sous sa domination ni la Moldavie, ni la Valachie, ni aucune de ses conquêtes; que si elle s'emparoit d'Oczakow et de Bender, elle feroit démolir ces deux places; qu'elle vouloit seulement mettre les Turcs hors d'état de nuire à son empire, et s'assurer la libre navigation de la mer Noire. Ils ajoutoient que quoique leur souveraine fût bien éloignée de vouloir que l'on parlât aux Turcs en son nom, il lui seroit cependant agréable qu'on obtînt d'eux la délivrance de son résident, renfermé depuis le commencement de la guerre, d'abord aux Sept-Tours, puis à Dimotuc * : il y avoit été transféré après la première campagne, pendant laquelle le grand-visir l'avoit amené à sa suite, dans l'espoir de s'en servir pour conclure la paix. Il n'y avoit point d'exemple que les Turcs eussent relâché le ministre d'une puissance pendant qu'ils étoient en guerre avec elle. Cela seul

* Petite ville à six lieues d'Andrinople. C'est là que Charles XII fut conduit en sortant de Bender. La femme, les enfans, la suite du résident étoient restés aux Sept-Tours.

auroit suffi pour que, par amour-propre, Catherine voulût être la première à remporter ce triomphe nouveau. Elle mettoit en avant les motifs d'humanité, motifs qui devoient d'autant plus déterminer à demander la délivrance de ce ministre et de sa famille, que l'Europe elle-même étoit intéressée à ne pas laisser se perpétuer en Turquie un usage aussi opposé au droit des gens. Elle vouloit que ce fût là le préliminaire de toute négociation. Il y avoit dans cette demande autant de grandeur que de justice; mais il y avoit de plus un intérêt réel, qui nous explique pourquoi Catherine la renouveloit si souvent, et attacha une extrême importance à en assurer le succès. Obrekoff (c'est le nom du résident), avoit une connoissance parfaite de la Turquie, qu'il habitoit depuis près de quarante ans. La Russie, qui n'avoit encore eu aucun commerce avec Constantinople, qui n'avoit encore aucune école pour les langues Orientales, ne pouvoit remplacer Obrekoff par aucun négociateur en état de traiter avec les Turcs. Le rôle dont il avoit été chargé pendant long-temps à Constantinople, les intrigues qu'il avoit été dans le cas d'établir ou de déjouer, l'avoient mis en rapport avec les hommes de marque, soit au divan, soit à l'armée. Fin, souple et bon observateur, il avoit étudié leurs caractères; il connoissoit leurs foiblesses*. Remis en liberté, il pouvoit, à

* La nécessité où l'on est presque toujours, à Constantinople, d'admettre les drogmans dans toutes les négociations, multiplie les moyens de séduction et d'intrigue, et donne beaucoup d'avantage à un ministre que de longues habitudes ont familiarisé avec cette classe d'hommes.

lui seul, traiter tout-à-coup avec ceux des ministres Ottomans qui ne soupiroient qu'après la paix, conclure directement, sans l'intervention d'aucun médiateur, et éviter à Catherine l'embarras qu'une médiation devoit lui susciter.

Par l'esquisse que nous avons donnée des principaux événemens, par le tableau politique que nous avons essayé de tracer, le lecteur connoît à présent les vues réciproques des personnages dont nous avons parlé, et les différens changemens survenus dans leur position depuis l'entrevue de Neiss. Celle de Neustadt, en Moravie, se préparoit alors; elle avoit été ménagée depuis plusieurs mois. Frédéric avoit désiré venir, dans un camp Autrichien, rendre à l'empereur la visite qu'il en avoit reçue l'année précédente; il avoit même souhaité que Kaunitz s'y trouvât. Kaunitz avoit d'abord été tenté de refuser; mais *faisant réflexion*, a-t-il dit depuis, *que Frédéric croiroit lui inspirer de la crainte*, il se détermina à accepter. Ces deux hommes, qui ont joué un si grand rôle dans le siècle dernier, avoient l'un contre l'autre une animosité que la suite même des négociations dont nous écrivons l'histoire, ne fit qu'augmenter. Le roi regardoit Kaunitz comme un homme dangereux et sans foi, comme le plus insidieux des négociateurs. Autant il estimoit l'impératrice-reine, autant il avoit pour son ministre une aversion qui se manifestoit même avec quelque mépris. Il n'oublia jamais qu'il avoit été, par cet astucieux ministre, engagé dans la démarche précipitée qui avoit armé toute l'Europe contre lui. Long-temps il

n'avoit respiré que la vengeance; mais enfin, modéré par l'âge et l'expérience, il dissimuloit son ressentiment. De son côté, Kaunitz ne voyoit dans Frédéric qu'un chef de brigands; il affectoit de parler avec dédain de sa politique, et même de ses talens militaires. On l'a vu, au seul nom du roi de Prusse, sortir malgré lui de son flegme accoutumé, laisser éclater sur son visage tous les symptômes de la colère, et on l'a entendu dire : *c'est le seul homme qui me refuse l'estime qui m'est due.*

L'impératrice-reine, après l'entrevue de Neiss, ne pouvoit empêcher celle de Neustadt; et, dans l'état actuel des affaires politiques, elle fut bien aise que son ministre accompagnât son fils, dirigeât ses démarches, et surveillât ses discours. Elle espéroit, ainsi que Kaunitz, que le spectacle d'une armée Autrichienne, et tout ce que ses troupes avoient appris depuis la paix dans l'exécution des manœuvres les plus difficiles, feroient impression sur l'esprit du roi; mais le motif prédominant qui décida Kaunitz, fut la position dans laquelle étoient la Russie, la Pologne et l'empire Ottoman; parce qu'il étoit impossible qu'on ne parlât pas à Neustadt de trois objets si intéressans.

Les deux souverains s'y trouvèrent le 3 septembre 1770. L'empereur, à la tête de son armée, au milieu de ses États héréditaires, n'étoit plus, comme à Neiss, sous un nom emprunté; il paroissoit dans tout l'éclat de la dignité impériale. On avoit fait préparer la ville de Neustadt avec la plus grande magnificence; on y avoit apporté de Vienne un service d'or, et les plus riches tentures.

Le roi de Prusse, au contraire, affecta la plus grande simplicité : il porta la flatterie jusqu'à ne paroître vêtu que d'un uniforme impérial, comme membre de l'empire, et à ce titre, vassal de l'empereur. Il avoit mené avec lui le prince royal, son successeur au trône, quelques autres princes de son sang ou ses alliés, et plusieurs de ses généraux. Tous avoient quitté l'uniforme Prussien; aucun d'eux n'avoit sa propre livrée, afin que rien ne rappelât les idées attachées à ces couleurs. On publioit qu'il avoit dit, avant son départ, « que, » malgré tout le mal que lui avoit fait la maison d'Au» triche, l'empereur l'avoit réconcilié pour toujours » avec elle». Il eut constamment pour ce jeune prince les plus flatteuses attentions, le laissant toujours quelques pas en avant, ne montant jamais à cheval que lorsque l'empereur y étoit déjà, observant dans son abord, dans ses réponses, la respectueuse politesse d'un courtisan. Sur une question de l'empereur : *que ferons-nous?* on remarqua sa réponse : *je ne ferai jamais que la volonté de Sa Majesté.* Soit franchise, soit flatterie, il convint hautement que plusieurs fois, pendant la guerre, il s'étoit cru perdu sans ressource, et n'avoit dû son salut qu'à d'heureux hasards.

Toutefois, sa présence dans un camp Autrichien rappeloit sourdement d'anciennes animosités. On cherchoit à jeter quelques ridicules sur ses manières, sur la singularité de voir Frédéric-le-Grand travesti en soldat de l'empereur. On trouvoit plus de grandeur au prince, qui paroissoit n'y point faire atten-

tion. Les complimens flatteurs que lui faisoit souvent Frédéric, avoient un air d'affectation qui en démentoit la sincérité; en général, on remarqua dans ses conversations une ironie qu'il avoit peine à dissimuler, quelquefois même un ton de plaisanterie amère. L'empereur, quand il étoit seul avec ses courtisans, se permettoit plusieurs sarcasmes contre ce goût d'érudition et de bel esprit, qu'ils avoient remarqué dans plusieurs conversations du roi, et dont les Autrichiens étoient en effet très-éloignés. Cependant Joseph lui-même, soit pour rivaliser avec Frédéric, soit pour se donner le plaisir de parodier ce dont il se moquoit intérieurement, opposa littérature à littérature, érudition à érudition; et le roi de Prusse, après en avoir fait un grand éloge dans une lettre qu'il écrivoit à Voltaire, ajoute : « si vous n'êtes pas sa» tisfait du portrait de ce prince, j'avoue que vous » êtes difficile à contenter; outre ces avantages, il » possède très-bien la littérature Italienne; il m'a » récité presqu'un chant entier du Pastor Fido, et » quelques vers du Tasse ». Il me paroît impossible de ne pas voir, dans cette dernière phrase, toute la malignité d'un éloge satirique.

Frédéric fut prodigue envers Kaunitz d'attentions et de prévenances, au camp, au spectacle, à table; ses entretiens avec lui furent continuels. Les Autrichiens qui en furent témoins, dirent tous que les questions insidieuses du roi ne servirent qu'à lui faire reconnoître dans Kaunitz un homme que rien n'embarrassoit, sachant tout prévoir et préparer,

trop habile pour être surpris, trop supérieur pour surprendre. Ce portrait étoit vrai, sauf dans le dernier trait. Jamais homme ne fut plus habile à surprendre tout ce qu'il avoit intérêt de savoir, et ne fit de cet art un plus grand usage. C'étoit au reste l'art que sa place exigeoit; et ce n'est pas là-dessus que l'histoire peut lui faire des reproches.

Quant à leurs conversations secrètes, Kaunitz voulut se donner, à l'égard de la France, le mérite de les lui confier entièrement; ce qu'il ne fit cependant qu'avec plusieurs réticences. Le roi, dans ses Mémoires, a voulu faire connoître ces conversations à la postérité. Leurs narrations, différentes sur quelques points, s'accordent sur les plus essentiels; et cela s'explique aisément. Aucun d'eux ne vouloit traiter à fond l'affaire de Pologne; aucun d'eux ne vouloit être le premier à dire le vrai mot, quoique bien convaincu peut-être que ce mot finiroit tout. Le point le plus essentiel étoit la paix de la Turquie: tous deux la vouloient, mais par des moyens différens.

Kaunitz s'est vanté d'avoir dit au roi ces propres paroles : « ôtez-vous de la tête que nous veuillons avoir » la Silésie; c'est une plaie fermée; mais, au premier » mécontentement sérieux que vous nous donnerez, » attendez-vous que nous vous ferons la guerre, » et vous savez de quelle manière nous l'avons » déjà faite ». On ne peut douter qu'il ne se soit donné pour le seul auteur du système politique de l'Europe, par la force et l'étendue de son génie; pour

le seul qui pût maintenir ce système par la continuité d'une surveillance prévoyante. Frédéric au contraire sembloit, à Neustadt comme à Neiss, prendre plaisir à prouver qu'il n'avoit jamais eu aucun plan, que toujours il avoit tout attendu de la fortune.

Kaunitz avoit constamment en vue de détacher Frédéric de la Russie, et lui parloit de l'épuisement où se mettoit cette puissance, en voulant forcer tous ses moyens et tenter des choses extraordinaires. Frédéric étoit si curieux de cette alliance, si attentif à ôter toute idée que jamais il pût l'abandonner, à représenter la Russie comme une puissance en état de fournir aux plus vastes dépenses et entreprises, qu'il alla jusqu'à dire que les grandes mesures qu'elle venoit de prendre, n'avoient pas augmenté les dépenses de plus de cinq cent mille roubles; ce qui non-seulement n'étoit pas vrai, mais n'avoit même aucune vraisemblance. Sans s'arrêter à combattre un calcul qui se détruisoit de lui-même, Kaunitz en revenoit toujours aux vues ambitieuses de la Russie : il disoit que ses *vastes entreprises* mettroient l'Europe en combustion; il se retranchoit dans ce dilemme : *si elle est encore redoutable, vous devez l'arrêter; si elle est épuisée, son alliance vous est inutile, et peut devenir dangereuse*. Quoique cette discussion restât indécise, elle les conduisoit à traiter entre eux, ainsi qu'on l'avoit fait à Neiss, de toutes les affaires qui pouvoient un jour diviser les deux monarchies : ils donnèrent à croire qu'ils cherchoient les moyens propres à prévenir tout sujet de discorde; ils convinrent de se com-

muniquer réciproquement tout ce qui pourroit altérer leur bonne intelligence; et cependant, on mandoit en France qu'il n'auroit été question d'aucune affaire, si les lettres de Constantinople ne fussent arrivées.

Un courrier Autrichien les apporta le second jour de l'entrevue. La destruction de la flotte Turque dans la Méditerranée, la fuite ignominieuse d'une armée de quatre-vingt mille hommes sur les rives du Danube, avoient décidé le divan à la paix : il imploroit la médiation des cours de Vienne et de Berlin. Deux lettres du caïmakan étoient adressées, l'une au premier ministre d'Autriche, l'autre au ministre Prussien. L'empereur remit lui-même celle-ci au roi, en lui disant qu'elle contenoit sans doute la demande qu'il venoit de recevoir; qu'il le remercioit d'avoir contribué à déterminer les Turcs à cette démarche: mais, revenant aussitôt au plan de Kaunitz, plan dont il n'auroit osé s'écarter, surtout sous les yeux du ministre, il ajouta que la fin de la dernière guerre et tout ce qui s'étoit passé depuis, avoit mis, entre les deux cours de Vienne et de Pétersbourg, une froideur peu favorable à cette médiation; qu'ainsi c'étoit au roi à la faire accepter et à la faire réussir.

Kaunitz sembla voir la proposition de médiation avec la plus grande indifférence. Ces dépêches si importantes, d'où dépendoit le sort de l'empire Ottoman, et qui pouvoient si fortement influer sur les destins de l'Europe, ne furent ce jour-là que le sujet d'un entretien vague. Le roi, impatient et inquiet, le

termina, en proposant à Kaunitz une conférence; elle eut lieu chez le roi le lendemain.

Kaunitz sentit bien qu'il ne pouvoit rester dans l'indifférence affectée qu'il avoit témoignée la veille. Il n'avoit peut-être voulu que prendre le temps de se concerter avec l'empereur, et de se fixer lui-même sur ce qu'il croyoit devoir dire ou cacher. Il ouvrit la conférence, en demandant au roi la permission de parler le premier, et sans être interrompu. Alors il dit: « qu'à la fin de la dernière guerre, il » forma plusieurs plans; que celui qui fut adopté » par LL. MM. II. ne tendoit qu'à maintenir la » paix de l'Europe et réparer les désordres intérieurs » de la monarchie Autrichienne, suite inévitable » d'une longue guerre; qu'après avoir observé pen- » dant long-temps, avec une extrême attention, si » S. M. Prussienne ne chercheroit pas à se rappro- » cher de la France, et à reprendre ses premières liai- » sons, les démarches que ce prince avoit faites vers » la Russie, avoient ôté toute défiance à ce sujet; » que la cour de Vienne avoit senti que celle de » Berlin songeoit par préférence à s'ôter toute in- » quiétude sur ses derrières; qu'elle avoit jugé alors » n'avoir plus besoin de conserver les anciens mé- » nagemens avec le ministère de Pétersbourg; mais » qu'elle devoit resserrer son union avec la France, » union qui lui procuroit un avantage égal à celui » que le roi de Prusse retiroit de ses liaisons avec la » Russie; qu'elle avoit pensé que cette dernière » puissance étoit elle-même trop liée avec l'Angle-

» terre, pour s'en détacher et pour lui préférer la
» France ; ce qui donnoit une nouvelle force et une
» forme nouvelle à l'équilibre de l'Europe, et rendoit
» ainsi le système général assez solide, pour que des
» puissances attachées à la paix, et à la maintenir,
» y prissent confiance ; qu'en conséquence, la cour
» de Vienne, satisfaite de son alliance actuelle avec
» la France, et n'ayant d'autre objet que de main-
» tenir la tranquillité générale, déclaroit de nouveau
» à S. M. Prussienne, de la manière la plus authenti-
» que, qu'elle ne s'occuperoit jamais à lui débaucher
» la Russie, qu'elle ne recevroit, en aucune occa-
» sion, les avances de ces puissances, et que le
» roi pouvoit regarder cet arrangement comme im-
» muable ».

Frédéric, qui avoit jusque là écouté avec une attention inquiète et un air incertain, crut sans doute reconnoître à ce début une manière de traiter noble et franche. Sa physionomie parut s'ouvrir ; il embrassa le prince de Kaunitz, et joignit à cette effusion de joie l'assurance la plus formelle de son éloignement pour toute espèce de rupture, de ses vives inquiétudes sur les progrès des Russes, et de son empressement à contribuer à une pacification qui y mettroit des bornes. Puis arrêtant les yeux sur Kaunitz, et l'observant avec une grande attention, il ajouta que la paix ne devoit pas être difficile à conclure, puisque les Russes sembloient vouloir se contenter de la Crimée et d'Azof, et d'établir, dans la Moldavie et dans la Valachie, des princes indépendans.

Kaunitz reprit que l'impératrice sa souveraine s'exposeroit à tout plutôt que de voir les Russes établis dans le voisinage de ses États; que lorsque les Valaques et les Moldaves auroient à leur tête des hospodars et des despotes, ils n'en seroient pas moins sous l'obéissance de la Russie, et que leur prétendue indépendance entraîneroit bientôt leur dépendance entière; qu'elle ne pouvoit voir avec tranquillité les frontières de la Hongrie, qui fourmillent de Grecs, inondées d'autres Grecs, sujets d'une puissance ambitieuse qui est le chef de cette religion; qu'elle regarderoit comme un malheur encore plus grand l'acquisition que feroit la Russie des ports de la Crimée et d'un commerce sur la mer Noire, parce que cette puissance, ne manquant que d'argent, prendroit un vol redoutable pour toute l'Europe, si elle pouvoit se procurer le nerf des grandes entreprises au-dehors; que sa richesse serviroit à donner des fers à tout le nord, et ensuite à toute l'Europe, et seroit plus dangereuse qu'une augmentation de territoire; enfin, que les résolutions de LL. MM. II. étoient fermes, constantes, et qu'elles ne se laisseroient point ébranler par les raisons déjà examinées.

Le roi de Prusse ne s'éleva contre aucune de ces raisons, et sembla se borner à ne donner qu'Azof aux Russes, et à affranchir les Tartares de toute sujétion envers la Porte. Kaunitz, sans s'expliquer davantage sur les conditions de la paix, déclara ensuite que la cour de Vienne, peu empressée, disoit-il, de prendre part

à cette médiation, ne l'accepteroit que si la Russie l'en requéroit, comme les Turcs venoient de faire; qu'à cette condition seulement, elle consentiroit à exercer la médiation conjointement avec lui; qu'elle ne devoit ni ne vouloit la proposer à la Russie, et qu'elle s'en remettoit à S. M. Prussienne pour faire agréer la demande des Turcs. Il ajoutoit que la Russie, dénuée d'alliés, si la Prusse lui manquoit, ne pouvoit jamais prendre qu'une humeur passagère de tout ce qui lui viendroit d'un allié si nécessaire; que c'étoit à lui, non-seulement à introduire la médiation, lui qui disoit la désirer, mais à persuader à la Russie de se réduire dans des termes qui fissent cesser l'ombrage qu'elle donnoit à toutes les puissances, et qui ne pussent altérer notablement l'équilibre entre la Porte et la Russie; qu'il ne lui cachoit pas que, si Catherine forçoit la cour de Vienne à une rupture pour mettre fin à son ambition, la cour de Vienne ne s'attacheroit à l'amener par la force à plus de modération, qu'après avoir pris ses mesures pour ne pas laisser derrière elle un allié de la Russie aussi redoutable que le roi de Prusse; qu'il avoit encore à le prévenir, sur l'article de la Pologne, qu'il conviendroit qu'au plus tôt, et sans attendre l'ouvrage des médiateurs, la Russie y rétablît le calme, à la satisfaction des différens partis; que certainement la cour de Vienne ne consentiroit pas à lui voir exercer sur ce malheureux pays un pouvoir qu'elle ne devoit point avoir, un pouvoir d'autant plus dangereux, que bientôt elle ne cesseroit de troubler l'Allemagne,

si elle disposoit de la Pologne à son gré; qu'enfin il avoit à lui faire observer que si l'Angleterre parvenoit à se faire agréer pour médiatrice, la cour de Vienne n'y consentiroit qu'autant que la France seroit admise dans la même qualité. Ce n'étoit pas par égard pour la France, que Kaunitz imposoit cette dernière condition, mais parce qu'il se ressouvenoit, comme nous l'avons dit plus haut, de la prépondérance que Londres avoit exercée sur Vienne; il ne vouloit pas lui donner lieu de la reprendre par une médiation où l'Angleterre auroit joué exclusivement le premier rôle.

Le roi de Prusse répondit qu'il ne pouvoit disconvenir de la justice de cette dernière prétention, mais que l'animosité personnelle de la Russie contre la France, lui faisoit croire qu'il seroit plus aisé d'éloigner l'Angleterre que de faire intervenir la France.

Il ne se récria point contre la politique de la cour de Vienne, qui la portoit à mettre l'alliée de la Russie hors d'état de nuire à ses armes, si elle étoit obligée de les prendre contre elle; et il se fit un sommaire de la conversation, pour être en état d'écrire sans délai à Catherine dans les termes les plus propres à faciliter le rétablissement de la tranquillité générale.

Nous avons écrit cet entretien d'après les confidences que le prince de Kaunitz en fit à la cour de Versailles, et d'après quelques phrases qui, depuis, ont été répétées soit par lui, soit par l'empereur, notamment lors des négociations de Teschen. Mais on voit, par le récit abrégé du roi de Prusse, dans ses

Mémoires, qu'il y avoit eu un premier entretien avant l'arrivée de la demande des Turcs, et que cet entretien, véritable et premier sujet de l'entrevue, avoit été par Kaunitz soigneusement dissimulé à la France. « Kaunitz, dit le roi, y étala avec emphase le système de sa cour, le présenta comme un chef-d'œuvre de politique dont il étoit l'auteur. Il insista sur la nécessité de s'opposer aux vues ambitieuses de la Russie, et il y ajouta que l'union de la Prusse et de l'Autriche étoit la seule digue que l'on pût opposer au torrent débordé qui menaçoit d'inonder l'Europe ». Mais Frédéric insista sur la fidélité qu'il devoit à son alliance avec la Russie : il observa que cet engagement, contraire aux mesures que le prince de Kaunitz proposoit, l'empêchoit de pouvoir y accéder ; cependant il s'offroit de bon cœur, disoit-il, à réconcilier les deux impératrices de Russie et d'Allemagne, pour empêcher que les mécontentemens réciproques, s'ils duroient plus longtemps, ne dégénérassent en brouilleries ouvertes. Selon ce qu'il disoit encore, Kaunitz fit entrevoir que la France n'étoit pas une alliée aussi fidèle que la cour de Vienne, mais qu'il en épioit les démarches, qu'il la maîtriseroit, et ne la laisseroit pas échapper ; il alla même jusqu'à demander au roi de communiquer avec franchise à la cour de Vienne les ouvertures que la France pourroit faire à celle de Berlin. On renouvela toutes les promesses que les deux souverains s'étoient faites à l'entrevue de Neiss ; le roi trouva décent, ajoutent les mêmes

Mémoires, d'instruire l'empereur de tout ce qui s'étoit dit et fait ; et il sembla que ce prince, peu accoutumé à de tels égards, tint compte au roi de l'attention qu'il avoit eue pour lui.

Ainsi, dans le premier entretien, Kaunitz, abusé par les complaisances du roi de Prusse, avoit conçu le dessein de le séduire, de le détacher de la Russie, de l'asservir aux volontés de la cour de Vienne : il s'en servit du moins pour réconcilier les deux cours impériales ; et c'est là ce qu'il avoit soigneusement caché à la France. Mais dans le second entretien, les conjonctures le favorisant, il voulut aller plus loin : il conçut le projet d'épouvanter Frédéric, de le laisser seul avec Catherine, et de le brouiller avec cette princesse dans le moment où elle avoit les plus grands succès ; mais bien loin de réduire ce souverain, de le soumettre par la crainte, il ne pouvoit que lui inspirer de la défiance : en cherchant à lui ôter tout espoir de voir jamais s'altérer l'alliance de Versailles, il le forçoit à resserrer la sienne avec la Russie, et la lui rendoit indispensable ; il voulut au contraire se persuader qu'il avoit fait une forte impression sur l'esprit du roi. Ce ministre, avec de très-grands talens, avoit une si haute opinion de lui-même, que jamais il ne s'est avoué avoir manqué, sur qui que ce fût, l'effet qu'il vouloit produire ; personne, pas même Frédéric, ne lui paroissoit en état de résister à son empire ou à sa séduction. Il faut imputer à cette orgueilleuse erreur toute la conduite que nous allons le voir tenir pendant une partie de l'année 1771 ; elle ne peut s'ex-

pliquer que par un excès de confiance dans les sentimens qu'il croyoit avoir inspirés à ce monarque. A son retour à Vienne, il s'applaudissoit de la supériorité qu'il avoit toujours eue sur lui; il disoit n'avoir trouvé dans ses propos rien d'arrêté, mais seulement une défiance générale, de l'ignorance dans la manière de négocier, de l'indifférence pour les temps à venir, et une grande crainte de se voir impliquer dans la guerre présente.

L'empereur parloit dans le même sens, soit qu'il voulût plaire à sa mère, en vantant la supériorité du ministre à qui elle avoit voué estime et reconnoissance; soit que le successeur des Césars n'eût réellement vu dans Frédéric qu'un électeur de Brandebourg, récemment admis, par l'Autriche même, au rang des rois : il disoit à l'impératrice-reine qu'il n'avoit trouvé dans le roi de Prusse que de l'affectation; que ce prince s'imaginoit avoir plus d'esprit que personne; qu'il se croyoit en état de pénétrer les sentimens les plus secrets de tous ceux à qui il parloit; mais que Kaunitz avoit toujours cherché à trancher du maître, et que son air et son ton disoient au roi : *j'en sais plus que vous*. Tous ceux qui arrivoient de Neustadt à Vienne, s'accordoient dans les mêmes récits; et cette cour sembloit s'enorgueillir de tout l'orgueil de son ministre.

La France, instruite par les confidences de Kaunitz, et considérant l'état déplorable de l'empire Ottoman, auquel il sembloit qu'aucune force humaine ne pût porter remède, donna son aveu à tout

ce que feroit la cour de Vienne pour procurer la paix. Elle sentit que ce seroit aux médiateurs, quels qu'ils fussent, à opérer la délivrance de la Pologne; elle espéra que, sur ce point, l'intérêt commun qu'avoient les médiateurs, l'emporteroit sur la crainte que le roi de Prusse pouvoit avoir d'aliéner la Russie; elle insista cependant, mais toujours en vain, pour faire envisager à Kaunitz la possibilité que des intérêts si divers rendissent la rupture inévitable et la guerre prochaine; elle attendit la suite des événemens, et s'occupa de soutenir les confédérés, en leur donnant un subside, et leur envoyant un homme que l'on crut propre à surveiller leurs opérations, comme nous le verrons au troisième Livre; mais ces secours, déjà peu considérables par eux-mêmes, devenoient de jour en jour moins efficaces, à mesure que Choiseul étoit plus fortement attaqué par l'intrigue, qui déjà travailloit à sa disgrâce.

Frédéric, de retour à Berlin, affecta de parler avec les plus grands éloges de tout le militaire Autrichien; il en adopta quelques principes relatifs à l'artillerie, et ne tarda pas un moment à faire exercer ses canonniers suivant la méthode Autrichienne, qui rendoit le feu plus vif et le maniement du canon plus facile : son maintien étoit celui d'un homme profondément occupé; du reste, il gardoit un silence absolu sur Kaunitz et sur l'empereur.

Dans ce dédale d'intrigues, que nous sommes obligés de parcourir, nous avons trouvé du-moins une vérité négative; c'est qu'il n'y eut point de plan de démembrement arrêté aux deux conférences; c'est

qu'on peut regarder comme certain qu'il n'y en eut même pas de proposé. Je sais que l'on pourroit opposer à cette vérité une opinion qui sembleroit appuyée par une autorité respectable, celle du comte de Broglie. Il dit, dans ses Mémoires * : *on doit croire que, dans les conférences tenues à Neustadt en 1770, il a été question de ce démembrement;* mais j'observerai qu'il ne cite ni faits ni pièces pour soutenir ce qu'il dit que l'on *doit croire :* il conclut seulement, de l'occupation du comté de Zips et de celle de quatre starosties dans le palatinat de Cracovie, que Kaunitz avoit déjà des vues; ce qui se rapporte parfaitement au projet formé pour satisfaire l'ambition de Joseph. Cette opinion reste donc isolée, puisqu'elle ne porte que sur un seul fait, dont nous avons vu plus haut une autre explication.

Nous croyons bien que, dès 1770, la Russie ou plutôt les Czernitcheff pouvoient avoir déjà des vues; mais ils ne les avouoient pas hautement, parce qu'ils sentoient que si la Russie s'agrandissoit en Pologne, elle devoit s'y agrandir seule, et ne pas augmenter les forces de ses voisins. D'ailleurs, en pressant l'impératrice d'adopter leurs projets, ils n'envisageoient que l'accroissement de leur fortune. Si on supposoit qu'ils eussent assez d'empire sur elle pour la déterminer à prendre des possessions Polonoises, ses voisins étoient naturellement conduits à penser qu'alors ils se verroient obligés, ou à soutenir

* *Politique de tous les cabinets de l'Europe*, t. I, p. 162.

les Turcs contre elle pour la faire rentrer dans ses frontières par une puissante diversion, ou à saisir cette occasion pour étendre les leurs en-même-temps que la Russie étendroit les siennes. Et comme, dans des intrigues de ce genre, chacun se méfie de son associé, le seul résultat réel des deux conférences et de tant de négociations, fut que les trois puissances non-seulement se trouvèrent dans une méfiance réciproque plus grande qu'auparavant, mais encore qu'elles prirent des mesures hostiles, telles, qu'à l'instant où les circonstances exigeroient d'elles une décision définitive, elles fussent en état de l'exécuter. Chacune avoit de soi-même et des autres une opinion assez vraie, pour ne compter que foiblement sur l'accord spoliateur qu'elles pourroient faire un jour, et ne négligeoit aucune précaution pour l'avenir. Catherine, certaine que Marie-Thérèse et Kaunitz ne désiroient point la guerre, que le roi de Prusse n'en étoit pas moins éloigné; trompée par les narrations fausses ou exagérées de ses généraux, par les comptes infidèles qu'ils lui rendoient de l'état de son armée, faisoit, en continuant la guerre, un triple calcul: ou elle se rendroit maîtresse absolue de la mer Noire, ce qui portoit un dernier coup à Constantinople; ou elle garderoit en Pologne les riches provinces envahies par ses troupes; ou enfin, si elle ne pouvoit faire mieux, elle partageroit avec Vienne et Berlin. Dans tous les cas, la position de l'empire Ottoman étoit dangereuse, et celle de la république de Pologne laissoit bien peu d'espoir.

Cette malheureuse république n'auroit pu se maintenir, qu'autant que les forces Ottomanes auroient conservé leurs premiers avantages; qu'autant que la France ou l'Angleterre, soit par leur médiation, soit par leurs armées, ou leurs flottes, auroit puissamment secouru les confédérés, et forcé Catherine à ne se plus mêler des affaires de Pologne. La Porte, en commençant la guerre, avoit obtenu de grands succès; mais elle ne put les soutenir, et fut abattue par les défaites, sans avoir su tirer aucun fruit de ses victoires. Nous verrons bientôt que, dans la troisième campagne, elle se borna en Grèce à une défense pénible, mais suffisante pour ne pas faire de pertes considérables; sur le Danube ou le Niester, à épuiser l'ennemi par différens combats qui l'épuisoient elle-même; tandis que la conquête de la Crimée fut pour Catherine un triomphe aussi utile que brillant.

La France, soigneusement écartée de toute médiation, ainsi que nous venons de le voir, ne pouvoit assister directement la Pologne, que d'accord avec la Prusse, alliée de son ennemie, ou avec l'Autriche, qui avoit des principes tout opposés. Cette opposition empêchoit aussi la France de donner par terre aucun secours efficace à la Porte, qu'elle n'auroit donc pu secourir que par mer. Pour cela, il auroit fallu remonter sa marine; ce que l'Angleterre n'auroit pas vu tranquillement. On étoit dans une position qui annonçoit avec elle une guerre prochaine; et on ne pouvoit pas avoir oublié que, peu de temps auparavant, lorsque les escadres Russes passèrent dans la

Méditerranée, l'armement de quelques bâtimens d'observation dans les ports de France avoit excité l'inquiétude de l'Angleterre, qui exigea impérieusement qu'ils ne quittassent pas nos côtes.

L'Angleterre seule auroit donc pu défendre efficacement les intérêts de la Pologne et de la Porte. Mais, 1°. elle étoit bien aise de laisser le divan se convaincre, à force de malheur, du peu d'utilité que lui offroit l'amitié de la France, depuis que, par le traité de Versailles, elle s'étoit mise à la discrétion de l'Autriche; et, dans le réfroidissement des deux puissances si long-temps amies, elle voyoit le commerce de France diminué dans le Levant, et le sien y prendre des accroissemens que son industrie sauroit étendre encore : 2.° elle étoit bien éloignée de vouloir attaquer la Russie dans la Baltique; elle avoit au contraire ouvert ses ports aux flottes Russes, et leur avoit fourni des officiers. Il est vrai qu'après l'incendie de la flotte Ottomane, elle les rappela, parce qu'elle ne vouloit pas la destruction de l'empire Ottoman, dont le sort dépendoit de la prise des Dardanelles; mais elle ne fit rien de plus contre la Russie; et même, pour diminuer son mécontentement, elle motiva ce rappel sur les mesures de guerre qu'elle étoit obligée de prendre. Son ministre à Constantinople travailloit à obtenir la liberté d'Obrekoff. De plus, elle avoit déjà de vives discussions avec ses colonies du continent Américain. Déjà, malgré la puissante opposition de Chatam et de Burke, le parlement étoit décidé à soutenir ses prétentions par la

force; ce qui rendoit une guerre inévitable : enfin (et cette dernière considération avoit à elle seule autant de poids que toutes les autres), Catherine étoit ennemie de la France; et dès-lors elle pouvoit compter sur tous les ménagemens de l'Angleterre qui, d'ailleurs, exigeoit exclusivement tous les avantages du commerce sur la mer Baltique, sur la mer Blanche, et dans la majeure partie de l'empire Russe.

Ainsi, la Pologne divisée, et se déchirant elle-même, voyant tous les jours périr, par pelotons et sans utilité pour l'État, ces braves confédérés qui, bien unis, auroient pu la défendre, ne jetoit qu'en tremblant des regards politiques sur ce qui l'entouroit. Violences, menaces, mauvaise foi, impuissance ou intérêts opposés, voilà ce que l'expérience lui avoit montré jusqu'à présent, et ce que la réflexion lui montroit dans l'avenir; mais (et c'étoit là le grand malheur de la république), voilà surtout ce que ses ennemis voyoient bien mieux qu'elle, ce qu'ils avoient vu plus tôt qu'elle; voilà enfin ce qui les amena à ce démembrement, dont on a été si long-temps à percer le mystère, dont les premières propositions ont effrayé un des co-partageans, et que chacun d'eux n'a regardé que comme un pis-aller. Il ne fût proposé que pendant la troisième campagne des Turcs; il ne fut accepté et avoué que l'année suivante, en 1772. Cette affaire se traitoit au milieu même des négociations de paix, sur lesquelles elle eut une si grande influence. Mais, pour éviter toute confusion, nous séparerons les deux récits : nous dirons d'abord comment furent

faites, reçues et suivies, les propositions relatives au démembrement. Tout ce que nous avons trouvé sur cet objet, soit dans les lettres, soit dans *les notes recueillies par Rulhière*, s'accorde parfaitement, et prouve que, même en le signant, chacune des cours de Vienne, Pétersbourg et Berlin, avoit une foible confiance dans ce projet inique. Cette preuve acquerra encore une nouvelle force, quand nous aurons fait voir que l'Autriche venoit de signer un traité avec la Porte, au moment même où elle commençoit à négocier sur ce projet, ce qui nous ramènera aux négociations de paix, qui présentent dans leurs détails, et même dans leurs intrigues, un intérêt très-attachant.

Au milieu de tous les faits que nous allons faire passer sous les yeux du lecteur, il doit surtout ne jamais perdre de vue les assurances formelles du maintien des possessions Polonoises, fréquemment données à la république par les trois puissances qui alloient la démembrer.

La cour de Vienne avoit eu plusieurs occasions de traiter avec elle, notamment en 1677, en 1732, et lorsqu'elle se joignit à la Russie pour faire nommer Auguste III. Dans aucune de ces circonstances, elle n'éleva le moindre doute sur la légitimité des possessions de la république; elle déclara souvent vouloir maintenir leur intégrité; et quelques malveillans lui ayant supposé, en 1764, des intentions très-opposées, elle en fit faire à la diète une dénégation précise, le 16 mars. Le comte de Mercy, son ambassadeur, déclara officiellement à la diète que *Marie-*

Thérèse, en qualité de voisine et d'ancienne alliée de la Pologne, seroit toujours empressée de faire connoître l'intérêt qu'elle prenoit au maintien de la république dans tous ses droits, possessions et prérogatives, et qu'ayant été instruite des bruits que l'on répandoit, elle l'avoit chargé de donner une déclaration formelle et authentique de ses intentions les plus sincères.

La Russie, toujours immiscée dans les affaires de la république depuis le commencement du dix-huitième siècle, n'avoit jamais parlé d'aucun droit à faire valoir, d'aucune réclamation de territoire. Elle garda sur ce point le plus grand silence lors des diètes de 1717, 1718, 1724, 1726, 1736, où cependant sa prépondérance faisoit couronner les deux rois Saxons. Elle fit de même, lors des diètes de 1764, 1766 et 1768, sur lesquelles elle avoit cependant une si grande influence; et ce silence étoit parfaitement conforme à la déclaration qu'elle avoit donnée, lorsque la Pologne reconnut à Catherine le titre d'*impératrice de toutes les Russies*. Le 23 mai 1764, ses ambassadeurs vinrent, au nom de leur souveraine, assurer la diète que non-seulement *ce nouveau titre ne pourroit jamais porter le moindre préjudice à la république pour ses domaines et possessions actuelles, telles qu'elles étoient portées par le traité de* 1686*; mais que Sa Majesté impériale lui accordoit, envers et contre tous, une garantie solennelle de toutes ses possessions* *.

* Pièces justific., N.° II.

Jamais les ducs de Stettin ni les électeurs de Brandebourg, leurs successeurs, n'avoient attaqué la légitimité des possessions Polonoises. Le traité de Wehlau, en 1657, établit, entre ces deux puissances, union et amitié, pour contribuer réciproquement à leur gloire, utilité et sûreté. Le traité d'Oliva stipule une garantie de la Prusse en faveur de la Pologne, pour les provinces que la Suède lui restituoit. Lors de la diète de 1764, des bruits de partage s'étant répandus, Frédéric les fit démentir officiellement, le 22 janvier, en assurant qu'*il travailleroit constamment à maintenir les États de la république en leur entier* : il fit renouveler cette déclaration au mois de mai, et la renouvela lui-même, au mois de juillet, par une lettre qu'il écrivit au primat, lorsque la république eut reconnu son titre de roi *.

Tous ceux qui cherchent dans l'histoire de grandes leçons, qui voudroient surtout les trouver sur le trône, parce que ces leçons seroient alors de grands exemples, ne verront pas, sans un sentiment douloureux, ces trois mêmes cours démentir leurs traités, leurs déclarations, leurs garanties, et s'accorder pour démembrer tout ce qui étoit à leur convenance; tandis que les autres puissances Européennes, étonnées de cette perfidie, osent à peine risquer quelques plaintes inutiles, et, malgré l'indignation de toutes les ames sensibles et honnêtes, ne font pas un effort pour épargner cette honte au dix-huitième siècle.

---

* Pièces justific., N.os III, IV et V.

On sera surtout affligé de voir comment les erreurs d'un ministre, qui, pendant quarante ans, passa pour le plus grand politique, ont conduit à ce honteux brigandage; comment on y a été amené par le tâtonnement de Kaunitz, par ses fausses combinaisons, notamment par ce désir perfide, source de toutes ses erreurs, de rendre la France nulle dans la politique de l'Europe. Trois souverains, au moment de se faire une guerre sanglante, ont tout-à-coup tourné leurs forces contre un peuple généreux et pacifique, qui ne s'étoit armé que pour défendre sa liberté, pour régénérer son gouvernement, pour se soustraire à un joug étranger. Tous trois occupoient déjà une grande place dans l'histoire : Frédéric, par la force de son caractère, par l'étendue de son génie, par toutes ses qualités héroïques; Catherine, par l'éclat de son règne, par la grandeur de ses entreprises, par son amour même pour la célébrité; Marie-Thérèse, par ses vertus, par sa piété éclairée, par son courage inaltérable dans les revers, par l'attachement que ses peuples lui avoient voué. Kaunitz, en tenant une conduite ferme et franche, pouvoit maintenir la balance entre ces trois souverains, et s'immortaliser, en conservant à l'Europe le bienfait de l'indépendance de la Pologne. Il perdit tout dans les négociations, parce qu'il voulut s'y rendre maître de tout : il finit par rendre le foible encore plus foible et le fort encore plus fort; et, perdu lui-même au milieu de toutes ses intrigues, il ne put en sortir que par une perfidie qui déshonora la fin du règne de Marie-

Thérèse, et dont elle ne parla dans la suite que les larmes aux yeux, et avec des remords qu'elle ne cherchoit pas à dissimuler.

Soit affectation, soit négligence, peu après la seconde entrevue, on fit ou on laissa courir le bruit qu'à Neustadt la cour de Vienne avoit annoncé quelques prétentions sur des provinces Polonoises, comme si elles avoient été anciennement détachées de la couronne de Hongrie. On étoit bien loin d'imaginer jusqu'où elle devoit les étendre; mais on en concluoit qu'elle ne s'élèveroit pas, à la paix, contre celles que la Russie avoit déjà fait connoître sur une autre partie des frontières de la république, et que vraisemblablement les cours de Vienne et de Pétersbourg ne seroient pas non plus contraires aux prétentions du roi de Prusse sur l'île de Marienwerder, qui le rendoit maître de l'entrée et de la sortie de la Vistule. La plupart des gazettes de l'Europe prirent leur texte sur ce bruit public, pour parler d'un projet qui n'existoit pas encore, et que les hommes instruits regardoient comme inexécutable. Ainsi, disoit-on, continuera de s'affaisser la Pologne, qui ne sortira pas de cette crise sans une nouvelle détérioration; ainsi s'avancera insensiblement le moment de la dissolution générale de ce beau et fertile royaume, dont la chute agrandira ses voisins, et deviendra un sujet d'inquiétude pour l'Europe.

Nous avons dit et nous prions le lecteur de se rappeler qu'originairement aucune des trois puissances ne vouloit le démembrement; que la saine politique le leur défendoit; mais que, dans l'impossibilité de

s'accorder sur les moyens de rétablir la paix, soit en Pologne, soit en Turquie, elles avoient pu juger qu'un plan de partage naîtroit de cette impossibilité même, et que, dans leur méfiance réciproque, elles avoient agi d'avance, comme si ce plan eût été arrêté, et toujours au détriment des malheureux Polonois.

Le roi de Prusse agissoit, non en souverain, mais en conquérant Tartare, dans les provinces dont il s'étoit emparé dès la fin de 1770. Des réquisitions de tout genre avoient donné à l'armée des magasins pour plus de deux ans; une fausse monnoie avoit été publiquement avouée et répandue; un édit avoit formellement ordonné, sous peine de punition corporelle, de la prendre en paiement; et, lorsque les magasins établis eurent épuisé le pays, lorsque l'habitant fut obligé d'y venir chercher ses propres denrées à un prix exorbitant, les commissaires Prussiens refusèrent effrontément la monnoie qu'eux-mêmes avoient répandue. Une contribution d'un genre nouveau succéda à ces exactions; chaque district fut contraint de livrer un certain nombre de filles nubiles, auxquelles leurs parens devoient donner une dot, fixée, pour le *minimum*, à un lit de plume, quatre oreillers, une vache, deux porcs et trois ducats d'or : une seule petite ville fournit cinquante filles ainsi dotées; et l'on vit passer à Stargard, ville Prussienne de la Poméranie ultérieure, plusieurs chariots remplis de ces infortunées, arrachées à leurs familles pour aller peupler les sables de la Prusse. Dans les abbayes, les couvens, les cathédrales, chez presque tous les

gentilshommes, le pillage n'eut point de bornes; beaucoup de nobles ou de prêtres abandonnèrent leurs terres ou leurs églises. On ne peut calculer la perte qu'éprouvoient ces provinces; celle de l'argent seule fut évaluée à trois millions de ducats. Les villes de Thorn et Dantzick, moins persécutées d'abord, mais à tout instant menacées des mêmes traitemens, étoient, en attendant, exposées, dans leur commerce, à une foule de vexations.

On a vu, dans l'*Histoire de l'Anarchie*, quelle violence et quelle tyrannie avoient signalé la présence de Repnin en Pologne. Depuis son départ, le despotisme étoit un peu moins barbare; mais il n'étoit pas moins absolu : cependant, le colonel Drewitz continuoit à exercer les mêmes cruautés, et les exerçoit sans être improuvé par sa cour; les confédérés prisonniers étoient toujours exposés à être massacrés ou mutilés. L'indolent Stanislas-Auguste, pour lequel la Russie disoit avoir pris les armes, étoit son premier esclave, et, dans une inaction volontaire ou forcée*, voyoit les ravages de l'incendie qu'il devoit se reprocher d'avoir allumé.

Les commissaires Autrichiens traitèrent d'abord avec une grande rigueur les provinces dans lesquelles leurs troupes s'étoient établies. Marie-Thérèse en fut

* Saldern le dit positivement dans une déclaration du 26 juin 1771 : « *le gouvernement est ou affecte de se trouver dans la léthargie ou dans l'inaction* ». Ce n'est pas la seule révolution dans laquelle on ait vu le pouvoir légitime accusé de *faire le mort*, par ceux même qui l'avoient anéanti. Dans toutes les histoires des révolutions, il y a des points de ressemblance qui se présentent à chaque page.

informée et donna des ordres pour adoucir le sort de l'habitant; mais son cabinet ne parloit que d'anciens droits à faire revivre, d'anciens démembremens de la Hongrie : des noms de royaumes inconnus dans toutes les géographies, avoient été pompeusement tirés de la poussière des archives. Le ridicule de cet appareil ne pouvoit être couvert que par des prétentions soutenues; et, en effet, on vit, deux ans après, l'Autriche consacrer ces prétentions par les légendes d'une médaille dont nous parlerons dans la suite.

Certes, lorsqu'une perspective aussi effrayante s'offroit à tous les regards, depuis les monts Krapacks jusqu'à Dantzick, il n'étoit que trop à craindre que quelqu'un ne fixât un peu plus attentivement les yeux sur ce tableau, qui n'offroit que ravage ou destruction, et n'y vît ou ne feignît d'y voir, dans le lointain, le démembrement de la Pologne, comme un moyen de pacification. Le prince Henri fit cette découverte; il l'a réclamée comme lui appartenant: il l'a dit et répété à plusieurs personnes, et notamment à Rulhière, qui recueilloit précieusement toutes les notions propres à jeter un grand jour sur son Histoire. Il est à remarquer que, lorsque Henri lui parloit de ce démembrement, c'étoit lors de ses voyages en France; il savoit très-bien que Rulhière travailloit sur ce sujet. Il étoit dans le caractère de ce prince d'attacher quelque intérêt à ce que la vérité fût connue par lui; et il est d'autant plus croyable dans son récit, qu'il ne cherche point à dissimuler les

reproches qu'on peut lui faire, que tous les faits s'accordent parfaitement avec ce qu'il dit, et que l'aveu tardif de plusieurs ministres a confirmé le sien.

« Je sais, disoit ce prince, que j'ai peine à me » défendre du côté de la morale; mais il s'agissoit » de prévenir les calamités d'une nouvelle guerre » dans laquelle nous aurions été entraînés, et dont » personne ne pouvoit prévoir l'issue. Il n'y avoit » que sept ans que nous étions sortis d'une guerre » terrible, et il s'en falloit bien que nous fussions » rétablis. De grandes victoires et de grands revers » avoient immortalisé nos armes; mais les unes » comme les autres avoient également fatigué la » monarchie Prussienne. Depuis ce temps, l'empereur » avoit fort augmenté ses troupes. L'impératrice de » Russie, excitée par les Orlof, vouloit continuer » la guerre contre les Turcs. J'avois eu beaucoup de » peine à la déterminer à offrir des conditions de » paix; et celles qu'elle présenta ne pouvoient manquer d'inquiéter les Autrichiens. Il étoit vraisemblable qu'ils emploieroient tous leurs moyens pour » s'y opposer. C'est en effet ce qui arriva. Les Turcs » se rendant de jour en jour plus difficiles sur la » paix, je jugeai qu'ils comptoient sur un appui qui » ne pouvoit être que l'Autriche. Je pressentis alors » le traité qu'elle alloit faire avec eux : ce traité, qui » fut fait au mois de juillet suivant, nous donnoit » une guerre inévitable. Pour prévenir ces malheurs, » il n'y avoit qu'un moyen, c'étoit (l'expression est

» triviale, mais elle est juste) de mettre trois têtes » dans un bonnet; et cela ne se pouvoit faire qu'aux » dépens d'un quart ».

Henri avoit une assez grande habitude des affaires, pour juger qu'on pouvoit opposer à ce plan de fortes objections. Celles de la morale le touchoient peu; et il étoit bien sûr qu'elles ne feroient guères d'effet sur les co-partageans, excepté sur Marie-Thérèse, dont, cependant, la résistance céderoit à Kaunitz et à Joseph: celles de la politique devoient faire plus d'impression; elles en firent en effet sur Marie-Thérèse et sur Catherine; et nous verrons ces deux princesses reconnoître leur faute après l'avoir commise*. Mais en même-temps Henri sentit que les co-partageans se répéteroient souvent deux mots devant lesquels tout fléchiroit: *convenance* et *nécessité;* que la *convenance* détermineroit; que la *nécessité* serviroit d'excuse; et qu'ainsi présenté, un plan de *conquête pacifique* ne pouvoit pas ne pas réussir. Je dis *pacifique*, parce que les confédérés, seul ennemi qu'on dût alors avoir à combattre, étoient hors d'état de soutenir une partie aussi inégale.

C'est ici le moment de faire connoître et ce prince et le motif qui l'amenoit à Pétersbourg. Ses talens militaires ont balancé la réputation de Frédéric; ses

* Au mois de février 1775, l'impératrice-reine a dit qu'elle savoit bien que le partage de la Pologne étoit une tache dans son règne, mais qu'elle avoit cédé, malgré elle, à la nécessité des circonstances; qu'elle avoit cru, en exagérant ses prétentions, forcer les deux autres cours à plus de modération; et qu'elle avoit été bien étonnée, quand, du premier mot, on lui avoit accordé toutes ses demandes.

qualités sociales lui donnoient sur lui quelque avantage; une longue habitude et une attention particulière à observer, l'avoient familiarisé avec le manége des cours et l'adresse insinuante des courtisans : la nature lui avoit donné de grands moyens ; la gloire qu'il avoit acquise par les armes n'étoit point éclipsée par celle de Frédéric. Ce monarque s'étoit toujours réservé pour lui-même les entreprises les plus hardies de la guerre offensive : il se chargeoit de porter partout la terreur avec l'élite de ses armées; mais, toujours, il avoit confié au prince Henri ce qui a été généralement reconnu pour la partie la plus difficile de la guerre : il lui confioit le soin de défendre les provinces dont lui-même alloit s'éloigner, et qui se trouvoient les plus exposées à des invasions. Henri, pour soutenir cette pénible défense, n'avoit que des troupes peu aguerries à opposer à un ennemi constamment supérieur en nombre; il falloit que son génie suppléât à tous les moyens que les circonstances ne permettoient pas de lui donner. C'est dans cette position, prolongée pendant plus de six ans, que, toujours vainqueur, lorsqu'il fut obligé de combattre, il s'immortalisa par des campagnes défensives, regardées comme des chefs-d'œuvre de l'art militaire. Mais à la paix, Henri rentroit sous l'inspection jalouse et absolue d'un souverain qui n'avoit ni confident ni conseil; il lui falloit alors se faire pardonner, par une extrême réserve, les grands services qu'il avoit rendus; il devoit se dérober à l'amour des soldats, instrumens de sa gloire : il évitoit toute conférence avec les ministres ; il parois-

soit ne porter sur l'administration aucune attention suivie. Pour éloigner tout reproche d'ambition, pour se soustraire à l'éclat de ses triomphes, il se rejetoit, malgré lui, dans les plaisirs et les futiles occupations qui font le bonheur des hommes désœuvrés : patient, adroit, toujours maître de lui-même, accoutumé, dans une cour ombrageuse, à n'employer que le crédit que son rang exigeoit, à s'en servir avec dignité, il connoissoit tous les égards, tous les moyens de plaire; et, tandis que ces soins, qui lui étoient odieux, révoltoient en secret sa juste fierté, il en avoit fait une telle étude, que, difficilement, on pouvoit remarquer en lui combien lui coûtoit ce genre de vie.

Un prince d'un tel caractère, et qui joignoit à ces qualités l'avantage de faire admirer en lui un héros justement célèbre, ne pouvoit manquer de réussir à la cour de Pétersbourg, d'amuser Catherine par une conversation aussi gaie qu'intéressante, et d'acquérir même de l'ascendant sur son esprit. Il falloit avoir un prétexte pour l'envoyer en Russie; la crainte d'être obligé de le mener à Neustadt en fournit un à Frédéric, qui se repentoit de l'avoir laissé venir à Neiss. Henri avoit eu, à cette première entrevue, un entretien avec l'empereur. L'empereur lui-même fit connoître en différens temps ces entretiens, auxquels il étoit bien aise de donner une sorte de publicité, qui inquiéta le roi de Prusse. En causant avec Henri, Joseph avoit cherché à le sonder sur les intérêts qu'il auroit dû avoir un jour en Allemagne, comme cadet

de sa maison; intérêts que le roi l'avoit obligé d'avance de sacrifier à ceux de sa branche aînée : l'empereur, soit qu'il ignorât, soit qu'il feignît d'ignorer ces arrangemens de famille, avoit affecté de féliciter le prince Henri, en se félicitant lui-même de ce qu'un si grand homme seroit un jour au nombre des princes de l'empire.

Henri n'avoit pas dissimulé son chagrin d'avoir été obligé de renoncer, par un acte formel, à des droits aussi légitimement établis. Que Frédéric eût pénétré le secret de ces entretiens; qu'il ne l'eût su que par quelque indiscrétion volontaire de Joseph, ou même qu'il n'en eût jamais eu connoissance, peu importe? parce que, sur tout ce qui pouvoit l'intéresser, le secret même qu'il ne pouvoit pas pénétrer lui causoit de vives inquiétudes. Il étoit donc bien déterminé à ne pas souffrir que Henri vînt à l'entrevue de Neustadt : il l'engagea à voyager, et lui persuada d'aller en Suède voir la reine, leur sœur. Henri n'eut pas de peine à deviner le vrai motif de son éloignement ; il témoigna beaucoup de répugnance pour ce voyage, et se rejeta sur l'embarras de ses affaires, qui ne lui permettoient pas une dépense si considérable. Ce motif sembloit devoir faire quelque effet sur un monarque très-économe; mais un motif plus puissant encore l'emporta sur l'esprit de Frédéric : il consentit à payer une partie des frais; et, quelques semaines avant l'entrevue de Neustadt, Henri étoit déjà parti pour la Suède, et trouva, en arrivant à Stockholm, ce que Frédéric avoit prévu ou suggéré.

Catherine, soigneuse de plaire à un souverain dont l'alliance lui étoit si nécessaire, écrivit au roi pour lui témoigner combien elle attachoit de prix à ce que le prince Henri, étant si près de ses États, lui procurât la satisfaction de le voir dans sa capitale. Frédéric répondit qu'il ne connoissoit pas les intentions de son frère à ce sujet, mais qu'il étoit convaincu qu'une invitation si flatteuse, dont il alloit lui faire part, ne pouvoit qu'augmenter le désir que Henri avoit toujours eu, ainsi que lui-même, de voir et d'admirer l'héroïne du nord.

Henri, pendant ce temps, étoit vivement sollicité, par l'impératrice même, de se rendre à Pétersbourg. Les instances de son frère s'accordoient assez avec ses propres intentions ; car il étoit sûr de jouir de toute sa gloire à Pétersbourg bien plus qu'à Berlin. Cependant, en écrivant à son frère, il allégua encore le manque d'argent. Le roi trancha la difficulté, en consentant encore à payer ces nouveaux frais : il ajouta que, sans l'employer précisément comme négociateur, il le verroit avec plaisir profiter de ce voyage pour déterminer la Russie à la paix, pour faire prendre aux négociations une tournure avantageuse; qu'en supposant même que les négociations vinssent à échouer, il pouvoit suivre à Pétersbourg un objet non moins important pour la Prusse, puisque le traité d'alliance conclu pour huit ans avec la Russie alloit expirer dans dix-huit mois, et qu'au moment de le renouveler, il étoit plus que probable qu'on se trouveroit dans une crise très-embarrassante;

enfin, il ajoutoit qu'il avoit sur le mariage du grand-duc des vues qui devoient lui attacher également la jeune cour de Russie. Henri céda sans peine à des instances qui étoient aussi des ordres, et partit pour Pétersbourg.

Il ne pouvoit y arriver dans un moment plus brillant. Pétersbourg étoit alors dans l'ivresse des triomphes: chaque jour on y apprenoit une nouvelle conquête; on y croyoit même, sur la foi de plusieurs gazettes, l'île de Lemnos prise; on y attendoit d'un instant à l'autre l'arrivée du courrier qui devoit annoncer que les châteaux des Dardanelles étoient forcés. L'imagination, la flatterie, l'enthousiasme, ajoutoient encore, à tout ce qui étoit fait, le séduisant espoir de ce qu'on alloit faire. Tous ces sentimens réunis se manifestoient dans des fêtes magnifiques embellies encore par la présence d'un héros que Catherine connoissoit dès sa première jeunesse, qu'elle venoit d'appeler à sa cour, et vouloit étonner de tout l'éclat de son empire. Le goût de ce prince pour tous les arts n'étoit pas moins connu que ses talens militaires; les louanges qu'il donnoit à tout ce qui en effet méritoit son admiration, étoient d'autant plus flatteuses, que sa contenance étoit toujours noble et réservée. Les superbes monumens dont Catherine ornoit sa capitale, les établissemens répandus sur toutes les parties de l'empire, la suite qu'elle mettoit à exécuter les projets de Pierre-le-Grand; tout attiroit l'attention de Henri. Les fêtes continuèrent pendant tout l'hiver. Pétersbourg devoit à son commerce avec la Chine la con-

noissance d'un art qui semble avoir été inventé pour donner un nouvel éclat aux fêtes publiques, l'art de colorer le feu à volonté et de former, avec la flamme, des tableaux pittoresques, où l'on retrouve toutes les richesses de la nature. L'âpreté du climat fournit encore aux Russes un art tout différent, celui de travailler d'énormes morceaux de glaces, et d'imiter ainsi les plus beaux monumens d'architecture, en confiant à la saison le soin de conserver cette représentation de palais, de cirques, et même d'ouvrages de sculpture; enfin, la profusion de glaces, sous lesquelles la nature paroît engourdie pendant plusieurs mois, donne aux Russes la facilité de construire, avec la glace même, des montagnes artificielles et singulièrement élevées : là, assis sur un fragile traîneau, plusieurs Russes, en présence d'une multitude immense, s'abandonnent à l'envi sur les pentes les plus rapides, et côtoyent ou franchissent les précipices construits par eux-mêmes. A côté de ces spectacles, qu'il sembloit que l'industrie humaine eût usurpés sur la nature, le palais de Catherine en ajoutoit encore d'autres : dans des salles immenses, des jardins enchantés contrastoient avec la rigueur de l'hiver, et rappeloient les prodiges de Sémiramis.

Promené de fêtes en fêtes, de surprise en surprise, Henri visoit toujours à faire contribuer à ses vues l'admiration même dont il ne pouvoit se défendre, et il y parvint surtout par un genre d'adulation absolument nouveau, dont seul peut-être il étoit capable, et qu'il eut l'adresse d'ennoblir par un bé-

roïsme qui prouve autant la force de son ame que la finesse de son tact.

Du milieu des armées Ottomanes, la peste s'étoit répandue dans plusieurs provinces Russes; les ravages de ce terrible fléau s'étoient fait sentir jusqu'au centre de l'empire. Moscou, l'ancienne capitale, n'en étoit pas exempte; et tous les jours on craignoit de voir dépeupler son immense enceinte. Catherine, accoutumée à ne vouloir que des prestiges, à ne jamais avouer que la nature fût plus forte qu'elle, s'attachoit moins à faire cesser cette effrayante calamité, qu'à persuader que c'étoit une alarme vaine. Pour rassurer ses peuples, elle affectoit d'entretenir long-temps, et même d'admettre dans son intérieur, ceux qui arrivoient de Moscou. Quiconque auroit parlé de ce bruit désastreux comme d'un fait malheureusement trop vrai, l'auroit offensée. Il sembloit que, sous son règne, ce fléau blessât sa gloire, et lui fît craindre qu'il ne détruisît cette idée de bonheur et de protection divine, dont elle parloit toujours comme accompagnant ses entreprises, et qui faisoit tant d'impression sur des peuples superstitieux. Henri saisit cette occasion de flatter encore plus la foiblesse de l'impératrice : il dit qu'il ne pouvoit se résoudre à quitter la Russie sans voir cette ville, célèbre par elle-même, célèbre par le règne de Pierre le-Grand, et récemment embellie par sa souveraine; embellissement dont Catherine étoit d'autant plus jalouse, que, plus d'une fois, les habitans de Moscou lui avoient témoigné des

sentimens trop voisins de l'aversion. Il partit pour Moscou le 20 septembre 1770; il étoit de retour le 15 janvier suivant. Il se garda bien de parler du fléau qu'il y avoit remarqué. Catherine, secrètement instruite des ravages de la peste, ne savoit ce qu'elle devoit le plus admirer dans le prince Henri, ou du courage avec lequel il avoit été lui-même au-devant d'un danger, ou de l'adroite simplicité avec laquelle il évitoit de faire croire qu'il en eût trouvé un. Avec de tels moyens, Henri ne pouvoit manquer de réussir auprès d'elle; et Frédéric le secondoit, soit par sa correspondance secrète avec l'impératrice, soit par une espèce de coquetterie avec laquelle il cherchoit à lui plaire: il avoit fait rassembler à grands frais les morceaux d'ambre les plus précieux; il en fit faire un autel qu'il consacra à Catherine, et qu'il lui envoya. Cette apothéose n'eût été que ridicule de la part d'un autre; de la part de Frédéric-le-Grand, c'étoit une politesse dont il avoit honte lui-même, mais qui prouve combien il connoissoit la nouvelle divinité pour qui cet autel étoit dressé. Dans le même temps, il sut que les troupes Russes n'avoient point de canons pour attaquer la forteresse de Czenstokow, et, sans qu'il lui fût fait aucune demande, même indirecte, il fit conduire à l'armée Russe une nombreuse artillerie de siége.

Ce fut ainsi que Henri, ne paroissant occupé que de ses plaisirs, réussit dans les trois articles que Frédéric lui avoit confiés : il fit agréer à l'impératrice le mariage qu'il proposoit pour le grand-duc; il posa toutes les bases du traité d'alliance qui devoit,

à la fin de l'année, être renouvelé entre les deux couronnes ; et enfin, ce qui étoit le plus difficile, il détermina Catherine à confier à Frédéric les conditions auxquelles elle consentiroit à faire la paix avec la Porte : nous verrons, dans le Livre suivant, quelles étoient ces conditions. Elle ne craignit point de les faire connoître à Henri ; et ce prince eut besoin de toute son adresse pour ne pas témoigner combien elles déplairoient à Berlin ; mais il prévit dès-lors l'effet qu'elles y devoient produire : il jugea que l'humeur, la jalousie, la méfiance, ajouteroient encore aux difficultés que la paix présentoit déjà ; il s'attacha de plus en plus à la nécessité du démembrement, comme pouvant seul empêcher une guerre générale ; et, plein de son idée, il attendoit un instant favorable pour la laisser entrevoir à Catherine. Soit par hasard, soit à dessein, Catherine lui en fournit l'occasion. Elle parloit un jour, devant lui, de cette forteresse de Czenstokow, que ses troupes alloient attaquer avec les canons de la Prusse ; le bruit se répandoit que les Autrichiens s'étoient jetés dans ce poste, en assez grand nombre, et qu'ils paroissoient vouloir s'y établir : *il semble*, dit-elle en riant, *qu'en Pologne, il n'y a qu'à se baisser et en prendre*. Henri saisit ce mot *, et ne manqua pas de répondre sur le même ton. L'adroite Catherine ne suivit pas long-temps cette conversation ; mais elle en avoit dit assez pour donner à

* Ce que rapporte le roi de Prusse dans ses Mémoires, suppose bien que le premier mot fut dit par Catherine à Henri.

Henri lieu de croire qu'il éprouveroit peu de difficultés à faire adopter l'idée dont il étoit préoccupé.

Il faut convenir que, dans la singulière position où les trois puissances se trouvoient respectivement, c'étoit un moyen sûr de parvenir à une paix jusqu'alors regardée comme impossible. Après avoir si longtemps flatté la Russie, après l'avoir initiée dans les affaires de l'Europe, après avoir, depuis deux siècles, combattu avec des succès et avec des revers contre l'empire Ottoman, l'Autriche, par une suite d'intrigues et de combinaisons fausses, se voyoit obligée de craindre l'affoiblissement des Turcs et l'agrandissement indéfini des Russes. Frédéric avoit les mêmes craintes, malgré l'alliance onéreuse contractée avec la Russie, alliance accidentelle, et qu'il n'avoit formée que parce qu'il n'en avoit point d'autre : s'il ne pouvoit empêcher l'agrandissement de son alliée, il sentoit qu'il falloit que les trois puissances conservassent une égalité relative. « La Russie, dit-il dans ses Mémoires, pouvoit s'indemniser de ce que lui avoit coûté la guerre avec les Turcs; et au-lieu de la Valachie et de la Moldavie, qu'elle ne pouvoit posséder qu'après avoir remporté autant de victoires sur les Autrichiens que sur les Ottomans, elle n'avoit qu'à choisir une province de Pologne à sa bienséance, sans avoir de nouveaux risques à courir. On pouvoit assurer à l'impératrice-reine une province limitrophe de la Hongrie, et au roi ce morceau de la Prusse Polonoise qui sépare ses États de la Prusse royale. Par ce nivellement politique, la balance des

» pouvoirs entre les trois puissances demeuroit à-» peu-près la même. » Enfin, la Russie, épuisée par la guerre des Turcs, et même par les pertes journalières que ses armées éprouvoient contre les confédérés dans toute la Pologne, ne trouvoit pas sans doute, dans cet agrandissement, tout ce que son ambition auroit désiré; mais elle y trouvoit, avec un avantage certain, un moment de calme dont elle avoit un besoin urgent, et qui pouvoit compenser le danger d'agrandir la Prusse. Henri, plus à portée que personne de faire et de méditer toutes ces observations, espéroit bien se ménager un moment favorable pour rappeler la réponse qu'il avoit faite à la plaisanterie de Catherine, et, en attendant, cherchoit à sonder les intentions du ministère. Panin, ainsi que tous les ministres Russes, désiroit la paix, à laquelle les Orlof étoient très-opposés; il se flattoit de tirer parti du prince Henri pour engager Catherine à faire ou à accepter des propositions raisonnables. De plus, il étoit dans le cas de lui parler souvent, soit du mariage projeté pour le grand-duc, soit du renouvellement de l'alliance; mais, tant par indolence qu'à raison de son assiduité auprès du grand-duc, il se faisoit souvent remplacer par Saldern. Henri savoit l'empire que Saldern avoit sur Panin, et crut rencontrer en lui l'homme qui pouvoit lui préparer les voies. Dans les fréquentes conversations qu'ils eurent sur les propositions de paix, Henri mettoit en avant son peu d'expérience politique, surtout en négociations. Saldern, avec sa grossière pédanterie, sembloit toujours vouloir endoc-

triner le prince. Docile écolier, Henri le laissoit parler, ou, s'il présentoit quelques difficultés, c'étoit avec un air d'ignorance et de simplicité qui inspiroit à Saldern une grande confiance. Dans un de ces entretiens, après avoir épuisé tout ce que l'on pouvoit proposer pour parvenir à la paix, et trouvant des obstacles à tout, Henri finit par dire qu'il faudroit un projet tel qu'il pût détacher les Autrichiens des Turcs, et que les trois puissances y gagnassent. Saldern répondit : *fort bien, pourvu que ce ne soit pas aux dépens de la Pologne. Comme si*, ajoutoit Henri en faisant ce récit, *il y avoit eu en Europe un autre pays sur lequel on eût pu prendre des arrangemens pareils!*

On ne sait point comment Saldern rendit compte de cette conversation à Panin, dont, sur ce point, la façon de penser étoit très-prononcée. Ce ministre, instruit que les Czernitcheff avoient déjà eu des projets de démembrement, ou même de conquête, dans l'espoir de se faire en Pologne de grands établissemens, avoit, depuis long-temps, fait faire par Catherine une déclaration en faveur de l'intégrité de la république. Il s'est toujours opposé au partage; il l'a blâmé quand il a vu qu'il ne pouvoit l'empêcher; et l'impératrice, qui avoit cru acheter son approbation en lui donnant une terre en Pologne, fut bien étonnée quand il eut le courage de lui dire qu'il avoit distribué cette terre à ses commis. Mais, soit que Saldern eût fait connoître indirectement à Catherine la dernière phrase de Henri, soit qu'elle en eût été instruite par Panin, qui vouloit la prévenir contre cette disposition, soit

que les Czernitcheff, inquiets des visites fréquentes de Saldern, crussent que l'impératrice même pourroit leur servir à en démêler le vrai motif, cette princesse, causant avec Henri de la campagne qui alloit commencer, de la nécessité où elle disoit être de continuer la guerre, du subside que le roi de Prusse lui payoit, et des autres précautions coûteuses qu'il étoit obligé de prendre sur ses frontières, ajouta : « je » crains qu'il ne se lasse et ne m'abandonne, et je » voudrois, pour me l'assurer mieux, lui procurer » quelque avantage qui le dédommageât ». Henri répliqua que la chose étoit facile, qu'elle pouvoit lui céder quelque territoire, sur lequel il avoit des prétentions, et qui faciliteroit la communication de ses États. Catherine répondit adroitement qu'elle y consentiroit volontiers, pourvu que cela ne dérangeât pas l'équilibre de l'Europe *; et que pour elle, elle ne prendroit rien. Sans donner à ce désintéressement plus de confiance qu'il n'en méritoit, Henri informa son frère des deux conversations. La réponse de Frédéric fut que les Autrichiens ne verroient pas tranquillement cet arrangement; que cela amèneroit une guerre, qu'il vouloit surtout éviter, ou qu'il faudroit donc alors offrir aux Autrichiens ce qu'ils pouvoient avoir à prétendre du côté de la Hongrie.

Un fait, dont il parle dans ses Mémoires, devoit avoir influé sur cette réponse. Peu de temps aupara-

---

* Tout ceci fut redit et confirmé à Rulhière par M. de Kniphausen, que Frédéric avoit envoyé dans plusieurs cours, et qui jouissoit auprès de lui d'un grand crédit.

vant, le Grand-Frédéric venoit de faire une tentative timide, peu digne de lui, et qui prouve bien que, dans la confusion politique produite par tant d'intrigues, on cherchoit, même par de petits moyens, à sortir d'embarras. Ce monarque-auteur, qui, plus d'une fois, avoit fait répandre en Europe quelques-uns de ses écrits sous des noms supposés, emprunta cette fois le nom d'un de ces hommes à grands projets, qui, dans toutes les cours, assiégent les bureaux des ministres, et fatiguent les gens en crédit de leur délire ou de leur ignorance : un plan de pacification, dans lequel on donnoit à la Prusse quelque petite portion de la Pologne, parvint ainsi jusqu'à Pétersbourg; Catherine, qui voyoit alors, dans tous ses triomphes, la destruction de l'empire Ottoman et l'abaissement de la Pologne, étoit bien loin de prêter l'oreille à des plans de cession, et avoit traité cet écrit avec mépris. Frédéric avoit dissimulé, mais non pas oublié ce désagrément; et il pouvoit craindre qu'il n'y eût un piège caché sous l'apparente libéralité de Catherine.

Henri devoit rendre compte à cette princesse de la réponse de Frédéric; ce qui les conduisoit naturellement à traiter la question du démembrement. Cette question étoit déjà décidée dans l'esprit du prince. L'impératrice, retenue par l'opinion de Panin, étoit attirée par celle des Czernitcheff, par la crainte, comme elle l'a dit depuis, que Frédéric ne lui échappât et ne s'arrangeât avec l'Autriche, aux dépens des Polonois, pour lui dicter ensuite les conditions de la paix avec la Turquie. On s'accoutuma à regarder le

démembrement comme un moyen infaillible de pacification; et lorsque Henri, avant de retourner à Berlin, voulut avoir une proposition positive, il trouva Catherine bien disposée, et n'eut aucune peine à la décider: elle avoit voulu que cet objet important fût traité dans son conseil; Papin fut le seul qui se déclarât nettement pour la négative: les Czernitcheff, qui avoient provoqué l'envahissement de tant de provinces Polonoises, firent valoir l'avantage qu'on alloit en retirer; les autres, plus ou moins indécis, cherchoient à pénétrer l'opinion de Catherine, qui, accoutumée à faire par elle-même ce qu'elle vouloit se réserver, à ne laisser à ses ministres que l'expédition des ordres qu'elle leur donnoit, sépara le conseil sans dire le parti qu'elle avoit pris: elle n'en avoit peut-être point de bien arrêté, si ce n'est celui de voir ce que deviendroit ce projet, auquel elle jugeoit que Henri tenoit beaucoup, et qui devoit être, par lui, soumis à Frédéric.

Henri quitta Pétersbourg le 30 janvier 1771, et, le jour même de son arrivée, il rendit compte de sa mission. Frédéric, étonné, ne vit, dans les propositions de la Russie, qu'un piège qu'on lui tendoit: il reprocha amèrement à son frère de s'y être laissé prendre; et ce prince, voulant insister, Frédéric s'emporta, lui imposa silence, et lui dit avec dédain et dureté que c'étoit une idée chimérique, aussi dangereuse qu'extravagante. Henri se retira, justement piqué d'une telle réception; et lorsqu'il racontoit ce fait, il étoit aisé de voir qu'il en conservoit encore un vif ressentiment.

Telle fut la première impression que fit sur le

Grand-Frédéric la première proposition de ce partage, qui a terni sa gloire; il le regarda comme une association de brigandage, qui seroit entre les associés une source éternelle de guerre[1]. Le destin de cette malheureuse république de Pologne la condamnoit à être d'abord démembrée, puis détruite par ceux même qui avoient paru le plus éloignés de tout démembrement.

L'opposition, ou plutôt la colère de Frédéric, ne dura pas vingt-quatre heures; une nuit opéra un changement total. Tout occupé des récits que son frère lui avoit faits, il les repassa dans son esprit : les motifs négatifs disparurent; il ne vit plus que des motifs déterminans dans le projet dont il avoit été indigné; et le lendemain matin, lorsque son frère vint chez lui, il l'accueillit avec empressement, l'embrassa, parla avec éloge des propositions, et, comme il craignoit de se compromettre par de premières tentatives à Vienne, il voulut que Henri se chargeât de sonder le terrain.

Ce même jour, toute la cour, tous les ministres étrangers, vinrent féliciter ce prince sur son retour. Il profita de cette occasion pour recevoir seul, dans son cabinet, Van Swieten[2], ministre Autrichien. Dans une conversation très-courte, et qui ne paroissoit avoir pour but que le désir de s'entendre sur la paix de la

[1] Ce qui seroit immanquablement arrivé à la fin du dernier siècle, si les grands événemens qui eurent lieu alors n'eussent bouleversé toute la politique de l'Europe.

[2] Il avoit été envoyé à Berlin deux ou trois mois auparavant : il en sera parlé au Livre suivant.

Turquie, Henri lui dit que si la cour de Vienne vouloit être favorable à la Russie dans les négociations avec les Turcs, celle-ci consentiroit volontiers à ce qu'elle eût une extension de territoire considérable. Van Swieten demanda dans quel pays. Le prince, sans s'ouvrir davantage, lui répondit : *vous connoissez, ainsi que moi, ce que votre cour pourroit prendre, et ce qu'il est au pouvoir de la Prusse et de la Russie de lui céder.* Van Swieten, quoique jeune, avoit beaucoup de mesure et de dextérité ; il n'insista pas, se retira, en disant qu'il rendroit compte à sa cour, mais ne put se méprendre sur le pays où devoit se trouver l'avantage qu'on lui offroit.

Il est à observer que, dans ce même temps, la Prusse augmentoit tous les jours le nombre des troupes qu'elle avoit, soit sur les frontières de la Pologne, soit dans la Pologne même. L'Autriche lui fit demander expressément l'objet de cet appareil de guerre. Frédéric répondit que c'étoit pour secourir ses alliés, s'il y avoit lieu. La demande étoit au moins inutile ; la réponse fut insignifiante : elle dut arriver peu après les premières lettres de Van Swieten. Henri eut ordre de ne pas sortir avec lui des termes auxquels ils en étoient restés dans leur conversation, jusqu'à ce qu'on pût voir quelles seroient les dispositions de Vienne.

Vienne, à qui on ne faisoit pas une demande précise, gardoit le silence, et ne paroissoit pas désirer qu'il lui fût fait quelque ouverture plus intime. En rapprochant ce silence des mouvemens des troupes Autrichiennes en Pologne, Frédéric vit bien que les

offres qu'il feroit à l'Autriche n'éprouveroient aucune difficulté sérieuse; et nous verrons bientôt que, s'il différa de faire ces offres à la cour de Vienne, c'est qu'il vouloit auparavant que la Russie eût reconnu et approuvé la part que la Prusse devoit avoir.

Sur le compte rendu par Van Swieten, Kaunitz jugea qu'il étoit temps de se rapprocher de la Russie. C'étoit une satisfaction à donner à Frédéric, qui avoit désiré ce rapprochement; d'ailleurs, les négociations de paix exigeoient qu'il y eût un ministre Autrichien à Pétersbourg; il n'y en avoit pas, depuis le froid survenu entre les deux cours. Le prince de Lobkowitz fut chargé de cette mission, et partit vers la fin de mars*. Ses instructions annonçoient la méfiance avec laquelle on agissoit : il avoit ordre de n'être jamais le premier à entrer en matière, de prendre tout seulement *ad referendum*, de ne pas concerter ses démarches avec le ministre Prussien; attendu que, dans le cas même où la Prusse et l'Autriche pourroient s'entendre, elles ne vouloient pas que leurs ministres à Pétersbourg se communiquassent les négociations. Du reste, il ne lui fut pas dit un mot sur le démembrement, et il n'en eût aucun avis, ni même aucun indice de sa cour jusqu'en mars 1772.

Catherine témoigna la plus grande joie, quand elle sut que l'Autriche lui envoyoit un ministre. Il importoit à ses vues que cette puissance fît une démarche qui indiquât la réconciliation des deux cours. Elle annonça

* Le 10 avril 1771, il rencontra à Riga Alexis Orlof.

à son cercle l'arrivée de Lobkowitz, avec un art qu'elle seule possédoit, avec une satisfaction fière et majestueuse. A peine étoit-il descendu de voiture, que Czernitcheff vint lui faire une visite. De son côté, Frédéric, toujours frappé de la première idée que lui avoit inspirée le partage, voulut s'assurer des véritables intentions de Catherine. Il lui envoya le comte de Solms, avec ordre d'examiner s'il y avoit quelque fond à faire sur les propos de l'impératrice. A peine de Solms étoit-il parti, qu'une lettre de cette princesse vint dissiper les doutes du roi. Plus inquiète que jamais de son alliance avec lui, depuis qu'elle le voyoit opposé aux conditions qu'elle vouloit prescrire à la Turquie, sachant la jalousie secrète de ce prince contre son frère, jalousie qui pouvoit le prévenir contre ce que Henri avoit à lui dire, elle lui écrivit qu'elle ne demandoit pas mieux que d'exécuter tout ce qui avoit été dit entre elle et le prince Henri. Frédéric allégua la crainte que des actes de ce genre ne pussent se justifier aux yeux de l'Europe; la réponse de Catherine fut *qu'elle se chargeoit de tout le blâme* *.

C'étoit en effet le mot qu'elle avoit dit à Panin, lorsqu'il avoit voulu la détourner de cette œuvre d'ini-

* Deux ou trois ans après, dans des explications assez vives qu'il y eut entre elle et lui sur les extensions qu'il donnoit au démembrement, Frédéric lui reprocha d'avoir désiré le partage de la Pologne, et lui cita la lettre dans laquelle, répondant à la crainte qu'il lui témoignoit que ce partage ne pût se justifier aux yeux de l'Europe, elle lui mandoit qu'*elle se chargeoit de tout le blâme*. (Lettre de Sabatier, Pétersbourg, 11 février 1774). Ces aveux secrets, honteux pour les souverains qui se les font mutuellement, sont précieux pour l'historien qui les recueille.

quité. En vain Catherine insista pour vaincre la répugnance de son ministre; tout ce qu'elle put obtenir de lui, ce fut de ne point s'y opposer si l'affaire passoit au conseil. L'affaire y fut reportée une seconde fois, mais pour avoir une décision définitive. Les favoris étoient déjà décidés; plusieurs ministres le furent dès qu'ils virent que Catherine se livroit à l'idée d'étendre sans danger les limites de son empire; et le partage fut adopté.

Cette résolution fut annoncée à Solms, et présentée comme un moyen de donner au roi un dédommagement des subsides qu'il avoit payés à la Russie. Solms étoit un homme de peu de moyens; mais il étoit très-bien accueilli de Panin : il entroit chez lui à toute heure; et ce ministre, qui avoit ordre de faire beaucoup d'avances envers la Prusse, en étoit au point de montrer quelquefois à Solms les dépêches Russes. Ce fut par lui que Solms reçut la communication de ce qui venoit d'être arrêté.

Mais en-même-temps, Panin lui dit qu'il avoit ordre exprès d'exiger que le roi sondât les sentimens de la cour de Vienne sur ce partage *. Catherine ne vouloit pas faire la première proposition à une puissance,

* Dans une grande partie de ce récit, nous avons suivi, et même souvent copié, les Mémoires de Frédéric, toutes les fois que nous les avons trouvés d'accord avec les notes et les lettres recueillies avec tant de soin par Rulhière, et sur lesquelles nous avons travaillé. On sera peut-être surpris que cet accord ne se trouve pas toujours; mais (et c'est une observation que Rulhière avoit faite et que nous avons eu occasion de vérifier), il y a dans ces Mémoires plusieurs inexactitudes, surtout pour les dates : par exemple, ils indiquent qu'Obrekof ne fut mis en liberté qu'après que Catherine eût cédé

avec laquelle, d'un moment à l'autre, elle pouvoit être en guerre; et si Frédéric eût conservé les impressions que lui laissa la première conversation qu'il eut avec son frère, les deux cours de Pétersbourg et de Berlin seroient restées long-temps en présence de la cour de Vienne sans dire le premier mot; tandis que celle-ci avoit, comme nous venons de le voir, enjoint à son ministre de se borner à écouter. Mais Frédéric avoit dès-lors cherché à faire réussir ce même projet qu'il avoit combattu; il se chargea volontiers de faire une ouverture verbale, que la Russie ne vouloit point encore prendre sur elle. Pour cela, il s'adressa directement à Van Swieten; et, instruit que les troupes Autrichiennes gagnoient tous les jours du terrain en Pologne, il lui dit : « je suppose que l'intention de vos maîtres » est de s'agrandir sur les frontières de Pologne; c'est » aussi la mienne. D'ailleurs, il faut enfin mettre *le* » *hola* entre ces malheureux Polonois qui s'égor- » gent, et je vous charge de proposer à vos maîtres de » former là-dessus un concert entre nous. » Le roi l'assura que la Russie ne témoigneroit aucun mécontentement de ce que les Autrichiens avoient pris possession de Zips; que lui-même, pour donner à

---

vis-à-vis de l'Autriche pour la Moldavie et la Valachie. Catherine n'abandonna ses prétentions sur ces deux provinces qu'à la fin de 1771, d'après les instances réitérées de la Prusse; et, dès le 19 mai, elle savoit l'élargissement de son ministre. La sagesse d'un historien doit toujours être en garde contre tous ces Mémoires, attribués à un homme célèbre. Un rédacteur négligent, ou, ce qui est pire encore, un éditeur avide, compile indifféremment tout ce qu'il trouve, y ajoute ce qu'il a rêvé, et trop souvent obtient de la curiosité publique un grand succès, c'est-à-dire, un grand débit.

LL. MM. II. des preuves de son amitié, leur conseilloit de s'étendre dans cette partie de la Pologne; ce qu'elles pourroient faire avec d'autant moins de risque, que leur exemple seroit suivi.

Cette confidence avoit un certain air de cordialité; mais en-même-temps elle annonçoit que des arrangemens antérieurs avoient été pris à Pétersbourg. D'ailleurs, lorsque la nouvelle en arriva à Vienne, Kaunitz étoit très-occupé du projet qu'il étoit au moment de mettre à exécution : il croyoit trouver, dans une alliance avec les Turcs, plus d'avantages qu'avec la Russie. Les idées politiques de ce ministre célèbre étoient foncièrement justes, quand il ne se laissoit pas dominer par sa haine contre la France. Il connoissoit à fond la Russie; il savoit bien que, si elle disposoit à son gré de la Pologne, elle pourroit troubler l'Europe; que, si elle prenoit sur les Turcs quelques provinces limitrophes de la Hongrie et de la Transilvanie, c'étoit un voisinage inquiétant pour l'Autriche. Pour éviter ce double danger, Thugut, internonce à Constantinople, où il avoit remplacé Brognard, travailloit à un traité. La plupart des conditions étoient déjà convenues, et il n'y avoit plus de difficulté que sur les subsides. L'Autriche demandoit une somme très-forte, et vouloit qu'une partie fût payée d'avance : ce fut là-dessus que Kaunitz régla sa réponse, dont il eut soin de donner connoissance à la Porte, pour en obtenir davantage. Van Swieten eut ordre de répondre, sans chercher aucun adoucissement, que si la cour de Vienne avoit fait occuper quelque parcelle de la Po-

logne sur les confins de la Hongrie, ce n'étoit pas à dessein de les garder, mais uniquement pour obtenir justice sur quelques sommes dues par la république; qu'elle n'avoit pas imaginé qu'un objet de si peu de valeur dût faire naître l'idée d'un plan de démembrement, dont l'exécution seroit hérissée de difficultés insurmontables, qui ne serviroient qu'à rendre la situation de l'Europe encore plus critique qu'elle ne l'étoit; qu'elle ne pouvoit que déconseiller à S. M. Prussienne de pareilles mesures; qu'au reste elle étoit prête à faire retirer ses troupes des districts occupés par elles, si les autres puissances en vouloient faire autant; que même, dès que la république de Pologne seroit dans une jouissance paisible de ses droits et de son indépendance, l'intention de l'impératrice-reine étoit d'évacuer les provinces sur lesquelles la Hongrie réclamoit des droits anciens, pour ne faire valoir ses prétentions que de cour à cour.

Cette partie de la réponse sur l'évacuation des territoires militairement occupés, étoit un reproche (tacite, mais direct) fait à Catherine, qui avoit en Pologne de nombreux corps d'armée, et au roi, qui y faisoit marcher continuellement des troupes, outre le cordon tiré depuis le pays de Crossen, jusqu'au-delà de la Vistule, sous prétexte de se précautionner contre la peste.

Frédéric ne fut point la dupe du ton de sécheresse et d'indifférence qui régnoit dans cette réponse, et que Kaunitz affecta aussi de prendre à Vienne, en parlant dans le même sens au ministre Prussien. Il étoit évident

que, si l'Autriche n'avoit pas eu l'arrière-pensée de prendre sa part dans le démembrement, elle auroit profité de l'ouverture faite à Van Swieten, pour se plaindre des progrès que faisoient, en Pologne, les troupes Prussiennes. Frédéric sentit qu'il étoit dérisoire de dire que, pour la sûreté de quelques créances, on avoit fait occuper des districts entiers, lorsqu'en-même-temps on administroit ces districts, comme ayant sur eux une antique souveraineté, et surtout lorsqu'on publioit des pièces, vraies ou fausses, pour justifier cette souveraineté renouvelée. La réponse de Vienne, toute improbative qu'elle paroissoit être, ne fut point regardée par lui comme un refus; il prévit qu'en supposant que cette réponse contînt les vrais sentimens de Marie-Thérèse, ceux de son ministre l'emporteroient, dès que la Russie et la Prusse seroient d'accord; que l'Autriche aimeroit mieux prendre part au partage, que de s'exposer au hasard d'une guerre contre deux fortes puissances, parce que le seul allié qu'elle eût étoit la France, dont elle ne pouvoit alors espérer aucun secours. Mais, en se déterminant à suivre avec persévérance une affaire aussi majeure, il ne voulut pas faire, pour le moment, de nouvelles ouvertures au cabinet de Vienne; il aima mieux le laisser à ses réflexions, et observa le plus grand silence sur l'importante confidence qui lui avoit été faite, bien résolu de ne faire une seconde tentative, que lorsqu'un traité préliminaire entre Catherine et lui, auroit fixé leurs prétentions respectives dans ce partage.

Nous prions le lecteur d'observer que cette conduite de Frédéric étoit tracée par la plus profonde politique. Une seconde tentative de sa part, après la manière dont on avoit accueilli la première, étoit peu digne de lui, et n'eût évidemment produit aucun effet. Kaunitz, retranché derrière les principes d'équité dont il affectoit de s'entourer, vouloit, à l'abri de ce rempart factice, tirer de la Porte Ottomane le plus d'argent qu'il pourroit; mais il étoit homme à faire marcher de front, quand il en seroit temps, deux traités si opposés, sauf à en sacrifier un lorsque son intérêt l'exigeroit. Solms fut alors chargé de faire savoir à Pétersbourg que les ouvertures du partage avoient été faites à Vienne, et que, quoique Kaunitz n'eût pas fait une réponse satisfaisante, on pouvoit néanmoins être sûr qu'il donneroit son consentement, aussitôt que les autres puissances seroient convenues de leurs intérêts réciproques.

Ces intérêts étoient donc ce qu'avant tout il falloit régler. Solms faisoit tout ce qui dépendoit de lui pour accélérer la conclusion d'un préalable indispensable; il ne se lassoit pas de répéter qu'il n'y avoit pas un moment à perdre. A la lenteur habituelle avec laquelle les affaires se traitoient alors en Russie, se joignit encore le dégoût de Panin pour préparer une opération qu'il avoit toujours désapprouvée. Catherine elle-même, peu empressée de démembrer la Pologne, si elle ne profitoit pas seule du démembrement, toléroit avec complaisance des retards qui lui laissoient le temps de remporter de nouveaux avantages sur les

Turcs, et pendant lesquels Frédéric occupoit par provision une grande partie de ce qui pouvoit lui être cédé. Ainsi pourvu d'avance, ce prince n'avoit encore, à-la-vérité, qu'une possession précaire, mais qui jusque là lui avoit évité la guerre qu'il craignoit plus que tout. Les difficultés qui paroissoient inévitables, pouvoient encore se prolonger; elles furent terminées par le fait même de la cour de Vienne. Les trois puissances s'occupoient alors des conditions de paix avec la Turquie. L'Autriche vouloit en établir les bases principales, avant d'accorder sa médiation: elle arrêtoit constamment la Russie sur ses excessives prétentions, et sembloit, malgré le ton affectueux de ses notes officielles, décidée à ne pas se départir des propositions dont elle avoit offert de se charger; cette fermeté déconcerta enfin les deux autres cours, et elle donna lieu de réfléchir sur les énormes préparatifs qu'on faisoit à l'armée de Hongrie: quelques personnes, qui avoient été attachées à Obrekof, donnèrent en même-temps avis que Thugut négocioit un traité à Constantinople. Le même avis fut envoyé par Frédéric *, qui communiquoit avec soin toutes les notes propres à éclairer la marche de Kaunitz. On sentit à Pétersbourg la nécessité de suivre celle que Frédéric indiquoit, et de s'accorder avec lui, afin de pouvoir faire ensuite, des deux côtés, les mêmes offres à la cour de Vienne. Catherine, qui ne craignoit rien tant que de voir son

* Suivant ses Mémoires, il communiqua cet avis dans le courant de mai 1771.

allié lui échapper, notifia fermement à Panin qu'il falloit assurer à la Prusse de grands avantages : ce ministre, le plus grand et, peut-être, le seul ennemi du partage, fut obligé de déclarer à Solms qu'il étoit prêt à conférer avec lui pour en dresser le plan.

C'est ici qu'on peut voir quelle suite Frédéric mettoit dans les affaires, et quel intérêt il attachoit à celle qui se traitoit en ce moment. Solms avoit été choisi et envoyé par lui. En rendant justice à son attachement pour sa pesonne, ainsi qu'à son zèle pour le bien de la monarchie Prussienne, Frédéric sentit que Solms, dont Panin avoit capté toute la confiance, seroit facilement trompé ou subjugué par ce ministre dans une affaire que ce ministre désapprouvoit : il voulut avoir quelqu'un auprès de ceux qui tenoient au partage, parce qu'ils s'en regardoient comme les premiers auteurs; un émissaire secret, qui avoit été attaché à l'ambassade à Stockholm, fut envoyé aux Czernitcheff, et mis par eux à portée de reconnoître les retards ou les lenteurs de Solms.

Ainsi préparée et soutenue, la négociation pouvoit devenir prompte et facile entre les deux puissances. En effet, un plan fut bientôt dressé et envoyé à Solms : le roi donnoit carte blanche à la Russie* pour choisir en Pologne ce qui seroit à sa convenance; on laissoit aux Autrichiens la liberté d'en faire autant; pour lui, il indiquoit les pays dont il devoit s'emparer, mais de manière à pouvoir y comprendre

* Le 24 juin 1771.

Thorn et Dantzick, sans cependant les englober nominativement. Les premières difficultés entre Berlin et Pétersbourg ne roulèrent jamais que sur ces deux points. Catherine sentoit les énormes avantages que ces deux villes donneroient à la Prusse; mais le besoin qu'elle croyoit avoir de son alliance, affoiblissoit son opposition[1]. Panin, déjà éloigné de toute idée de démembrement, soutenoit qu'on ne pouvoit céder sur deux points si majeurs; que le roi de Prusse finiroit par se contenter d'être maître de toutes les communications de ces villes et de pouvoir mettre à leur commerce telles entraves[2] qu'il jugeroit à propos; et que la gêne qu'elles éprouveroient alors, pouvoit même tourner à l'avantage du commerce de la Russie. Après quelques efforts infructueux, Frédéric jugea que jamais il ne vaincroit l'opposition de Pétersbourg;

---

[1] A la même époque, on mandoit de Dresde : *le plus grand obstacle vient d'être levé, par l'acquiescement du roi au projet de faire de Dantzick une république indépendante.* Catherine, qui connoissoit parfaitement toute l'importance de Dantzick, ne se dissimuloit certainement pas que cette prétendue indépendance étoit comme celle qu'elle exigeoit de Constantinople pour deux provinces Européennes et pour la Crimée. Mais elle vouloit à tout prix s'attacher Frédéric; et sur ce point, ainsi que sur le démembrement, elle cédoit malgré elle à un motif prédominant, mais avec une parfaite connoissance de tous les dangers auxquels elle s'exposoit; et il faut convenir que pour elle, étant en guerre avec la Turquie et la Pologne, menacée par l'Autriche, le plus grand danger *présent* étoit de se brouiller avec la Prusse.

[2] *Lettre de Sabatier.* Pétersbourg, 13 mars 1772.

« J'apprends par une voie sûre que cette cour est très-résolue à » empêcher le roi de Prusse de s'emparer de Dantzick et de son » port, mais non à s'opposer à tout ce que ce prince entreprendra » pour gêner le commerce de cette place ».

qu'en insistant davantage, il donneroit à Panin plus de moyens pour faire rompre un projet qu'il avoit toujours combattu; et que, pendant ce temps, les négociations pour la paix étant suspendues, il pouvoit se trouver entraîné dans la guerre, si l'Autriche prenoit enfin le parti des Turcs [1].

Pétersbourg envoya un contre-projet dans lequel ses acquisitions étoient doubles de celles de la Prusse. Frédéric ne pouvoit plus se plaindre, puisqu'il avoit donné carte blanche; mais les autres conditions que Catherine demandoit, étoient plus inquiétantes pour lui, et ce fut sur elles que portèrent les secondes difficultés. L'impératrice vouloit, en cas d'attaque de la part de l'Autriche, que la Prusse employât toutes ses forces pour la défendre; tandis que, si la Prusse étoit attaquée, elle ne seroit obligée de la défendre qu'après avoir fini la guerre des Turcs. Frédéric se renfermoit dans le traité de 1764, et objectoit avec raison que tout ce qu'on pouvoit exiger de lui, c'étoit de l'exécuter; ce qu'il avoit déjà fait, et ce qu'il étoit prêt à faire encore [2].

Kaunitz, pendant ces discussions, dont peut-être il étoit instruit, continuoit de faire occuper, par les

[1] Le rapprochement des dates prouve combien ce motif influoit sur lui. Dans le mois de mai 1771, il reçoit avis du traité que Thugut négocioit à Constantinople; il en informe Pétersbourg. Panin est obligé de dire à Solms qu'il est près de s'entendre avec lui; et, dès le mois suivant, Solms reçoit de Berlin le projet de partage.

[2] La demande de la Russie étoit déraisonnable, et je serois tenté de croire que Panin ne la mit en avant que pour gagner du temps, toujours dans l'espoir d'éloigner et peut-être d'empêcher un arrangement condamné par sa politique.

troupes Autrichiennes, les provinces dont elles s'étoient emparées, mais sans revenir sur le premier mot dit à Van Swieten par Frédéric, et sans rien se permettre qui indiquât le désir d'être admis dans les intérêts qui se traitoient entre Berlin et Pétersbourg. Frédéric revint à la charge avec Van Swieten ; celui-ci en rendit compte à Vienne ; et c'est ici qu'il seroit curieux de savoir comment Kaunitz annonça à Marie-Thérèse qu'elle pouvoit, peut-être même qu'elle devoit s'agrandir en Pologne. Les principes de cette grande souveraine sembloient trop opposés à une pareille proposition. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'aux premières offres positives que fit le roi de Prusse, la cour de Vienne répondit vaguement par l'annonce d'un envahissement si étendu, qu'elle paroissoit chercher un refus : au moins, a-t-elle dit depuis que c'étoit alors son espérance, et que cette annonce fut faite au ministre Prussien avec une sorte de confusion; celui-ci, qui avoit ordre de lier la partie, n'importe comment, répondit sans hésiter : *prenez ce qui vous arrange* ; ce mot disoit tout. Il étoit clair qu'une première convention étoit déjà au moment d'être faite ; et la cour de Vienne, ainsi engagée par ses propres demandes, devoit ou la signer quand on la lui présenteroit, ou prendre un parti décisif en faveur des Polonois et des Turcs. Kaunitz ne vouloit pas se déclarer ouvertement pour eux; il ne fit jamais aux Polonois aucune promesse positive, même pendant le ministère de Choiseul, qui ne cessoit de le lui demander : à peine leur accorda-t-il la permission d'acheter quelques

armes ou munitions. Il faisoit aux Turcs des promesses solennelles dans le traité dont nous parlerons plus bas ; mais il étoit bien déterminé à ne pas les tenir. Néanmoins, il ne fit aucune réponse au mot énergique qui lui avoit été dit, parce que, ne se dissimulant pas qu'on pouvoit lui opposer sa première annonce comme un engagement qu'il avoit pris, il vouloit lier la cour de Russie, en la forçant de faire à celle de Vienne la demande expresse du démembrement. Frédéric pressoit en vain Pétersbourg pour que cette demande fût faite; Catherine différoit toujours, dans la crainte que cette démarche ne l'obligeât à céder sur l'indépendance des deux provinces Turques, contre laquelle l'Autriche s'étoit si fortement déclarée : enfin l'enlèvement du roi de Pologne, les ravages que la peste faisoit en Russie, surtout à Moscou, et les craintes que lui inspiroient les progrès d'un aventurier[1] devenu redoutable, la déterminèrent à se faire auprès de l'Autriche un mérite de lui sacrifier l'indépendance de la Moldavie et de la Valachie.

Le même courrier porta à Vienne l'abandon de cette indépendance, et l'offre de traiter d'accord sur le démembrement[2]. L'arrivée de ce courrier fit, dans cette capitale, une sensation extraordinaire, dont les ministres étrangers rendirent compte à leurs cours[3].

Kaunitz laissa vraisemblablement entrevoir qu'il avoit obtenu ce qu'il demandoit pour la tranquillité

[1] Pugatschef. Il en sera parlé au IV.e Livre.
[2] En décembre 1771.
[3] Lettre du 7 janvier 1772.

de la monarchie Autrichienne; mais il observa le plus grand secret sur l'offre du démembrement, et instruisit directement Panin que LL. MM. II. consentoient à traiter. Ce fut alors que les deux cours de Pétersbourg et de Berlin, voyant que l'Autriche accéderoit certainement au démembrement, terminèrent entre elles l'arrangement particulier qui se négocioit depuis près d'un an : il fut signé au mois de février 1772.

L'acceptation de l'Autriche n'étoit encore qu'une acceptation générale, sans aucune désignation ultérieure; c'étoit un simple consentement de traiter, qui établissoit bien entre les trois cours le principe du démembrement, mais qui n'en indiquoit point la démarcation. Quoique celle-ci fût beaucoup moins intéressante que le principe en lui-même, elle éprouva beaucoup de difficultés. Nous verrons, dans un instant, qu'il s'en éleva même entre la Prusse et la Russie. Cela indiquoit le peu de confiance que chacun mettoit réciproquement dans cette spoliation, et combien il eût été facile aux autres puissances de l'empêcher; une déclaration formelle de leur part auroit arrêté ces projets. Kaunitz a toujours dit qu'il n'avoit cessé de demander à la France de faire cette déclaration, qui eût suffi pour que Frédéric ne suivît pas ses prétentions : Choiseul y auroit été très-disposé; mais il vouloit avec raison ne la faire, que lorsque les cours de Vienne et de Versailles se seroient alliées avec la Porte; condition dont la sagesse et la nécessité furent bien prouvées par la conduite de Kaunitz. D'Aiguillon,

non-seulement refusa toute déclaration, mais fit même une démarche absolument opposée. Il est très-vraisemblable que, pour plaire à la favorite, qui vouloit ne point troubler le repos de Louis XV, d'Aiguillon fit entendre à la Prusse * que la France la verroit avec indifférence s'agrandir en Pologne. Kaunitz ne manqua pas d'en être informé, parce que Frédéric, suivant ce qu'il avoit promis à Neustadt, l'instruisoit de toutes les insinuations qui lui venoient de Versailles; il s'en plaignit au résident François, en le chargeant de le mander à sa cour : d'Aiguillon dut voir avec confusion où le conduisoit la fausse route qu'il avoit prise; et néanmoins il continua à la suivre.

Toutes les cours cependant avoient pu, depuis long-temps, concevoir les plus justes soupçons, outre ceux qu'avoit dû leur donner plus récemment l'occupation du territoire Polonois par des troupes Russes, Prussiennes et Autrichiennes. Au premier moment où Frédéric avoit commencé à négocier à Pétersbourg, sur l'ouverture faite au prince Henri, il avoit répété plusieurs fois qu'il regardoit la paix comme immanquable; il avoit appuyé avec assurance sur cette assertion dans son intérieur, où, quelquefois, dans une conversation vive et gaie, il se permettoit des momens de confiance. Cette assertion étoit au moins prématurée, puisque, dans le courant de 1771,

* Mercy avoit demandé à d'Aiguillon, non des secours réels, mais un langage ferme qui pût en imposer au roi de Prusse. D'Aiguillon, au-lieu de tenir ce langage, avoit confié cette demande à Sandoz; et Frédéric, instruit par celui-ci, en avoit informé la cour de Vienne. — Rulhière tenoit ce détail de Vergennes lui-même.

il avoit eu des inquiétudes réelles sur la nécessité d'entrer en guerre avec l'Autriche : mais elle avoit été reportée dans tous les cabinets, par la surveillance diplomatique ; et il étoit difficile de lui trouver un autre motif qu'un projet de démembrement, puisque rien n'annonçoit la cessation des hostilités : elle fut ainsi interprétée à Berlin par plusieurs ministres étrangers ; celui de France en avertit sa cour ; lui-même avoit été éclairé par le ministre de Suède, et par un Prussien employé dans l'administration. Dans une dépêche envoyée à Versailles, au mois d'avril 1772, il rapporte les paroles mêmes que lui a adressées le ministre Suédois, *avec l'air d'assurance qui suppose qu'on est bien instruit :* « Tout est déjà » fini, je puis vous le certifier ; le roi de Prusse a tout » arrangé : la paix sera signée avant quatre mois ; la » Pologne sera victime de tout : c'est vous en dire » assez ».

Dans une dépêche postérieure de quelques jours, il dit : *M. le comte S...... m'a chargé avec le plus vif intérêt de vous marquer que le moment devenoit très-sérieux ; il n'a pu s'expliquer nettement à cet égard.... il m'a paru persuadé des arrangemens secrets pris au détriment de la Pologne... Il est certain que ses propos et celui du ministre Suédois se rapportent parfaitement......... le roi assure que la paix sera faite dans deux mois.*

Tous ces avis étoient exacts ; on ne se trompoit que sur l'époque de la paix, que l'on regardoit comme très-prochaine, parce qu'on ne prévoyoit pas les

difficultés qui s'élevèrent entre les trois puissances, tant pour la médiation de la paix, que pour régler le démembrement. Les retards que ces difficultés mirent, pendant plus de dix-huit mois, à la signature de cet acte, déroutèrent ceux qui croyoient en avoir pénétré le mystère : ne voyant rien s'effectuer, ils durent penser, ou qu'ils s'étoient trompés, ou que tout étoit rompu. Cette opinion devoit s'accréditer d'autant plus à Versailles, qu'elle favorisoit le système secret de Louis XV, d'éviter la guerre, et que le successeur de Choiseul avoit pour principe de ne suivre que le moins possible les vues de ce ministre.

Trois autres circonstances vinrent encore fortifier cette opinion, et firent oublier les avis donnés à temps, par des agens adroits et actifs.

Au commencement de l'automne de 1771, les troupes Prussiennes s'étoient multipliées et étendues en Pologne, en-même-temps que de grands envois d'armes et de munitions se faisoient en Silésie. L'Autriche, qui venoit de signer son traité avec la Turquie, craignoit que ce traité, connu à Berlin, ne fût le vrai motif de toutes les mesures hostiles que Frédéric sembloit prendre contre elle. Le résident François manda, de Vienne [1], que le ministre Prussien s'en étoit expliqué avec Kaunitz, à qui il avoit dit qu'il ne doutoit pas que le roi ne rappelât ses troupes, si elles donnoient de l'ombrage à la cour d'Autriche. En effet, deux jours après [2], ce ministre déclara posi-

[1] 6 novembre 1771.

[2] Lettre du même, 9 novembre 1771.

tivement que, sous un très-court délai, on retireroit les troupes Prussiennes, qui n'étoient entrées en Pologne que sur la demande de la Russie; et dans le même temps [1], Van Swieten annonçoit la même chose au ministre François, en sortant d'une audience secrète que le roi, quoique malade, lui avoit donnée: cette inquiétude réciproque sembloit exclure un projet qui supposoit une entière intelligence.

Depuis que les cours de Pétersbourg et de Berlin étoient enfin parvenues à signer un arrangement particulier entre elles [2], des difficultés fréquentes s'élevoient entre leurs troupes. Le fougueux Saldern avoit envoyé son secrétaire au général Belling, dont nous aurons occasion de voir la conduite; et celui-ci, pour toute réponse, l'avoit congédié avec les plus violentes menaces [3]. Postérieurement encore, le roi de Prusse, venant à Marienwerder pour y faire des actes de souveraineté [4], avoit borné son voyage à une simple revue, sans effectuer aucune prise de possession;

---

[1] 12 novembre 1771.

[2] Février 1772.

[3] 14 avril 1772. De Thorn, on écrivoit à Versailles : *la Russie ne semble pas d'accord de tout ceci avec le roi de Prusse. Le secrétaire de Saldern, envoyé au général Belling, a été très-mal reçu de celui-ci, qui l'a menacé de le faire jeter par la fenêtre.*

[4] *Lettre du ministre de France.* Dresde, 26 juin 1772.

« Le roi de Prusse a reçu à Marienwerder des nouvelles qui lui » ont fait suspendre quelques formalités nécessaires à une prise de » possession. On conjecture que ces nouvelles lui ont été données » par le courrier expédié il y a quelques jours de Vienne à Péters- » bourg, et que l'on sait avoir passé à Marienwerder, où il l'a retenu » quatre heures. Des avis de Pétersbourg supposent toujours que

et Versailles étoit disposé à voir, dans cette course insignifiante, la rupture des projets qui avoient pu être proposés [1].

Enfin, Kaunitz trompoit non-seulement la France, comme nous le verrons dans un moment, mais il garda, pendant plus d'un an, le plus grand secret avec Lobkowitz lui-même, jusqu'au mois de mai 1772 [2]. Ce ministre ne connut que la négociation relative à la paix de la Turquie; celle du démembrement lui fut soustraite : elle se traitoit directement [3] entre Kaunitz et Catherine, soit que Kaunitz eût voulu conduire seul cette importante affaire, soit qu'il craignît que Lobkowitz ne se laissât pénétrer par le résident François, dont on connoissoit l'adresse et l'activité.

» la Russie n'entre que malgré elle dans les plans de Vienne et de » Berlin ».

Au mois d'avril précédent, il avoit été tenu à Marienwerder une assemblée, où l'on avoit résolu de traiter ce pays comme appartenant en toute souveraineté au roi de Prusse, en vertu de droits établis par d'anciennes conventions entre ses auteurs et la Pologne.

[1] *Lettre de........* Versailles, 28 juin 1772.

« Le voyage du roi de Prusse à Marienwerder sembloit devoir » être le signal de l'exécution des vues communes ou particulières » des trois cours; et son retour à Berlin sans avoir effectué ses » prises de possession, autorise la conjecture qui se répand, que les » mesures ont été découvertes par un incident dont on ignore encore » la nature ».

[2] Encore ne connut-il que les pièces officielles qui passoient par ses mains. (*Voyez* les trois dernières notes du second Livre.)

[3] *Lettre de Sabatier.* Pétersbourg, 13 mars 1772.

« Depuis quelque temps il arrive chaque semaine des lettres de » Vienne, contre-signées Kaunitz, adressées directement à l'impé-

En effet, Sabatier à Pétersbourg et Durand à Vienne, cherchoient à vérifier leurs pressentimens sur la Pologne, mais sans pouvoir se procurer aucun éclaircissement.

Durand revint plusieurs fois à la charge auprès de Kaunitz, dont les réponses étoient bien propres à le jeter dans l'erreur. *Nous ne pouvons supposer*[1], lui disoit-il, *que Catherine veuille travailler à l'agrandissement de la Prusse. Les engagemens que le roi nous a formellement déclarés, ne tombent que sur la composition des troubles de la république, et sur la garantie du trône de Pologne au présent possesseur. S'il y a de nouveaux articles secrets, je les ignore*[2].

Au bout de quelques jours, Durand insista encore, d'après la conduite que tenoient, en Pologne, les agens civils et militaires de la Prusse. Kaunitz répondit toujours dans le même sens, et rejeta l'idée d'un démembrement, comme devant entraîner une guerre générale en Europe[3]; et, lorsqu'au moment

---

» ratrice, et qui lui sont remises directement de la main à la » main ».

[1] Lettre de Vienne, 26 octobre 1771.

[2] Il n'ignoroit pas alors les ouvertures faites à Van Swieten.

[3] *Lettre de Durand.* Vienne, 6 novembre 1771.

« Je parlai à M. de Kaunitz de la conduite du roi de Prusse en » Pologne, et je témoignai de l'empressement à savoir de quel œil » elle étoit envisagée par Leurs Majestés impériales. Le roi, me » répondit-il, a fait venir Van Swieten, et lui a insinué qu'il n'avoit » pu résister aux instances de la Russie, qui exigeoit de lui la garde » de ses magasins établis à Posen. Mais, répliquai-je, il s'avance » en Pologne avec du canon, sous prétexte d'un achat de chevaux

de donner son consentement au partage, il laissa entrevoir à Durand que quelque chose se traitoit entre Pétersbourg et Berlin, ce fut en présentant toujours comme impossible le projet, auquel cependant il alloit accéder *. Lobkowitz parloit dans le même sens à Sabatier, mais avec cette différence qu'il ne maintenoit Sabatier dans l'erreur, que parce qu'il y étoit lui-même : il ne dissimuloit pas les prétentions *légitimes* et *avouées* de sa cour sur le comté de Zips et sur Sandecz; mais il les donnoit comme absolument indépendantes d'une association à laquelle il ne pouvoit croire. Sabatier partageoit si bien son opinion sur ce point, que, malgré l'avis très-prompt

» qui n'exige certainement pas cette précaution; il fait même un » dénombrement dans la Prusse Polonoise, et demande une déclaration des subsistances que les habitans peuvent avoir. Qui peut » se défendre de soupçonner des engagemens nouveaux avec la » Russie? Ce n'est que d'hier, reprit-il, que nous avons appris ces » détails. Nous ne pouvons supposer que la Russie consente à l'agrandissement d'un prince que, jusqu'à présent, elle a cherché à » écarter des affaires de Pologne, ni qu'elle s'occupe d'un démembrement qui entraîneroit une guerre générale en Europe ».

Cette lettre, qui n'a précédé que de deux mois le consentement donné par l'Autriche au partage, prouve jusqu'à l'évidence avec quelle suite Kaunitz trompoit la France, et écartoit les soupçons trop fondés dont elle lui faisoit part.

* *Lettre de Durand.* Vienne, 14 décembre 1771.

« M. de Kaunitz paroît ne trouver aucune solidité dans les négociations de la Prusse à la Porte; mais il observe sa conduite en » Pologne, *et commence à prendre de l'ombrage*. (Vienne envoya » son adhésion le mois suivant.) Une seule chose tempère son inquiétude; c'est qu'il ne se figure pas que la Russie puisse seconder » les vues ambitieuses d'un monarque que l'acquisition de Dantzick » et de la Prusse Polonoise rendroit bientôt rival de son commerce » et de sa puissance ».

qu'il eut de la convention signée, au mois de février 1772, entre Pétersbourg et Berlin, il la révoquoit encore en doute, surtout depuis que, pressé par lui, Lobkowitz lui eût assuré qu'il ne la savoit pas, et ne la croyoit pas.

Le ministre Autrichien, et Selder son secrétaire, ignoroient donc absolument ce qui se tramoit. Solms, toujours impénétrable avec eux, évitoit tout ce qui pouvoit avoir trait à une explication, mais étoit perpétuellement en conférence avec Panin, et, quelques instances que fissent auprès de lui les agens de France et d'Angleterre, nioit constamment tout projet de partage. Étoit-ce par répugnance de parler d'une chose à laquelle il étoit fortement opposé?...... Étoit-ce dans l'espérance que le plan ne s'exécuteroit pas?

Quoi qu'il en soit, la correspondance de Sabatier prouve évidemment que Lobkowitz ne fut instruit que vers la fin de mai 1772, mais qu'en lui révélant ce qui jusque-là avoit été un mystère pour lui, Kaunitz lui défendit expressément de faire aucune confidence à la France. Sabatier s'aperçut bientôt du changement qui se fit en lui : il en rendit compte à Versailles; et la peine que Lobkowitz eut à lui avouer ce changement, dont il ne pouvoit lui dire la cause, est une nouvelle preuve de la longue erreur dans laquelle on l'avoit tenu jusqu'alors.

Le ministre Autrichien à Paris (Mercy) avoit observé le même silence; et même, en annonçant à d'Aiguillon que la cour de Vienne alloit s'occuper

de faire accepter par les Turcs un armistice et un congrès, il ne laissa point entrevoir la part qu'elle prendroit au sort de la Pologne. Ce ne fut qu'au commencement de mai, qu'il parla de l'arrangement des trois cours.

Au reste, comme nous l'avons déjà vu, cet arrangement étoit encore très-vague. Lobkowitz, instruit enfin qu'il en existoit un, ignoroit absolument quelles en seroient les conditions : il ne reçut les instructions définitives que le 24 juillet 1772; le traité fut signé le 5 août : on brusqua cette conclusion, autant que l'on avoit traîné celle des arrangemens préliminaires; mais cette conclusion elle-même pouvoit faire naître de nouveaux obstacles au moment de la signature : on pouvoit encore dire que rien n'étoit moins certain; et jamais un acte si intéressant entre trois puissances, ne fut rédigé avec autant de lenteur, de dégoût, je dirois même de répugnance, par deux d'entre elles. La force de la Russie avoit triplé en Pologne : ce n'étoit pas contre les Polonois, qui ne pouvoient plus faire de résistance; c'étoit donc contre ses copartageans, dont elle se défioit, et auxquels elle vouloit toujours montrer l'appareil d'une défense redoutable.

Il est probable que Panin avoit excité l'impératrice à augmenter en Pologne le nombre de ses troupes, dans l'espérance de pouvoir détruire l'arrangement projeté; il continuoit toujours à le nier vis-à-vis de tous les étrangers : au mois de juin, lord Catchard, ministre Anglois à Pétersbourg, ne put tirer de lui qu'une déné-

gation formelle. Pzarski, envoyé à Pétersbourg par le roi de Pologne, reçut la même réponse, avec l'assurance que Catherine seroit fidèle à ses promesses; et lorsqu'au commencement de juillet, Panin parut n'être pas éloigné d'admettre un *démembrement* proportionnel, la manière dont il parla déceloit le désir qu'il auroit eu que les cours de Vienne et de Pétersbourg employassent leurs forces pour arrêter l'agrandissement du roi de Prusse.

Saldern parloit dans le même sens à Varsovie[1], avec d'autant plus de confiance, qu'il avoit reçu ordre de communiquer verbalement au général Autrichien le mécontentement que sa cour éprouvoit de la mauvaise foi avec laquelle on agissoit envers elle. *Lorsque nous avons*, disoit-il, *donné ordre à nos troupes de traiter les Autrichiens comme amis, nous n'avions aucune connoissance des desseins que l'on a développés depuis, et qui ne sont que trop constatés par les faits.* Il parle des usurpations épouvantables qu'on médite; il soutient que sa cour n'a aucune part à cette inique opération, et fait entendre qu'elle s'y opposera de tout son pouvoir.

L'opinion de Saldern sur ce démembrement, qu'il ignoroit, et qu'il n'auroit pas voulu croire, se trouve énoncée avec dureté, mais avec force, dans une dépêche qu'il adressoit à Panin[2] le $\frac{4}{15}$ juin 1771. On y voit clairement toutes les menées que le ministre

---

[1] 29 juin 1772. Lettre écrite de Varsovie par le secrétaire de Saldern.

[2] Pièces justific., N.o VI.

Prussien Benoît employoit pour empêcher la pacification de la Pologne; l'embarras que ce ministre éprouvoit quand Saldern lui en faisoit des reproches, et comment celui-ci reçut la proposition de donner au roi de Prusse une portion convenable de la Pologne. Cette lettre prouve encore que, sans la cupidité de Frédéric, sans la foiblesse de Catherine pour un allié qu'elle craignoit surtout de perdre, le démembrement, arrêté et même signé, auroit pu encore n'avoir pas lieu; car telle étoit la force des vices politiques qu'offroit l'acte du mois d'août 1772, qu'à Pétersbourg et à Vienne, non-seulement on en rougissoit, mais que les ministres eux-mêmes, après l'avoir sanctionné, après l'avoir fait, à force de menaces, sanctionner par la diète même, auroient vu avec plaisir qu'il ne fût pas exécuté. C'est ce qui résulte évidemment de plusieurs faits contenus dans les dépêches de Sabatier, depuis 1772 jusqu'en 1774*. L'Autriche et la Russie, également étonnées de ce qu'elles faisoient, osoient à peine se l'avouer, et pouvant encore moins se l'explipliquer à elles-mêmes, ne trouvoient *dans la diplomatie aucun exemple de la marche qu'elles avoient suivie* pour se laisser conduire à cette iniquité impolitique.

Nous avons peut-être fatigué nos lecteurs par les détails longs et quelquefois minutieux dans lesquels nous sommes entrés; mais ils nous ont paru nécessaires

---

* Pièces justificatives, N.° VII.

pour établir clairement l'origine, les progrès, la sanction d'un traité qui a si fort influé sur les destinées de l'Europe.

Qu'on ne croie pas, cependant, que le démembrement ait été signé le 5 août, tel que nous le verrons s'exécuter. Ce n'étoit encore qu'une première démarcation générale, susceptible d'être réduite ou étendue, c'est-à-dire, pouvant encore donner lieu à beaucoup de difficultés, et même à une rupture. Pétersbourg fut sur-le-point d'en provoquer une, et n'accéda aux prétentions toujours croissantes de l'Autriche, qu'après en avoir obtenu l'engagement que, si le congrès de Fokzani se rompoit, elle ne se mêleroit point de la guerre des Turcs. Ceci nous ramène à tous les obstacles qui retardèrent la paix de la Turquie : cette paix couronna le démembrement de la Pologne, et prépara son entière destruction.

Dans le Livre suivant, nous verrons par quelles intrigues, après plus de dix-huit mois de négociations, on ne parvint encore qu'à ouvrir un congrès inutile; et ces intrigues ont une telle connexion avec celles que nous venons de voir, que nous avons cru devoir les placer à la suite les unes des autres, et reporter, dans les Livres III et IV, le récit des vains efforts que faisoient, pendant ce temps, les confédérés et les Ottomans.

On nous objectera peut-être que ce récit présentera moins d'intérêt aux lecteurs, déjà instruits de l'accord spoliateur dont nous avons rendu compte. Nous répondrons à cela, 1.° en répétant ce que nous croyons

avoir bien prouvé, que rien n'étoit encore moins sûr que cet accord; 2.° que, d'après cette incertitude même, d'après l'opposition personnelle de Marie-Thérèse, le peu d'empressement de Catherine, et le mécontentement de Panin, si les Turcs eussent repris l'avantage, si Pulawski, Sawa, Dumourier, et surtout Oginski, eussent réussi dans leurs entreprises, il est certain que le démembrement n'auroit pas eu lieu. Il nous semble donc que nos lecteurs, justement indignés des longues intrigues dont nous avons été obligés de leur donner le détail, ont dû faire en secret des vœux pour que toutes ces intrigues fussent déjouées: elles ne pouvoient l'être que par les revers qu'auroient éprouvés les armées Russes; et nous suivrons, sans interruption, la marche de ces armées, après avoir suivi tous les détours des négociations.

FIN DU PREMIER LIVRE.

PIÈCES JUSTIFICATIVES
DU LIVRE I.er

N.° I.er

Saint-Pétersbourg, le 1.er janvier 1773.

Le roi de Prusse a employé toute son habileté à profiter des foiblesses de cette princesse. Il est devant elle dans une adoration continuelle de sa capacité dans l'art de régner, et des qualités sublimes de son esprit, employant l'adulation la moins retenue à vanter son génie, son goût, sa littérature et son courage. Il a réussi par-là à persuader à Catherine II que lui seul est digne de son suffrage et de son amitié. Elle n'a pas toujours pensé de même. Il existe encore un ukase qu'elle donna au moment de son élévation et à la mort de Pierre III, où elle le déclare perturbateur du repos public et ennemi de la monarchie Russe. Par un bonheur inoui pour ce prince, elle trouva peu de jours après, dans les papiers de l'empereur défunt, une de ses lettres qui portoit ce qui suit : « La guerre que vous vous proposez contre » le Danemarck est hors de saison ; vous n'avez rien de plus » pressé à faire que d'aller vous faire couronner à Moscou ; » cette cérémonie, entre nous, n'est rien ; mais vous ne con- » noissez pas les Russes ; ils sont traîtres et superstitieux. Au » surplus, consultez l'impératrice ; elle n'est capable que » de vous donner de bons conseils, et je vous exhorte à les » suivre ». Ces derniers mots changèrent les dispositions du » cœur de Catherine II, et celui qu'elle haïssoit comme

» l'ami de son époux, devint l'objet de son admiration et » de sa reconnoissance ».

Nota. En 1764, l'Autriche voulant ménager Catherine pour l'empêcher de s'allier avec Frédéric, obtint de la France de se joindre à elle pour déclarer à la diète de Varsovie qu'elle ne se mêleroit point de l'élection du nouveau roi. Cette déclaration fut faite le 16 mars, par Paulmy et Mercy; mais le but que les deux cours se proposoient fut manqué : le 11 avril suivant fut signé le traité entre Catherine et Frédéric. Par un article secret, ils s'engageoient à employer leurs forces pour maintenir l'éligibilité du trône et s'opposer à toute augmentation du pouvoir du roi.

N.° II.

27 décembre 1763.

Déclaration de Keyserling et Repnin, au nom de Catherine II.

Si jamais la malice, de concert avec le mensonge, a pu controuver un bruit absolument faux, c'est assurément celui qu'on a osé répandre dans le public, comme si nous n'étions résolus d'appuyer l'élection d'un Piaste qu'afin que, par son secours et connivence, nous puissions ensuite nous faciliter les moyens d'envahir quelques provinces du royaume de Pologne et du grand-duché de Lithuanie, de les démembrer et de les approprier ensuite à nous et à notre empire. Le seul début de notre règne suffit pour détruire dans leur principe ces sortes d'inventions, et pour les dénuer de toute probabilité et fondement. Nous sentons que la prospérité d'un peuple ne consiste pas dans la conquête des pays étrangers. Nous sommes intimement convaincus qu'un prince n'est grand qu'autant qu'il dirige les ressorts du gouvernement au bien et à la félicité de son peuple. Nous voulons que la justice, l'équité et l'humanité règnent près de nous sur notre trône. Ainsi, en nous reposant sur une gloire si bien établie, nous pourrions sans doute n'écouter que notre

magnanimité, et ensevelir ces fausses insinuations dans le silence et le mépris.

Mais pour que la vérité et la pureté de nos vues ne demeurent pas inconnues à la sérénissime république, et que l'erreur et le doute soient bannis à jamais des esprits peu éclairés, nous n'avons pu nous dispenser de faire connoître, de la manière la plus solennelle, que nous sommes sincèrement et inaltérablement résolus de maintenir la sérénissime république dans l'état actuel de ses droits, libertés et constitutions, ainsi que de ses possessions, conformément au traité de 1686; et autant que nous avons à cœur la conservation de ce qui appartient à la couronne de Pologne et au grand-duché de Lithuanie, autant sommes-nous éloignés de souffrir que qui que ce soit y porte jamais des atteintes....

N.o III.

24 janvier 1764.

Déclaration envoyée à Varsovie par le ministre du roi de Prusse.

Les faux bruits qui se sont répandus dans le royaume, et que les ennemis de la tranquillité publique ne cessent de divulguer, que les cours de Prusse et de Russie vouloient profiter des circonstances présentes pour démembrer la Pologne ou la Lithuanie, et que le concert de ces deux cours tendoit uniquement à y faire des acquisitions aux dépens de la république; ces bruits, qui sont aussi dénués de vraisemblance que de fondement, ont porté le soussigné à les contredire, non-seulement de bouche, mais aussi par une note préalable remise au prince primat, et le soussigné en ayant fait tout de suite rapport au roi son maître, Sa Majesté, justement indignée de ces sortes de bruits, si contraires à sa façon de penser, a non-seulement approuvé tout le contenu de ladite note, mais elle a aussi chargé le soussigné

de la renouveler en son nom. C'est en conséquence de ces ordres exprès du roi de Prusse, que le soussigné déclare de nouveau par la présente, que l'amitié intime et la bonne harmonie qui subsistent si heureusement entre les deux cours de Prusse et de Russie, sont fondées sur un principe trop juste et trop équitable pour qu'on dût seulement présumer qu'il ait jamais été question entre elles d'un pareil dessein : qu'au contraire, loin de songer à s'agrandir, S. M. le roi de Prusse ne travaille et ne travaillera constamment qu'à *maintenir les États de la république en leur entier.* S. M. l'impératrice de Russie ayant le même objet pour but, ce n'est que dans une pareille vue que le roi s'est concerté avec elle......

N.° IV.

27 mai 1764.

Même déclaration des ministres Prussiens à la diète.

« Ex quo serenissima respublica Poloniæ in corpore ad exemplum omnium aliarum potentiarum, titulum regium Borussiæ recognoscere decrevit, eâ tamen lege, ne hæc recognitio, nec juribus, nec possessionibus reipublicæ sit damno vel præjudicio. Hinc nos infrà scripti Borussiæ majestatis ministri, vigore hujus declaramus, suæ regiæ majestati nec animum, nec mentem esse usu hujus tituli tractatibus et conventionibus, inter illam et felicissimam rempublicam feliciter existentibus, quidquam præjudicii afferre; quin potiùs omnium reipublicæ jurium æquè ac libertatum garantiam, seu tuitionem præstituram et manifestam esse.

N.° V.

24 juillet 1764.

Lettre du roi de Prusse au prince primat.

« Nec vana spes est, quam celsitudo vestra concepit de

animi nostri sententiâ, erga rempublicam vestram : sed hæc expectationi vestræ planè respondet. Firmissimè enim nobis semper constitutum fuit, eritque, non solùm pacem, pacta et fædera à majoribus nostris cùm serenissimâ Poloniæ republicâ inita et ad nos transmissa, sancta et inviolata servare, sed etiam vicinitatem et amicitiam, cùm inclytâ Polonorum gente quàm maximè semper fecimus, omni officiorum genere excolere, imò, si fieri potest, augere. Et in primis omnem quæ in nobis est operam navabimus, ut præsens interregnum, auspicatâ electione futuri regis feliciter finiatur; et ut libertates et possessiones reipublicæ, sartæ omninò et intactæ maneant. Hæc est sincera et constans animi nostri sententia, quam celsitudini vestræ hisce profitemur; rogantes ut eam, datâ occasione, reipublicæ exponere, et gratitudinem nostram ei testari velis. Quod superest, celsitudini vestræ faustæ quævis apprecamur.

Celsitudinis vestræ benevolus amicus.

Fridericus, rex.

N.o VI.

Extrait d'une lettre de Saldern au comte Panin.

$\frac{4}{15}$ juin 1771.

Puisque je suis sur le chapitre de la société patriotique, Votre Excellence me permettra de l'entretenir d'une conversation que j'ai eue aujourd'hui avec M. Benoît, ministre de Prusse. Elle n'aura pas oublié que le prince Wolkonski, mon prédécesseur et lui, ont amassé dans les rues de Varsovie cette poignée de soi-disant patriotes, pour avoir au moins quelque fantôme pour épouvanter les autres, et pour les tenir dans une espèce de respect, invention qui peut avoir été bonne dans ce temps-là. Voilà comme je me suis expliqué au ministre de Prusse, dès le moment que

j'ai osé lui faire part que je m'étois emparé du roi. Votre Excellence se dira à elle-même que je ne l'ai pu faire qu'après-coup, puisque j'ai trop bien remarqué que ma première démarche n'étoit pas du goût de M. Benoît, naturellement intéressé à perpétuer les troubles de la Pologne, aussi long-temps qu'il se consoloit au fond de son ame par une impossibilité prétendue de fixer le roi et de l'unir sincèrement avec la Russie, et il fit semblant de se tenir; mais depuis ma déclaration, quoique concertée avec lui, voyant le grand secret que le roi et ses amis observent, s'apercevant de la sincérité des vues du roi de reconnoître les ennemis de la Russie pour les siens, et de faire joindre le comte Branicki avec ses troupes, aux nôtres; et enfin, ouvrant les yeux sur la possibilité de voir en quelques mois la nation dans un corps représentant, il s'est permis des intrigues peu convenables à un ministre de Prusse. Il m'a poussé à bout jusqu'à lui parler aujourd'hui clairement là-dessus. Je lui ai indiqué le jour et les endroits où il s'est permis de faire insinuer, tant aux amis du roi qu'aux autres, qu'on ne devroit pas se presser de former un corps de la nation, et d'autres sophismes politiques dont se mêlent tous les petits génies qui aiment à semer la zizanie dans une nation aussi légère que celle-ci. Je me suis ouvert à lui amicalement, mais avec un sérieux glaçant, en lui demandant de me dire nettement, et sans détour, s'il étoit des intérêts du roi son maître d'éloigner la pacification, et de faire durer sans fin les troubles et les divisions en Pologne.

Je l'ai serré de manière à ne pouvoir m'échapper, par le raisonnement le plus simple, c'est de changer de conduite, ou de me dire nettement que tels étoient ses ordres. Sans quitter pour un instant jusqu'au blanc de ses yeux, et sans lui permettre d'avoir recours à des affectations et à de vaines protestations, je l'ai vu extrêmement embarrassé; mais ne pouvant trouver aucune échappade, il a eu recours à des excuses et à des assurances les plus fortes de vouloir suivre

pas à pas mes démarches. J'ai fait semblant de le croire; mais je dis, Monsieur, que je compte sur le verbiage de M. Benoît, qui s'est permis de tout temps de se servir d'une infinité d'illusions, autant que sur le vent qui souffle.

Malgré qu'il a blâmé la conduite du prince primat, celle de l'évêque de Wilna et de M. Poninski envers moi, je sais qu'il a excusé hier l'ambiguité de leurs réponses au roi. En attendant, il a promis, de son propre mouvement, de ne mettre plus le pied chez le prince primat, comme chez un homme qui avoit manqué à la reconnoissance et à ses engagemens envers la Russie. Je n'ai rien répondu, abandonnant cette idée à sa propre direction.

Au moment qu'il s'étoit levé pour s'en aller, il me tira à part dans une embrasure de fenêtre, en me disant en allemand : « je sais que vous êtes ami du roi, mon maître; » pardieu, faisons en sorte qu'il puisse avoir une portion » convenable de la Pologne; ce peuple ingrat le mérite »; et, en me serrant la main, il ajouta : « je vous réponds de » la reconnoissance de mon maître ».

J'affectai naturellement d'être stupéfait de cette proposition, en lui répondant froidement que ce n'étoit pas à nous à partager la Pologne. Ma froideur, mon air, et un sourire malin, lui ont dit le reste : nous nous sommes séparés, en attendant, comme de bons amis; lui avec des protestations d'une sincérité et d'une aveugle condescendance pour mes conseils; et moi avec l'assurance de mettre vingt espions à ses trousses pour l'observer. Votre Excellence remarquera bien que je suis avec le ministre de Prusse sur le *qui-vive*, etc, etc.

N.° VII.

Saint-Pétersbourg, 21 août 1772.

. . . .

« Sedler ajoute que la force de la position et de l'ascendant de son allié (Frédéric), a entraîné Catherine; qu'elle

n'auroit jamais cru que les choses allassent si loin, et principalement que la cour de Vienne eût fini par trouver dans ses propres convenances une espèce de compensation de l'accroissement de la puissance Prussienne ».

Pétersbourg, 11 septembre 1772.

. . . .

« Mon confident (un secrétaire de Panin) doute que, dans le corps diplomatique entier, il y ait un exemple de la méthode qu'on a suivie pour s'accorder sur cet arrangement. Il en trouve aussi peu dans l'histoire d'un abus aussi atroce des convenances et de la raison du plus fort ».

(Lettres de Sabatier.)

HISTOIRE
DES TROIS DÉMEMBREMENS
DE LA POLOGNE.

LIVRE II.

En sortant de l'entrevue de Neustadt, Frédéric n'avoit pas perdu un instant pour engager Catherine à donner la paix aux Turcs. Dans la lettre qu'il lui écrivit à cet effet, il employa les réflexions les plus propres à la déterminer : il lui citoit son propre exemple pour lui prouver que le moment où l'on avoit les plus grands succès, étoit celui où l'on devoit terminer la guerre ; il lui faisoit envisager les suites funestes que pourroient avoir les moindres revers, et tous les motifs qui devoient la porter à profiter d'une circonstance favorable, résultat d'événemens qu'elle n'avoit pu prévoir ; enfin il l'engageoit à mettre des bornes à des dépenses et à des entreprises toujours ruineuses pour les États les plus florissans, de quelque bonheur qu'elles soient accompagnées.

Catherine n'avoit pas encore perdu l'espérance de voir réussir ses projets contre l'empire Ottoman ; et

cet espoir suffisoit pour éloigner toute idée de paix : mais ce qui lui déplaisoit surtout, c'étoit la médiation des Autrichiens; sa vanité en étoit choquée, autant que sa politique en étoit inquiète. Le caractère personnel des deux souverains s'opposoit encore à toute intelligence entre les deux États. Marie-Thérèse avoit, par son courage, conquis ou défendu les siens contre une ligue terrible; Catherine avoit usurpé ceux de son époux et de son fils ; et l'usurpation avoit été suivie d'un crime plus grand encore....... Marie-Thérèse, célèbre par elle-même, avoit sans ostentation des qualités royales et des vertus privées. Catherine, avide de célébrité, affectoit les vertus qui pouvoient ajouter à sa renommée, et ne faisoit aucun cas de toutes les autres. Kaunitz, si cher à l'impératrice-reine, si puissant sur son esprit, si adroit à lui suggérer les sentimens dont sa politique avoit besoin, n'avoit jamais pu parvenir à détruire, pas même à diminuer l'antipathie qu'elle avoit contre Catherine, et dont elle ne dissimuloit pas le motif. Catherine, après avoir regardé comme un outrage pour elle, la neutralité des Autrichiens, dans une guerre que la Porte lui avoit déclarée, jouissoit avec fierté d'avoir vaincu sans eux : elle étoit indignée des menaces, quoique toujours timides et circonspectes, qu'ils avoient osé lui faire.

Par égard pour le roi de Prusse, elle ne voulut pas cependant paroître se refuser à ses instances ; mais elle fit entendre qu'elle exigeoit que les Turcs lui demandassent la paix à elle-même, avec la soumission à laquelle ils devoient être réduits par leurs

désastres ; qu'une nouvelle campagne ne pouvoit qu'augmenter ses conquêtes et aggraver leurs malheurs; qu'elle ne se départiroit d'aucune des acquisitions que sa position présente lui promettoit ; que si elle consentoit à interrompre le cours de ses victoires, si l'amour de l'humanité lui faisoit souhaiter d'arrêter l'effusion du sang, ce ne seroit qu'en obtenant, dès ce moment, de la terreur de ses ennemis, ce qu'elle étoit déterminée à leur enlever par la force ; en un mot, qu'elle se prêteroit, sans l'intervention d'aucune autre puissance, aux avances formelles que lui feroient les vaincus, et aux sacrifices qui leur étoient commandés par les événemens.

Romanzoff reçut ordre de rester en Moldavie à la tête de son armée, d'y poursuivre ses avantages avec une nouvelle vigueur, malgré l'épuisement et la misère des troupes, et d'enlever aux Turcs tout ce qui leur restoit sur cette rive du Danube. Il lui étoit enjoint en-même-temps de chercher, comme de lui-même, à entrer en négociation avec le grand-visir, et à traiter directement du vainqueur au vaincu. Romanzoff étoit bien plus disposé à exécuter le second article de ses ordres que le premier, et ne tarda pas à faire des ouvertures au grand-visir, avec le désir très-réel d'entamer une négociation ; mais le visir, d'autant plus circonspect, que l'ignominie de sa déroute lui faisoit craindre pour sa fortune et même pour sa tête, répondit qu'il n'avoit aucun pouvoir pour traiter une affaire de cette importance, et qu'il alloit en rendre compte au grand-seigneur.

Parmi les ministres Turcs, ceux qui avoient été les plus portés pour la guerre, reconnoissoient la nécessité de la paix; mais ils voyoient en-même-temps que cette paix devant être honteuse, coûteroit la vie à ceux qui la signeroient. Ils commençoient à faire des intrigues pour rappeler au ministère les partisans connus de la paix, afin que ceux-ci devinssent victimes du traité qui seroit conclu : aucun d'eux ne vouloit se fier à la Russie; et l'avis unanime du divan fut qu'on ne pouvoit entrer en négociation, sans consulter les deux cours, auxquelles on avoit déjà demandé d'être médiatrices.

Cependant Catherine, en attendant le succès de la double tentative qu'elle faisoit à Constantinople et à Varsovie, avoit, depuis sa première réponse au roi de Prusse, confirmé son refus de la médiation par un Mémoire qu'elle lui avoit fait adresser ministériellement. Elle disoit, dans cet écrit, que son empressement pour rétablir la paix l'avoit portée à écrire au général de ses armées, pour offrir au visir de traiter avec lui, mais en faisant cette offre en son nom et sans citer sa souveraine; que, malgré cela, elle recevroit toujours avec plaisir les bons offices de S. M. Prussienne et de LL. MM. II; que cependant, ayant pris avec l'Angleterre l'engagement de ne point traiter sans sa médiation, et prévoyant les efforts que feroit le ministère François pour y joindre la sienne, *ce à quoi elle ne pouvoit jamais consentir,* elle sauroit gré au roi non-seulement de ne pas remplir les fonctions de médiateur, mais encore d'engager la cour de

Vienne à se désister et à se contenter de faciliter, par ses négociations, la conciliation des parties belligérantes.

Le ministre Prussien à Vienne eut ordre de lire ce Mémoire au prince de Kaunitz *, sans lui en laisser copie, et sans y ajouter aucune réflexion. Depuis l'entrevue de Neustadt, Kaunitz, impatient de jouir de son triomphe, et de voir Frédéric réduit à être un instrument de la politique Autrichienne, étoit sorti de son flegme accoutumé : il comptoit les jours et les heures ; il se rassuroit à peine sur la longueur de son attente, en supputant combien il falloit de temps pour que cette proposition lui revînt, par le détour qu'elle avoit à faire. Sa surprise fut extrême, en considérant la légèreté (disoit-il) avec laquelle le roi de Prusse lui faisoit donner avis d'une telle réponse. Instruit qu'à Pétersbourg on étoit déterminé à faire une troisième campagne, il commença à craindre que Frédéric ne se fût attaché plus que jamais à son système d'union avec la Russie. Il avoit peine à s'avouer lui-même cette illusion ; mais étonné du peu de succès de sa politique, voyant avec dépit Frédéric se dérober à l'ascendant qu'il croyoit avoir pris sur lui, et sortir du plan qu'il lui avoit tracé à Neustadt, et que ce monarque avoit paru suivre, il l'accusoit d'être retombé dans sa défiance naturelle, dès qu'il avoit été rendu à son propre caractère. Il regrettoit de n'être pas plus souvent à portée de converser avec

* Fin de novembre 1770.

lui, pour l'amener à des principes fermes et constans, pour l'éclairer sur le danger dont le menaçoit le trop grand accroissement de la Russie, et sur l'intérêt commun qui devoit les porter à s'y opposer. Ce fut alors que, pour ramener le roi au plan qu'ils avoient concerté ensemble, il prit la résolution de faire partir en hâte, pour Berlin, le fils du célèbre médecin Van Swieten, dont nous avons parlé dans le Livre précédent. Ce jeune homme, depuis quelques temps, suivoit avec succès les plus importantes légations; il avoit des connoissances étendues dans tous les arts dont Frédéric faisoit son amusement et son occupation. A tant de connoissances acquises et à des talens naturels, il joignoit assez de présomption et d'adresse, pour n'être pas effrayé d'un tel juge, et pour chercher, par des moyens séduisans, à s'insinuer dans son esprit. Cependant, comme ce monarque solitaire mettoit quelquefois de l'inconstance, et plus souvent de la méfiance dans l'accès qu'il donnoit chez lui aux étrangers et surtout aux ministres, Kaunitz ne fondoit pas entièrement son espoir sur cette nouvelle tentative: il craignoit que cette médiation, sur laquelle il avoit paru si indifférent, ne lui échappât; qu'une paix précipitée n'assurât aux Russes des avantages dangereux pour la monarchie Autrichienne; et afin d'encourager les Turcs à continuer la guerre, il les flattoit de la double alliance de Versailles et de Vienne, tandis qu'il vouloit les amener à ne traiter qu'avec celle-ci pour lui assurer à elle seule le bénéfice du traité.

La cour de Vienne se trouvoit alors dans une agi-

tation violente. L'Autriche et la Prusse, après avoir mesuré si long-temps leurs forces dans une guerre terrible, craignoient également une rupture qui pouvoit porter à la Prusse un coup mortel, ou enlever à l'Autriche quelques-unes de ses anciennes provinces. L'empereur se récrioit contre la mauvaise foi du roi qui avoit, disoit-il, *cherché à le tromper* sous l'apparence de l'amitié, ou au moins sous celle d'une déférence entière; mais en-même-temps, ce jeune prince n'avoit encore d'autre politique que celle de se faire redouter comme un conquérant, de se réunir avec les forts pour attaquer les foibles. Dans ses vastes projets, il comptoit la justice pour rien, l'utilité pour quelque chose, l'éclat pour beaucoup. A ses yeux la gloire étoit toujours inséparable de l'accroissement de la puissance; et voyant Catherine résolue à continuer la guerre contre les Turcs, il vouloit, en s'alliant avec elle, profiter d'une conjoncture qui lui sembloit si favorable, et se hâter de prendre sa part des dépouilles de l'empire Ottoman. La foiblesse des Turcs lui assuroit une victoire facile; et leur ruine, selon lui, étoit bien préférable au maintien de la balance entre les deux empires.

Kaunitz vouloit toujours tenir cette balance; mais nous venons de voir qu'il avoit échoué dans les moyens par lesquels il avoit cru s'assurer du roi de Prusse. Toutes les démarches de ce monarque tendoient à faire croire qu'il sacrifieroit tout à son alliance avec Pétersbourg. Les insinuations qu'il faisoit faire à Vienne, depuis l'entrevue de Neustadt, étoient

toujours pour que la Russie ne terminât la guerre qu'avec des avantages. Kaunitz reconnoissoit, mais trop tard, qu'il n'avoit aucun secours à espérer de Berlin, pour établir la sécurité de l'Autriche, et pour mettre un frein à l'ambition de Catherine : il s'étonnoit de n'avoir pu intimider Frédéric, en rassemblant une partie des forces Autrichiennes, comme pour lui faire pressentir qu'on se détermineroit à quelque parti violent; et le roi aimant mieux attendre tout du temps que de risquer de mécontenter Catherine, une troisième campagne devenoit inévitable. Dans cette position, que devoit faire l'Autriche? Falloit-il se déshonorer par foiblesse, en renonçant à la médiation que les Turcs avoient demandée, et en laissant la Russie leur imposer, après de nouvelles victoires, des conditions de paix incompatibles avec la tranquillité de l'Europe? Falloit-il se déshonorer par la perfidie, en renonçant, pour attaquer les Turcs dans leurs revers, à la neutralité qu'on leur avoit promise sous la garantie de la France, et en renversant ainsi tous les systèmes des alliances de l'Europe, que Kaunitz regardoit comme son ouvrage, et dont il étoit si fier? Ou falloit-il enfin s'allier franchement avec les Turcs, comme la France l'avoit tant de fois sollicité, et se rendre à la politique d'une cour, dont jusque là il avoit éludé toutes les instances?

Marie-Thérèse se trouvoit dans une extrême perplexité. Une alliance avec la Porte lui paroissoit une chose si extraordinaire pour la maison d'Autriche, qu'elle ne croyoit pas alors qu'on pût jamais la

déterminer à en donner l'exemple; mais lorsque son fils osa lui parler de s'unir avec la Russie, et d'attaquer l'empire Ottoman, elle reçut mal ces deux propositions. Sa piété repoussa la première; sa justice se refusa à la seconde : elle répondit, avec autant d'énergie que d'indignation, que jamais elle ne s'allieroit avec une femme adultère, qui avoit fait assassiner son mari.

L'empereur, beaucoup moins attaché aux principes, ne perdoit pas son plan de vue, et, au milieu de tous ces embarras, montroit en toute occasion la volonté ferme de suivre tôt ou tard un projet dont son imagination ne calculoit que le succès. Dans l'espoir de le faire enfin adopter par Kaunitz, il s'attachoit à caresser l'orgueil de ce ministre; il étoit entretenu dans ses idées par le général Lascy, flatteur assidu de sa bouillante jeunesse, et qui ne parloit que de chasser les Turcs de l'Europe; en un mot, cette union avec la Russie, que Joseph conclut aussitôt qu'il régna par lui-même, ces projets qu'il fit quelques années plus tard avec Catherine pour partager l'empire d'Orient, il auroit voulu les signer dès ce moment, et, à la gloire de les avoir inventés et fait adopter, joindre celle de les exécuter aux yeux de l'Europe immobile : en vain auroit-on essayé de faire entendre à cette tête ardente le langage d'une raison froide et exacte; en vain lui auroit-on prédit et les obstacles qu'il trouveroit en Turquie, et ceux que la Prusse lui susciteroit dans ses propres États : cette prédiction, qui devoit se vérifier par la suite, ne l'eût pas arrêté

alors, puisque ces obstacles mêmes ne l'arrêtèrent pas quelques années après[1], et qu'on l'a vu lutter et se roidir contre eux jusqu'à son dernier soupir ; il falloit donc employer d'autres moyens pour empêcher l'exécution d'un plan subversif de toute la politique Européenne.

Il est certain, et l'on tient de sa bouche même, qu'il se forma alors à Vienne une espèce de triumvirat[2], réuni pour empêcher, combattre, ou au moins éloigner ce projet; un autre ministre d'État entreprit de donner à Kaunitz la force et la fermeté qui lui manquoient quelquefois en présence de Joseph, et de le soustraire à l'ascendant que le jeune prince s'efforçoit de prendre sur lui : c'étoit le comte de Staremberg, que Marie-Thérèse destinoit à remplacer quelque jour Kaunitz dans le poste de premier ministre, et qui autrefois l'avoit remplacé dans l'ambassade de France. Staremberg avoit achevé à Paris l'ouvrage commencé par Kaunitz ; il avoit signé l'alliance des deux cours de Vienne et de Versailles ; il s'applaudissoit d'un ouvrage si utile à la monarchie Autrichienne, et ne voyoit qu'avec inquiétude les dangereuses atteintes que les projets de l'empereur devoient porter à cette alliance : celle des Turcs lui paroissoit nécessaire dans

[1] Pendant les deux dernières années de la vie de Joseph, Hertzberg, ministre Prussien, fit révolter les Pays-Bas, et travailloit à en faire autant en Hongrie, pour forcer l'Autriche à terminer la guerre contre les Turcs.

[2] Rulhière, dans ses notes, parle de ce triumvirat, pour en avoir été informé par l'empereur lui-même.

les circonstances où l'on se trouvoit; il craignoit peu l'éloignement que Marie-Thérèse avoit témoigné pour cette alliance, parce qu'il savoit que Kaunitz parviendroit à la lui faire adopter; mais il craignoit beaucoup plus la véhémence de Joseph, contre lequel Kaunitz ne voudroit peut-être pas soutenir une contradiction dont ce prince s'offenseroit. Il s'agissoit d'empêcher que le ministre, en cédant peu-à-peu, ne se trouvât enfin entraîné par l'impétuosité de l'empereur : pour cela, Staremberg rechercha le confident intime de Kaunitz, homme intègre, laborieux, modeste, d'un esprit ordinaire, mais d'un sens droit, vivant dans une profonde retraite, où son application constante épargnoit à son ministre les grandes fatigues et l'assiduité du travail; jamais on n'avoit mieux choisi un coopérateur discret, fidèle, éloigné de toute espèce d'ostentation*. Staremberg s'unit intimement avec lui; leur façon de penser étoit absolument la même : le baron Bender (c'étoit le nom du confident), croyoit que, dans le partage de l'empire Turc, les avantages que l'Autriche acquerroit ne pouvoient pas la dédommager d'avoir, pour long-temps et peut-être pour toujours, compromis sa tranquillité; que les Russes, devenus maîtres de tant de provinces

* Le trait suivant donnera une juste idée du caractère de Kaunitz : ce confident, cet ami si nécessaire, tomba dangereusement malade; au bout de *dix-huit jours*, Kaunitz, voyant que personne n'osoit lui en parler, dit : *qu'on me réponde vrai, n'y a-t-il plus d'espérance?* Et sur la réponse que tout étoit perdu, il répliqua : *qu'on ne m'en parle jamais.* Depuis ce temps, il ne proféra plus son nom.

occupées par des Esclavons et des Grecs, de même religion qu'eux, y formeroient un empire bien plus redoutable que celui des Turcs dans sa décadence; que le voisinage de ce nouvel empire seroit surtout dangereux pour la cour de Vienne, parce qu'elle tient sous sa domination un grand nombre d'Esclavons et de Grecs, de tout temps portés vers la domination Russe; et que, quelle que soit la cause de ce penchant, le résultat est une émigration fréquente en Russie, dont l'impératrice est regardée par ces peuples comme leur souveraine, autant que comme leur protectrice. Également alarmés des événemens qui se préparoient, ces deux hommes travaillèrent d'accord pour les arrêter : il s'agissoit de soutenir Kaunitz contre lui-même, non pas contre sa fierté, qui auroit voulu se refuser souvent aux volontés du jeune empereur, mais contre son insatiable ambition, qui n'osoit contredire ouvertement celui dont un jour devoit dépendre son existence ministérielle.

Bender justifia le choix de Staremberg : il remplit son rôle avec l'exactitude la plus suivie; il devint le point de rapprochement entre deux ministres d'un esprit bien plus étendu que le sien, mais dont les caractères étoient incompatibles. Tant que ce triumvirat subsista, tant que l'empereur, comme il s'en est vanté lui-même, ne fut pas parvenu à le dissoudre, en faisant nommer Staremberg à une place brillante, mais qui l'éloignoit de Vienne *, non-seulement il trouva

* Staremberg fut chargé de l'administration des Pays-Bas.

une opposition constante à ses projets, mais on prit des résolutions qui leur étoient directement contraires. Elles occasionnèrent quelquefois de vives altercations entre l'impératrice-reine et son fils. Le bruit courut même un moment que cette mésintelligence étoit portée au dernier point, et que l'empereur menaçoit de quitter Vienne. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il n'épargnoit point à Kaunitz les plus vifs reproches sur les prétendues entraves que l'alliance avec la France mettoit dans la politique Autrichienne.

Marie-Thérèse, balancée entre l'amour maternel et la confiance qu'elle devoit à son ministre, ne voulut céder qu'à l'évidence des raisons. Kaunitz, intimidé, ne voulut pas avoir à répondre seul des événemens; il demanda à discuter, avec les autres ministres d'État, les résolutions qu'il avoit à proposer; et le conseil Autrichien, qui n'avoit pas été convoqué depuis bien des années, s'assembla en présence de l'empereur et de sa mère.

La destruction ou la conservation de l'empire Ottoman fut le sujet de cette grande délibération; car tel étoit l'état de foiblesse auquel se trouvoit cet empire, jadis si redouté, que sa perte devenoit inévitable, si elle eût été décidée à Vienne comme elle l'étoit à Pétersbourg. Il est bien vrai que, dix-huit ans après, nous l'avons vu résister à la Russie et à l'Autriche conjurées et coalisées contre lui; mais alors la Prusse le secourut plus efficacement par ses menaces, qu'elle n'auroit pu le faire par la force de ses armes. La Prusse à la même époque se trouvoit en opposition avec

la Russie, et fut au moment de se joindre à la Suède pour l'attaquer. Mais en 1771, Frédéric étoit, ainsi que nous l'avons vu, décidé à ne point se séparer de la Russie; et la mésintelligence qui régnoit entre lui et la cour de France ne lui laissoit aucun espoir de retrouver, à Versailles, l'alliance qu'il eût perdue à Pétersbourg: il eût donc suivi les destinées de la Russie, quoique de jour en jour plus effrayé de son agrandissement. C'est ce qui faisoit le malheur de la Turquie; c'est ce qui la soumettoit forcément au parti que Vienne alloit prendre; c'est ce qui jette un si grand intérêt sur ce conseil, qui pouvoit changer le sort de l'Europe et d'une partie de l'Asie, parce que l'empire du Croissant ne pouvoit être détruit sans allumer, dans ces deux parties du monde, des guerres longues et sanglantes.

Les questions que l'on alloit agiter furent ainsi présentées:

1.° Si on laisse les Turcs à eux-mêmes, les vices sans nombre de leur administration militaire, l'indiscipline de leurs meilleures troupes, et l'inutilité des autres, pourront-ils les défendre contre des ennemis déjà vainqueurs?

2.° Quand même l'empire Ottoman sortiroit de cette violente crise sans être entièrement anéanti, pourra-t-il éviter un grand démembrement? Et alors que fera cette puissance Russe, déjà si colossale, avec l'augmentation de forces que lui donneront les provinces conquises?

3.° Si, en secourant les Turcs, on les tire du péril

extrême où ils sont, n'apprendront-ils pas à connoître les fautes qui les y ont conduits; et, en les réparant, ne redeviendront-ils pas ce qu'ils étoient autrefois, lorsqu'ils donnoient à la maison d'Autriche de si fréquentes et de si terribles alarmes?

4.° Si on abandonne la médiation qu'on leur a offerte et qu'ils ont demandée, n'est-ce pas perdre volontairement en Europe la considération qui, dans un grand État, fait partie essentielle de sa puissance, et la perdre impolitiquement, pour laisser la Russie maîtresse de ne fixer à ses conquêtes d'autres bornes que son ambition?

5.° Si on se joint à elle pour attaquer les Turcs, le premier effet d'une injustice criante ne sera-t-il pas de bouleverser tout le système des alliances de l'Europe?

6.° Dans ce cas, la meilleure part de l'empire Ottoman ne sera-t-elle pas réclamée par les Russes comme déjà maîtres, ou au moins comme ayant à prétendre de plus grandes indemnités, puisqu'ils auront plus long-temps soutenu la guerre?

7.° Dans ce cas encore, le partage même des provinces conquises ne sera-t-il pas un sujet de guerre entre les conquérans?

8.° Enfin, en supposant que le partage pût se faire de concert, le voisinage des Russes parvenus à ce comble de puissance, n'offrira-t-il pas à l'Autriche des inconvéniens bien plus grands que les avantages de ses nouvelles conquêtes?

Dans l'examen de ces questions entre l'impératrice-

reine, son fils et son ministre, chacun suivit et conserva son caractère.

Marie-Thérèse connoissoit le prix de la paix et celui d'une conscience exempte de reproches; elle repoussoit toute entreprise qui lui auroit ôté l'une ou l'autre: elle auroit voulu qu'on se fût entendu avec la France pour faire accepter une double médiation, seul moyen juste et raisonnable d'établir une paix solide. Joseph soumettoit avec peine la vivacité de son imagination à l'examen de toutes ces questions: il partoit toujours d'un point unique, qu'il présentoit comme indubitable, et auquel il ramenoit tout; ce point étoit la ruine très-prochaine des Turcs. Il ne vouloit pas qu'on attendît que les Russes parussent devant Belgrade; il vouloit y être avant eux; il vouloit les précéder dans toutes les villes ou provinces qui pouvoient être à la bienséance de l'Autriche: il assuroit d'ailleurs qu'il faudroit aux Russes plus de quarante ans pour s'affermir dans leurs nouvelles possessions; et que, pendant cet intervalle, leur extrême épuisement non-seulement les rendroit peu redoutables, mais lui offriroit des facilités pour les chasser de leurs conquêtes. Ainsi en s'alliant avec eux pour anéantir la Turquie, ce prince, dont la tête étoit un volcan, se croyoit déjà sûr de faire des Russes, d'abord des instrumens, puis des victimes, de son ambition.

Kaunitz, plus calme, plus sage, plus homme d'État, combattit avec succès toutes ces erreurs de l'ambition et de l'inexpérience; il fut soutenu par tous les vieux

ministres : il convint qu'un gouvernement aussi altéré dans ses principes que l'étoit celui de Constantinople, quand il avoit une fois perdu son ancienne force, l'avoit perdue pour toujours; parce que dans un grand État, et surtout dans un grand État qui décline, le retour aux anciens principes est impossible, et plus encore, quand ces anciens principes tiennent au fanatisme : que cela ne s'étoit jamais vu; que les Turcs, si long-temps la terreur de l'Europe, pendant que l'Europe n'avoit à leur opposer que sa bravoure, n'étoient plus en état de lutter contre elle, depuis que l'Europe instruite opposoit à leur ignorance les savantes combinaisons de l'artillerie, de la tactique et du génie, que leur empire tendoit, il est vrai, à une dissolution totale; que cependant cette dissolution pouvoit encore être retardée pendant de longues années, tant par leurs efforts, que par les efforts et les intérêts politiques de plusieurs autres puissances; que ce à quoi la politique Autrichienne devoit se borner en ce moment, c'étoit à bien étudier les effets de ce retard, ainsi que sa durée, et à en tirer pour elle le parti le plus utile. Cette discussion fut traitée par lui avec toute la profondeur et toute la sagacité d'un homme supérieur : il rendit compte de l'état actuel des négociations relativement à la paix, proposa et fit adopter un avis qui parut concilier toutes les vues.

D'après cet avis, l'Autriche devoit se contenter d'aider les Turcs à retarder leur chute, mais de les aider sans risquer de se compromettre et de pouvoir être ébranlée par l'explosion qui feroit

crouler ce vaste empire. Elle devoit conclure avec la Porte un traité, que déjà on commençoit à négocier, et qui demeureroit très-secret, afin qu'elle pût toujours prétendre à la médiation. Par ce traité, elle s'engageoit à employer tous les moyens possibles pour procurer à la Turquie une paix honorable : parmi ces moyens on devoit, il est vrai, comprendre la force des armes; mais le traité devoit être conçu de manière à laisser un champ libre à de longues négociations, et cependant à empêcher qu'une paix précipitée ne se fît, à l'insu de l'Autriche, entre les parties belligérantes : il devoit soutenir le courage des Turcs dans leurs revers. Le ministère Turc étoit disposé à des sacrifices secrets, pour s'épargner à lui-même les dangers d'une paix humiliante : on obtiendroit de lui des cessions de territoire et des sommes considérables pour les frais des armemens. Kaunitz ajouta que ces armemens devoient en imposer également, et à la Russie déjà épuisée, et au roi de Prusse qui craignoit la guerre; que ce parti offroit tous les avantages, puisqu'il assuroit l'intervention de l'Autriche dans la paix, qu'il gagnoit du temps, qu'il donnoit de la crainte aux Russes, de la confiance aux Turcs, de la circonspection au roi de Prusse; qu'il procuroit à l'Autriche des acquisitions importantes, et qu'il la mettoit d'avance en état de soutenir la guerre, si les événemens rendoient la guerre indispensable.

Présentées par Kaunitz, ces propositions furent agréées et devoient l'être. Il étoit difficile d'en faire de meilleures, à moins d'admettre la France dans les

moyens qu'on vouloit employer contre la Russie, en faveur de la Porte : cette admission étoit trop contraire aux intentions de Kaunitz; Marie-Thérèse en étoit bien moins éloignée que lui : elle vouloit profiter, mais non pas abuser de l'alliance avec la France. Elle n'osa pas cependant combattre directement l'avis de Kaunitz, qui, d'ailleurs, étoit généralement adopté : elle avoit entendu avec peine Joseph développer ses ambitieux projets; et après avoir lutté contre les prétentions ardentes de son fils, elle ne se sentoit pas la force de se refuser aux vues plus pacifiques de son ministre. Mais, soit qu'elle prévît les ébranlemens que les projets de Joseph donneroient un jour à la monarchie Autrichienne, soit qu'elle fût affectée de voir la politique tortueuse qui trompoit la France son alliée, pour faire à son insu une alliance illusoire avec la Turquie, l'impératrice-reine parut très-émue à la fin du conseil, et laissa couler quelques larmes, qui attestoient et honoroient également et la droiture de son âme et la justesse de son esprit.

Le résultat de ce conseil, qui pouvoit être si fatal à la Pologne, quoiqu'on ne parût pas s'occuper d'elle, lui laissoit cependant l'espoir que l'Autriche, conservant, d'une manière ou d'une autre, une grande influence sur la paix, en profiteroit pour arracher la république à la tyrannie de Pétersbourg. C'étoit aussi tout ce que la France demandoit à Vienne, ce qu'elle demandoit sans cesse. Choiseul avoit cru qu'il y parviendroit, en armant les Turcs contre les Polonois; mais le malheur qui poursuivoit les braves

descendans des Sarmates, leur ôtoit pour lors, à Versailles, leur plus fort appui.

Une longue intrigue avoit préparé la chute de Choiseul. Le principal rôle avoit été donné à une femme de la classe la plus abjecte, qui passa de-là dans les bras du monarque, pour lui surprendre un ordre d'exil contre Choiseul. La disgrâce de ce ministre, qui régnoit avec Louis XV, et sembloit devoir régner aussi long-temps que lui, eut les suites les plus importantes pour la France, pour l'Europe en général, et surtout pour les événemens dont nous continuons le récit. A cette époque, une guerre en Europe paroissoit inévitable. Nous avons vu que Choiseul, en signant avec l'Angleterre le traité de 1763, avoit marqué secrètement un terme à cette paix, devenue nécessaire par une suite de fautes; et ce terme arrivoit. Dans le mouvement général que devoit produire le renouvellement de la guerre, la cour de Vienne, déjà ébranlée par les événemens que nous avons racontés, auroit été nécessairement entraînée; et cette longue résistance que Kaunitz avoit opposée aux desseins du ministre François, auroit enfin cédé à la force des circonstances.

Les ennemis du duc de Choiseul, et, parmi eux, Frédéric lui-même *, trompés par quelques fausses

---

* *Lettre de Frédéric à Voltaire*, 18 *mars* 1771. « Il paroît cependant » qu'il seroit plus digne de ma chère alliée de donner la paix à » l'Europe, que d'allumer un embrasement général. Sans doute que » cette paix se fera, que Mustapha en paiera la façon, et la Grèce » deviendra ce qu'elle pourra. On se dit à l'oreille que la France

apparences, ont cru devoir regarder ce ministre comme un esprit remuant, dont l'inquiétude et l'activité cherchoient à susciter des troubles dans tous les États de l'Europe, sans autre dessein que de maintenir la France tranquille; ils lui attribuèrent, avec non moins d'injustice, le soulèvement de la Pologne. Mais Rulhière en a fidèlement tracé la cause et les progrès : nous avons vu que ce soulèvement avoit été et devoit être provoqué par la diète de 1766; et peut-être le reproche que l'histoire auroit plutôt le droit de faire à Choiseul, seroit-il d'avoir secondé trop tard, ou au moins d'avoir employé d'abord des moyens trop foibles, pour seconder les efforts des confédérés. * Nous avons vu aussi comment Catherine, en travaillant à détruire, dans toutes les cours du nord, le crédit de la France, et à former cette grande ligue

» a suscité ces troubles. On impute cette impudente levée de boucliers aux intrigues d'un ministre disgracié, homme de génie, mais » d'un esprit inquiet, qui a cru qu'en divisant et troublant l'Europe, » il maintiendroit plus long-temps la France tranquille. Vous qui » êtes l'ami de ce ministre, vous saurez ce qu'il faut croire ».

* Nous avons trouvé la note suivante, écrite de la main de Rulhière : « On l'accusa même d'avoir cédé volontairement à l'ascendant » de la cour de Vienne; et nous savons, au contraire, avec certitude, » qu'après la paix de 1763, Choiseul, loin de se conduire en ancien » sujet de la maison de Lorraine, fit plus d'une tentative pour rompre » une alliance si préjudiciable à la France. Ce n'est pas ici le lieu de » raconter comment ces nœuds, qui n'étoient pas son ouvrage, se » trouvèrent indissolubles ».

Quand on compare à cette note tout ce qui se fit sous le ministère de d'Aiguillon pour abandonner la Pologne, on voit que la nullité de ce ministre fut bien plus favorable à l'ambition de la cour de Vienne, que l'ascendant que l'on supposoit à celle-ci sur Choiseul.

qui devoit être nommée la ligue du nord, avoit forcé Choiseul à lui susciter tous les embarras dans lesquels elle se trouvoit engagée. Ce qui a pu tromper les ennemis de ce ministre, et le leur faire considérer plutôt comme un esprit inquiet et remuant, que comme un génie vaste et qui eut de grands desseins, c'est qu'il trouvoit toujours deux grands obstacles à leur exécution, l'un dans sa propre cour, l'autre dans son alliée.

L'un étoit cette intrigue secrète, dont Louis XV lui-même étoit le chef, et qui traversoit sourdement presque toutes les mesures du ministre. Les agens employés par Choiseul à Vienne, à Constantinople, même en Pologne, secondoient mal ses desseins, se refusoient, sous des prétextes imaginaires (mais par ordre du roi), à ses plus constans efforts; et réduits à lui cacher des instructions contraires aux siennes, qui les faisoient agir dans un sens opposé, ou plutôt qui les retenoient dans l'inaction, ils ne cessoient de lui présenter cette contrariété, comme un effet de la complication des affaires et des intérêts.

L'autre obstacle étoit l'alliance dans laquelle la cour de France étoit engagée avec l'Autriche. Cette cour, qui d'abord avoit voulu sauver la Pologne par la Turquie, voyant les Turcs menacés jusqu'au centre de leur empire, s'efforçoit vainement alors de déterminer Kaunitz à se concerter avec elle, pour empêcher Catherine, qui déjà régnoit à Varsovie, de régner à Constantinople. Elle l'excitoit à profiter du désir et du besoin de la paix avoués par Frédéric, pour arrêter

l'ambition de son alliée, dont ce roi lui-même craignoit la trop grande puissance. Mais Kaunitz, qui vouloit bien inquiéter et non pas irriter la Russie, s'attachoit toujours à ne rien faire qu'elle pût lui reprocher un jour; il ne prenoit même les demi-mesures, auxquelles il se bornoit, que lorsque la plus évidente nécessité ne lui permettoit pas de faire moins; et bien déterminé, s'il prenoit jamais un parti décisif, à ne pas y admettre la France, il s'éloignoit constamment du but auquel il disoit ne vouloir arriver qu'avec elle.

Enfin les événemens qui, surtout dans les affaires politiques, entraînent souvent les hommes malgré eux, alloient peut-être forcer Kaunitz à s'abandonner aux vues de Choiseul, lorsque les ennemis de celui-ci prévalurent à Versailles. Ses grands projets, non encore réalisés, contredits dans tous les moyens d'exécution, attaqués par des envieux absens ou des rivaux heureux, ont laissé sa mémoire en butte à d'injustes imputations. Sa disgrâce fut, en France, l'époque d'une longue révolution dans la magistrature; et ce corps antique, dont il avoit toujours reconnu la nécessité, dont il avoit quelquefois arrêté les écarts, fut entraîné dans sa chute.

Hors de France, on sut et on publia qu'il avoit fallu le sacrifier, pour éviter la guerre à laquelle il vouloit faire participer les deux cours de Vienne et de Versailles. On en conclut, ce qui étoit vrai, que Louis XV ne prendroit plus part à rien de ce qui se passeroit dans les autres États. Cette idée une fois connue,

accréditée et justifiée par des faits au moins négatifs, la Pologne fut livrée à elle-même : la France se trouva hors de la politique Européenne; et la disgrâce de Choiseul fut l'époque d'une révolution en Europe.

Avant et depuis cette disgrâce, Kaunitz, même en paroissant prendre le parti courageux dont le ministre François lui représentoit la nécessité, persévéroit dans la politique mystérieuse qu'il avoit précédemment observée. Ses confidences artificieuses se réduisoient à des mots équivoques, dont le vrai sens étoit impénétrable : il affectoit de s'informer avec intérêt de ce que pouvoient les confédérés, de ce que la France faisoit pour eux; il annonçoit toujours un système adopté par Marie-Thérèse, et qui devoit leur être favorable; mais comme il n'en présentoit pas l'ensemble, comme il n'en dévoiloit pas même les bases, on devoit craindre que ce système ne les forçât de subir la loi qu'on leur dicteroit. Pour ses négociations avec la Porte, il redoubla de dissimulation avec Versailles; il traversa de tout son pouvoir l'alliance qu'elle avoit d'abord proposée à la France. Les divisions de l'impératrice-reine et de son fils, et les chagrins personnels que ces divisions donnèrent à Kaunitz, ayant percé dans le public, ce ministre, fier d'avoir résisté à l'empereur avec avantage, dit à l'envoyé de France, que l'alliance des deux cours se maintiendroit pour le bonheur de l'Europe, et qu'il exhortoit seulement la France à bannir les soupçons. Bientôt l'agitation que produisit à Versailles le changement de ministère, l'incertitude de la conduite des nouveaux

ministres, lui servirent de prétexte pour suspendre ses prétendues confidences. *Je vous confie cependant encore,* disoit-il, *que nous sommes prêts à tout; qu'incessamment nous assemblons une forte armée en Hongrie. Il est étrange,* ajoutoit-il, *que, pour une cause commune avec toutes les grandes puissances, nous soyons les seuls à courir les risques de notre entreprise et à en faire la dépense.* Ainsi parloit ce ministre, qui vouloit écarter la France de l'alliance avec les Turcs, qui leur demandoit alors de payer tous les frais de cet armement, et qui méditoit le double projet d'envahir une province Polonoise et de se faire céder une province Ottomane.

En effet, à Vienne, tout, dans les commencemens de 1771, annonçoit des résolutions fermes. L'ordre fut donné de travailler sans relâche à faire des cartouches : on en fit plusieurs envois en Bohème; on mit en état de défense les forteresses de ce royaume; on renouvela des impositions prêtes à finir. L'empereur s'occupa de faire faire ses équipages : il suivit avec attention tous les préparatifs; et son ardeur se nourrissoit de l'espérance que lui donnoient ces mesures prises avec empressement.

Leur premier résultat fut l'invasion d'un district sur les frontières de la Valachie. Ce district avoit toujours prétendu être sous la domination Ottomane, qui toujours avoit exercé sur lui les droits de la souveraineté. La cour de Vienne soutenoit alors en avoir de plus anciens; et jugeant le moment favorable, elle *reprit*

possession de ce district, dans le même temps qu'elle *reprenoit aussi possession* de plusieurs districts Polonois.

Déjà étoit entièrement rompue l'intimité que toute l'Europe avoit vue s'établir, et croyoit subsister encore entre Frédéric et Joseph. En supposant qu'il y eût, dans cette intimité, quelque chose de vrai après l'entrevue de Neiss, celle de Neustadt détruisit tout; et l'on pourroit juger comment ces deux souverains étoient ensemble, par une étrange plaisanterie que chacun d'eux fit faire, ou du moins toléra, l'un contre l'autre. Au mois de janvier 1771, un almanach parut à Berlin, sous le titre d'*Almanach impérial*, ayant en tête le portrait de l'empereur, suivi d'une estampe qui représentoit la première sortie de *Don-Quichotte*. Au mois de janvier 1772, avant que l'Autriche eût agréé le projet de démembrer la Pologne, parut à Vienne un almanach, ayant en tête le portrait du roi de Prusse, suivi d'une autre estampe qui représentoit la dernière action de *Cartouche*.

Les empires rabaissent toujours leur dignité, quand ils se permettent les uns contre les autres ces sarcasmes, ces allusions mordantes, qui perpétuent les querelles dans les coteries et les haines dans les grands États : c'est de plus une vengeance impolitique; car la malignité publique, qui recherche et applaudit ce dont elle s'amuse, s'accoutume aisément à ne plus respecter des souverains qui ne se respectent pas entre eux; et la cour qui avoit fait ou laissé débiter

l'estampe de Cartouche, sembla, six mois après, l'avoir débitée contre elle-même, lorsqu'elle prit sa part dans le démembrement de la Pologne.

Pendant que ces deux cours, méfiantes et jalouses l'une de l'autre, s'observoient et s'inquiétoient mutuellement, celle de Pétersbourg étoit enfin désabusée sur les immenses conquêtes que les gazettes lui avoient données, mais n'en paroissoit pas moins occupée de nouveaux préparatifs de guerre. On eut beau vouloir exercer sur les papiers publics un despotisme tel, qu'il devint absurde à force d'être tyrannique, et leur envoyer régulièrement des mensonges officiels, il fallut enfin renoncer à cette jonglerie quand la vérité vint : or, la vérité ne vient qu'avec le temps, mais elle arrive toujours avec lui. La nouvelle de la prise de Lemnos avoit été remplacée par celle de la levée du siège : les conquêtes innombrables que devoit faire la flotte Russe, s'étoient évanouies par la fuite ignominieuse de cette flotte devant une poignée de Turcs presque désarmés, et qui n'avoient passé dans cette île que sur des radeaux. Il restoit à-la-vérité la belle victoire de Tchesmé ; mais cette victoire étoit devenue inutile. Grégoire Orlof, d'autant plus irrité de ces revers que son ambition lui avoit promis plus de succès, vouloit, en continuant la guerre, donner à son frère Alexis l'occasion d'effacer une défaite par quelque grand triomphe. Ce favori, que nous avons vu appuyer de tout son crédit le projet de faire soulever la Grèce, qui s'étoit flatté de trouver pour lui-même un royaume dans les contrées célèbres par les victoires de Lacédé-

mone et d'Athènes, donnoit alors toute sa confiance à un étranger, dont la fortune tenoit à ce que la paix fût retardée long-temps ou ne se fît qu'après de grandes victoires. Cet étranger étoit le général Baüer. On devoit à ses plans et à ses observations le succès de la campagne sur les bords du Danube. Les Russes étant devenus maîtres des principales embouchures de ce fleuve et de presque tous les bâtimens qui servoient à sa navigation, Baüer proposoit, pour la campagne prochaine, d'entrer dans la mer Noire par ces embouchures. Prenant ainsi le premier dessein, qui n'avoit pu être exécuté par les Palus-Méotides, il promettoit de porter vingt-cinq mille hommes au passage du Bosphore, tandis qu'Alexis Orlof attaqueroit et forceroit les Dardanelles. Il paroît même qu'Orlof, le favori, ennuyé de la cour et des fatigues attachées à la faveur dont il jouissoit, cherchoit avec impatience quelque occasion de s'absenter; il vouloit aller prendre le commandement de ces vingt-cinq mille hommes, et se réunir à Alexis sous les murs de Constantinople. La conquête de cette capitale célèbre, ou du moins la paix dictée au sultan sous les murs mêmes du sérail, étoit un triomphe digne d'être offert par l'amant de Catherine, à cette femme ivre de gloire et d'amour.

Son frère Alexis revenoit alors de son expédition de la Méditerranée. Il étoit parti subitement des côtes d'Italie, courant jour et nuit avec un seul domestique, pour se rendre en toute hâte à Pétersbourg. Étoit-ce empressement de prendre de nouveaux ordres pour la campagne qu'il étoit impatient d'ouvrir? étoit-ce la

crainte qu'on n'eût profité de ses revers pour le desservir, en son absence, auprès de l'ambitieuse souveraine dont il avoit trompé l'attente? Le triste état dans lequel il avoit laissé sa flotte, pouvoit lui attirer de grands reproches. Cette flotte, envoyée pour changer les destins de l'Europe et de l'Asie, ne consistoit plus qu'en douze vaisseaux, tous incapables de tenir long-temps la mer : elle manquoit de tout; les troupes qu'elle portoit étoient si affoiblies * et en si petit nombre, qu'elles ne pouvoient tenter aucun débarquement. Cet état de délabrement et de pénurie n'avoit pu toujours rester ignoré; on en parloit ouvertement dans tous les ports d'Italie. Lorsqu'Alexis passa à Pise, il voulut faire tomber ce bruit par un vain appareil de triomphateur, par de fastueuses représentations de l'incendie de la flotte Turque, et par ses récits romanesques; mais au milieu de cette affectation avec laquelle il célébroit sa victoire, les Italiens, si habiles à pénétrer les hommes, avoient aisément démêlé ses inquiétudes et ses chagrins : ils reconnurent en lui le regret d'avoir échoué dans une grande entreprise (quoiqu'elle eût été favorisée par toutes les conjonctures), son peu d'espoir d'avoir des succès à l'avenir, et la crainte qu'on ne l'eût perdu dans l'esprit de sa souveraine.

En effet, une partie de la cour de Russie ne doutoit

---

* Ils avoient construit, à Paros, des casernes dans lesquelles logeoient deux mille Russes, mille matelots, et quelques milliers d'Albanois et de Grecs. Les Russes avoient peine à résister aux chaleurs d'un climat si différent du leur.

pas qu'on ne le rendît responsable de la dépense énorme de la flotte et de l'inutilité de ses opérations; mais Catherine connoissoit, mieux que personne, l'art de régner par le prestige, et de prolonger ses illusions: elle n'avoit garde de détruire elle-même celles qu'elle avoit créées et répandues. Le froid accueil qu'elle eût fait à Alexis, ne lui auroit rendu ni ses roubles, ni ses soldats, ni ses vaisseaux; mais il auroit suffi pour ternir l'éclat d'une victoire qui illustroit son règne, pour affoiblir les triomphes dont elle s'étoit enorgueillie, et pour réduire à sa juste valeur une entreprise à laquelle elle croyoit sa grandeur intéressée. Dès qu'il parut, la présence du vainqueur de Tchesmé éclipsa tout : courtisans, favoris, ministres, tout voloit vers lui, tout se courboit devant un homme puissant, que des événemens singuliers et éblouissans élevoient au-dessus de ses compatriotes. Plus hardi à la cour que dans les combats, affable et populaire avec les petits, civil avec les grands, adoré des gardes, ami de sa souveraine, qui le regardoit comme l'auteur de l'événement qu'elle avoit le plus souhaité dans son règne, une victoire navale, Alexis, juste appréciateur des forces qu'il pouvoit encore employer, osa presser l'impératrice d'accepter la médiation de la cour de Vienne; elle lui en montra le danger : il osa parler de paix; elle lui promit des pleins pouvoirs pour la dicter sous les murs de Constantinople : il lui représenta la difficulté de forcer le passage des Dardanelles; mais les objections n'étant jamais rien aux yeux de cette princesse, qui cédoit à peine aux difficultés dé-

montrées, elle se contenta de lui demander si ce projet étoit impossible. Elle lui promit des secours plus considérables encore que ceux qu'il avoit eus dans la dernière campagne; et Alexis, enivré de complimens, de promesses et d'espérances, ne tarda pas à se rendre aux sentimens de son frère et de son impératrice.

Il partit au commencement d'avril 1771, accompagné de Dolgorouki, qui devoit commander les troupes de débarquement. Pour fournir aux frais de la campagne, il avoit demandé dix millions de roubles, assurant que, sans cette dépense, il ne falloit pas se flatter d'avoir de grands succès. Catherine lui en avoit donné quinze, avec la liberté d'en faire l'emploi, sans attendre des ordres ultérieurs. Il emportoit des pouvoirs illimités pour la guerre et pour la paix; et la rapidité de ses voyages, la profusion de puissance et d'argent que l'on mettoit à sa disposition, annonçoient hautement l'extrême importance de la mission dont il étoit chargé pour la seconde fois.

Quant à la Pologne, la déclaration de la vacance du trône avoit d'abord étonné Catherine; mais bientôt elle ne vit plus, dans cette audace des confédérés, que la nécessité indispensable où le roi alloit se trouver de se jeter, de bonne foi, dans les bras de la Russie, avec toutes les forces dont il pouvoit disposer, et de quitter ouvertement la neutralité qu'il affectoit encore. On ordonna à l'ambassadeur Russe de dissiper les terreurs de ce prince, de le rassurer sur son sort, en lui promettant qu'il seroit soutenu, s'il s'occupoit

enfin de se soutenir lui-même. Stanislas-Auguste se flattoit toujours que Catherine ne vouloit pas sa perte autant que les confédérés; il lui envoya ce Branéki, jadis le vil agent de leur amour. Branéki vint à Pétersbourg pour concerter de nouvelles opérations, solliciter la nomination d'un nouvel ambassadeur à Varsovie, et (tant étoit grand l'aveuglement du roi!) imputer la prolongation des malheurs publics à la foiblesse de l'ambassadeur actuel. Il reçut de l'impératrice un accueil des plus distingués, comme si elle eût voulu faire croire qu'elle attachoit encore quelque importance aux services honteux qu'il lui avoit rendus autrefois. Depuis qu'il ne pouvoit plus jouer le rôle de complaisant, il auroit volontiers pris celui de guerrier et de politique. Il avoit porté les armes en faveur du roi, dès le temps de son élection; il avoit combattu avec succès les premiers confédérés; il venoit récemment d'avoir un combat douteux avec une de leurs divisions; et, déchu du commandement par les Polonois eux-mêmes qui, dans la chaleur de cette guerre contre les Russes, vouloient du moins épargner à leur patrie les horreurs d'une guerre civile, il croyoit avoir sa cause personnelle à défendre. Tout le parti des Orlof affecta de le dédaigner; mais Catherine leur dit que ce qu'elle alloit faire pour soutenir Stanislas-Auguste sur le trône, et modifier, s'il le falloit, les lois qu'elle avoit données à la Pologne, elle le faisoit uniquement pour l'honneur du nom Russe, qui seroit compromis si, pendant qu'elle régnoit à Varsovie, elle toléroit qu'on anéantît, sans sa participation, un

ouvrage, dont personne aujourd'hui ne sentoit plus qu'elle toute l'imperfection.

En effet, en-même-temps qu'elle chargeoit Romanzoff de faire des tentatives de paix auprès du grand-visir, Catherine crut aussi qu'il étoit de son intérêt de rendre à la Pologne une tranquillité troublée depuis si long-temps. En apaisant, ne fût-ce que pour un temps, les dissensions de la république, elle pouvoit s'en promettre trois grands avantages : elle faisoit cesser le motif de la guerre des Turcs; elle se débarrassoit du partage, qu'au fond de son ame elle n'a jamais accepté que malgré elle; et sans agrandir ni la Prusse ni l'Autriche, elle ne laissoit, entre elles et la Russie, qu'un État foible, chancelant et divisé, sur lequel elle conserveroit toujours un grand ascendant, et où elle pourroit, à volonté, renouveler les troubles, que cependant elle auroit la gloire d'avoir calmés; tandis que les Turcs, abandonnés dorénavant à leur sort, ne sortiroient qu'avec peine d'une guerre entreprise pour la Pologne, et terminée par des sacrifices qui les mettroient hors d'état de soutenir encore cette république, sans compromettre leur propre existence.

Branéki avoit porté des plaintes formelles contre Volkonsky ; il avoit demandé son rappel. Le roi avoit témoigné à Catherine le désir de le voir remplacé par Saldern ; Catherine accéda à la demande du roi, et la conduite du ministre qu'elle lui envoya a trop influé sur les événemens qui ont suivi, pour ne pas faire connoître ici le personnage qui va jouer un si grand rôle.

Saldern, dont Rhulière nous a tracé l'origine et les premiers écarts, étoit un de ces hommes qui, autant par leur adresse que par leurs talens, savent se rendre nécessaires aux ministres dont ils sont les confidens. Habile dans les affaires, supérieur la plume à la main, il touchoit le but du premier trait, quand il ne se laissoit pas emporter par sa violence; mais plein de hauteur et de suffisance, ayant souvent le ton d'une pédanterie grossière, il perdoit, dans la discussion, le fruit de sa grande sagacité, par une impétuosité indomptable qu'il connoissoit bien, et contre laquelle il cherchoit inutilement à se mettre en garde : vain et faux, il dévoiloit quelquefois, par cette excessive impétuosité, toute la trame de l'artifice le plus insidieux; vif et ardent pour tout ce qu'il entreprenoit, c'étoit de lui qu'on auroit pu dire que *le despotisme étoit dans sa tête autant que dans son cœur;* porté par caractère aux partis les plus extrêmes, il ne manquoit jamais de voir les bornes, mais les dépassoit presque toujours. Envoyé à Varsovie en 1765 pour vérifier les plaintes portées sur Repnin, pour apaiser le juste mécontentement du roi, il avoit tout perdu par sa violence, et cependant il trouva le moyen d'être toujours l'homme nécessaire à Varsovie. Il avoit passé dans d'autres cours, pour essayer de former cette ligue du nord, dont la seule tentative avoit si justement irrité Choiseul contre l'impératrice de Russie : il commença par Berlin; et, dès le premier jour, il fatigua Frédéric, peu accoutumé à trouver de pareilles manières dans les négociateurs qu'on lui envoyoit. Ce

prince en fait, dans ses Mémoires, un portrait parfaitement conforme à celui que nous donnons ici : il nous dit que Saldern, *sans mesure et sans souplesse, prit avec lui le ton de dictateur Romain; qu'il auroit volontiers tracé le cercle de Popilius.* Frédéric, moins patient qu'Antiochus, et qui d'ailleurs vouloit éviter la guerre dans laquelle cette ligue du nord l'auroit entraîné, congédia sans détour le négociateur insolent. Saldern alla de Berlin à Copenhague. Son ton brusque et impérieux eut du succès dans un pays soumis alors à la terreur et à la corruption de la Russie; il fit changer le ministère et les principaux chefs de l'armée : on peut dire qu'il fut le sultan du Danemarck; et quand on songe à tout ce qu'il fit, ou voulut faire dans les cours où il n'étoit que l'envoyé d'une cour étrangère, on est effrayé de ce qu'il auroit fait à Pétersbourg, s'il y eût joué un premier rôle. Cependant cet homme, qui joignoit à ce que nous venons de dire l'habitude du sarcasme et les dangers de l'indiscrétion, avoit inspiré à Panin la plus haute idée de ses talens. Ce ministre tout-puissant accabloit Saldern de sa faveur, ou plutôt de toute sa confiance. Sa paresse avoit besoin de ce second, qui étoit en effet grand travailleur; et elle ne pouvoit plus s'en passer : deux traits feront voir à quel point Saldern étoit nécessaire à Panin et reconnu pour tel. Quand les ennemis de ce ministre voulurent préparer sa chute, ils crurent devoir, avant tout, commencer par attaquer Saldern et par le faire exiler. Plus d'un an auparavant, ce confident, d'une si grande ressource pour un ministre dévoué à Cathe-

rine, se laissa aveugler par l'ambition, au point de méditer une révolution en faveur du grand-duc. Il avoit déjà composé l'écrit que le jeune prince devoit publier, en montant sur le trône; il fit plus: il le montra à Panin, tant il étoit sûr de son ascendant sur lui. Panin le lut, le déchira sans dire un mot, jeta les morceaux au feu, n'en parla jamais à Saldern, et se servit de lui comme auparavant.

L'envoi d'un homme qui jouoit, à Pétersbourg, un rôle si intéressant, prouvoit la nécessité où Catherine croyoit être de travailler efficacement à finir l'affaire de la Pologne; il prouvoit en-même-temps que Panin avoit repris l'avantage sur ses adversaires, puisque c'étoit son favori, son conseil, le premier agent de son ministère, qui étoit chargé d'une commission aussi essentielle. Sa nomination excita de grands murmures à Pétersbourg. L'orgueil ou l'avidité des courtisans n'envisageoit, dans cette commission, que le profit qu'elle pouvoit donner, et ne voyoit ni les grandes difficultés dont elle devoit être hérissée, ni les talens qu'elle exigeoit.

Ces difficultés résultoient des instructions qu'il avoit reçues. Aux termes de ces instructions, il devoit, à quelque prix que ce fût, terminer les troubles de Pologne, ne rien négliger pour ne céder que ce qu'il jugeroit indispensable; mais quand il reconnoîtroit la certitude de finir en cédant, il étoit autorisé à accorder tout, excepté la vacance du trône. Stanislas-Auguste, dans tous les cas, devoit rester roi de Pologne. Cette condition seule étoit strictement

imposée à Saldern; du reste, il pouvoit consentir à l'élargissement dès quatre sénateurs enlevés, à exclure du sénat les dissidens, pourvu qu'on leur conservât droit aux starosties, à restreindre, par l'établissement d'un conseil, le pouvoir du roi * pour la nomination aux emplois et la distribution des grâces; il pouvoit même, pour faire cesser la méfiance, annoncer que tous ces articles seroient sous une autre garantie étrangère, que celle de la Russie; enfin, que cette garantie Russe, et les nouvelles lois auxquelles elle avoit toujours été appliquée, pourroient être presqu'abandonnées au fond, pourvu que les formes fussent sauvées le mieux possible. Le surplus de ces instructions renfermoit des raisonnemens, des observations, l'examen de quelques cas particuliers, et l'injonction réitérée de procéder avec douceur, d'éviter les moyens violens, jusqu'à la dernière extrémité.

Ces instructions donnent beaucoup à penser, quand on les rapproche de la conduite que, depuis 1765, la cour de Russie avoit tenue relativement à la Pologne: c'étoit l'abandon total de tout ce qu'elle avoit fait, et surtout des formes terribles qu'elle avoit employées; je dis l'abandon total, car la conservation

* En paroissant craindre qu'il ne fût porté quelque atteinte à la liberté de la Pologne, Catherine remplissoit ses vues par la diminution de la prérogative royale: aussi, dans la diète de 1773, qui consomma le premier démembrement de ce royaume, la sanction de cet article fut-elle exigée, par les trois puissances, aussi impérieusement que l'abandon des provinces envahies. C'étoit l'article intéressant pour faire une seconde révolution, à la faveur de laquelle elles pussent envahir et partager le reste de la Pologne.

de la couronne sur la tête de Stanislas-Auguste, étoit une condition à laquelle Catherine pouvoit d'autant moins renoncer, que toutes les puissances avoient reconnu le roi régnant. Mais quel motif la portoit à sacrifier tout le reste? Il est sûr que Repnin avoit outre-passé toutes les bornes, et qu'elle ne pouvoit se dissimuler à elle-même que tant de rigueurs exercées en son nom s'accordoient mal avec cette réputation d'humanité et de philantropie que lui donnoient les plus célèbres écrivains du temps; mais cela seul ne l'eût pas déterminée à revenir aussi complètement sur ce qu'elle avoit fait, quelques regrets qu'elle pût en avoir. Le rapprochement de dates nous indique un autre motif, qui semble le véritable : les instructions furent données à Saldern, à la fin de février 1771; à cette époque, les premières idées du partage avoient été traitées entre Henri et elle *; ce prince étoit alors à Berlin : Frédéric une fois instruit, le ministre Autrichien pouvoit ne pas tarder à l'être; il le fut en effet, et l'eût été plus tôt et plus positivement, sans les difficultés que Catherine éleva sur ce partage, même à l'égard de la Prusse. Il étoit convenable aux intérêts et à la dignité de cette souveraine, déjà si opposée à toute médiation en faveur des Turcs, de ne pas risquer que les puissances copartageantes vinssent offrir la leur pour pacifier la Pologne. Si Romanzoff parvenoit à faire accepter l'armistice par le grand-visir, les confédérés,

* A la fin de janvier 1771, peu de jours après que Henri fut de retour de Moscou.

sans secours, étoient obligés de mettre bas les armes; et les offres de la Russie leur ôtoient tout prétexte pour continuer la guerre : alors la pacification de la Pologne se trouvant faite par Catherine seule, la Russie conservoit toutes ses conquêtes sur la Porte, ou la forçoit à recommencer la guerre, sans avoir pour elle la diversion des confédérés. Si l'armistice étoit refusé, Catherine, sans inquiétude du côté de la Pologne, reportoit toutes ses forces contre les Turcs; si enfin la pacification de la Pologne rencontroit trop d'obstacles, comme les ordres que Saldern emportoit étoient secrets, il pouvoit toujours, même d'après eux, revenir à des voies rigoureuses, ce qu'il ne fit que trop ; et Catherine se trouvoit, ainsi prête sur tous les points, préparée aux événemens, quels qu'ils fussent, pour donner seule la paix à la Porte et à Varsovie, ou pour reprendre contre l'une et l'autre les avantages que la force lui avoit procurés.

Comme politique, cette double combinaison étoit sage ; elle fut encore indiquée par le retard du départ de Saldern. Nommé à la fin de janvier, il ne vint qu'à la fin d'avril * à Varsovie, et ne donna que le 14 mai sa première déclaration. Pendant ce temps, arrivoient à Vienne les premières notions des propositions de paix offertes, ou plutôt dictées à la Turquie; et on ne put douter qu'elles ne devinssent, entre les deux cours, matière à négociation, lorsqu'on sut que Lobkowitz étoit envoyé à Pétersbourg.

* 1771.

En fouillant dans les archives de la diplomatie, on trouve souvent des actes qui paroissent contradictoires, mais qui ne sont point inconciliables. Un cabinet, quand les affaires se compliquent par les intérêts mêmes éloignés des autres cours, a tant de cas à prévoir, tant de ménagemens à garder, qu'il est obligé de prendre en-même-temps des routes très-divergentes; et son art consiste à arriver au but par l'une ou par l'autre. Catherine, engagée par une suite de fautes dans une position difficile, ne voulant ni perdre l'alliance de la Prusse, ni entrer en guerre avec l'Autriche, avoit pour but principal de sortir d'embarras sans leur intervention : elle pouvoit en sortir ou par la force ou par la douceur; l'incertitude et la jalousie de Frédéric et de Kaunitz lui laissoient le temps de prendre l'une et l'autre routes, jusqu'à ce qu'elle vît clairement celle qu'il falloit suivre seule. Enfin, si malgré les probabilités les plus raisonnables, on ne vouloit pas admettre cette double combinaison, il faudroit alors en revenir à une vérité, dont on trouve souvent la preuve dans l'étude de la politique moderne : c'est que le jeu du hasard, celui des passions, quelquefois même de misérables calculs du moment, peuvent tout-à-coup changer les plus beaux plans de la prévoyance humaine; et le lecteur, après avoir multiplié les hypothèses pour expliquer des changemens aussi subits qu'extraordinaires, est étonné de les voir produits par une cause, qu'il a eu le bon sens de ne pas deviner.

Jamais homme ne fut moins propre que Saldern

à la commission dont il étoit chargé. Il avoit pour les Polonois un mépris qu'il affectoit de laisser paroître : leurs constitutions lui étoient presque inconnues; il n'avoit, sur leur position présente, que des notions peu sûres. Moins instruit encore de l'état des confédérés, il ne connoissoit ni leurs ressources, ni ce qu'on pouvoit avoir à craindre de leur part. On étoit surpris qu'il eût accepté cette mission; mais il étoit la première cause des funestes progrès qu'avoient faits les troubles de Pologne, et, par attachement pour Panin, il devoit chercher à lui éviter tout ce que les suites fâcheuses de ces troubles auroient pu lui attirer. D'ailleurs il fut entraîné par l'envie de figurer dans l'affaire la plus importante qu'eût alors la Russie; car cet homme, malgré sa simplicité ou même sa rudesse extérieure, aimoit qu'on s'occupât de lui. Il sentoit qu'il avoit entrepris un ouvrage très-épineux : l'espoir du succès pouvoit le contraindre quelque temps; mais son naturel devoit bientôt percer, et perça mieux avant son départ. Il entroit en fureur lorsqu'on lui faisoit envisager que d'autres puissances étoient sur-le-point de s'immiscer dans les affaires de la république : il en parloit comme d'une province de l'empire Russe, à laquelle un nouveau gouverneur alloit rendre le calme; il annonçoit qu'il commenceroit par des voies de douceur, mais que, pour peu que cet essai fût infructueux, il faudroit *tout sabrer*. Il répétoit souvent les mots de *dictateur et de Sibérie*. Il demanda, avant son départ, que toutes ses dépêches fussent lues au conseil, et que ses opérations y fussent

discutées d'après l'étendue de ses pouvoirs. De telles précautions témoignoient assez ses inquiétudes sur la mission qu'il alloit remplir; aussi disoit-il que s'il ne réussissoit pas, il ne reviendroit jamais à Pétersbourg. Nous verrons, dans le Livre suivant, l'usage qu'il fit des pouvoirs qui lui étoient donnés : nous avons dû parler ici de ses pouvoirs et de son départ, parce qu'ils faisoient partie des mesures pacifiques qu'à tout événement Catherine vouloit avoir prises, ou au moins préparées d'avance.

Mais elle en prenoit en-même-temps qui montroient l'intention de renouveler avec force les attaques de l'année précédente contre l'empire Ottoman. L'invasion de la Crimée étoit résolue : un premier traité avoit été fait avec plusieurs tribus de Tartares; on s'étoit assuré parmi eux d'un parti nombreux; on leur avoit promis de les rendre pour toujours libres et indépendans. Cette entreprise étoit la seule dont on laissa pénétrer le dessein. Sous ce voile, on cherchoit à détourner de tous les autres projets l'attention publique, et surtout celle des Autrichiens : on ne dissimuloit pas l'intention de faire une troisième campagne; mais on ne parloit plus ni de forcer les Dardanelles, ni de traverser la mer Noire, ni de chercher à franchir le Danube : on ne s'occupoit pas moins de tous ces objets, quoiqu'on affectât de n'en rien dire. La flotte Russe devoit, disoit-on, se borner à tirer ses subsistances des îles de l'Archipel, à répandre des alarmes, ou au moins des inquiétudes, dans Constantinople, par la difficulté des approvisionnemens. On assuroit à la

cour de Vienne que, par égard pour elle, on se borneroit, du côté du Danube, à empêcher les Turcs de passer ce fleuve; que Catherine n'avoit plus d'autres vues que d'assurer à son empire le commerce de la mer Noire : perspective d'autant plus faite pour la flatter, que ce projet avoit été conçu par Pierre-le-Grand, et qu'aucun de ses successeurs n'avoit encore pu l'exécuter. En vain tous les ministres, qui voyoient de plus près la difficulté de soutenir ces entreprises ruineuses, désiroient le terme d'une guerre dont les embarras se renouveloient tous les jours : en vain avoient-ils représenté à Catherine l'inquiétante situation de ses finances, les pertes que souffroient ses armées, au sein même de la victoire, l'épuisement et les murmures de ses peuples; aucun d'eux n'avoit sur elle plus de pouvoir qu'Alexis Orlof, qui cependant ne put la convaincre. Il leur étoit bien démontré que la Porte ne voudroit jamais traiter seule avec la Russie, et que la médiation, dont le nom seul excitoit déjà tant de méfiance, étoit d'ailleurs proscrite par Catherine : ils n'osèrent plus revenir sur des représentations, quelquefois mal accueillies; et leur obéissance trouva des ressources pour les préparatifs de cette campagne, dans l'espoir que ce seroit la dernière.

Les fautes et les revers de l'armée Ottomane avoient affligé, mais non pas abattu les confédérés. Lorsqu'ils virent, à la fin de 1770, qu'ils n'avoient plus rien à attendre d'elle, ils reparurent dans toutes les provinces avec une force nouvelle, qui ne peut s'expliquer que par cette pensée aussi hardie que vraie : *una*

salus victis nullam sperare salutem. Les médiocres subsides qu'ils avoient obtenus de la France, furent employés à se pourvoir d'armes et de munitions. C'étoit beaucoup pour des hommes qui, depuis long-temps s'étoient battus sans armes, ou n'avoient encore que celles qu'ils arrachoient à leurs ennemis. La protection divine leur sembloit manifestée par la prise de la forteresse de Czenstokow, sanctuaire ou berceau de la liberté Polonoise. Fortifiés au sommet et dans les gorges de quelques montagnes, ils avoient à leur disposition des districts entiers, et n'étoient point, comme les années précédentes, réduits, dans l'hiver, à errer dans les bois. Presque toute la petite Pologne leur étoit soumise ou dévouée; ils pouvoient y ramasser de l'argent, des vivres, y faire des recrues. Quelques-unes de leurs troupes étoient en marche pour la Lithuanie, et portoient des armes à cette grande province, désarmée par les Russes au commencement de la guerre. Les Lithuaniens, touchant aux frontières de la Russie, s'apprêtoient à y faire des incursions, et les confédérés se flattoient qu'une partie de l'armée Russe seroit bientôt rappelée pour la défense de la Russie même. Enfin, quelque impolitiques qu'eussent été la déclaration de la vacance du trône et la publication de l'interrègne, on pouvoit se persuader qu'une démarche aussi décisive n'avoit été faite qu'avec la certitude du plus grand secours, et par conséquent du plus grand succès. C'est ainsi qu'elle avoit été jugée dans plusieurs provinces. Dès le 22 novembre 1771, on mandoit de Bialystock : « la publication de l'interrègne fait un

» bon effet : on prend beaucoup de courage, dans » l'espérance qu'une démarche si vigoureuse est fon- » dée sur la protection des puissances * ».

Au milieu même de ses préparatifs de guerre, Catherine n'avoit pu refuser à Henri la promesse de faire connoître à son frère les conditions auxquelles elle pourroit se résoudre à traiter de la paix; elle différa long-temps une démarche qui devoit être désavouée par sa fierté, et que lui auroient évitée les succès de Saldern à Varsovie, ou ceux de Romanzoff auprès du grand-visir. Pour s'épargner, s'il étoit possible, cette démarche, autant que pour prévenir, avant l'ouverture de la campagne, les déterminations de la cour de Vienne, elle chargea Galitzin de déclarer à LL. MM. II. que leur médiation, réunie à celle de la Prusse, lui eût été agréable, sans les raisons qu'elle avoit de chercher à terminer ses différends avec la Porte par une voie plus prompte et plus simple; qu'elle leur demandoit uniquement leurs bons offices dans cette négociation, et qu'elle les requéroit, avant tout, pour obtenir la liberté de son résident. Cette déclaration insignifiante devoit être faite à Vienne par un ministre plus insignifiant encore.

Galitzin n'étoit point un homme propre aux négociations. Sa cour, qui connoissoit son peu de moyens, ne lui avoit jamais rien donné d'important à traiter: ses négociations se sont toujours bornées à recevoir

* Cela même prouve que, sans cette protection, ce n'étoit qu'une fausse démarche.

des ordres de lire au ministre Autrichien les dépêches du ministre Russe, ou les lettres particulières de Panin; et nous verrons, dans un instant, la cour de Vienne en agir de même avec lui, pour une dépêche très-intéressante. Cette cour ne prit pas le change sur la déclaration dont Galitzin étoit chargé de lui donner connoissance; elle vit bien qu'on vouloit éluder la communication des propositions de paix. En conséquence, elle répondit qu'elle n'eût accepté la médiation qu'autant qu'elle en auroit été requise par Pétersbourg, comme elle l'avoit été par la Porte; qu'elle accorderoit volontiers ses bons offices pour le rétablissement de la paix, mais que, pour cela, elle avoit besoin de connoître les demandes que devoit faire la Russie, et que, cependant, elle ne laisseroit pas de s'intéresser au sort d'Obrekoff et de travailler à son élargissement.

Catherine jugea, par cette réponse, qu'il faudroit se résoudre à communiquer ses propositions; mais auparavant elle auroit voulu que l'affaire d'Obrekoff fût terminée, parce que le succès de cette affaire indiqueroit la terreur qu'elle inspiroit à Constantinople, et que d'ailleurs Obrekoff lui devenoit nécessaire pour la négociation.

Panin ne le dissimula pas à Lobkowitz, dans deux entretiens qu'il eut avec lui, le 25 avril et le 17 mai 1771.

Dans le premier, il développa tout au long ce que Galitzin avoit eu ordre de déclarer à Vienne; dans le second, il parla avec les plus vives inquiétudes des

progrès des confédérés, de leurs entreprises, de leur audace, de leurs discours violens, du projet d'élire incessamment un roi, projet, disoit-il, *qu'ils publient avec affectation. Outre les subsides de la France, ils se vantent hautement d'avoir pour eux une autre puissance qui les soutiendra.* Il ajoutoit que Stanislas-Auguste, las ou effrayé, étoit près de prendre la fuite et d'abandonner la partie. Il appuya surtout sur ces deux articles, mais en observant avec l'Autriche tous les ménagemens, tous les égards possibles. Il pria avec instance Lobkowitz d'en écrire à sa cour, en l'assurant qu'il ne prétendoit faire aucune demande en règle, ni porter aucune plainte; qu'il n'exigeoit rien de précis, mais qu'il s'en rapportoit entièrement à ce que la cour de Vienne jugeroit convenable, pour calmer l'état d'agitation et de méfiance dans lequel on étoit réciproquement.

Ces confidences officielles n'avançoient point les négociations, mais gagnoient du temps; et c'étoit tout ce que Catherine demandoit : son premier désir étoit rempli. Les ministres de Prusse et d'Autriche avoient réussi à Constantinople : Obrekoff étoit en liberté; ce que la Prusse n'eût jamais obtenu seule, parce que les Turcs commençoient à se méfier d'une puissance si intimement liée avec leur ennemi. Le lieu même dans lequel on le fit conduire, Semlin, prouvoit l'influence que l'Autriche avoit eue dans cette affaire. Catherine sentit vivement cette légère mortification, même au milieu d'un triomphe dont elle jouissoit en obtenant des Turcs ce qu'ils n'avoient jamais

accordé à aucune puissance chrétienne. *Y a-t-il dans l'histoire*, écrivoit-elle à Voltaire, le 31 mai, *un exemple que les Turcs ayent relâché, au milieu de la guerre, le ministre d'une puissance qu'ils avoient offensée par une telle infraction du droit des gens?* Dès le 19 mai, cette nouvelle importante étoit parvenue à Pétersbourg par un courrier de Galitzin: Catherine la tint secrète, jusqu'à ce qu'elle en fût instruite par Lobkowitz, qui ne reçut son courrier de Vienne que le 22 seulement; mais, dès le premier moment, elle avoit ordonné à Panin de dresser un Mémoire des conditions de paix; et le 30 en effet, ce Mémoire, examiné par le conseil, avoit été remis à Lobkowitz, à la suite d'une longue conférence avec Panin.

La remise qui fut faite à Lobkowitz contenoit trois pièces: 1.° le plan de pacification; 2.° un Mémoire concernant les Tartares, pour éclairer la cour de Vienne, l'instruire de leur état, de leurs mœurs, de leurs constitutions, et lui prouver que la forme quelconque qu'on pourroit leur donner, étoit absolument indifférente aux intérêts de l'Autriche; 3.° un autre Mémoire intitulé: *Communication sur ce qui a été dit par le prince Lobkowitz, touchant l'élargissement de M. Obrekoff.* Il est à remarquer que, dans aucune de ces trois pièces, il n'étoit question de la Pologne.

Quant aux conditions, la Russie demandoit Azof, le commerce de la mer Noire par des vaisseaux Russes; elle exigeoit que les deux nations naviguassent sur cette mer avec égalité de droits; que la Moldavie et la Valachie ne rentrassent plus sous la domination Ottomane.

Catherine ne prétend pas les soumettre à la sienne; elle s'en rapporte à ce que les cours de Vienne et de Berlin feront de concert, pour décider du sort de ces deux provinces : elle veut seulement les avoir en séquestre pendant vingt-cinq ans, pour l'indemniser des frais de la guerre; elle exige une amnistie générale pour tous les Grecs; elle demande l'affranchissement de tous les Tartares, qui dorénavant seront indépendans des Turcs. Pour appuyer cette proposition, elle considère les Tartares sous trois divisions.

Dans la première, sont ceux qui, après avoir réclamé sa protection, ont presque tous passé dans le Kuban : ce n'est pas à elle à les renvoyer à main armée dans leur ancienne habitation, et à les contraindre de retourner sous le joug qu'ils ont secoué.

Dans la seconde, sont les peuplades sur lesquelles la souveraineté de la Porte n'étoit pas constamment établie.

Dans la troisième, sont les Tartares habitans de la Crimée : on annonce l'attaque de cette presqu'île comme devant avoir un succès infaillible; Catherine veut que, par la suite, les forteresses et places maritimes de la Crimée soient sous sa protection, et défendues par ses troupes. Du reste, on se borne à demander que tous les Tartares, quels qu'ils soient, ne soient plus soumis à la Porte; mais qu'ils se gouvernent à l'avenir comme ils voudront.

Catherine annonce qu'elle est disposée à envoyer des plénipotentiaires à un congrès; qu'elle se prêtera là-dessus à tous les arrangemens qui seront proposés.

par le divan, ou suggérés par les deux cours. Elle évite avec soin de parler de leur médiation; mais elle acceptera toujours leurs bons offices*. Sans dire que ces propositions fussent un *ultimatum*, on déclare que c'est par égard pour la cour de Vienne qu'on s'est réduit à ce qu'elles contiennent, et qu'elles auroient été bien différentes si on les eût présentées directement à la Porte; enfin on annonce que la Russie, quel que soit le succès de ses armes, n'ajoutera rien à ses demandes.

Dans la longue conférence que Panin eut avec Lobkowitz en lui remettant ce Mémoire, il fit entendre au ministre Autrichien que la Russie se conformeroit à tous les désirs de la cour de Vienne, si celle-ci vouloit lui être favorable à Constantinople; il indiqua verbalement les dispositions où étoit Catherine de pacifier la Pologne; il répéta plusieurs fois avec assurance que la Russie n'étoit pas embarrassée pour soutenir la guerre encore pendant deux ans; que quelque chose qu'on pût lui alléguer, jamais il ne croiroit que l'Autriche déclarât la guerre à la Russie pour protéger les Turcs; et qu'à cet égard, il se refuseroit même à l'évidence.

La même communication avoit eu lieu avec Solms, qui en donna connoissance à Berlin. Frédéric fut

* Ceci sembleroit inconséquent, d'après le refus de la médiation, puisque, dans un congrès, des bons offices deviennent une médiation. Mais Catherine vouloit toujours laisser un moyen de rapprochement, ne fût-ce que pour en venir au partage, si elle ne pouvoit pas faire mieux.

indigné à la lecture de ces propositions. Déjà inquiet, comme nous l'avons dit, de l'agrandissement de la Russie, il vit jusqu'où son ambitieuse souveraine vouloit porter l'orgueil de la victoire; il s'offensa du peu d'égards qu'elle montroit pour la médiation d'un allié qui lui restoit si constamment attaché; il fit faire à Catherine des représentations qui furent reçues avec humeur: il sentit que la cour de Vienne, justement alarmée d'un excès d'ambition aussi fortement avoué par la Russie, pourroit prendre quelque détermination violente; et pour empêcher un éclat, il ne comptoit que sur les premières idées de partage que Kaunitz ne voudroit pas entièrement éloigner.

Ce ministre ne fut ou ne parut pas étonné des conditions présentées par Catherine. N'espérant, ne désirant même pas qu'elles fussent de nature à ce que l'Autriche les appuyât ou les discutât auprès de la Porte, il ne vit rien en elles qui dérangeât ses projets; c'étoit, au contraire, une raison de plus pour presser la négociation de Thugut auprès du divan.

Marie-Thérèse, non-seulement les regardoit comme inadmissibles par les Turcs, mais disoit que, même acceptées par eux, elles ne pouvoient l'être par l'Autriche; qu'il étoit opposé à ses intérêts de voir la Transilvanie inondée de Grecs et de Moldaves; qu'en vain ces peuples auroient des princes indépendans; qu'ils n'en seroient pas moins dépendans réellement de la Russie, ce qui étoit trop dangereux pour la monarchie Autrichienne. Cette grande souveraine, qui avoit compté passer en paix le reste de sa vie, se dé-

cidoit à commencer une guerre nécessaire à l'honneur et à la sûreté de ses États; elle voulut que son refus formel fût envoyé directement et sans délai à Pétersbourg, sans même consulter le roi de Prusse, en annonçant à la Russie un parti pris avec fermeté, dans le cas où l'on ne recevroit pas un autre plan de pacification moins contraire aux intérêts de l'Autriche; car il est à remarquer que c'étoit toujours sur eux que portoit la discussion, et que ceux de la Turquie n'étoient rappelés qu'à raison de leur influence sur les autres. Kaunitz, mécontent du roi de Prusse, saisit volontiers cette occasion de le mortifier, en répondant, sans le consulter, aux propositions de Pétersbourg. Un Mémoire fut dressé en forme de réponse, envoyé à Lobkowitz, après qu'on eût permis à Galitzin d'en prendre ou entendre la lecture. Le courrier qui le portoit passa par Berlin, le remit sous cachet volant à Van Swieten, qui avoit ordre de le lire au roi, et de faire repartir le courrier sur-le-champ. Van Swieten usa vainement de toute son adresse pour présenter au roi cette lecture comme une marque de confiance: Frédéric sentit vivement le coup qu'on lui portoit; il témoigna avec aigreur sa surprise de n'avoir pas été consulté sur une résolution aussi importante, et prétendit que les conditions offertes par la Russie n'étoient point assez déraisonnables pour n'être pas présentées à la Porte, et ne pas servir de base à une négociation. Van Swieten, conformément à l'ordre précis qu'il en avoit, répondit, sans autre explication, que chacun avoit sa manière, et que S. M. pouvoit

prendre un parti sur la lecture qu'elle venoit d'entendre. Cet air d'indépendance, ce ton indifférent inquiétèrent peu Frédéric; mais il reconnut sans peine l'orgueil vindicatif de Kaunitz; il en fut ulcéré, et finit en disant que, d'après ce Mémoire, il donneroit des ordres à Solms. On peut croire que son juste mécontentement des formes employées à son égard, ne l'empêcha pas de reconnoître qu'au fond la cour de Vienne jugeoit les offres de Pétersbourg comme il les jugeoit lui-même; car Solms lut à Lobkowitz une partie de la lettre du roi, dans laquelle il lui étoit enjoint de seconder de son mieux les démarches du ministre Autrichien.

Ces demandes, entièrement conformes aux intentions de Marie-Thérèse, telles que nous venons de les voir, étoient de ne point ôter la Moldavie et la Valachie aux Turcs, de ne rien changer à l'état de la Crimée, de renoncer à la prétendue indépendance des Tartares, et de laisser le commerce de la mer Noire dans son état actuel; enfin ce Mémoire, depuis le premier mot jusqu'au dernier, tendoit à persuader que Vienne avoit pris le parti de conserver la Turquie dans l'équilibre qu'elle doit avoir, suivant le système adopté en Europe, et de rétablir la balance de la manière la plus solide : chacun des articles étoit traité avec force, mais avec beaucoup d'égards pour Catherine; et il étoit recommandé à Lobkowitz d'en mettre dans les formes de la communication qu'il donneroit. Aussi ce ministre, en communiquant le Mémoire à Panin, lui donna-t-il en-même-temps connoissance

de sa dépêche, dont on le laissoit maître de lui faire part, et dans laquelle on annonçoit qu'il alloit être pris des mesures de guerre.

En effet, ces mesures se prenoient ostensiblement. De tous côtés les régimens Autrichiens s'approchoient des provinces qui devoient être le théâtre de la guerre. L'envoyé de Vienne à Berlin demanda au roi s'il resteroit neutre, dans la supposition où les Russes seroient attaqués par-tout ailleurs qu'en Pologne. Le roi déclara ne pouvoir accorder la neutralité; mais il exhortoit à ne rien précipiter : il faisoit espérer une réponse plus satisfaisante; il ne dissimuloit même pas à Van Swieten combien il étoit mécontent de la hauteur avec laquelle Catherine avoit reçu l'offre de la médiation; mais il ajoutoit qu'il falloit excuser pendant quelque temps l'ivresse de la victoire. Souvent, dans ses entretiens avec Van Swieten, il soutenoit qu'une manière de ruiner sûrement la Russie, c'étoit de la laisser se livrer à son ambition; et il citoit tous les empires qui s'étoient détruits par l'étendue de leurs conquêtes.

On ne se pressa pas à Pétersbourg de répondre au Mémoire communiqué. Le conseil ne s'assembla pour la réponse que le 25 juillet, lorsque l'on sut la conquête de la Crimée[1]; et cette réponse ne fut donnée que du 10 au 13 août[2]. Le Mémoire remis à Lobkowitz étoit long et diffus; mais tout y étoit exprimé

[1] Les lignes de Précop furent forcées le 24 juin 1771.

[2] Le courrier de Lobkowitz partit de Pétersbourg le 15 août.

avec beaucoup d'égards et d'honnêteté pour l'Autriche. Un long préambule contenoit des témoignages de reconnoissance sur l'élargissement d'Obrekoff, et de grandes assurances sur le désir de voir la cour de Vienne continuer ses bons offices. Catherine entre ensuite dans ce qu'elle appelle *ses raisons;* car, ses propres expressions y sont souvent employées, et c'est elle-même qui parle, toutes les fois que le style ordinaire d'un Mémoire peut le comporter. Il est probable qu'on avoit pris cette forme pour insérer, sans aucun changement, dans la discussion générale, les notes qu'elle-même avoit faites. Il en résulte souvent, dans le Mémoire, un ton de confiance affectueuse, que Catherine n'étoit pas fâchée d'employer, sans cependant rien céder au fond. Chacun des points discutés par la cour de Vienne, et rejetés par elle, est examiné; on en établit la modération et la justice: celui du commerce de la mer Noire avoit été écarté par elle, comme ne pouvant manquer d'élever les plus grandes difficultés à la Porte; on chercha à prouver le contraire, en ajoutant de nouveaux raisonnemens à ceux qui avoient été déjà présentés.

Les deux articles de la Valachie et de la Moldavie, que Vienne avoit très-positivement déclarés nuisibles aux intérêts de sa monarchie, sont repris de manière que, sans articuler précisément que ces deux conditions d'indépendance sont, pour la paix, d'une nécessité *sine quâ non*, on dit tout ce qui peut conduire à cette conclusion. Du reste, on soutient que l'honneur et la dignité de l'empire Russe ne

permettent pas que des peuples, auxquels il a promis sa protection, rentrent sous la domination Ottomane; que c'est pour la Porte une perte légère, et qu'il est indifférent, pour la tranquillité de l'Autriche, que la Valachie et la Moldavie soient possédées par un prince qui ne pourra jamais nuire à personne, s'il n'a pas d'autres États, et à qui, s'il est déjà puissant, cette principauté ne procurera qu'une foible augmentation de puissance. Quant au choix de celui qui obtiendra la souveraineté de ces deux provinces, Catherine déclare s'en être toujours rapportée, et s'en rapporter encore à la cour de Vienne, et à ce qu'avec celle de Berlin, elle jugera le plus convenable. Des allégations à-peu-près semblables sont opposées à celles que la cour de Vienne présentoit contre l'indépendance des Tartares : on maintient que la Russie ne peut renoncer à les seconder dans les moyens qu'ils emploient pour s'assurer cette indépendance, qui n'a rien d'inquiétant pour la cour de Vienne, et qui est presque indifférente à la Turquie.

En un mot, chaque article est traité avec prolixité; mais il n'y a rien de changé aux premières dispositions, et partout on voit une persévérance très-décidée. En remettant le Mémoire à Lobkowitz, Panin eut une longue conférence avec lui : il chercha en vain à le convaincre que la cour de Vienne en seroit contente; et, pour suppléer à une conviction qui étoit impossible, il insinua, sans cependant rien articuler de positif, que Catherine laisseroit volontiers

la Moldavie à la disposition de la cour de Vienne. Lobkowitz ne releva point cette insinuation, et ne parut même pas l'avoir remarquée; il étoit d'autant moins dans le cas de répondre, qu'il savoit que, par le traité que sa cour venoit de faire avec la Porte, elle obtenoit la cession d'un territoire considérable, et que ce traité devenoit plus intéressant encore depuis que la Crimée étoit au pouvoir de la Russie.

Le projet de ce traité appartenoit à Staremberg: il en avoit fait sentir à Bender les avantages; et tous deux n'avoient point eu de peine à le faire adopter à Kaunitz, qui le regardoit comme un moyen de résister à l'empereur, trop empressé de s'allier avec la Russie contre la Porte. La négociation du traité avoit été confiée à l'adresse de Thugut; elle avoit éprouvé des retards qui tenoient à différentes causes.

Les formes sous lesquelles devoit se traiter cette alliance, étoient difficiles à fixer; chacun cherchoit, et avoit peine à justifier les siennes par des exemples: celui de François I.er, qui fit la première alliance de la France avec la Turquie, ne pouvoit être appuyé par des détails que personne, à Constantinople, n'étoit en état de donner. Thugut étoit obligé de prendre beaucoup de précautions, pour que la légation Françoise n'eût aucune connoissance de ce qu'il tramoit; et ce secret, contraire aux intérêts de la Porte, y entretenoit une grande méfiance: enfin, Ismaël-Bey, reïs-effendi, étoit un homme riche et voluptueux; la longue faveur de Mustapha lui avoit attiré beaucoup d'envieux. Si ceux-ci n'avoient voulu

que sa place, il la leur auroit cédée sans peine, pour se livrer à sa paresse et à ses plaisirs; mais ils vouloient sa tête, et comptoient qu'elle leur seroit accordée, en réparation d'une paix honteuse : car il appartient à la foiblesse d'un mauvais gouvernement d'entretenir l'opinion qu'il efface une faute, en livrant une victime; comme si une tête clouée sur les murs d'un sérail, après un acte vicieux de l'autorité souveraine, pouvoit signifier autre chose, sinon que cette autorité précaire croit s'être raffermie en couvrant une faute par une injustice, et sa honte par sa barbarie. Ismaël auroit tout sacrifié pour avoir la paix; mais, avant tout, il vouloit prévenir le coup dont il étoit menacé, et le détourner sur ses ennemis: il feignit une maladie de langueur, se montroit rarement, et toujours avec l'air de la foiblesse et de la souffrance; il renvoyoit les principales affaires à Osman-effendi, un de ceux qui avoient juré sa perte, et parvint ainsi à l'initier peu-à-peu dans les négociations avec l'internonce Autrichien.

Thugut louvoya long-temps au milieu de ces obstacles, mais sans jamais perdre de vue le point où il devoit arriver; et, le 6 juillet 1771, il signa un traité qui assuroit d'avance à la cour de Vienne des avantages qu'à peine eût-elle demandés après la plus brillante victoire. Le traité étoit cependant annoncé comme ayant pour objet unique de faire cesser au plus tôt la guerre, et d'obtenir une paix convenable à la dignité de l'empire Ottoman. Il contenoit cinq articles.

Par le premier, les Turcs s'obligeoient à payer à l'Autriche, pour frais et préparatifs de guerre, vingt mille bourses, de cinq cents piastres chacune*. Quatre mille bourses devoient être envoyées aux frontières, aussitôt après la signature, avec toutes les précautions nécessaires pour le secret et la sûreté. Le reste de la somme devoit être payé de quatre mois en quatre mois, en deux paiemens, de huit mille bourses chacun. Le même secret est toujours prescrit; et la cour de Vienne se réserve la faculté de demander quelques milliers de bourses de plus, si cela devient nécessaire à la réussite de certaines vues *très-secrètes*.

Par le second article, la Porte cède à l'Autriche les parties de la province de la Valachie bordée par le Danube, les frontières de la Transilvanie et du bannat de Témeswar, et la rivière d'Olt.

Le troisième annonce qu'il sera fait un nouveau réglement des frontières de Transilvanie, dans lequel on s'attachera à satisfaire toutes les prétentions de la cour de Vienne.

Le quatrième assure aux Autrichiens, dans toute l'étendue de l'empire Ottoman, les avantages du commerce, comme en jouissent les sujets de la nation la plus favorisée; et la Porte s'engage à forcer les régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli à respecter le pavillon Autrichien.

Le cinquième article contient enfin l'engagement

---

* A 5 livres 8 sous la piastre, les 20,000 bourses, de 500 piastres chacune, font 54,000,000.

que prend la cour de Vienne, et pour prix duquel elle vient d'obtenir les quatre précédens articles : elle s'oblige à retirer des mains de la Russie, par la voie des négociations ou par la force des armes, et à faire restituer à la Porte les forteresses et territoires envahis par les Russes, depuis le commencement de la guerre ; elle ne doit pas souffrir que l'indépendance et la liberté de la Pologne, seul sujet de la guerre présente, reçoivent la moindre altération ; elle éloignera tous les prétextes que la Russie pourroit mettre en avant pour retarder la paix, et ne s'occupera que de rétablir la tranquillité générale.

Il est nécessaire, ce me semble, de s'arrêter un moment sur ce traité, dans lequel on paroît avoir en vue la liberté de la Pologne, que l'on démembra un an après. Des quatre articles si avantageux à l'Autriche, le quatrième, le troisième, le second, ne pouvoient être exécutés, tant que le traité demeuroit secret : le premier est le seul dont l'exécution doit commencer tout de suite, doit finir dans un terme indiqué, et doit toujours rester ignorée ; ce fut aussi le seul qui s'exécuta *. Et l'on peut croire que c'étoit certainement le seul dont la cour de Vienne voulût l'exécution ; car il est à remarquer qu'il n'y a aucun terme fixé pour le cinquième, qui étoit cependant le seul dont la Porte pût tirer quelque utilité. Il n'est point dit à quelle époque l'Autriche commencera

* Dès le 17 août 1771, l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople manda qu'une somme d'argent considérable avoit été expédiée à Belgrade.

les négociations de paix, encore moins quand elle commencera la guerre; et comme, vu les dates, il étoit à-peu-près impossible que l'Autriche, en offrant d'abord la paix, fît ensuite la guerre avant l'hiver *, les vingt mille bourses devoient être payées au mois de février ou de mars, c'est-à-dire, avant l'ouverture de la quatrième campagne.

Si les revers, et même les succès insignifians des Turcs, pendant les deux premières campagnes, prouvoient qu'ils n'étoient pas en état de se soutenir contre les forces militaires de l'Europe, ce traité prouvoit encore mieux qu'ils ne pouvoient mesurer leur diplomatie avec la diplomatie Européenne. Il étoit difficile de payer plus chèrement un secours qui ne pouvoit leur arriver que lorsqu'il ne seroit plus temps; car, si la troisième campagne étoit défavorable aux Russes, il étoit sûr que, dans l'hiver, ils feroient la paix, avec la médiation de l'Autriche. Si, au contraire, ils avoient des succès, il étoit constant que la cour de Vienne, déjà en possession d'une partie de la somme payée par Constantinople, ne la compromettroit pas lorsqu'elle pourroit obtenir la paix, en prenant sa part du démembrement de la Pologne. Ce calcul paroissoit le plus avantageux que l'Autriche pût faire;

* Le traité est signé le 6 juillet. Les courriers mettoient dix-huit jours de Constantinople à Vienne, et onze ou douze jours de Vienne à Pétersbourg. En supposant que, dès le commencement d'août, on traitât avec Pétersbourg, comme il falloit au moins deux courriers de part et d'autre pour constater un refus définitif, on se trouvoit au mois d'octobre avant d'être décidé à commencer la guerre.

et cependant elle en fit un plus avantageux encore, si toutefois c'étoit un avantage pour elle de dépouiller une république dont elle n'avoit rien à craindre, et de laisser agrandir un empire dont alors elle avoit tout à redouter. Mais enfin ce fut le système qu'elle embrassa, après s'être jouée et de la Porte et de la France; et le traité de démembrement, signé dans l'été de 1772, n'empêcha pas que la guerre avec la Turquie ne continuât encore pendant deux ans. C'est sur quoi il est impossible de justifier la conduite de Kaunitz. Si, comme il le disoit, il avoit réellement travaillé, pendant deux ou trois ans, à rétablir la paix entre la Porte et Pétersbourg, par quelle fatalité ne s'en occupa-t-il plus, dès qu'on l'eût désintéressé, en l'admettant au partage de la Pologne? Comment fut-il moins effrayé de l'agrandissement de la Russie, lorsque l'Autriche fut plus rapprochée d'elle, et qu'il n'y eut plus entre elles deux qu'un État sans force et sans union, qui n'existoit encore que sous le bon plaisir de l'une ou de l'autre? Nous aurons, dans la suite de notre ouvrage, occasion de revenir sur cette réflexion, qui se présentera naturellement à l'ouverture du congrès de Fokzani.

Au moment où le traité du 6 juillet venoit d'être signé, mais où cependant il étoit encore ignoré en Prusse et en Russie, rappelons-nous que deux négociations différentes étoient sur le tapis et s'y traitoient bien différemment, quoiqu'elles dussent finir par influer fortement l'une sur l'autre *.

---

* Je ne compte pas celle du renouvellement de l'alliance de 1764.

Nous avons vu que Frédéric avoit espéré traiter, avec l'Autriche, du démembrement, d'après le nombre et la position des troupes qu'elle envoyoit en Pologne. Il avoit cru que quelques mots dits à Van Swieten amèneroient une ouverture confidentielle; et quoique le succès n'eût pas répondu à son attente, il tenoit à ce que la négociation fût toujours entre ses mains, tandis que Vienne attendoit, sans s'expliquer, qu'une offre directe lui vînt par Pétersbourg.

Vienne, qui se trouvoit obligée de traiter sur la médiation, auroit voulu que Berlin se chargeât de la faciliter, en faisant agréer à Pétersbourg des préliminaires que l'Autriche pût accepter. Frédéric hésitoit, parce qu'il prévoyoit les demandes exagérées de Catherine, et qu'il vouloit rester en parfaite intelligence avec elle. Pendant ce temps, Catherine les communique elle-même; Vienne y répond directement; et la ténacité avec laquelle chacune des deux cours soutenoit ses propositions, annonce plutôt la possibilité d'une rupture que celle d'un rapprochement.

Sur la première, Kaunitz, non-seulement gardoit le plus grand silence avec la France; mais il laissoit à Lobkowitz la liberté d'assurer de bonne foi au résident François que jamais la cour de Vienne n'adopteroit l'idée d'un démembrement, contre lequel la saine politique présentoit des objections sans réplique. Sur

---

entre la Prusse et la Russie; elle dépendoit entièrement des deux autres, et surtout de celle du démembrement : aussi Frédéric ne voulut-il jamais entendre à ce renouvellement pendant toute la guerre des Turcs. Il n'eut lieu qu'après la paix de Kainargig.

la seconde, Kaunitz disoit bien à la France qu'il négocioit avec Pétersbourg pour obtenir, en faveur de la Porte, des conditions moins dures; mais il ajoutoit qu'il prenoit, dans cette négociation, un ton menaçant, tandis que, même depuis son traité avec la Turquie, il ne changeoit point le ton affectueux qu'il avoit pris avec Catherine; et, du reste, il ne donnoit aucune connoissance à Versailles, des articles qui se discutoient entre la Russie et l'Autriche.

Par quel aveuglement la Porte avoit-elle consenti à tenir secret un traité payé si cher, qui ne pouvoit lui être utile qu'autant qu'il eût été public, et à s'en reposer uniquement sur l'Autriche pour le moment et le mode de son exécution? Comment n'en avoit-elle pas fait donner, au moins indirectement, avis à la France? Et comment n'avoit-elle pas senti qu'en en faisant passer au-moins quelques soupçons à Pétersbourg, elle rendoit la Russie plus facile sur les conditions de la paix ?

Rien ne changea dans la marche de la double négociation commencée entre les trois cours; et il étoit probable qu'elle auroit été longue et difficile à terminer, si l'Angleterre n'eût découvert le traité secret*.

Lord Murray, ambassadeur à Constantinople,

* Ce qui est incroyable, et cependant très-vrai, c'est que l'ambassadeur François à Constantinople ignora le traité du 6 juillet; c'est que la première nouvelle qu'il en eut, lui vint de Versailles, où le tortueux Mercy avoit parlé mystérieusement à d'Aiguillon d'une convention terminée, *ou prête à l'être*, sans donner d'autre explication. Cela se voit dans une dépêche de l'ambassadeur, du 3 décembre 1771.

eut le premier quelque soupçon sur le traité de juillet. Dès le milieu du mois d'août, il sut qu'il avoit été envoyé à Belgrade, sous une forte escorte, un convoi considérable d'argent; et il jugea, avec raison, que ce ne pouvoit être qu'en exécution d'un traité. Il chargea le ministre Anglois à Paris d'en prévenir Sandos. Le cabinet de Berlin, défiant, mais timide, parce que Frédéric, devenu timide lui-même, sembloit aussi curieux de s'entourer de précautions qu'il les dédaignoit autrefois, recommanda à Sandos de vérifier un fait aussi important. Sandos pria le secrétaire de la légation Angloise à Paris, de se procurer le traité; ce qui eut lieu : la lecture de la pièce convainquit ceux qui vouloient douter encore. Frédéric la fit passer à Pétersbourg.

Catherine, inflexible sur les premières propositions qu'elle avoit envoyées, soit à Vienne, soit à Berlin, ne voyoit alors, dans les délais qu'entraînoient tant d'objections et de réponses, que l'espoir très-vraisemblable de n'être point obligée d'admettre une médiation; elle se flattoit en-même-temps d'une autre espérance. Il étoit toujours expressément ordonné à Romanzoff d'entamer une négociation avec le grand-visir. Obrekoff étoit venu le joindre, et ne négligeoit rien pour établir des conférences, dans lesquelles il étoit sûr de traiter avec avantage. Toute son adresse échoua devant la terreur du visir, qui ne vouloit point soumettre sa tête à la responsabilité d'une paix nécessairement honteuse et peut-être fatale à l'empire Ottoman, et qui répondit constamment qu'il falloit

que toute demande, quelle qu'elle fût, passât par Constantinople. Obrekoff., convaincu à regret de l'impossibilité de réussir, revint à Pétersbourg. Il y arriva aussitôt que la nouvelle du traité de l'Autriche avec la Porte.

Cette nouvelle étonna les deux cours de Pétersbourg et de Berlin, et cependant ne produisit pas dans toutes les deux la même sensation. Frédéric, malgré les sages précautions qu'il prit après avoir lu ce traité, n'en fut point effrayé; il l'apprécia à sa juste valeur. Il jugea que Kaunitz, en écartant la France, en se faisant payer par la Porte, n'avoit néanmoins voulu avoir qu'une menace de plus à faire aux deux alliés, menace qu'il vouloit différer, puisqu'il gardoit le plus grand secret sur ce traité *; mais qu'en-même-temps on pourroit s'en servir pour amener la Russie à modérer les conditions qu'elle proposoit. Du reste, il ne fit à l'Autriche aucun reproche du silence qu'elle gardoit avec lui, et ne parut pas avoir su ce qu'on cherchoit à lui cacher.

Catherine ne vit pas aussi tranquillement cette alliance inattendue; et Frédéric, loin de la rassurer, l'entretenoit dans une opinion qu'il ne partageoit pas, mais qui étoit utile à ses vues. Le concours des cir-

* En demandant à la Porte de tenir le traité très-secret, Kaunitz avoit un prétexte plausible Il disoit que la Russie, déjà si éloignée d'accepter l'Autriche pour médiatrice, seroit bien fondée à la refuser quand elle sauroit l'alliance avec la Turquie; mais ce motif étoit illusoire : au bout de six mois, lorsque Kaunitz ne pouvoit ignorer que les deux cours étoient instruites, en ne voulant alors ni avouer ni exécuter le traité, il ne trompoit que le divan.

constances qui se réunirent en ce moment, dut encore ajouter aux inquiétudes de l'impératrice. Saldern n'avoit pu exécuter en Pologne son plan de pacification: Catherine n'avoit plus l'espoir de traiter directement avec les Turcs; et la Lithuanie, presque toute confédérée, menaçoit la partie de ses frontières la moins garnie de troupes [1]: cependant, elle persistoit à soutenir dans toute leur rigueur ses propositions de paix. Mais persuadée que la cour de Vienne, d'après sa nouvelle alliance, ne voudroit jamais se charger de les faire passer, et encore moins de les faire adopter à Constantinople, elle demanda instamment à Frédéric de les transmettre à la Porte, et de les appuyer lui-même auprès du divan [2], et saisit cette occasion pour le presser de signer le renouvellement du traité de 1764, qui alloit expirer dans six mois [3].

Le roi étoit bien décidé à ne renouveler ce traité qu'après avoir vu régler le sort de la Pologne et de la Turquie: il ne vouloit pas se mettre une seconde fois dans la nécessité de payer un subside onéreux; et il sentoit que le désir, le besoin même que Catherine avoit de son alliance, la détermineroit à lui accorder tous les agrandissemens qu'il demandoit. Il éluda donc la demande du renouvellement du traité, de manière à faire entendre que ce seroit le dernier article dont il faudroit s'occuper. Quant aux

---

[1] *Voyez*, dans le Livre III, la conduite d'Oginski, et l'arrivée des officiers François auprès des confédérés.

[2] Pièces justificatives, N.° I.er

[3] *Idem*, N.° II.

propositions à faire passer à Constantinople, il s'en chargea sans difficulté, non pas qu'il eût l'espérance ni l'envie de les faire accepter à la Porte telles qu'elles étoient; mais parce que cette mission lui donnoit encore plus de moyens et de droit pour obtenir de Catherine qu'elle renonçât à l'indépendance des deux provinces Turques.

Frédéric, pendant une lutte de trente ans, avoit appris à connoître Kaunitz; et malgré les longues objections que ce ministre opposoit aux autres articles, il étoit convaincu que celui de cette indépendance, une fois abandonné par la Russie, les autres se concilieroient aisément, parce que la cour de Vienne, voyant la tranquillité de ses frontières assurée, n'insisteroit pas long-temps pour défendre la Crimée ou le commerce de la mer Noire. Solms eut donc ordre de mettre tout en œuvre pour décider Catherine à un sacrifice nécessaire. Il y travailloit au mois de novembre 1771, lorsque la dernière réponse de Vienne parvint à Pétersbourg. Cette réponse, toujours négative (mais non menaçante [1], comme on vouloit le faire croire en France) annonçoit que jamais l'Autriche ne négocieroit sur les bases proposées. Frédéric fit valoir ce nouveau refus, comme un motif de plus de donner à l'Autriche quelque satisfaction. Catherine avoit peine à faire ce pas rétrograde : elle fut un mois sans s'expliquer sur le dernier Mémoire fourni par Lobkowitz. Celui-ci le rappeloit de temps en temps [2] à Panin, mais

[1] Pièces justificatives, N.° III.
[2] *Idem*, N.° IV.

toujours avec des expressions mesurées, et sans fixer aucun délai. Enfin la persévérance de Frédéric l'emporta sur l'inflexibilité de Catherine; et nous avons vu, dans le Livre précédent, comment et pourquoi elle fit, le 17 décembre, la réponse qui[1] devoit enlever à la Pologne et à la Turquie tant de possessions.

Dans cette réponse, Catherine renonçoit à l'indépendance de la Moldavie et de la Valachie[2], mais à condition que les Turcs lui payeroient une somme d'argent pour indemnité. Ce fut le seul changement qu'elle fit à ses premières propositions; elle ne voulut pas même désigner la somme qu'elle exigeroit. Aucune donnée ne fut présentée pour indiquer ce qu'elle appeleroit *l'équivalent de cette prétendue indépendance*. Lobkowitz fit, à ce sujet, de vaines tentatives auprès de Panin, sans pouvoir en tirer un mot sur lequel il pût à-peu-près calculer. Panin, sans entrer dans aucune explication, se contenta toujours de dire que ce n'étoit pas à la Russie à faire les premières avances, et que lorsqu'elle consentoit à faire à la Turquie, en faveur de la cour de Vienne, le sacrifice d'un avantage acquis par la force de ses armes, c'étoit à ces deux puissances à juger entre elles quelle pouvoit être la valeur d'un tel sacrifice.

Les objections que Kaunitz n'avoit cessé de faire contre les autres conditions exigées par Catherine, demeuroient dans toute leur force, puisque ces condi-

[1] Pièces justificatives, N.° V.
[2] *Idem*, N.° VI.

tions étoient toujours les mêmes ; mais il ne se permit plus de les représenter. L'offre du démembrement et l'abandon de l'indépendance firent disparoître à ses yeux toutes les difficultés ; et Thugut eut ordre de persuader à la Porte qu'on pouvoit traiter sur les bases actuelles, parce que, dans le congrès, les médiateurs obtiendroient sûrement des adoucissemens raisonnables. Le divan ne put se dissimuler alors qu'il avoit été joué dans le traité du 6 juillet, et que la somme déjà payée à compte des vingt mille bourses * n'étoit et ne seroit balancée par aucun des avantages sur lesquels il avoit compté. On pouvoit regarder comme constant que l'Autriche ne prendroit point les armes contre la Russie, puisque, du moment qu'elle en avoit obtenu ce qui l'intéressoit particulièrement, elle trouvoit ses autres propositions susceptibles d'être discutées dans un congrès. Restoit donc l'espoir qu'elle feroit, par sa médiation, ce qu'elle auroit pu faire par la force de ses armes. Cet espoir, déjà bien foible en

* Je n'ai trouvé aucun indice qu'il ait été payé au-delà de quatre mille bourses : il est probable que Thugut ne put obtenir de la Porte de payer encore des secours qu'on ne lui fournissoit pas. Vienne, en communiquant au roi de Prusse la réponse définitive de Pétersbourg, lui fit dire qu'elle étoit disposée à négocier à Constantinople sur les nouvelles bases, et lui demanda s'il vouloit agir de concert avec elle. Frédéric, qui, dans ces propositions, voyoit la certitude de n'avoir pas la guerre, et de s'agrandir paisiblement, seconda de tous ses moyens, à Constantinople, les intentions de l'Autriche. Alors, il étoit impossible que les Turcs se refusassent à un congrès : il fallut même à Mustapha une grande fermeté pour y combattre les demandes trop onéreuses, et pour laisser rompre le congrès plutôt que de les accepter.

lui-même, dut être apprécié par Mustapha à sa juste valeur, quand il sut le projet du démembrement de la Pologne. Tant qu'il n'en avoit point été question, la paix de la Turquie, et une paix honorable et solide, étoit la principale affaire de la cour de Vienne : dès que l'on commença à parler *démembrement*, cette paix ne fut plus qu'un accessoire ; quand le principe du démembrement fut adopté, et que le maintien de la dépendance de la Moldavie et de la Valachie assura la tranquillité des frontières Autrichiennes, cette paix fut indifférente à Vienne : je dis qu'elle lui fut indifférente, car, quoique cherchant toujours à la faciliter, Vienne y mit si peu d'intérêt, qu'elle s'engagea vis-à-vis de Pétersbourg à ne prendre aucune part à la guerre, si le congrès projeté ne la faisoit pas cesser.

Sous cette condition, que les Turcs purent soupçonner, mais dont je ne vois pas qu'ils ayent eu connoissance, Catherine consentit à ce que l'Autriche traitât d'un armistice, pendant lequel il y auroit un congrès, où paroitroient comme médiateurs les envoyés de Vienne et de Berlin. Cette négociation fut encore longue. Les Turcs, préjugeant que le ton que la Russie prendroit au congrès, occasionneroit une rupture très-prompte ; vouloient cependant que l'armistice fût prolongé trois mois après la séparation des plénipotentiaires. Catherine vouloit que l'armistice cessât au même instant que le congrès, parce qu'elle se proposoit de le rompre à volonté, bien sûre que l'Autriche, même en désapprouvant cette rupture, ne s'en offenseroit pas. Les Turcs furent obligés de

céder; l'armistice fut conclu le 30 mai 1772. Les délais inévitables pour réunir les ministres, et les instructions de quatre cours séparées par d'aussi grandes distances, retardèrent l'ouverture du congrès jusqu'au 2 août. Nos lecteurs n'auront pas oublié que les bases du démembrement furent signées le 5 août, et avoient été envoyées de Vienne à Pétersbourg dans le mois de juillet.

Ainsi la marche parallèle des deux négociations est démontrée jusqu'à l'évidence : le 17 décembre 1771, Pétersbourg fait, pour la première fois, les deux offres qui devoient amener un accord; Vienne les accepte un mois après : elle demande aux deux puissances belligérantes de conclure un armistice; il est signé à la fin de mai : au bout de deux mois le congrès s'ouvre et le démembrement est convenu; le congrès se rompra, se rouvrira, se rompra encore, le démembrement ne changera point; la quotité, la répartition du démembrement, se régleront entre les partageans, au risque de voir cette discussion prolongée et presque rompue par leur cupide jalousie : le succès du congrès sera abandonné, par la puissance qui avoit le plus combattu les conditions proposées, à l'ambition de la puissance qui avoit obstinément soutenu ces mêmes conditions; et ces deux grandes affaires, qui sembloient et qui étoient réellement inséparables pendant les négociations, se trouveront séparées, et deviendront étrangères l'une à l'autre, dès l'instant que la principale sera terminée.

Les trois puissances, et surtout l'Autriche, qui

pouvoit arrêter tout ce qu'elle fit et laissa faire, avoient donc un grand intérêt à dérober aux autres puissances, et particulièrement à la France, les difficultés et les discussions qui s'élevoient entre elles. Nous avons déjà vu que, jusqu'au printemps de 1772, Kaunitz laissa Lobkowitz dans une ignorance entière sur le démembrement [1], et qu'à mesure qu'il souleva devant lui une partie du voile, il lui fit les injonctions les plus sévères d'observer un silence absolu. Il fit plus : il lui cacha souvent des détails sur les propositions de paix [2]. Catherine, Panin, Frédéric et Solms en faisoient autant pour tout ce qui les entouroit ou travailloit avec eux. Solms lui-même n'eut pas toujours le secret entier de son maître. Le roi et l'impératrice avoient une correspondance directe [3].

Ainsi se traitoient avec une méfiance, une jalousie, une sorte de haine réciproque, les divers intérêts, dont la fatale réunion devoit enlever à la république de Pologne le tiers de son territoire, et à l'empire Ottoman ses plus belles propriétés sur la mer Noire. Le lecteur qui aura réfléchi sur tout ce que nous venons de dire dans le Livre précédent, et dans celui-ci, peut juger à présent combien il étoit nécessaire que l'historique de toutes ces intrigues et négociations (qui se croisent perpétuellement, et dont on ne peut suivre le fil qu'avec une grande attention) ne fût point coupé par le récit d'autres faits, même de ceux qui auroient le

[1] Pièces justificatives, N.° VII.
[2] *Idem*, N.° VIII.
[3] *Idem*, N.° IX.

plus de connivence avec elles; elles seules ont réellement décidé du sort de la Pologne : ce sort fut balancé pendant tout le cours de 1771, et fixé au commencement de 1772; il n'étoit que trop probable que ce seroit sans retour. Pour faire changer la triste position de la puissance opprimée, il auroit fallu que, pendant 1771 et 1772, les confédérés parvinssent à s'unir étroitement entre eux, à s'assurer des postes importans dans plusieurs provinces, notamment en Lithuanie; il auroit fallu qu'une suite de revers désabusât Catherine sur ses ambitieux projets, et lui prouvât que les troupes Ottomanes pouvoient encore être redoutables. C'est donc ici, comme nous l'avons annoncé, que nous avons dû placer ce qui, pendant ces deux années, se passoit tant en Pologne qu'en Turquie. Les événemens que nous allons trouver dans les Livres suivans, nous éloignent quelques instans, mais ne doivent pas nous distraire des affaires politiques : c'est toujours sur elles qu'il faut ramener sa vue ; c'est toujours par elles qu'il faut expliquer ces événemens et en préjuger les suites : nous croyons que le lecteur suivra avec plus d'intérêt et plus de facilité des faits dont il connoît à présent les secrètes et véritables causes.

FIN DU II.e LIVRE.

PIÈCES JUSTIFICATIVES
DU LIVRE II.

N.° Ier.

Le 3 octobre 1771, il fut tenu un conseil extraordinaire à Czarkozelo. Catherine connoissoit alors le traité de l'Autriche avec la Turquie. Il est probable que c'est là que fut pris le parti d'abandonner, s'il le falloit, l'indépendance des deux provinces, pour désintéresser la cour de Vienne; mais ce fut très-certainement dans ce conseil qu'on se décida à faire passer les propositions par la Prusse. Je n'ai pu vérifier positivement si Obrekoff étoit arrivé à cette époque: il est sûr que son retour a dû avoir lieu peu auparavant ou peu après. Mais Romanzoff n'avoit cessé de mander qu'il ne pouvoit rien tirer du grand-visir. Catherine ne changeoit rien à ses premières propositions; et d'Aiguillon étoit dans l'erreur au mois de novembre 1771, lorsqu'il croyoit et mandoit qu'il y en avoit eu de nouvelles. Plusieurs lettres de ce ministre feroient soupçonner qu'il se trompa souvent, quoique toutes celles de Sabatier et Durand, remplies d'exactitude et de sagacité, dussent le mettre en garde contre l'erreur.

N.° II.

Le traité du 31 mars 1764 devoit durer huit ans. Il y étoit dit qu'avant l'expiration, il seroit renouvelé suivant les circonstances. Ainsi, au mois d'octobre ou de novembre 1771,

il étoit temps de songer aux conditions du renouvellement. Nous avons déjà parlé de ces conditions, que Frédéric ne refusoit pas, mais qu'il n'étoit pas pressé d'accepter. Il est probable (et cela est parfaitement d'accord avec ce que nous dirons à la fin de ce Livre) que Solms ignoroit les dernières intentions du roi. Il croyoit fermement signer, dans les premiers jours de novembre, le nouveau traité : son secrétaire annonça indiscrètement à ses créanciers qu'il alloit les payer, parce qu'il étoit au moment de recevoir le présent d'usage en pareil cas; Sabatier et Lobkowitz, instruits par cette voie, firent des recherches. Lobkowitz fut convaincu, parce que Solms l'étoit lui-même, de la prochaine signature du traité. Sabatier, mieux informé ou plus clairvoyant, ne crut pas que le traité pût être signé si promptement; il en écrivit ainsi à sa cour au mois d'octobre 1771. En supposant que Solms ne fût pas lui-même induit en erreur par le roi, au moins avoit-il l'ordre d'y induire tout ce qui l'entouroit; et nous allons voir comment se traitoient, entre Catherine et Frédéric, les articles les plus secrets.

N.º III.

Le 17 novembre, Lobkowitz reçut un courrier, et le 19 il remit à Panin un nouveau Mémoire, qui partoit des mêmes principes que le précédent, et ne faisoit que les éclaircir sans leur donner plus d'énergie et sans avoir en rien le ton de la menace : on y rappeloit les motifs qui avoient empêché Vienne d'accéder aux conditions proposées par la Russie; on y disoit que la Porte, à qui elles étoient parvenues indirectement, les avoit trouvées tout-à-fait inadmissibles; qu'en conséquence la pacification ne pouvant pas être traitée d'après ces ouvertures, et leurs majestés impériales désirant ardemment qu'elle s'opérât bientôt, elles conseilloient à la Russie d'en présenter d'autres.

(Lettre de Sabatier, qui ajoute en finissant : *Lobkowitz*

a eu beaucoup de peine à nous confier cela. Ce ministre termina la conversation en disant que la réponse de la Russie décideroit de la guerre ou de la paix; qu'il n'y avoit plus à discuter, et qu'il falloit prendre un parti définitif.)

En envoyant ce Mémoire à Pétersbourg, Kaunitz en avoit fait donner avis à Versailles; mais cet avis étoit peu fidèle, du moins à en juger par la lettre que, d'après lui, écrivit d'Aiguillon dans le même mois de novembre.

« La cour de Vienne vient de nous confier qu'elle avoit » envoyé sa réponse aux dernières ouvertures de la Russie; » leurs majestés impériales ont donné la même forme à leur » réponse ».

Assurément, ce n'est pas là la forme qu'on eût prise, si on avoit voulu menacer.

« Elles disent, en terminant leur écrit, que cette négo- » ciation a déjà duré assez long-temps, et qu'elles désirent » y mettre fin. La conclusion annonce assez ouvertement » une rupture prochaine, si la réponse de la Russie n'est pas » satisfaisante ».

Ce ministre étoit tellement dans l'erreur sur les véritables intentions de l'Autriche, qu'il dit dans une autre lettre:

« Après la déclaration aussi laconique qu'énergique que » Vienne avoit faite sur les mêmes propositions, dont elle » ne veut point se départir, on doit s'attendre, à Péters- » bourg, que Vienne se croira autorisée à prendre elle- » même des mesures pour pourvoir à ses intérêts, puisque » la Russie refuse de les mettre à couvert; et quoique la » nature de ces mesures n'ait été ni pu être articulée, » il est impossible que Catherine puisse se faire illusion à » cet égard ».

La conclusion de tout ceci me paroît évidente. Vienne sentoit si bien qu'elle devoit menacer la Russie, qu'elle

vouloit persuader à la France que c'étoit en effet ce qu'elle faisoit, et d'Aiguillon étoit tout disposé à le croire; mais en-même-temps, dans ce Mémoire si menaçant, intitulé : *Sentimens personnels de leurs majestés impériales*, elle disoit simplement qu'elle désiroit mettre fin à la négociation.

N.º IV.

Dans une lettre, datée du 13 décembre, de Pétersbourg, on lit :

« Lobkowitz a demandé, par occasion, à Panin, où ils » en étoient sur le dernier Mémoire qu'il lui a remis; qu'il » ne prétendoit pas le presser, mais simplement le lui rap- » peler. Celui-ci a allégué l'impossibilité où il avoit été » jusqu'alors d'articuler rien de positif, ... Enfin, avant- » hier, il le pria de venir chez lui. Cet entretien n'a point » éclairci la matière. Panin y a étalé les protestations ac- » coutumées et vagues d'amitié, de modération, de désir » sincère de la paix, et n'a rien proféré de précis ni d'es- » sentiel. Il a seulement promis une réplique la semaine » prochaine ». (C'est celle qui fut donnée le 17 décembre).

N.º V.

Le 17 décembre au soir, Panin remit à Lobkowitz une réplique dans laquelle étoit annoncé, quoiqu'assez vaguement encore, que la Russie n'insisteroit pas sur l'indépendance de la Moldavie et de la Valachie. Quant aux Tartares, on en parloit comme d'une nation entièrement libre : on ne paroissoit pas avoir un doute sur son indépendance. Le courrier de Lobkowitz fut expédié pour Vienne le 20 décembre ; il y arriva le 7 janvier, portant en outre, dans des dépêches secrètes de Panin à Kaunitz, l'offre de traiter

sur le démembrement. C'est d'après ce courrier, que la cour de Vienne fit partir celui du 25 janvier.

Voyez au XV.e Livre.

N.o VI.

Frédéric avoit déjà fait entendre qu'il se chargeroit d'obtenir de la Russie cette renonciation. Vienne s'étoit méfiée d'une insinuation sur laquelle Pétersbourg ne s'expliquoit pas. Panin avoit été plus loin, quelque temps auparavant, avec Lobkowitz : il avoit paru disposé à laisser la cour de Vienne maîtresse de disposer des deux provinces. Cette ouverture, faite avec un air de distraction et d'indifférence, ne séduisit nullement Lobkowitz : il en fut si étonné, qu'il la regarda comme un piége, et répondit en conséquence à Panin, qui ne la renouvela pas. Il est très-probable que Panin, décidé à faire, s'il le falloit, ce sacrifice, pour éviter la rupture avec Vienne, en avoit laissé, à dessein, échapper quelques indices; et, quoique Vienne ne parut pas les avoir remarqués, il prévit que, désintéressée par une offre positive, elle seroit alors très-disposée à traiter.

N.o VII.

Sabatier mandoit de Pétersbourg, en avril 1772, que Kaunitz continuoit à garder un silence absolu à l'égard de Lobkowitz : celui-ci voyoit bien, et disoit au résident François, qu'il y avoit une négociation très-active entre Vienne et Berlin; il pensoit que le roi, dans la vue de faire sa main en Pologne sans tirer l'épée, tenteroit tous les moyens admissibles pour apaiser Vienne et pacifier l'Orient.

Dans d'autres lettres, on voit que Lobkowitz n'étoit pas mieux informé par Solms, qui cependant vivoit très-amicalement avec lui, mais ne laissoit jamais échapper un mot

sujet à quelque interprétation. Solms lui disoit simplement qu'il avoit ordre de concourir à tout ce qui pourroit ramener la tranquillité, et ne particularisoit rien.

N.o VIII.

Sedler, secrétaire de Lobkowitz, assuroit encore Sabatier, en avril 1772, que la proposition relative à la suspension d'armes et à l'assemblée du congrès, n'avoit pas passé par eux; qu'ils n'en avoient eu connoissance que par un courrier de Vienne, arrivé le 12 mars; que la première ouverture avoit vraisemblablement passé par le roi de Prusse, et qu'en général tout ce qui leur étoit remis à Pétersbourg avoit toujours été confié au roi quinze jours ou trois semaines plus tôt qu'à eux.

N.o IX.

Dans une autre lettre on lit : « Le mystère redouble à » Pétersbourg pour tout ce qui regarde le roi de Prusse. » Tout se traite par une correspondance secrète des deux » souverains; ils prennent des précautions incroyables pour » tout ce qu'ils sont obligés de confier à leurs ministres » respectifs. Le secrétaire de légation ne copie pas les détails » importans; c'est le ministre lui-même ».

HISTOIRE
DES TROIS DÉMEMBREMENS
DE LA POLOGNE.

LIVRE III.

Nous venons de voir l'Europe au moment d'être entraînée dans une guerre générale, dont personne n'eût pu prévoir l'issue. Chacune des trois puissances Européennes qui l'auroit allumée, craignoit également d'en donner ou d'en recevoir le signal, et multiplioit les négociations pour prévenir une explosion qui plusieurs fois parut inévitable. Pendant ce temps, une guerre affreuse dans ses détails désoloit l'intérieur de la Pologne. Une autre guerre, plus importante encore par le grand nombre des troupes, par l'immensité des plans, par le bouleversement que l'exécution de ces plans auroit opéré dans trois parties du monde, menaçoit en Asie, en Afrique, en Europe, ce vieil empire Ottoman, corrodé par tous les vices de son gouvernement, et voué à la destruction, parce que depuis qu'il a perdu l'habitude d'attaquer, il n'a pas encore cherché à acquérir la science de se défendre. Pendant que d'un côté, l'art militaire avec toutes ses ressources,

de l'autre, la politique avec toutes ses ruses, travailloient, l'un à porter un coup décisif, l'autre à l'éviter, une pensée d'iniquité que déjà peut-être on avoit conçue, mais qu'on n'avoit pas osé avouer, se propage obscurément; la paix générale de l'Europe peut se maintenir aux dépens d'un de ses peuples, et l'injustice spoliatrice pourra encore usurper les formes pacifiques.

Tant et de si grands intérêts occupent et troublent toutes les cours, parce qu'une souveraine toute-puissante a fait couronner son ancien amant, non par un reste ou un souvenir d'amour, mais par une politique ambitieuse; qui, même au milieu des plaisirs, avoit reconnu, dans cet amant passionné, l'homme le plus propre à perdre la nation sur laquelle il régneroit. Et cependant, au milieu de tous ces intérêts, de cette agitation générale, des calamités de tout genre qui pèsent sur la Pologne, que fait ce Stanislas-Auguste, condamné par son astucieuse amante à régner sur le peuple qu'elle veut asservir? Il reste spectateur de ce qui se passe dans ses États; il est neutre entre eux et elle; il souffre qu'on établisse chez lui une autre autorité que la sienne; il laisse ses sujets, séduits, opprimés ou poursuivis, se soustraire ou se soumettre à cette autorité qu'exerce un ministre étranger : il est étranger lui-même aux concitoyens qui l'ont élu. On est étonné de parcourir ses désastreuses annales, sans qu'il soit question de lui; et l'historien est quelquefois obligé de rappeler à ses lecteurs que Stanislas-Auguste, dont il trouve rarement l'occasion de parler,

est toujours le roi de la malheureuse nation qu'il ne gouverne plus.

Cette remarque, que sans doute nos lecteurs auront déjà faite, devoit se faire journellement en Pologne, et surtout à Varsovie, où le roi étoit plus exposé aux regards. Aussi y étoit-il sans aucune considération, et même avili : or, cet état d'abjection est pour un souverain une mort civile dont rarement il peut se relever. Nous verrons cependant, à la fin de 1771, l'intérêt public retomber momentanément sur le roi, échappé miraculeusement à un complot dont il pouvoit être victime; mais nous verrons aussi ce même intérêt se retirer encore et abandonner pour jamais un prince sur lequel il ne peut trouver prise.

Au commencement de cette même année, le mépris dont Stanislas-Auguste étoit l'objet, se manifestoit malheureusement dans tous les partis. Le roi ne recevoit plus à Varsovie aucune marque extérieure de respect; les Russes eux-mêmes affectoient de les lui refuser. Catherine sentit cependant que le fantôme dont elle avoit encore besoin, avoit besoin lui-même de n'être pas livré à une entière dégradation. Les honneurs qui devoient lui être rendus furent spécifiés dans une ordonnance du général Weymarn : tout officier Russe fut obligé de s'arrêter et d'ôter son chapeau, quand ce prince passeroit; des peines furent prononcées contre l'inobservation de cet ordre. Des Polonois furent menacés de voir les mêmes peines étendues sur eux, s'ils ne se soumettoient à la

loi. Triste ressource, qui indiquoit le mal sans y remédier! Un souverain qui, dans ses États, ne reçoit de marques de respect que celles qu'une puissance étrangère ordonne de lui rendre, n'a plus de sujets, et reconnoît un maître; et la force qu'on lui prête, loin de remplacer celle qu'il a perdue, la détruit jusque dans sa première et véritable base, dans l'opinion publique.

Rien ne peut justifier l'inertie de ce prince foible, entre les confédérés qui le déclaroient déchu du trône, et les trois puissances qui, sous prétexte de le lui conserver, inondoient de leurs troupes une grande partie de ses États. Il ne pouvoit ignorer les craintes et les bruits qui se répandoient sur le démembrement; et il devoit assez connoître Frédéric, pour croire qu'il n'abandonneroit pas aisément les prétentions qu'il annonçoit. La déclaration de la vacance du trône n'avoit produit sur Stanislas-Auguste d'autre effet, que de le disposer à réunir aux Russes le reste de forces qu'il pourroit employer. Il écrivoit à Biélatz : « Vous savez que la confédération de Barr a déjà » publié l'interrègne, en ordonnant de m'ôter la vie. » Ainsi, quiconque lui obéit est ouvertement mon » ennemi. J'attends donc de la part de votre fidé» lité, et je demande que vous vous gardiez de » suivre l'ordre d'aucune confédération et d'aucun » confédéré de Barr, mais plutôt que vous fassiez » une résistance militaire; et, si vous étiez trop foible, » que vous vous concertiez avec les commandans » des troupes Russes les plus proches de vous. Si

» quelqu'un trouvoit mauvais ce que vous ferez par » mes ordres, justifiez-vous de cette lettre, qui a la » valeur d'un ordre; je répondrai pour vous ».

Antérieurement, il avoit fait l'inexcusable faute de demander le rappel de Volkonski, et la faute plus grande encore de solliciter le choix de Saldern. Il avoit vu comment les excès de Repnin avoient produit et alimenté les malheurs publics : il imputoit leur prolongation à la douceur de Volkonski, et il se flattoit de les terminer, en appelant auprès de lui un homme dont la véhémence avoit quelquefois effrayé Repnin lui-même. Catherine, dans sa politique, devoit et sut profiter de cette faute du roi. Elle ne se refusa point aux vœux de l'esclave couronné qui demandoit un nouveau gardien; mais cet esclave paroissant craindre en-même-temps que sa chaîne ne fût pas assez pesante et que ses fers ne fussent pas assez rivés, Catherine, dirigée d'ailleurs par les circonstances que nous avons indiquées, et qui lui faisoient désirer une prompte pacification, n'obtempéra pas entièrement à cette étrange demande, et parut ne se prêter qu'à regret aux mesures de rigueur, honteusement sollicitées par celui qui sentoit encore l'orgueil du pouvoir, lors même que son impuissante foiblesse en avoit perdu l'usage.

Il faut rendre justice à Volkonski. L'esprit dans lequel il se conduisit pendant sa légation, et qui se manifestoit fréquemment dans sa correspondance, influa nécessairement sur la première partie des instructions qui furent données à Saldern. Ce ministre

avoit souvent écrit à Catherine avec beaucoup de force et de liberté sur l'état de la Pologne. Ses rapports avoient déplu : mais il n'en avoit pas moins persisté à dire qu'elle devoit renoncer à voir la fin des troubles, tant qu'elle ne retireroit pas ses troupes et qu'elle défendroit un roi pour lequel la nation ne pouvoit plus avoir aucune estime *; que la force, l'argent, la paix avec la Turquie pourroient éteindre momentanément les divisions en Pologne; mais que ces divisions renaîtroient avec plus de violence, parce que les inclinations naturelles des Polonois trouveroient un nouvel aliment dans la contrainte même à laquelle ils auroient été obligés de céder. Tout cela étoit parfaitement juste. Volkonski chercha encore plus à le persuader à Catherine, lorsqu'il sut que son rappel étoit décidé : il indiqua le moyen d'une *reconfédération*, comme le seul dont on pouvoit encore espérer quelque succès; à condition toutefois que cette *reconfédération* se feroit sans le secours des Russes, et que le roi se mettroit à la tête : seule voie qui pût tirer ce prince de sa nullité, et ramener en sa faveur l'opinion publique. Volkonski, dans ses dernières dépêches à l'impératrice, ajouta que son successeur pourroit lui représenter les objets sous un autre point de vue; mais que, pour lui, il faisoit consister son devoir et son honneur à ne pas la tromper, comme ceux qui lui tenoient un langage différent; qu'elle pouvoit blâmer et même punir sa hardiesse, mais que rien ne l'empêcheroit de lui dire la vérité.

* Cela explique pourquoi le roi demandoit son rappel.

Il est à présumer que Catherine, frappée de la force de ces réflexions, et ne voulant pas cependant laisser à Varsovie celui qui ne se lassoit pas de les lui présenter, crut qu'il étoit de sa politique d'en faire la base des instructions qu'elle donneroit à un autre ministre. Elle dut d'autant plus s'y déterminer, que le roi lui demandoit la même chose. Mokranouski, de retour à Bialystock, avoit engagé la grande générale à écrire au roi, son frère*, dans les termes les plus forts, pour lui faire sentir sa situation, la honte dont il se couvroit, en se soumettant servilement aux Russes, et la gloire qu'il pourroit acquérir, en prenant un parti plus courageux, qui peut-être détermineroit d'autres puissances à le soutenir. Le roi avoit paru sentir enfin l'avantage qu'il pourroit tirer d'une *re-confédération* dont il seroit le chef; et en traçant à Saldern la marche que nous avons vue dans le Livre précédent, l'impératrice, qui cédoit à son propre vœu, pouvoit se dire aussi qu'elle cédoit à celui de Stanislas-Auguste et de Volkonski : mais elle ne prévit pas, ou elle voulut se dissimuler que le succès du nouveau plan qu'on alloit suivre, dépendroit beaucoup de celui qui en dirigeroit l'exécution. Annoncé et favorisé par Volkonski, ce plan auroit parfaitement cadré avec son caractère et sa conduite antérieure : le ministre eût trouvé partout les facilités que donne la confiance ; elle eût écarté devant lui les obstacles que, dans toutes les affaires de parti, oppose aux premières

* Lettre écrite de Bialystock, 29 octobre 1770.

tentatives de conciliation l'habitude réciproque de se craindre et de se tromper ; tandis que ces mêmes obstacles, maintenus et multipliés par la méfiance, la haine et la terreur qu'inspiroit le retour de Saldern, devoient rendre sa mission impossible, en arrêtant, en aigrissant, dès les premiers pas, cet homme dur et trop facile à exaspérer. Ainsi le choix de Saldern fut une faute de Catherine; elle adoptoit le plan de Volkonski, et cependant ne vouloit pas lui en confier l'exécution : au moins ne falloit-il pas en charger le ministre le moins propre à réussir ; mais ce choix fut surtout une faute du roi, et une faute inexcusable sous tous les rapports. Nous verrons quelles furent les suites de ce funeste choix, quand nous aurons fait connoître quel étoit l'état intérieur de la Pologne au moment de l'arrivée de Saldern ; ce qui nous oblige de remonter à la fin de 1770.

A cette époque, la république se trouvoit dans une position déplorable ; partout où les confédérés n'avoient pas eu ou n'avoient pas pu conserver l'avantage, leur retraite ou leur dispersion avoit produit ou favorisé beaucoup de brigandages. Sous le nom de confédérés, des soldats qui n'avoient plus ni paie ni chefs, se réunissoient pour aller dans tous les lieux où ils espéroient trouver à piller. Tout propriétaire aisé étoit pour eux un partisan de la Russie, et traité comme ennemi ; celui qui osoit s'opposer au pillage, étoit massacré. Ces barbares traitemens devinrent trop communs : les bourgs, les villages les plus attachés à la confédération, trembloient à l'approche de ces pré-

tendus confédérés, qui perdoient la chose publique, en déshonorant un nom dont elle attendoit son salut; et le cultivateur effrayé ne savoit si c'étoit d'eux ou des Russes qu'il avoit le plus à craindre. Ceux-ci tiroient même avantage de la terreur qu'inspiroient les ennemis; ils s'intituloient les libérateurs d'un pays réellement vexé. La vérité des faits, qui faisoient leur motif, ou, si l'on veut, leur prétexte, étoit malheureusement trop notoire; et celle des pillages ou des vexations qu'eux-mêmes exerçoient, se répandoit difficilement, parce que les communications étoient rares et dangereuses.

Ces malheurs auroient pu être couverts ou compensés par l'union des véritables confédérés, par l'accord parfait qui eût dirigé leurs principales opérations. Partout où se trouvoit cet accord, ils avoient des succès ou réparoient promptement leurs pertes; mais il n'existoit pas dans toutes les confédérations. Quelques chefs, soit par diversité d'opinions, soit par jalousie, se refusoient mutuellement des secours qui auroient doublé leurs forces, et contribuoient ainsi à augmenter, ou du moins à maintenir une méfiance trop répandue, qui, dans une guerre civile, peut ôter à un parti puissant son plus ferme appui.

Dans plusieurs provinces, la famine vint aggraver encore les calamités qui de plus en plus pesoient sur la Pologne. La culture dépérissoit, parce que le cultivateur se lassoit de voir ses moissons ravagées. Le commerce intérieur n'osoit transporter d'une province dans une autre des denrées, pour lesquelles il

ne trouvoit aucune sûreté dans des routes infestées de gens armés. Le commerce extérieur, toujours exposé, à Thorn et à Dantzick, aux vexations de l'avidité Prussienne, avoit abandonné toute grande spéculation; et la Baltique ne recevoit plus ces riches envois que jadis elle étoit chargée de transmettre à d'autres nations.

La peste renouveloit ses ravages; elle laissoit surtout des traces funestes dans les provinces orientales. Les secours, que, dans ces occasions, un gouvernement sage prodigue à l'humanité souffrante, ne pouvoient plus se distribuer ou se distribuoient au hasard dans un pays où il n'y avoit plus de gouvernement. Attaquée par ce terrible fléau, la nature y fut abandonnée à elle-même, avec l'affreuse perspective de ne le voir finir que lorsqu'elle ne pouvoit plus lui fournir de victimes; et s'il ne fit pas tous les progrès que l'on devoit craindre, il ne faut l'imputer qu'à la retraite forcée dans laquelle une terreur habituelle retenoit la plus grande partie des individus, et qui, en éloignant les points de contact, atténuoit peu à peu la contagion.

Enfin, ce fléau même en avoit amené un autre dont nous avons déjà parlé *: les cordons, formés par les troupes étrangères, bientôt plus nombreux et plus étendus, s'avancèrent jusque dans le centre de la Pologne. Partout, leur arrivée et leur séjour étoient signalés par quelques vexations; et toujours froissé

* Au Livre I.er

entre tous les genres de destruction, l'infortuné Polonois étoit quelquefois condamné à les essuyer tous, avant de rencontrer celui qui devoit le délivrer de tant de maux.

Pendant ce temps, la France faisoit secrètement, en faveur des confédérés, ce que l'alliance et la politique de l'Autriche ne lui permettoient pas de faire avec une publicité, qui cependant auroit donné bien plus de force et de crédit à leur parti. Choiseul, toujours occupé de rendre aux Polonois leur ancienne indépendance, toujours gêné par les obstacles dont nous avons parlé, avoit pris le parti d'envoyer à la confédération un agent secret, par qui il pût connoître exactement ce qu'on devoit espérer d'elle, et l'emploi le plus utile qu'elle pourroit faire des secours qu'on lui fourniroit. Il étoit intéressant qu'elle pressât et dirigeât ses opérations de manière à profiter des avantages que les Turcs avoient repris sur les Russes dans les provinces voisines de la Pologne. La mission fut donnée à la fin du printemps de 1770, et confiée à Dumourier *, en qui Choiseul avoit re-

* Dumourier n'est et ne sera considéré ici que sous le rapport de ce qu'il a fait en Pologne, en mettant à l'écart ce qu'il a fait dans d'autres temps et d'autres lieux. Il est fâcheux pour un historien d'avoir à présenter dans un rôle très-secondaire un homme que l'imagination du lecteur place toujours dans un très-grand rôle. Il s'ensuit que le lecteur cherche toujours autre chose que ce qu'on lui montre; et cette distraction involontaire nuit à l'effet que l'historien doit s'attacher à produire : mais ce n'est pas une raison pour qu'il tronque son récit, pour qu'il donne à ce personnage d'autres couleurs que celles qu'il avoit alors. Je dirai de Dumourier ce que

connu des talens, de l'activité, mais en-même-temps une secrète impatience de figurer sur un grand théâtre, et une idée de lui-même assez avantageuse pour ne pas douter du succès de tout ce qu'il entreprendroit. Il y a souvent dans les hommes, et surtout dans ceux qui sont ou peuvent devenir célèbres, des dispositions qui produisent de bons ou de mauvais effets, suivant les circonstances et le poste où ils se trouvent. Le grand art d'un ministre, et à plus forte raison d'un roi, est, en les connoissant, de calculer ce dont il est bon de les charger, et même après leur avoir tracé la route qu'ils doivent tenir, et le but auquel ils doivent tendre, de ne les point perdre de vue, de surveiller leur marche, et de prévenir ou rectifier leurs écarts.

Dumourier eut ordre de se rendre auprès de la généralité, qui résidoit alors à Épéries en Hongrie. Il devoit y prendre d'elle les informations les plus exactes sur ses plans, sur ses moyens, sur ses espérances. Après avoir instruit sa cour de tous ces détails, il devoit revenir à Vienne, pour se concerter avec Durand sur la marche ultérieure qu'il auroit à suivre. Jusque-là Durand étoit seul chargé de distribuer à la confédération, le subside que la France lui donnoit *. Dumourier n'avoit rien à traiter avec Kaunitz, qui ne changea rien à ses relations accoutumées avec le résident.

---

j'en aurois dit s'il fût mort en 1789; et c'est dans ce sens que je demande à être lu.

* Ce subside étoit de 6,000 ducats par mois.

Il arriva à Vienne le 13 juillet. Durand attendit, pour le faire partir [1], que les confédérés lui en eussent témoigné le désir; cette occasion se présenta peu de jours après, et Dumourier étoit à Épéries le 1.er août 1770: la généralité y résidoit alors très-publiquement.

Nous avons vu [2] que Joseph à son passage avoit reçu les principaux chefs, et leur avoit fait un accueil dont en général ils avoient été satisfaits. Peu après l'arrivée de Dumourier, ils envoyèrent à Vienne Paç et Luiki [3]: celui-ci étoit chargé d'y rester pour y ménager les intérêts de la confédération, et pour y agir suivant les principes que le résident François trouveroit les plus convenables; Paç devoit repartir après avoir exposé à Kaunitz et appuyé sa mission. Suivant ses instructions, il devoit déclarer qu'il venoit au nom des confédérés, pour marquer à l'empereur leur reconnoissance de l'accueil favorable qu'ils avoient reçu de lui; pour demander à la cour de Vienne la continuation de l'hospitalité, bienfait dont la généralité sentoit toute l'importance; pour prier cette cour de reconnoître la commission donnée à Luiki; pour voir quel adoucissement elle pourroit accorder aux précautions prises par elle sur les frontières de Pologne; enfin pour connoître les sentimens du ministère relativement aux affaires de la république, dans le désir de s'en rapprocher le plus possible. Il communiqua à Perghen la

---

[1] 1770.

[2] Livre I.er

[3] Ils arrivèrent le 24 août : la lettre de Durand est du 29.

déclaration qu'il étoit chargé de faire. Perghen la prit par écrit, ne voulut pas y répondre de son chef, mais voulut savoir s'il ne seroit pas possible de réunir le roi et les confédérés. Nous avons déjà remarqué que cette réunion leur eût été avantageuse; malheureusement ils n'en jugeoient pas ainsi, et Paç se pressa beaucoup trop de la rejeter comme impraticable. Il auroit dû profiter de l'ouverture que la cour de Vienne lui faisoit, pour entamer une négociation. Cette cour ne vouloit pas rompre entièrement avec le roi (que les confédérés avoient déclaré déchu du trône), en recevant avec un caractère public le ministre qui soutenoit la déchéance. L'exécution de cette déchéance n'étoit pas totalement dans leurs mains : ils avoient fait une faute, en la prononçant; ils en firent une autre, en se privant, pour la maintenir, de l'avantage d'avoir un ministre reconnu auprès d'une souveraine, qui alors vouloit réellement leur être utile. Cette reconnoissance leur eût donné en Pologne une grande force dans l'opinion. Paç ne put parvenir à voir Kaunitz, occupé alors de l'entrevue de Neustadt. Perghen lui donna, au nom de l'impératrice-reine, une réponse qui l'assuroit que l'hospitalité donnée à la généralité continueroit sur le même pied; mais qui, du reste, annonçoit qu'un ministre accrédité ne seroit pas reconnu dans ce moment, et qu'il ne pouvoit être fait aucun changement aux ordres donnés sur les frontières. Peu de jours après, Paç, en prenant congé de Perghen, reçut de lui, en termes assez vagues, la déclaration qu'il viendroit un temps où l'Autriche feroit pour la Pologne

plus qu'on ne pouvoit espérer [1]; et les termes dans lesquels l'impératrice-reine s'exprimoit en toute occasion sur les confédérés, sembloient donner à cette déclaration plus de valeur qu'elle n'en avoit en effet.

Pendant ce temps, Dumourier s'étoit procuré et avoit envoyé des détails intéressans sur les forces des confédérés; et il est bon de faire connoître au lecteur à quoi se réduisoient alors les moyens épars de cette confédération, qui, depuis près de trois ans, se soutenoit contre des forces bien plus considérables.

Ses troupes étoient partagées en quatre divisions principales. Beler et Walewski commandoient la première, qui étoit d'environ quinze cents hommes, et qui, en outre, fournissoit les garnisons de Landskroon, Zator, Oswieczyn, et de tous les postes de la petite Pologne.

Pulawski [2] commandoit la seconde, mais n'en avoit avec lui qu'une petite partie: le surplus, chargé de diverses entreprises sous les ordres de Radzomiski et Mazowieski, avoit été dispersé, et, réduit à sept ou huit cents hommes, pouvoit difficilement se réunir à son chef.

Le régimentaire Zaremba commandoit la division de la grande Pologne, composée d'environ trois mille hommes, presque tous en bon état.

Enfin la quatrième division ne comptoit qu'environ mille hommes, assez mal disciplinés, mais comman-

---

[1] Lettre du 5 septembre.
[2] Casimir.

dés par Sawa, dont l'audace et la grande activité tenoient l'ennemi dans une inquiétude continuelle.

Il y avoit, en outre, en Mazovie et en Lithuanie, plusieurs petits corps, mais indépendans, remplis, pour la plupart, de gens sans aveu, qu'on pouvoit cependant réunir et soumettre à une formation régulière, en les mettant sous le commandement d'officiers reconnus et autorisés.

Le tout formoit, tout au plus, huit mille hommes, auxquels on ne fournissoit pas une paie régulière : à peine y avoit-il, dans ce nombre, quinze cents fantassins; et il n'y avoit réellement de discipline militaire que dans le corps de Zaremba. Ce chef, d'un mérite distingué, s'entendoit bien avec Pulawski et Beler. Dumourier les amena sans peine à suivre les plans qui seroient arrêtés par la généralité, et il espéroit que leur exemple entraîneroit les autres.

Il ne manquoit, en effet, à la confédération qu'un plan général, et, pour toutes les parties de l'exécution, un concert parfait entre tous les chefs. On est encore surpris de ce qu'ils purent si long-temps, non-seulement se défendre, mais attaquer, sans avoir établi entre eux cette union nécessaire. Près de vingt mille Russes, répartis dans la malheureuse Pologne, ne pouvoient plus suffire pour arrêter les progrès de la confédération; et les avantages, que jusqu'alors ils avoient remportés sur elle, ne contrebalançoient point leurs pertes. On avoit vu des confédérés venir à Mariemont, à une demi-lieue de Varsovie, enlever un convoi d'armes et de chevaux. Dans le détache-

ment qui osa hasarder cette expédition, il n'y avoit que quatre soldats qui eussent des fusils. La hardiesse de l'entreprise annonçoit tout ce qu'ils pouvoient tenter, et son succès leur persuada que la surprise de Varsovie même n'étoit pas au-dessus de leurs forces. Il y avoit quelque chose de grand dans cette audace, puisque, même en ne réussissant pas, ils faisoient trembler leurs ennemis, et laissoient à leurs partisans l'espoir d'une nouvelle tentative. Celle-ci fut dirigée par Zakrewski. Soixante-dix nobles réunirent sous ses ordres tout ce qu'ils purent. Ils s'étoient ménagés dans la ville des intelligences; l'indiscrétion d'un de leurs agens les perdit : on eut des soupçons ; on fit des recherches : tout fut découvert; mais Zakrewski, averti à temps, se retira sans aucune perte.

Les échecs qu'essuyoient de temps en temps quelques partis, n'empêchoient pas que, surtout auprès de Cracovie, la confédération n'occupât tous les passages de la Vistule, et par-là, ne gênât beaucoup toutes les communications, même celles du gouvernement de Varsovie *. Les denrées destinées pour l'approvisionnement de la capitale, étoient souvent enlevées. Les bruits que la terreur propageoit dans Varsovie ajoutoient encore à des dangers réels, ceux qui se présentoient à l'imagination effrayée ; et l'apparition subite des confédérés sur des points où on ne les attendoit pas, en multipliant et leurs succès, et les rela-

* Toutes les lettres étoient ouvertes ; et sur celles qu'on renvoyoit, on écrivoit en allemand : *ouverte par les confédérés.*

tions qu'on en faisoit, répandoit de plus en plus les confédérations secrètes à la faveur desquelles ils pouvoient se disperser, se tenir cachés jusqu'à la première occasion, inquiéter toutes les grandes villes, et se joindre aux partis plus nombreux qu'ils rencontreroient.

Ainsi, pour avoir une idée juste de la force des confédérés, il ne faut point séparer les plus petits succès que, sur différents points, quelques pelotons obtenoient par la crainte, par la surprise ou par des intelligences adroitement ménagées, d'avec les succès plus importans, que des corps nombreux devoient à la vigueur d'une attaque préméditée, à l'opiniâtreté d'une défense imprévue.

Il faut ranger dans cette dernière classe la longue et belle défense de la forteresse de Czenstokow. Avec une garnison de huit cents hommes, Pulawski avoit déjoué toutes les attaques de Drewitz; et ce Russe si redouté fut obligé de renoncer à une entreprise dont il avoit mal jugé les difficultés.

Dans la première classe, il faut placer l'incursion hardie que Sawa fit en Lithuanie, à la fin de décembre 1770. Plusieurs partis épars de confédérés le joignirent dans sa marche. Il se trouva à la tête d'environ deux mille hommes, avec lesquels il entra dans le palatinat de Brzesc pour pénétrer ensuite dans le grand-duché; il y leva des contributions, et s'empara de cinquante mille ducats destinés pour Varsovie : il fut arrêté par Branéki, contre lequel il eut deux combats à soutenir, et qui l'empêcha de suivre

le plan qu'il avoit formé de parcourir toute la Lithuanie, ou même d'y rester, s'il s'y voyoit en force. Depuis la dispersion des confédérés de Barr, on n'avoit point vu les Polonois se battre contre les Polonois; et dans les malheurs publics, c'étoit une consolation de n'être pas absolument dans un état de guerre civile. Branéki fut accablé de reproches pour en avoir encore donné le signal. Oginski, grand-général de Lithuanie, dont nous aurons bientôt occasion de parler, soutenu par un jugement en forme de la commission de guerre du grand-duché, le déclara déchu du titre de régimentaire pour avoir abusé de son autorité, lui ôta le commandement des troupes de la république qui étoient sous ses ordres, et cassa ses deux premiers officiers, Grabouki, colonel des gardes de Lithuanie infanterie, et Corki, commandant des houlans. Il est à remarquer que, dans cette occasion, Oginski fut secondé par plusieurs officiers de Branéki * qui se plaignirent à la commission de Grodno d'avoir été forcés par lui de marcher contre les confédérés.

Malgré l'échec qu'il avoit essuyé, Sawa trouva moyen d'assurer sa retraite, et revint dans les environs de Czenstokow rejoindre les confédérés. La défense de cette forteresse leur avoit donné la juste confiance qu'ils seroient en état de se maintenir dans des postes avantageux. Ils firent fortifier Landskroon et

* Oginski, qui ne vouloit pas se déclarer, fut inquiet un moment sur l'effet que produiroit cette destitution. Cependant, il s'occupa sérieusement de la faire mettre dans les gazettes.

Tynieck. Les travaux dirigés par des ingénieurs François furent soutenus par Pulawski. Ils pouvoient être interrompus ou même détruits par la garnison de Cracovie : Pulawski se chargea de la contenir avec douze cents hommes, et il y parvint. Il commença par chasser les Russes qui gardoient la tête du pont ; il y établit une redoute garnie d'une bonne infanterie. Il alla ensuite se camper sur la montagne de Czéminski, à une portée de canon de Cracovie, d'où il pouvoit tomber sur la ville, si la garnison faisoit quelques mouvemens pour en sortir. La surveillance qu'il exerçoit sur elle ne l'empêcha pas de quitter momentanément son camp pour aller, avec un détachement de trois cents hommes, enlever, près de Czenstokow, un convoi de munitions de guerre et d'artillerie. Pendant ce temps les travaux des deux forteresses avancèrent et furent heureusement achevés.

C'étoit une ressource que les confédérés se préparoient en cas de revers, et dont ils éprouvèrent bientôt l'utilité ; mais c'étoit un moyen de plus de harceler leur ennemi, et de tenir tous les environs dans une inquiétude perpétuelle. Landskroon étoit un vieux château, sur une hauteur, qui couvroit la communication avec la Silésie Autrichienne. Tynieck est situé sur la rive gauche de la Vistule, à deux lieues de Cracovie : on en fit un bon poste ; on y mit une garnison choisie, et pourvue abondamment de munitions de tout genre. Pendant ce temps, Zaremba fortifioit le château de Cosciani, sur les frontières de la Silésie Prussienne, et Pulawski, ayant été nommé comman-

dant de toutes les provinces comprises sous la dénomination de petite Pologne, fit fortifier le château de Bolbreck, au milieu d'un marais, à l'endroit où la Vistule sort des montagnes. Ces différentes positions facilitoient les communications; celle de Tynieck donnoit surtout les moyens d'insulter Cracovie, et de gêner ses approvisionnemens. La garnison de Czenstokow, sous les ordres des maréchaux de Beltz et de Czerniechow, renouvela contre cette ville l'attaque qui avoit si bien réussi quelques mois auparavant. Elle n'eut pas à-la-vérité le même succès; mais les confédérés pillèrent un quartier de la ville et le faubourg Casimir, et causèrent les plus grands dommages dans les environs. La ville de Posnan avoit été deux fois attaquée par eux, et les Russes qui la défendoient, avoient bien repoussé l'ennemi, mais n'avoient pu empêcher le pillage des faubourgs. Toutes ces positions les rendoient réellement très-redoutables. Les Russes, qui en connoissoient toute l'importance, essayèrent encore de les chasser de Landskroon, et trouvèrent une résistance qui leur coûta beaucoup de monde.

Ces divers événemens, qui se passoient dans l'hiver de 1771, procuroient à la confédération des secours plus considérables que les pertes qu'elle faisoit: elle étoit en état d'insulter presque toutes les villes fortes occupées par les Russes. Maîtresse des salines de Wielitska, elle pouvoit l'être avant peu de cinq palatinats. On intercepta une lettre que le général Weymarn écrivoit à Pétersbourg; il demandoit qu'on lui en-

voyât de nombreux renforts, si on ne vouloit pas qu'il réunît et concentrât toutes ses troupes. Dumourier jugea, avec raison, que c'étoit le moment de faire rentrer la généralité en Pologne, de préparer des opérations plus importantes pour le printemps, et, à cet effet, de concerter, avec le résident François à Vienne, la remise et l'emploi des fonds que la France fournissoit régulièrement. Il vint trouver Durand *, et le résultat de leur entretien fut que Dumourier détermineroit la généralité à quitter au plus tôt la Hongrie, parce que son véritable établissement étoit en Pologne; qu'en y séjournant avec dignité, elle seroit plus considérée au-dehors, et mieux obéie au-dedans; que les confédérés feroient tous leurs efforts pour rejeter les Russes sur la gauche de la Vistule, et pour s'emparer de la droite; qu'alors ils abandonneroient Czenstokow pour s'établir à Cracovie, et couvrir le plus de terrain qu'ils pourroient, dans un pays rempli de positions qu'on pouvoit défendre; qu'ils armeroient des barques pour couper aux Russes le cours du fleuve, et qu'au-lieu de se laisser attaquer, ils harceleroient fréquemment l'ennemi par des entreprises de nuit.

La disgrâce de Choiseul, survenue sur ces entrefaites, pouvoit rendre la mission de Dumourier plus difficile, surtout d'après l'indécision qui régna alors dans le ministère de Versailles. Dumourier sentit

* Le soupçonneux Kaunitz témoigna quelque inquiétude du retour de Dumourier à Vienne. Durand eut peine à le convaincre qu'il n'y avoit rien de plus que ce qu'il lui disoit.

combien ce changement pouvoit être funeste aux confédérés, et que leur intérêt exigeoit de lui que, n'ayant plus de relation avec celui qui l'avoit envoyé, il agît d'après lui-même, et qu'il donnât à sa mission plus de pouvoir et d'étendue qu'elle n'en avoit lorsqu'elle lui fut confiée. Cette extension, qui d'ailleurs étoit dans son caractère, s'accordoit avec les vues de la généralité, qui affectoit de le regarder comme un ministre accrédité auprès d'elle. Ainsi appelé par les circonstances à jouer un rôle beaucoup au-dessus de celui qu'on lui avoit donné, il le prit sans hésiter. Par-là il se trouva seul chargé de la distribution du subside; ce qui lui fit prendre plus d'autorité sur ceux qui n'attendoient que de lui les moyens de se signaler. Le premier usage qu'il fit de cette autorité, fut de donner trois mille ducats à Pulawski: c'est la somme la plus forte que ce brave Polonois ait jamais reçue de la France; il l'employa aussitôt à payer les garnisons de Landskroon et de Czenstokow. Dumourier, en la lui remettant, n'avoit exigé de lui d'autre condition que de concerter toutes ses démarches avec la généralité: condition juste, et même nécessaire, que Pulawski remplit exactement jusqu'au moment où nous le verrons en opposition avec Dumourier, opposition qui fut le signal des désastres des confédérés.

Mais il falloit de plus que la généralité adoptât et fît exécuter un réglement pour former et discipliner les différens corps de confédérés. Cela seul pouvoit mettre ces corps en état de se réunir au besoin, de se

soutenir les uns les autres, et leur ôter le désavantage de n'opposer que l'impéritie d'un courage aveugle, ou l'impétuosité de l'insubordination, aux manœuvres d'une troupe exercée ; il falloit enfin que la répartition, tant des subsides de France, que des contributions qu'on pouvoit se procurer, fût réglée de manière à pouvoir suffire à toutes les dépenses qui seroient jugées nécessaires. Dès la fin de février 1771, l'activité de Dumourier avoit fait adopter ces points si essentiels, tant par la généralité, que par les principaux chefs des confédérés. « Tous les points dont » je vais vous rendre compte (mandoit Durand, le » 2 mars 1771), sont déjà convenus. La facilité que » M. Dumourier a trouvée à les faire adopter, ne » peut être attribuée qu'à la reconnoissance de la » nation pour les secours généreux de la France, et » nous nous servirons du même ressort pour main» tenir avec la liberté nécessaire l'exécution des choses » convenues ». Voici un extrait de ces réglemens, dans lesquels nous croyons que le lecteur trouvera un esprit d'ordre, de grandes vues, et une connoissance parfaite des moyens les plus propres à rendre redoutable cette foule de braves gens, toujours prêts à se faire tuer, mais à qui il falloit apprendre à vaincre *.

« Une troupe étrangère sera formée ; elle sera » principalement composée de François, et servira » de modèle à la formation des compagnies à pied et » à cheval. Elle sera surtout destinée à assurer l'exé-

* Lettre de Durand, 2 mars 1771.

» cution des ordonnances de la généralité. Cette
» mesure est absolument nécessaire pour faire obéir
» les chefs, pour mettre de l'ensemble dans leurs
» opérations, mais surtout pour ne plus laisser sous
» le pouvoir unique et arbitraire de ces chefs, les
» corps que chacun d'eux s'est personnellement ap-
» propriés, quoique ces corps appartiennent aux dif-
» férens palatinats qui les ont fournis par contingent.

» Le plan de la formation des troupes est réglé
» par deux ordonnances de la généralité, et revêtues
» de toutes les formes qui peuvent en assurer l'exé-
» cution. La première contient des lois pénales
» contre les officiers ou chefs de tout rang qui com-
» mettroient ou laisseroient commettre quelques
» excès. La seconde établit la solde régulière et uni-
» forme des troupes de la confédération. On voit
» que l'intention a été, en les assujettissant à une
» discipline nouvelle pour elles, de leur assurer une
» paie exacte, afin d'ôter tout prétexte de pillage.

» Pour rendre plus prompte et plus facile la for-
» mation des troupes, on fait une association de
» plusieurs palatinats [1], districts ou terres, les plus
» près, qui conviennent de se réunir, pour mettre
» tout de suite leurs troupes au nombre fixé, en éta-
» blissant pour règle que les trois quarts seront four-
» nis en infanterie et un quart seulement en ca-
» valerie [2].

[1] Cracovie, Sandomir, Lublin, Russie, Zator et Oswieczyn.

[2] Cette proportion étoit nécessaire à établir, dans un pays où jus-

» Une commission de six conseillers sera formée » auprès du principal corps d'armée des confédérés, » et revêtue d'un plein pouvoir de la généralité. Elle » recevra par ses préposés tout ce qui proviendra, » soit des fonds taxés dans les palatinats, soit des » confiscations, salines, biens royaux, douanes...., et » enfin tous les revenus publics et particuliers que » la confédération générale est en droit de s'ap- » proprier.

» Un conseil de guerre, revêtu aussi d'un plein » pouvoir de la généralité, résidera de même auprès » du principal corps d'armée, et veillera en outre à » la formation des corps et au maintien des deux or- » donnances ci-dessus ».

La nécessité de ces réglemens avoit depuis long-temps frappé tous les bons esprits; mais personne ne s'étoit cru assez fort pour les présenter. La facilité avec laquelle ils furent adoptés tint sans doute au besoin que chacun éprouvoit de se soumettre à un ordre fixe; mais elle tint surtout à l'avantage d'être soutenu par la puissance protectrice dont on attendoit des secours. Dumourier fit valoir ce motif, et la confiance qu'inspireroient des mesures sages, universellement désirées, toujours appelées par l'intérêt général, toujours éloignées par l'intérêt particulier. En effet, l'expérience ne tarda pas à justifier ce qu'il avoit annoncé. A peine le travail de la généralité

qu'alors on avoit peu connu et peu estimé le service de l'infanterie, parce que la *pospolite* (noblesse armée) servoit toujours à cheval.

fut-il connu à Varsovie, que plus de cinquante sénateurs envoyèrent leur adhésion[1]; ils demandèrent le secret pour n'être exposés à aucune vexation, jusqu'au moment où ils pourroient agir ostensiblement.

Dumourier avoit obtenu en peu de temps de la généralité tout ce qu'il avoit jugé utile au bien public. Il ne perdit pas un moment pour opérer d'après les bases essentielles qu'il venoit d'arrêter : dès le 7 avril[2] il étoit en Pologne, où il approvisionnoit Landskroon, dont il augmentoit la garnison. Il se rendit à Biala, où l'attendoient Zaremba, Pulawski, et d'autres chefs confédérés. Le 11, il tint un grand conseil, où furent reçus tous les réglemens faits par la généralité[3]. Il trouva à-peu-près dix mille hommes de troupes en bon état, à qui il ne manquoit que de la discipline; elles tenoient la campagne depuis Bochnia jusqu'à la Silésie, c'est-à-dire, environ vingt-cinq lieues de pays, mais pays ruiné. Il indiqua trois points de réunion, où elles devoient se trouver au mois de mai. Il espéroit, au mois de juin, pouvoir faire venir la généralité à Oswieczyn, ou même à Cracovie; et on voit que, d'après le succès de ses dispositions, il se flattoit de confédérer la république entière, qui, sous la domination oppressive de la Russie, n'avoit plus de gouvernement.

Kaunitz[4], régulièrement instruit par Durand de

---

[1] Lettre de Durand, 13 avril 1771.
[2] 1771.
[3] Lettre de Durand, 27 avril 1771.
[4] Lettre du même, 1.er mai 1771.

ce que Dumourier avoit déjà exécuté et projetoit encore, ne put dissimuler son étonnement; il ne concevoit pas comment un homme, inconnu à la généralité, avoit pu, pendant un séjour de quelques semaines auprès d'elle, terminer ce que la cour de Vienne n'avoit pas même entrepris depuis près d'un an que la généralité résidoit dans les États Autrichiens: cet étonnement, véritable ou simulé, pouvoit venir d'un sentiment de jalousie, et du dépit secret de voir sa politique, lente et irrésolue, entraînée ou du moins dérangée tout-à-coup par cette vivacité Françoise, dont l'élan franchit souvent un obstacle avant que l'œil ne l'ait mesuré. Mais de cet étonnement, il passa à une appréhension qui peut-être n'étoit que trop fondée : *je crains*, ajouta-t-il, *que les confédérés ne veuillent faire une guerre en règle, et que Dumourier ne les y engage; tandis qu'ils pourroient s'employer plus utilement à intercepter les convois, et à couper les communications des Russes*. Le sentiment exprimé par ces mots tenoit-il à la crainte que la confédération, excitée par un homme entreprenant, ne prît quelque grand parti, non-seulement pour chasser les Russes de la Pologne, mais pour redonner à la Pologne une indépendance plus solide et plus réelle que celle que Kaunitz lui-même vouloit lui laisser? On pourroit se livrer à ce soupçon, surtout si l'on se rappelle ce que nous avons dit, sur cette même époque, dans les Livres I et II: nous croyons cependant que ce soupçon seroit injuste; et qu'au contraire, quelles que fussent ses vues

ultérieures, Kaunitz exprimoit, par ces mots, une crainte très-sage, vérifiée par l'événement. Il avoit entretenu Dumourier, et il se connoissoit assez en hommes pour l'avoir jugé. Il voyoit en lui un génie ardent, impatient de se signaler, pendant que sa cour étoit encore dans l'indécision, et trop empressé de faire des coups d'éclat, pour en calculer les dangers et les suites. Les pressentimens de Kaunitz étoient ceux d'un homme d'État, accoutumé à tout peser avec lenteur, il est vrai, mais souvent avec justesse. Le malheur de la Pologne voulut que ces pressentimens fussent justifiés par de grands revers, et que ces revers arrivassent au moment où Saldern remplaçoit à Varsovie le ministre sage et pacifique, dont l'aveugle et imprudent Stanislas-Auguste avoit demandé le rappel.

On a pu voir, dans ce que nous avons dit plus haut, que des quatre principales divisions des confédérés, celle de Sawa étoit la moins nombreuse; mais l'activité de son chef la multiplioit, et auroit fini par lui donner des forces plus imposantes. Il avoit toujours agi avec son corps, sans se soumettre aux plans des autres chefs. A la fin de mars*, marchant pour surprendre l'ennemi, il fut surpris lui-même et attaqué près de Krasznik. La victoire coûta cher aux Russes: mais Sawa perdit beaucoup de monde, et, sans la nuit, n'auroit pu faire sa retraite. Impatient de réparer cet échec, qu'on pouvoit attribuer à son trop de con-

* 1771.

fiance en lui-même, il surprit, le 10 avril*, le capitaine Ritter et son détachement dans le district de Dobrzyn, et tailla en pièces tout ce qu'il ne fit pas prisonnier.

Quelque désir qu'il eût d'être indépendant, dès qu'il connut le réglement de la généralité, il donna l'exemple de l'obéissance, et se mit, lui et sa troupe, sous les ordres de Pulawski. Mais cette troupe, peu accoutumée à une marche régulière, retardoit beaucoup celle de Pulawski, qui souvent étoit obligé de l'attendre pendant des heures entières; désavantage extrême dans un genre de guerre où le succès dépendoit presque toujours de la promptitude et de l'ensemble de l'exécution. Ce fut vraisemblablement par ce motif que Pulawski se sépara de lui, ou du moins le devança beaucoup, dans une marche où il s'agissoit de secourir Landskroon: Sawa, qui se trouvoit alors à la tête d'un corps plus nombreux que ceux qu'il avoit commandés jusqu'à ce moment, fut atteint et attaqué par Suwarof, le 26 avril 1771, près de Schvinski, à deux milles de Soldau. Ce jour fut aussi honorable que funeste pour lui. Le combat avoit commencé à six heures du matin, et Sawa, quoique avec une grande perte, se soutenoit encore au coucher du soleil; il venoit de monter sur le toit d'une petite maison pour diriger sa retraite d'après la position des Russes, lorsqu'il reçut un boulet de canon dans la jambe; il tomba: ses soldats le crurent mort; et déjà épuisés de fatigue,

* 1771.

ils alloient se disperser. Sawa les retint, se fit mettre dans une grande corbeille qu'on attacha sur un traîneau, donna l'ordre de la retraite, et pour ne pas la retarder, ne garda avec lui que cinq ou six hommes, et prit une route détournée, à travers des marais et des chemins impraticables : sa petite escorte lui fit passer la rivière sur de vieux arbres creux; enfin se voyant dans un lieu écarté où il crut pouvoir être en sûreté, il ordonna à un de ses gens d'aller chercher à Sulava un juif renommé pour la cure des blessures, de lui bien indiquer le chemin, et de ne point revenir avec lui, afin de ne point donner de soupçons: ses ordres furent exécutés. Le juif pénétra jusqu'à lui, le pansoit exactement et retournoit à Sulava. Ses fréquens voyages ne tardèrent pas à être remarqués. Les Russes inquiets l'arrêtèrent; et le major Salomon, soit par menaces, soit par de mauvais traitemens, le força de découvrir la retraite du malheureux auquel il avoit donné ses soins. Sawa fut pris dans son traîneau et transporté à Braschnitz, parce que l'état de sa blessure ne permit pas de le conduire jusqu'à Varsovie. Il souffroit des douleurs horribles, soit que la plaie eût été mal pansée, soit que la fatigue de ce second transport l'eût rendue encore plus dangereuse: il appeloit quelquefois la mort, et tout-à-coup reprenoit toute son énergie, pour oser se reprocher à lui-même ces instans de foiblesse. Le général Weymarn lui envoya son chirurgien. Nous citons ce trait d'humanité qui contraste avec la conduite de quelques autres généraux Russes; et nous verrons bientôt

ce même Weymarn demander sa retraite, pour ne pas servir la barbarie de Saldern. Sawa mourut peu après dans sa prison. Des notes de Rulhière indiqueroient qu'il y fut tué par des soldats Russes; mais nous n'avons rien trouvé à l'appui de ce fait, et nous ne croyons pas qu'on puisse surcharger la nature humaine d'un crime de plus, dans les choses que la marche ordinaire peut expliquer. En supposant que la blessure de Sawa ne fût pas mortelle par elle-même, elle a pu et dû le devenir, autant par le défaut de régime, de repos, de secours assidus, que par le chagrin et l'inquiétude. On lui imputoit d'avoir exercé sur les Russes, et notamment sur le capitaine Holstein, d'affreuses représailles : il craignoit à son tour qu'on ne les exerçât sur lui; et les précautions qu'il prit pour ne pas tomber entre les mains de ses ennemis, en aimant mieux aggraver son état et s'exposer à périr de misère et de faim, prouvent qu'il avoit de fortes raisons pour redouter par-dessus tout de se voir au pouvoir des Russes, et que, lorsqu'il s'y vit, gardé et pansé par eux, il a pu être réduit à craindre, peut-être même à éviter de guérir.

Ainsi périt d'une blessure honorable, quand même sa mort pourroit être imputée à ses ennemis, un homme dont la confédération auroit pu tirer de grands services. La marque de déférence qu'il venoit de lui donner, annonçoit hautement qu'il se vouoit tout entier au bien public. Intrépide, actif, infatigable, accoutumé à des exercices violens, aimé de ses soldats, il leur fut enlevé au moment où, en les

façonnant à l'obéissance, dont lui-même avoit donné l'exemple, il les auroit rendus aussi redoutables qu'ils étoient braves. Sa mort fut pour son parti un signal de calamités. Près de la moitié de sa troupe avoit péri dans la journée du 26; ce qui restoit fut vivement poursuivi, et ne put échapper au fer du vainqueur; une centaine de fuyards gagnèrent des bois épais; leur retraite fut découverte : les Russes firent dans ces bois plusieurs battues avec des chiens, et, placés sur des arbres, tiroient sur ces malheureux, épuisés de lassitude et de besoin. Il paroît que Sawa, en qui plusieurs habitans de Varsovie, secrètement confédérés, avoient une juste confiance, portoit avec lui des papiers qui pouvoient les compromettre. Quand il fut blessé, au moment de quitter sa troupe, il remit ces papiers à des personnes sûres. On ne sait si les dépositaires parvinrent à se sauver; mais les Russes, malgré toutes leurs recherches, ne purent trouver le dépôt.

Pendant ce temps, Pulawski s'étoit avancé jusqu'à Castinow : de premiers succès lui permettoient d'en espérer de plus grands encore. Dans une de ses rencontres, il avoit surpris les Russes au milieu de la nuit, et marchoit sur un autre corps, lorsqu'il apprit la défaite entière de celui de Sawa. Ce funeste événement dérangeoit toutes ses opérations, et rendoit toute entreprise impossible. Déjà il s'étoit affoibli en envoyant un détachement garder un poste intéressant, sur la rivière de Dunavez, observer l'ennemi de ce côté, et retarder au moins son passage, s'il ne pouvoit l'empêcher. Les autres chefs avoient dispersé leurs troupes pour

lever des contributions et ramasser des vivres. Dumourier étoit à Biala; Walewski et Mogenski à Zator : mais Drewitz occupoit toujours Varsovie avec 1500 Russes; et Suwarof, n'ayant plus rien à craindre de Sawa, marchoit avec trois mille hommes pour attaquer Pulawski. Celui-ci, inquiété sans cesse par différens corps ennemis répandus autour de lui, s'étoit porté à Skawin, où Walewski et Mogenski vinrent le joindre, et tinrent conseil sur leur position. Walewski vouloit qu'on attaquât sur tous les points. Pulawski représenta l'impossibilité de réussir; il ajouta que tout ce qu'on pouvoit espérer, seroit de se soutenir avec un avantage égal, mais qu'alors l'ennemi, restant dans le pays qui les nourrissoit, leur feroit toujours un grand tort; qu'il valoit mieux l'obliger à se retirer, en cherchant à le tourner sur ses derrières; que lui Pulawski se chargeoit de cette manœuvre, pendant laquelle on attaqueroit l'ennemi, sur son front. Ce projet fut adopté et les trois chefs partagèrent leurs troupes pour l'exécuter.

Dès le second jour de sa marche, Pulawski se trouva entouré par douze cents cuirassiers ou cosaques qui lui enlevèrent son artillerie; il la reprit quelques heures après, dispersa entièrement le corps par lequel il s'étoit laissé surprendre, et dont le commandant fuyoit avec une foible escorte de quarante hommes. On ignore pourquoi, au-lieu de profiter de cet avantage, et de détruire un ennemi en déroute ou enfoncé dans des marais, il s'avança sur la rivière de San pour tomber sur Zamosk. Le passage de la

rivière lui fut disputé : il la traversa à la nage, culbuta et prit 140 Russes, et entra à Zamosk où il n'y avoit aucune provision de bouche ni de guerre. Il est vraisemblable que, sur de faux rapports, il s'étoit flatté d'en trouver et de s'en emparer, et que, dans cette espérance, il s'écarta de la route qu'il devoit tenir; mais cet écart l'exposoit à être attaqué par Suwarof: il ne resta qu'un jour à Zamosk, ne put même garder ses prisonniers, et se retira avec le regret d'avoir peut-être contribué à faire manquer un plan qu'on n'avoit adopté que sur sa proposition.

Ce reproche lui fut fait par Dumourier qui, dans une lettre que Pulawski reçut en sortant de Zamosk, l'accusoit de se retirer à l'approche de l'ennemi. Le Polonois, piqué au vif, fit une réponse sévère. Dumourier lui envoya ordre de rejoindre, en le menaçant de le faire juger comme coupable de lâcheté. Pulawski pouvoit avoir tort dans cette occasion, mais ne put jamais être soupçonné de manquer de bravoure. Il retint le porteur de l'ordre, et n'obéit pas. Cette mésintelligence ne pouvoit avoir que de funestes effets. Les autres chefs, et Dumourier lui-même, qui, à la tête de 800 hommes, cherchoit à prévenir ce qu'il prévoyoit, furent attaqués et coupés par différens détachemens de Suwarof et Drewitz. La perte des confédérés fut très-grande : le jeune prince de Sapiéba et Orsowsko, maréchal de Pinsk, furent tués; Lazoski, maréchal de Zirc, et Mogenski furent pris : celui-ci avoit donné à Dumourier son meilleur cheval, qui le sauva.

Les désastres des confédérés n'étoient pas finis, et Pulawski se trouvoit dans une position très-dangereuse. L'activité de Suwarof eut bientôt franchi les quarante et quelques milles qui séparent Landskroon de Zamosk. Son avant-garde força les défilés que Pulawski avoit fait garder, et le corps entier l'atteignit ayant déjà fait vingt-cinq milles. Toutes ces marches, attaques, poursuites, duroient depuis quinze jours. Les Russes étoient aussi harassés que leurs ennemis; mais ils étoient déjà vainqueurs, et la certitude de l'être encore l'emportoit sur leurs fatigues. Pulawski vaincu ne chercha plus que l'honneur d'une belle retraite: il la fit avec beaucoup de courage et d'intelligence, mais avec une grande perte, notamment celle de toute son artillerie. L'extrême lassitude des Russes les contraignit de renoncer à le poursuivre. Il étoit à-la-vérité parvenu à les faire sortir du palatinat de Cracovie, mais non à leur ôter le pouvoir d'y rentrer: il revint à Czenstokow avec les débris de sa foible troupe; et quand il sut la mort, la prise, la défaite des autres chefs, il dut être, mais trop tard, bien convaincu que la confédération épuisoit inutilement ses forces par des entreprises qu'elle n'étoit pas en état de soutenir.

Dans cette suite de combats que Pulawski fut obligé de donner ou de recevoir coup sur coup, son malheur fut d'avoir presque toujours en tête un homme qui ne laissoit aucun repos ni à ses ennemis ni à ses soldats, parce qu'il n'en prenoit aucun pour lui-même. Suwarof étoit déjà connu par les talens qui l'ont mis

au nombre des plus grands généraux; mais il l'étoit surtout par cette infatigable et impétueuse activité[1], dont on pouvoit dire avec Lucain :

Nil actum credens, si quid superesset agendum.

Du reste, le général Russe rendoit justice à Pulawski, et ne manquoit pas une occasion de lui témoigner son estime : il lui renvoya un de ses parens qui avoit été fait prisonnier, et ne parla jamais qu'avec éloge d'un ennemi qu'il jugeoit digne de lui[2].

Nous avons dit que, par malheur pour la confédération, ses revers commencèrent à l'époque de l'arrivée de Saldern; et en quittant un moment Dumourier et les confédérés, nous allons suivre à Varsovie la conduite du ministre chargé par Catherine de faire les plus grands sacrifices pour rétablir la tranquillité.

Ce prétendu pacificateur arriva à Varsovie sous l'escorte de deux pièces de canon, et de six cents hommes qui l'attendoient aux frontières pour l'amener jusque dans la capitale. Il avoit choisi pour secrétaire d'ambassade celui qui l'avoit été sous Repnin, Boulakow; et le retour de cet homme redouté se concilioit difficilement avec l'espoir d'une pacification.

---

[1] Rulhière, en supputant les marches faites par Suwarof en cette occasion, calcula qu'en dix-sept jours Suwarof fit environ cent milles, ne passant jamais quarante-huit heures sans se battre.

[2] Peu de temps après la retraite de Zamosk, il envoya à Pulawski une petite boîte de porcelaine, à laquelle il étoit très-attaché, et le pria de la garder, comme un témoignage de ses sentimens pour lui.

Nous avons déjà fait connoître, au commencement de ce Livre, dans quel état étoient alors le roi et la république : nous devons ajouter ici qu'à Varsovie le primat[1] avoit voulu établir un point de réunion, plutôt avec l'intention qu'avec le moyen d'opérer une conciliation. Cette réunion, présidée par lui, n'avoit encore qu'une existence précaire; mais les amis de la paix se seroient prêtés à lui en procurer une fixe, du moment qu'ils auroient vu que tous les partis pourroient se rallier à elle. C'eût été un intermédiaire entre les confédérés et les Russes; place que naturellement le roi auroit dû, mais ne pouvoit plus occuper, après avoir non-seulement appelé les Russes dans ses États, mais demandé expressément qu'on ne les retirât pas. Ce rassemblement, projeté alors sous le nom d'*Union patriotique*, pouvoit servir à l'accomplissement des instructions données à Saldern; mais c'étoit à lui à les lui faire connoître, et à provoquer par là une confiance que son nom ne pouvoit pas inspirer : il ne donna à l'union aucune marque de considération; il ne la consulta point avant de publier sa première déclaration, qui cependant annonçoit des vues que l'union n'auroit pas manqué d'adopter, et dont nous parlerons dans un moment. Il s'écoula près d'un mois entre son arrivée et cette déclaration. Il est bon de connoître ce qu'il fit pendant cet intervalle[2].

---

[1] Podoski.

[2] Il est probable qu'il avoit ordre d'attendre que l'on eût parlé à Lobkowitz sur les propositions de paix. Gugurin arriva à Varsovie

Il parut d'abord disposé à voir des gens de tous les partis, et à leur demander des notes exactes sur leurs prétentions. Il s'adressa successivement au roi, aux ministres, aux Czartoryski, pour avoir un état de leurs plans et de leurs moyens : il vouloit exiger de chacun d'eux, mais ne put obtenir, une déclaration par écrit qui les liât à la Russie, *dont la souveraine*, disoit-il, *ne veut ni donner des entraves à la Pologne, ni faire des conquêtes sur elle*[1]. En vantant le désintéressement de Catherine, il disoit à ceux qui vouloient soutenir la déchéance du trône, qu'il étoit à craindre que l'Autriche ne les forçât à donner la couronne au prince Albert[2]; et il affoiblissoit le parti de la Saxe, qui craignoit de travailler pour la maison d'Autriche.

Quoique au moment de la proclamation de l'interrègne, après la mort d'Auguste III, l'électeur de Saxe eût fait déclarer à Pétersbourg qu'il ne songeoit pas au trône de Pologne[3], Saldern l'accusoit de ménager la bonne volonté des Polonois, sans exposer la tranquillité de la Saxe, de manière à pouvoir profiter des événemens, s'ils étoient heureux, sans courir

---

le 13 mai 1771, apportant le récit de ce qui s'étoit fait à ce sujet à Pétersbourg; et dès le lendemain Saldern publia sa déclaration.

[1] Dans cette phrase, il n'y avoit que la seconde partie de vrai. Catherine étoit alors aussi éloignée de faire des conquêtes sur la Pologne, que déterminée à la tenir dans les plus fortes entraves.

[2] De Saxe.

[3] On se rappellera qu'il ne fit cette déclaration que lorsque Catherine eut formellement annoncé qu'elle ne souffriroit pas l'élection d'un étranger.

le risque de partager les revers. Il répétoit souvent que la Saxe gâtoit tout par ses projets aussi vains qu'ambitieux; il donnoit le nom d'espions à tous ceux qui, à Varsovie, logeoient dans le palais de Saxe. Cette prévention l'exaspéra surtout contre l'évêque de Cujavie et contre le primat (tous deux chefs de l'union patriotique), et bientôt contre l'union même. Il ne voulut voir en elle que l'instrument de l'ambition de la cour de Dresde, et se priva de l'avantage qu'il auroit pu en tirer. A la suite d'une conversation qu'il eut en présence du roi avec le primat, il lui reprocha durement ses sentimens pour la Saxe; il chercha et saisit toutes les occasions de lui faire faire les mêmes reproches. Le primat tenta vainement d'avoir une explication avec lui. Désespérant de l'obtenir, et voyant d'avance la marche que Saldern alloit suivre, il fit vendre une partie de ses meubles, annonça qu'il alloit quitter la Pologne, et envoya à tous les ministres un Mémoire dans lequel il détailloit les raisons qui l'engageoient à prendre ce parti.

Saldern ne put se dissimuler que l'annonce positive et motivée de l'éloignement du primat alloit faire un étrange contraste avec les termes pacifiques de la déclaration qu'il étoit sur-le-point de publier. Il crut un moment pouvoir ramener les esprits, en leur inspirant des doutes sur le sort qu'on réservoit à la Pologne : il établit surtout en présence de ceux qu'il savoit être attachés aux confédérés, qu'aucune puissance ne pouvoit prendre à la république un intérêt efficace; il parloit des prétentions des Autrichiens

comme très-alarmantes; il faisoit beaucoup valoir l'intelligence qui régnoit entre les deux cours de Pétersbourg et de Berlin, mais sans dissimuler que celle-ci avoit aussi des prétentions dont on devoit s'effrayer; enfin, dans une conversation plus intime, il laissa entrevoir que, si tous les partis ne parvenoient pas à se concilier, il étoit à craindre que les trois puissances ne s'entendissent pour démembrer la Pologne. En cela il annonçoit la possibilité d'un dénouement, combattu, il est vrai, par son opinion personnelle; car il étoit, ainsi que Panin, très-opposé au démembrement. Cependant, on doit reconnoître que toutes ses observations étoient justes : présentées par un autre, elles auroient pu faire effet; mais il n'inspiroit aucune confiance; et le premier sentiment de ceux qui l'écoutoient, étoit de se mettre en garde contre ce qu'ils alloient apprendre.

Dans toutes les affaires de parti, on n'est que trop porté à ne point séparer les choses des personnes; et quoiqu'il y ait des cas où il ne faut pas faire entièrement abstraction de celles-ci, un esprit droit commence toujours par juger les choses d'après elles-mêmes. C'est sur le mode d'exécution, que le choix des personnes doit reprendre une grande influence. Ceci est vrai surtout dans les temps de révolution : c'est le moment où il seroit le plus intéressant d'appliquer ce principe; et c'est celui où trop souvent on ne l'entrevoit même pas.

Ce fut ainsi que de très-grands personnages reçurent les confidences de Saldern. D'autres, tels que

des ministres, le grand-chancelier de Lithuanie, regardoient comme impossible, d'un côté toute conciliation, de l'autre un démembrement, qui leur paroissoit trop contraire aux intérêts des trois puissances. Les Czartoryski surtout tenoient à cette dernière opinion; et Saldern, qui sortoit de toute mesure à la moindre objection, ne fit qu'augmenter leur incrédulité, en leur disant *que le dogue* (il parloit de Frédéric) *étoit impatient de se jeter sur eux.*

En réfléchissant sur cette époque, nous nous sommes convaincus que la ruine de la république a tenu à ces deux erreurs, entre lesquelles on s'est constamment égaré; l'une, qu'il ne pouvoit y avoir de conciliation, l'autre, qu'il n'y auroit jamais de démembrement. Les gens sages, s'ils avoient pu être éclairés sur ces deux points, auroient travaillé à une réunion; et la preuve, c'est que, dès qu'il ne fut plus possible de douter du partage, les principaux chefs des confédérés se rapprochèrent du roi, qui alors s'éloignoit des Russes.

La déclaration tant annoncée par Saldern, parut donc sous des auspices peu favorables, et on auroit pu garantir d'avance son inutilité, quand même il eût vraiment cherché à l'exécuter; ce qu'il ne fit pas. Dans le préambule de cette déclaration, deux choses sont à remarquer *: la première, c'est que, sans nommer les confédérés, on les représente comme les

* Pièces justificatives, N.° I. Mai 1771.

auteurs des maux publics ; on leur impute de *saper l'édifice de la liberté, de la confédération, et de la grandeur de la république :* la seconde, c'est qu'en parlant des généreux efforts de Catherine en faveur de la Pologne, on ne dissimule pas les *soupçons, les mauvaises interprétations, les inspirations sinistres* auxquelles on veut ôter tout prétexte. Le dispositif est composé de huit articles : les 1.er, 2.e, et 4.e contiennent le désir de se concilier et de chercher les moyens d'y parvenir, mais sans en indiquer aucun ; les 3e. et 5e., en parlant du faux jour sous lequel on a représenté la participation de l'impératrice aux affaires de Pologne, annoncent que le ministre mettra tout en œuvre pour tranquilliser la nation sur ses droits, et pour la convaincre du désintéressement d'une souveraine, *qui n'a jamais rien fait ni souhaité qui puisse nuire à l'indépendance de la république ;* le 6.e invite à entrer *dans les voies légales de pacification, qui vont leur être ouvertes, ceux qui se sont laissés entraîner à la séduction et à l'erreur sur les sentimens et les actions de l'impératrice, au point de prendre les armes pour se précautionner contre des terreurs imaginaires ;* le 7.e promet que ceux qui resteront tranquilles ne seront ni poursuivis ni inquiétés ; enfin, le 8.e annonce que tous les chefs des troupes Russes leur feront observer la plus exacte discipline.

Le lecteur aura déjà remarqué que cette déclaration ne contenoit rien de positif, si ce n'est l'assurance du désintéressement de Catherine, assurance que Panin

avoit déjà fait donner plusieurs fois, et qu'il étoit bien aise de renouveler au moment où l'on vouloit amener Catherine à la démentir. Du reste, si le ministre Russe avoit cru ne point devoir entrer dans les détails, il devoit s'en ouvrir verbalement aux personnes les plus propres à les répandre avec fruit, et qui du moins auroient fait valoir ce commencement d'exécution: or, dans toute sa conduite, pendant le mois qui s'écoula entre cette première déclaration et la seconde, on ne trouve aucun indice qu'il voulût sérieusement proposer et suivre un plan de pacification. Si on pouvoit établir des conjectures sur quelques tentatives qu'il fit au hasard dans cet intervalle, on seroit porté peut-être à croire qu'il auroit volontiers formé une *reconfédération*, pour opposer à la généralité: le roi en auroit été le chef. N'oublions pas que ce plan avoit été celui de Volkonski, qui le proposa à Catherine, après en avoir parlé au roi: le roi s'étoit flatté de le voir réussir; il avoit donné à Branéki la mission expresse de le faire agréer à Catherine; et c'étoit vraisemblablement ce qui avoit déterminé les instructions données à Saldern. Avant l'arrivée de ce ministre, et peu de jours après le retour de Branéki, il parut à Varsovie * plusieurs écrits anonymes pour exciter les Polonois à se réunir, avant que des médiateurs trop puissans n'intervinssent au milieu d'eux. Une réunion ainsi faite, une diète de conciliation auroit pu réussir alors, si, comme l'avoit demandé Volkonski, la Russie eût retiré ses

* Le 20 avril 1771.

troupes; mais une *reconfédération* formée à Varsovie pendant que le roi et tout le gouvernement de la république étoient, par le fait, soumis à une armée Russe, pendant que la Russie (non contente de faire occuper par le roi de Prusse plusieurs places Polonoises, le laissoit non-seulement envoyer des troupes, mais agir en souverain dans plusieurs provinces de Pologne, et vexer de plus en plus Thorn et Dantzick), loin d'inspirer aucune confiance, ne pouvoit que la détruire sans retour, en voulant donner une apparence de légalité à un despotisme étranger. Kaunitz en avoit jugé ainsi; et nos lecteurs ne seront point fâchés de savoir comment il s'en expliquoit avec le résident de France. Voici ce que celui-ci mandoit au mois d'août 1771 :

« Les sentimens de ce ministre sur la manière » de pacifier la Pologne ne me sont point inconnus. » Il m'en a entretenu souvent : il ne croit pas que la » Russie puisse y réussir. Il ne refuseroit cependant » pas à Catherine II toute la vaine gloire de cette » opération, se réservant à agir de concert avec » nous en Pologne, pour nous faire partager la ga- » rantie des droits de la nation. Il auroit donc pour » la Russie la condescendance de lui laisser signer » seule l'acte de pacification, et d'en donner la garan- » tie, et il espéreroit, dans l'espace de peu d'années, » faire demander, par la diète, aux deux cours, » leur intervention.

» Depuis l'ouverture qu'il m'a faite de ce plan, » il m'a répété plusieurs fois que la conduite des

» ministres Russes en Pologne leur ôtoit toute con-
» fiance; que leurs efforts seroient vains, et que, sans
» le concours d'autres puissances, ils ne réussiroient
» jamais à rétablir le calme. La sortie des troupes
» étrangères lui paroît indispensable; et, pour dimi-
» nuer la difficulté d'en faire goûter la proposition,
» il a annoncé que, si la Russie et le roi de Prusse y
» procédoient, sa cour évacueroit les possessions
» qu'elle revendique, et ne les répéteroit que par
» la voie des négociations.

Un an auparavant, il avoit parlé à Durand dans le même sens : « il m'a dit que l'impératrice-reine ne » s'éloigneroit pas d'agir dans la négociation pour » adoucir le sort des confédérés, s'ils pouvoient se » concilier entre eux, ne rien demander que la Russie » ne pût accorder sans se manquer à elle-même, » se détacher de l'idée d'une nouvelle élection, attirer » même à eux le roi actuel ». (*Lettre du 14 juillet 1770.*)

L'union patriotique * voulut cependant prouver

---

* Les principaux chefs de l'union patriotique étoient le primat, les évêques de Cujavie, de Wilna, les palatins de Kalisch et de Pomérélie, Pomiuski et Gusowski. Saldern, dans une lettre qu'il écrivoit à sa cour au mois de juin 1771, témoigne fortement son humeur des mauvaises dispositions qu'il avoit, dit-il, trouvées en eux. On reconnoît, dans la manière dont il en parle, l'exagération d'un homme dur et violent; mais on y voit avec regret la preuve que plusieurs d'entre eux étoient pensionnés de la Russie. Cette avilissante cupidité a été l'une des plus grandes causes de la division qui a toujours régné en Pologne, parmi ceux qui foncièrement vouloient le rétablissement de la paix.

Au reste, la fin de sa lettre (très-conforme au commencement)

qu'elle étoit prête à saisir tous les moyens conciliatoires qu'on lui présenteroit. Le primat, qui avoit annoncé son dessein de quitter la Pologne, suspendit son départ. L'union tint quelques séances; Saldern voulut qu'on en tînt une en sa présence : c'étoit là le moment de vérifier ce qu'il avoit dit dans sa déclaration. Au-lieu de cela, il n'écouta qu'avec impatience, et même avec des signes improbateurs, les différens avis qui furent proposés; et, après avoir promené ses regards sur les principaux membres de l'assemblée, il dit avec dédain qu'il ne voyoit parmi eux aucune personne avec qui on pût traiter, et qu'il ne reviendroit plus : maladresse d'autant plus grande qu'il étoit là avec les Polonois les moins opposés à la Russie, qui avoient la bonne volonté de traiter, les seuls peut-être qui en eussent les moyens, et dont on pouvoit se servir pour ramener les confédérés. L'union n'ayant pu parvenir à avoir une existence réelle, on n'a jamais su avec certitude d'après quels principes elle auroit agi; mais tout indiquoit alors, et depuis on a toujours cru que son premier principe étoit de pacifier les troubles sans le secours des armées Russes : c'étoit un point de rapprochement entre elle et les confédérés; c'en étoit de plus un entre elle et les instruc-

---

peut donner une idée de son style et de sa tête. « Cette longue » lettre vous suffira pour aujourd'hui; j'en suis fatigué à n'en pouvoir » plus. La Pologne est le pays le plus extraordinaire, où les illustres » fainéans, ces êtres qui s'imaginent faire une portion de la royauté » ou de la république, ne respectent pas les jours et les heures destinées » à expédier la poste. Mais je me mettrai sur un autre pied avec ces » étourdis ».



tions de Saldern qui, par conséquent, devoit commencer par lui donner du relief. Au-lieu de cela, il l'accabla de marques de mépris; et par là, il ôta toute considération à une société pacifique qui ne pouvoit avoir de force que dans l'opinion publique. Néanmoins l'union patriotique se soutint encore dans son état de foiblesse, par les rapports qu'elle avoit avec Oginski, qui suivoit en Lithuanie les mêmes principes, et dont nous parlerons dans un moment; mais lorsque ce brave et sage général eût perdu tout le fruit d'un plan habilement concerté, l'union, entièrement livrée à elle-même, fut condamnée à la nullité et à l'oubli.

Cependant ce Saldern, qui n'avoit cessé d'affirmer avec hauteur que la pacification générale ne seroit qu'une affaire de trois semaines, s'étonnoit de voir l'inutilité de ce qu'il appeloit ses démarches, et croyoit réparer ou couvrir cette inutilité en se vantant partout du succès qu'il n'obtenoit nulle part. Ceux-mêmes qu'il disoit avoir gagnés dans Varsovie, exigeoient, avant de se joindre à lui, qu'il leur montrât une déclaration formelle de la garantie de l'Autriche. En vain parloit-il de l'accord de toutes les parties réunies par ses soins; son ton despotique *, ses fréquentes incartades démentoient toutes ses jactances : il fallut enfin renoncer à préconiser ce qui n'existoit pas; l'aigreur, les mécontentemens, les murmures se manifestèrent. Saldern, blessé dans ses passions les plus

* Sur le moindre sujet, il écrivoit aux seigneurs, et même aux dames de Varsovie, des lettres d'une hauteur ou d'une familiarité révoltante.

ardentes, se livra sans contrainte à toute la fougue de son caractère. De jour en jour il devint plus violent : les partisans de sa cour n'étoient pas plus ménagés que les autres ; dans ses accès de colère, il leur disoit, même en public, les vérités les plus dures, et qu'il étoit plus qu'imprudent à lui de révéler. Il avoit cru pouvoir se servir utilement des dissidens, et, dans cette espérance, il avoit appelé à Varsovie les principaux chefs : quelques-uns d'eux, particulièrement Goltz et Branikouski, avoient été, malgré une escorte de cosaques, attaqués en chemin par des confédérés instruits de leur marche, et, après avoir perdu leurs chevaux et leurs effets, n'étoient arrivés qu'avec peine à Varsovie sur des chariots de paysans ; Saldern leur présenta, et voulut leur faire signer une lettre adressée à l'impératrice, pour lui demander la permission de se désister d'une partie des priviléges excessifs que Repnin leur avoit fait accorder. Ils refusèrent constamment de donner leur signature, en disant que ce seroit de leur part un aveu qu'ils avoient exigé ces priviléges, tandis qu'il étoit notoire que les plus sages d'entre eux en avoient demandé la réduction, et que les autres avoient été excités par Repnin.

Saldern, ainsi abandonné par ceux-mêmes pour qui il paroissoit avoir tout fait, devint de plus en plus intraitable. Il obligea le roi à donner l'ordre à ses troupes de se joindre aux troupes Russes ; jamais on ne put lui faire entendre que le roi n'avoit pas le droit de donner cet ordre, ni le pouvoir de le faire exécuter. Il enchérit sur les propos les plus extrava-

gans que Repnin avoit tenus. Il transféra le sénat dans sa maison même, et dit aux sénateurs, étonnés de se trouver ainsi rassemblés, qu'au-lieu de se plaindre de ce qu'on leur enlevoit, ils devoient remercier de ce qu'on vouloit bien leur laisser; qu'ils étoient faits pour recevoir ses ordres, et pour les transmettre aux Polonois; que leur désobéissance les dégradoit du rang d'êtres raisonnables, et qu'ils ne méritoient pas qu'on leur proposât le moindre raisonnement.

Trop certain qu'un pareil homme ne pouvoit qu'aggraver les malheurs de l'État, le primat, qui d'abord avoit voulu quitter la Pologne, se décida seulement à s'éloigner de Varsovie. Ses équipages étoient déjà partis pour Elbing. Il prit congé du roi, et écrivit à l'impératrice pour lui annoncer sa retraite: sa lettre noble et sage étoit une dénonciation formelle contre le ministre Russe. Il quitta Varsovie [1], en annonçant qu'il n'y reviendroit pas tant que Saldern y seroit.

Le primat donnoit à son éloignement la plus grande publicité [2]: sans espoir d'être désormais utile à sa patrie, il alloit à sa maison de campagne déplorer les calamités publiques, et en attendre la fin; Saldern regarda ce départ comme un délit, et s'arrogea le droit de le punir: un détachement fut envoyé

---

[1] Le 14 juin, pour aller à une petite lieue, à Vaurisehen, sa maison de campagne.

[2] L'évêque de Wilna avoit déjà quitté Varsovie. Le primat adressa à tous les ministres étrangers une lettre qui contenoit l'énumération de ses griefs.

pour arrêter et garder le primat chez lui. Au bout de quelques jours, le prisonnier fut reconduit à Varsovie. Un seigneur Polonois, traité en criminel pour avoir mieux aimé aller dans ses terres que de rester dans sa capitale, étoit une terrible preuve du despotisme qu'un ambassadeur étranger exerçoit au milieu de la Pologne. Le jour de son arrivée à Varsovie, le primat fut conduit dans son palais; il y passa la nuit avec des gardes Russes aux portes et aux fenêtres; le lendemain, il fut, par un officier et six cosaques, conduit et gardé dans une maison particulière.

Une conduite aussi étrange de la part de Saldern excluoit pour jamais, ou du moins éloignoit pour long-temps les mesures pacifiques dont Panin et Catherine attendoient le succès : l'un et l'autre blâmèrent hautement ce qui s'étoit fait : l'irascible Saldern frémit, en recevant l'ordre de rendre la liberté au primat, de se réconcilier avec lui, et de l'engager, même en lui faisant des excuses, à demeurer à Varsovie. Il dut être d'autant plus étonné de cet ordre, qu'il avoit, dans une longue dépêche, détaillé tout ce qui étoit relatif au départ et à l'arrestation du primat, de manière à lui donner les plus grands torts, en faisant croire surtout que le prélat n'étoit parti qu'après lui avoir donné sa parole d'honneur de rester. Il fallut cependant obéir, et remettre lui-même au primat une lettre de Panin qui, en lui marquant combien l'impératrice avoit été étonnée de la *témérité* de son ministre, le prioit, avec les expressions les

plus amicales, d'oublier le passé, et de ne pas abandonner la chose publique.

La vérité de l'histoire nous oblige d'observer ici que ce désaveu formel fut d'autant plus frappant, que Saldern étoit fortement soutenu par les cours de Londres et de Copenhague. Leurs ministres ne parloient de sa conduite qu'avec éloge, et affectoient pour lui une admiration basse et même puérile. Le résident François mandoit de Pétersbourg qu'ils sembloient redoubler d'égards pour Saldern, depuis que tous les succès dont il s'étoit vanté se réduisoient à une augmentation de troubles.

Howen, député de la noblesse de Courlande, éprouva le même traitement que le primat. À la fin de 1769, le duc Biren avoit, sans en informer le roi ni la république, mais à l'instigation de la Russie, remis ses États au duc Pierre son fils. Howen protesta avec force contre un acte qui attaquoit essentiellement les droits anciens et reconnus de la Pologne sur la Courlande. Le roi, dont il défendoit les intérêts, non-seulement ne le soutint pas; mais ce prince, qui sembloit n'avoir brigué la couronne de Pologne que pour l'assujettir à la Russie, défendit à Howen l'entrée de sa cour, et envoya ordre à la noblesse de Courlande de prêter serment au duc Pierre. Howen avoit maintenu les droits de sa patrie par un acte conservatoire qui ne fut ni précédé, ni suivi d'aucune voie de fait. Simolin, ministre Russe à Mittau, avoit simplement envoyé, contre sa protestation, une note à la noblesse, pour soutenir les prétentions de

la Russie; Saldern, plus audacieux, le fit enlever [1] et conduire à Pultusk, où il fut étroitement gardé.

Ces coups d'autorité, ces vexations particulières exercées sur un territoire indépendant, partoient du même principe qui lui dicta la déclaration du 26 juin 1771, donnée un mois après celle de son arrivée. La première, quoique démentie par la conduite journalière du ministre, pouvoit encore servir de point légal de ralliement, dans un moment où la lassitude générale avoit pu inspirer l'envie de se réunir; l'autre ôtoit jusqu'au désir de se rallier jamais, sinon contre l'autorité étrangère qui exerçoit cette incroyable tyrannie. Cette pièce est curieuse à lire dans son entier [2]; et la comparaison qu'on en pourra faire avec des pièces du même genre, données *en d'autres temps et en d'autres lieux*, prouvera de plus en plus que, partout et en tout temps, le langage révolutionnaire est le même. Les confédérés ne sont pas une seule fois nommés dans cette déclaration dirigée contre eux; mais ils y sont désignés à chaque ligne par les termes de *ramas de brigands, lâches voleurs de grands chemins, troupe de scélérats, etc.;* et il est dit que tous les commandans des troupes Russes ont ordre de les attaquer, de ne les point traiter comme prisonniers de guerre, mais de les mettre aux fers, *pour être*

---

[1] Il fut arrêté le 27 juillet 1771, dans la ville même de Varsovie, et conduit au village de Précy, d'où on le mena à Pultusk.

[2] Pièces justificatives, N.° II.

jugés suivant la rigueur que méritent leurs forfaits *.

On a vu, dans l'histoire de Rulhière, que le colonel Drewitz n'avoit pas attendu jusque-là pour traiter, avec la dernière cruauté, les confédérés que le sort des armes mettoit entre ses mains. Cette déclaration devoit lui donner, et en effet lui donna trop d'imitateurs; elle légalisa, si l'on peut s'exprimer ainsi, toute la barbarie de leur conduite. Dans l'armée Russe, les mots *pillage et massacre* devinrent les mots d'ordre. Ceux contre qui ils étoient donnés, s'attachèrent de plus en plus à un parti aussi violemment persécuté; ceux qui ne tenoient point à ce parti, soit par apathie, soit parce que la séduction les avoit livrés aux Russes, furent épouvantés de la tyrannie de leurs protecteurs, et, frémissant en eux-mêmes d'avoir appelé sur leurs compatriotes une aussi terrible vengeance, se condamnèrent au silence et à l'inaction; ressource honteuse et ordinaire de cette vile partie de toutes les nations, de tous ces égoïstes insensibles qui, stupides spectateurs des maux de leur patrie, ne connoissent de calamités publiques que celles qui les atteignent personnellement.

Pulawski et Zaremba répondirent à cette seconde déclaration par un manifeste dans lequel ils soumettoient leur conduite et celle de Saldern au jugement de tous les hommes éclairés et de bonne foi; mais ils

* Saldern fit sur-le-champ dresser des gibets sur la plupart des grandes routes, notamment autour de Varsovie.

répondirent surtout en s'abstenant des représailles dont ils le menaçoient, et dont ils avoient le droit d'user.

Rappelons-nous qu'en Pologne, d'après ces mêmes constitutions si hautement préconisées, si fortement soutenues par Catherine, la confédération étoit un moyen légal de résistance; qu'assurément jamais oppression n'avoit été plus constatée que celle de la diète de 1766, au milieu de laquelle l'ambassadeur Russe avoit fait enlever et conduire en Sibérie quatre des membres les plus importans, et qu'ainsi les confédérés, dans le droit, avoient au moins la provision pour eux, quand même, dans le fait, ils en eussent abusé. Enfin il est à observer que le droit, en vertu duquel ils étoient armés, étoit si bien un droit reconnu, que Saldern lui-même, à son arrivée, avoit voulu l'étendre contre eux, en leur opposant une *reconfédération* : ils étoient donc, d'après le droit public et leur droit particulier, puissance ennemie, par conséquent autorisés à employer tous les moyens avoués par le droit de la guerre, où c'en est un utile et usité entre ennemis de s'enlever les envois d'argent, d'intercepter les correspondances et d'interrompre les communications. C'étoit là le grand reproche que leur faisoit Saldern, et ce qui le porta à faire planter, sur les grands chemins, des potences auxquelles étoit attachée la déclaration, en Polonois et en François.

Weymarn, commandant des troupes Russes, étoit alors à Varsovie. Il eut horreur des ordres qu'il alloit

être obligé de donner; il fit l'impossible auprès de Saldern pour obtenir quelques adoucissemens; ses tentatives non-seulement furent inutiles, mais produisirent entre Saldern et lui des discussions très-vives. Fatigué de ce qu'il souffroit intérieurement, quand il étoit encore forcé d'avoir quelque communication avec ce ministre implacable, il écrivit en cour pour demander son rappel, l'obtint, et fut remplacé par Bibikof*.

Irrité par les contradictions que sa conduite même multiplioit autour de lui, Saldern devint sombre et inabordable. Il se renferma chez lui, ne reçut personne; et solitaire au milieu de la nation qu'il écrasoit, on n'entendit parler de lui que par les ordres sinistres ou les notes virulentes qu'il donnoit. Cette solitude le livroit exclusivement, d'un côté, à la terreur de ses pensées, de l'autre, à la rage de n'avoir pas réussi. Entre ces deux sentimens, que, pour tout autre, on

* Saldern ne vécut pas en meilleure intelligence avec ce nouveau général; car, au mois de décembre 1771, on mandoit de Varsovie : « on ne sait plus à qui parler; l'ambassadeur a pris une telle jalousie » de Bibikof, qui est doux et traitable, qu'il ne peut le souffrir, et » le contrarie en tout». Il étoit difficile que cela fût autrement avec un homme tel que Saldern. Le général commandoit toutes les troupes Russes en Pologne, résidoit à Varsovie, d'où il régloit les mouvemens des différens corps, mais étoit obligé de concerter toutes les opérations avec l'ambassadeur : elles devinrent de plus en plus difficiles, à mesure que les communications furent interrompues et que les confédérés multiplièrent les attaques. Saldern, qui se plaignoit de tout le monde, imputoit au général tous les revers, et les augmenta, en cherchant à lui nuire; il parut surtout irrité de ce que Bibikof avoit ôté à Drewitz son commandement, et le forçoit de rendre compte de ses rapines et de sa conduite.

appeleroit des remords, la violence de son caractère altéra sensiblement sa santé, et le retour fréquent d'un état de langueur et de souffrance acheva de le mettre hors de toute mesure.

Il voulut revenir à cette prétendue union patriotique, dont il avoit déjà essayé de faire usage; mais il avoit affecté lui-même d'en décrier les principaux membres, et il étoit aussi maladroit que contradictoire de chercher à regagner la confiance publique, en employant des hommes qu'il avoit avilis. Grâces à lui, l'union n'étoit plus qu'une de ces ombres dont l'apparence s'échappe et s'évanouit entre les mains de celui qui croit la saisir. Trompé dans cette attente, il reporta son humeur contre le roi et ses parens, et les menaça de séquestrer leurs biens. Aliénant ainsi ceux au nom desquels il devoit parler, il éloigna plus que jamais la possibilité de remplir sa mission; il sembla même en avoir perdu tout-à-fait l'idée; et, sans faire aucune démarche de pacification, il se borna à prévenir les trop grands succès des confédérés; en un mot, cet homme, que nous voyons toujours opposé au démembrement, et dont les instructions avoient pour but de l'éviter, prit les moyens les plus sûrs de livrer la Pologne, désunie, à l'avidité des copartageans.

Parmi les reproches qu'il adressoit souvent aux Polonois, il faut convenir qu'il y en avoit un trop bien fondé: il s'élevoit avec force contre l'insouciance qui régnoit à Varsovie, où, dans toutes les classes,

la majorité des habitans ne songeoit qu'à se divertir. Tout ce qui n'étoit pas d'un rang assez élevé pour prendre part aux fêtes et aux plaisirs brillans, étoit entièrement adonné à la débauche; et tout ce qui étoit au-dessous de la volupté se plongeoit dans la crapule. Rome en faisoit autant sous les Néron et les Caligula. Lorsqu'un peuple, opprimé par un gouvernement étranger, sait se taire en souffrant, cherche, trouve dans son malheur même et amasse en silence les vertus qui doivent l'affranchir un jour, on le suit avec intérêt, et on aime à percer dans l'avenir pour hâter le moment de sa libération. Mais lorsque sans énergie, sans pudeur, sans principes, il se console des crimes que l'on commet contre lui par les vices auxquels il se livre; lorsqu'il pardonne tout à ses oppresseurs, pourvu qu'ils lui laissent son immoralité; lorsque chaque jour il ne s'informe pas s'il portera une chaîne de plus, mais s'il aura un plaisir de moins; alors on n'attend plus rien de cette nation dégradée. Si l'on arrête encore les yeux sur elle, c'est pour s'écrier avec Tacite : *ô homines ad servitutem natos!* Ses tyrans pourront changer; mais elle est destinée pour long-temps à être la propriété de la tyrannie.

Je ne dis pas assurément que tel fut alors l'état général de la nation Polonoise. L'activité, le dévouement, la courageuse résistance des confédérés, prouvent bien que l'antique fierté des Sarmates ne s'étoit point perdue à travers tant de siècles; et que, sous un autre Sobieski, cette noblesse intrépide auroit encore sauvé

la patrie, comme elle avoit jadis sauvé l'Allemagne; mais tel étoit bien constamment l'état de la capitale et de tous les chefs du gouvernement. Le roi, par de faux calculs, s'étoit condamné à une entière inaction ; tout le reste s'étoit voué volontairement à une insensibilité absolue. La ville la plus florissante n'eût pas présenté à l'œil inattentif du voyageur une continuité plus grande et plus variée de fêtes et de spectacles : on n'étoit pas en sûreté à une lieue de la ville; et au-dedans l'habitant voluptueux ou dissolu manquoit souvent du nécessaire, et cependant achetoit à grands frais, par des amusemens honteux ou au moins déplacés, la coupable jouissance de ne point s'occuper des calamités publiques.

C'est un des inconvéniens attachés aux grandes villes d'avoir une forte et dangereuse influence sur la destinée d'un empire. Dans les temps de calme et de prospérité, elles absorbent tout par leur consommation ; elles usent les mœurs publiques, en offrant à la cupidité des gains monstrueux, au luxe de grandes jouissances, à l'intrigue de grands succès. Dans les temps de trouble, elles lancent contre tout ce qui constitue et soutient l'État, cette masse démoralisée qui, par son choc, abat tout ce qu'elle touche : bientôt fatiguées de cet effort qui a interrompu leurs plaisirs, elles les recherchent, les retrouvent au milieu du sang et des ruines ; et un factieux forcené devient un dégoûtant sibarite couché sur les débris de ses victimes : en un mot, après avoir préparé les révolutions par l'égoïsme crédule, elles les commencent par leur

aveugle impétuosité ; dissolues, elles les prolongent par leur stupide apathie.

Saldern se servoit de tout ce qui se passoit sous ses yeux, pour présenter la nation entière comme n'étant plus digne que de la servitude. Il auroit voulu envelopper toutes les provinces dans le mépris dont, à juste titre, il accabloit la capitale; car lorsqu'une autorité révolutionnaire s'est rendue absolue et oppressive, le dernier période de sa tyrannie est de ne plus même dissimuler le mépris qu'elle a pour ses esclaves. Néanmoins de grands projets se formoient encore pour rendre à la Pologne l'indépendance que la Russie vouloit lui enlever à jamais ; et pendant que, d'un côté, Zaremba et Pulawski faisoient leurs efforts pour réparer les désastres de Sawa, de l'autre, l'audace de Kossakouski et la circonspection d'Oginski donnoient aux Lithuaniens de grandes espérances, et aux Russes de fortes alarmes.

L'ordre des faits que nous allons parcourir remplit à-peu-près six mois, et nous conduira jusqu'au commencement de novembre 1771, époque où l'entreprise formée contre le roi nuisit beaucoup à la confédération, et influa sur le parti que prit la cour de Vienne de donner sa première accession au projet de démembrement.

La confédération de Barr, reconnue par toutes les autres sous le nom de confédération générale, se tenoit toujours à Warna : elle entretenoit avec la Porte des relations exactement suivies; elle travailloit à rendre praticables les grands chemins qui conduisoient en

Moldavie. Ses chefs, Krasinski et Potocki, recevoient tous les mois un traitement que Mustapha faisoit payer régulièrement. Un des grands officiers de la couronne, Wessel, grand-trésorier, se déclara ouvertement pour elle [1]; il l'avoit, jusqu'alors, secrètement favorisée ou soutenue. La conduite de Saldern le décida à manifester ses sentimens. La confédération n'avoit pu obtenir de Kaunitz de recevoir publiquement un ministre accrédité par elle : elle fut plus heureuse à Constantinople; le maréchal Czerni y fut envoyé comme ambassadeur, et partit avec des présens fournis par la Saxe qui, de plus, contribuoit aux frais d'ambassade : Mustapha donna un second manifeste pour faire connoître que la république de Pologne et ses bons citoyens étoient toujours l'objet de sa bienveillance, et qu'il les assisteroit de toute sa puissance.

Saldern recevoit journellement des avis de la formation de quelque nouvelle confédération, et, trop irrité pour voir que c'étoit lui-même qui augmentoit l'incendie, il cherchoit à s'étourdir sur les effets du dévouement énergique qui caractérisoit presque toutes ces confédérations particulières. On en vit un exemple dans la conduite du jeune Ziberg [2], fils du pala-

[1] D'après une lettre de Durand, du 25 juillet 1770, il paroît que, dès ce temps, le grand-trésorier avoit le projet d'ôter la couronne à Stanislas-Auguste, et s'entendoit à ce sujet avec la cour de Dresde. Lorsqu'il vit que la confédération et l'opinion générale se déclaroient pour la déchéance, il l'appuya de tout son pouvoir.

[2] Les Ziberg, grande et ancienne maison originaire de Courlande : ils avoient conservé, en Pologne, les mœurs et la dignité hospitalière de l'antique noblesse.

tin de Livonie. Dans l'intention de se joindre aux confédérés, il avoit levé et armé secrètement une petite troupe de deux cents hommes. Il les tenoit dans un endroit écarté où, pendant quelque temps, il les forma au genre de guerre qu'ils étoient destinés à faire. Lorsqu'il les crut en état de se mesurer avec l'ennemi, il vint avec eux se jeter aux pieds de son père, et lui demander de bénir son entreprise. Le vieux palatin fut ému, en voyant l'enthousiasme que son fils avoit su inspirer à ses compagnons d'armes; il leur donna sa bénédiction, qu'il accompagna de quelques phrases touchantes, et fournit une somme considérable. Ce moment rappeloit les plus beaux temps des anciennes républiques. On trouvoit encore en Pologne plusieurs exemples d'un véritable amour de la patrie ; et on l'eût mieux servie, en ranimant et réunissant les restes de ce feu sacré, qu'en formant trop tôt des entreprises qui épuisoient, sans aucun fruit, les forces de la confédération.

Pulawski et Zaremba venoient de l'éprouver. Les différens combats qu'ils avoient soutenus à Kalisch, Tynieck, Landskroon, Zamosk, contre Suwarof, Drewitz et Ronn, leur avoient fait perdre leurs meilleures troupes, quelques magasins et plus de trente pièces de canon ; perte énorme qu'ils n'étoient pas à même de réparer de long-temps. Malgré cette perte, ils se soutenoient toujours dans les postes importans qu'ils avoient occupés. Ils obtinrent même plusieurs succès près de Pultusk, notamment sur Branéki; preuve bien frappante qu'indépendamment des

moyens qu'ils conservoient encore, ils avoient aussi conservé les deux vertus réparatrices, seul, mais véritable trésor des malheureux ; la juste confiance de soi-même, qui donne le courage d'entreprendre, et l'énergie du désespoir, qui donne la force d'exécuter.

Ce Branéki, que nous avons vu envoyé à Pétersbourg par Stanislas-Auguste, revenu ensuite à Varsovie, en étoit reparti avec la première déclaration de Saldern pour la répandre dans les différens palatinats, et faire quelques tentatives de conciliation. Le rôle de pacificateur étoit le seul dont il eût dû se charger, le seul qui eût pu ramener les esprits en faveur du roi. Malheureusement Branéki voulut y joindre le rôle de guerrier, ce qu'il ne pouvoit faire qu'en jouant celui d'auxiliaire des Russes ; et ce mot suffisoit pour prévenir tous les esprits contre lui *. Il fit plus encore : il commença par attaquer avant de négocier. Il vint avec un régiment de cavalerie, trois pulks de houlans, et quelque infanterie, comptant surprendre les confédérés à Czenstokow. Il fut vivement repoussé par Pulawski ; et le lendemain il lui fit proposer une entrevue. Rien assurément n'étoit plus maladroit que d'entamer une conférence sous de tels auspices. Pulawski l'accepta cependant ; il

---

* Il avoit déjà contre lui la réputation d'être féroce, quand il étoit pris de vin. Une note de Rulhière porte ce qui suit : « Branéki a » commis d'excessives cruautés dans l'ivresse ; il s'est fait amener » des confédérés prisonniers ; il les a, de sa main, taillades à coups » de sabre ».

écouta, mais combattit avec vivacité les promesses et les menaces qui lui furent faites, et, pour ne pas prolonger des discours inutiles, il ajouta qu'il n'étoit que le commandant d'une partie des troupes confédérées; qu'en cette qualité il n'avoit aucun pouvoir politique, et que c'étoit à la généralité que toutes les propositions devoient être adressées. Branéki se retira sur cette réponse; vingt-quatre heures après il fut encore attaqué et battu par Pulawski [1], et crut cacher sa honte, en faisant aussi, près de Zaremba, des tentatives politiques et militaires. Les unes et les autres furent également mal conçues et mal exécutées : Zaremba, piqué de ce qu'on avoit pu croire qu'il seroit plus aisé à séduire ou à intimider que Pulawski, fit une réponse encore plus négative. La suite de cette entrevue fut une attaque très-vive, dans laquelle Zaremba perdit une partie de son avant-garde commandée par Grodziski, qui fut tué. Il répara cet échec par une manœuvre habile qu'exécuta Mazowiecki, maréchal de Dobrzyn [2], et que Branéki n'avoit pas prévue. Celui-ci, aussi imprudent en guerre qu'en politique, fut pris en flanc, et vit toute sa troupe prise, détruite ou dispersée. Le vainqueur compta parmi les prisonniers deux colonels, vingt officiers, plusieurs volontaires de dis-

[1] Dans les deux affaires, Pulawski lui avoit pris trente hommes et trois officiers, qu'il lui renvoya.

[2] Mazowiecki, âgé seulement de vingt-trois ans, avoit tout l'enthousiasme de son âge et faisoit constamment abnégation de lui-même. Jamais il ne fut dirigé par aucune vue personnelle, ou d'ambition ou d'intérêt : il n'avoit qu'un sentiment, celui d'être utile à la chose publique; aussi le verrons-nous ne poser les armes que le dernier.

tinction, outre trois cents soldats et plus de deux cents chevaux : Branéki, blessé, n'échappa qu'avec peine, après avoir eu deux chevaux tués sous lui.

La seconde déclaration de Saldern parvint en ce moment à la connoissance des confédérés ; et ce fut alors que, justement indignés de s'y voir représentés sous les couleurs les plus affreuses, ils répondirent par le manifeste dont nous venons de parler. Ils rappellent tous les combats qu'ils ont eus à soutenir, et prouvent combien l'ennemi commun est loin de la supériorité qu'il avoit cru obtenir si facilement; ils font sentir qu'une parfaite union est nécessaire pour rendre leurs forces aussi redoutables qu'elles peuvent l'être : le ton noble de ce manifeste étoit soutenu par la générosité des chefs, par la discipline qu'ils étoient parvenus à introduire dans leurs troupes, par l'humanité avec laquelle ils traitoient les prisonniers Russes, tandis que les Russes étoient publiquement autorisés à traiter les leurs avec barbarie. Ce manifeste fit un grand effet partout où il put pénétrer, notamment en Podolie, en Volhinie, dans la Russie Polonoise : on trouva dans ces provinces des facilités pour recruter les corps qui avoient le plus souffert. Les confédérés se virent encore avec les mêmes forces qu'ils avoient eues au commencement du printemps, et de plus, avec l'avantage de se maintenir à Landskroon, Tynieck, Czenstokow, malgré tous les efforts que, pendant trois mois, les Russes avoient faits pour les chasser. Ils attendoient plusieurs officiers François que leur envoyoit la cour de Versailles. En les répan-

dant dans leurs petits corps d'armée, ils devoient en tirer de grands services; et s'ils avoient pu obtenir, en Lithuanie, les avantages qu'ils avoient acquis et qu'ils conservoient autour de Cracovie, ils seroient parvenus, à la fin de l'automne, à réunir des moyens propres à leur donner, pour la campagne suivante, les espérances les mieux fondées.

Nous avons déjà observé de quelle importance la Lithuanie étoit pour la confédération. Pulawski [1] y avoit envoyé Kossakouski avec quatre cents hommes. Ce jeune confédéré, brave, audacieux, brûlant d'envie de se signaler [2], annonçoit alors des sentimens

[1] Dès 1770, on s'en étoit occupé : une partie de l'argent donné par la Saxe avoit été employé à l'achat de deux mille fusils et cinq cents sabres. Durand, dans une lettre du 25 juillet 1770, mandoit : « ces » armes sont destinées pour les Lithuaniens, que les Russes ont » désarmés, et qui ont mandé à la généralité que si un corps de » confédérés pouvoit pénétrer jusqu'à eux et leur porter des armes, » ils s'uniroient à ce corps pour entrer en Russie ».

[2] Par les différentes notes que nous avons pu recueillir, il paroît que ce jeune homme avoit cherché de bonne heure à jouer un rôle, soit qu'alors il eût réellement le désir du bien, soit qu'il fût naturellement intrigant. Il avoit d'abord servi les intérêts de Radzivill, qu'il vouloit faire nommer maréchal-général de la confédération de Lithuanie. La lenteur et l'indécision du prince ayant fait manquer ce projet, Kossakouski se mit à la tête de quelques troupes, s'avança en Samogitie, et ne put échapper aux Russes qu'en faisant dix à douze milles sur les terres de Prusse, d'où il pénétra en Saxe. Il s'attacha alors à la maison de Saxe, qui l'envoya en Turquie. Il se vantoit d'avoir obtenu du grand-visir la parole de maintenir cette maison sur le trône, si les Polonois vouloient l'y replacer; mais il ne put vivre en bon accord ni avec Crazinski ni avec Potocki. Il déclama, à son retour, si violemment contre celui-ci, que la généralité le proscrivit; il fut amené à Czenstokow sous escorte; Pulawski l'envoya de même en Mazovie : mais il est probable qu'en l'y envoyant, il étoit convenu de ce qu'il

bien différens de ceux qui, plus de vingt ans après, l'ont conduit à sa perte [1]. Il étoit parvenu à sa destination à travers mille dangers, et par des marches presque fabuleuses; mais avec sa petite troupe il n'avoit pu d'abord entreprendre que des coups de main, et que répandre ainsi l'esprit de la confédération, en se portant avec rapidité dans tous les lieux où il pouvoit trouver de bonnes dispositions : c'est ce qu'il avoit exécuté, sans que jamais les Russes eussent pu le surprendre [2]. Le bruit de sa marche avoit retenti jusqu'en Courlande, et deux gentilshommes de ce duché,

---

tenteroit en Lithuanie, et qu'il ne crut pas, malgré le mécontentement de la généralité contre ce jeune Polonois, devoir se priver des services qu'on pouvoit en tirer pour la cause commune.

Il étoit originaire de Samogitie, et avoit eu, dans sa jeunesse, des aventures romanesques. Attaché au duc de Courlande, prince de Saxe, il ne vint à Varsovie qu'après l'élection de Stanislas-Auguste. Il en parla si vivement, que le roi voulut le faire arrêter. Il se défendit contre la garde, fut blessé, mais parvint à se sauver. Il fit alors un premier voyage en Turquie; accusé d'être espion Russe, il s'échappa, et n'étoit plus qu'à deux lieues des frontières, lorsqu'un parti Tartare l'arrêta. Le grand-visir, dans cet intervalle, ayant eu la tête coupée, il profita de ce moment de trouble, trompa ses surveillans, et revint en Pologne.

[1] Lors de la constitution du 3 mai 1791, Kossakouski prit le parti des Russes, au grand étonnement de toute la diète; mais, ce qui est plus étonnant encore, c'est qu'il soutint ce parti par les moyens les plus horribles, et devint l'objet de l'exécration publique. Il se trouva malheureusement à Wilna lors de la révolution de 1794; on l'arrêta : il fut condamné à être pendu et exécuté. *Voyez* Livres X et XI.

[2] Il les avoit souvent attaqués avec succès. Il enleva plusieurs fois de forts pelotons de recrues Russes qui se rendoient à l'armée. Il gardoit ceux qui vouloient servir dans ses troupes; et, après avoir bien traité les autres, il les renvoyoit en leur disant : *allez raconter à votre ambassadeur la manière dont nous vous avons reçus, et dites-lui, si vous l'osez, que des voleurs vous ont dépouillés et maltraités.*

Zibepug et Héking, étoient venus le joindre, et lui amener cent cinquante hommes. Avec ce foible renfort, il avoit pénétré jusqu'à Wilna, enlevé, sous les murs de la ville, cent vingt chevaux Russes et les soldats qui les gardoient, et défait un fort détachement qu'on envoya contre lui. Ce fut après cette dernière action, qu'indigné des cruautés et des pillages des Russes, il écrivit au commandant de Wilna une lettre qui nous a semblé appartenir à l'histoire.

« Le pillage des innocens répugne à la nature ; il » n'est pas d'usage parmi les troupes de notre na- » tion : personne ne peut porter des plaintes contre » elles ; mais je dois vous avertir, Monsieur, qu'après la » défaite de votre dernier détachement, vous ayant pris » canons et bagages, j'ai trouvé encore moins d'armes » que de vêtemens de femmes et autres rapines pa- » reilles. Il seroit juste que vous empêchassiez ces » sortes de pillage de maisons, et les mauvais traite- » mens faits aux vieillards respectables. N'ayant point » assez de chirurgiens, je vous renvoie deux officiers » et vingt soldats blessés : quant au commandant, je » le garde prisonnier avec quelques autres, en vous » assurant qu'ils seront traités plus humainement que le » sont nos concitoyens enlevés dans leurs maisons, et » retenus à Wilna dans une étroite prison. Je suis » prêt à convenir d'un échange ». Le commandant Russe ne répondit à cette lettre que pour refuser l'échange.

Le bruit de ses succès lui amena beaucoup de monde : Radzivill lui en envoyoit. Il pénétra jusqu'en

Courlande; il y établit même un dépôt de recrues*. Le duc se retira à Riga. Kossakouski se vit à la tête d'un parti assez fort pour faire quelque entreprise sur la Russie : il sépara ses troupes en trois corps, fit ses dispositions pour passer les frontières du côté de Smolensk, et put se flatter, avec raison, d'obliger les Russes à évacuer la Lithuanie, pour venir défendre leur pays. Il pouvoit d'autant plus se livrer à cette espérance, qu'il avoit été parfaitement secondé par le comte Schutz, qui, pendant tout le mois de juillet, n'avoit cessé de harceler les Russes, d'enlever leurs magasins, réparant ses échecs par des marches savantes, et pénétrant, malgré tous les efforts de l'ennemi, jusqu'en Lithuanie, où Branicki et Oginski fixoient alors tous les regards. Quoiqu'ils n'eussent pas pris ostensiblement le parti de la confédération, ils en parloient toujours comme d'un rassemblement légal, qui pouvoit un jour sauver l'État; ils désapprouvoient hautement le séjour des troupes Russes dans la plupart des provinces de la république, et plus encore la conduite qu'elles y tenoient. Le despotisme de Pétersbourg, exercé militairement au milieu de la Pologne, leur paroissoit intolérable; et Branicki ne pardonnoit point au roi, son beau-frère, d'avoir appelé dans sa patrie ce dan-

* Les mécontens de Courlande lui donnèrent vingt-six mille écus pour l'entretien de ses troupes, espérant qu'ils chasseroient les Biren de Mittau : il leva en outre de fortes contributions. Il avoit cherché à répandre un manifeste pour faire soulever le duché; mais les Russes en arrêtèrent la publication.

gereux ennemi. Tous deux doivent être assez connus du lecteur, d'après ce que nous avons dit : il nous reste seulement à faire connoître la position dans laquelle ils se trouvoient.

Branicki, infirme, et échappé avec peine à une longue et dangereuse maladie, ne quittoit plus Bialystock, résidence vraiment royale, où il tenoit l'état d'un souverain ; il y jouissoit d'une grande considération. Les confédérés avoient en lui une confiance aussi entière que s'il eût été proclamé leur chef. Il leur envoyoit des secours d'argent, facilitoit leurs correspondances, et leur faisoit passer des recrues. Le chevalier de Murinais étoit venu de Dantzick concerter avec lui les moyens de faire agir Oginski.

Oginski, dont Rulhière (Livre VI) a déjà fait connoître le caractère, avoit, depuis le commencement des troubles, soutenu sa réputation avec une sagesse qui ne se démentoit point. La faveur des Czartoryski l'avoit élevé à la charge de grand-général de Lithuanie. Il faisoit subsister dans sa résidence presque tous ses malheureux compatriotes, que le féroce Drewitz avoit si cruellement mutilés : cet affreux spectacle entretenoit encore son attachement secret pour la confédération; mais sa place de grand-général lui imposoit l'obligation de prendre une marche qui ne pût faire soupçonner ses desseins. Inquiet et affligé de voir le peu d'union qui régnoit parmi les confédérés, le défaut de plan et d'ensemble qui faisoit manquer leurs opérations, il n'avoit point quitté la Lithuanie, mais avoit rassemblé des troupes destinées à y maintenir la

tranquillité; il avoit même eu l'adresse de s'en faire donner l'ordre par la commission de guerre, sous prétexte de former un cordon contre la peste. Il veilloit à ce que ses troupes observassent une exacte discipline; il ne souffroit pas qu'elles eussent de communication avec les Russes. Un de ses officiers ayant fait un mouvement qui contrarioit ses intentions, fut renvoyé sur-le-champ : cette conduite se rapportoit parfaitement aux vues qu'avoit annoncées l'union patriotique. Si le roi avoit voulu s'entendre avec lui et avec elle, Oginski pouvoit devenir, ainsi qu'elle, le point de réunion de tout ce qui vouloit sincèrement l'éloignement des Russes. En supposant qu'il fût obligé d'agir, il auroit pu, en différant jusqu'à l'automne, donner le temps à la confédération de lui envoyer quelques-uns des officiers François qu'elle attendoit.

Le roi connoissoit ses secrets sentimens, et craignoit à chaque instant qu'Oginski n'éclatât. Les Russes, non moins inquiets, toléroient avec peine un rassemblement armé, qui étoit en scission ouverte avec eux, et qui, d'un instant à l'autre, pouvoit les traiter en ennemis. Il falloit à Oginski beaucoup d'adresse pour se maintenir dans cet état douteux; l'instant approchoit où les circonstances alloient exiger de lui une décision positive : Branicki l'en pressoit, en lui faisant passer plusieurs sommes d'argent. Un émissaire de France lui fut envoyé pour le déterminer à agir avec vigueur. Oginski fit différentes demandes préalables, en observant que ses retards pouvoient paroître longs, mais que, pendant ce temps, il augmenteroit ses forces. On

lui répondit que par-là il donnoit aussi aux Russes le temps d'augmenter les leurs; qu'en rassemblant des troupes dont il ne se servoit pas, il ôtoit aux confédérés des renforts qui leur seroient très-utiles : il répliqua que ses sentimens n'étoient pas douteux et ne changeroient pas; mais qu'il étoit retenu par les avantages des Russes sur les Turcs, par l'union des cours de Pétersbourg et de Berlin, par l'indécision des autres puissances, par la foiblesse des confédérés, et surtout par la politique équivoque de l'Autriche, qui sembloit vouloir dépouiller la république d'une partie de son territoire. Ce fut vraisemblablement par ce dernier motif qu'il envoya à Vienne un agent secret, qui y vit Durand et Kaunitz: celui-ci confia au résident de France les dispositions d'Oginski, et l'engagea même à écrire pour le presser. Quelle que fût la raison secrète qui portoit Kaunitz à presser Oginski de faire un coup d'éclat, les considérations qui tendoient à temporiser n'en étoient pas moins vraies; mais peut-être devoient-elles céder à l'importance qu'il y avoit à mettre en mouvement une province comme la Lithuanie, qui étoit le passage de toutes les recrues de l'armée Russe, où étoient établis ses magasins de vivres et de munitions de guerre, d'où l'on pouvoit aisément pénétrer en Russie, et probablement forcer les troupes Russes à venir défendre leur pays. Smolensk n'avoit qu'une garnison de soixante invalides; il n'y avoit point de troupes à portée des frontières, et Oginski en avoit été informé par les résidens de France : mais il est plus pro-

bable qu'il ne vouloit se déclarer qu'avec la certitude d'un grand succès, et qu'il s'étoit flatté d'engager le roi à se concerter secrètement avec lui : c'étoit le projet de Mokranouski. Cet intrépide et généreux citoyen avoit aussi pressé Oginski de se déclarer, toujours dans l'idée que cet éclat seroit joint à celui du roi; il avoit même écrit depuis : « vous avez vu » mes soins pour faire prendre au roi le parti de la » nation; mais ce prince ayant, après la publication » de l'interrègne, reçu de Prusse et de Russie les » assurances d'être soutenu, il est difficile que mes » efforts produisent l'effet désiré ».

Dans le doute où tant de considérations pouvoient le jeter, Oginski envoya à Varsovie un aide-de-camp de confiance, qui trouva Stanislas-Auguste plus éloigné que jamais de tout éclat; et, après avoir insisté pour qu'Oginski ne sortît point des mesures qu'il gardoit encore, ce prince répéta plusieurs fois: *il me perdroit et se perdroit aussi.*

Le retour de l'aide-de-camp confirma Oginski dans le parti qu'il avoit pris de ne point se déclarer; et il seroit resté dans cette position, qui fixoit tous les regards, si les Russes eux-mêmes ne l'eussent forcé d'en sortir.

Le fougueux Saldern ne pouvoit s'accommoder de cette position indécise; il en parla plusieurs fois au roi, en lui annonçant que la conduite d'Oginski étoit punissable, et qu'il feroit encore confisquer les biens de cette famille rebelle. Il lui reprocha de ménager un homme dangereux, et écrivit fortement à sa cour. Au

moment même où il venoit de donner sa première déclaration, il adressa à Oginski une lettre pour lui enjoindre de se rendre à Varsovie, et de séparer ses troupes : la réponse fut négative. Saldern répliqua par une lettre * où l'on reconnoît parfaitement son caractère; et, à la suite de cette lettre, il fit faire, par l'officier Russe qui commandoit en Lithuanie, une sommation positive à Oginski de déclarer pour ou contre qui il avoit rassemblé des troupes. Ces troupes montoient à plus de deux mille hommes; une artillerie considérable lui avoit été envoyée de Wilna; il y avoit joint plusieurs pièces déterrées à Thérespol, où Flamming les avoit soustraites aux recherches des Russes. Toute la noblesse de Lithuanie le pressoit de faire une confédération; mais il résistoit également à cet empressement des Lithuaniens et à la sommation des Russes. Ceux-ci n'ayant aucune réponse de lui, formèrent le dessein de le surprendre dans son camp de Telechany. Les colonels During et Albuzchew, avec un fort détachement de la légion de Barr, s'approchèrent pour épier ses mouvemens. Oginski les observa, et, le 30 août 1771, fut averti que tous les corps de l'armée Russe étoient en marche pour l'entourer, et devoient, à un jour indiqué, l'attaquer dans son camp; il en sortit aussitôt, et fit une marche de trois jours pour se porter sur Janow : ce fut là qu'il reçut un officier Russe, chargé par Albuzchew de lui porter des propositions et des menaces. Oginski ne put alors se dissimuler

* Pièces justificatives, N.os III, IV et V.

qu'il n'y avoit pas un moment à perdre, et se décida pour le seul parti qu'il eût à prendre, celui de prévenir son ennemi. Le 6 septembre 1771, il attaqua les Russes près de Redzycza, fit six cents prisonniers, et eut la générosité de renvoyer les officiers, sur leur parole d'honneur de ne plus servir contre la confédération [1]. Albuzchew, commandant des Russes, fut tué dans cette action. Oginski trouva dans ses papiers le plan d'attaque qui devoit avoir lieu le lendemain. Il l'envoya à Varsovie, d'où l'on n'avoit cessé de lui mander que, tant qu'il resteroit tranquille, il pouvoit être sûr qu'on ne l'attaqueroit pas. En cherchant à l'entretenir dans cette erreur, le roi et les Czartoryski y étoient-ils eux-mêmes? Oginski ne parut pas le croire, et regarda comme une perfidie le soin qu'on avoit pris de prolonger sa sécurité.

La nouvelle du combat de Redzycza fut reçue dans Varsovie avec colère et crainte par les uns, avec espoir et admiration par les autres. La femme d'Oginski, qui partoit pour l'aller trouver, crut devoir rester et attendre les événemens : chacun parut convaincu qu'il falloit que, sous peu de temps, les Russes eussent anéanti ce nouvel ennemi, ou fussent chassés par lui jusque sur leurs frontières. En effet, après le succès de la démarche qu'il avoit été obligé de faire, il n'étoit plus astreint à garder aucune mesure; il mit au *Grod* de Pinsk son accession à la confédération générale, et publia un manifeste [2] : celle-ci regarda comme

[1] Pièces justificatives, N.os VI et VII.
[2] Pièces justificatives, N.o VIII.

un triomphe de pouvoir avouer enfin publiquement, pour un de ses chefs, un homme que l'on avoit cherché si opiniâtrément à lui enlever, et qui, par ses talens, autant que par l'élévation de son ame, sembloit destiné à lui rendre de grands services. De nouveaux succès suivirent bientôt celui qu'il avoit obtenu contre Albuzchew. Le colonel Drewitz, le général Kawskin, le prince Jubatow, rassemblèrent en vain contre lui six régimens Russes et trois mille cosaques. Attaqués avec impétuosité, ils laissèrent sur le champ de bataille grand nombre de morts, et abandonnèrent cinq cents prisonniers, la caisse militaire, les bagages et les munitions. Un nouveau corps vint à leur secours, ne fut pas plus heureux, et ne put empêcher la prise de Minsk.

Un début aussi brillant procuroit à Oginski des forces considérables. La plupart des prisonniers Russes demandoient à être incorporés dans ses troupes; les Polonois accouroient sous ses drapeaux. Kossakouski, qui déjà avoit pénétré en Russie, reçut ordre de venir le rejoindre : celui-ci ayant à parcourir une route longue et difficile, fit sur-le-champ passer à Oginski des notes exactes sur les positions les plus avantageuses; il y joignit des avis intéressans sur l'indiscipline et la manière de combattre des troupes confédérées, avec lesquelles il ne falloit attaquer qu'à coup sûr, parce qu'elles étoient plus propres à assaillir qu'à se défendre; enfin, il l'exhortoit à ne pas prendre une trop grande confiance en tous ceux qui venoient servir sous ses drapeaux. Il se mit aussitôt en route

avec sa petite armée, lui fit faire une diligence à peine croyable, et malheureusement arriva trop tard.

Après avoir long-temps résisté aux vives sollicitations des confédérés, Oginski sembloit devoir s'applaudir de s'être enfin prononcé pour eux, lorsqu'une trahison vint détruire de si justes espérances, et enleva pour jamais à la confédération les prodigieuses ressources qu'elle eût trouvées dans la Lithuanie armée, et commandée par Oginski vainqueur. Les Russes vouloient à tout prix réunir leurs forces pour le chasser du grand-duché : il employoit toute son activité pour empêcher cette réunion; et, soutenu par la confiance qu'inspiroient ses premières victoires, il est probable qu'il y seroit parvenu. Deux officiers de son avant-garde cherchèrent l'occasion de le perdre. Suwarof, averti par eux, le surprit, au milieu de la nuit du 23 septembre 1771, dans Stolowicze. Ce fut une déroute plutôt qu'un combat. Tous ses efforts furent vains pour réparer le désordre dans lequel ses troupes fuyoient de toutes parts : artillerie, bagages, cinquante mille ducats, plusieurs charriots chargés de pièces d'argent, se trouvèrent tout-à-coup au pouvoir des ennemis; en moins d'une heure, il perdit tous les avantages que ses talens et sa prudence lui avoient acquis à force de temps. Il faut l'entendre lui-même parler de ses désastres. La lettre qu'il écrivit à un de ses amis, peu de jours après, en fait connoître l'étendue; mais elle fait connoître en-même-temps comment il les supportoit. Ces effusions de la vertu malheureuse, au sein de l'amitié, sont pré-

cieuses à recueillir pour la postérité; et l'histoire réclame ces morceaux trop rares, avec d'autant plus de confiance, qu'ils n'ont pas été faits pour elle.

« La renommée vous a sans doute appris mes mal- » heurs; ils me seroient insupportables, si l'infortune » n'étoit le partage des plus honnêtes gens de ma » patrie. Je vous avois prévenu que le petit nombre » de mes troupes, qui ne montoient qu'à deux » mille hommes, que l'insubordination qui régnoit » parmi elles, et la réunion de mes ennemis, prêts à » fondre sur moi, me faisoient entrevoir le danger » qui me menaçoit; mais une fois affermi dans ma » résolution, rien n'a été capable de me décourager. » J'ai pris le parti que je devois suivre; j'ai cherché » à couper tous les secours qui pouvoient renforcer » le major During, retiré sous la forteresse de Nies- » witz; je me suis mis à la poursuite d'un régiment qui » arrivoit de Knyszin. La marche pénible et trop lente » de ma petite infanterie, a donné le temps à l'ennemi » de m'échapper et d'aller, pendant la nuit, joindre le » major During. Mes soldats, qui étoient accablés de » fatigue, ont même négligé les patrouilles, malgré les » ordres que j'avois donnés par écrit. La trahison s'est » jointe aux circonstances, et elle a hâté ma perte. L'en- » nemi a surpris la ville, et la maison où je logeois a » été livrée la première.....; à peine ai-je eu le temps » de monter à cheval pour rassembler mes troupes » à la place d'armes, que je leur avois désignée la » veille. Quel a été mon étonnement, lorsque j'ai » rencontré mon infanterie fuyant sans armes, et

» ma cavalerie se retirant d'un autre côté! Cependant
» la résistance de ceux qui étoient dans la ville, me don-
» noit l'espérance de réunir mes soldats dispersés; mais
» j'eus beau prier, conjurer, ordonner, mes cris, mes
» prières, mes ordres furent inutiles..... L'ennemi en-
» troit de toutes parts dans la ville, et s'emparoit déjà
» de mon artillerie; alors, me voyant seul, et sur-le-
» point d'être enveloppé, je crus devoir songer à ma
» sûreté, et me retirer dans quelque lieu où je pusse
» recevoir des nouvelles de la suite de cette affaire.
» J'appris, en effet, la défaite générale de mes trou-
» pes. Certain de mon malheur, je résolus de gagner
» la frontière; mais auparavant j'envoyai, par deux
» fois, des ordres à la cavalerie qui pouvoit se sau-
» ver, d'aller se réunir à la première confédération.
» Depuis ce moment fatal, je n'ai reçu aucune nou-
» velle..... J'ai tout perdu, argent, bagages, papiers;
» mais je ne perdrai jamais ma constance et mon
» courage, ni l'envie de secourir ma patrie oppri-
» mée. Je porterai partout ces sentimens avec moi,
» et quelque jour, peut-être, la Providence daignera
» les seconder, et exaucer mes vœux ».

Il passa pour constant que ce brave Oginski avoit été trahi, ou, au moins, involontairement trompé par deux officiers de son avant-garde; mais, au milieu même de ses infortunes, il avoit un bonheur et un mérite qui n'appartenoient qu'à lui: il savoit souffrir, espérer et attendre.

Cette lettre fut écrite de Kœnigsberg, où il n'étoit parvenu qu'à travers mille dangers; il s'y trouva dans un dénuement absolu. La générosité de l'hôte chez

lequel il logea pendant trois jours, lui fournit les moyens de se déguiser et de se rendre à Dantzick. Il échappa à toutes les recherches des Russes, et se trouva avec Sapiéha. Leur malheur servit du moins à les réunir : ils se promirent d'oublier toutes les difficultés qui avoient pu s'élever entre eux, et de concourir ensemble au rétablissement des affaires de Lithuanie.

Du reste, la grandeur d'ame d'Oginski ne se démentit pas. Tous ses biens furent saisis ; il tomba de la plus grande richesse dans la plus grande indigence : sa réputation fût attaquée par ses ennemis ; il supporta tout avec tranquillité, sans foiblesse, sans se plaindre, sans rougir de son honorable pauvreté. Il trouvoit sa consolation dans les motifs qui l'avoient fait agir ; et, loin de se permettre un regret sur le parti qu'il avoit pris, il disoit que, s'il avoit à le prendre encore, il ne seroit pas arrêté par la certitude de tomber dans le même malheur.

Pendant ce temps (19 janvier 1772), Vioménil, qui avoit beaucoup contribué à la réconciliation de Sapiéha et d'Oginski, mandoit qu'on lui envoyât un subside de France, et que, dès qu'on l'auroit, on augmenteroit les troupes qui devoient aller en Lithuanie, où l'esprit public pouvoit encore développer de grandes ressources ; mais il se plaignoit des retards de Versailles. Ces retards, qui tenoient au funeste système du ministère, devinrent un refus positif le mois suivant. D'Aiguillon lui écrivit, le 6 février, que *la situation actuelle de la Lithuanie ne pouvoit plus intéresser le roi, au point de continuer le sub-*

side annoncé. Oginski, réduit à ses seuls moyens, fut dans l'impossibilité d'opérer en Lithuanie la moindre révolution; et, désespéré de ne pouvoir réparer ses désastres, il revint auprès des confédérés, mais dans un moment où ceux-ci commençoient à connoître le sort que les trois puissances leur réservoient.

Leur malheur fut encore aggravé, quinze jours après la déroute de Stolowicze, par la mort de Branicki. Ce vieillard respectable succomba enfin à ses chagrins, et à une fièvre qui le minoit depuis longtemps. Sa mort priva la confédération des ressources pécuniaires qu'il lui fournissoit. Il laissa plus de trois millions de dettes.

La malheureuse affaire de Stolowicze changeoit entièrement la position des confédérés, surtout en Lithuanie. Le chevalier de Murinais quittoit Bialystock pour retourner à Dantzick, *en gémissant sur la fatalité de voir manquer si misérablement les mesures les mieux prises*. Kossakouski, que les Russes avoient ordre de poursuivre à outrance, ne pouvoit se tirer de la position où il étoit, qu'à force de hardiesse et de constance: l'une et l'autre assurèrent son salut et sa gloire. Après avoir erré quelques jours pour rassembler les débris de l'armée du grand-général, il réunit environ deux mille deux cents hommes, avec lesquels il entreprit et exécuta une marche de plus de trois cents lieues pour rejoindre la confédération générale. Éloigné un moment de sa troupe, sur les frontières de l'Autriche, il fut arrêté par les Autrichiens, avec qui il n'étoit pas en guerre, et ne

recouvra sa liberté qu'au bout de trois mois. Il avoit eu le bonheur d'échapper aux Prussiens, qui s'étoient réunis aux Russes pour l'attaquer. Son arrière-garde, surprise par eux, avoit laissé beaucoup de prisonniers, et entre autres le maréchal Mirsk, couvert de blessures, qui s'étoit défendu en désespéré, et reprochant aux Prussiens leur trahison; car il étoit du sort de ces braves et malheureux Polonois de trouver des ennemis partout, et d'être abandonnés par leurs amis.

Ces tristes événemens détruisoient les espérances qu'on avoit eues sur la Courlande. Catherine avoit été à ce sujet dans une grande inquiétude : elle savoit que deux mille gentilshommes de cette province devoient se joindre à Oginski, pour faire des incursions en Russie; aussi célébra-t-elle sa défaite comme une victoire décisive. Il paroît même (d'après une de ses lettres, du 12 octobre) qu'elle jouit de son triomphe avec une recherche d'orgueil et d'ironie qui insultoit à l'humanité, dont Oginski avoit respecté les droits. Comme il aimoit la musique et les odeurs, elle lui renvoya ses instrumens et ses essences, *en échange*, disoit-elle, *des officiers à qui il avoit donné la liberté après l'affaire du 6 septembre*. Ce trait ne sera pas déplacé dans le portrait d'une souveraine préconisée comme philanthrope : elle se rit d'un acte de générosité, et trouve plaisant d'échanger des superfluités contre des hommes.

A tant de désastres s'en joignirent encore d'autres auprès de Cracovie; et ceux-là ajoutèrent à la mésin-

telligence qui déjà régnoit entre les confédérés et Dumourier. Il leur imputoit les échecs dont il avoit été témoin, dont il avoit failli être victime : c'étoit cependant à eux qu'il devoit d'avoir échappé à la poursuite du vainqueur; mais le sentiment même de la reconnoissance lui rappeloit qu'il avoit été obligé de fuir devant un ennemi dont il s'étoit flatté de triompher. Il renouvela contre plusieurs chefs les inculpations qu'il avoit adressées à Pulawski; et bien convaincu qu'il ne pouvoit plus rien faire avec des hommes publiquement accusés par lui, il vouloit, non-seulement les quitter, mais se rendre à Vienne. Durand prévit aisément ce que pourroit faire dans cette capitale un tel homme, exaspéré par le malheur. Il lui représenta qu'il auroit peine à soutenir, aux yeux d'une grande cour, un rôle convenable à la dignité du roi de France; qu'il voudroit se justifier, en accusant les généraux confédérés; que la faction Russe en prendroit avantage, et qu'il ne lui restoit d'autre parti à prendre que d'attendre, où il étoit, ce que le roi décideroit sur son retour.

Malgré la sagesse de ces représentations, Dumourier sembloit déterminé à exécuter sa première idée. Éloigné des confédérés, il *n'attendoit plus*, disoit-il, que la fin de sa quarantaine*, pour passer en Autriche. Le cabinet de Versailles, en prenant le parti de le rappeler, lui fit donner ordre de rester, soit où il étoit, soit à Épéries, jusqu'à l'arrivée de l'officier chargé de le remplacer. Sa cour avoit encore un autre

* Il quittoit un pays atteint de la peste.

reproche à lui faire : elle envoyoit vingt officiers François au secours des confédérés ; Durand avoit ses instructions sur la conduite qu'il devoit leur faire tenir ; Dumourier, qui dans ce moment désiroit quitter la Pologne, voulut cependant profiter du temps qu'il y passoit encore pour envoyer des ordres à ces officiers, sans avoir aucun pouvoir à cet effet. Durand, instruit de ces ordres, en parut aussi étonné que mécontent, mais en suspendit l'exécution; et la mission de Dumourier, dont le commencement avoit été marqué par de grands services, dont la fin auroit pu être signalée par des services plus grands encore, se termina sans aucun autre éclat que celui qu'il donna lui-même aux accusations formées contre les principaux confédérés : il ne put pas même obtenir de la généralité une démarche *dont elle n'étoit pas éloignée*, mais qu'il voulut exiger avec trop de hauteur ; c'étoit de quitter Épéries pour retourner en Pologne.

Durand l'obtint enfin, à force d'instances, en ne négligeant rien pour persuader à la généralité qu'elle n'avoit pas d'autre moyen d'être respectée au-dedans et au-dehors ; mais il eut encore bien des difficultés à traiter avec la cour de Vienne, pour le départ d'Épéries, pour le séjour momentané à Bilitz et à Teschen, pour la permission d'y revenir en cas de nécessité, pour l'assurance donnée à Versailles, par Mercy, que les confédérés seroient traités plus favorablement que par le passé *.

* Lettres des 24 juillet, 21, 28 septembre, et 7 octobre 1771.

Le ministère Autrichien, quelle que fût son intention, donnoit des ordres fort gênans pour les confédérés. Quand Marie-Thérèse en étoit informée, elle envoyoit secrètement des instructions contraires, écrites de sa main. Un commandant de province, Esterhazi, après avoir donné publiquement connoissance des ordres dont il étoit chargé, vint trouver un chef confédéré, lui montra la lettre secrète de Marie-Thérèse, et lui annonça qu'il pouvoit être tranquille. Pour expliquer cette contradiction, le lecteur se rappellera que le démembrement se traitoit alors; que, quoiqu'il n'y eût pas encore de réponse positive, Kaunitz prévoyoit celle qu'il donneroit bientôt, et faisoit, en conséquence, avancer les troupes Autrichiennes dans les provinces Polonoises; tandis que l'impératrice-reine, qui ne croyoit pas qu'on pût jamais la forcer à accepter le démembrement, et rendant, au fond de son cœur, justice aux confédérés, étoit, par sa droiture et sa bonté naturelles, portée à adoucir leur sort. Elle cédoit à l'ascendant de son ministre, lorsqu'il lui arrachoit des ordres rigoureux, et revenoit à son propre penchant pour en arrêter l'exécution.

La rentrée de la généralité n'eut lieu qu'après l'arrivée des officiers François; ils étoient encore à Teschen au commencement d'octobre 1771 : c'étoit à eux qu'il étoit réservé de s'emparer de Cracovie, conquête que la confédération méditoit depuis long-temps; mais ils ne crurent pas que ce fût le moment de la tenter. Vioménil exhorta Pulawski à ménager et à augmenter

ses forces pendant l'hiver, afin d'être en état d'ouvrir la campagne de bonne heure, par quelque action brillante. Son projet étoit de réunir toutes les troupes confédérées. Dans cette intention, il désira même que Krasinski et Potocki quittassent la Turquie, où d'ailleurs ils étoient à-peu-près dans l'inaction, et où leur désunion, pour ne rien dire de plus, étoit beaucoup trop publique. Pendant les mois de septembre et octobre, l'ambassadeur de France seconda à Constantinople les vues de Vioménil, pour obtenir le départ des deux confédérés. Ils avoient avec eux sept ou huit cents hommes aguerris, qui les avoient toujours suivis; mais les deux chefs, déjà si divisés entre eux, l'étoient encore plus sur leur départ [1] : Potocki vouloit rester; Krasinski étoit si impatient de partir, que, sans attendre ni le firman du divan ni les secours pécuniaires qui lui étoient annoncés, il s'échappa avec ceux qui voulurent le suivre, prit son chemin par Verdin et Mezdia, et instruisit le ministre de France de sa marche. Potocki apprit à Czernavoda la retraite précipitée de son collègue : l'animosité l'aveugla au point qu'il voulut persuader aux Turcs de se réunir à lui, afin de poursuivre et de ramener Krasinski [2]. Il fut heureusement refusé, et, peu de temps après, contraint de prendre la même route avec la foible somme de dix mille piastres, que la Porte lui fit compter.

---

[1] Pièces justificatives, N.° IX.

[2] Lettre de l'ambassadeur François, de Constantinople, 3 décembre 1771.

Cependant, MM. de Choisy, de Vioménil, et plusieurs autres officiers François, qui avoient été secrètement envoyés en Pologne par le cabinet de Versailles, examinèrent d'abord toutes les positions des confédérés, et vérifièrent l'état des magasins. Vioménil fut informé par Durand du conseil tenu chez Saldern, après l'arrivée de Branéki et de Drewitz. Weymarn, qui commandoit encore jusqu'à l'arrivée de Bibikof, présidoit à ce conseil, où l'on avoit arrêté, après un long examen des places de Czenstokow, Landskroon et Tynieck, que, pour attaquer ces places, il falloit douze mille hommes, qu'on les feroit venir de Volhinie, sous les ordres des généraux Kreszmihow, Dolgoroucki, et Galitzin;

Que l'on demanderoit au roi de Prusse du gros canon, des mortiers et des munitions;

Que l'on sépareroit cette armée en trois corps, dont l'un seroit destiné à tenir la campagne, et les deux autres à se relever dans les travaux des sièges; que, pour épargner le soldat, on ne donneroit pas d'assaut, mais que l'on se borneroit à tâcher d'affamer les garnisons;

Que l'on commenceroit les opérations par Tynieck et Landskroon, et que Czenstokow, comme la plus forte, seroit la dernière qu'on attaqueroit;

Que les troupes Polonoises et royales seroient jointes aux Russes, sous les ordres de Branéki *.

Vioménil se flattoit de pouvoir empêcher l'attaque

* Lettre de Durand. Vienne, 18 octobre 1771.

ou du moins la prise de ces places jusqu'à la fin de l'hiver, époque à laquelle il se proposoit d'agir offensivement.

Pendant ce temps, on prenoit à Varsovie et dans la confédération les mêmes mesures pour tenir deux assemblées générales, bien différentes dans leurs motifs. Dans un conseil d'État, il avoit été résolu de convoquer une diète générale pour le mois de décembre. Déjà l'ordre étoit envoyé aux chancelleries de préparer les expéditions nécessaires. Tout-à-coup cet ordre fut suspendu; et ce changement ayant suivi de peu de jours la défaite d'Oginski, on crut que les vives alarmes, inspirées par ses premiers succès, avoient déterminé à une démarche qui paroissoit inutile, du moment qu'il n'étoit plus à craindre. La généralité donna en-même-temps un *universal*, pour avertir tous les membres de la confédération de se trouver à une assemblée générale. On se demandoit quel seroit l'objet de cette grande réunion, lorsque la question fut résolue par l'événement du 3 novembre : il fut alors évident que l'assemblée étoit destinée à régler ce qu'il y auroit à faire après l'enlèvement du roi; et l'enlèvement ayant manqué, l'assemblée ne se tint pas.

C'est ici le moment de parler de cette entreprise hardie, long-temps et secrètement combinée, et dont l'exécution paroissoit entièrement terminée, lorsqu'un des agens laissa échapper le fruit de tant de peines.

Deux projets très-opposés se formoient en-même-

temps : l'un contre la généralité ; l'autre contre le roi. Chaque parti se proposoit d'enlever le dépositaire de l'autorité qu'il combattoit ; mais il y avoit cette différence, que la généralité, enlevée et abandonnée à la vengeance des Russes, n'ajoutoit rien à leurs forces ; et pouvoit être remplacée par d'autres commissaires de la confédération ; au-lieu que le roi, arraché des mains de la Russie, et remis entre celles des confédérés, pouvoit se mettre à leur tête et reconnoître qu'ils avoient réellement été ses libérateurs.

Ce Branéki, que nous avons toujours vu, soit en Lithuanie, soit auprès de Cracovie, vouloir faire une guerre civile de la guerre contre les Russes, se chargea de surprendre et d'enlever la généralité à Biala ; elle devoit s'y rendre pour un jugement. Branéki, averti par un espion, partit le 24 octobre 1771, avec le projet de couper la communication entre Biala et Bilitz. Déjà il avoit envoyé un détachement, avec ordre de se couler le long du ruisseau qui sépare cette première ville en deux ; les confédérés en eurent avis, et se disposoient à se défendre, lorsque, reconnoissant qu'ils n'étoient pas en force, ils prirent le parti de se retirer et de passer la frontière. Le conseil-général eut le temps de gagner Bilitz. Lubormiski, à qui l'Autriche avoit refusé asile, se défendit dans Biala, avec quelques confédérés qui ne le quittèrent pas. Branéki voyant son projet manqué, ne fit point d'autres tentatives, et se retira avec la honte d'avoir encore une fois opposé Polonois à Polonois, et manifesté inutilement sa haine contre la confédération.

C'étoit quelques jours après cette entreprise, que le roi devoit être enlevé : plusieurs projets avoient déjà été formés contre lui.

Depuis que l'interrègne avoit été publié à Czenstokow, dans toutes les forteresses, dans tous les camps de la confédération, et enregistré dans presque tous les *grods* de la république, beaucoup de Polonois regardoient le roi comme légitimement détrôné, et croyoient agir au nom de la loi, en cherchant l'occasion de le tuer. Il est bon de connoître comment et par qui furent faites ces tentatives, pour mieux juger celle dont nous devons donner le détail.

Le même Czakreowski, auteur d'un complot pour ôter la vie au roi, pendant la diète de 1766, avoit formé, en mars 1771, une confédération particulière*, pour surprendre Varsovie. Au nom de ces confédérés, le roi fut sommé de paroître devant la confédération générale. La lettre de sommation fut portée par Strawinski, qui la lui remit sans être reconnu. Le roi prit la lettre, croyant que c'étoit un placet : Strawinski s'échappa dans la foule, revint quelque temps après demander quelque argent au roi, et en reçut cinquante ducats, qu'il employa à former la conjuration du 3 novembre.

Dzirnamowki, qui avoit été favori du roi, mais qui

* C'est celle des soixante-dix nobles, dont nous avons parlé au commencement de ce Livre (page 283). Czakreowski étoit bon gentilhomme, peu instruit dans l'art militaire; mais il avoit de l'audace, un grand courage : il enleva un régiment de dragons du grand-général, et périt dans une action.

se plaignoit d'avoir été trompé par lui, forma un parti de quatre-vingts hommes. Il s'ouvrit de son dessein à quelques Polonois, qui, avant d'entrer dans le complot, vouloient voir une liste de cent hommes sur lesquels ils pussent compter; mais Dzirnamowki n'étoit guère propre à inspirer de la confiance à des hommes tels qu'on les lui demandoit. Il s'étoit emparé des salines des environs de Cracovie, vendoit du sel sur la frontière à un ducat le tonneau, c'est-à-dire, à moitié prix, dépensoit en débauches les sommes considérables qu'il gagnoit, et ne servoit la confédération que par quelques intrigues. L'opinion publique ne lui accordoit pas, dans l'exécution, un courage qui répondît à la force extraordinaire dont il étoit doué, ni à l'affectation avec laquelle il parloit toujours de lui; et encore moins le croyoit-on capable de toute action qui auroit exigé une véritable audace.

Kozoski médita un autre projet : vingt habitans de Varsovie se joignirent à lui; mais un d'eux le trahit. Obligé de s'éloigner, il alla se réunir au parti de Dzirnamowki, qui, peu de temps après, dans un moment de colère, le fit fusiller.

Trécimber, déjà connu par le complot de 1766, avoit aussi formé une confédération dans Varsovie même. Il vouloit s'illustrer par un coup décisif; mais, trahi également par un des siens, il ne se sauva qu'avec peine, alla joindre, avec vingt de ses camarades, la confédération de Zakroczym, et, dans un combat près de Pilsno, fut tué à côté de Pulawski.

Cette confédération de Zakroczym s'étoit établie à

dix lieues de Varsovie. Autant par son adresse que par son audace, elle rendit de très-grands services, et se soutenoit, en se dispersant à propos. Chaque soldat retournoit sur les terres des gentilshommes qui le soudoyoient sous prétexte de la garde de leurs propriétés. Plusieurs de ces confédérés habitoient dans Varsovie même, étoient instruits des moindres marches des Russes, et faisoient passer à Pulawski, devenu commandant-général de la province, des avis de tous leurs mouvemens. Leurs détachemens se portoient principalement dans les îles de la Vistule, d'où ils exigeoient des droits considérables des bateaux qui descendoient vers Dantzick; d'autres faisoient, autour de la capitale, de fréquentes apparitions qui y répandoient l'alarme. Et cependant, tels furent les soins qu'ils prirent pour cacher leur marche, telle fut la fidélité des paysans qui les avertissoient, qu'ils n'avoient encore eu qu'un combat avec les Russes. Cette confédération eut encore cela de remarquable, que jamais elle ne fut trahie, ni par les prisonniers faits sur elle dans le combat, ni par ceux qui furent arrêtés dans Varsovie même, où ils s'étoient rendus trop suspects. Parmi ses membres, s'étoit formé le complot de surprendre Varsovie, sous les ordres de Czakreowski, et, parmi eux aussi, se forma le complot d'enlever le roi.

Strawinski, principal acteur, s'il n'étoit pas l'auteur du projet *, étoit un gentilhomme Lithuanien du

* Les faits antérieurs à l'enlèvement ont été racontés plusieurs

district de Kowno, issu d'une de ces anciennes maisons qui, pour rester libres, renoncèrent autrefois à tous leurs biens, situés dans la partie du palatinat de Kiovie cédée aux Russes. Ces maisons obtinrent de la république de médiocres possessions en dédommagement; mais la famille de Strawinski commençoit à sortir de l'indigence, lorsqu'un procès malheureux ruina celui dont nous parlons *. Les Czartoryski lui procurèrent quelque accès dans le palais; et il reçut du roi des secours pécuniaires. C'est une faute que l'histoire doit lui reprocher : avec le projet qu'il avoit, il ne devoit pas s'imposer le devoir de la reconnoissance.

Du reste, son désintéressement ne se démentit jamais dans toute la suite de cette affaire : il se contenta du peu d'argent que lui donna Pulawski, secours qui ne paroissoient pas suffisans pour une pareille entreprise; aussi, quelques personnes ont-elles cru qu'il y avoit un moteur secret, et que ce moteur étoit Wessel, grand-trésorier, lié avec Strawinski. On a même prétendu que Wessel avoit déjà eu ce projet, à l'époque de ses liaisons avec Birzinski; au moins, Birzinski a-t-il

---

fois par Pulawski, notamment à ceux avec qui il faisoit la guerre en Amérique. Ce brave Polonois fut tué à l'attaque de Savanah.

* Il accusa un gentilhomme de ses voisins d'avoir usurpé la noblesse, d'être de la même famille de Luther, et par conséquent d'une famille proscrite. Ce procès avoit été long et dispendieux. L'accusation fut déclarée calomnieuse; et Strawinski, d'après les lois du pays, condamné, non-seulement à des dédommagemens qui absorbèrent sa fortune, mais, de plus, à l'exil pendant l'interrègne. La maison Czartoryski, qui disposoit de tous les tribunaux, le fit rappeler; mais il étoit retombé dans la pauvreté.

prétendu que Wessel et l'évêque de Kamimieck lui avoient offert de l'argent pour enlever le roi. Pulawski a toujours été convaincu que Strawinski s'étoit d'abord adressé à eux, et qu'il lui avoit été renvoyé parce qu'il n'y avoit que lui qui eût en main une force capable [1] de seconder l'entreprise, et l'autorité sur les confédérations voisines de Varsovie. Quoi qu'il en soit du véritable auteur du complot, Strawinski étoit parfaitement choisi pour l'exécuter.

Il avoit de l'esprit naturel, une imagination vive, et cependant autant de finesse que d'audace. Le zèle de la religion se joignoit en lui à l'amour de la liberté: c'étoit un homme très-pieux; sa piété alloit même jusqu'à la dévotion. Six semaines environ avant l'événement, il vint à Czenstokow, et demanda aux premières gardes à parler à Pulawski. Il n'apportoit point de lettre, aucun indice qui pût faire prendre confiance en lui. Pulawski [2], toujours prêt à se méfier des piéges que lui tendoient les Russes, qui avoit souvent découvert leurs manœuvres et fait pendre quelques-uns de leurs espions, donna ordre qu'on le conduisît dans l'église, où l'on alloit dire la messe. Il

[1] Nous avons vu que Pulawski étoit commandant-général de tous les palatinats circonvoisins. Il avoit toujours à sa disposition douze cents hommes des gardes du conseil-général: c'est en cette qualité qu'il avoit sous son commandement Zembrowski, et qu'il fallut nécessairement s'adresser à lui pour l'ordre particulier qui fut donné à Lukaski.

[2] Strawinski avoit servi sous ses ordres en plusieurs occasions. Il le rappela à Pulawski, qui ne put s'en ressouvenir, beaucoup de gentilshommes s'étant joints à lui pour différentes expéditions, et le quittant quand elles étoient faites.

l'y vit, presque toujours étendu à terre, les mains en croix, paroissant absorbé dans l'excès de sa ferveur *, et cependant, au milieu de cet état extatique, ayant plutôt l'air remarquable que celui de l'affectation. Après la messe, Pulawski l'admit dans sa chambre en présence de deux confédérés, Cosmouski et Kosinski. Strawinski dit qu'il venoit de vendre le peu de terres qui lui restoient en Lithuanie; qu'il ne demandoit point d'argent, mais seulement une commission avec laquelle il pût lever des troupes : il parla ensuite de l'état dans lequel étoit la ville de Varsovie; des sorties nocturnes que le roi faisoit souvent; de la facilité qu'il y auroit à l'enlever et à l'amener à Czenstokow, qui n'en est éloignée que de vingt-huit milles.

Nous observerons ici que plusieurs confédérés étoient déjà venus faire la même proposition à Pulawski; mais que, ne les jugeant pas capables d'exécuter une pareille entreprise, il ne les avoit point accueillis. Il sentoit qu'une chose de cette importance ne devoit se faire qu'à coup sûr; que si une première tentative échouoit, une seconde deviendroit plus difficile, parce que Varsovie seroit plus soigneusement gardée. D'ailleurs il prévoyoit, avec raison, que, dans la confusion et le péril d'une attaque de ce genre, si le roi venoit à être tué, ou même blessé, on ne manqueroit pas de présenter ce malheur sous un aspect odieux, qui feroit le plus grand tort à la confédération; que les auteurs ou agens de cette entreprise seroient, dès-lors,

* Il communia à cette messe.

regardés comme criminels, et peut-être punis comme régicides : cette crainte très-sage, et qui ne fut que trop justifiée par l'événement, l'avoit toujours déterminé à rejeter ce qui lui avoit été proposé. Il avoit cependant à lui plus de trois cents hommes dans la ville de Varsovie; mais jamais il n'avoit songé à les employer à cet usage : ils ne se connoissoient pas tous; ils formoient des bandes séparées de vingt ou trente affiliés, et ceux de l'une ne connoissoient pas ceux des autres.

Sur la proposition d'amener le roi à Czenstokow, un des confédérés * présens dit avec vivacité : *que ferons-nous de cet homme-là? j'aimerois mieux lui brûler tout d'un coup la cervelle.* A ce propos indiscret, tenu surtout devant un homme inconnu et qui paroissoit exalté, Pulawski répondit avec prudence : que, dans les circonstances présentes, la mort du roi seroit inutile et même dangereuse; que la confédération n'étoit pas assez puissante pour disposer du trône comme elle le voudroit : en-même-temps il observoit Strawinski avec la plus grande attention, et cherchoit à pénétrer ce dont il pouvoit être capable. Il ne vit en lui qu'un homme ferme dans son projet; sûr des moyens d'exécution; qui parloit avec une grande chaleur, mais avec une tête nette; et chez qui un enthousiasme ardent n'ôtoit rien à la clarté des idées.

Il ne put se dissimuler l'avantage de laisser tenter cette entreprise par un homme à qui il ne l'avoit pas

* Cosmouski.

proposée; d'être absolument inconnu à ceux qu'il emploieroit, et, par conséquent, de ne pouvoir, s'il arrivoit quelque événement fâcheux, être compromis dans un complot qui seroit alors présenté sous les plus noires couleurs. Cependant, sans s'ouvrir sur un projet dont il désiroit vivement le succès, il lui en indiqua plusieurs autres, lui donna même la commission positive de les exécuter; tels que d'enlever la caisse militaire qui étoit dans le palais du comte Brulh, les magasins Russes dans le faubourg de Schulz, le général Bibikof qui avoit succédé à Weymarn, et les drapeaux du régiment de la Couronne. Il sembloit faire tomber sur ces projets tout ce qu'il disoit, en louant et excitant le zèle de Strawinski : celui-ci, sans disconvenir de leur importance, paroissoit ne vouloir, pour le moment, s'occuper que du coup d'éclat dont il attendoit un glorieux succès. Pulawski, qui ne vouloit pas insister assez pour le dissuader, se retira pendant quelque temps, le laissant avec les deux confédérés. Lorsqu'il rentra, il trouva la conversation fort animée, toujours sur le même sujet, et il termina la séance en donnant à Strawinski, non pas un brevet, mais un simple consentement de lever des troupes, en lui faisant observer qu'étant seul, il seroit dangereux pour lui d'être porteur d'un brevet, parce que, si les Russes l'arrêtoient, il seroit maltraité par eux *.

* Pulawski ne vouloit, avec raison, donner de brevet qu'à ceux qui lui amenoient un certain nombre de soldats.

Strawinski se retira, revint quelque temps après, et protesta, avec la même assurance, qu'il étoit certain du succès de son opération; qu'il avoit des gens à lui dans Varsovie; mais que, pour couvrir sa retraite, il demandoit un détachement. Pulawski, en lui disant qu'il lui donneroit un détachement de Viszogrod, et que d'ailleurs il avoit, dans Varsovie, des hommes dévoués, qui serviroient toute entreprise utile à la confédération, ajouta : *je ne vous charge de rien ; mais si vous exécutez votre projet, il faut conserver la vie à Poniatowski, et le traiter même avec honnêteté.* Strawinski répondit que *son intention n'étoit point de le tuer; qu'il en avoit vingt fois trouvé l'occasion dans Varsovie, mais qu'il ne vouloit pas donner à la Pologne un exemple inoui dans ses fastes* *. *Il n'y auroit*, ajouta-t-il, *que dans le cas où, en l'emmenant, nous serions poursuivis sans espoir d'échapper. Alors*, répliqua Pulawski, *vous enverrez un trompette dire qu'en vous poursuivant, on compromet la vie du roi.*

A la fin de cette conversation, il apprit que la troupe de Viszogrod venoit d'être dispersée par les Russes. Il donna à Strawinski un ordre pour un détachement de Zakroczym que commandoit Zembrowski ; et Strawinski partit, en disant qu'il alloit régler tout ce qui étoit nécessaire pour l'exécution.

Dans la confédération de Zakroczym étoit un jeune

* « Vous savez, dit-il, que nous avons quelquefois déposé nos » rois; jamais nous ne les avons assassinés. C'est moi qui ai remis à » Poniatowski le décret de vacance du trône ».

lieutenant nommé Lukaski. Nous le verrons, lors du jugement qui le conduisit à l'échafaud, déployer toute la fermeté de son caractère. Quoique la pauvreté l'eût obligé de prendre une profession mercantile, il n'en étoit pas moins attaché aux vrais principes de la noblesse Polonoise, et Pulawski le regardoit comme un de ses plus fermes appuis dans Varsovie. C'est là qu'il connut Strawinski, qui, au retour de Czenstokow, se l'associa pour choisir ses agens. Lorsque leur choix fut fait, Strawinski eut une troisième entrevue à Czenstokow; elle fut décisive: Pulawski, frappé de la netteté avec laquelle il lui développoit ses préparatifs, adopta tout, et lui donna une commission de capitaine.

Strawinski ne lui avoit point encore demandé d'argent. De retour de Varsovie, il lui manda que tout étoit prêt; que les dispositions de sa troupe étoient parfaites; seulement qu'il lui faudroit quelques secours pécuniaires: Pulawski envoya cinquante ducats par le même exprès, gentilhomme peu connu, qui étoit dans la confidence, mais qui ne devoit point prendre part à l'exécution. Pulawski exigea cette condition comme une précaution sage, pour n'être pas compromis. Il vouloit surtout éviter, en cas de malheur, qu'on ne pût remonter jusqu'à lui. De tous les conjurés, Strawinski seul le connoissoit, et avoit eu avec lui des rapports directs sur le coup projeté; mais sa fermeté, son zèle, son inébranlable courage ne permettoient pas de soupçonner qu'il pût jamais se laisser arracher le nom de ses complices et, à plus forte raison, de son chef: tous les autres, ou n'avoient

aucune notion sur la connivence de Pulawski, ou n'en avoient que de très-imparfaites; et par ses précautions, il sembloit s'être mis à l'abri de toute possibilité d'être compromis, lorsqu'il s'y exposa lui-même par la lettre suivante adressée à Strawinski * :

« Mon ami, l'entreprise que vous méditez doit » être exécutée le trois novembre; si vous ne trou» vez pas moyen de l'exécuter ce jour-là, ne tentez » rien jusqu'à un nouveau concert entre nous deux: » et si vous avez quelque crainte, sans aucune autre

* Il écrivit trois lettres ou billets qui pouvoient bien donner des soupçons, mais non des preuves contre lui.

Première Lettre, à Lukaski.

« J'ordonne à M. Lukaski, rysmeister de la légion de Zakroczym, » de se joindre incessamment à M. le capitaine Strawinski, et de » suivre en tout sa volonté. A Czenstokow, ce 15 septembre ».

Deuxième lettre, à Lukaski.

« M. Strawinski m'a instruit de vous avoir trouvé très-disposé à » l'égard de l'affaire qui vous est connue. Vous ne sauriez vous ima» giner combien je suis satisfait du rapport que vous m'en faites » vous-même, ainsi que de l'unanimité qui règne entre vous et » M. Strawinski. Quant à ce qui concerne le rang de colonel, je » vous promets de faire tout mon possible pour vous l'obtenir de » la commission de guerre : vous pouvez y compter, si vous exé» cutez ponctuellement ce que M. Strawinski vous prescrira. Fiez» vous à ma promesse; elle sera non-seulement accomplie, mais » surpassée, si on vous voit travailler avec un zèle parfait à l'exé» cution de notre affaire. A l'égard des services que je puis vous rendre » en mon particulier, vous pouvez être sûr, Monsieur, qu'il n'y a rien » que je ne fasse pour vous prouver l'attachement avec lequel..... ».

Troisième lettre, au régimentaire Zembrowski.

« Je ne fais que réitérer les ordres que je vous ai déjà donnés, » de ne point empêcher, par vos dispositions particulières, l'exé» cution de ce que j'ai recommandé à M. le capitaine Strawinski; » car vous seriez responsable, s'il venoit à manquer ».

» entreprise, ramassez vos gens, et venez à Czensto-
» kow ». Par cette lettre, la seule dans laquelle il se soit entièrement livré, il fixoit le terme précis du trois novembre, d'après le calcul des différentes marches qu'il vouloit faire. La plus grande partie des Russes et des troupes de la couronne étoient derrière Czenstokow, du côté de Cracovie : il vouloit profiter de cet éloignement pour se montrer à quelques lieues de Varsovie, du côté opposé à celui de l'enlèvement ; attirer sur lui les troupes de la capitale; les amuser par des contre-marches, et, s'il le falloit même, par des combats, les trois et quatre novembre. Alors, toute la route qui conduit de Varsovie à Czenstokow se seroit trouvée libre ; on n'y auroit rencontré que quelques paysans, tous plus disposés à favoriser l'entreprise qu'à la traverser.

Trente-un hommes des plus robustes et des plus déterminés furent choisis * par les deux chefs, Strawinski et Lukaski, et menés par eux dans une maison voisine de Zakroczym. Là, on les fit entrer deux à deux : on leur fit prêter un serment dont Lukaski lisoit la formule. On leur révéla ensuite que Pulawski les avoit choisis pour enlever le roi ; que le bonheur de la patrie dépendoit du succès de l'entreprise. Tous parurent, et étoient en effet animés du même zèle : on prit les meilleurs chevaux du détachement, et on retourna à Varsovie.

Strawinski, que son enthousiasme n'empêchoit pas

* Tant dans la petite troupe de Strawinski, que parmi les confédérés de Zakroczym.

de soigner les moindres détails, avoit pris deux précautions préalables qui devoient lui être très-utiles : 1.°, pour accoutumer les Russes à le voir arriver en grande troupe, il avoit fréquemment amené à Varsovie des convois de denrées que les gentilshommes faisoient venir de leurs terres : sous ce prétexte, il passoit et repassoit à cheval bien accompagné, bien armé, et connoissoit les gardes Russes ; 2.°, pour arrêter les progrès de la peste, on avoit fait, à quelque distance de Varsovie, un fossé qui avoit six ou sept lieues de tour, garni de petites redoutes de demi-lieue en demi-lieue. Strawinski voulant, avant tout, reconnoître les passages du fossé et le visiter tranquillement, sans se rendre suspect, alla trouver le commandant de la grand'garde Russe, lui dit qu'un valet lui avoit volé plusieurs chevaux; qu'après des perquisitions inutiles dans Varsovie, il étoit sûr que cet homme avoit traversé le fossé ; que les traces seroient encore récentes, et qu'il jugeroit par elles de la route qu'il faudroit prendre pour le poursuivre. Cette ruse lui réussit si bien, que le commandant lui donna un sergent Russe avec lequel il fit le tour du fossé, examinant les endroits par lesquels un cheval pouvoit passer, et ceux qui étoient d'un plus facile accès. Ce fut dans cette tournée, qu'il détermina l'endroit où il feroit passer le roi *.

Tout étant ainsi préparé, et s'étant pourvus de dix chariots qu'ils achetèrent dans les villages, les

* Il en rendit compte à Pulawski, qui fut charmé de cette présence d'esprit et lui écrivit la lettre ci-dessus (page 366).

deux chefs firent mettre sur ces chariots leurs armes, leurs selles et leurs habits, les chargèrent de foin, d'avoine, de paille et autres fourrages, et les conduisirent avec leurs gens dans la forêt. Ils y passèrent la nuit, prirent tous des habits de paysans ou de matelots, et, le 2 au matin, en partant pour Varsovie, ils envoyèrent en avant trois d'entre eux montés sur des chevaux trop vifs pour qu'on pût les atteler aux chariots. Tous trois devoient se dire domestiques de Strawinski, et annoncer aux gardes Russes qu'il passeroit le soir avec un convoi. La route se fit sans aucun contre-temps : le convoi passa avec un petit nombre de conjurés; les autres arrivèrent à différentes heures, et de divers côtés : la réunion eut lieu dans une écurie du couvent des dominicains, où Strawinski avoit coutume de loger, quand il amenoit un convoi de vivres; et tous y restèrent enfermés pendant la journée du 3, excepté les deux chefs et deux autres conjurés.

Pulawski exécutoit, avec le même succès, les marches qui devoient favoriser l'entreprise. Il s'étoit fait donner par la généralité [1] un ordre pour s'approcher de Nadarzyn [2], et même de Varsovie. Le prétexte étoit de rappeler, de ce côté, Branéki et Suwarof qui étoient en force auprès de Cracovie. Zaremba, qui n'étoit pas dans la confidence, avoit apporté cet ordre à Pulawski, et reçut lui-même celui de s'avan-

[1] Il n'y avoit dans le secret que Paç, et un autre membre du conseil.

[2] A trois milles de Varsovie.

cer jusqu'à Rava *, pour le soutenir. D'après ces dispositions, Pulawski avoit paru sur différens points auprès de Varsovie. Quinze cents hommes en étoient sortis pour le faire éloigner; d'autres s'étoient portés plus en avant, et, le 3 novembre, il ne restoit pas deux cents Russes dans la capitale. Après les avoir ainsi inquiétés pendant trois jours, il en attira la plus grande partie du côté de Radom, fit devant eux une retraite dans laquelle, vivement poursuivi par les cosaques, il ne dut son salut qu'à la vigueur avec laquelle il franchit un fossé qu'ils ne purent passer. Il avoit envoyé d'avance cent cinquante hommes de cavalerie sur la route que l'on devoit faire prendre au roi, avec l'ordre précis de conserver leurs chevaux frais, de soutenir la troupe qu'ils verroient venir de Varsovie, et, en cas de besoin, de l'escorter jusqu'à Czenstokow. Il prenoit déjà ses précautions pour se préparer dans cette citadelle à une longue résistance, et il l'approvisionnoit de vivres et de munitions.

Nous avons dit que Strawinski avoit plusieurs connoissances dans le palais. Il y alla dans la journée du 3, et demanda si le roi iroit à la comédie: on lui répondit, sans aucun soupçon, que le roi n'iroit pas, mais qu'il devoit aller voir son oncle le chancelier, qui étoit malade. Strawinski resta jusqu'à l'arrivée des voitures; et quand il les vit approcher, il courut prévenir ses gens et les faire habiller: il en plaça quelques-uns ~~à pied au bout de la rue, tant pour avertir, que pour~~

* A douze milles.

en occuper l'entrée. A peine étoient-ils placés, qu'un officier Russe, passant auprès d'eux, s'arrêta, les regarda avec curiosité, et dit d'abord : *ce sont des Russes*; puis, en se reprenant : *non, ce sont des confédérés.* A ces mots, on lui jeta sur la tête un manteau qu'on lia autour de lui : on arrêta et on enveloppa ainsi tous ceux qui auroient pu donner l'alarme, et on les mettoit dans une allée où ils furent gardés jusqu'après l'événement.

Cependant Strawinski étoit venu placer le reste des conjurés : il leur fit occuper les rues de Capitulna et de Myodowa, leur réitéra l'ordre d'agir avec la plus grande célérité, de ne faire usage de leurs armes à feu que dans la nécessité absolue, et, dans ce cas, de ne point tirer sur la voiture et de ne faire aucun mal au roi. Il leur recommanda, de plus, de parler Russe pour n'être pas reconnus. Toutes ces dispositions furent faites entre huit heures et demie et neuf heures du soir. Rien ne les dérangea, et chacun étoit prêt à exécuter ses instructions, lorsque, sur les neuf heures et demie, le roi sortit de chez le chancelier pour aller souper chez la princesse Adam Czartoryski.

Dévant le carrosse étoient deux hommes à cheval qui portoient des flambeaux, quelques officiers d'ordonnance, deux gentilshommes et un sous-écuyer : le roi avoit avec lui son adjudant-général, et un de ses parens; aux portières étoient deux pages, et derrière la voiture, deux heiduques et deux valets de pied. D'après cela, Strawinski avoit partagé sa troupe

en trois; il devoit arrêter la tête du cortège. Kusma, qu'on nommoit aussi Kosinski *, nom que nous lui donnerons toujours, devoit enlever la personne du roi. Lukaski et les autres devoient maintenir ceux qui étoient derrière la voiture, et devenir avant-garde dans la route qu'on alloit prendre. Tous ceux qui précédoient la voiture, en furent séparés par la troupe de Strawinski, qu'ils prirent pour une patrouille Russe, parce qu'elle affectoit de parler Russe, en croisant le cortège; le sous-écuyer l'avertit même de s'éloigner, en lui disant que c'étoit le roi. La seconde troupe, qui étoit au bout de la rue, vint aussitôt, ainsi que la troisième, et se présentèrent, tant pour envelopper la voiture, que pour arrêter les chevaux; le postillon ne voulant point arrêter, on tira sur lui. La nuit étoit très-noire, et, dans ce moment de confusion, le désordre commença. Les conjurés, en se précipitant aux portières, firent feu sur tous ceux qui les défendoient; un des heiduques tomba mort, percé de deux balles; l'autre fut abattu d'un coup de sabre sur la tête; un des pages fut renversé et son cheval pris; plusieurs autres chevaux furent blessés. On crioit au roi de descendre: il avoit lui-même ou-

* Kusma étoit un homme brave de sa personne, et entreprenant par caractère. Il étoit extraordinairement fort. Strawinski, dont il étoit lieutenant, l'avoit choisi en raison de sa force, pour enlever la personne du roi. Kusma, que l'on croit être un paysan, se donnoit pour gentilhomme: il avoit été soldat, et s'étoit toujours conduit avec le courage le plus brillant; mais auparavant il avoit servi dans plusieurs maisons, et avoit toujours été renvoyé. C'est ce mauvais choix qui fit manquer l'entreprise.

vert une portière, et, tandis que son adjudant descendoit d'un côté, il étoit descendu de l'autre, espérant s'échapper à la faveur des ténèbres. La lâcheté de son adjudant fut sur-le-point de lui être utile : on le trouva caché sous la voiture ; on crut que c'étoit le roi ; et plusieurs minutes se passèrent avant que l'on eût reconnu l'erreur, en tirant, pour s'éclairer[1], quelques amorces de pistolet. A la faveur de cette méprise, le roi se sauvoit à pied : il traversa ainsi la troupe qui faisoit l'arrière-garde et qui, le prenant pour quelqu'un de la suite, s'amusoit à lui donner des coups de canne-chout[2]. Il arriva de la sorte jusqu'à la maison du grand-chancelier, d'où il sortoit. La porte avoit été refermée : il frappa avec violence, ce qui excita l'attention des conjurés qui s'étoient dispersés pour le chercher. Lukaski le saisit le premier ; Strawinski survint et lui dit : *ne fais pas de résistance ; il y a une voiture qui t'attend : il faut venir avec nous.* Un troisième, peut-être dans l'ivresse, lui donna un coup de sabre sur la tête, malgré la défense

---

[1] On est sans doute étonné que ces cris, ce tumulte, ces coups de pistolet n'aient pas attiré du monde ; mais il est très-ordinaire à Varsovie, surtout dans les diètes ou dans les temps de troubles, d'entendre tirer des coups de fusil et de voir des hommes se battre. Si cela arrive pendant la nuit, chacun, soit terreur, soit indifférence, reste tranquillement dans sa maison ; et bien loin de venir donner du secours, personne n'a même la curiosité d'ouvrir sa fenêtre pour regarder ce qui se passe : on en vit encore la preuve, lorsque la troupe qui venoit d'enlever le roi, passa au galop devant quelques palais où il y avoit des sentinelles et des gens à pied et à cheval ; pas un d'eux ne demanda ce que c'étoit.

[2] Espèce de fouet en usage en Pologne.

formelle qui en avoit été faite. Kosinski lui tira devant le visage un coup de pistolet, mais pour s'assurer, par la lumière, qu'il n'y avoit point de méprise. Alors, bien sûrs que c'étoit le roi, ils le mirent sur un cheval. Kosinski, avec dix hommes, le conduisoit; Lukaski, avec dix autres, faisoit l'avant-garde; on traversa le fossé, à l'endroit que Strawinski avoit reconnu peu de jours auparavant. Le roi cherchoit à s'arrêter, dans l'espérance de quelques secours, et reçut plusieurs coups qu'on lui donnoit pour hâter sa marche. Strawinski, qui faisoit l'arrière-garde, resta quelque temps sur le bord du fossé, pour s'opposer à toute poursuite ; et, voyant que tout étoit parfaitement calme, il continua sa route, bien convaincu que tout étoit terminé, et que, dans la journée du 4, son prisonnier arriveroit à Czenstokow. Il devoit, en effet, s'applaudir du succès, puisque sa prévoyance n'avoit rien omis, et qu'aucune contrariété n'avoit retardé l'exécution.

Le calme dont Strawinski s'étonnoit avec tant de raison, a besoin d'être expliqué, avant de voir quel changement subit se fit dans le sort du roi.

Les personnes de la suite du roi, qui, dès le premier moment, avoient été séparées du cortège, avoient porté l'alarme au château. La garde avoit couru de suite au lieu de l'attaque; mais, dans cette attaque si brusque et si vive, tout ce qui n'avoit pas été blessé, avoit été dissipé : on ne trouva que le chapeau du roi et sa bourse à cheveux; dans la confusion et l'obscurité, on ne savoit quelle route pren-

dre : il falloit des ordres, et personne n'en donnoit.

Au premier mot de cette nouvelle, le chancelier se borna à dire : *qu'on ferme les portes de mon hôtel*, et se mit à souper en public, avec sa compagnie ordinaire, sans témoigner aucune émotion.

Le grand chambellan demandant à Weymarn d'envoyer à la poursuite, celui-ci dit : *si vous le voulez, j'y enverrai; mais ce sera exposer sa vie.*

Un valet de chambre de Saldern étant entré précipitamment chez lui pour lui apprendre l'enlèvement, fut vivement réprimandé par son maître, qui lui répondit : *j'ai autre chose à faire.* Il paroît que Saldern n'auroit pas été fâché de la mort du roi : elle délivroit Cathérine de l'embarras de le soutenir sur le trône, et changeoit entièrement l'état des affaires.

Cependant l'inquiétude étoit grande dans Varsovie. L'incertitude ou la contradiction des rapports faisoit tomber les soupçons sur tous les partis, amis ou ennemis: on craignoit une révolte générale; elle auroit eu les plus grandes suites *. Les soldats de la couronne n'avoient point de charges dans leurs fusils, et il fallut leur donner de nouvelles cartouches, les anciennes se trouvant gâtées. On voyoit le péril partout; les personnes (en petit nombre) qui ne s'occupoient que du roi, trouvoient un danger égal à le poursuivre, ou à ne le poursuivre pas. En différant, on laissoit aux conjurés le temps de s'éloigner ; en les

* Bibikof, général Russe, dit au nonce Garampi, que, sur cette nouvelle, il s'attendoit à être massacré dans Varsovie avec les deux cents Russes qui y restoient.

pressant, on pouvoit les déterminer à profiter de l'obscurité pour assurer leur fuite par la mort du roi. Cependant, sur les indices de quelques personnes zélées, on suivit les traces de la troupe jusqu'au fossé; on y trouva la pelisse du roi, qui étoit ensanglantée; ce qui fit connoître la route que l'on pouvoit prendre. Le roi avoit perdu sa pelisse, en sautant le fossé; son cheval s'étoit cassé la jambe; un de ses souliers étoit resté dans la boue : il demanda une botte; le temps de lui en mettre une, de le faire monter sur un autre cheval, de remplacer sa fourrure par un manteau, donna à Lukaski et à son avant-garde beaucoup d'avance. Kosinski s'aperçut de cette séparation, et, dès ce moment, cet homme, d'une bravoure éprouvée, fut si troublé qu'il ne sut plus quelle route tenir. Il avoit encore avec lui sept conjurés; il pouvoit ou attendre Strawinski, qui ne devoit pas tarder à arriver, ou envoyer quelques-uns des siens rejoindre Lukaski: il se dirigea sur le bois de Biélany, à un mille et demi de Varsovie, où étoit en effet le rendez-vous, dans la maison d'un gentilhomme qui devoit fournir un carrosse. Au-lieu de prendre la vraie route, il s'enfonça dans des marais; les chevaux s'embourboient à tout instant. Il envoya deux de ses gens sonder le chemin; mais tous marchoient au hasard, et sans être assurés de leur direction. Le roi, reconnoissant ou feignant de reconnoître les approches d'un village, leur dit : *n'allez pas là, il y a des Russes*; soit que cela fût vrai, et qu'il craignît d'être tué dans cette rencontre, soit plutôt qu'il aimât mieux les voir perdus

dans les bois ou les marais, que remis dans leur véritable chemin par les gens du village. Mais enfin il a raconté depuis, que ce mot avoit paru les adoucir, et leur avoir persuadé qu'il ne cherchoit pas à leur échapper. Il profita de ce moment pour leur dire : *si vous voulez m'emmener vivant, ne me tourmentez pas, et donnez-moi un instant de repos.*

Les autres conjurés voyant que Lukaski ne les suivoit pas, le cherchoient dans les bois, au milieu des ténèbres; mais le soin de parler Russe, qui leur avoit été si utile à Varsovie, ici multiplia leurs erreurs: ils se prirent réciproquement pour des troupes Russes, et au premier appel se retiroient mutuellement *. Le trouble de Kosinski augmentoit son embarras. Ceux qui l'accompagnoient, ne sachant plus où conduire le roi, vouloient le tuer; il s'y opposa fortement, pénétré de sa promesse de l'amener vivant. A ce moment, l'appel d'une vedette Russe les effraya; deux d'entre eux s'éloignèrent; sur un second appel, deux autres en firent autant, et Kosinski se trouva seul avec le roi.

Le roi, qui commençoit à entrevoir quelque espérance, ralentissoit sa marche. Kosinski le menaçoit avec son sabre, en disant qu'il trouveroit un carrosse à la sortie du bois. Ils parvinrent ainsi jusqu'au couvent de Biélany, n'étant, après plusieurs heures de marche, qu'à une lieue de Varsovie. Le roi em-

* Il est étonnant qu'ils ne fussent pas convenus d'un mot d'ordre.

ployoit toute son éloquence pour le séduire, et Kosinski opposant toujours le serment qu'il avoit fait, il entreprit de lui en prouver la nullité. Ce prince aimoit à discuter, et s'étoit persuadé que personne ne pouvoit résister aux charmes de son élocution. Il donna à son talent naturel un essor proportionné à l'importance du moment; et Kosinski, qui, dès l'instant qu'il l'avoit écouté, avoit commencé à être son prisonnier, l'étoit tout-à-fait en arrivant à Mariemont *. Là le roi s'étant assis, Kosinski se jeta à ses genoux, lui demanda pardon, s'en remit à sa clémence et reçut la promesse royale qu'il ne lui seroit fait aucun mal. A peu de distance de là, étoit un moulin : Kosinski y demanda asile pour un seigneur qui venoit d'être dépouillé par les brigands; et aussitôt qu'ils furent entrés, le roi écrivit au commandant de ses gardes le billet suivant :

« J'ai été délivré des mains des meurtriers par » une espèce de miracle; hâtez-vous de venir me » prendre au moulin de Mariemont avec une qua» rantaine d'hommes. Je suis blessé, mais non dan» gereusement ».

Il étoit environ quatre heures du matin (4 novembre), quand cette lettre fut remise à son adresse. Le bruit inattendu du retour du roi se répandit tout-à-coup, et parut si peu vraisemblable, que, dans le moment, chacun s'imagina que ce bruit n'étoit répandu qu'à dessein de tromper le public, et que, dans le but

* Éloigné seulement d'une demi-lieue de Varsovie, dont ils s'étoient rapprochés pendant la conversation.

d'avoir plus de temps et de facilités pour prendre des précautions de sûreté, on cherchoit ou à calmer la douleur de ceux qui étoient réellement attachés au roi, ou à prévenir les projets de ceux qui pouvoient encore profiter de la surprise générale pour faire quelque tentative. Cependant, le peuple se pressoit vers la porte par laquelle on disoit que le roi devoit rentrer; toutes les rues étoient pleines de flambeaux. Sur les cinq heures du matin, le roi arriva dans le carrosse du capitaine des gardes. Un rassemblement immense se forma à l'instant autour de la voiture : il y avoit autant de curiosité que d'intérêt; mais enfin cette espèce d'émotion, d'attendrissement, de joie, qu'inspire toujours au peuple le salut inespéré d'un homme qu'il voit échapper à un grand péril, électrisa la plus grande partie des spectateurs. Stanislas-Auguste, dont on n'auroit parlé qu'avec mépris s'il fût resté prisonnier, qu'avec indifférence s'il eût été tué, fut accueilli avec des cris répétés de *vive le roi!* et sa miraculeuse délivrance répandoit sur toute sa personne quelque chose de surnaturel, qui étoit plus que de la majesté. Au milieu des seigneurs et des dames accourus au château, dans tout le désordre d'une nuit de terreur, ce prince descendit de voiture, les cheveux épars, le visage ensanglanté, ses habits déchirés ou couverts de boue, et répondant par des larmes aux félicitations, réelles ou feintes, de tout ce qui l'entouroit. Ce spectacle, éclairé par une multitude de flambeaux, sembloit tenir de la magie du théâtre; et Stanislas-Auguste parut se plaire à le pro-

longer. Plus loin, on voyoit Kosinski, environné, assailli de questions, de félicitations, mais sourd ou insensible à tout ce qu'il entendoit, n'écoutant, ne regardant personne, et chez qui un œil sombre, un morne silence, une attitude de consternation, laissoient douter s'il se repentoit d'avoir enlevé ou d'avoir ramené le roi. Pressé enfin par plusieurs interpellations assez vives, il ne répondit que ces mots, prononcés avec un accent qui augmenta le doute des spectateurs: *c'est le jour le plus affreux de ma vie.* Cependant, le roi étoit remonté dans ses appartemens : le lendemain, il reçut les complimens de la noblesse, du clergé, de la bourgeoisie; et ce fut là que, toujours plein de l'idée que personne ne pouvoit résister à son éloquence, il répéta plusieurs fois : *si j'avois été conduit à Czenstokow, j'aurois harangué les confédérés, et c'eût été le plus bel évènement de mon règne.* Au moins, cette phrase prouvoit qu'il étoit bien convaincu, comme il le devoit être en effet, que l'on n'en vouloit point à sa vie.

Nous avons laissé Strawinski traversant le fossé, après avoir observé si on ne le poursuivoit pas. Il arriva exactement au rendez-vous, où il trouva Lukaski. Étonnés tous deux de ne pas voir le roi, ils envoyèrent plusieurs des leurs battre les bois; et eux-mêmes se mirent à la recherche. Ils venoient d'entrer seuls dans une maison de paysan, lorsqu'ils y virent arriver une centaine de cosaques : ils ne pouvoient leur échapper, qu'en les étonnant à force d'audace. Strawinski tua le chef d'un coup de mousquet, passa

au milieu d'eux, en blessa ou renversa plusieurs, et s'arrêta dans l'épaisseur du bois pour attendre Lukaski. Celui-ci, moins heureux, fut percé de plusieurs coups, dépouillé [1], et laissé pour mort. Strawinski, après le départ des cosaques, revint chercher son brave et infortuné camarade, et, lui trouvant encore quelque mouvement, l'emporta sur son cheval et le remit à un chirurgien, qui le rendit à la vie. Pour lui, il se réunit successivement à tous les siens, fut instruit par eux des premiers bruits du retour du roi, et dans la journée en eut la certitude. Jamais il ne put se consoler d'avoir vu échouer, par la faute d'un de ses agens, une entreprise qu'il avoit si bien concertée, si bien exécutée, et qui manqua lorsque le succès en paroissoit pleinement assuré [2].

Pendant ce temps, Pulawski arrivoit à Czenstokow, de retour de l'expédition qu'il avoit faite de l'autre côté de Varsovie, et dans laquelle il avoit failli perdre la vie. Quelques-uns des gens qu'il entretenoit secrètement dans la ville, en étoient sortis aussitôt après l'enlèvement, et s'empressoient de lui en apporter la nouvelle. Il partit avec toute sa cavalerie pour aller au-devant du roi. Son projet étoit de le rece-

---

[1] On trouva dans ses poches quelques lettres qui donnèrent des lumières sur le complot. Lukaski, rétabli, vint à Czenstokow, d'où Pulawski l'envoya à la confédération. Il reçut d'elle la commission de colonel, et la permission de lever des troupes, mais sous un autre nom que le sien.

[2] Dans son désespoir, il manda à Pulawski qu'il pouvoit encore, quoique seul, exécuter un coup moins glorieux, mais qui seroit toujours utile à la patrie, en immolant à sa vengeance la victime qui lui étoit due. Pulawski ne lui répondit point.

voir avec un appareil militaire, que Stanislas-Auguste auroit pris pour des honneurs qu'on lui rendoit, et de l'entretenir dans cette idée, pour lui faire signer des ordres aux gardes, aux troupes, même à celles de Branéki : par là, il mettoit toutes les troupes Polonoises à la disposition de la confédération, et il se trouvoit général d'une armée qui pouvoit changer les destins de la Pologne. Toutes ces espérances s'évanouirent en un instant. Un billet de Strawinski lui apprit l'incroyable issue d'un complot qu'il croyoit entièrement exécuté; et, de toutes les idées dont il avoit été préoccupé, il ne lui resta plus que celle de se voir accusé, dans toute l'Europe, d'un assassinat contre lequel il avoit, au contraire, donné les ordres les plus positifs.

En effet, cette entreprise fut annoncée, dès le premier moment, comme un régicide inspiré par le fanatisme religieux et politique. On prétendit qu'avant de faire partir cette cohorte d'assassins, Pulawski leur avoit fait prêter un serment exécrable sur le crucifix; qu'il avoit dans Varsovie plus de trois cents personnes liées par le même serment*, et qu'il étoit envoyé à toutes les confédérations. Le roi accrédita l'opinion du régicide; il l'avoit déjà manifestée dans le billet écrit de Mariemont, en se servant du mot de meurtrier, lorsqu'il ne pouvoit douter qu'il ne devoit la vie qu'aux ordres précis donnés pour la lui conserver. Cette fausseté, nous pouvons

* Kosinski, qu'on tenoit très-étroitement gardé, avoit dit que Pulawski avoit dans la capitale trois cents hommes affidés.

même dire cette calomnie, est remarquable dans le premier usage qu'il fait de sa liberté, en présence de celui même qui la lui rend. Elle se renouvela dans tous les récits qu'il fit verbalement, et dans celui qu'il dicta pour la gazette de Varsovie; mais elle se renouvela surtout dans les lettres qu'il écrivit aux principaux souverains, pour leur faire part de cet événement. On trouve dans les réponses [1] la preuve de leur *indignation contre un crime aussi atroce ;* celle de la Prusse surtout est frappante, en ce que Frédéric dit que *c'est la cause de tous les souverains, et que les confédérés mériteroient que toutes les puissances de l'Europe se concertassent pour en tirer vengeance éclatante* [2]. A Vienne, Kaunitz en parla sur le même ton, quoique le ministre François, sans prétendre justifier les mauvais traitemens, lui prouvât, par les faits mêmes, qu'on n'avoit jamais eu l'intention de tuer le roi. Les efforts de Durand [3] ne purent empêcher que la cour de Vienne ne déclarât publiquement qu'elle refusoit dans ses États le droit d'asile à Pulawski; elle fit même notifier au comte Paç qu'elle regardoit la tentative d'enlever le roi comme un régicide; et, pour continuer à la généralité le droit d'asile en

---

[1] Pièces justificatives, N.os X et XI.

[2] Telle étoit alors l'opinion prédominante dans toutes les cours : elle ne subsistoit plus vingt-cinq ou trente ans après. Les meurtriers de Gustave III, d'autres régicides plus fameux encore, parcouroient tranquillement l'Europe, ou même étoient admis dans les cours et dans les congrès.

[3] Pièces justificatives, N.o XII.

Hongrie, elle exigea qu'elle publiât un nouveau manifeste qui en contînt formellement le désaveu[1]. La généralité dut reconnoître alors la faute qu'elle avoit faite, en insérant, dans un acte qui étoit au moins prématuré, une provocation à l'assassinat. Comme elle avoit un besoin indispensable de l'asile en Hongrie, il falloit obtempérer à la demande de Vienne: elle le fit avec adresse et dignité; ce fut le témoignage que lui rendit Kaunitz[2], qui même répondit directement au comte Paç, au nom de l'empereur et de sa mère.

A Varsovie, on commençoit les poursuites judiciaires, moins dans l'intention de rendre sans délai un jugement contre les conjurés, que dans l'espérance de réunir des preuves contre Pulawski. Plusieurs de ceux qui lui étoient dévoués, s'échappèrent et gagnèrent Czenstokow; quelques-uns furent arrêtés et confrontés à Kosinski, et lui reprochèrent avec violence, les uns sa foiblesse, les autres sa trahison. On prit de là occasion de représenter Pulawski sous les couleurs les plus affreuses. Ce jeune héros, avantageusement connu dans toute l'Europe, par l'intérêt qu'inspiroit pour lui le sacrifice de sa famille entière, par son courage, supérieur à tous les revers, par ses talens militaires, déployés dans plu-

[1] Il dut paroître étonnant que la cour de Vienne n'exigeât que la suppression de cet article seul. En demandant que l'on publiât un nouveau manifeste de l'interrègne, moins cette phrase, on confirmoit le surplus et on donnoit à la déclaration de l'interrègne une nouvelle force.

[2] Pièces justificatives, N.os XIII et XIV.

sieurs siéges soutenus avec succès, ou dans des courses fréquentes, hardies et presque toujours heureuses, se vit accablé des plus infâmes déclamations. Elles retentirent jusque dans la chaire de vérité, quelquefois profanée par des impostures politiques, lorsque d'indignes ministres y font un abus scandaleux des paroles saintes.

Pulawski, nourri au milieu des haines, des vengeances, des calomnies de l'esprit de parti, fut épouvanté de l'accusation qui, de tous côtés, venoit peser sur lui : il avoit un moyen noble et vrai de la repousser; c'est celui qu'il vouloit prendre. Égaré par les foibles conseils de quelques amis, il en prit un indigne de lui, qui le conduisit à nier la vérité, et qui dès-lors ne convainquit personne; qui le mit en contradiction avec Strawinski, et le porta auprès de Lukaski à des démarches ridicules.

Le premier mouvement de Pulawski étoit celui d'un esprit juste et d'une ame énergique, fière de son indépendance, forte de ses intentions. Il vouloit publier un manifeste, dans lequel, en avouant hautement le projet d'enlever le roi, il eût dit et prouvé qu'il n'avoit fait que ce dont les lois de la guerre lui donnoient le droit; il eût posé pour principe que l'élection de Stanislas-Auguste, faite avec une violence évidente, étoit évidemment nulle; que le consentement d'une partie de la nation, arraché par l'oppression continue des troupes Russes, ne pouvoit couvrir cette nullité; que la reconnoissance des autres souverains ne pouvoit que supposer une élec-

tion légitime, et non en légitimer une précédemment désavouée par les lois de l'État; que ceux-mêmes qui voudroient nier la vérité de ces principes, ne nieroient pas que, le trône ayant été déclaré vacant par un acte solennel de la république confédérée, elle avoit le droit de faire enlever un homme qui s'étoit voué aux ennemis de l'État, et qui s'étoit mis en guerre avec la nation; que le général Polonois, envoyé par Stanislas-Auguste lui-même pour combattre les Polonois, avoit fait une pareille entreprise contre la généralité; que ce qui s'étoit passé dans l'enlèvement étoit la suite inévitable d'une tentative légitime; et que le bon sens et la bonne foi se refusoient également à l'accusation de régicide intentée contre ceux qui, maîtres pendant plus de six heures de la personne du roi, lui avoient conservé la vie.

Ce manifeste, qu'auroient dû lui dicter mille motifs et mille sentimens réunis, fut écarté surtout par la duchesse de Courlande. Elle lui représenta qu'étant supposé n'agir que d'après les ordres de la généralité, il l'embarrasseroit beaucoup, en lui faisant partager le danger de ses aveux; il pouvoit réfuter cette objection, en prenant tout sur lui; on l'effraya sur les suites de cette loyale véracité; et il se décida à nier dans une déclaration la part qu'il avoit eue à l'enlèvement, à dénaturer les expressions de ses billets, qui jetoient un si grand jour sur cette affaire, et à présenter, comme des refus positifs, les prétextes qu'il avoit sagement opposés aux premières propositions de Strawinski.

Strawinski n'eut pas de peine à répondre victorieusement, en publiant les billets qui lui avoient été adressés, ainsi qu'à Lukaski : s'il n'en résultoit pas une preuve entière aux yeux de la justice, ils suffisoient pour éclairer l'opinion publique; elle ne put se méprendre sur les ordres donnés par Pulawski au maréchal de Zakroczym d'arrêter Lukaski et tous les autres complices. Lukaski, comme nous l'avons vu, étoit venu, dès le premier moment, le trouver à Czenstokow; Pulawski l'avoit envoyé à la généralité, qui le lui renvoya. Il voulut, dans un second manifeste, rendre compte des moyens qu'il employa *inutilement*, pour arrêter, dans une citadelle où il commandoit, un homme qui dépendoit uniquement de lui; et l'on vit avec peine le général le plus illustre de la confédération s'abaisser à des petitesses ridicules, pour faire croire ce qui ne pouvoit lui paroître croyable à lui-même.

Ainsi, les suites d'une entreprise qui auroit ajouté à la considération de son parti, et à sa considération personnelle, n'ajoutèrent rien aux forces des confédérés, et laissèrent dans l'opinion publique quelques doutes sur la magnanimité d'un guerrier qu'elle s'accoutumoit à respecter. A Varsovie, on commença un simulacre de procès criminel; quelques témoins furent entendus. Kosinski, interrogé plusieurs fois, répondit toujours qu'il avoit l'ordre exprès de ne point tuer le roi; mais, comme tout atténuoit la preuve du régicide, qu'on vouloit établir, on suspendit le jugement, et même l'instruction de cette affaire. Nous la verrons reparoître en 1773, lorsque

la diète, condamnée à sanctionner le démembrement, voulut paroître ne pas être convoquée uniquement pour cette œuvre de servitude.

Le roi, qui aimoit tout ce qui faisoit spectacle, parce qu'il étoit sûr d'y être remarqué, tant par ses agrémens personnels, que par ceux de sa diction, alla, avec une suite nombreuse, visiter les lieux par où il avoit été conduit. A chaque pas, il racontoit quelque particularité. Il s'écria souvent : *que leur avois-je donc fait?* Exclamation à laquelle il n'étoit que trop facile de répondre. Il alla voir le meunier de Mariemont, d'où il avoit mandé qu'on vînt le chercher; il fit venir toute la famille, et donna une parodie de la belle scène de *Henri IV et du meunier.*

Il multiplia ses démarches auprès de la noblesse Lithuanienne, pour qu'elle le complimentât sur son retour inespéré; mais la Lithuanie, qui avoit fondé toutes ses espérances sur la sagesse et les talens d'Oginski, étoit encore consternée des terribles revers qui trompoient ses désirs, et se refusa à toute démonstration d'une joie qu'elle ne partageoit pas.

La cour de Vienne, toujours attentive à profiter de tout pour marcher à son but, et qui voyoit approcher le moment où elle alloit accéder aux propositions de démembrement, se saisit du prétexte de complimenter le roi, pour envoyer à Varsovie un ministre qui s'y trouvât en mesure avec ceux de Pétersbourg et de Berlin. Les complimens de ces deux cours furent tardifs, mais n'en furent pas moins affectueux; et Saldern lui-même dut être étonné de la

vivacité des expressions de Catherine, en se rappelant que lorsqu'il envoya un courrier pour annoncer l'événement du 3 novembre, elle se contenta de lui en accuser seulement la réception. Nos lecteurs n'oublieront pas qu'à cette même époque, la négociation étoit très-vive entre les trois puissances pour démembrer la Pologne, et qu'au mois de février suivant fut signé le premier projet.

La fâcheuse impression que cet événement répandit contre les confédérés, l'incertitude dans laquelle la généralité se trouva pour son asile, la rétractation qu'elle fut obligée de faire, se réunirent, avec la saison, pour suspendre toute opération militaire. Les officiers François, nouvellement arrivés, souhaitoient ne faire aucun usage des troupes de la confédération, dans un premier moment où cet empressement de leur part auroit pu donner lieu de soupçonner qu'ils participoient à l'enlèvement du roi. Tout resta donc en stagnation pendant trois mois. Nous profiterons de cet intervalle pour raconter, dans le Livre suivant, ce qui se passa relativement à la Turquie, depuis et compris la campagne de 1771 jusqu'au congrès; et, dans le Livre V.e, nous reprendrons les événemens militaires et politiques de la Pologne, qui nous conduiront jusqu'au dénouement d'une intrigue si fortement compliquée.

FIN DU LIVRE III.

PIÈCES JUSTIFICATIVES
DU LIVRE III.

N.° Ier.

Déclaration de S. M. I. de toutes les Russies, adressée aux Polonois, en date du 14 mai 1771.

L'AMBASSADEUR de S. M. I. de toutes les Russies, en entrant dans les fonctions de son ministère auprès de S. M. le roi et la sérénissime république de Pologne, porte ses regards sur des objets qui lui présentent de tous côtés le tableau effrayant des calamités de l'État. Une nation libre, avant ces tristes temps, florissante, estimée et considérée par ses alliances; une nation, à qui les fastes de l'histoire ont assigné un rang distingué entre les puissances de l'Europe, livrée aujourd'hui à toute l'horreur des séditions, des troubles domestiques et des guerres intestines, voit saper, par des mains ennemies que son sein a produites, l'édifice de sa liberté, de sa considération et de sa grandeur. La malice la plus noire et la séduction la plus artificieuse étalent leurs sophismes dangereux, s'insinuent dans l'imagination et dans les cœurs par des illusions étrangères, vaines en elles-mêmes, mais toujours funestes dans leurs suites aux âmes foibles et crédules; les lois impuissantes et violées avec impunité; un gouvernement hors de toute activité; les biens, la vie et la liberté des citoyens, abandonnés sans défense à la fureur de l'ambition et de la cupidité; enfin, l'anarchie cruelle soulève sa tête audacieuse de l'abîme des maux publics, et signale son empire par les meurtres et les ravages. Sur qui une déso-

lation si universelle peut-elle faire une impression plus douloureuse que sur l'auguste souveraine que l'ambassadeur a l'honneur de représenter auprès de cet État ? Qui peut désirer plus vivement, sans aucune vue d'intérêt, de travailler de toute sa puissance au salut de la nation Polonoise, menacée d'une destruction totale, que l'impératrice de toutes les Russies, dont les vues, les actions et les démarches n'ont jamais tendu qu'à maintenir et accroître sa prospérité ?

Si les devoirs de l'humanité et de la conservation, nés avec l'homme, ne sont pas entièrement étouffés ; si le cri de la patrie ose encore se faire entendre dans le cœur des citoyens vertueux, qui gémissent en silence de la perte publique ; si le désespoir général où ils sont plongés, n'est pas encore parvenu à ce période terrible dont sont menacées toutes les républiques qui renoncent à leur tranquillité pour entretenir chez elles des troubles et des divisions sans fin ; ce n'est que par leur réunion sincère et leurs efforts patriotiques, soutenus de toute l'assistance que l'amitié, l'affection constante, la droiture et l'équité inépuisable de S. M. I. de toutes les Russies leur assurent à la face de toute l'Europe, que pourra luire sur la république un jour plus serein ; que l'ordre et la raison reprendront leur autorité ; que le calme et la paix, après avoir effacé tant de disgrâces, ramèneront l'aisance et la félicité publique. Une résolution active et dirigée sans détour vers un but fixe et unique, la guérison des maux de la patrie, est une loi ineffaçable du cœur de chaque citoyen dans une crise pareille. Pour manifester à toute la nation combien l'impératrice de Russie veut coopérer sincèrement et efficacement au succès d'une entreprise si salutaire ; pour fonder, par des assurances non équivoques, la confiance qu'elle cherche à perpétuer dans l'esprit des Polonois ; pour ôter tous les nouveaux subterfuges aux soupçons, aux mauvaises interprétations, aux influences de l'envie et de la jalousie, et à tant d'inspirations sinistres qui ont creusé le précipice où la nation est tombée, l'ambassadeur

de S. M. I. de toutes les Russies fera connoître ici les sentimens et les dispositions inaltérables de sa souveraine, qu'elle-même lui a ordonné de rendre publiques.

ARTICLE I.er

S. M. I., touchée des malheurs dont la nation Polonoise est affligée, est résolue d'employer les derniers efforts dictés par sa générosité et sa fermeté, pour concilier les esprits et pour pacifier les troubles.

II. S. M. I. invite la nation à se réunir, en déposant toute haine particulière, et en se garantissant contre les vues intéressées des particuliers, qui l'ont entraînée dans tous les malheurs, et à s'occuper sérieusement des moyens de mettre fin aux calamités de la patrie.

III. S. M. I., voyant avec regret que le faux jour, sous lequel sa participation aux affaires de la république a été représentée chez une partie de la nation par les envieux du repos public, contribue malheureusement à nourrir et à entretenir les troubles, a donné les ordres les plus précis à son ambassadeur de travailler à ramener les esprits, en les éclairant sur les vraies intentions de l'impératrice, et en concertant avec la nation même les moyens de la tranquilliser sur tous ses droits.

IV. Pour parvenir à cette fin, il est nécessaire que les bien intentionnés, qui aiment véritablement leur patrie, s'entendent avec l'ambassadeur sur les moyens de pacifier la république, et d'en déraciner tous les troubles par les voies les plus légales.

V. L'ambassadeur apportera dans la négociation toutes les facilités qui peuvent convaincre la nation du désintéressement de S. M., qui n'a jamais rien fait ni souhaité qui puisse nuire à l'indépendance de la république.

VI. Ceux de la nation qui se sont laissés entraîner à la séduction et à l'erreur, sur les sentimens et les actions de l'impératrice, au point de prendre les armes pour se pré-

cautionner contre des erreurs imaginaires, et qui, en attendant, accablent la patrie sous le poids des maux les plus réels et les plus pressans, sont également invités à donner accès à un amour de la patrie mieux éclairé et plus salutaire, en entrant dans les voies légales de pacification qui vont leur être ouvertes, et dont le succès est aussi certain pour le bonheur de tous, que la violence a été fatale à l'État, et continuera de l'être, si on n'y renonce volontairement.

VII. Pour cet effet, chacun de ceux-mêmes qui ont porté les armes pour augmenter les malheurs de leur patrie, et qui désormais voudroient rester tranquilles dans leurs maisons, et s'abstenir de toute hostilité, sont sûrs de n'être point poursuivis ni inquiétés par les troupes de S. M. I.

VIII. Les ordres les plus précis et les plus clairs sont déjà annoncés, pour cet effet, à tous les chefs et commandans des troupes impériales qui se trouvent en Pologne, aussi bien qu'un ordre immédiat, signé de sa main, pour observer la plus exacte discipline, dont les habitans, autant que la nécessité absolue de pourvoir à la subsistance des troupes le permet, sentiront l'effet le plus prompt et le plus salutaire.

Après avoir exposé les vues, les désirs et les intentions magnanimes de S. M. I. de toutes les Russies, son ambassadeur, en se félicitant de l'honneur de les annoncer à l'illustre nation Polonoise, se bornera à ajouter, pour sa personne, que l'impartialité, le travail, le zèle et l'activité, qui sont en lui l'effet du devoir, le seront aussi d'un penchant vivement senti à sacrifier ses dernières forces pour faire le bien et pour servir dignement à un si grand dessein, etc.

N.o II.

Déclaration de l'ambassadeur de Russie contre les confédérés, en date du 26 juin 1771.

Moi, Gaspard de Saldern, conseiller privé actuel et am-

bassadeur de Russie, chevalier, etc., fais savoir à tous et un chacun, à qui il appartiendra, etc.

Les soins magnanimes que ma très-auguste souveraine se donne continuellement pour arrêter le progrès du désordre et du crime, et le désir désintéressé qui l'anime de faire renaître le repos et la sécurité dans la nation, désir qu'elle lui a fait solennellement annoncer par la déclaration donnée en dernier lieu à S. M. Polonoise, et rendue publique par l'impression, auroient dû opérer d'autant plus que la partie la plus sensée de la nation se seroit empressée à s'intéresser au rétablissement de la sûreté publique.

Cependant, je vois avec autant de surprise que d'indignation, que tout le monde se borne à de simples clameurs sur les maux publics; le gouvernement est en effet ou affecte de se trouver dans la léthargie ou dans l'inaction. Une grande partie des habitans gémit stérilement sur cette calamité, et se voit à la merci d'un ramas de brigands et de malheureux. Ces lâches voleurs de grands chemins, secrètement domiciliés dans le sein de la capitale même, s'y trouvent à l'abri de toute perquisition, puisque personne ne leur interdit de pouvoir usurper le nom spécieux de ceux qui ont pris les armes pour se précautionner contre des terreurs imaginaires. L'excès de ménagement pour le titre que ces malheureux s'arrogent, et sous lequel ils sont sûrs de n'être pas recherchés, produit des crimes et des vols qui font l'effroi et l'horreur de toutes les nations policées.

Il ne se passe pas de jours suivis qu'on n'apprenne que ces misérables ont attaqué les passans, exercé leurs rapines et volé impunément. Tout cela arrive autour de la résidence, dont personne ose à peine s'éloigner d'une demi-lieue, sans s'exposer aux insultes de ces criminels. Non contens de cela, les postillons, les courriers et les estafettes, sont ou tués, ou noyés, ou dévalisés; de sorte que la sûreté publique et la correspondance des ministres qui résident ici, est devenue dangereuse et même interrompue.

C'est donc à ces causes, et dans l'état de l'anarchie affreuse à laquelle, moi et tous les ministres des têtes couronnées qui résident ici, sommes livrés, que je déclare, au nom et de la part de S. M. I. de toutes les Russies, que tous les chefs et commandans de ses troupes auront ordre de porter toute leur attention à délivrer les grands chemins et les environs de la capitale de cette troupe de scélérats, et nommément de ceux qui sont à deux lieues autour de Varsovie. Les mêmes ordres s'étendront sur tous les cours des postes, et spécialement sur celui qui conduit à Willenberg, l'unique chemin auquel les ministres ont recours pour se servir des courriers que S. M. I. fournit si généreusement au public.

Je déclare, en outre, que lesdits chefs et commandans qui se saisiront de ces brigands, loin de les traiter comme prisonniers faits sur les différens corps des innocentes victimes de la séduction de la grande noblesse, en agiront avec eux comme avec les plus vils scélérats, que les lois de toutes les nations condamnent au dernier supplice; en un mot, à l'exemple du castellan de Cracovie, grand-général de la couronne, ils seront mis aux fers, et jugés avec toute la rigueur que méritent leurs forfaits. En foi de quoi j'ai signé la présente déclaration de ma propre main, et y ai fait apposer le sceau de mes armes, et ordonné à ma chancellerie de la faire imprimer, pour qu'elle parvienne à la connoissance du public.

Signé de Saldern.

N.o III.

Copie de la lettre de l'ambassadeur de Russie au grand-général de Lithuanie.

Rien au monde ne sauroit me toucher plus sensiblement que l'avis que je reçois de tous côtés, qu'un personnage respectable et que je chéris, se rend suspect du dessein de conspirer contre sa patrie, d'appuyer et d'accroître la discorde qui la ravage.

Est-il possible qu'un ami aussi digne de l'estime que je lui porte, ait pu se faire croire capable de tomber dans un pareil excès? Que dira toute l'Europe, qui vous connoît? Que pensera l'impératrice de Russie, qui vous a toujours distingué ? Mais il n'est plus temps aujourd'hui de dissimuler; il faut lever le masque, et voir si vous ne méditez pas de pernicieuses machinations, des desseins criminels, qui ne tendent qu'au malheur de la patrie.

Aussi j'exige de vous, au nom de ma souveraine, que sans délai vous ayez à paroître en cette résidence, afin que vous y appreniez de ma bouche les dispositions impartiales qu'entretient S. M. I. de Russie, pour le bien de la Pologne et le vôtre en particulier. Mais ce n'est point assez; j'exige, en son nom, que vous sépariez le corps de huit cents hommes que vous avez tirés des régimens Lithuaniens et assemblés à Chomsk, et que vous les renvoyiez à leurs quartiers par petits pelotons. Vous n'avez pas oublié que les officiers et soldats de ce corps ont été faits prisonniers par nos troupes, et renvoyés sous parole d'honneur. Les signatures de votre main me sont bien connues, et c'est sur quoi je me réglerai. Ne croyez pas que je me laisse abuser par ceux qui souscrivent au pillage.

Je saisirai de nouveaux moyens de tout autre nature, que votre conduite, malgré ma bonté, me forcera à mettre en usage. Ne vous imaginez pas qu'aucune considération puisse me détourner de la résolution que j'ai prise; je m'empresse, avec tout le zèle possible, conformément aux ordres de ma souveraine, à obtenir de la cour de Berlin qu'elle retire aussi le cordon de ses troupes. Ce prétexte n'a plus lieu, et vous ne pouvez m'en faire un sujet d'illusion pour retenir les troupes à Chomsk. C'est pour cette raison que je veux que toutes les forces militaires, conjointement avec le corps de Biélatz et de Korgeki, rentrent dans leurs anciens quartiers. Vous vous souvenez, sans doute, que vous avez promis au général Weymarn de tenir toujours le corps de Biélatz dans

le palatinat de Brzesc, en Lithuanie, et j'ai l'honneur de vous dire que ce général est obligé d'envoyer l'ordre à toutes les troupes impériales, dans le grand-duché, de traiter M. Biélatz comme ennemi, dès qu'il sortiroit de son poste.

Je pourrois finir ici ma lettre. L'ambassadeur de Russie n'ayant rien de plus à ajouter, expose la volonté de sa souveraine, et vous a déjà répondu; mais un ami, qui vous est véritablement dévoué, un homme affectionné, qui depuis plusieurs années vous est connu, et dont le cœur vous veut du bien, a encore deux mots à vous dire. Voulez-vous rester sourd à ma voix, moi qui désire passionnément de m'unir avec vous pour le bonheur et la prospérité de votre patrie, et qui tiens pour impossible que vous puissiez résister à la force de la vérité, que vous apprendrez par ma bouche ?

Mille fois des gens mal-intentionnés se sont ligués pour le malheur de leur patrie; faisons voir qu'il reste encore en Pologne des cœurs généreux, qui s'unissent pour son bonheur. N'êtes-vous pas assez honnête citoyen et bon Polonois pour acquérir cette réputation ? Je vous appelle, je vous exhorte, je vous excite à concourir à la prospérité de la patrie.

J'ai l'honneur d'être, etc.

N.o IV.

Réponse du grand-général de Lithuanie à l'ambassadeur de Russie, en date du 12 juin 1771.

J'ai reçu en-même-temps et la lettre de Votre Excellence et sa déclaration publique. La rigueur de celle-là et la douceur de celle-ci me font douter de la possibilité que ces deux écrits viennent d'une même plume. Je me crois assez Polonois, assez patriote et assez grand général pour avoir part à la déclaration qui a été faite à toute la nation; mais

je ne me sens point dans le cas de mériter les reproches et les menaces contenues dans la lettre d'un ministre, qui se dit mon ami. Il se peut que les circonstances obligent un ministre circonspect de prêter attention à tous les soupçons qui l'inquiètent; mais l'amitié ne lui permettra jamais de se laisser aller tout d'un coup à des violences sur un simple soupçon, destitué de toute preuve et de tout fondement. Aussi, Votre Excellence voudra bien que je prenne la chose de cette façon, que la lettre est écrite par le ministre, sans la participation de l'ami. Je le prie de réunir derechef ces deux caractères, pour réfléchir sur ma conduite, que je vais expliquer à l'ambassadeur comme à l'ami. Mon honneur n'a rien à appréhender du premier, ni à rougir devant le second.

Votre Excellence n'ignore pas que votre prédécesseur, le prince Volkonski, m'a obligé de poster le cordon, par des menaces à-peu-près de même nature que vous m'en faites à présent pour le lever. Si ce cordon, composé seulement de trois cents hommes, vous cause tant d'inquiétude, que seroit-ce si j'avois écouté ceux qui me pressoient d'y employer presque tous les régimens, et l'artillerie même? Je m'en rapporte à la commission de guerre, à qui il a plu de prêter attention aux continuelles sollicitations, en ordonnant ce petit cordon, et de me laisser le plein-pouvoir de l'augmenter en cas de nécessité. Je vous ai déjà exposé, dans ma première lettre, les raisons qui m'ont engagé à donner cet ordre à M. Bielatz. Ce ne fut pas mon projet; il n'y a pas eu d'instances de ma part; il n'y a eu que de l'indulgence. D'où vous est venu ce soupçon, dont vous me chargez si vivement, sans m'avoir prévenu que je suspendisse mon obéissance aux ordres qui me sont donnés? L'honneur attaché à ma charge, et la droiture de mes procédés, me garantissent, m'empêchent de me plaindre de ce manque de respect qui m'est dû. Je m'en rapporte à la commission de guerre pour ce qui regarde le renvoi des troupes dans

les quartiers ordinaires, et je ne doute pas qu'elle ne satisfasse Votre Excellence sur la levée du cordon, autant qu'elle a satisfait le prince Volkonski sur la demande de le poster. Au reste, les soldats qui composent ce cordon ne se montent qu'à trois cents hommes au-lieu de huit cents, dont Votre Excellence parle dans sa lettre ; et elle remarquera combien on grossit les choses qui peuvent lui inspirer de la méfiance. Pour ce qui est du pulk de Koricki, entièrement ruiné pendant le temps d'usurpation où il s'est trouvé assujetti, Votre Excellence ne s'opposera pas à ce qu'il reste auprès de moi pour me servir d'escorte et de garde; le grand-général de la république en est digne : les ordres qui n'auroient pour objet que des attentats, des projets criminels, des complots tendant aux malheurs et aux crimes, ne doivent pas s'exécuter. Voilà des forfaits que je ne connois que par les mouvemens d'indignation qu'ils me causent, et dont je ne devrois pas être soupçonné par un ministre, et moins encore par un ami.

Comme ministre, vous pouvez être mal informé sur mon sujet; comme ami, vous devriez me connoître assez pour me croire incapable de ces horreurs. Si j'ai pu mériter votre amitié, je suis persuadé que Votre Excellence m'a toujours connu de l'attention à remplir mes devoirs; et, comme ministre prudent, vous saurez qu'un grand-général de la république est obligé, par sa charge et par son serment, de s'abstenir, pendant un temps de trouble, de prendre parti ni de l'un ni de l'autre côté. Voilà la route que je suis, et voilà ce qui me met à l'abri des soupçons et des menaces.

La déclaration ministérielle a été faite par Votre Excellence, pour vous procurer la confiance de la nation en général : j'y attache la mienne en particulier; et, sous ces auspices, je me propose de rester tranquille dans mes terres, et d'observer une conduite qui m'exempte de tout soupçon et de menaces, en attendant qu'il plaise à la Providence de mettre fin aux malheurs de ma patrie. Voilà tout ce que le

grand-général, innocent, tranquille et discret, ose répondre à l'ambassadeur soupçonneux et menaçant. Permettez que l'amitié prenne à présent la parole. Je conjure l'ami d'inspirer à l'ambassadeur aigri une meilleure opinion de moi, de tranquilliser ses soupçons et sa fougue, en jugeant sur des apparences, et d'avertir l'ambassadeur, trop occupé d'affaires, de reprendre cette douceur qui fait tant d'honneur à son caractère, et qui lui attire la considération et l'attachement avec lequel je suis, etc.

N.o V.

Réplique de l'ambassadeur à la lettre du grand-général de Lithuanie, en date du 21 juin 1771.

Au moment que j'ai reçu votre lettre de Grodno, du 12 de ce mois, j'ai résolu de ne plus employer la raison avec celui qui n'en a pas. Je rougis d'être et de me nommer plus long-temps l'ami d'un homme qui n'en connoît pas le prix, et qui se joue légèrement d'une chose aussi sacrée que l'amitié; ç'en est fait, renoncez-y à jamais. L'ambassadeur vous réitère les ordres de sa souveraine, que vous veniez incessamment à Varsovie, si vous voulez être digne de sa protection; si vous voulez les mépriser, vous en ressentirez les effets, sans que j'aie besoin de vous menacer.

Signé DE SALDERN.

N.o VI.

La lettre d'Albuzchew portoit ces mots:

« Puisque vous êtes entouré de tous côtés, faites signer » un *revers* à vos troupes : si elles refusent, et si vous ne » retournez pas à Telechany désarmé, vous serez défait ».

Le *revers* dont on exigeoit la signature étoit ainsi conçu :

« Nous soussignés, nous obligeons et promettons solen- » nellement, au nom de tous les officiers et soldats de notre » régiment, sous parole d'honneur, que nous irons, avec

» notre régiment et nos compagnies, nous rendre dans nos » quartiers ordinaires; que nous y resterons tranquilles, et » conserverons une inviolable fidélité au roi notre maître; » que nous n'en sortirons jamais sans l'ordre de Sa Majesté, » et sans être *positivement assurés qu'on est préalablement* » *convenu de notre marche avec l'ambassadeur de Russie*. » Nous nous engageons et garantissons en-même-temps » que nous ne fournirons à personne de nos munitions de » guerre, moins encore aux révoltés usurpateurs du titre » de confédérés, sous peine de châtiment, et d'être regar- » dés comme complices de leur conduite criminelle ».

N.o VII.

En renvoyant les Russes, Oginski leur donna l'écrit suivant, signé de lui:

« Dites à votre ambassadeur qu'il ne doit accuser que ses » propres procédés du parti qu'ont pris les Lithuaniens de » défendre leur liberté les armes à la main; que les troupes » Russes ne sont pas invincibles; qu'elles ne doivent leurs » succès qu'aux intrigues qui, jusqu'à présent, ont divisé » les confédérés. Votre ministre vous trouvera sains et » saufs: on ne vous a ni mutilés, ni volés, ni traînés après » nos troupes, pour vous humilier par de mauvais trai- » temens; nous estimons votre personne et votre bravoure, » et nous vous forcerons à nous estimer à votre tour; nous » réprimerons les aventuriers qui prennent notre nom et » qui le déshonorent, et nous châtirons ceux qui ont re- » cours à la ruse indigne et méprisable de nous confondre » avec eux ».

Oginski eut, de plus, l'attention de pourvoir à tous leurs besoins; il leur donna une escorte, à qui il fut recommandé, sous les ordres les plus sévères, de les traiter avec beaucoup d'égards.

N.o VIII.

Oginski disoit dans son manifeste :

» Tant que j'ai pu être utile à ma nation, j'ai du-moins
» constamment refusé de lui nuire. Les violences furent
» enfin portées à un tel point, qu'on foula aux pieds les
» restes des prérogatives attachées à ma dignité. Ce ne fut
» point assez : une haine, que je ne méritois que par ma
» fidélité pour ma patrie, et une animosité personnelle dont
» le motif m'honore, allèrent jusqu'à défendre de suivre
» mes ordres. L'envie s'efforça de faire passer mon emploi
» en d'autres mains : on en est venu jusqu'à me persécuter.
» J'ai tout souffert, tant que j'y ai été seul intéressé.....
» Ce sont les Russes qui m'ont forcé de les combattre. Je
» devois tout sacrifier à ma patrie, et je n'ai pas balancé....
» Le droit de la nature, qui permet à chacun de défendre
» son honneur et sa vie, m'autorisoit à repousser ces inso-
» lences. Ce sera le droit écrit, le droit des nations et de
» ma patrie, qui réglera ma conduite à l'avenir. Le grand-
» général n'oubliera jamais qu'il est soumis aux ordres de
» la république, et il s'en souviendra pour les exécuter in-
» violablement. Mais où est-elle, cette république ? Elle est
» facile à distinguer. Elle se présente dans des villes dé-
» peuplées, des campagnes dévastées, des terres ravagées,
» des villages abandonnés ; partout, enfin, où la tyrannie
» a accablé le patriotisme, où la violence a foulé l'équité,
» où le fort a opprimé le foible. C'est vous, nobles con-
» fédérés, combattant sous les drapeaux de Krasinski, que
» je reconnois pour chefs de cette république et de la pa-
» trie : c'est d'après vos résolutions que j'agirai. Je ferai
» mon devoir essentiel de vous obéir en tout. Et vous,
» braves Lithuaniens, voyez si vous voulez rendre votre
» honte éclatante par une plus longue inaction ! C'est à
» présent que vous devez montrer que vous êtes les troupes

» de la république, qu'aucun intérêt particulier ne sauroit » vous diviser, et que, partout où il y a un Polonois, il y » a un défenseur de la religion et de la liberté ».

N.º IX.

La maison de Potocki avoit rempli les plus grandes charges de la république; et ce nom étoit beaucoup plus connu et considéré par les Turcs que celui de Krasinski. C'étoit à Potocki qu'ils remettoient les subsides, suivant l'état des troupes Polonoises réunies ou devant l'être à l'armée Turque. Ces subsides furent d'abord distribués avec égalité; mais lorsque la division eut commencé entre les deux chefs, Potocki n'observa plus, dans la distribution, d'autres règles que son caprice ou son animosité. Toujours injuste envers les amis de Krasinski, il ne récompensoit que ses propres confidens, et cherchoit, par toutes sortes de moyens, à s'attacher les troupes. Krasinski supporta long-temps ces procédés; mais enfin il éclata dans une querelle très-vive, quitta l'armée Turque, emmena avec lui une partie des troupes Polonoises. Potocki, qui l'avoit dénoncé et fait poursuivre, sortit aussi de Turquie peu après, le retrouva à Épéries, où la confédération générale leur envoya une députation, qui parvint à les réconcilier.

N.º X.

Réponse de l'impératrice-reine au roi de Pologne.

Vienne, 24 novembre 1771.

Monsieur mon frère, la lettre de Votre Majesté, datée du 6 de ce mois, que l'on vient de me remettre, par les détails que contient la relation qui y étoit jointe, a augmenté, s'il se peut, l'affliction et l'indignation qu'avoient excitées en moi les premières nouvelles qui nous étoient parvenues, de l'affreux attentat commis contre la personne de Votre Majesté, le 3 du courant. Indépendamment donc de l'horreur qui

est due à un crime aussi atroce, par le vif intérêt que je prends et que j'ai toujours pris à la personne de Votre Majesté, en apprenant avec bien de la satisfaction ce qu'elle me mande sur l'état actuel de sa santé, je sens redoubler en-même-temps en moi le désir de pouvoir lui donner des preuves de tous mes sentimens pour elle et pour sa patrie; et elle me rendra justice, si elle veut bien être persuadée, moyennant cela, que non-seulement je saisirai avec empressement l'instant auquel on me mettra dans le cas de pouvoir autant que je le voudrois, mais que je l'attends avec beaucoup d'impatience. A cet effet, j'ai offert encore tout récemment à S. M. l'impératrice de Russie de coopérer, si elle le désiroit, aux moyens de ramener, non-seulement la paix entre elle et la Porte, mais aussi d'assurer en-même-temps la tranquillité du règne de Votre Majesté, par le rétablissement solide de celle de son royaume. J'ai, moyennant cela, la satisfaction d'avoir prévenu les désirs de Votre Majesté à cet égard; et elle peut compter, dès à présent, qu'au cas que les réponses qu'à ce sujet j'attends actuellement de Pétersbourg, se trouvent être conformes à mes vœux, elle ne tardera pas à éprouver les effets de mes sentimens pour elle et pour son royaume. J'ai appris d'ailleurs, avec plaisir, que Votre Majesté étoit déterminée à nommer incessamment un ministre pour résider de sa part à ma cour. Je serai bien-aise de voir rétablir publiquement, par cette mission, la bonne intelligence et la correspondance immédiate avec Votre Majesté; et elle peut être assurée que je me ferai un plaisir de mettre son ministre dans le cas de pouvoir être constamment le témoin des sentimens d'estime et d'amitié avec lesquels je suis, Monsieur mon frère, de Votre Majesté, bonne sœur et voisine,

MARIE-THÉRÈSE.

N.o XI.

Réponse du roi de Prusse au roi de Pologne.

Monsieur mon frère, Votre Majesté n'a fait que rendre justice à mes sentimens, en pensant que je serois bien vivement affecté du danger dont elle a été menacée par l'horrible attentat formé le 3 de ce mois sur sa personne et sur sa vie. C'est avec les mouvemens de la plus grande indignation, que j'en ai appris la nouvelle. Un complot aussi criminel dans son objet que révoltant dans les circonstances inouies qui en ont accompagné l'exécution, couvre ceux qui en sont les auteurs et les complices d'un opprobre éternel. C'est la cause de tous les souverains; et l'inhumanité, la noirceur de ce procédé des confédérés, *mériteroient que toutes les puissances de l'Europe se concertassent pour tirer une vengeance éclatante du crime atroce dont ils se sont rendus coupables.* Si j'ai éprouvé à cette occasion quelque satisfaction, c'est en apprenant que les jours de Votre Majesté n'étoient plus en danger, et qu'elle étoit prête à se rétablir. Je me réjouis de pouvoir lui en faire mes sincères félicitations, et de lui renouveler, dans une conjoncture si intéressante, l'assurance des sentimens d'estime et d'amitié avec lesquels je suis, Monsieur mon frère, de Votre Majesté le bon frère,

FRÉDÉRIC.

N.o XII.

Lettre de Durand.

Vienne, 16 novembre 1771.

Le 11 de ce mois, nous avons appris la catastrophe du roi de Pologne. Le prince de Kaunitz en a parlé avec indignation. Je n'ai pas, de mon côté, prétendu justifier les excès commis sur la personne de Stanislas-Auguste; mais j'ai fait observer au ministre que si on avoit voulu assassiner

ce prince, les émissaires de Pulawski en avoient eu le temps; que s'ils n'avoient pas d'autre dessein que de le soustraire à une influence étrangère, et d'ôter à leurs adversaires tout le poids de l'autorité royale, les confédérés en avoient le droit; qu'ils agissoient, de plus, contre un souverain qui ne devoit son titre qu'à la violence, et qui avoit donné à Branéki l'ordre de leur faire la guerre, conjointement avec les Russes. J'ai conclu par dire que le sort du roi de Pologne, après une pareille conduite, se termineroit ou par une abdication ou par un assassinat, que tout le monde détesteroit, mais qui n'en auroit pas moins son exécution.

N.° XIII.

Lettre de Durand.

Vienne, 14 décembre 1771.

J'ai sondé le prince de Kaunitz sur ce qu'il pensoit de l'acte émané de la généralité pour satisfaire aux intentions de la cour de Vienne. Il m'a répondu, qu'après avoir mûrement examiné cette pièce, il en avoit trouvé la tournure très-adroite; qu'il en étoit content, et qu'il le manderoit au plus-tôt à M. Paç.

N.° XIV.

Lettre de Kaunitz à Paç.

Vienne, 16 décembre 1771.

Comme vous avez satisfait à ce que LL. MM. II. vous avoient témoigné désirer, elles me chargen de vous faire connoître qu'elles vous en savent gré, et que, dans tout ce qui pourra ne point être contraire au système de neutralité qu'elles ont adopté au sujet des dissensions de la Pologne, et sur lequel elles ne jugent pas encore à propos de changer de résolution, vous pouvez compter, vous, Monsieur, et tous vos concitoyens qui se conduisent en conséquence, de continuer à jouir des effets de leur bienveillance.....

HISTOIRE

DES TROIS DÉMEMBREMENS

DE LA POLOGNE.

LIVRE IV.

TROMPÉE dans les vastes projets qui avoient étonné l'Europe pendant le cours de 1770, Catherine n'avoit point renoncé à leur exécution. Au plan déjà formé, elle ajoutoit encore la conquête de la Crimée, et ne pouvoit se persuader que la fortune se refusât à faire réussir quelques-unes de ses entreprises. Indépendamment de la guerre qui continuoit en Pologne, et dont nous venons de voir qu'elle ne tira aucun avantage réel, six attaques différentes devoient encore, en 1771, porter la terreur dans l'empire Ottoman, qui ne pouvoit espérer de se défendre avec succès sur tous les points. Repnin étoit chargé de nettoyer entièrement la rive droite du Danube, et de poursuivre, jusque dans le centre des provinces Ottomanes, ce rassemblement sans ordre et sans discipline, que la Porte appeloit son armée. De nouveaux progrès devoient être tentés en Géorgie; et il devoit toujours en résulter, d'un côté de vives alarmes dans les pro-

vinces Asiatiques, de l'autre l'avantage d'habituer le foible souverain de Tiflis à se regarder comme le vassal de la Russie ; projet que Catherine a toujours eu, et que son fils a exécuté. Nous avons vu combien elle avoit prodigué d'encouragemens et de moyens à Alexis Orlof, pour que, s'il ne pouvoit s'établir dans la Méditerranée, il mît à contribution les îles les plus riches, et tînt les Dardanelles dans une perpétuelle inquiétude. Une flotte devoit se former sur les côtes Européennes de la mer Noire *, s'approcher de Constantinople, et y répandre la terreur et la famine, deux agens dont la force est incalculable sur une population immense, sans police et sans raison. Un des greniers qui fournit le plus à la consommation de Constantinople, l'Égypte, déjà en guerre ouverte avec les Turcs, devoit recevoir des secours suffisans, sinon pour la terminer avec un succès brillant, au-moins pour la prolonger sans désavantage. Enfin cette presqu'île célèbre, que la nature a destinée pour être la dominatrice de la mer Noire, la Crimée, foible patrimoine des descendans de ce Gengis-Khan, maître de la moitié de l'Asie et d'une partie de l'Europe, devoit être proclamée indépendante, c'est-à-dire, arrachée à la domination des Turcs pour passer sous celle de Pétersbourg. Tant de projets, qui devoient se développer à-la-fois, avoient exigé des dépenses

* Catherine tenoit encore à ce projet en 1772 ; et dans les instructions qu'elle donnoit à ce sujet le 8 février à l'amiral Knoules, elle disoit : *nous avons résolu d'aller chercher la paix au centre de la Turquie, de vaincre le divan dans Constantinople même.*

excessives; et cependant les moyens qu'on réunissoit ne répondoient pas encore à la grandeur du plan. Il est intéressant de voir quelles raisons diminuoient en effet des préparatifs, dont l'immensité étoit annoncée avec emphase, et comment le peu de succès de cinq de ces attaques a ramené Catherine à prendre en Pologne un dédommagement qu'elle s'étoit flattée de trouver ailleurs.

Ces raisons peuvent se réduire à quatre : 1.° l'épuisement de l'empire Russe; 2.° l'obligation de tenir en Pologne les meilleures troupes; 3.° l'émigration des Kalmoucks; 4.° l'audace et les succès de Pugatschef. Parcourons ces quatre articles qui, en général, donnent une idée assez juste de ce qu'étoient alors les ressources et les inconvéniens de l'empire Russe, et qui de plus nous feront connoître si, au commencement de 1771, il n'étoit pas dans le cas de chercher à concentrer et à mieux organiser ses forces plutôt que de les atténuer, en les répandant sur tant de points éloignés.

1.° J'ai parlé, dans l'*Esprit de l'Histoire* *, des quatre forces nécessaires pour constituer solidement la puissance d'un grand empire. C'est surtout sur l'empire Russe que me paroissent avoir leur application les principes que j'ai établis. Il avoit peu de numéraire, point d'autre alliance que la Prusse, un territoire immense, mais auquel la population n'étoit nullement proportionnée. Dans cette prodigieuse

* Lettre XCV.

réunion de tant de nations différentes de mœurs, de langage, de croyance, qui, depuis le règne de Pierre I.er, composent la monarchie Russe, la plupart des branches de l'administration ont pris rapidement les formes d'un empire civilisé, mais ont, en-même-temps, conservé toutes les irrégularités d'un État sauvage. Cet amalgame, qui, en politique, est inévitablement une source d'erreurs, en produit de graves et d'innombrables au milieu des désordres de la guerre : la Russie l'éprouvoit, surtout depuis trois ans. La composition de l'armée ne ressembloit en rien au tableau idéal qu'on en trouvoit dans les bureaux de la guerre: une cupidité publiquement avouée trafiquoit des forces de l'État; les recrues se faisoient avec peine dans les provinces dépeuplées; elles ne suffisoient pas pour maintenir au complet une armée diminuée journellement, moins encore par le fer de l'ennemi que par les maladies. L'art de soigner et de secourir l'humanité dans ses infirmités ou dans ses blessures, pratiqué à-peine dans quelques grandes villes de Russie, ne l'étoit point dans les provinces, et l'étoit mal dans les armées; et nous avons déjà remarqué quel ravage avoit fait cette contagion, dont on avoit d'abord nié l'existence, faute de pouvoir l'arrêter. Le mal qui avoit commencé à la fin de décembre 1770, fit de grands progrès au printemps: le gouverneur de Moscou demanda des ordres pour prendre les précautions les plus rigoureuses; il fut non-seulement refusé, mais réprimandé avec sévérité, comme ayant proposé des moyens propres à effrayer le peuple. Ce-

pendant ce peuple mouroit en foule. Les pestiférés, et ceux qui craignoient de le devenir, n'avoient de confiance que dans une image de la Vierge, autour de laquelle ils étoient toujours prosternés; et par là ils propageoient de plus en plus le mal, au-lieu de l'arrêter. L'archevêque voulut faire enlever l'image; et alors le peuple, cédant à la superstition et à la terreur, se porta aux plus violens excès : le prélat fut massacré, ainsi que quelques membres du sénat et de la noblesse. On s'en prit à eux de ce qu'avec plus de soins et de précautions, ils étoient moins atteints de la contagion. Tout ce qui tenoit à ces deux ordres s'éloigna de Moscou. La populace en démence força les asiles où le gouvernement faisoit soigner les pestiférés, immola à sa fureur les médecins ou chirurgiens qui s'y trouvèrent, et crut justifier ces excès, en publiant des faits affreux dont elle accusoit une administration vicieuse, et une police corrompue. Le gouverneur (Soltikof) ne se sentit pas la force d'opposer sa constance et son devoir à la révolte et à la peste : il abandonna honteusement la ville qui lui étoit confiée; comme s'il avoit voulu, par cette coupable lâcheté, rehausser le mérite et l'éclat du dévouement d'Orlof. Il faut l'avouer : cet Orlof, enivré à Pétersbourg de toutes les jouissances de la faveur, de l'amour et du pouvoir, fit en ce moment une action héroïque. Il exigea de l'impératrice de ne confier qu'à lui le soin de ramener dans Moscou l'ordre et la salubrité. Catherine frémit à la seule idée d'exposer son amant à ce double danger. Orlof insista, fut inébranlable

dans son projet, partit, au grand étonnement de toute la cour, laissa l'impératrice se livrer à une douleur qu'elle ne put cacher, parut dans Moscou, plutôt comme un génie bienfaisant que comme le dépositaire de la vengeance du souverain, prit des mesures qui atténuèrent la contagion, apaisa sans peine une révolte suscitée bien plus par le malheur irrité que provoquée par une préméditation séditieuse, mais trouva partout des preuves du mécontentement général, et ne put se dissimuler que si, au-lieu de menacer la noblesse, le peuple eût cherché à la mettre dans son parti, l'insurrection auroit eu les suites les plus graves*.

Les finances ne présentoient pas un tableau plus satisfaisant. Épuisées par des prodigalités fastueuses et inutiles, autant que par des dépenses devenues nécessaires, elles étoient au-dessous des besoins de l'État, au-dessus des moyens des contribuables. Au défaut de numéraire, on y avoit suppléé par un papier-monnoie; supplément qu'une sage liberté peut à-peine employer sans danger dans un État qui a, depuis long-temps, pour ressources son industrie, son agriculture et son commerce, mais qu'une autorité despotique n'emploie jamais impunément, surtout dans un État couvert encore de la rouille des peuples nomades, où l'agriculture est dans l'enfance, l'industrie inconnue, le commerce entre les mains des étrangers. Il falloit à la Russie une longue paix pour retremper et polir toutes les parties constitutives de l'État; et toute

* Lettres de Sabatier, des mois de septembre et d'octobre.

guerre, quelque heureuse qu'elle pût être, épuisoit ses forces, par cela même qu'elle l'empêchoit de se revivifier.

2.° Elle n'entretenoit guère en Pologne que vingt ou vingt-cinq mille hommes; mais il falloit les renouveler souvent; et c'étoit toujours l'élite de ses troupes. L'activité, la bravoure des confédérés tenoient leurs ennemis dans une surveillance perpétuelle. Nous venons de voir qu'au mois de novembre 1771, il ne restoit pas trois cents hommes dans Varsovie : la désertion étoit fréquente; et Catherine avoit été obligée de recourir au roi de Prusse, pour qu'il se chargeât de garder les postes intéressans que les confédérés n'occupoient pas encore, mais qu'ils pouvoient menacer d'un moment à l'autre.

3.° Il sembloit que le règne de Catherine dût être marqué par les événemens les plus extraordinaires; et c'en fut un en effet que le départ simultané de six cent mille Tartares, renouvelant, sur la fin du dix-huitième siècle, ces émigrations, dont on ne croyoit plus revoir d'exemples. Catherine fut humiliée d'en fournir un à l'histoire : c'étoit un contraste trop frappant avec cette félicité dont ses amis philosophes disoient que l'espèce humaine jouissoit sous son empire; et la retraite paisible d'un peuple pasteur indignement vexé, donnoit un démenti formel à toutes les louanges proclamées par la philanthropie. Nos lecteurs ne regretteront pas de trouver ici quelques détails sur cet événement inattendu, qui forma tout-à-coup dans l'empire Russe un vide de plus de quinze cents

werstes de longueur, entre Tsaricin et Astracan.

Ces Tartares, connus sous le nom de Kalmoucks, avoient formé originairement trois divisions principales. Soumis alors à la Chine, ils avoient été fréquemment en guerre, soit contre elle, soit contre eux-mêmes. Un de leurs khans, Amousanan, vaincu et poursuivi par les Chinois, s'étoit refugié à Tobolsk, en Sibérie, où il étoit mort vers 1757. Ces troubles, dont l'origine remontoit à plus de soixante ans, avoient, en 1696, déterminé un grand nombre de Kalmoucks des trois tribus à se réunir, à quitter un pays dévasté par les guerres continuelles, et à venir chercher un établissement vers l'extrémité orientale de l'empire Russe. Ils s'étoient fixés dans un vaste terrain, près de la mer Caspienne, entre le Jaïck et le Wolga. Les Chinois, d'après d'anciens traités, prétendirent que la Russie devoit leur rendre des sujets fugitifs, mais ne reçurent d'autre réponse, sinon que rien n'empêchoit un peuple errant de venir habiter des déserts; réponse que, soixante et quinze ans après, les Chinois devoient faire eux-mêmes avec avantage. La Russie accueillit ces hordes fugitives, et ne tarda pas à en retirer des services. Une autre nation Tartare, composée principalement des Lesghis, qui habitoit au-delà de Kislar, avide de pillage, faisoit, dans l'empire, des excursions fréquentes, et dépeuploit les frontières par la quantité d'esclaves qu'elle emmenoit. Les nouveaux Kalmoucks furent chargés de l'arrêter, et remplirent ce devoir, sinon avec un succès constant, au moins avec une fidélité qui ne se démentit pas. Le gouver-

nement sentit que cette défense perpétuelle lui étoit plus avantageuse qu'une contribution nécessairement modique et difficile à percevoir; et dirigé long-temps par ce sage principe, se contenta de prendre annuellement chez eux une certaine quantité d'hommes et de chevaux, pour sa cavalerie légère: mais dès qu'il dévia d'une règle dont jamais il n'auroit dû s'écarter, les vexations commencèrent, et la cupidité de ses agens multiplia les iniquités particulières, sous prétexte de rassembler les deniers publics. Les commandans Russes, et même les simples officiers s'accoutumèrent à croire que tout leur étoit permis, parce qu'ils étoient sûrs que tout seroit ignoré. Plusieurs chefs Kalmoucks furent traités avec indignité. Il fut établi comme maxime de l'État, qu'ils n'avoient pas le droit de réclamer contre l'injustice : toute plainte fut réputée crime. Enfin le khan Oubaché, témoin du malheur de sa nation, et malheureux lui-même par les excès auxquels se portoient envers lui l'orgueil et la rapacité de ses oppresseurs, qui lui avoient enlevé son propre fils, osa dresser un tableau de sa triste position, et voulut le faire parvenir à Pétersbourg; tout accès lui fut fermé : cette tentative aggrava son sort, et la vengeance vint encore ajouter à l'oppression.

C'est ici que commence un spectacle réellement intéressant. Cette peuplade nombreuse, qui, en se joignant aux Lesghis, pouvoit, surtout dans les circonstances où se trouvoit la Russie, lui donner les plus vives alarmes et exercer de terribles représailles, ne songe point à user de sa force. Elle étoit

venue chercher le repos : on le lui ôte ; elle se retire. Elle se retire sans se servir de ses armes, à moins qu'elle n'y soit forcée par la nécessité de se défendre, et de se procurer ce dont elle a besoin pour elle et ses nombreux troupeaux, en occupant un front d'environ cent lieues, pendant une route de près de douze cent lieues de long.

Les préparatifs de ce voyage se firent avec un secret qui en déroba la connoissance à la Russie. Un peuple nomade marche sans autre magasin que ses troupeaux, qui lui fournissent sa boisson et une partie de sa nourriture. Obligé de changer souvent de local pour se procurer des herbages, il peut, sans aucun soupçon, s'approcher des frontières, même les dépasser, avant de pouvoir être arrêté par les détachemens envoyés contre lui : c'est ce qui arriva. Ces préparatifs furent favorisés par les Cosaques du Jaïck, qui éprouvoient de la part des officiers Russes les mêmes vexations, et que nous allons voir ouvertement en insurrection sous Pugatschef. Du reste, cette émigration s'exécuta comme toutes celles des peuples du nord-est, avec cette différence cependant que les autres venoient en Europe pour envahir des royaumes, détruire et remplacer les habitans, et que celle-ci retournoit à sa première origine, se réunir à l'empire qu'elle avoit quitté à la fin du siècle précédent : en effet, tandis que toutes les émigrations connues s'étoient faites, du nord-est et de l'orient, en occident ou au midi, celle-ci est la seule qui rétrograde d'occident en orient.

Elle se partagea en plusieurs colonnes pour tenir une étendue de terrain suffisante à la nourriture des troupeaux; et les premières quittèrent le Volga le 16 décembre 1770. Ce prodigieux rassemblement d'hommes, de femmes et d'enfans, formé de plus de quatre-vingt mille familles, et traînant à sa suite une immense quantité de bestiaux, fut, après quelques jours de marche, vainement attaqué par les Russes, continua sa route, fut quelquefois obligé d'employer la force pour obtenir le passage, et, le 9 août 1771, parut dans le pays des Éleuths, aux frontières de la Chine, près du fleuve Obi. On peut calculer sa marche à environ cinq lieues par jour; diligence qui paroît presque incroyable, quand on songe à tout ce dont il étoit composé : il s'y trouvoit comme prisonniers une centaine de soldats Russes, ainsi qu'un officier appelé Dudun, qui les commandoit, et que l'on croit être François; étrange destinée de cet officier, d'être mené en Chine comme esclave d'un Kalmouck.

Oubaché, peu après avoir quitté le Volga, avoit donné, en Chine, avis de son voyage; et les précautions furent prises d'avance pour que l'arrivée de cette nombreuse peuplade ne fût signalée par aucun désordre.

L'empereur de la Chine fit élever des fortins et des redoutes dans les lieux les plus importans, garder exactement tous les passages, amasser les approvisionnemens nécessaires. Les Kalmoucks, reçus comme d'anciens sujets, trouvèrent, en arrivant, de

quoi se loger, se nourrir et s'habiller; ils étoient excédés de fatigues, et dans un extrême délabrement *. A chaque famille fut assigné un terrain convenable, tant pour les pâturages, que pour la culture, à laquelle on voulut qu'ils s'adonnassent; moyen doux et bienfaisant pour fixer un peuple et l'attacher au sol qu'il laboure. Oubaché parut à la cour et y fut reçu et traité avec honneur. Vingt mille autres familles Tartares qui, lors de la fuite d'Amousanan, l'avoient accompagné ou s'étoient dispersées le long des frontières de la Sibérie, suivirent l'exemple des Tartares du Volga, revinrent dans leur ancienne patrie; et le gouvernement de la Chine parut vraiment paternel, en accueillant des enfans prodigues, que de longs malheurs ramenoient enfin sur l'habitation de leurs ancêtres.

Catherine, en apprenant leur départ, entra dans une juste indignation contre les officiers Russes qui, à force de mauvais traitemens, les avoient poussés à cette extrémité; mais le mal étoit fait, et il n'étoit plus possible de l'arrêter. Dès qu'elle sut par où ils dirigeoient leur route, elle prit des mesures pour les réclamer à Pékin. L'empereur répondit que ces peu-

* Ils prirent leur route par le nord de la mer Caspienne : une partie longea les frontières de la Sibérie, pour gagner les bords fertiles de la rivière d'Irtisch; l'autre prit sa route plus au midi, près du pays des Usbecks, pour gagner ensuite celui des Éleuths, sans traverser les déserts de Kobi, où ils auroient manqué de subsistance.

Ils perdirent en chemin plus du tiers de leur population, par la fatigue, par les maladies et par les combats qu'ils furent souvent obligés de livrer, surtout aux Tartares vagabonds. Ils n'étoient que quatre cent mille hommes, en arrivant.

ples venoient reprendre leurs anciennes habitations ; qu'il ne pouvoit leur refuser un asile ; qu'au reste, si on vouloit savoir le motif de leur fuite, on n'avoit qu'à le demander à ceux qui avoient accablé d'outrages et d'injustices ces peuples, leurs chefs, et même leur khan. Catherine, sans espoir de les ramener, fut obligée d'employer quelques corps de troupes légères pour couvrir les frontières qu'ils venoient de quitter.

4.° Il étoit encore heureux pour elle que l'aventurier fameux qui lui donnoit alors tant d'inquiétude, n'eût pas su profiter du mécontentement des Kalmoucks. S'il avoit eu l'adresse de lier ses intérêts aux leurs, la partie orientale de l'empire se fût trouvée dans le plus grand danger. Cet aventurier étoit un Cosaque du Don, trop connu sous le nom de Pugatschef, qui commença par être un brigand, et dont l'audace bien dirigée auroit pu détrôner Catherine.

Nous allons donner d'abord un récit abrégé de ses principales actions jusqu'à sa mort, qui n'arriva qu'après la paix de Kainaragig, lorsque la fin de la guerre permit d'envoyer contre lui des forces plus nombreuses, et des troupes disciplinées. Examinant ensuite, avec quelque détail, et sa position, et ses ressources, et le mécontentement des peuples qui l'environnoient, nous ferons voir quelles terribles alarmes il devoit inspirer à l'impératrice, qui n'avouoit pas, mais qui connoissoit parfaitement tous les vices de son gouvernement. La mort de Pugatschef peut être regardée comme étrangère au démembrement de la

Pologne, puisqu'elle n'arriva que plus d'un an après; mais ce qu'il fit pendant trois ou quatre ans, et plus encore ce qu'il auroit pu faire, ayant eu une influence directe sur la guerre que nous racontons en ce moment, en a eu, par conséquent, une très-marquée sur le démembrement qui la termina, et, sous ce point-de-vue, fait partie nécessaire de notre narration.

Au commencement de son règne, Catherine établit à Pétersbourg une de ces sociétés économiques qui commençoient à faire du bruit en Europe; un des Orlof en fut nommé président. L'esprit philosophique universellement répandu, et auquel Catherine se livroit, au moins en apparence, parce qu'elle lui avoit confié le soin de sa renommée, se plaisoit surtout à agiter les questions qui tenoient aux grands mots de *nature* et d'*humanité*. Catherine, par une suite des sacrifices qu'elle étoit quelquefois obligée de faire à ses prôneurs, eut l'imprudence de laisser proposer pour prix la question suivante * : *est-il utile à la Russie de donner la liberté aux paysans ? et sous quelles conditions doit-elle les affranchir ?* Il suffit de connoître ce qu'étoit encore le paysan Russe, il y a cinquante ans, pour sentir combien cette question étoit prématurée. Ces hommes machines, qui avoient conservé toutes les habitudes de la barbarie, saisirent violemment l'espoir d'une liberté qu'ils ne connois-

* Le prix fut adjugé au discours d'un François, qui, en décidant que cet affranchissement seroit utile, avouoit cependant qu'il falloit prendre beaucoup de précautions pour le temps et le mode de l'affranchissement.

soient pas. De par la nature, ils étoient et se crurent en droit d'anticiper sur l'avenir : les insurrections devinrent plus fréquentes ; plusieurs gentilshommes furent massacrés ; et il fallut se hâter d'effrayer par des supplices ces misérables, que l'on avoit égarés avec le nom de liberté.

Pendant ce temps, le cosaque Pugatschef, après avoir été quelque temps soldat, déserta, entra dans une bande de voleurs, fut pris avec le chef, et mis aux fers à Casan. Enchaîné par la jambe avec un de ses complices, il trouva cependant le moyen de se sauver. Le souvenir du danger qu'il avoit couru, la crainte d'être repris, le forcèrent de se tenir caché près d'Orenbourg, et de se soustraire même aux regards du dernier des cosaques, avec une timidité qui fut remarquée. Ce qui n'étoit chez lui que l'effet naturel d'une juste frayeur, fut regardé comme une affectation ; et, tandis que tous les aventuriers s'élèvent à force d'audace, celui-ci ne dut ses premiers succès qu'à l'excès de la peur. La crédulité naturelle des cosaques leur persuada que ce fugitif si timide étoit l'empereur Pierre III, échappé à ses assassins ; un autre fugitif qui le voyoit quelquefois, accrédita cette erreur, en la confiant à quelques personnes comme une chose mystérieuse. Un rassemblement assez nombreux se forma autour de lui : l'amour du merveilleux lui donna des prosélytes. Toutes les troupes Russes avoient quitté les bords du Jaïck pour se rendre aux armées. Pugatschef exerça sans obstacle les plus grands ravages, et, profitant du mécontentement des paysans, se pro-

clama leur libérateur, prit hardiment le nom de Pierre III, et se forma avec eux une armée redoutable, au moins par le nombre : elle l'étoit en effet par les secours de tout genre qu'il trouvoit dans les campagnes. Il donna, par un édit, la liberté à tous les paysans ; et leur soulèvement fut subit dans un espace de plus de mille werstes, entre Orenbourg et Casan : bientôt la contagion s'étendit au-delà de cette dernière ville, et s'approcha de Moscou [1] ; partout où elle pénétroit, la noblesse fut poursuivie ou massacrée ; les enfans ne furent pas épargnés ; les femmes furent traitées avec indignité [2] : on vit dans un pays peu cultivé, et chez des peuples à moitié sauvages, ce dont, vingt ans après, *s'honora* un peuple civilisé sur un sol fertile et peuplé ; les châteaux incendiés et les propriétaires en fuite ou exterminés. Les plus horribles désordres se commirent avec impunité, et les brigands de Pugatschef eurent la gloire de devancer les fameux législateurs qui, dans un autre pays, quelques années plus tard, leur auroient accordé les *honneurs de la séance*. Le pays, ainsi dévasté, n'avoit pour défense que quelques soldats invalides qui furent dispersés ou qui se joignirent aux révoltés.

Pugatschef n'avoit en lui rien qui pût soutenir le rôle auquel la fortune sembloit l'appeler. Joignant

---

[1] La province de Niz-Novogorod, l'une des plus maltraitées, étoit limitrophe du gouvernement de Moscou.

[2] On compte plus de deux mille gentilshommes, femmes ou enfans, perdus, écrasés ou bizarrement suppliciés. (Lettre du résident de France.) L'abolition des corvées étoit promise à tous ceux qui prenoient part à ces exécutions.

le ridicule à l'atrocité, il avoit donné à ses principaux officiers le nom des ministres de Pétersbourg : ils étoient, ainsi que lui, sans moyens, sans conduite, débauchés, crapuleux, souvent ivres, plus avides de pillage que le dernier soldat; mais il commandoit une espèce d'hommes armés par l'enthousiasme, mais il avoit devant lui jusqu'à Moscou une population nombreuse qui, à son approche, se seroit déclarée pour lui[1] : la plus grande faute qu'il fit, fut de ne pas marcher droit sur cette ancienne capitale. Au-lieu de se porter sur Moscou, il alla faire le siège d'Orenbourg; il vouloit l'emporter de vive force : arrêté par le gouverneur, qui se défendit avec opiniâtreté, il fut contraint d'en former le blocus. Le général Carr[2] fut envoyé contre lui, et abandonné par ses troupes, qui se réunirent à l'ennemi. Galitzin, ayant eu la même commission, fut au moment d'éprouver le même sort : son courage en imposa à sa petite armée, prête à le quitter. Il attaqua Pugatschef et l'obligea de lever le siège d'Orenbourg. Un lieutenant-colonel,

[1] Un major, expédié pour apporter les détails d'un avantage remporté sur Pugatschef, dit à Catherine : *Votre Majesté est heureuse qu'il ne se soit pas jeté dans Moscou, qui fourmille de ses partisans.* Le prince de Volkonski, qui y commandoit, fut forcé de diviser ses troupes dans les quartiers, et de faire placer du canon pour intimider les habitans, impatiens de voir arriver, ou au moins de seconder Pugatschef. En trois ans de temps, on compta près de huit mille hommes sortis de Moscou pour se réunir à lui.

[2] Carr avoit été, en Pologne, un des plus fameux satellites de Repnin, et chargé, par lui, de garder Radzivill à Radom : il n'accepta qu'avec répugnance le commandement qu'on lui donna. On le rendit responsable du mauvais succès; et Catherine le déposa par un ukase infamant.

Michelson, fut chargé, avec quelques compagnies de grenadiers, de chercher et de détruire partout les hordes de paysans armés. Il leur livra dix-sept combats, dans lesquels il en détruisit plusieurs milliers; rigueur nécessaire peut-être, mais terrible, dans un pays où la population ne répondoit pas à l'étendue. Pugatschef se trouva à plusieurs de ces combats; mais, toujours monté sur des chevaux très-légers, favorisé dans sa retraite par les habitans de la campagne, averti par eux de toutes les dispositions de l'ennemi, toujours sûr de lui échapper, il passoit rapidement d'une horde à l'autre, ramassoit tout ce qu'il trouvoit sur sa route, commettoit, chemin faisant, de nouveaux désordres, et, au milieu même de ses défaites, osa se porter sur Casan. Il ne put s'emparer de la citadelle; mais il fut trois jours maître de la ville, pilla les maisons, les églises, fit pendre les gentilshommes qu'il y trouva, et finit par incendier la ville entière, qui, à l'exception du fort, n'offrit plus qu'un monceau de cendres. Attaqué sous les murs, il soutint un combat sanglant, et fut forcé de se retirer du côté de Saratof. Cette ville étoit le chef-lieu d'une colonie de cultivateurs étrangers. Quatre mille hommes prospéroient dans ce nouvel établissement, et vivifioient le désert que Catherine leur avoit concédé; ils n'avoient rien à démêler avec Pugatschef, qui, cependant, brûla leur ville, et, après avoir paru d'abord protéger les colons, les abandonna à la fureur de ses soldats. Ce fut alors que la paix étant faite avec la Turquie, Panin lui-même ar-

riva [1], avec des troupes réglées, dans les provinces que Pugatschef occupoit ou inquiétoit encore. Il publia contre ce scélérat redoutable un manifeste où, en promettant une récompense à celui qui le livreroit mort ou vif, il nommoit les nombreuses peuplades qui se joignoient à lui. En peu de temps, presque tous les principaux partisans de Pugatschef furent pris, et périrent dans les supplices. On craignit enfin qu'il ne trompât toutes les recherches; et il s'établit une négociation suivie avec les Cosaques du Jaïck, pour obtenir d'eux qu'ils le remissent entre les mains des Russes [2]. Les Cosaques, pour prix des services qu'on exigeoit d'eux, exigèrent aussi la confirmation de leurs privilèges [3], et le redressement de leurs griefs. Quant à lui, se méfiant peut-être de quelque trahison, il voulut gagner Astracan; mais poursuivi, même par

---

[1] Le général Bibikof l'avoit précédé, et avoit sous ses ordres jusqu'à dix-huit mille hommes. Ce fut là que, mourant empoisonné, il écrivit à l'impératrice une lettre, où l'on ne put distinguer que ces mots : *servir..... jusqu'à la mort..... famille.* Cette lettre, celle, moins lisible encore, qu'il écrivit à sa femme, et les détails de sa mort, répandirent dans Pétersbourg une terreur sombre; et les ordres les plus sévères furent donnés pour étouffer toute relation de cet événement.

[2] Le résident de France avoit déjà mandé à sa cour qu'il n'y auroit pas d'autre moyen de s'emparer de lui, et que ce seroit par là qu'il finiroit.

[3] Leurs principales plaintes portoient sur ce qu'on avoit enrégimenté comme troupes régulières les levées faites parmi eux; sur ce qu'on retenoit aux armées ces régimens depuis sept ans, tandis qu'aux termes de leur capitulation, chaque corps employé pendant la guerre, devoit être, à la fin d'une campagne, relevé par un autre qui lui succède. Ils déclarèrent ne plus vouloir souffrir la prodigalité avec laquelle on versoit leur sang dans toutes les guerres d'un em-

plusieurs des siens, sans secours, sans vivres, il fut trouvé dans un marais formé par le débordement du Volga, pris vivant, conduit à Casan par Suwarof, puis mené à Moscou, avec cinq de ses compagnons. Leur procès s'instruisit, et leur sentence de mort s'exécuta avec un grand appareil.

Dans le récit rapide que nous venons de faire, le lecteur aura déjà été frappé des moyens qui se présentoient de toutes parts autour de Pugatschef, et de l'emploi qu'en auroit fait un homme moins féroce et plus prudent. Les résidens de France à Pétersbourg et à Vienne, en étoient aussi frappés. Leur attention se porta, pendant plusieurs années, sur les plus petits détails : ils en rendoient un compte exact dans leurs dépêches; et c'est d'après elles, que nous avons rapporté les circonstances les plus intéressantes de ce récit.

1.° Les Cosaques du Don, parmi lesquels Pugatschef avoit pris naissance, de tout temps avoient donné de fortes inquiétudes à la Russie, et s'étoient prêtés à la séduction de tout imposteur qui prenoit un nom célèbre pour jouer un rôle. Chez eux s'étoient formées autrefois les révoltes des faux Démétrius, qu'ils avoient soutenus avec acharnement. En 1607, ils se forgèrent encore un autre fantôme de prince du sang des czars; et, réunis aux Cosaques de Twer, ils

---

pire auquel ils ne s'étoient donnés que sous des conditions non observées. A ces plaintes, ils en joignirent de personnelles contre Zachar Czernitcheff, et qui furent la cause ou le prétexte de sa disgrâce.

attaquèrent les nobles, dont ils exterminèrent un grand nombre. En 1666, Stenkorazin, Cosaque comme Pugatschef, à la tête d'une troupe de brigands, présenta un prétendu fils du czar, souleva toutes les contrées voisines, et ne fut, qu'avec bien de la peine, pris sur les bords du Don. En 1708, ces mêmes Cosaques se réunirent à ceux du Jaïck et du Téreck pour soutenir la révolte des Strélitz : c'étoit toujours parmi eux que se retiroient les esclaves Russes fugitifs, et beaucoup de déserteurs. On les faisoit habituellement observer par un corps nombreux de troupes. On prit la plus grande partie de ces troupes pour joindre à l'armée du Danube; et alors cette nation mécontente, souvent vexée par les officiers Russes, put se livrer à son ressentiment *.

2.° Elle le pouvoit d'autant plus, que toutes les peuplades soumises à la domination Russe avoient éprouvé les mêmes vexations, et n'en étoient pas moins indignées que les Cosaques. Les Tartares du Budziak, ceux du Bielgorod, qui, avant la prise de Bender, habitoient au-delà du Niester, transportés ensuite vers le Volga, étoient dans un état de guerre presque déclarée contre la Russie : ils ne cherchoient que l'occasion de se venger des cruautés exercées contre eux lors de leur transmigration, pendant laquelle ils avoient vu massacrer, sur de simples soup-

* On en vit une preuve en 1772. Son chef, Ixhraïmow traitoit avec celui du Jaïck; il fut surpris et arrêté. La confiscation de ses biens, malgré le pillage qui en fut fait par les officiers Russes, monta à plus de deux millions de roubles.

çons, six descendans des sultans Tartares, avec leurs femmes et leurs enfans. Les Tartares qui entouroient Casan n'étoient pas dans de meilleures dispositions. Les Baskirs, subjugués par la Russie, tandis qu'ils prétendoient n'être que sous sa protection, ne lui pardonnoient pas d'avoir élevé, pour les contenir, beaucoup de forts entre Orenbourg et Casan. Ils formoient une peuplade d'environ cent mille hommes; ils se souvenoient que leurs ancêtres avoient été les compagnons de Gengis-Khan, et leur fierté alimentoit encore leurs désirs de vengeance. Une partie de ces Baskirs s'étoit déjà déclarée pour Pugatschef[1], qui cherchoit à réunir aux Cosaques du Jaïck les Kirghis[2], peuple indépendant, dont la politique étoit de piller tantôt les frontières de la Chine, tantôt celles de la Russie. De grands mouvemens se faisoient déjà parmi eux; et Catherine, inquiète s'ils prendroient parti pour elle ou pour Pugatschef, leur avoit envoyé des émissaires secrets, chargés de sommes considérables, pour les déterminer en sa faveur. On avoit trouvé chez les Tartares de Casan des amas d'armes et de poudre; et le jeune Pulawski avoit séjourné chez eux avant d'aller joindre Pugatschef, et y

---

[1] Catherine, ignorant ou feignant d'ignorer qu'ils se fussent déclarés pour lui, avoit tenté de les engager à le lui livrer. Ce fut chez eux qu'il se retira, lorsqu'il fut forcé de lever le siége d'Orenbourg, et qu'il eut fait un désert des environs de cette place. Le prince de Tcherbatof voulant, en 1774, se saisir des principaux défilés du pays des Baskirs, fut repoussé, et mandoit à Pétersbourg qu'il avoit trouvé une résistance qu'on auroit peine à vaincre.

[2] Les Baskirs et les Kirghis, après la mort de Pugatschef, obtinrent une amnistie générale.

avoit eu des intelligences avec la femme du gouverneur Russe. Celles de ces peuplades, dans lesquelles on ne pouvoit pas observer un mécontentement aussi marqué, étoient, ainsi que toutes ces nations, trop avides de pillage, trop jalouses du reste de leur liberté, pour ne pas faire craindre qu'elles ne profitassent de toute occasion qui leur présentoit l'espoir de l'un et de l'autre ; et le résident François à Pétersbourg compte, dans une de ses dépêches, vingt-sept hordes ou peuplades soulevées contre la Russie ou n'attendant que le moment de se déclarer contre elle.

3.° Au danger qu'annonçoient les dispositions de presque tous les peuples qui formoient les frontières orientales de la Russie, il faut joindre celui qui se manifestoit dans l'intérieur, non-seulement par cette révolte de paysans dont nous avons déjà parlé, mais par le soulèvement qu'occasionnoit la fréquente levée des recrues, toujours plus nombreuses une année que l'autre, et cependant toujours insuffisantes. Dans plusieurs villages, à l'arrivée des recruteurs, tous les paysans en état de porter les armes se sauvoient dans les bois. La crainte d'être arrêtés, s'ils revenoient, les tenoit éloignés; et, réunis aux déserteurs qui s'y rendoient de tous côtés, ils formoient des bandes redoutables, dignes de grossir l'armée de Pugatschef. Enfin, Moscou, où l'impératrice savoit que son gouvernement n'étoit pas aimé, où étoit détenue la plus grande partie des prisonniers confédérés, où ces anciennes familles, jadis les premières de l'empire, aujourd'hui éloignées des grandes char-

ges, du service même, écrasées d'impositions, communiquoient leur mécontentement aux paysans, que la peste et les levées laissoient encore sur leurs terres, Moscou pouvoit croire ou feindre de croire la fable de Pierre III, *redivivus et ultor*[1], et seconder les progrès de l'imposteur, même en méprisant son imposture[2].

4.° Tant que cet imposteur n'avoit songé qu'à soulever quelques hordes de Tartares, il avoit pu se flatter de se donner auprès d'eux pour l'empereur Pierre, et croire que, pour soutenir l'illusion, il lui suffiroit de rendre son accès difficile, d'exiger, suivant l'usage ancien, qu'on se prosternât devant lui, et de donner sa main à baiser. Mais bientôt, dans ses manifestes, il parla du grand-duc; il annonça qu'il ne vouloit que le mettre sur le trône, puis se retirer et terminer sa vie dans un cloître; il lui faisoit prêter serment par tout ce qui l'entouroit, et publioit qu'il l'avoit fait redemander à la cour de Pétersbourg. En effet, deux lettres parvinrent jusque dans cette capitale; la première étoit adressée au grand-duc et au sénat : on y rappeloit comment Catherine étoit montée sur le trône, et tout ce qui avoit suivi cet événement; l'origine de la guerre; ses malheurs; la peste; la dépopulation; la ruine des

[1] Pugatschef fit frapper sur une monnoie l'effigie de Pierre III, avec cette légende.

[2] Plus de deux cents habitans de Moscou se concertèrent pour aller se réunir à Pugatschef; mais ils furent arrêtés, ramenés et rigoureusement punis.

provinces; les déprédations des tribunaux : cette lettre fut lue dans un comité secret du sénat [1]. Une autre, également forte, dirigée contre les désordres du gouvernement, fut trouvée sur l'autel de la principale église ; usage qui avoit long-temps subsisté en Russie. Le malheureux qui ne pouvoit obtenir justice, déposoit ses plaintes dans le sanctuaire de la Divinité ; et cet appel silencieux à la source de toute justice, étoit tout-à-la-fois un acte de respect et un acte respectable. En disant au souverain qu'il n'y avoit point sur la terre de force légitime à lui opposer, il lui rappeloit que lui-même dépendoit d'une force suprême, à laquelle il rendroit compte de ses injustices. Catherine vit avec peine renouveler des souvenirs qu'elle cherchoit vainement à effacer : son visage annonçoit souvent à quel point elle en étoit affectée ; et, plus d'une fois, elle laissa échapper dans son intérieur des indices d'humeur et d'inquiétude qui ne lui étoient pas ordinaires. Elle fit distribuer, dans Pétersbourg, des cartouches à la garnison [2] ; elle réitéra la défense de s'entretenir de ce qui regardoit le gouvernement ; et, par une contradiction qui peut donner une idée du trouble où elle étoit [3],

[1] Elle lui avoit été envoyée par Catherine. Le sénat répondit par des protestations de zèle et de fidélité.

[2] Catherine n'étoit pas même tranquille sur sa garde, dont plusieurs soldats désertèrent pour aller joindre Pugatschef. Un d'eux, d'une naissance au-dessus du commun, laissa, en partant, un écrit, dans lequel il déclaroit qu'il alloit trouver son véritable maître, et que toute la garde en feroit autant, si elle le pouvoit.

[3] Elle avoit d'abord plaisanté avec Voltaire sur *les oisifs*, *très-*

elle publia un ukase pour prévenir le public contre l'imposture de Pugatschef, et livra, par conséquent, à la discussion de la société, ce dont elle auroit voulu qu'on ne parlât pas. Enfin elle crut, à force de précautions, parvenir à empêcher que le grand-duc n'eût connoissance du serment qui avoit été prêté en sa faveur. C'étoit surtout dans Moscou qu'elle craignoit le premier effet des succès de Pugatschef : elle y avoit fait transporter en toute hâte, sur des traîneaux, quatre régimens d'infanterie, trois cents hommes d'artillerie; et un régiment de hussards, cantonné à une grande distance, s'y étoit rendu en sept jours, achetant sur la route des chevaux pour remplacer ceux qui ne pouvoient soutenir cette marche forcée.

5.° Ces moyens auroient été insuffisans, si Pugatschef avoit su profiter de tous les siens. Plus de quarante mille hommes étoient à sa disposition ; on ne savoit pas jusqu'où ce nombre pouvoit s'accroître, au milieu de tant de peuples disposés à se joindre à lui. Il donnoit une paie double aux déserteurs des régimens envoyés contre lui. Tous ceux qui l'auroient suivi jusqu'à la fin, ne devoient jamais être assujettis qu'à des impôts très-modiques. On ne savoit pas comment il se procuroit du numéraire; mais il payoit en monnoie Turque* ou en ducats de Hollande. Il avoit

---

occupés d'un voleur de grand chemin, qui, pour effrayer les paysans, prend tantôt le nom de Pierre III, tantôt.... Mais, dans d'autres lettres de 1773, elle en parloit bien différemment, et notamment dans une du 24 août, où elle dit : *Pugatschef m'a donné du fil à retordre cette année.*

* En sultanins, estimés dix francs de France, en karagroucks,

fait partir deux agens, pour s'entendre avec les Tartares du Casan, avec ordre de pénétrer, s'ils le pouvoient, jusqu'à Constantinople; et, pendant ce temps, il occupoit, ou par lui-même, ou par les nations dont il pouvoit disposer, l'immense terrain qui est entre Tobolsk et Casan, et répartissoit entre ses troupes près de cent pièces de canon dont il s'étoit emparé.

6.° Malgré les nombreuses fautes commises par un homme incapable de mettre à profit tout ce que la fortune faisoit pour lui, il causoit journellement à la Russie des pertes irréparables. Outre les revenus qu'elle tiroit de ses mines, et qu'il intercepta dans beaucoup d'endroits, particulièrement en Sibérie, dans d'autres il enleva tous les ouvriers [1] ou détruisit et combla les mines mêmes. Six des principales mines de la couronne, soit de fer, soit de cuivre, furent mises par lui dans un état qui ne permettoit pas de les rétablir de long-temps : celles des particuliers ne furent pas mieux traitées; et des haras entiers furent enlevés en présence des propriétaires, réduits à l'impossibilité de se défendre [2].

Carr, envoyé d'abord contre lui avec un foible corps de quatorze cents hommes, en avoit vu sept cents déserter à l'ennemi, quoiqu'il eût fait pendre

estimés huit francs, et en abras, estimés quatorze sous. (*Lettre de Sabatier.*)

[1] Celles du comte de Streganof furent entièrement dégradées. Le comte de Schuwalof perdit dans les siennes plus de cent mille roubles.

[2] Le haras du comte de Soltikof fut enlevé en entier : il y avoit plus de cinq cents chevaux.

deux brigadiers arrêtés dans leur désertion *. On avoit été obligé d'envoyer des corps plus nombreux : ils avoient été portés jusqu'à quatorze mille hommes. On tira trois régimens de Sibérie, tant pour marcher contre lui que pour couvrir les environs d'Ekaterinbourg, et on en tira trois autres de Pologne; ce qui peut faire juger de l'épuisement de l'armée, qu'on affoiblissoit dans un pays ennemi, où elle avoit peine à se soutenir. La belle défense du commandant d'Orenbourg avoit été très-utile; elle avoit prouvé en-même-temps ce qu'il devoit craindre des dispositions des habitans, dont il s'étoit vu forcé de faire pendre un grand nombre, qui lui avoient encloué plus de soixante pièces de canon. Dans plusieurs parties de l'empire, il falloit poursuivre avec la même sévérité les partisans de Pugatschef; mais la quantité d'exécutions répandoit la terreur parmi le peuple, et annonçoit celle du gouvernement : cette guerre enfin se faisoit de part et d'autre avec un acharnement qui tenoit de la férocité. Les soldats Russes avoient l'ordre de ne pas faire de quartier aux rebelles; et ceux-ci faisoient souffrir à leurs prisonniers des tourmens affreux.

Cet homme, que le hasard sembloit avoir jeté sur

* Un major Russe osa dire à Michelson que ses grenadiers ne marcheroient pas contre leur empereur : Michelson lui cassa la tête d'un coup de pistolet. Quelques jours auparavant, quatre officiers avoient déserté avec quarante soldats; neuf avoient été repris et roués. Aussi, quand on annonçoit à Pugatschef que de nouveaux régimens marchoient contre lui : *bon*, disoit-il, *la moitié me servira à battre l'autre.*

un vaste théâtre, joignoit à beaucoup de bravoure des talens militaires qu'on n'auroit pas attendus de lui. Galitzin fut étonné des dispositions qu'il lui vit faire en plusieurs occasions, notamment lorsqu'il voulut secourir Orenbourg. Pugatschef avoit détaché neuf mille hommes de l'armée qui faisoit le siége, et les avoit distribués dans des lignes très-fortes. Attaqué par Galitzin, il opposa long-temps la plus vigoureuse résistance; et, contraint de se retirer, il ne put être poursuivi : sa troupe se divisa tout-à-coup et disparut, ainsi que son chef. Il avoit établi parmi ses soldats une sorte de discipline solidaire : ils étoient partagés par dizaines, et chacun de ceux qui composoient une dizaine étoit responsable des délits commis par un d'eux. Ils étoient bien payés; il leur donnoit cinq roubles par mois, c'est-à-dire, à-peu-près le double de la paye des Russes : mais, dans son armée et dans tout le pays qu'il occupoit, l'eau-de-vie se vendoit pour son compte; ce qui lui faisoit rentrer la majeure partie de l'argent qu'il distribuoit. Il avoit établi dans ses finances tout l'ordre que sa position pouvoit comporter : il lui manqua, heureusement pour Catherine, l'esprit de conduite qui lui auroit donné une force réelle. En secondant la fureur des paysans contre la noblesse, il éloigna de lui cet ordre entier, dans lequel il y avoit un grand nombre de mécontens. Le jeune Pulawski, que le désir de venger sa patrie avoit amené auprès de lui, le quitta avec horreur, quand il vit la cruauté dont il usoit envers les nobles. Pugatschef sentit alors

le tort qu'il avoit eu : il crut le réparer, en publiant un nouveau manifeste, dans lequel il dit qu'il suivoit toujours son dessein de rendre la liberté à la nation; mais qu'après avoir détruit les priviléges de la noblesse, il s'étoit aperçu que le peuple n'en étoit que plus malheureux; qu'il vouloit affranchir en même-temps les différens ordres de l'État, chasser l'usurpatrice, et couronner son fils. Il étoit trop tard pour changer de langage; et l'auteur de tant de malheurs ne pouvoit inspirer de confiance, en parlant d'humanité.

Il perdit de même l'avantage de ses prétendues dispositions en faveur du grand-duc, par la ridicule absurdité de se donner pour Pierre III; et cependant nous venons de voir dans quelle inquiétude étoit Catherine. Le résident de France mandoit à cette époque : « personne ne paroît s'occuper du grand-» duc. Si l'impératrice n'est pas aimée, il faut que » son fils soit peu estimé; car, malgré l'indisposition » générale que l'on remarque contre la mère, on » ne vante point les qualités du fils. Il paroît qu'on » en espère peu; et c'est peut-être une des causes qui » s'opposent à une révolution, ou qui la retardent ».

En fondant ses espérances sur ce retard, ou même sur cette opposition, Catherine n'en ressentoit pas moins les gênes de tout genre que faisoient naître de pareilles circonstances; il lui étoit impossible de regarder sur la carte les contrées sur lesquelles s'étendoient ses vastes projets, sans rencontrer en-même-temps toutes celles où tant d'obstacles devoient en

arrêter l'exécution ; et quand elle auroit voulu se dissimuler à elle-même tous ces obstacles, ils lui étoient fréquemment rappelés par la généreuse véracité de quelques officiers-généraux, et notamment de Romanzoff, qui se plaignoit de ce qu'elle vouloit qu'il pénétrât jusqu'à Constantinople avec une armée incomplète, mal payée, sans discipline, sans magasins, et diminuée tous les jours par la désertion et les maladies. Commencée sous de tels auspices, la campagne de 1771 ne présentoit pas un succès capable de contre-balancer les désordres intérieurs de l'empire. Au-dehors, rien n'étoit encore arrêté entre les trois cours sur le démembrement de la Pologne; et si les Turcs reprenoient l'avantage, si même ils n'avoient pas de revers décisifs, chacune d'elles pouvoit d'autant plus revenir à un plan moins inique, que les deux impératrices étoient, par des motifs différens, personnellement opposées au démembrement.

Mais, chez les Turcs, l'affoiblissement général de ce qui constitue un État, surtout dans la partie militaire *, ne présentoit aux observateurs que la déca-

* Ce qui manquoit aux Turcs, c'étoit la volonté de s'instruire, c'étoit d'en sentir la nécessité. Le baron de Tott étoit venu à bout d'obtenir l'établissement d'une école d'artillerie: il trouvoit parmi les jeunes élèves intelligence et activité ; mais le nombre des élèves n'augmentoit pas. L'ambassadeur François mandoit, dans l'hiver de 1771 : « Tott est parvenu à faire tirer trois coups par minute; l'acclamation a été générale, » et l'école reste déserte. Il paroît constant qu'il y aura au moins de » prêtes, pour la campagne prochaine, cent cinquante pièces de canon, » entre quatre et huit livres de balles, montées sur des affûts à notre » manière, et par conséquent aussi aisées à conduire qu'à servir.

dence d'un empire dont les ressources s'évanouissoient tous les jours; et, pour chercher en lui la possibilité de se défendre dans la campagne qui alloit s'ouvrir, il falloit moins calculer la force des moyens qui pouvoient lui rester encore, que la foiblesse d'un ennemi qui vouloit outre-passer les siens.

Cette foiblesse fut bien évidente dans l'Archipel, où la flotte Russe ne fit, en 1771, aucune tentative importante, quoiqu'elle eût été destinée à exécuter les plus grands projets. Au mois d'avril, elle consistoit en huit vaisseaux de guerre, six frégates et vingt-quatre gros bâtimens de transport, presque tous Anglois, dix-huit bâtimens Ragusains, un grand nombre de petits bâtimens Grecs, et six mille hommes de troupes réglées. Ces bâtimens Grecs n'étoient, pour la plupart, que des corsaires, à qui on vendoit le droit de porter le pavillon Russe. Très-bons pour tout ce qui tenoit à une guerre de pirates, ils ne convenoient point pour une grande expédition; ils l'auroient plutôt évitée; aussi ne furent-ils que de véritables forbans qui infestèrent l'Archipel, et contre lesquels Orlof fut quelquefois obligé de prendre des précautions. Trois cents Albanois désertèrent l'escadre Russe pour se joindre à quelques-uns de ces forbans, s'empa-

» Le grand-seigneur a été lui-même en public voir une épreuve des » canons et des canonniers, et a témoigné la plus vive satisfaction » de la célérité avec laquelle les pièces ont été servies; mais Tott » n'a pas paru devant lui, soit que Sa Hautesse n'ait pas voulu se » mettre dans le cas de distinguer si publiquement un chrétien, soit » qu'il ne fallût s'en prendre qu'à la jalousie des ministres Otto» mans ».

sèrent de deux bâtimens de transport, désolèrent plusieurs îles, en y paroissant sous pavillon Russe; et Orlof finit par envoyer partout l'ordre de faire main-basse sur eux[1]. L'expérience de l'année précédente lui avoit appris combien peu il falloit compter sur les Grecs. Il chercha cependant à en attirer un grand nombre dans l'île de Paros (où il avoit leur rendez-vous), en leur présentant l'aspect d'une solde considérable[2]; mais il n'avoit plus le secours des officiers de la marine Angloise qui l'avoient conduit dans sa première expédition. Sa dureté, son orgueilleuse présomption, éloignoient de lui les principaux chefs de son escadre[3]; il étoit réduit à lui-même; et Orlof, réduit à lui-même, n'étoit plus qu'un homme fort ordinaire, à qui la nature avoit donné une grande force physique, et refusé toute énergie morale. Incapable de former un grand projet, il l'étoit encore plus de l'exécuter personnellement avec vigueur. « Jamais, mandoit le résident de France[4], aucun » homme n'a été vu à son bord. Il parle de gloire; » mais toutes les fois qu'il a été question d'attaquer, » il a toujours eu de bonnes raisons pour ne pas se

[1] Lettre du ministre François à Constantinople, du 3 décembre 1771.

[2] Il avoit fait répandre des billets sur toutes les côtes, et promettoit aux patrons qui lui amèneroient des Grecs, un sequin Vénitien par chaque homme.

[3] Il étoit en rupture ouverte avec Spiritof, à qui il avoit apporté l'ordre de Saint-André, ordre de faveur, tandis que lui s'étoit fait nommer grand'croix de l'ordre militaire de Saint-Georges, comme pour s'attribuer le succès de 1770.

[4] Lettre de Constantinople, 3 août 1771.

» trouver au combat ; il n'a eu aucune part à celui de
» Tchesmé, et quitta le vaisseau amiral pour monter
» sur des frégates, qui ne virent que de loin l'incendie
» de la flotte Turque. A l'expédition de Ténédos, il
» abandonna l'île à la première nouvelle du débar-
» quement des Turcs. » Il joignoit à cela une profonde ignorance sur la position géographique de différentes îles de l'Archipel, spécialement celles de la mer de Marmara, dont les ports lui eussent offert un asile en cas d'accident.

La disette d'argent se fit aussi sentir. Il avoit, au nom de l'impératrice, ouvert des emprunts à Gènes et à Venise ; mais, soit que la sagacité de ces deux villes commerçantes eût découvert la pénurie des finances Russes, soit qu'elles sentissent qu'il seroit impolitique à elles d'aider une puissance redoutable à s'emparer de Constantinople, les deux emprunts manquèrent ; et Orlof, après avoir menacé Candie et la Morée, finit par faire une tentative sur Lemnos, et par s'approcher inutilement des Dardanelles.

Tott et l'ambassadeur François* faisoient à Constantinople ce qui étoit en leur pouvoir pour mettre les Dardanelles à l'abri d'une attaque. Tout ce qu'ils disoient à ce sujet, étoit regardé comme l'effet d'une terreur exagérée ; et, cependant, il n'y avoit pas en tout deux mille hommes pour la défense des côtes et des batteries : encore le capitan-pacha n'étoit-il pas maître de cette troupe peu disciplinée,

* Saint-Priest.

et les châteaux n'étoient-ils gardés que par des gens du pays, qui demandoient souvent sans succès les munitions nécessaires. Un officier François envoyé par l'ambassadeur en fit des reproches au pacha; celui-ci, pour toute réponse, le pria de n'en point parler[1]. Moldosangi (c'étoit le nom de ce pacha) craignoit que ses rapports ne fussent en contradiction ouverte avec ceux de l'ambassadeur de France : il eut l'audace d'écrire à Constantinople, « que le grand-» seigneur pouvoit être tranquille; que tous les vais-» seaux de l'Europe se réuniroient en vain, et ne » réussiroient jamais à pénétrer dans le canal ». *Ce langage fanfaron ne manque jamais d'être cru ici au pied de la lettre,* dit l'ambassadeur, qui, dans une autre dépêche, ajoute : *je ne cesse de recommander la vigilance sur le point des Dardanelles, mais sans l'espérance d'améliorer beaucoup les défenses actuelles. Les Turcs n'en savent pas, et ne veulent pas en savoir davantage, et on ne peut établir aucune assurance, qu'une tentative des Russes ne réussiroit pas, c'est-à-dire, que le sort de ce grand empire dépend d'un coup de vent, et nous sommes dans cette situation depuis quinze mois*[2].

Ce fut contre de tels ennemis, dont la présomption étoit égale à la nullité, que vinrent échouer les grands projets d'Orlof; ou plutôt, ce fut contre eux

[1] C'est à quoi l'officier se refusa.

[2] Lettre de l'ambassadeur François, 26 octobre 1771.

que n'osa pas même se présenter cet homme qui devoit signer la paix sous les murs du sérail [1]. Après avoir perdu quelques bâtimens devant Lemnos et Négrepont, mais surtout après avoir perdu du temps, il voulut s'approcher des Dardanelles ; contrarié par les vents, il ne put même menacer qu'un des châteaux ; et le 3 novembre, il reprit la route de l'Archipel avec toute sa flotte, composée alors de soixante-six voiles [2]. Peu de jours après, il perdit une frégate de 36 canons, qui échoua. Avant qu'on en eût retiré tout l'équipage, les Turcs vinrent y mettre le feu, et emmenèrent en esclavage le capitaine et vingt hommes qui y restoient encore. Un vaisseau de 60 canons eut le même sort ; l'équipage fut sauvé ; mais le corps du bâtiment fut incendié à la vue d'Orlof, qui ne fit ou ne put faire aucune tentative pour le sauver.

Pendant que sa présomptueuse ignorance terminoit si honteusement, dans l'Archipel, une campagne inutile et ruineuse, la politique Russe ne tiroit pas un meilleur parti des troubles qu'elle avoit suscités en Égypte et en Syrie. Quelque affoiblie que fût, dans ces contrées, la puissance Ottomane, les progrès des pachas ou des beys révoltés étoient peu sensibles. Le

[1] A la fin de la campagne précédente, Catherine avoit plusieurs fois parlé, non-seulement à ses ministres, mais à tous ceux qui l'approchoient, comme si elle eût, d'un moment à l'autre, attendu la nouvelle du traité signé par Orlof à Constantinople. Les plus modérés disoient modestement qu'il se feroit dans l'Archipel, mais à bord du vaisseau amiral.

[2] Lettre de Constantinople, 18 novembre 1771.

plus grand tort qu'ils firent à Constantinople[1], fut de prohiber rigoureusement tout chargement de riz et de bled pour cette capitale; et du reste, la guerre qui se fit dans ces provinces, n'eut pour résultat que du sang répandu, des cruautés et des vengeances inouïes, exercées réciproquement, et la dévastation d'un beau pays. Ceux qui avoient compté sur de puissans secours de la part de la Russie durent apprécier alors, à leur juste valeur, ces perfides espérances données par une puissance étrangère, qui, loin de pouvoir diriger leur insurrection, n'avoit même pas de quoi la solder. Le peu de part qu'Orlof y prit[2], feroit croire qu'il auroit eu des ordres secrets d'abandonner ces malheureuses provinces à elles-mêmes. La Porte en triompha sans peine, et Ali-Bey paya de sa vie la révolte dans laquelle sa crédule ambition l'avoit entraîné.

Les premiers succès obtenus en Géorgie, n'eurent pas une issue plus heureuse. Totleben, qui, dans la campagne précédente, avoit eu plus de succès que de revers, ne put rester en Arménie. Son armée, considérablement diminuée, ne recevoit aucun renfort. Les secours qu'il avoit trouvés d'abord dans l'intérieur du pays, non-seulement lui furent retirés; mais il compta bientôt au nombre de ses ennemis plusieurs

[1] La ville ne dut ses approvisionnemens qu'aux vaisseaux François, qui, malgré les pirates Grecs et les corsaires Russes, ne cessèrent d'y maintenir l'abondance.

[2] Ce ne fut qu'au mois d'avril 1772, que cinq bâtimens Russes portèrent en Égypte de foibles secours, qui se bornèrent à quelques munitions de guerre.

princes qui d'abord s'étoient armés pour lui : il fut obligé de faire une retraite difficile et qui lui fit perdre le fruit de ses premiers avantages. Catherine, aimant mieux imputer ces revers aux fautes de son général, qu'au peu de moyens qu'elle lui avoit fournis, le rappela, et le remplaça par Suchotin, qui ne fut ni plus habile ni plus heureux. Elle auroit dû s'attendre à l'inutilité de tant d'efforts coûteux et lointains, si elle avoit voulu s'avouer à elle-même quelle en étoit la cause. Tottleben, avec une petite armée, aidé de Géorgiens crédules ou mécontens, répandant beaucoup de promesses et un peu d'argent, avoit pu pénétrer dans ces provinces Asiatiques; mais les moyens qui l'y avoient conduit, usés lorsqu'il y entra, ne suffisoient plus pour l'y maintenir : il lui en falloit plus, à mesure qu'il s'étendoit; et Catherine ne lui en envoyoit aucun : il ne recevoit ni hommes ni argent; nouvelle preuve que ces expéditions ruineuses avoient été calculées, bien plus sur le fol orgueil d'étonner, en les entreprenant, que sur l'espoir raisonné d'avoir la possibilité de les faire réussir.

Les mêmes motifs retenoient dans l'inaction, ou plutôt sur les chantiers la flotte qui devoit sortir des embouchures du Danube avec vingt-cinq mille hommes de débarquement, et attaquer Constantinople avec celle d'Orlof. Dès la fin de 1770, Catherine avoit envoyé à Romanzoff des ordres pour la coupe des bois, et la construction des navires : toute l'année 1771 se passa, sans que ces ordres fussent exécutés; à peine avoit-on commencé à travailler au mois de mars 1772. Cathe-

rine l'avouoit à regret à l'amiral Knoules *. Mais telle étoit l'ignorance ou l'incurie de ceux à qui elle confioit cependant des opérations si intéressantes, que, si on avoit suivi ces premiers plans de construction, on eût fait une dépense et un ouvrage inutiles. Romanzoff et Knoules éclaircirent ce qui, depuis long-temps, auroit dû être connu à Pétersbourg ; l'amiral mandoit à l'impératrice : « je viens d'examiner la carte du Da-
» nube que M. de Romanzoff a fait lever ; elle est
» très-exacte, et m'a fait connoître des obstacles
» insurmontables à la construction de grands vais-
» seaux sur le Danube : j'ai été instruit par-là de la vraie
» raison pourquoi les Turcs n'y ont jamais construit.
» L'embouchure de la rivière est sujette à changer et
» être bouchée par des bancs de sable, aux moindres
» vents qui viennent de l'est ; et alors un bateau
» qui tire deux pieds d'eau peut à-peine y passer ;
» en sorte que les vaisseaux qu'on se propose de bâtir
» sont au moins exposés à attendre plusieurs mois,
» avant de sortir de la rivière ».

Il la détrompa également sur l'emploi qu'elle comptoit faire des vaisseaux pris sur les Turcs dans la mer Noire. « Je suis fâché, lui répondoit-elle, d'appren-
» dre que, malgré tout l'étalage qu'on m'en a fait,
» vous n'ayez trouvé qu'un seul de ces vaisseaux en

---

* « Je n'ai appris qu'avec regret que mes ordres envoyés au ma-
» réchal de Romanzoff, pour la coupe des bois et la construction
» des navires, il y a plus d'un an, ayent été si mal exécutés, et que
» cet ouvrage n'ait été commencé que depuis peu ». (Lettre de Catherine à l'amiral, du 26 mars 1772.)

» état de naviguer sur la mer Noire, et que les autres
» ne sont bons que pour aller d'un bord à l'autre,
» ou pour empêcher l'entrée du fleuve [1] ».

Enfin, cette expédition exigeoit une nombreuse artillerie pour garnir les bâtimens, grands ou petits, que l'on comptoit employer, et l'on ne trouva pas en état la vingtième partie des canons dont on avoit besoin.

A la vue de tant d'obstacles, l'amiral et le commandant des troupes de terre reconnurent l'inutilité de toute tentative, et ne firent même aucun préparatif. Cependant, à tout événement, l'ambassadeur de France, qui instruisoit exactement la Porte, avoit obtenu d'elle que sa flotille et deux vaisseaux de guerre restassent en observation à Oczakow, et qu'on envoyât en outre deux frégates en croisière : mais Catherine n'oublia point un projet dont elle ne vouloit pas s'avouer l'impossibilité ; et nous la verrons, pendant l'armistice de 1772, reprendre ce même projet, et donner en conséquence de nouvelles instructions à l'amiral Knoules.

C'étoit en Crimée, que la puissance Ottomane devoit faire une perte irréparable, et que Catherine devoit préparer l'événement le plus brillant de son règne, la réunion de cette presqu'île à son empire.

Elle entretenoit, depuis long-temps, des intelligences avec les Tartares [2] ; elle profitoit de quelques

---

[1] Lettre de Catherine à l'amiral, du 17 juin 1770.

[2] Après la conquête de la Crimée, Panin en parla très-ouvertement à Pétersbourg.

mécontentemens que leur avoit donnés la Porte, pour les séduire par la promesse et la garantie de leur indépendance. La crédulité des uns s'étoit enthousiasmée de ce mot, la cupidité des autres avoit cédé à des moyens de corruption, peu coûteux pour la Russie; et d'ailleurs l'obéissance des Tartares pour leurs chefs est telle, qu'en s'attachant un petit nombre de ceux-ci, on est sûr d'avoir un grand parti dans la nation. Catherine n'en eût-elle mis que quelques-uns dans ses intérêts, étoit dès lors assurée de les avoir affoiblis tous en les divisant; et lorsque, pendant les dix années qui suivirent l'envahissement de la Crimée, on vit les longs et constans efforts de la majorité des Tartares pour reprendre leur alliance avec les Turcs (efforts, dont l'insouciance Ottomane a seule empêché le succès), les horribles cruautés exercées contre la nation, pour lui faire goûter sa prétendue indépendance, le massacre de plus de trente mille hommes, punis pour n'avoir pas adopté une liberté qu'on les forçoit d'accepter sous peine de mort, alors il fut évident que la nation entière avoit été, en 1771, d'abord séduite, puis vendue par quelques traîtres.

Quelque mystère que les agens Russes missent dans cette séduction, elle ne put échapper à la pénétration des ministres François. Sabatier, dont l'exacte surveillance suivoit avec sagacité tous les projets de Pétersbourg, avertit l'ambassadeur de France à Constantinople, et lui envoya un Mémoire que celui-ci remit à la Porte. Ce Mémoire annonçoit que la Russie n'auroit qu'une armée d'observation en Moldavie,

que tous ses efforts se porteroient sur la Crimée, dont la conquête étoit regardée comme sûre, qu'on cherchoit à s'attacher les Tartares et qu'on étoit décidé à ne traiter de la paix que sur le pied de leur indépendance. Cette communication fut faite au commencement de janvier 1771. Un mois après[1], Tott, qui avoit examiné par lui-même toute la Crimée, donna un autre Mémoire sur la nécessité de réparer les lignes d'Orkapi, de mettre en état de défense le passage que les Russes avoient forcé en 1736, de fortifier la ville d'Arabat, ainsi que la partie septentrionale de la langue de terre qui sépare des Palus-Méotides un vaste marais, nommé la mer Putride, d'approvisionner la place d'Iéni-Kalé, enfin de prendre toutes les précautions qu'exigeoient les circonstances.

A toutes les instances de la France, la Porte opposoit une apathique sécurité[2] : elle croyoit bien au projet d'attaque sur la Crimée; mais elle croyoit encore plus à l'impossibilité du succès. « Tous les Tartares, disoit-elle, sont très-unis; les Tartares Russes » ont proposé de se joindre à leurs frères Musulmans.

---

[1] Il faut remarquer qu'à cette époque, Tott, ainsi que les ministres et résidens François, agissoient encore d'après les instructions de Choiseul, qui, pour sauver la Pologne, cherchoit à arrêter partout l'extension de la puissance Russe. 14 février 1771.

[2] Dans l'automne de 1771, l'ambassadeur de France mandoit qu'on voyoit encore sur le port, à Constantinople, les canons qui avoient dû être envoyés pour la défense de la Crimée; et ce ne fut que le 2 juin, que l'on demanda à Tott quelques éclaircissemens sur le Mémoire qu'il avoit donné le 14 février.

» Pour prouver leur sincérité, ils ont fait une irrup-
» tion sur le territoire Russe. Une tribu entière de la
» Basse-Arabie, appelée du Diedsan, a refusé de se
» soumettre aux Russes, a demandé et a obtenu asile
» en Crimée ». Et quand on objectoit à la Porte que cette demande étoit une perfidie de la part des chefs de la tribu, elle répondoit que l'union étoit parfaite entre les anciens Tartares et les nouveaux réfugiés, et que le nouveau khan étoit par eux tous attendu avec empressement.

Ce nouveau khan étoit Sélim-Guéray, qui avoit déjà rempli cette dignité *, mais avoit été déposé : par un jeu de la fortune assez singulier, il remplaçoit alors celui qui lui avoit succédé. Autant, pendant son premier règne, il avoit manifesté des intentions pacifiques, autant, dès qu'il eût fait son entrée à Constantinople (10 novembre 1770), il insista sur la nécessité de la guerre. Il pressa son départ pour la Crimée, et y arriva au commencement de mars, c'est-à-dire, près de quatre mois avant les Russes; temps plus que suffisant pour se préparer à une vigoureuse défense, s'il eût trouvé plus de moyens et moins d'obstacles: son arrivée n'en fut pas un des moindres. Il trouva un concurrent redoutable dans celui qui, sans avoir à la Porte le titre de khan, en exerçoit en Crimée toute l'autorité. Tant que Schaïn-Guéray (c'est le nom de

* Cette dignité, qui lui donnoit le titre de frère cadet du grand-seigneur, lui donnoit aussi un droit éventuel au trône Ottoman, en cas d'extinction de la maison régnante. Sélim avoit des biens immenses, tant dans la Turquie que dans l'Archipel.

ce concurrent) ne voyoit pas arriver un nouveau khan, il conservoit l'espoir de se faire nommer à Constantinople : l'arrivée de Sélim renversa toutes ses espérances. Peu nous importe de savoir s'il étoit de la race royale des Guéray, issue de Gengis-Khan. Sa famille, depuis long-temps puissante et riche, avoit tenté plusieurs fois de supplanter la maison régnante, et, n'ayant jamais trouvé d'appui à Constantinople, étoit disposée à écouter les insinuations de la Russie: elle avoit en ce moment pour elle une nombreuse tribu des Nogais, les Nédischkoules, qui prirent les armes en faveur de Schaîn; et à l'approche de l'armée Russe, les Tartares se trouvèrent divisés entre eux, et mal secourus, pour ne pas dire abandonnés par les Turcs.

La Porte envoya en Crimée Abassy, pacha à trois queues, qui, l'année précédente, avoit eu un commandement dans l'armée, et s'y étoit distingué. On lui donna six mille Arabes, outre les troupes Ottomanes qu'il devoit trouver dans la presqu'île; mais la conduite qu'il tint, ne répondit point aux espérances qu'on avoit conçues : elle ne peut s'expliquer qu'en supposant, ou qu'il étoit d'avance vendu aux Russes, ou qu'il n'avoit pris sur sa flotte toutes ses richesses, sa garde et sa maison, que dans l'intention de se retirer, comme en effet il le tenta, dans quelque province Ottomane, et de s'y ériger une souveraineté indépendante. Nous allons le voir arriver sur les côtes de Crimée, y rester long-temps sans débarquer ses troupes, et, après en avoir mis une partie à terre près

de Cafa, se rembarquer avec précipitation aux premières nouvelles de l'attaque de l'ennemi.

Cette attaque fut l'opération la mieux combinée que les Russes firent dans cette guerre; le succès dut être jugé d'avance : c'étoit l'ouvrage, non du prince Dolgorouki, au nom de qui tout se faisoit, mais de Baüer, dont le prince avoit l'ordre exprès de suivre strictement les décisions. L'armée Russe, partagée en trois corps, devoit attaquer sur trois points. Le corps principal, commandé par Dolgorouki, étoit chargé de forcer les lignes de Précop; un autre, sous le commandement de Tcherbatof, devoit s'avancer par Iénitchi, et pénétrer dans la Crimée par la langue de terre qui la sépare des Palus-Méotides; un troïsième devoit s'embarquer à Azof, pour tomber sur Iéni-kalé. Le tout s'exécuta avec un accord parfait.

La division de Dolgorouki vint camper, le 20 juin, à une demi-lieue des lignes de Précop, où le nouveau khan s'étoit déjà rendu, et où il trouva beaucoup de Tartares et un petit nombre de Turcs. Dolgorouki resta trois jours dans son camp, en attendant des nouvelles de Tcherbatof. La première faute de l'ennemi fut de ne pas l'attaquer, et de le laisser faire tranquillement toutes ses dispositions *. Le troisième jour, on fut informé que la flotte étoit partie d'Azof,

* Le second jour, il y eut, à la vérité, une sortie de trois mille Tartares; mais elle avoit été provoquée par quelques détachemens de Cosaques, qui s'étoient approchés pour reconnoître les lignes de plus près : les Tartares les firent reculer jusqu'au camp, et se retirèrent après avoir essuyé trois décharges à mitraille.

et que Tcherbatof avoit construit un pont vis-à-vis d'Iénitchi. Cette nouvelle parvint jusqu'à Sélim-Guéray ; mais au-lieu de le décider à prévenir l'ennemi par une vive attaque, elle l'épouvanta au point qu'il ne songea qu'à faire retirer promptement dans les montagnes les femmes, les enfans et les troupeaux.

Les lignes avoient cependant été réparées, les fossés avoient été creusés et se trouvèrent beaucoup plus profonds que les Russes ne l'avoient cru ; mais, la mer se retirant journellement, il étoit devenu plus facile de les tourner et de les prendre à revers : ce qui fut exécuté la nuit du 24 au 25. La perte des Russes fut peu considérable, malgré tout ce qu'ils éprouvèrent, soit dans le bras de mer qu'il fallut traverser, soit dans les fossés, où il fallut suppléer par des bayonnettes, des cordes, des chevaux de frise, aux échelles qui étoient trop courtes. Dès que les Turcs et les Tartares s'aperçurent que les lignes étoient tournées, ils se retirèrent, ou plutôt ils fuirent dans le plus grand désordre. Sept cents janissaires tinrent ferme pendant quelque temps dans la forteresse de Précop, et ne capitulèrent que lorsqu'ils se virent entourés par l'armée victorieuse. Maîtresse de Précop, cette armée s'avança alors sur trois colonnes : l'une prit le chemin de Backséray, la seconde celui de Koslov, la troisième celui de Karasou.

Le même jour, Tcherbatof avoit heureusement forcé le passage d'Iénitchi, marchoit sur Arabat, et s'en emparoit le 27, pendant que la flotte parois-

soit à la vue d'Iénikalé. Le vieux séraskier Ibrahim, qui commandoit dans la place et sur toute la côte, demandoit vainement du secours à Abassy. Effrayé ou corrompu, ce pacha feignit de débarquer quelques compagnies; mais, dès le lendemain, il les fit revenir à bord, retourna à Cafa, et, voyant arriver les Russes, fit voile pour Sinope, où il laissa son escadre. Quant à lui, il gagnoit les montagnes avec sa suite et ses richesses, lorsqu'il fut massacré par des émissaires du grand-seigneur, qui portèrent sa tête à Constantinople: juste punition de sa lâcheté ou de sa perfidie, mais qui ne rachetoit pas l'irrémédiable perte de la Crimée.

La garnison Turque avoit évacué Koslov. Le corps Russe qui marchoit sur Backséray fut inquiété, les premiers jours, par quelques détachemens Tartares; mais les Tartares n'étoient pas assez unis pour opposer au vainqueur une longue résistance. Dès le premier juillet, on vit arriver des députés, envoyés, non par le khan, mais par une partie de la nation. Ils demandèrent à Dolgorouki de ne pas avancer plus loin dans les terres, tant pour éviter la dévastation du pays, que pour rassurer la nation, facile à s'effrayer sur les projets de la Russie : ils consentoient avec plaisir à ce que les troupes Russes occupassent Préeop; ils se soumettoient à la protection de l'impératrice, aux mêmes conditions auxquelles ils avoient reconnu celle de la Porte. Ils devoient proposer au khan d'accéder à ce traité, et demandoient qu'en cas de refus de sa part, il leur fût permis d'en élire un parmi les principaux membres de la noblesse. Dolgorouki leur

répondit que leur propre salut, et les ordres positifs de l'impératrice, exigeoient qu'il s'avançât avec son armée pour chasser les Turcs de toutes les places qu'ils occupoient; qu'il alloit donner les ordres les plus précis pour que ses troupes n'endommageassent aucune propriété; que sa souveraine demandoit aux Tartares amitié et non soumission; qu'elle ne vouloit que les affranchir de toute domination étrangère, et les rendre maîtres de leur pays; qu'il ne seroit apporté aucun changement, ni dans les lois, ni dans les coutumes, ni dans le gouvernement; que si le khan actuel ne vouloit pas reconnoître sa protection, ils étoient libres d'en élire un autre; mais qu'elle s'en réservoit la confirmation.

Du reste, il fit, devant eux, exécuter à ses troupes les manœuvres les plus propres à les présenter comme beaucoup plus nombreuses qu'elles n'étoient; et tous les mouvemens d'un corps, même à demi discipliné, étoient bons pour effrayer ces hordes, qui n'avoient aucune idée de tactique. Il les congédia, en leur disant qu'ils eussent à décider promptement s'ils aimoient mieux conserver leurs propriétés, leurs enfans, leur liberté, que de le mettre dans la nécessité de les exterminer.

Les députés, en se retirant, l'assurèrent qu'ils consentoient à tout; qu'ils ne doutoient pas que la nation n'y consentît aussi; qu'elle étoit présentement réfugiée des deux côtés des montagnes; qu'ils alloient solliciter la confirmation du traité, et qu'ils espéroient la rapporter dans trois jours.

Dolgorouki profita de ce moment pour marcher sur Cafa, afin de prouver aux Tartares qu'il n'en vouloit qu'aux Turcs. Il éprouva une assez vive résistance dans le camp retranché qui étoit en avant de la ville; mais ce camp ayant été forcé, ainsi que le faubourg, le séraskier demanda à capituler.

Cependant, les députés Tartares avoient peine à obtenir le consentement qu'ils avoient promis de rapporter. Sélim-Guéray y étoit très-opposé, et avoit déjà rassemblé un corps de douze à quinze mille hommes; mais, à la nouvelle de la prise de Cafa et du départ précipité d'Abassy, la plus grande partie de ce corps se dispersa. Les Tartares, convaincus qu'ils n'avoient plus aucun secours à attendre des Turcs, souscrivirent au traité tel qu'il leur étoit proposé. Dolgorouki, qui vouloit donner à ce traité toutes les formes d'une alliance parfaitement libre, fit publier que, pendant un mois, ceux qui vouloient quitter la Crimée, pourroient sortir et emporter leurs effets*. Le khan, près de qui il fit faire quelques tentatives pour l'engager à rester, en acceptant le traité, répondit qu'il ne sanctionneroit jamais l'asservissement de sa nation, partit avec toute sa famille, et s'embarqua pour Constantinople, où il arriva vers le milieu d'août. Il sembloit n'être venu passer quatre mois dans la presqu'île, que pour rendre lui-même témoignage de la négligence, de la lâcheté, de la mauvaise foi avec laquelle les Turcs l'avoient

* Lettre de Constantinople, 3 août 1771.

abandonné : il accusa vivement Abassy, dont bientôt il apprit la triste fin, et la tribu de Nédischkoules, comme ayant été d'intelligence avec les Russes ; il justifia les autres tribus Tartares sur le parti qu'elles avoient été obligées de prendre, d'après la nullité des secours que la Porte leur avoit envoyés.

Son évasion retardoit et auroit pu empêcher la conclusion définitive du traité, auquel la totalité de la nation ne consentoit pas ; et cet obstacle ne pouvoit être levé que par la nomination d'un nouveau khan : ce fut le parti que l'on prit. Dolgorouki, et ceux des Tartares qui lui étoient dévoués, firent élire ce Schaïn-Guéray, dont nous venons de parler. En cette qualité, il signa le traité, sans demander de nouvelles conditions, et envoya à Pétersbourg une députation, à la tête de laquelle étoit son frère.

Les premières nouvelles de la victoire de Précop arrivèrent à Pétersbourg le 7 juillet : des nouvelles subséquentes apprirent bientôt la prise de toutes les places évacuées par les Turcs ; enfin. Dolgorouki le fils apporta le traité signé par le nouveau khan, et annonça les députés qui venoient en demander la ratification. Catherine fut encore plus flattée de la conquête de la Crimée, qu'elle ne l'avoit été de la victoire de Tchesmé ; elle fixoit déjà, dans un avenir peu éloigné, l'époque où elle ôteroit aux Tartares cette apparente indépendance *qu'elle s'honoroit*, disoit-elle, *de leur avoir procurée*. Sa fierté, tout-à-la-fois adroite et majestueuse, se développa surtout dans les conversations qu'elle eut à ce sujet avec les ministres

étrangers, et notamment avec Lobkowitz Après lui avoir donné les plus petits détails sur l'intrépidité de ses troupes dans les différentes attaques [1], elle affecta de lui répéter qu'elle regardoit comme l'événement le plus glorieux de son règne d'avoir conquis, pour une nation opprimée, l'indépendance qui assuroit sa liberté. Assurément, ces mots ne pouvoient tromper personne; mais, dans cet événement, chacun voyoit, ainsi qu'elle, la garantie des succès de ses projets, et la certitude de faire retomber un jour sur les Tartares les humiliations dont ils avoient autrefois accablé le trône des czars; aussi, lorsque la députation arriva [2], Catherine voulut-elle lui en imposer par l'appareil le plus fastueux qu'elle eût encore déployé. Les députés furent reçus dans une audience publique. L'impératrice, assise sur un trône élevé, couverte de pierreries, entourée d'une cour superbement parée, ayant à sa droite, sur une table, la couronne, le sceptre et le globe, joignant à l'ascendant de la majesté les charmes de la figure, accueillit avec une expression pleine de bonté ces simples nomades, s'empressa de leur remettre sa ratification, et, après les avoir attérés par sa

---

[1] Dans une lettre, qu'elle écrivoit à Voltaire, le 17 juillet 1771, on peut voir avec quelle complaisance elle raconte cette conquête, et l'importance qu'elle y attachoit. En général, si l'on veut avoir une juste idée du prix que Frédéric et Catherine mettoient à caresser le parti qui dominoit alors dans la littérature, il faut voir leur correspondance avec Voltaire ou Dalembert, notamment depuis la fin de 1770 jusqu'à la fin de 1771.

[2] A la tête de la députation étoit le kalga, frère du nouveau khan.

magnificence, parut encore les écraser par ses bienfaits.

Plusieurs tribus Tartares refusoient cependant d'accéder au traité, et découvroient des vérités effrayantes sous les vaines promesses auxquelles elles n'ajoutoient point foi; il sembloit qu'elles prévissent le sort affreux qui leur étoit réservé quatre ou cinq ans plus tard*. Elles se retirèrent dans les parties les moins accessibles des montagnes, et firent secrètement avertir la Porte de leurs dispositions. La Porte pouvoit en profiter d'autant plus aisément pour réparer ses fautes, que Dolgorouki, après avoir achevé ses conquêtes, ne laissa que huit mille hommes dispersés dans les villes maritimes; mais les Tartares demandoient qu'on leur donnât pour khan Bulchti-Guéray, fils du célèbre Krim-Guéray, et qu'on leur envoyât des troupes Turques. Des conseils ineptes ou perfides détournèrent le grand-seigneur de nommer Bulchti-Guéray, et lui persuadèrent, au-lieu d'envoyer ses troupes, de faire insurger les Tartares répandus entre la Russie

* Dès 1773, elles purent juger des véritables intentions de l'impératrice. Le kalga leur reporta la demande formelle d'un corps de dix mille Tartares pour faire la guerre en Suède : on ne répondit à cette demande que par un refus, en annonçant qu'on étoit prêt à tout plutôt que d'y souscrire. En 1774 (lettre du 25 janvier), les Russes étoient si détestés en Crimée, que les Tartares ne perdoient aucune occasion de les surprendre, et de faire main-basse sur eux; de sorte qu'aucun Russe n'osoit se montrer hors des villes de leur garnison, qu'avec une escorte de Cosaques. En 1777, les Tartares, poussés à bout, massacrèrent deux régimens Russes. Il arriva de Pétersbourg l'ordre de passer au fil de l'épée tout ce qu'on pourroit atteindre; il y eut plus de quarante mille victimes de tout âge et de tout sexe : les autres se réfugièrent en Asie; et en 1783, il ne restoit pas en Crimée seize mille Tartares.

et la mer Caspienne, et de les conduire en Crimée par le Kuban, en passant le détroit de Taman. L'ambassadeur François combattit ces foibles conseils, et empêcha qu'ils ne prévalussent; mais ils firent perdre un temps précieux. Le résident de France à Vienne eut enfin la satisfaction d'annoncer à Kaunitz que Bulchti-Guéray étoit nommé, et que la Porte devoit lui donner une nombreuse armée. Sous les formes d'une toute-puissance absolue, il n'y a point de souverain plus mal obéi que le grand-seigneur: le rassemblement de l'armée fut long et incomplet, son arrivée très-tardive; et, quand elle obtint ses premiers succès sur les côtes de Crimée, l'indépendance des Tartares, et par conséquent la perte de la presqu'île, étoient reconnues par la paix de Kainaragig.

Aux grands avantages que Catherine retira de la conquête de la Crimée, Dolgorouki en ajouta un dont elle dût être très-flattée, et dont elle fit donner avis dans toutes les cours. Outre dix mille sujets Russes qu'il trouva en Crimée réduits en esclavage, et à qui il rendit la liberté, il étendit la même faveur sur tous les Européens qu'il trouva soumis au même sort; et Catherine, proclamée, par les écrivains du temps, comme la libératrice de la Tauride, le fut encore, avec plus de vérité, comme la divinité tutélaire qui brisoit les fers d'un grand nombre d'esclaves chrétiens.

Si elle eût fait sur le Danube les mêmes efforts qu'elle faisoit en Crimée, elle réduisoit en Europe l'empire Ottoman aux dernières extrémités; mais le retard et la foiblesse de ses opérations sur les deux

rives de ce fleuve, malgré les désordres, la révolte, et enfin la dispersion des armées Ottomanes, sont une nouvelle preuve de ce que nous avons dit, au commencement de ce Livre, sur l'état d'épuisement où se trouvoit alors la Russie.

Nous allons indiquer rapidement quelle étoit, dans l'hiver de 1771, la position des deux puissances sur le Danube; après quoi, le récit de leurs revers ou de leurs succès mutuels nous ramènera aux négociations de paix, auxquelles le lecteur se rappellera que l'Autriche ne mit plus d'obstacles, dès qu'elle eut obtenu ce qu'elle demandoit pour la Moldavie et la Valachie.

Le prince que la Porte avoit rétabli dans cette dernière province, lui étoit resté fidèle; mais les Russes s'y étant fort étendus à la fin de la dernière campagne, il avoit été obligé d'évacuer Bukarest, de se retirer dans un mauvais château sur les bords du Danube, qu'il fut pareillement contraint de quitter pour remonter jusqu'auprès de Vidin, à l'extrémité occidentale de la Valachie. Les Turcs avoient cependant encore conservé quelques postes sur la rive gauche du Danube; mais ces postes étoient presque tous sans autre défense que les troupes qui les gardoient. Telle étoit, entr'autres, la petite ville de Giurgevo, réduite à quelques maisons, et où dix mille Turcs étoient barraqués avec trois mille Tartares.

En descendant le fleuve vers la Moldavie, on trouvoit sur la rive droite, à Babadag, le grand-visir et le khan des Tartares, maîtres du poste d'Isaktcha, sur l'autre rive. Ce visir étoit Sélictar-Méhémet, qui ve-

noit de remplacer Halil. On le regardoit comme un homme qui joignoit à un grand courage des connoissances dans l'art militaire. Il avoit amené avec lui des troupes composées de Bosniaques et d'Albanois; elles étoient les plus belles de l'empire, et avoient déjà servi sous ses ordres. En arrivant, il remédia, autant qu'il le put, au mauvais état de l'armée. Les pachas, par l'effet de leur propre négligence, restoient dans leurs postes; aucune patrouille ne s'étendoit dans le pays pour reconnoître les dispositions de l'ennemi. Cette inaction paroissoit en quelque sorte autorisée par les ravages que la peste avoit faits sur les deux rives du Danube, et qui ajoutoient encore à la ruine de ces malheureuses provinces. Sélictar s'occupa de ramener quelque ordre et quelque activité au milieu de cette indiscipline et de cette inertie, en joignant ses sollicitations à celles de Potocki et des autres confédérés de Barr. Il avoit enfin obtenu qu'ils se rendissent à son armée; le grand-seigneur y avoit consenti, et leur avoit envoyé de l'argent: le visir éprouva bientôt de quelle utilité lui seroient des hommes capables, actifs et intrépides, qui sentoient que le sort de la Pologne pouvoit dépendre de celui de cette campagne.

En effet, les confédérés, secondés par les Tartares, qui parurent très-disposés à les suivre, firent des courses fréquentes autour des cantonnemens ennemis. Ils reconnurent le dénuement dans lequel étoit l'armée Russe, éparpillée en petits corps, n'étant en force nulle part, ne tirant ses subsistances que de la Pologne, et, cependant, livrée à une sécurité qui ne

pouvoit se justifier que par la connoissance que les Russes avoient de l'état des Ottomans. Potocki, parvenu à savoir que le plan des Russes étoit de porter leurs principales forces à l'extrémité de la Moldavie*, vouloit que l'on cherchât, en pénétrant par le haut de la Valachie, à les attaquer par leur droite. Outre l'avantage de déranger leur plan d'opérations, il voyoit celui de couper leurs communications avec la Pologne, seule ressource qu'ils eussent pour se procurer des vivres; tandis que, par ce moyen, la gauche de l'armée Ottomane pourroit correspondre avec les confédérés de Pologne. Sélictar adopta ce projet. Pour en commencer l'exécution, il fit passer à Giurgevo l'artillerie légère et les canonniers que Tott lui avoit envoyés. Le pacha qui commandoit à Ruszig, eut ordre de passer le Danube et d'enlever les premiers quartiers ennemis : le pacha avoit déjà traversé le fleuve, et sa victoire paroissoit assurée, lorsqu'il fut pris et tué, non pas par les Russes, mais par ses propres soldats.

Ils l'accusoient déjà d'avoir, l'année précédente, laissé prendre Ibrahil sans la secourir, d'avoir abandonné la Valachie, sans tirer un coup de canon : *il s'étoit*, disoient-ils, *vendu aux Russes;* et leurs murmures augmentèrent, quand ils reçurent l'ordre de marcher. L'usage trop ordinaire des Turcs étant de ne rien entreprendre pendant l'hiver, ils ne dou-

* Pour s'approcher des embouchures du fleuve, où devoit se préparer l'expédition de l'amiral Knoules.

tèrent pas qu'en les menant à l'ennemi au mois de février, le pacha ne fût d'accord avec lui pour les faire périr. Ce mot décida de son sort. Après lui avoir tiré plusieurs coups de fusil, ils lui coupèrent le nez et les oreilles, et finirent par le massacrer. Revenus sur les bords du Danube, ils ne trouvèrent plus les barques, qui s'étoient retirées sur la rive droite. Dans leur fureur, ils coururent vers le chef des Tartares, et le menacèrent, s'il ne les faisoit pas ramener, de le traiter comme ils venoient de traiter leur pacha. Le Tartare, effrayé, parvint à se sauver avec ses frères: les rebelles brûlèrent sa maison, tuèrent ou blessèrent plusieurs de ses officiers, et, les barques étant revenues, repassèrent le fleuve et se dispersèrent. Trois cents d'entre eux, restés fidèles, se maintinrent pendant quelques jours à Giurgevo avec une centaine de Polonois; mais Potocki, ayant reconnu l'impossibilité de les soutenir, les fit revenir; et le poste fut évacué le 7 mars 1771.

Le mauvais succès de cette expédition n'accéléra point l'ouverture de la campagne. Les Russes, cantonnés et fortifiés près de Kartal, vers le bas du Danube, sembloient se borner à défendre le passage d'Isaktcha, où Sélictar vouloit construire un pont. Il y eut, au mois de juin, entre eux et les Turcs, une affaire très-vive pour l'occupation d'une île située à l'endroit où le Danube se sépare, pour tomber, par différentes embouchures, dans la mer Noire. Les Russes tentèrent le passage auprès de Ruszig; mais ils furent obligés de se retirer, après avoir essuyé une très-

grande perte. Sélictar profita de cet avantage pour reprendre Giurgevo. La même armée qui avoit abandonné ce poste important, demandoit à l'attaquer; et malgré tous les efforts de Repnin, il étoit, avant la fin de juillet, retombé entre les mains des Turcs. Repnin perdit, dans cette occasion, tous ses bagages, d'immenses richesses qu'il portoit avec lui, et, entre autres, une épée garnie de diamans que l'impératrice lui avoit donnée[1].

Si les Ottomans eussent poursuivi leurs succès, ils auroient pu acquérir une supériorité décisive pour toute la campagne; mais ils ne s'occupèrent qu'à mettre Giurgevo en état de défense, sans s'informer des mesures que prenoit l'ennemi. Le général Russe Essen profita de leur négligence, et fit, vers le milieu d'août, ses préparatifs pour reprendre ce poste auquel sa position donnoit une importance majeure. Il y eut deux attaques sanglantes, le 17 et le 18 août. Les Russes furent obligés de se retirer, après avoir perdu huit pièces de canon et plusieurs officiers distingués[2] : ils ne s'attendoient pas à trouver une si vigoureuse résistance; elle étoit due aux nouvelles fortifications que quelques ingénieurs François ou

[1] Ce général, qui avoit quitté la Pologne avec des trésors, fruit du pillage de ce malheureux pays, des présens du roi et de la vente des emplois, revint de Giurgevo à Varsovie dans le plus grand dénuement, et disgracié par sa cour. Il n'avoit plus d'autres ressources que les libéralités de la princesse Adam Czartoryski, qui lui fournit les moyens de voyager dans toute l'Europe.

[2] Ils laissèrent autour de la place huit cents morts, et conduisirent à Bukarest deux mille cinq cents blessés.

Saxons avoient construites à la hâte, et dont il paroît que les Russes ne soupçonnoient pas la force; mais la vigueur avec laquelle les Turcs se défendirent, ne fut peut-être due qu'au hasard. Ils étoient au nombre de vingt mille hommes; et cependant ils foiblissoient déjà dans la défense des ouvrages qui étoient séparés du fort par un bras du Danube. Un sultan Tartare, de la famille Guéray, sortit du fort avec quelques troupes, pour les ranimer. Le pont se rompit sous lui : il fut noyé; et alors les Turcs, qui songeoient à faire leur retraite, n'ayant plus le moyen de l'exécuter, furent obligés de se battre en désespérés.

Ce succès fut encore inutile ou même funeste pour eux. L'approche de la mauvaise saison leur servit de prétexte pour soutenir que la campagne étoit finie: le désordre et la négligence augmentèrent; la désertion s'y joignit; des bandes entières quittoient l'armée pour rentrer en Turquie : on les voyoit jusque dans Constantinople; et l'ambassadeur de France cherchoit en vain à tirer de son inertie un gouvernement léthargique, qui se laissoit tous les jours abandonner, trahir, insulter par ceux qui étoient chargés de le défendre. Le mal augmentoit de plus en plus : il ne restoit que trente mille hommes effectifs dans toute l'armée Ottomane; les janissaires achevèrent de la perdre, en se révoltant contre le grand-visir, *qui*, disoient-ils, *retenoit leur paye :* ils pillèrent sa tente et la caisse militaire. Les Russes, instruits de tous ces désordres, n'eurent pas de peine à achever la ruine

d'un ennemi qui travailloit lui-même à sa destruction : ils passèrent le Danube sans obstacle, à la fin d'octobre, et attaquèrent sur plusieurs points; ils ne trouvèrent de résistance que dans la division commandée par le pacha de Vidin; leurs chasseurs et les Cosaques du Don furent presque anéantis. Mais ce brave Ottoman ne put réparer les fautes ou la lâcheté des autres corps, qui fuyoient de tous côtés. Sélictar ne fit aucun effort pour les retenir; il laissa au pouvoir de l'ennemi tout son bagage, toute son artillerie ; il abandonna la ville de Babadag, où les vainqueurs se fortifièrent, et plusieurs postes, entr'autres celui d'Isaktcha, qu'ils détruisirent.

Le pacha Muzum-Oglou commandoit à Giurgevo, et paroissoit déterminé à se défendre, malgré la dispersion de l'armée; il fut abandonné par la majorité des siens, dont un grand nombre se noya dans le Danube, et n'échappa qu'avec peine à la poursuite des Russes, qui trouvèrent dans la ville tous les charriots de provisions, et des munitions de toute espèce.

Ainsi disparut, en quelques jours, la plus belle armée de l'empire Ottoman, dissoute par son insubordination et par tous les vices de sa constitution, bien plus que vaincue par l'ennemi. Elle fuyoit devant elle-même, avant de fuir devant lui ; et quand il l'attaqua, elle n'étoit déjà plus une armée. L'intrépidité avec laquelle quelques corps soutinrent ou repoussèrent le choc du vainqueur, prouvoit que les armées Ottomanes redeviendroient encore ce qu'elles avoient

été, quand on leur auroit appris à obéir et à se battre; mais l'apathie du gouvernement n'avoit ni la force de les discipliner, ni la volonté de les instruire. En vain lui montroit-on sans cesse les véritables causes qui l'empêchoient de suivre ses succès ou de réparer ses revers : orgueilleux des succès, qu'il ne devoit le plus souvent qu'au hasard; insensible aux revers, qu'il ne devoit qu'à lui-même; étonné des premiers, parce qu'il n'en avoit pas l'habitude; avili par les autres, parce que le malheur abat et dégrade l'individu, le peuple, le gouvernement, qui ne peut se dissimuler à lui-même son abjection et sa foiblesse, il en étoit réduit à lire avec insouciance, dans son absurde fanatisme, et la honteuse inutilité de ses victoires, et l'effrayante progression de ses défaites.

On ne peut savoir quelles auroient été les suites de la défaite de Sélictar, si les Russes ne se fussent contentés d'assurer leurs quartiers d'hiver. Certains de ne pouvoir être inquiétés par l'ennemi, ils renoncèrent, pour cette campagne, à toute entreprise au-delà du Danube, et détachèrent de leur armée un corps de dix mille hommes pour se rendre tant en Pologne qu'en Lithuanie. L'avantage qu'ils venoient de remporter sur les Turcs, en étoit donc réellement un remporté sur la confédération, puisqu'il leur donnoit plus de forces à lui opposer, soit en Pologne, où les officiers François venoient d'arriver, soit en Lithuanie, où Oginski les avoit fait trembler, et pouvoit encore relever son parti.

Sélictar, avec les débris de son armée, s'étoit retiré

à Bazarjik ; ce fut là qu'il apprit sa destitution. Muzum-Oglou vint l'y remplacer : ce changement presque annuel dans la première charge de l'empire, sembloit indiquer que les hommes manquoient aux institutions, mais prouvoit bien mieux que les institutions manquoient aux hommes. Il pouvoit être difficile de faire un bon choix ; mais peut-être étoit-il impossible qu'un visir, même bien choisi, fît exécuter tout ce qu'il étoit capable de concevoir et d'entreprendre. Le choix de Muzum-Oglou parut avoir l'applaudissement général : nous ne savons s'il le méritoit ; ce qu'il a fait n'a pas été assez remarquable pour fixer notre opinion. Il avoit été donné sur lui à Rulhière une note très-détaillée, d'après laquelle ce visir pouvoit être regardé comme un homme d'État, et un grand homme de guerre. Rulhière consulta l'ambassadeur de France à Constantinople ; la réponse * de M. de Saint-Priest détruisit l'illusion, et présenta, dans les termes les plus forts, Muzum-Oglou comme un homme sans idées, sans moyens et sans énergie.

Quoi qu'il en soit, pendant qu'il s'occupoit à faire les préparatifs de la campagne de 1772, l'Autriche, désintéressée, ainsi que nous l'avons dit, sur les deux provinces dont elle vouloit que la Porte conservât la souveraineté, et qui venoit d'accéder aux premières propositions du démembrement, ne voyoit plus de difficulté dans le congrès pour lequel les

* Du 3 mai 1774, écrite à M. Guy, de Marseille.

Turcs lui avoient demandé sa médiation. La Prusse se réunissoit à elle pour les presser de conclure un armistice; le divan ne pouvoit revenir de son étonnement. A-peine y avoit-il six mois que le traité du 6 juillet étoit signé entre lui et l'Autriche, qu'une partie du subside exigé par ce traité étoit déjà payée. L'internonce Thugut ne parloit que des dispositions qui se faisoient à Vienne pour arrêter les progrès de la Russie; et, au moment où ces progrès devenoient plus effrayans par la conquête de la Crimée, le divan ne concevoit pas comment l'Autriche se rapprochoit tout-à-coup des deux puissances contre lesquelles elle s'étoit armée, et, après avoir constamment refusé de porter à Constantinople les propositions de Pétersbourg, paroissoit empressée de négocier, et d'oublier qu'elle avoit promis de combattre: il fut instruit par l'Angleterre * que la Russie, en annonçant à l'Autriche qu'elle vouloit bien ne pas insister sur l'indépendance de deux provinces, si on lui donnoit un dédommagement en argent, exigeoit comme condition, *sine quâ non*, la liberté de la navigation, et un port sur la mer Noire; enfin deux autres motifs vinrent augmenter son inquiétude. L'Autriche avoit désiré que la France fournît quelques vaisseaux à la Turquie; une négociation s'étoit ouverte, à ce sujet, entre Versailles et Constantinople, au mois d'octobre. L'ambassadeur François avoit reçu des instructions de sa cour, et, dès le mois de janvier,

* Lord Stormont le manda de Vienne à l'ambassadeur Anglois à Constantinople, au mois de février 1772.

avoit reconnu que Vienne étoit fort indifférente sur cet article ; au mois de mars, il étoit *autorisé*, par une lettre ministérielle, *à laisser tomber cette affaire, vu le changement des idées à Vienne* [1]. Ce changement étoit encore annoncé par celui qu'il étoit facile de remarquer entre son internonce et l'envoyé de Prusse. Leurs drogmans étoient presque toujours ensemble ; eux-mêmes se voyoient avec intimité, comme après l'entrevue de Neiss, et se réunissoient pour conférer avec les ministres Ottomans. Il est vrai que, pendant ce temps-là, auprès de ces mêmes ministres, l'envoyé Prussien cherchoit secrètement à décréditer la cour de Vienne, et les sollicitoit de ne point mettre d'obstacle à la paix, en leur promettant la garantie de son maître sur toutes les craintes qu'elle pouvoit leur donner. Le divan se plaignoit bien du cabinet de Vienne, dont il voyoit la duplicité, et qui perdoit à la Porte toute sa considération : il n'osoit se plaindre de la Prusse [2], mais il l'écoutoit toujours avec méfiance, depuis que, par son alliance avec Pétersbourg, elle avoit détruit toutes les espérances que la politique Ottomane avoit dû fonder sur la politique Prussienne ; et dans la certitude, malheureusement trop tardive, que l'Autriche, pour défendre la Turquie, ne s'exposeroit jamais à rompre avec la Prusse, il n'entrevoyoit qu'en tremblant l'ouverture du congrès, dans lequel les plénipotentiaires Ottomans,

---

[1] Lettre du ministre ; Versailles, 26 mars 1772.

[2] Lettre de l'ambassadeur François ; Constantinople, 3 avril 1772.

peu familiarisés avec les négociations, seroient tôt ou tard menacés par la Russie, abandonnés par la Prusse, foiblement soutenus par l'Autriche.

Telle étoit la perplexité de Constantinople, lorsque les premières difficultés s'élevèrent sur la conclusion de l'armistice.

Dès que Catherine avoit été assurée que la cour de Vienne se chargeoit de le faire proposer aux Turcs, elle avoit autorisé Romanzoff à en dresser les conditions. Elle lui avoit envoyé Simolin, pour le diriger dans les mesures et les arrangemens préliminaires qu'il auroit à prendre: la plus grande difficulté fut sur le terme qu'on fixeroit à l'armistice; Catherine vouloit que ce terme n'excédât pas trois mois, et qu'au bout de ce temps, il fût rompu si le congrès n'avoit pas signé la paix. La Porte demandoit qu'il n'eût point de terme fixé, et qu'il pût être prolongé, même après la rupture du congrès. Catherine, qui faisoit de grands préparatifs pour la campagne prochaine, ne vouloit pas en perdre le fruit: elle donnoit de nouveau à Knoules les instructions les plus précises pour l'expédition de la mer Noire, si la paix ne se faisoit pas. La Porte espéroit que si le congrès ne produisoit rien, il pourroit du moins conduire jusqu'à la fin de la belle saison, époque où il étoit difficile de commencer la campagne, qu'il faudroit remettre à 1773: elle attendoit, du temps et de quelques circonstances imprévues, ce qu'elle n'avoit pas la force d'attendre d'elle-même, et ce qu'elle ne pouvoit raisonnablement attendre de la foiblesse de la France, de la fausseté

de Kaunitz, et du parti pris et avoué par Frédéric, de soutenir la Russie.

Kaunitz, plus déterminé que jamais à ne pas entrer en guerre [1], depuis qu'il voyoit dans le démembrement de la Pologne le moyen de satisfaire l'ambition de Joseph, pressoit Pétersbourg de ne pas se rendre difficile sur l'armistice, et se flattoit, outre ce qu'il avoit déjà obtenu, d'arrêter encore au congrès l'accroissement de la Russie. Panin, soit dans ses réponses à Kaunitz, soit dans ses conversations avec Lobkowitz, paroissoit peu empressé de conclure; il disoit, qu'en attendant, l'impératrice faisoit des dispositions contre les anciens et les *nouveaux* ennemis; qu'elle avoit toujours l'intention d'accorder la paix, mais qu'elle n'étoit pas en position de la demander en suppliante; qu'au reste, les mesures qu'elle prenoit étoient telles, que, quoi qu'il arrivât, on ne feroit pas *curée* de la Russie, au moins cette année. Mais, malgré le ton de ses réponses et l'aigreur de quelques expressions, il sentoit et faisoit reconnoître à Catherine qu'un armistice limité, même à la fin d'août [2], ne lui nuisoit en rien; qu'il ne l'empêchoit pas de suivre encore ses projets pour cette campagne, d'autant que les constructions nouvelles de Knoules, les réparations à faire

[1] Marie-Thérèse, qui s'étoit courageusement résolue à la guerre six mois auparavant, hésitoit à la commencer, d'après l'état où plusieurs de ses provinces, notamment la Bohême et la Moravie, se trouvoient réduites, par une maladie contagieuse et une extrême disette. (*Lettres de janvier et mars* 1772.)

[2] Lettre de Sabatier, Pétersbourg, 20 mars 1772.

aux bâtimens pris sur les Turcs, et tous les préparatifs de l'expédition, ne pouvoient guère être achevés plus tôt. L'impératrice étoit naturellement portée à suivre les conseils de Panin de préférence à ceux de ses autres ministres, parce qu'elle avoit toujours reconnu en lui vérité et désintéressement. Dans cette circonstance, elle y fut encore portée par l'adhésion de Vienne au projet de partage : ce projet devenoit l'affaire intéressante; il pouvoit, jusqu'à sa parfaite exécution, faire naître encore des difficultés; et Catherine ne voulut pas risquer d'ajouter à ces difficultés celles que pourroit lui susciter, avec l'Autriche, le refus de l'armistice. D'ailleurs, déterminée à ne pas céder aux Turcs sur les principales demandes, elle sentit qu'elle seroit toujours maîtresse de faire rompre les négociations, même après s'être donné près de Vienne et de Berlin le mérite de les avoir commencées.

L'armistice fut donc conclu le 30 mai 1772. Depuis long-temps, les ministres de France à Pétersbourg et à Constantinople mandoient qu'il auroit certainement lieu. L'ambassadeur François écrivoit de Turquie, le 11 mai : *l'acte d'armistice sera pur et simple, on peut y compter; la Russie s'y est prêtée pour avoir le temps de faire ses affaires en Pologne, où elle a rassemblé une grande armée aux dépens de celle de Romanzoff.* Dès le mois de février 1772, Sabatier annonçoit qu'il avoit été envoyé à Kiow plus de soixante charriots remplis d'effets, meubles et provisions de tout genre, et qu'il seroit fait encore

d'autres envois. Au commencement de mai, Obrekoff et Orlof (Grégoire) quittoient Pétersbourg. Catherine voulut que son ambassade parût à Fokzani avec une grande magnificence. Théodore Orlof fut adjoint à son frère, ainsi que trois généraux, Lorven, Baüer, et Dolgorouki *. Un conseiller d'État, Nepokow, fut mis à la tête de la chancellerie. Quinze conseillers ou cavaliers d'ambassade formoient le cortége des plénipotentiaires; et la fierté d'Orlof, soutenue par cette brillante légation, se préparoit à dicter des lois, bien plus qu'à discuter des propositions.

Il est à remarquer que la cour de Vienne crut ne pouvoir se dispenser de communiquer à la France l'acceptation de l'armistice et du congrès, mais ne lui parla point des conditions. Le ministre mandoit de Versailles : *nous ne savons encore si la Pologne y est comprise ou non. Le roi a chargé son ambassadeur à Vienne de demander des éclaircissemens sur ce point.* Les éclaircissemens furent tardifs, incomplets, et au reste, étoient inutiles : le silence de Vienne en avoit dit assez.

La Porte envoya le grand-visir Osman-effendi, et Abdul-Kérim, qui avoit négocié l'armistice. Le grand-visir venoit de rétablir, dans son armée, une assez bonne discipline : il paroissoit ne compter que foiblement sur les négociations, et prévoir sans inquiétude le renouvellement de la guerre; il avoit même, dès le premier moment, annoncé de la fermeté, car,

* Lettre de Sabatier; de Pétersbourg, 8 mai 1772.

aussitôt après l'armistice signé, les Russes ayant proposé quelques conditions, le visir les avoit rejetées sans aucune discussion [1], et Romanzoff avoit été obligé de céder. Osman-effendi étoit un homme avide, ne doutant de rien, et que la Russie avoit su, sinon intéresser pour elle, au moins animer contre la France, au point qu'il ne dissimuloit même pas sa haine.

Les deux ministres de Prusse et d'Autriche partirent aussi de Constantinople, pour se rendre au congrès; mais ils n'y jouèrent, ainsi que nous le verrons dans un instant, qu'un rôle fort au-dessous de celui de médiateurs.

Pendant ce temps, un armistice maritime se signoit à Paros, entre l'amiral Spiritof et le plénipotentiaire Ottoman. Dans cet armistice, une seule chose est à remarquer, en ce qu'elle prouve à quel point Catherine cherchoit toutes les occasions d'ôter à la France, même le plus petit avantage. Spiritof ne voulut jamais permettre que, pendant l'armistice, le commerce Turc se fît avec des bâtimens François : il allégua les ordres les plus précis de sa souveraine, *ordres auxquels*, disoit-il, *Alexis Orlof ne pouvoit rien changer* [2].

Le congrès s'ouvrit à Fokzani, le 5 août 1772. Dès la première séance, les Turcs entendirent avec étonnement Orlof déclarer que les ministres de

---

[1] Lettre du ministre; de Compiègne, le 17 juillet 1772.

[2] De Constantinople, 3 août 1772. L'ambassadeur François envoie à sa cour le rapport que lui a fait passer le reïs-effendi. Celui-ci insista vainement pour ne pas insérer cette clause, dont il n'avoit point été question verbalement : l'amiral l'exigea impérieusement.

Prusse et d'Autriche seroient exclus des conférences; qu'ils n'étoient pas médiateurs, et qu'on n'auroit recours à leurs bons offices, que dans le cas où les parties belligérantes ne pourroient pas s'accorder. L'embarras d'Osman-effendi fut extrême [1]; c'étoit encore moins à lui à réclamer contre cette observation, qu'aux deux ministres. Non-seulement le Prussien n'en témoigna ni surprise ni mécontentement, mais il affecta, au contraire, de manifester le plus grand dévouement pour Orlof; et les Turcs ne durent pas regretter de voir exclure de la médiation une puissance qui leur étoit si opposée. L'internonce étoit vraisemblablement instruit de la déclaration que devoit faire Orlof; mais il ne manqua pas d'en paroître étonné, et il eut l'adresse de profiter de cette circonstance pour regagner dans l'esprit des Turcs ce que lui avoit fait perdre l'inexécution du traité de juillet 1771. La conduite du ministre Prussien envers Orlof donna à Thugut un grand avantage sur la crédulité Ottomane : il parut affecté de la défection de sa cour; et dès les premières conférences de Fokzani, l'homme qui avoit si bien trompé les Turcs, en leur faisant signer et payer le traité dérisoire du mois de juillet, leur avoit cependant persuadé que leurs intérêts n'avoient pas de défenseur plus zélé que lui [2].

[1] Lettre de l'ambassadeur François ; Constantinople, 3 septembre 1772.

[2] Lettre du même ; Constantinople, 15 septembre 1772.
« Il a su leur persuader qu'il leur étoit personnellement favo-
» rable..... Il ne manquoit plus à leur bêtise que d'acquitter de

Il étoit peut-être plus difficile de justifier cette nullité d'une médiation sollicitée et négociée pendant près de deux ans. Thugut rejeta tout sur le dévouement que Frédéric témoignoit sans cesse à Catherine; et il ne désespéroit pas de parvenir à faire entendre que l'Autriche, n'étant point reconnue pour médiatrice, pourroit parler en puissance ennemie, si la Russie ne diminuoit pas ses prétentions, lorsque la publicité du démembrement projeté en Pologne, apprit trop tard aux Turcs le vrai sens de toutes les paroles qu'on leur avoit données. Dès le mois de juin, on en avoit eu avis à Constantinople, et on n'avoit osé en parler aux ministres de Prusse et d'Autriche *, dans la crainte qu'il n'y eût aussi un projet de démembrer en Europe les possessions Ottomanes; mais la déclaration positive pour la Pologne fut faite à Fokzani par les plénipotentiaires Russes, et ne fut pas démentie par les deux ministres. Un pareil début n'étoit assurément pas fait pour faciliter la négociation. Osman se vit entouré de piéges, et abandonné à lui-même dans un congrès dont l'inutilité n'étoit que trop vraisemblable.

Ce n'est pas que Catherine fût personnellement opposée à la paix; nous l'avons déjà observé. Sabatier avoit pénétré ses intentions secrètes; il en instruisit

---

» toute imputation celui qui a été l'instrument du traité du 6 juillet » 1771, et que je crois aussi subtil qu'ils le sont peu ».

* Lettre de l'ambassadeur François; Constantinople, 3 juin 1772. « Le caïmakan avoue à lord Murray que la Porte a été indignement trahie; qu'elle ne seroit pas étonnée qu'on eût fait aussi des » arrangemens sur ses domaines ».

les Turcs [1], et, prévoyant que le plus grand obstacle seroit la Crimée, il indiquoit les moyens d'écarter cet obstacle : « on peut, dit-il, trouver un *mezzo termine,* » qui, la laissant réellement soumise au grand-seigneur » par la religion et par la loi, la montreroit indé- » pendante en apparence, moyennant des modifica- » tions sur le régime civil et militaire. Si les Turcs » contreviennent au contrat, et le rendent insensi- » blement nul, la Russie ne commencera pas la » guerre pour en défendre les stipulations ». Sur les autres objets, il pensoit, avec raison, qu'on s'accommoderoit sans beaucoup de difficultés ; mais la plus grande devoit se trouver dans le caractère d'Orlof, et surtout dans l'inquiétude que lui causoit son absence de Pétersbourg, où il savoit qu'il avoit perdu auprès de Catherine le rang de favori puissant et aimé [2], rang qu'un rival plus heureux lui enlevoit, et ne paroissoit pas disposé à lui laisser reprendre : triste, mais inévitable effet des passions humaines, et dont l'histoire n'offre que trop d'exemples ! Des foiblesses des souverains dépendent souvent les plus grands changemens politiques. Les amours de Catherine et de Poniatowski décidèrent du sort de la Pologne ; et l'inconstance de cette femme dans

---

[1] Toute la correspondance de ce ministre annonce une grande activité, un œil perçant et qui voyoit toujours juste. *Toutes ces notions*, dit-il à la fin de la lettre, *ont été puisées à la source.* (Pétersbourg, 2 octobre 1772.)

[2] « On dit que la circonstance personnelle où il s'est trouvé, l'a » porté à des incartades, des hauteurs, des duretés..... ». (Pétersbourg, 18 septembre 1772.)

ses ardentes passions, en influant sur le congrès de Fokzani, éloigna une paix qui auroit pu sauver la Crimée, et épargner à la Porte de grands sacrifices.

A la première conférence, Orlof parla du rétablissement de la paix, en éloignant toute occasion de rupture, d'une indemnité pécuniaire pour la Russie, et d'une amnistie pour les Grecs *. Dans ces trois articles, il ne particularisa que l'indépendance des Tartares, comme une condition nécessaire du premier. Il affirma que ces peuples avoient recours à l'impératrice pour rentrer dans leurs droits, et qu'elle avoit pris avec eux l'engagement formel de leur faire rendre entière justice. Osman répondit en exhibant une requête des principaux mirzas de Crimée, qui supplioient le grand-seigneur de ne les pas abandonner. La discussion s'engagea sans qu'il en résultât aucune conciliation. Osman proposa de laisser cet article à revoir; Orlof refusa obstinément, en disant que, ce point une fois convenu, le reste s'arrangeroit aisément.

Osman vouloit que l'on convînt tout de suite d'une prolongation d'armistice. Orlof rejeta cette demande, et prétendit que tout pouvoit être fini en trois conférences. Dans une autre séance, il parut encore plus éloigné de toute conciliation, et demanda aux Turcs, avec une ironie amère, quelles étoient donc leurs ressources, en leur insinuant que l'Autriche avoit pris des arrangemens qui l'empêchoient de les secourir.

Malgré tout ce que présageoit un pareil début, la

---

* Lettre de l'ambassadeur François; Constantinople, 3 septembre 1772.

Porte paroissoit décidée à ne pas céder sur l'indépendance des Tartares; elle avoit su que Catherine avoit vainement tenté de faire appuyer ses prétentions par la demande même des Tartares; que leur refus formel avoit été accompagné de la menace de prendre les armes; et qu'en implorant les secours de Constantinople, ils annonçoient la détermination de se retirer dans le Kuban, chez les Nogais*.

Les ministres de Vienne et de Berlin cherchoient des tempéramens. On sut, peu après la rupture (il est vraisemblable qu'Orlof le savoit auparavant), que Catherine renonçoit à cette indépendance, à condition que les Turcs se rendissent responsables du mal que les Tartares pourroient faire à la Russie en temps de paix. Cette condition étoit juste, puisque la Porte, les traitant comme ses sujets, devoit répondre de leurs désordres: elle eût été certainement adoptée pour le moment, malgré les difficultés que son exécution auroit pu présenter dans l'avenir; Orlof n'en parla point: il ne voulut jamais se départir de son premier mot, et le soutint avec une hauteur et un ton dur et méprisant, qui hâtèrent la dissolution du congrès. Il partit pour Pétersbourg, en annonçant à Osman qu'il seroit de retour dans trente jours; qu'il alloit chercher de plus amples instructions, et qu'il laissoit à sa place Obrekoff. Cette annonce même confirma les soupçons que l'on avoit déjà sur son voyage; et bientôt, on ne douta plus qu'Orlof, bien plus occupé de ses intérêts que de

---

* Lettre de Sabatier, 3 novembre 1772.

la paix, n'eût rompu le congrès pour étonner, par sa présence, une cour qui le croyoit éloigné pour jamais.

Osman, qui connoissoit bien Obrekoff, redoutoit ses moyens et ses intrigues, encore plus que l'offensante fierté d'Orlof; il partit sur-le-champ pour se rendre au camp Ottoman, et de là à Constantinople. Le 4 octobre, les deux ministres médiateurs étoient aussi de retour dans cette ville, et la rupture paroissoit définitive; mais un événement qui se passoit à l'autre extrémité de l'Europe, devoit changer momentanément la face des affaires, et donner l'explication de l'empressement avec lequel Catherine revenoit à des vues de pacification.

Peu de jours après le départ d'Orlof, Romanzoff, sur la demande du grand-visir, avoit pris sur lui de prolonger l'armistice jusqu'au 6 novembre; et avant qu'il eût pu en instruire sa cour, il recevoit l'ordre d'en faire lui-même la proposition à la Porte. Cet ordre étoit une ratification de ce qu'il venoit de faire; et il s'applaudit encore plus d'avoir prévenu les intentions de l'impératrice, lorsqu'elle lui envoya de pleins pouvoirs pour renouer les négociations. Elle consentoit à ce que le khan des Tartares, élu par les mirzas, pût être confirmé ou déposé par sa hautesse, au nom de qui la justice seroit administrée par des cadis Turcs : c'étoit un premier pas vers un accommodement. Jamais Orlof n'avoit voulu rien écouter sur ce point; et les nouvelles de Stockholm, en donnant aux Turcs le mot de l'énigme, relevèrent leurs espérances.

Depuis que la Russie commença, dans le dix-huitième siècle, à figurer parmi les grandes puissances, elle eut constamment pour système de maintenir tout ce qui l'entouroit dans un état de dépendance et de foiblesse. Elle avoit trouvé en Pologne cette funeste éligibilité du trône, source de tous les malheurs de l'État, et s'étoit fait reconnoître garant de la constitution, pour empêcher qu'on ne la réformât : elle ne trouva pas la même ressource en Suède, où Gustave Vasa avoit assuré l'hérédité; mais, depuis la mort de Charles XII, l'autorité royale, quoique toujours héréditaire, étoit anéantie par l'énorme et dangereux pouvoir que l'ambition et l'avidité du sénat s'étoient attribué. Ce corps trafiquoit de l'autorité qu'il avoit usurpée : la corruption y étoit publiquement établie; l'influence de la Suède étoit nulle en Europe. L'anarchie seule régnoit dans l'ancienne Gothie; et la puissance qui avoit joué un si grand rôle pendant tout le dix-septième siècle, avoit, au milieu du siècle suivant, perdu, sous le gouvernement du sénat, ses plus belles provinces, son énergie, sa réputation et ses vertus. Cet état de dégradation n'avoit pu échapper à la pénétration de Catherine, qui avoit aisément apprécié tous les avantages qu'elle pouvoit en tirer; et sa politique tendit toujours à le maintenir. En 1764, dans son traité d'alliance avec la Prusse, les deux cours alliées prirent l'engagement de ne jamais permettre qu'il fût porté atteinte à ce qu'elles appeloient *la liberté de la nation Suédoise*, c'est-à-dire, l'anarchie constituée par l'usurpation du sénat.

Toutes les preuves que l'on voudroit donner des vices de ce gouvernement, ne vaudroient pas celles que fournit cette clause étrange. Lorsque les deux puissances voisines mettoient tant d'importance à la soutenir, ce n'étoit assurément pas pour l'avantage de la Suède : c'étoit donc pour le leur.

En vingt-quatre heures, toutes ces combinaisons, dignes de Machiavel, se trouvèrent détruites. Une révolution, aussi heureuse, et plus prompte encore que celle de Danemarck en 1660, fit disparoître tout-à-coup de Stockholm et la source de la corruption nationale, et l'influence de Pétersbourg et de Berlin. Le 18 août 1772 vit un jeune souverain, que le sénat comptoit tenir en tutelle, attaquer ce corps dégénéré, sans autres armes que la pureté de ses intentions, l'amour du bien public, l'énergie d'une grande ame; et, sans secousse, sans effusion de sang, constituer le bonheur de la Suède, en rendant à la royauté une autorité légitime et nécessaire. Pendant qu'on admiroit en Europe la profonde sagesse avec laquelle cette révolution avoit été conçue et exécutée, ceux à qui elle ôtoit en Suède un revenu qui n'avoit d'autre tarif que leur cupidité, se regardoient avec plus de stupeur encore que de dépit. Ils ne concevoient pas comment leur monstrueux pouvoir, sous lequel ils vouloient bien encore tolérer le nom de roi, s'étoit évanoui en quelques heures. Mais, à Pétersbourg et à Berlin, on fut plus occupé des suites de la révolution, que de sa hardiesse et de sa rapidité. Une des bases de la politique du nord, déplacée tout-à-coup, lais-

soit voir toute sa turpitude, sans indiquer ce qui la remplaceroit. Gustave, jeune, ardent dans ses premiers momens de grandeur et de gloire, pouvoit avoir le projet d'augmenter l'une et l'autre, en faisant dans la balance du nord un changement qui en opéreroit un sur le Borysthène et le Bosphore ; et il importoit à Frédéric, mais surtout à Catherine, de prévenir, ou au moins d'inspecter tout ce qui auroit pu annoncer cette intention.

En effet, trois bataillons des gardes à pied, trois régimens d'infanterie, deux régimens de cuirassiers, marchoient déjà vers les frontières de Suède ; d'autres corps se préparoient à les suivre.

Si Catherine étoit obligée de commencer une guerre dans le nord, elle vouloit avoir la facilité de terminer celle de l'orient. Si Gustave prétendoit s'immiscer dans la paix de la Turquie, elle vouloit pouvoir lui prouver qu'elle-même la désiroit *, puisqu'elle reprenoit, au milieu de ses triomphes, un congrès rompu contre ses intentions. Ainsi, même en supposant qu'elle fût secrètement éloignée de la paix, tout la portoit à faire ostensiblement des démarches pacifiques; et c'est ce qui ramena les négociateurs à Bukarest, où s'ouvrirent de nouvelles conférences.

Ce congrès fut aussi inutile, et encore plus insignifiant que l'autre. Les deux ministres de Prusse et d'Autriche n'y furent que spectateurs : leurs bons offices

* Constantinople, 17 octobre 1772.

ne furent jamais provoqués par aucune des deux puissances. Ni l'une ni l'autre ne paroissoit empressée de conclure ; et la Porte tenoit à l'indépendance absolue des Tartares, avec une fermeté qui étonnoit les plénipotentiaires Russes. Cette fermeté détermina une seconde rupture. Il n'y eut point de prolongation d'armistice ; l'hiver suspendoit les hostilités : mais on s'attendoit à les voir renouveler au commencement du printemps; Mustapha III y étoit décidé. Ce prince, à qui l'histoire ne peut reprocher que sa crédule passion pour l'astrologie, avoit de l'élévation dans l'ame: il auroit voulu électriser son apathique nation; et quelqu'affecté qu'il fût de l'accord des trois cours pour démembrer la Pologne, il se sentoit le courage de résister seul à la Russie. Une mort prématurée le surprit au mois de janvier 1773, et replongea la Turquie dans l'ignorance et l'insensibilité. S'il eût vécu plus long-temps, il auroit au moins appris aux Turcs à faire quelques efforts, et les auroit accoutumés à l'idée qu'ils pouvoient en faire encore d'autres. Son foible successeur, élevé et gardé comme lui dans le sérail, n'avoit pas, ainsi que lui, une force et une justesse d'esprit naturelles ; son indolence et sa nullitéle suivirent sur le trône. Catherine espéra que, las d'avoir à soutenir une guerre qu'il n'avoit pas entreprise, il seroit disposé à offrir, même à acheter la paix; mais elle revint à l'idée qu'elle avoit toujours eue, et dont elle ne s'étoit écartée que par condescendance pour Vienne, ou plutôt pour Berlin, de ne suivre d'autre négociation que celle de Romanzoff auprès

du grand-visir, afin d'être sûre de pouvoir la presser ou la retarder à volonté.

La position de la Porte devenoit très-inquiétante. Non-seulement elle ne pouvoit plus compter sur le secours si chèrement payé à Vienne; mais elle ne savoit pas jusqu'à quel point Kaunitz, après l'avoir tant trompée, pouvoit la tromper encore. A l'annonce du partage de la Pologne, sa première crainte avoit été qu'il n'y eût aussi un arrangement secret pour enlever à la Turquie quelque province Européenne, ou quelques ports sur la mer Noire. La France ne lui présentoit rien qui pût la rassurer; et l'armement de douze vaisseaux, commencé à Toulon en 1772, fut contremandé presqu'aussitôt. D'ailleurs la conduite du ministre d'Aiguillon n'annonçoit que trop l'abandon absolu dans lequel la France alloit laisser son plus ancien allié. Tel étoit, pour ne rien dire de plus, l'excès de l'aveuglement de ce ministre, qu'il s'applaudissoit de ce qu'au mois d'octobre, après le congrès de Fokzani, Kaunitz l'avoit prévenu officiellement que s'il survenoit un renouvellement d'hostilités, la cour de Vienne ne prendroit aucun parti actif. *Cette assurance*, dit-il, *doit être très-agréable aux Turcs.*

Cette assurance devoit au contraire leur faire craindre que l'affaire du démembrement une fois terminée, Catherine ne réunît contre eux ses forces jusque-là partagées. Les triomphes qu'elle cherchoit dans toutes les parties de l'empire Ottoman, nous venons de voir qu'elle ne les trouva réellement qu'en

Crimée; mais c'en étoit assez pour retomber ensuite sur la Pologne, et lui ravir à jamais son indépendance, en proclamant pour quelque temps celle des Tartares. C'est ce qui fut, pendant le cours des années 1772 et 1773, exécuté contre cette malheureuse république par les trois cours alliées, ou plutôt par les trois cours rivales; car nous aurons, dans les cinquième et sixième Livres, occasion de voir jusqu'où les mécontentemens mutuels furent portés; et cette jalousie méfiante entre les spoliateurs, présentoit souvent des chances favorables aux spoliés.

Ces rapprochemens de toutes les branches d'une politique si étendue, et néanmoins si constamment suivie, prouvent l'union nécessaire des différentes parties de notre histoire. On ne pouvoit saisir l'enchaînement et les rapports de tant de faits, qu'en anticipant ou revenant souvent sur l'ordre des dates.

FIN DU IV.ᵉ LIVRE.

PIÈCES JUSTIFICATIVES
DU LIVRE IV.

(Je place ici quelques extraits de lettres de Frédéric, Catherine et Voltaire, depuis 1770 jusqu'en 1775. On y verra comment tous trois se trompoient mutuellement, en parlant du partage de la Pologne et de la destruction de l'empire Ottoman.)

Lettre de Voltaire à Catherine.

Janvier 1770.

« J'ai connu un ambassadeur de la Sublime Porte qui » avoit été intendant de la Romélie; je lui demandai des » nouvelles de la Grèce: il me répondit qu'il n'avoit jamais » entendu parler de ce pays-là. Je lui parlai d'Athènes, » aujourd'hui Sétine: il ne la connoissoit pas davantage.

» Le projet de Votre Majesté est le plus grand et le plus » étonnant qu'on ait jamais formé : celui d'Annibal n'en » approchoit pas ».

Nota. L'exagération est si forte qu'elle en est ridicule; et Catherine, tout en faisant semblant d'y croire, devoit être piquée qu'on la soupçonnât capable d'ajouter foi à de telles flatteries.

..... *de Catherine à Voltaire.*

Août 1770.

Après lui avoir rendu compte de deux victoires remportées

sur les Turcs par le comte de Romanzoff, et de ses préparatifs pour obtenir d'autres succès, elle ajoute :

« Il ne dépend que des Grecs de faire revivre la Grèce. J'ai » fait mon possible pour orner les cartes géographiques » de la communication de Corinthe à Moscou. Je ne sais ce » qui en sera ».

..... *de Voltaire à Catherine.*

Septembre 1770.

« J'ai cru le Danube très-difficile à traverser en présence » des Turcs, et la retraite plus difficile ; mais à présent, tout » me paroît aisé..... Je crois vos troupes de débarquement » revenues en Grèce, et votre flotte de la mer Noire menaçant les environs de Constantinople. Si cette révolution de » l'Égypte, dont on m'avoit tant flatté, pouvoit s'effectuer, » je croirois l'empire Turc détruit pour jamais ».

..... *de Catherine à Voltaire.*

Octobre 1770.

« L'arrivée du prince Henri de Prusse à Pétersbourg a » été suivie de la prise de Bender.... Les nouvelles publiques assurent aussi que le comte Orlof s'est emparé de » Lemnos[1].... Si le Mamamouchi ne fait pas la paix cet » hiver, je ne réponds pas de ce qui lui arrivera l'année » prochaine ».

....., *de Frédéric à Voltaire.*

Août 1770.

« Vous verrez dans peu le sultan demander la paix à Ca» therine ; et celle-ci, par *sa modération*[2], ajouter un nou-

---

[1] En effet, on affecta de répandre la nouvelle de la prise de Lemnos ; mais il fallut enfin avouer que la nouvelle étoit fausse.

[2] On a vu, au contraire, combien il étoit ulcéré des prétentions de Catherine, et les efforts qu'il faisoit pour les réduire.

» veau lustre à ses victoires. J'ignore pourquoi l'empereur ne » se mêle point de cette guerre * ».

Il parloit un peu plus franchement à d'Alembert dans la lettre suivante.

..... *de Frédéric à d'Alembert.*

Janvier 1772.

« Vous vous imaginez qu'on fait aussi facilement une paix » entre deux puissances ennemies que de mauvais vers : ce- » pendant, j'entreprendrois plutôt de mettre toute l'histoire » des Juifs en madrigaux, que d'inspirer les mêmes senti- » mens à trois souverains, entre lesquels il faut compter » *deux femmes*. Quoi qu'il en soit, je ne me décourage » pas, et il n'y aura pas de ma faute si cette paix ne se con- » clut pas aussi vîte que je le désire ».

..... *de Catherine à Voltaire.*

Mars 1772.

« Si la guerre continue, il ne nous restera guère plus que » Bysance à prendre; et en vérité je commence à croire » que cela n'est pas impossible. Mais il faut être sage, et » dire avec ceux qui le sont, que la paix vaut mieux que la » plus belle guerre ».

..... *de Frédéric à Voltaire.*

Décembre 1772.

« Nous attendons dans peu la nouvelle de la conclusion » de la paix avec les Turcs. S'ils n'ont pas, cette fois, été

* Au moment où il écrivoit ces mots, il sollicitoit vivement l'Autriche d'interposer sa médiation; et il craignoit qu'en *se mêlant de cette guerre*, mais pour secourir la Turquie, l'empereur ne l'obligeât à se déclarer pour Catherine.

Sur ces deux points, il mandoit donc à Voltaire précisément le contraire de ce qu'il pensoit et devoit penser.

» expulsés de l'Europe, il faut l'attribuer aux conjonctures;
» mais ils ne tiennent plus qu'à un filet; et la première
» guerre qu'ils entreprendront, achèvera probablement
» leur ruine entière ».

Ce fut pour empêcher cette ruine entière, que, dans la guerre suivante, le successeur de Frédéric fut au moment d'attaquer la Russie.

..... *de Frédéric à Voltaire.*

Février 1773.

« Vous aurez peut-être encore le plaisir de voir les Mu-
» sulmans chassés de l'Europe : la paix vient de manquer
» pour la seconde fois... Vos Velches sont bien tracassiers[1]...
» Je prêche la paix universelle en bon apôtre de feu
» l'abbé de Saint-Pierre; et peut-être ne réussirai-je pas
» mieux que lui... Nous arrangeons le chaos de l'anarchie
» chez nous[2], nos évêques conservent vingt-quatre mille
» écus de rente, nos abbés sept mille.... ».

..... *du même à Voltaire.*

Avril 1773.

« Vous me parlez de vos Velches et de leurs intrigues;
» elles me sont toutes connues. Il ne m'échappe rien de ce
» qui se passe à Stockholm, ainsi qu'à Constantinople; mais
» il faut attendre jusqu'au bout pour voir qui rira le der-
» nier. Votre impératrice a bien des ressources. Le nord
» demeurera tranquille, ou ceux qui voudront le troubler,
» tout froid qu'il est, s'y brûleront les doigts. Voilà ce que
» je prends la liberté de vous annoncer, et que vos Velches,

---

[1] C'étoit, comme l'on sait, sous le nom de Velches que, pour rabaisser la nation Françoise, Voltaire s'amusoit à la désigner.

[2] Dans la Prusse Polonoise.

» pour trouver des souverains trop crédules, pourront les » précipiter eux-mêmes dans de plus grands malheurs que » ceux qu'ils ont courus jusqu'à présent ».

On voit, par cette lettre, que Voltaire, en écrivant au roi, cherchoit à jeter du blâme ou du ridicule sur ce que la France faisoit en Suède et en Turquie.

..... *de Frédéric à Voltaire.*

Octobre 1773.

« Je sais que l'Europe croît assez généralement que le » partage qu'on a fait de la Pologne est une suite des mani- » gances politiques qu'on m'attribue; cependant rien n'est » plus faux. Après avoir proposé vainement des tempéra- » mens différens, il fallut recourir à ce partage, comme à » l'unique moyen d'éviter une guerre générale. Les appa- » rences sont trompeuses, et le public ne juge que par elles. » Ce que je vous dis est aussi vrai que la quarante- » huitième proposition d'*Euclide* ..... ».

Après avoir parlé des succès qui ont signalé les campagnes des Russes, puis des difficultés des subsistances lorsqu'ils eurent passé le Danube, il ajoute :

« Mais, comme jusqu'à présent rien n'a été difficile à » l'impératrice, il faut *espérer* que ses généraux mettront » *heureusement* fin à une aussi pénible expédition ».

C'étoit tout ce que Frédéric craignoit.

..... *du même à Voltaire.*

Décembre 1773.

« Vos vœux ont été exaucés : les Turcs sont battus par » les Russes, Silistria prise, et le visir fugitif du côté d'An- » drinople. Mustapha apprendra à trembler dans son » sérail, et peut-être que ses malheurs le rendront plus » souple.... ».

..... *de Frédéric à Voltaire.*

Septembre 1774.

« Quant à ce que vous ajoutez sur la guerre, je vous » assure que personne n'en veut en Europe; et que si vous » pouviez vous en rapporter au témoignage de votre impératrice de Russie, comme à celui de l'impératrice-reine, elles » attesteroient toutes deux que, sans moi, il y auroit eu un » embrasement général en Europe..... J'ai éteint les flammes. » En voilà assez pour les affaires de Pologne : je pourrois » plaider cette cause devant tous les tribunaux de la terre, » assuré de la gagner. Cependant je garde le silence sur » des événemens si récens, dont il y auroit de l'indiscré» tion à parler ».

..... *du même à Voltaire.*

Mars 1775.

« La diète de Pologne tire vers sa fin : on termine ac» tuellement l'affaire des *dissidens*. L'impératrice ne vous » a point trompé ; ils auront pleine satisfaction ; et l'impé» ratrice en aura tout l'honneur ».

Ce fut la chose dont on s'occupa le moins dans cette fatale diète. Catherine avoit voulu se servir de leur nom, et voilà tout.

..... *du même à d'Alembert.*

Juin 1775.

« J'établis à présent (en Pologne) cent quatre-vingts » écoles tant protestantes que catholiques, et je me regarde » comme le Lycurgue ou le Solon de ces barbares..... On ne » connoît point le droit de propriété dans ce malheureux » pays; pour toute loi, *le plus fort opprime impunément* » *le plus foible*. Mais cela est fini, et on y mettra bon ordre » à l'avenir ».

En écrivant ainsi aux philosophes, qui se proclamoient les amis de l'humanité, il falloit que Frédéric fût d'avance bien sûr de leur approbation, et que ces philosophes se contenteroient de sourire, en voyant un des spoliateurs de la Pologne se plaindre de ce que *le plus fort opprime le plus foible.*

FIN DU I.er VOLUME.



